GORDON THOMAS

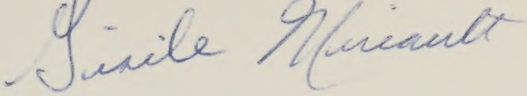
ENQUÊTE SUR LES MANIPULATIONS MENTALES

Les méthodes de la C.I.A. et des terroristes

ALBIN MICHEL

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/enquetesurlesman0000thom



ENQUÊTE
SUR LES MANIPULATIONS MENTALES

Gordon Thomas

ENQUÊTE SUR LES MANIPULATIONS MENTALES

Les méthodes de la CIA et des terroristes

Traduit de l'américain
par Dominique Péju

Albin Michel

Édition originale anglaise :
JOURNEY INTO MADNESS
MEDICAL TORTURE
AND THE MIND CONTROLLERS
© Gordon Thomas, 1988
Bantam Press, a division of
Transworld Publishers Ltd, Londres.

Traduction française :
© Éditions Albin Michel S. A., 1989
22, rue Huyghens, 75014 Paris.

Tous droits réservés. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit — photographie, photocopie, microfilm, bande magnétique, disque ou autre —, sans le consentement de l'auteur et de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

ISBN 2-226-03780-2

Pour
Nicolas et Natacha

En leur souhaitant un monde
à venir délivré des horreurs
relatées dans ces pages

Sommaire

Perspectives 13

LIVRE I

1. Les médecins de la terreur 27
2. Les spécialistes 44
3. Le réseau de la folie 71
4. Connections 90

LIVRE II

5. Le grain est semé 117
6. Absence de doutes 136
7. Au-delà de toute raison 154
8. Les armes ultimes 174
9. Les euphorisants 194
10. Dilemmes 212
11. La chambre des horreurs 229
12. Consciences inquiètes 248
13. Au bord des ténèbres 266
14. Folie, folie 281
15. Les parjures 302
16. L'ère des sorcières 317

LIVRE III

17. Plus loin, toujours plus loin 339
18. Façonner l'avenir 360
19. Guerre sur tous les fronts 382
20. Pour le moment 396

Postface 397

Sources 413
Bibliographie 420
Index 421

Je le jure par Apollon médecin, par Hygée, par Panacée et par tous les dieux et déesses que je prends à témoin, j'accomplirai de tout mon pouvoir et selon mes connaissances ce serment tel qu'il est écrit.

Je regarderai comme mon père celui qui m'a enseigné la médecine, je l'aiderai à vivre et lui donnerai ce dont il a besoin. Je regarderai ses enfants comme mes propres frères. S'ils veulent apprendre cet état, je leur enseignerai sans argent ni obligation par écrit ; je leur ferai connaître ses principes, je leur donnerai des explications étendues ; je leur communiquerai généralement toute la doctrine, comme à mes enfants, à eux, et aux disciples qui auront été immatriculés, et qui auront prêté le serment suivant l'usage de la médecine, mais non à d'autres qu'à ceux-là.

J'ordonnerai aux malades le régime convenable, d'après mes lumières et mon savoir. Je les défendrai contre toutes choses nuisibles et injustes. Je ne conseillerai jamais à personne d'avoir recours au poison et j'en refuserai à ceux qui m'en demanderont. Je ne donnerai à aucune femme de remèdes pour la faire accoucher avant son terme. Je conserverai ma vie pure et sainte aussi bien que mon art. Je ne taillerai point les personnes qui ont la pierre ; je laisserai cette opération à ceux qui en font profession. Lorsque j'entrerai dans une maison, ce sera toujours pour assister des malades, me tenant pur de toute injustice et de toute concupiscence envers les hommes, les enfants et les femmes, esclaves ou libres. Tout ce que je verrai ou entendrai dans le commerce des hommes, dans les fonctions ou hors des fonctions de mon ministère, et qui ne devra point être rapporté, je le tiendrai secret, le regardant comme une chose sacrée.

Ainsi puissé-je vivre heureux longtemps, réussir dans mon art et devenir célèbre dans tous les siècles, comme je garderai ce serment sans violer un seul article. Si j'y manque et me parjure, qu'il m'arrive tout le contraire.

Serment d'Hippocrate dans sa forme originale.

Je jure solennellement de consacrer tout mon savoir et toutes mes forces à la préservation et à l'amélioration de la santé de l'homme, à la guérison et à la prévention des maladies, de travailler consciencieusement partout où les intérêts de la société l'exigeront ; d'être toujours prêt à apporter une aide matérielle, d'être attentif et prévenant envers les patients, de maintenir la confiance en la médecine ; de perfectionner sans cesse mes connaissances médicales et ma compétence de praticien ; d'apporter ma contribution au développement de la science et de la pratique médicales ; de faire appel, si l'intérêt du patient l'exige, à l'avis de mes confrères et de ne jamais, pour ma part, refuser de leur apporter mon aide ou mes conseils ; de préserver et de transmettre les nobles traditions de la médecine de notre pays ; d'être toujours guidé dans mes actes par les principes de la morale communiste, de garder toujours à l'esprit le noble idéal du praticien soviétique et ma responsabilité envers le peuple de l'Etat soviétique. Je jure de respecter ce serment jusqu'à la fin de ma vie.

Serment des médecins d'Union soviétique.

Je jure devant Dieu, le Grand, de tenir compte de Lui dans l'exercice de ma profession ; de protéger la vie humaine, à toutes ses étapes et en toutes circonstances, de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour la sauver de la mort, de la maladie, de la douleur et de l'angoisse ; de ne pas attenter à la dignité des êtres, de préserver leur intimité et de ne pas trahir leurs secrets ; d'être jusqu'au bout un instrument de la miséricorde divine, de prodiguer mes soins au proche comme à l'étranger, au vertueux et à l'ami comme à l'ennemi ; de travailler assidûment pour parfaire mes connaissances que j'utiliserai pour le bien de l'humanité et jamais pour faire le mal ; de révérer mon maître et d'instruire mon élève ; d'être le frère des membres de la profession médicale unis dans la piété et la charité ; de vivre selon ma Foi en privé comme en public, en évitant tout ce qui pourrait me faire déchoir aux yeux de Dieu, de ses Apôtres ou de ses fidèles. Que Dieu soit témoin de ce serment.

Serment des médecins islamiques.

Perspectives

Les morts ne comptent que lorsqu'ils laissent un témoignage.
JOËL FILARTIGA, père d'un fils mort sous la torture

Dans *La Peste* d'Albert Camus, le Dr Rieux se disait déterminé à achever sa chronique, « pour témoigner en faveur de ces pestiférés, pour laisser du moins un souvenir de l'injustice et de la violence qui leur avaient été faites. [...] Mais il savait cependant que cette chronique ne pouvait pas être celle de la victoire définitive. Elle ne pouvait être que le témoignage de ce qu'il avait fallu accomplir et que, sans doute, devraient accomplir encore, contre la terreur et son arme inlassable », tous les hommes qui refusent d'admettre les fléaux. Je ne peux donner de meilleure justification aux pages qui vont suivre.

Si depuis quelque temps le terrorisme a retenu l'attention générale, presque rien n'a été dit sur la façon dont certains médecins mettent aujourd'hui leurs compétences à son service. Ils examinent régulièrement des suspects pour déterminer le degré de torture auquel ils peuvent être soumis. Ils assistent aux séances pour remédier aux effets physiques immédiats des sévices qu'ils ont programmés afin de permettre la poursuite de l'interrogatoire. Des praticiens travaillant dans le cadre du terrorisme d'Etat rédigent de faux certificats de décès concernant des personnes dont ils savent pertinemment qu'elles sont mortes sous la torture, en attribuant fréquemment leur mort à un « accident cardiaque » ou à une « pneumonie ». Les praticiens membres d'organisations terroristes fournissent à celles-ci, ou utilisent eux-mêmes, des drogues pour forcer des otages à participer à des enregistrements vidéo, se livrer à des confessions, des proclamations et

des plaidoyers pathétiques qui alimentent régulièrement les journaux télévisés. Ces mises en scène spectaculaires sont destinées à exercer une pression psychologique sur l'opinion internationale pour permettre aux ravisseurs d'atteindre leurs buts.

Toutes ces pratiques sont contraires à l'éthique médicale telle qu'elle est définie par les trois serments que prête chaque praticien avant de pouvoir exercer : ne faire aucun mal, assister tous ceux qui en ont besoin, et ne traiter qu'avec le consentement du patient. Ces vœux sont quotidiennement, et de façon flagrante, violés par des médecins dont les actes peuvent être assimilés à la torture selon la définition admise par les Nations unies, Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme : infliger délibérément des sévices à un individu pour briser sa volonté. En 1988 ces violations manifestes s'étaient répandues dans plus de quatre-vingt-dix pays ; un quart de la population du monde vit dans des régions où les abus sont depuis longtemps monnaie courante, particulièrement en Union soviétique, en Amérique latine, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

Les auteurs de violence physique ou psychologique n'appartenant pas au corps médical, comme les gardiens de prison ou les interrogateurs, sont bien souvent secondés par des médecins prêts à faire fi de toute éthique professionnelle pour les conseiller ou pratiquer eux-mêmes la torture. Les psychiatres sont particulièrement mis à contribution par des Etats soucieux de maintenir leur emprise sur les pensées et les actes de leurs citoyens. Le *1984* de George Orwell et *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley sont une réalité dans les pays où l'Etat épie les actes des individus et interprète leurs intentions de façon à pouvoir éliminer toute opposition politique légale. Dans nombre de cas, les médecins et les psychiatres fournissent le label scientifique — et le vernis de la légitimité — qui permet à l'Etat d'incarcérer, de discréditer et de réduire au silence tous ceux qui s'opposent à la politique officielle. Présenter un opposant politique comme « dément » ne serait pas crédible sans leur soutien actif. En Russie, la glasnost n'a rien fait de significatif pour réduire le nombre de dissidents qui languissent en détention et continuent à être torturés psychologiquement et physiquement par des praticiens qui cherchent à modifier leurs opinions politiques. On ne peut donner aucun chiffre précis sur le nombre de médecins concernés. Certains défenseurs des droits de l'homme avancent un chiffre global de plusieurs milliers. Il s'agirait plutôt de quelques centaines, du moins pour ceux qui sont quotidiennement impliqués dans la torture. Il est manifestement

impossible de parvenir à un chiffre exact concernant ceux qui y collaborent discrètement. Mais un seul serait déjà de trop.

Il est certain que les médecins n'ont pas commencé à participer à la torture le jour où Hitler comprit qu'ils avaient un rôle indispensable à jouer dans la Solution Finale. On ne saurait non plus fournir la moindre excuse aux médecins nazis, pas plus qu'à leurs successeurs, en disant qu'il s'agissait simplement de médecins fous cherchant à satisfaire des fantasmes sadiques. Nombre de ces praticiens étaient par ailleurs des gens ordinaires, nous rappelant ainsi que nous sommes encore incapables d'expliquer certains comportements. Evidemment, beaucoup de ce qui va être décrit ici ne peut être expliqué par un recours rassurant à des explications psychologiques, dans lesquelles la personnalité et les motivations s'imbriqueraient parfaitement. Tout ce que l'on peut affirmer avec certitude est que, puisque ce récit est authentique, il ne peut y avoir d'explication simple à ce type de comportement.

Lors de la rédaction de ce livre, j'ai eu accès à des témoignages de première main : rapports d'organisations humanitaires sur des cas avérés de torture organisée médicalement ; dépositions dûment certifiées de victimes de tortures médicales ; déclarations de transfuges, issus d'organisations terroristes ou ayant participé au terrorisme d'Etat, sur le recours à des praticiens pratiquant eux-mêmes la torture ; ou documents authentiques recueillis par les forces de sécurité, fournissant de nombreuses preuves de traitements cruels, inhumains ou dégradants, infligés directement par des médecins ou sur leur ordre.

Des interviews sont venus corroborer ces éléments d'informations. Trente-cinq ans de recherches dans divers domaines m'ont convaincu que la seule façon de comprendre pleinement un sujet est de parler à ceux qui sont directement impliqués. Pour *Enquête sur les manipulations mentales,* j'ai sillonné de long en large l'Amérique du Nord, l'Europe, le Moyen-Orient puis l'Asie et, enfin, l'Amérique latine. Pendant tout ce temps j'ai dû, au milieu de nombreuses versions, démêler le vrai du faux. J'ai rencontré plus d'une centaine de personnes appartenant directement à des services secrets ou collaborant avec eux. Cela allait des employés de bureau aux agents de terrain, des universitaires aux praticiens employés dans les prisons et les centres d'interrogatoires. J'ai eu de multiples entretiens avec plus d'une cinquantaine de ces gens ; environ dix-sept « sources » de première main ont été interrogées chacune une douzaine de fois ou

plus. Je m'étonne encore de la patience dont ils ont fait preuve, et de leur empressement à parler. Ils n'ont exigé, et obtenu, qu'une seule garantie : le respect de leur anonymat. A ce moment-là, ceux qui sont étrangers au journalisme d'investigation lèvent parfois les bras au ciel en posant la question : « S'ils refusent d'être nommés, comment peut-on les croire ? » Il n'existe qu'une réponse sensée ; généralement, les hommes et les femmes qui travaillent dans le monde du renseignement n'acceptent d'aborder les sujets touchant à la sécurité que s'ils ont l'absolue garantie de ne pas être identifiés.

Pourtant, cette réserve n'enlève rien à la fiabilité de leurs déclarations ; elle oblige simplement un reporter à ne jamais baisser sa garde. J'ajouterai que je me suis conformé aux règles établies par deux des plus grands rédacteurs en chef de ce siècle avec qui j'ai eu la chance de travailler : Artur Christiansen du *Daily Express* et Ed Thompson du *Reader's Digest.* Pour eux, il était absolument essentiel de faire appel, chaque fois que c'était possible, à deux sources différentes, et de refléter exactement un moment de l'entrevue si l'on écrivait qu'un interlocuteur avait « senti », « perçu », « pensé », « compris » ou « cru ». Tous deux insistaient sur la nécessité de rendre aussi précisément que possible les attitudes et la personnalité de l'interviewé même lorsqu'il (ou elle) n'était pas directement cité(e). Bob Woodward, du *Washington Post,* nous a rappelé à juste titre la nécessité d'essayer de distinguer ce qui doit être réellement tenu secret pour des raisons de sécurité nationale et ce que l'administration cherche à enterrer sous prétexte de sécurité, alors qu'il s'agit en fait de dissimuler des prises de décisions absurdes ou des comportements contraires à l'éthique. Dans son ouvrage, *Le Voile : les guerres secrètes de la CIA, 1981-1987,* Woodward citait les préceptes d'un autre vétéran de notre profession, Ken Auletta. Ce dernier a fait la synthèse de l'ensemble du travail complexe effectué à partir de sources de première ou de seconde main, de conversations enregistrées ou non, et de la reconstitution d'un événement à partir de notes, documents, lettres, journaux intimes et dossiers personnels. Auletta écrivait qu' « aucun reporter ne peut reconstituer le passé avec cent pour cent d'exactitude. La mémoire joue des tours aux participants, surtout lorsque le dénouement est devenu connu. Il doit se prémunir contre les inexactitudes en recoupant diverses sources. Mais cette restriction que s'impose volontairement le journaliste est une garantie pour le lecteur ».

J'ai toujours gardé à l'esprit ces principes énoncés par Auletta au cours de mes interviews. Et, de la même façon que *Le Voile* fut un des premiers ouvrages à jeter une lumière sur l'univers de l'espionnage

moderne, celui-ci se voudrait un premier essai sur celui de la torture médicale. Comme Woodward définissait son attitude par rapport à son travail, je reconnais spontanément que l'histoire narrée dans ces pages ne saurait prétendre épuiser le sujet ; j'y vois plutôt une incitation pour d'autres à suivre cette piste, à se tourner vers ce qui est le but essentiel du reportage aujourd'hui : fournir des bases solides aux historiens de demain.

Lors de sa publication à l'automne 1987, *Le Voile* fut largement critiqué. On prétendit que l'ancien directeur de la CIA, William Joseph Casey, n'aurait jamais accordé les interviews dont Woodward faisait état, ou du moins pas pour qu'elles soient publiées si tôt ; et, s'il l'avait fait, il n'aurait cherché, par une manœuvre de désinformation, qu'à façonner sa place dans l'histoire en abusant Woodward. Sempiternel problème de la fiabilité des sources. Personnellement, je suis plutôt porté à croire que Woodward a bien eu près d'une cinquantaine d'entretiens avec Casey et que celui-ci s'y est montré aussi franc que le suggère son ouvrage.

J'ai rencontré Casey à deux reprises à Washington en mai 1986. Ma démarche avait été facilitée par des diplomates américains et des membres de la CIA au Moyen-Orient que j'avais contactés pour me renseigner sur la situation des otages de Beyrouth. D'après eux, Casey était le seul homme capable de fournir un début de réponse à mes questions. Notre première rencontre eut lieu à l'International Club de Washington, le vendredi 21 mars, la seconde au même endroit quatre jours plus tard. En ces deux occasions, Casey portait le même costume bleu sombre, visiblement taillé sur mesure étant donné sa corpulence. Il paraissait considérablement plus gros que lors de ses apparitions télévisées, et aussi plus vieux. Il semblait souffrant, la peau grise et tendue autour des yeux et de la mâchoire. Il ne perdit pas de temps en bavardages et entra directement dans le vif du sujet. Je lui fis un bref exposé de ce que j'avais appris au Moyen-Orient à propos des otages. Il écouta attentivement et déclara qu'une partie de ce que j'avançais n'était « que de foutues spéculations ». Puis il se mit de lui-même à modérer la portée de ses propos en m'expliquant, détails à l'appui, pourquoi la CIA croyait que les otages étaient détenus dans des conditions épouvantables, et même soumis à de mauvais traitements administrés par un médecin. Il me suggéra d'autres voies, d'autres angles de recherche et se montra courtois et coopératif... jusqu'à un certain point... car, me dit-il, il « travaillait avec un autre écrivain » et ne pouvait par conséquent m'apporter qu'une aide limitée. Cet écrivain n'était autre, évidemment, que Bob Woodward. Mais Casey

me fournit quelques confirmations sur certains sujets clés relatifs à la torture médicale, parlant sans ambages après avoir obtenu l'assurance que rien de ce qu'il disait ne lui serait attribué.

Sa mort survenue le 6 mai 1987 m'a délié de cette promesse, et je peux maintenant dire ce que ce livre lui doit, même si je suis persuadé qu'il aurait souhaité que beaucoup de révélations sur les agissements de la CIA ne voient jamais le jour. J'ai senti, lors de nos entretiens, qu'il était décidé à protéger non seulement l'agence qu'il dirigeait mais aussi celle dont il avait hérité. J'appris sa mort alors que je poursuivais mon enquête au Moyen-Orient sur une des pistes qu'il m'avait indiquées. Ce décès survint au moment où le Congrès venait de commencer ses auditions publiques sur le fiasco de l'Irangate, dont les ramifications étaient directement liées à la prise d'otages qui est un des thèmes de ce livre.

Le directeur de la CIA, comme les autres personnages de l'ombre que j'ai interrogés, refusait qu'on l'enregistre ou que l'on prenne des notes sur le moment ; celles-ci devaient être rédigées immédiatement après comme « arrière-plan », expression fourre-tout qui signifie que les informations fournies peuvent être utilisées mais non nommément attribuées. D'une manière surprenante, cela a marché ; les recoupements montraient invariablement que mes « sources » étaient non seulement bien informées, mais aussi qu'elles disaient la vérité. Je ne fais pas partie de ceux qui soutiennent que les services secrets consacrent leur temps et leur argent à mener une conspiration internationale permanente destinée à tromper les journalistes et les auteurs. Sans aucun doute, il leur arrive parfois à tous de pratiquer la désinformation en face de gens crédules ou mal informés. Mais *tout* le temps ? Non. Cela dit, je me dois d'ajouter que quelquefois on a tenté d'évacuer le problème de la torture médicale en la présentant comme un moyen extrême, certes, mais *indispensable* face à des suspects dangereux. Le rôle du médecin prêt à intervenir lorsque la vie d'une victime est menacée pourrait alors s'apparenter à celui d'un arbitre de boxe. De tels arguments ne tiennent pas compte des séquelles durables sur l'équilibre psychique et émotionnel de ceux qui ont subi *quelque forme que ce soit* de violation de leurs droits fondamentaux d'hommes. Les récits des victimes de la torture témoignent d'innombrables traumatismes : cauchemars récurrents, phobies, crises d'angoisse et souvent impuissance. Certains de ces symptômes sont directement imputables à des violences médicales, elles-mêmes difficiles à repérer, et encore plus à prouver car ceux qui les pratiquent sont souvent extrêmement qualifiés.

A nouveau, on a soutenu que certains des médecins impliqués dans les sévices physiques ou la manipulation psychique étaient forcés d'accepter, leur refus pouvant mettre en danger leur carrière, voire leur vie et celle de leurs proches. On peut aisément rétorquer que la très grande majorité des médecins — qu'ils vivent dans des Etats totalitaires ou dans un environnement terroriste — refusent de se livrer à ce genre de pratiques qui vont des sévices sexuels aux simulacres d'exécutions. Ils courent souvent, il est vrai, de gros risques en refusant de prendre part à la violation des droits de l'homme qui est devenue tellement systématique et efficace qu'elle a pris des proportions industrielles, avec ses drogues, ses électrochocs, ses bâillons, ses garrots, ses bandeaux pour les yeux et ses fers rouges. La nécessité de se préserver n'est pas non plus un système de défense nouveau. Il a été utilisé par certains des vingt et un médecins allemands tortionnaires jugés à Nuremberg. Les révélations faites lors de leurs procès menèrent à l'adjonction d'un additif au Serment d'Hippocrate : « Je ne permettrai pas que des considérations de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un parti politique ou de situation sociale me détournent de mon devoir envers le malade. »

Quarante ans après, dans la logique du terrorisme d'Etat et des organisations qui s'y livrent, la coopération médicale fait partie intégrante de la torture dans de nombreux pays. Exactement comme les médecins nazis se tenant sur les rampes d'Auschwitz et d'autres camps — que le Pr Robert Jay Lifton comparait à des « portiers mythiques officiant entre le monde des morts et celui des vivants » —, leurs successeurs continuent à utiliser pour blesser la main qui devrait soigner. Le travail de cet auteur sur les crimes des médecins nazis constitue un matériau inestimable pour chacun de ceux qui s'interrogent sur toutes les formes de torture médicale.

Alors même que je rédige cet ouvrage, et en me relisant, je continue à être troublé par le fait que certains praticiens participent encore à la torture. Leur comportement fait peser une menace permanente sur ceux d'entre nous qui jouissent encore du plus précieux de tous les biens ; leur libre arbitre. En travaillant à ce livre, j'ai dû composer avec mes propres émotions, un mélange d'incrédulité, d'ahurissement, de dégoût et de colère et, plus que tout, au début de mon enquête, la crainte de ne pas avoir la force d'affronter un univers aussi monstrueux. Rien, dans mes recherches précédentes, n'aurait pu me préparer à la sinistre réalité de médecins qui s'emploient délibérément à détruire les cerveaux et les corps qu'ils ont été formés pour guérir ; comprendre que des praticiens font

partie d'une machine à tuer a provoqué, et provoque toujours, une horreur particulière.

La plupart d'entre eux, hors de leur travail, ne donnent pas l'impression d'être totalement mauvais ; ils correspondent rarement à l'imagerie populaire des personnages démoniaques. Et justement, on peut dire qu'il est démoniaque qu'ils ne soient *pas* démoniaques. Il est profondément troublant de se rendre compte que leur activité ne requiert pas une personnalité sadique ; leur comportement confirme que ce que l'on peut légitimement appeler des « gens ordinaires », instruits et formés pour trouver leur place dans la très vieille profession de la santé, peuvent aller jusqu'à se rendre coupables d'actes authentiquement pervers. Pour démontrer leur capacité à agir ainsi, j'ai ressenti, comme le Dr Rieux, l'impérieuse nécessité d'aller au bout d'une chronique qui commença, du moins pour moi, avant l'aube, entre chien et loup, à l'heure où, comme disent les fidèles, la nuit s'achève et qu'un nouveau jour se lève sur Beyrouth : à quatre heures et demie, un matin de mai 1987.

Le commandant de l'armée syrienne Sayad al-Hussein surveillait à travers ses jumelles de nuit l'amas de ruines fortifiées qui dominait la ville. Cette barricade, improprement baptisée la Ligne Verte, séparait la ville chrétienne du secteur musulman.

C'était la troisième fois que le commandant me conduisait en ce lieu. Chaque fois, nous avions fait le trajet au milieu des obus traçants, feu d'artifice permanent qui fait probablement de Beyrouth la ville la plus dangereuse du monde. Les tireurs d'élite armés de fusils équipés de viseurs à infrarouge occupaient une position dominante depuis les fenêtres des bâtiments de béton environnants. Nous étions là dans l'espoir d'apercevoir un individu qui nous intéressait l'un et l'autre. Le commandant aurait bien aimé l'interroger, mais il savait qu'il ne le pourrait pas avant d'avoir reçu des ordres de l'autorité supérieure : dans l'atmosphère tourmentée et instable de Beyrouth, toute initiative intempestive pouvait déclencher un nouveau bain de sang.

Pour ma part, je voulais découvrir le visage qui occupait l'esprit de maints psychanalystes à Washington, Londres, Paris, Vienne, Wiesbaden et Tel-Aviv. Ils essayaient de le jauger à distance, créant de fascinants profils psychologiques d'après les rapports des agents secrets et des informateurs. Ce qu'ils avaient mis à ma disposition avait excité ma curiosité. Je voulais voir en chair et en os l'objet de ces études intensives. Je savais pertinemment que l'observer dans son propre milieu ne le rendrait pas plus facile à comprendre, mais cela

m'aiderait à le *situer* d'une façon que toutes les informations que j'avais accumulées ne me permettaient pas.

Tandis que le jour se levait, le commandant ajusta ses jumelles de jour. Il me les tendit soudain en m'indiquant un point derrière la Ligne Verte, à environ cinq cents mètres, dans le secteur musulman de Beyrouth-Ouest, où des gens commençaient à sortir dans la rue. Dans la lumière plus forte, l'homme ressemblait assez peu à la photo que le commandant al-Hussein m'avait montrée précédemment : son visage était plus mince et moins jeune ; seul le visage grêlé rappelait une enfance ravagée par une mauvaise santé. Il était également plus grand que ne le suggérait son portrait, un mètre quatre-vingts environ, un corps sec et nerveux vêtu d'un costume trois-pièces foncé. Seules concessions à la mode vestimentaire locale, il ne portait pas de cravate et son pantalon était rentré dans des bottes de combat. Il avait une trousse de médecin à la main. Rien n'indiquait chez Aziz al-Aboub, parfois connu sous le nom d'Ibrahim al-Nahir, que c'était un médecin tortionnaire. Mais, pour essayer de comprendre ce que signifiaient précisément ces mots, continuer à l'observer tandis qu'il traversait la rue d'un pas rapide me semblait un bon point de départ...

LIVRE I

Les connaissances et la technologie médicales modernes sont telles que ceux qui possèdent des compétences particulières savent exactement comment les utiliser pour attaquer la constitution physique et psychologique de leurs victimes.

Extrait d'un entretien de l'auteur avec le Dr Frederico Allodi, psychiatre canadien et membre de l'Amnesty International Medical Group, à Toronto, le 1-3 avril 1987.

Il y a un médecin à Beyrouth qui résume ce qu'on entend par torture médicale. Il drogue les otages pour les rendre plus faciles à manipuler et à transporter d'un lieu sûr à un autre sans trop de problèmes. Il sait combien de temps on peut les coiffer de cagoules et quand il faut les isoler. Ce genre de choses. Il incarne le mal absolu.

Extrait d'un entretien de l'auteur avec Aerial Merari, directeur des études sur le terrorisme au Centre d'études stratégiques de Jaffa, à Tel-Aviv, le 7 mai 1987.

1

Les médecins de la terreur

Bien avant de devenir médecin, Aziz al-Aboub avait pris l'habitude de se mouvoir rapidement et en prenant le maximum de précautions. Sa vie en dépendait, tout simplement.

On lui avait enseigné ces règles de sécurité dans un camp d'entraînement, en même temps que tout ce qu'il devait savoir sur le maniement des explosifs et leurs réactions chimiques. Mais il pensait que lorsque la violence était absolument inévitable, elle devait s'exercer contre l'esprit et non contre le corps. Sa foi en cet aphorisme le situait en marge de sa communauté.

Pour remplir sa mission, qui l'obligeait à se déplacer chaque jour dans l'aube de Beyrouth, il avait reçu une formation spéciale dans les techniques du contrôle du cerveau. Un nombre croissant de ses confrères travaille aujourd'hui dans les hôpitaux psychiatriques soviétiques où sont détenus les refuzniks juifs et des dissidents politiques de toutes tendances, comme dans les prisons qui se multiplient en Afghanistan, en Ethiopie, en Iran, en Syrie, ou dans les centres construits à cet effet, de l'Albanie à l'Angola. Certains régimes de droite forment également des praticiens à des tâches similaires à travers l'Amérique latine et l'Asie, de la pointe sud de l'Afrique au 38e parallèle qui partage la Corée en deux régimes également oppressifs. Dans tous ces pays, comme dans de nombreux autres, des médecins entretiennent quotidiennement la même terreur chez leurs victimes ; ceux-ci savent que leur famille, leurs amis ou leur avocat ne peuvent rien pour eux ; qu'ils sont exclus de tout cadre légal et à la merci de ceux dont le rôle consiste justement à être sans merci. Le Dr al-Aboub pouvait se réconforter, si tant est qu'il en ait eu besoin, en se disant que le genre de travail qu'il effectuait était ailleurs financé par l'Etat et se pratiquait discrète-

ment sous des gouvernements signataires de la charte internationale des *Droits de l'Homme*.

A Beyrouth, la loi ne représentait plus grand-chose. Autrefois orgueil de la colonisation française, la ville glissait de jour en jour vers le tiers monde. L'inflation et le marché noir sévissaient. La livre libanaise avait encore moins de valeur que les coupures de la république de Weimar. L'effondrement du niveau de vie avait laissé des séquelles profondes au sein d'une population qui avait essayé d'intégrer la guerre civile dans son mode de vie. Mais, de la rue Hamra à l'ouest à la tour Riza à l'est, le long de la Corniche du bord de mer, à travers les ruelles de Kantari, à chaque coin de rue flottait quelque chose qui allait de pair avec l'odeur de la mort — le sentiment de la vie ruinée, un parfum aigre et pénétrant qui traduisait mieux que n'importe quels mots la désespérance d'un peuple.

La présence du Dr al-Aboub était une preuve de l'emprise totale du Hezbollah sur Beyrouth ; le pouvoir réel était bien tombé aux mains des musulmans chiites. Habitués depuis longtemps à la pauvreté, ils se souciaient peu de richesse ou de prospérité. Ils ne redoutaient pas, voire même désiraient, que la ville, ou même l'ensemble du Liban, sombre dans un chaos irréversible. De cet abîme ils se lèveraient pour revendiquer pour toujours le pays au nom de l'Iran. Le Dr al-Aboub était là pour leur faciliter la tâche. C'est pourquoi il pouvait se déplacer en toute quiétude dans les rues les plus dangereuses du monde.

La rue que j'observais, barrée sur la moitié de sa largeur par des sacs de sable, faisait penser à la fois à un champ de bataille et à un chantier de démolition. Chaque voiture qui en approchait devait d'abord se frayer un chemin entre des bidons d'essence remplis de gravats, reliés entre eux par des banderoles noires, la couleur du Hezbollah. Au-delà se tenait un groupe de jeunes coiffés de keffiehs et vêtus de treillis kaki déchirés. Leur accent trahissait leur origine, le Sud rural, terre de fanatisme. Maintenant ils avaient bâti un village dans la rue ; derrière la barricade, on apercevait un brasero, des gamelles, des cageots de fruits et de légumes, des sacs de couchage. Ils vivaient, dormaient là et étaient prêts à mourir pour défendre cette position. Ils recevaient pour cela l'équivalent de trois cents dollars US par mois, salaire faramineux si l'on tient compte de l'effondrement économique du Liban — et nettement supérieur aux soixante-quinze dollars US versés par les Israéliens à chaque membre de la milice du Sud-Liban.

Le Dr al-Aboub, selon des rumeurs répandues dans Beyrouth-Ouest, recevait dix fois cette somme, disposait d'un appartement et

d'une voiture pour se rendre dans la vallée de la Bekaa où étaient détenus quelques-uns des otages étrangers. De tels signes de prestige, s'ajoutant à son éducation et à son comportement autoritaire, en faisaient un être à part, au sein même de sa communauté. Si les gens ne le révéraient pas réellement, ils lui manifestaient une certaine déférence et le craignaient peut-être quelque peu. Tout le monde savait qu'il avait le pouvoir de vie et de mort sur les otages et que, si on lui donnait l'ordre de tuer, il l'exécuterait sans la moindre hésitation.

Pour prouver leur loyauté et mettre au défi l'armée syrienne qui avait interdit ce genre de manifestations, les jeunes avaient couvert un mur d'affiches. Sur l'une d'elles, un « L » arabe vert, symbole du Hezbollah, venait se fondre dans la silhouette d'une Kalachnikov. Entre les affiches étaient intercalées des photos en couleurs d'austères visages barbus. C'étaient ceux de certains des jeunes martyrs, conducteurs de camions-suicide ou tireurs isolés qui avaient trouvé la mort. Tous portaient, cousu sur le brun triste de leurs vestes de combat, l'insigne du Hezbollah. Comme manifestation supplémentaire de défi, ces jeunes faisaient flotter un drapeau iranien, dont la hampe était fichée dans un tumulus de gravats. Parfois, pour tromper l'ennui, ils posaient les uns pour les autres, le fusil à la main, les pieds solidement plantés dans les décombres, scandant des slogans contre leurs ennemis. Leur jeunesse rendait tout cela encore plus terrifiant. Le plus âgé n'avait pas quatorze ans.

Jeunes et vieux saluaient de la tête le Dr al-Aboub qu'ils fixaient en silence. Ils étaient chargés d'empêcher toute tentative de venir au secours des otages. Ces enfants-soldats savaient que de l'autre côté de la Ligne Verte, où commençait ce monde haï qu'ils appelaient le « Pays de Satan », on ignorait que nombre d'entre eux avaient survécu à une incarcération ponctuée parfois par la pose d'un pistolet sur la tempe où à des simulacres d'exécution méticuleusement mis en scène. Depuis le début du conflit, des centaines de Libanais avaient été enlevés, torturés et tués par des factions diverses. Mais parmi les survivants, on comptait vingt-quatre étrangers dont certains avaient déjà passé près de huit cents jours en captivité. C'est à ces hommes que le Dr al-Aboub rendait visite tous les matins. Sa trousse contenait diverses drogues d'origine soviétique ou américaine, capables de réduire la volonté de résistance des otages les plus endurcis. Il n'était pas toujours nécessaire de leur injecter ces drogues : une capsule ou une fiole mélangée à leur nourriture constituait une méthode simple et efficace.

L'usage de drogues faisait partie d'un plan soigneusement élaboré

dont les enregistrements sonores et vidéo des otages expédiés régulièrement aux médias du monde entier étaient le point d'orgue spectaculaire et poignant. Les bandes magnétiques traduisaient un sentiment de désespoir et souvent une véritable terreur qui avaient été délibérément provoqués par les drogues, dans le but de frapper l'opinion publique et de forcer les dirigeants étrangers à céder aux exigences des ravisseurs. Les techniques du Dr al-Aboub avaient laissé des gouvernements comme ceux de Grande-Bretagne et des Etats-Unis furieux et impuissants ; le pouvoir dont il disposait, sa compétence dans le domaine du contrôle effectué sur l'esprit lui avaient permis de tenir la dragée haute aux diplomates et aux stratèges occidentaux. Si ses agissements étaient connus, le Dr al-Aboub souhaitait néanmoins rester dans l'ombre. En cela, il ne différait en rien de ses semblables ; partout, les médecins tortionnaires sont passés maîtres dans l'art de dissimuler leurs activités.

Il savait parfaitement qu'aucun examen n'était suffisamment précis pour permettre d'attribuer sans risque d'erreur un signe ou un symptôme à un acte médical spécifique. Il n'ignorait pas non plus que la liste des praticiens qui suivaient la même voie que lui ne cessait de s'allonger. Au Chili, des diplômés du Colegio Medico travaillaient quotidiennement, dans les nombreux centres secrets de détention du pays, à mettre au point les moyens les plus efficaces de brutaliser les prisonniers. En Turquie, des médecins rattachés au laboratoire de recherches dépendant de la Direction de la sécurité turque étaient chargés de superviser les séances de torture pour pouvoir y mettre fin juste avant la mort clinique ; c'était également à eux de décider de l'opportunité de faire assister un prisonnier à des sévices pratiqués sur sa femme ou ses enfants dans l'espoir de le briser plus facilement. Dans les prisons à l'ouest du Jourdain, particulièrement à Al-Fara, des médecins liés par le code éthique de l'Association des médecins israéliens examinaient les prisonniers pour déceler les points les plus vulnérables de leur corps afin que la torture n'y soit pas appliquée, et se garantir de cette façon contre les accusations toujours gênantes de décès provoqués par des violations flagrantes des droits de l'homme. A Montevideo, en Uruguay, d'autres médecins enseignaient à l'Ecole du renseignement, la seule académie militaire du monde occidental où l'on s'adonnait à des « travaux pratiques de torture » au cours desquels le médecin-chef de l'établissement ranimait les victimes pour permettre aux étudiants de continuer à les maltraiter. A la Banque du sang de Bagdad, les opposants au régime étaient saignés à blanc pour fournir du plasma aux victimes de la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Le Dr al-Aboub n'était pas seul — tant s'en faut.

De chaque côté de la rue se dressaient les hautes silhouettes de bâtiments en ruine ; les bougainvillées grimpaient en travers de leurs rez-de-chaussée transformés en dépotoirs envahis par les détritus et les voitures calcinées. Un amas de décombres à travers lequel des souches d'arbres carbonisés pointaient comme des doigts accusateurs, voilà tout ce qui restait de l'ancienne ambassade des Etats-Unis, détruite en 1983 par une voiture piégée qui avait fait soixante-trois victimes. Les Américains avaient quitté Beyrouth-Ouest pour un bâtiment situé dans le secteur est de la ville. Ni les contrôles ni les barrières n'avaient suffi à les sauver là non plus. Un autre terroriste, au volant d'un camion bourré de plus de deux cent cinquante kilos d'explosifs perça les défenses un jeudi matin d'octobre 1984 et détruisit l'édifice, blessant ou tuant encore cinquante membres du personnel de l'ambassade.

Cela avait été une période agitée pour les jeunes kamikazes qui réclamaient à cor et à cri l'honneur d'être les prochains à se sacrifier.

Le Dr al-Aboub, avec ses méthodes, les avait pour une large part supplantés. Alors qu'ils s'attaquaient directement à l'ennemi, son approche était beaucoup plus subtile. Sans user du moindre gramme d'explosif, il avait fait beaucoup mieux qu'eux, prouvant que la violence la plus efficace était celle qu'il pouvait tirer de sa trousse de médecin.

La justification de son comportement trouvait sa source dans la « nouvelle moralité » adoptée par tous les praticiens impliqués dans la torture. Mikhaïl Bakounine, l'anarchiste russe du XIX^e siècle, avait formulé l'éthique générale : « Tout ce qui aide au triomphe de la révolution est éthique ; tout ce qui lui fait obstacle est criminel et contraire à l'éthique. » Aujourd'hui, le terme de révolution recouvre aussi bien la défense de régimes dictatoriaux et permet, par exemple, aux médecins du centre de détention de Séoul, en Corée, de continuer à utiliser régulièrement des pompes stomacales pour injecter de l'eau dans les narines des prisonniers pendus par les pieds à des crochets fichés au plafond ; au fin fond du veldt d'Afrique du Sud, les médecins de la prison de Kroonstad utilisent des drogues et infligent des électrochocs à certains détenus ; ceux qui opèrent au centre d'interrogatoires d'Addis-Abeba, en Ethiopie, brûlent délibérément certaines parties du corps des prisonniers avec de l'eau ou de l'huile bouillantes, avant de leur administrer des drogues diverses fournies par l'Union soviétique pour déterminer laquelle cicatrise le plus efficacement les tissus. Toutes ces tortures sont pratiquées avec la même foi et la même

absence de doute qui soutenaient le Dr al-Aboub ; au nom de l'éthique transcendante de la « nouvelle moralité », on pouvait maltraiter les individus, voire les détruire, si besoin était. Pour lui, la preuve de l'efficacité de cette éthique était qu'elle avait eu au moins le mérite d'obliger l'ennemi à mettre fin à sa destruction de Beyrouth-Ouest.

L'œil exercé du Dr al-Aboub distinguait les dégâts dus aux explosifs détonants de ceux causés par les déflagrants ; ces derniers avaient un effet que le manuel de l'armée américaine dérobé et utilisé au camp d'entraînement des terroristes nommait *brisance*. La plupart des dommages infligés à la ville l'avaient été par ce type d'explosifs. Les cratères creusés lors de l'effondrement de l'ambassade des Etats-Unis en donnèrent un parfait exemple, comme quelques mois plus tard ceux du quartier général des marines américains et d'une caserne de parachutistes français. Ces deux objectifs avaient été attaqués presque au même moment par des jeunes gens conduisant des camions, chargés chacun d'une demi-tonne d'explosifs. Deux cent quarante Américains et cinquante-huit parachutistes français avaient été tués.

Les stratèges qui élaboraient ces opérations se terraient quelque part dans ce labyrinthe de ruelles. Ces hommes étaient capables au vu d'une photo de déterminer la quantité exacte d'hexagon — un explosif très prisé malgré sa volatilité — qu'il convenait d'ajouter à la nitroglycérine également instable pour produire l'effet requis. Comme les alchimistes de l'ancien temps, ils travaillaient avec leur expérience et leur instinct, et leur vocabulaire était riche en termes macabres : « oxydants », « désensibilisants », « plastifiants », ou « abaissement du point de congélation ». Ils connaissaient au gramme près la dose d'hexagon — qu'ils différenciaient, comme tous les experts en explosifs, entre le RDX et le PETN — nécessaire pour raser un gratte-ciel, détruire un parking souterrain, piéger une voiture ou fabriquer un colis destiné à exploser au visage d'un imprudent. Pour le quartier général des marines et la caserne française, ils avaient utilisé la Composition B, mélange standard comprenant 60 % de RDX, 39 % de TNT et 1 % de cire destinée à enrober et désensibiliser l'explosif suffisamment longtemps pour que les conducteurs adolescents puissent atteindre leur cible.

Ces gens, *ses* gens, avaient cru qu'après ces actions d'éclat, la victoire était certaine. Ils pensaient tous que leurs actes correspondaient à une nécessité évidente. Empruntant une phrase utilisée une fois par un dirigeant de leur pire ennemi, Israël, ils se répétaient entre eux : « Je me bats, donc je suis. »

Lorsque la victoire n'était pas au rendez-vous, leur fureur se

répandait dans les rues comme un torrent en ébullition, pour les soulever et les purifier. Mais sa formation de médecin permettait au Dr al-Aboub de rester parfaitement maître de lui ; profondément enfoui en lui, il y avait un petit gyroscope, le professionnalisme, qui lui permettait de toujours garder le cap et de ne jamais se laisser guider par ses émotions.

La moralité de ses actions n'était mise en cause par aucun des siens. Il n'en allait pas de même en ce qui concernait les conducteurs de camions-suicide. L'islam proscrivant le suicide, avant qu'on ne permette à ces combattants de mourir, une vive polémique s'était élevée pour savoir s'il était possible de leur accorder l'absolution bien qu'ils aient violé l'interdit. Des discussions acharnées s'engagèrent dans les rues où les gens s'invectivaient, en venaient aux mains, s'empoignaient par la chemise ou les revers de leurs vêtements. Ailleurs, dans les mosquées, les débats contradictoires parmi les religieux chiites qui gouvernaient cette partie de Beyrouth étaient tout aussi enflammés. Les conservateurs mettaient en avant que rien dans la loi religieuse — pas la moindre *fatwa,* un des jugements explicites sur lesquels tous les vrais croyants règlent leur vie — ne justifiait les opérations-suicide... Certains prêtres plus radicaux épluchaient le Coran pour en extrapoler un postulat philosophique selon lequel l'oppression menait les opprimés à découvrir de nouvelles formes de lutte. Certains arguaient que le caractère intrinsèquement dramatique de ces attaques masquait le but véritable de l'opération. L'attention de l'opinion mondiale se focalisait plus sur le sacrifié que sur sa mission, ce qui permettait à leurs ennemis d'accuser les stratèges du Hezbollah d'exploiter la demande psychologique de gosses déséquilibrés qui, comme les adolescents japonais de la Seconde Guerre mondiale, allaient à la mort soit drogués, soit dans un état de ferveur mystique. Les défenseurs des missions-suicide soutenaient, eux, que si les jeunes gens étaient si nombreux à vouloir se sacrifier, cela signifiait simplement qu'ils obéissaient à la volonté divine. Il était donc parfaitement légitime que le Dr al-Aboub ou d'autres médecins leur fournissent des excitants et que les religieux leur prêchent avant une mission la gloire du martyre. Les éditorialistes des deux journaux du Hezbollah, *As Sabi* et *Al Ahd,* avaient tous deux soutenu les commandos-suicide, louant leur sacrifice et faisant une vertu du fait que personne d'étranger à la communauté chiite ne comprenait leur engagement. La polémique ne s'était éteinte qu'après que le doyen des religieux eut déclaré que ces missions, même si elles ne méritaient pas une *fatwa,* constituaient un moyen honorable de mener un *djihad,* une guerre

sainte. Des mosquées, dont les minarets donnaient au quartier une trompeuse apparence de paix, était tombée la parole selon laquelle il n'y avait aucune différence entre un jeune combattant qui mourait un fusil à la main et celui qui conduisait vers une cible un camion bourré d'explosifs ; tous deux étaient assurés de trouver une place au paradis car leur sacrifice servait la cause commune.

Au milieu de la tension qui régnait dans les rues, où les bruits de la vie quotidienne se mêlaient à ceux de la guerre, on commençait à mettre un point d'honneur à offrir un fils, voire une fille, en sacrifice ; dans l'esprit des stratèges, une fille avait souvent plus de chance qu'un garçon d'atteindre sa cible sans éveiller les soupçons et, effectivement, celles-ci s'étaient montrées aussi intrépides que leurs frères. Chaque jour, après le chant du muezzin, diffusé par des haut-parleurs crachotants, qui appelait les fidèles à la prière, on évoquait leur souvenir. Ainsi, dans la fraîcheur ombragée des mosquées, entre deux morceaux d'éloquence, on glorifiait les actes de ceux qui étaient tombés, et on maintenait leur mémoire vivante. Les âmes des enfants du Hezbollah n'en demandaient pas plus.

Le Dr al-Aboub savait également qu'aucun homme, femme ou enfant habitant dans cette enclave, ne refuserait de donner sa vie si on le lui demandait. Beaucoup, en effet, vivaient au milieu des instruments de leur propre destruction ou de celle de tiers. Dans les pièces du fond, à l'abri des regards indiscrets, étaient entreposés des fûts de nitrate d'ammoniaque, le moins instable des explosifs ; des boîtes de détonateurs à percussion, utilisés pour déclencher électriquement une charge ; des détonateurs connus sous le nom de « pièges à souris », qui explosaient lorsqu'on exerçait sur eux une pression prédéterminée — un pied ou une main ouvrant une porte suffisait à déclencher leurs mécanismes ultra-sensibles. On y stockait aussi les bouteilles d'acide prussique utilisé dans la préparation des fusées à retardement ; chacune était munie d'une fiole de produit chimique qui pouvait être brisée à un moment préalablement choisi, libérant un liquide qui rongeait un fil métallique relié au ressort d'un percuteur déclenchant la mise à feu d'un explosif servant de charge initiale.

Certains des hommes qui mangeaient et dormaient à côté de ces composants mortels étaient des spécialistes de ce que l'on appelait dans leur corporation les « trains explosifs » — une amorce, un détonateur et une charge placés dans une voiture ou un camion piégé. Presque toujours jeunes, l'œil très sûr et la main ferme, ils étaient considérés comme des as dans leur partie. Les fabricants de bombes plus âgés se contentaient de techniques plus frustes. Ils fabriquaient

des bombes artisanales à partir de tuyaux de plomberie remplis de noire, la plus ancienne forme d'explosif, avec deux capsules ajustées à chaque extrémité et des cordons enduits d'un mélange de colle et de poudre noire. D'autres façonnaient ce qu'on appela par la suite « grenades à main de Beyrouth » ; de vieilles boîtes de soda, équipées d'une amorce, d'une mèche et bourrées de poudre noire. Elles étaient remplies d'épingles, d'écrous, de boulons et d'éclats de verre. On apprenait aux enfants à manier ces engins redoutables dès qu'ils étaient en âge de marcher. Lancée par un frère ou une sœur plus âgé, une « grenade à main de Beyrouth » était presque aussi meurtrière que son homologue militaire. Le fait que, tout en répandant la mort, ces gens ne la craignaient pas pour eux-mêmes demeurait une source d'étonnement pour les non-musulmans. Pourtant, un des traits majeurs du *djihad* est le consentement, voire l'empressement des fidèles, devant la mort, avec la conviction que cette mort leur assurera une place au paradis. Cette promesse d'immortalité explique la terrifiante extension du terrorisme chiite.

Leurs victimes ne comprenaient pas qu'à l'origine de tout il y avait Dieu. Pas leur Dieu, celui de la chrétienté et du judaïsme, sévère mais néanmoins compatissant et miséricordieux, mais le Allah vengeur du Hezbollah. Les religieux, qui jouissaient de la confiance absolue de ces combattants, leur répétaient inlassablement qu'Il ne serait pas apaisé tant qu'ils n'auraient pas créé pour Lui un royaume de piété islamique au Liban, terre élue parce que voisine du pays de leur ennemi implacable, Israël. Les religieux proclamaient que, parmi de nombreux autres crimes, les sionistes avaient fait de leurs frères palestiniens les nouveaux juifs de la terre. Les musulmans de Beyrouth-Ouest ne se lassaient jamais de se répéter entre eux que plus de deux millions d'Arabes avaient été chassés de leur patrie et privés de leurs droits civiques depuis 1948, après que leur territoire eut été livré à un lobby juif. Leur Dieu attendait d'eux, avant toute chose, qu'ils vengent la Catastrophe de 1948 — jamais la guerre, toujours la Catastrophe. Si ce n'était pas formulé exactement de cette façon dans le Coran, leurs prêtres réussissaient à interpréter ainsi les versets sacrés. Le combat qu'ils menaient ne souffrait pas de règles : pour eux il ne pouvait y en avoir en face d'ennemis qui avaient enfreint tous les dogmes sacrés de leur Dieu.

Ils avaient la même attitude en ce qui concernait les otages : n'importe qui pouvait être enlevé sans considération de race, de sexe ou de confession. On ne devait formuler aucun jugement moral *a priori* sur le terrorisme. Cela avait sans aucun doute aidé le Dr al-Aboub à accomplir son travail tout en continuant à bénéficier du

respect habituellement attaché à sa profession. Cela le rendait également différent de tous ceux qui, autour de lui, pratiquaient un terrorisme plus conventionnel.

Le Dr al-Aboub avait depuis longtemps adopté un principe de base : il fallait détruire cette société. Cela une fois admis, la suite allait de soi ; toute action était légitime au nom d'une juste fureur. Il puisait probablement dans ce credo l'énergie qui lui permettait d'agir et de se réaliser.

Les gens s'écartaient sur son passage, mais il ne répondait quasiment jamais au traditionnel : « Salaam aleikoum. » Un tel manque de courtoisie venant de quelqu'un d'autre aurait provoqué la réprobation, ou même des réactions violentes. Mais le Dr al-Aboub savait parfaitement que nul n'aurait osé lever la main sur lui ni même élever la voix, vu sa position et, le plus important encore pour ces gens incultes, le savoir qui lui permettait de contrôler le corps et l'esprit de quelques-uns de leurs ennemis.

La vue de la haute silhouette voûtée du médecin rappelait à quel point les événements avaient évolué depuis le moment décisif où, cinq ans auparavant, le dimanche 30 mai 1982, au soir, une poignée d'hommes s'était frayée un chemin dans les rues encombrées de la banlieue ouest pour se rendre à une réunion.

Comme le Dr al-Aboub, les gens de ce quartier gardaient intact le souvenir de la plus belle semaine de totale liberté qu'ils aient jamais vécue. Bien que la guerre civile entrât dans sa sixième année, il était alors encore possible de mener une vie normale à Beyrouth. Les plus instruits et les plus optimistes affirmaient qu'il était inscrit dans les anciens livres de l'islam que, puisqu'elle avait survécu si longtemps, la ville serait sauvée.

Parmi ceux qui, aujourd'hui, s'effaçaient respectueusement sur le passage du médecin, peu auraient agi ainsi ce dimanche-là. A l'époque, il ne vivait parmi eux que depuis deux mois et, malgré son adhésion à leur cause, n'était pour eux qu'un étranger. Ils auraient plutôt réservé leurs salutations aux religieux qui traversaient les bazars couverts et les petits espaces libres qui servaient de parcs et de terrains de jeux. Certains venaient des banlieues nord, d'autres de la pointe est où se dressaient les hôtels aux noms à consonance anglo-saxonne, comme le Bristol ou le Commodore, d'autres encore du Sud, des camps de réfugiés de Bordj Barajnieh, de Sabra et Chatila. Quelques-uns avaient voyagé une bonne partie de l'après-midi, en voiture ou en car, sur la route de Damas, venant de la vallée de la Bekaa. Un ou deux venaient d'encore plus loin, des villages du Sud-Liban.

Ils avaient tous minuté leur voyage pour arriver en même temps dans un appartement situé presque au centre de Beyrouth-Ouest, dans le quartier Fakhani, où des haut-parleurs accrochés aux lampadaires diffusaient de la musique arabe et où les derniers vestiges de l'influence occidentale avaient été effacés sur l'ordre du plus intransigeant des religieux chiites, celui qui les avait fait venir. Il les avait accueillis un par un, parlant à voix basse, comme entre gens qui se connaissent bien. Ils portaient tous des tarbouches et de longues robes identiques ; les glands qui ornaient leurs vêtements indiquaient qu'ils étaient diplômés de la plus prestigieuse des universités islamiques, le campus de la ville sainte de Nadjaf, en Irak.

Là, dans une atmosphère d'intense piété, ils avaient étudié la sainte loi, la théologie et la philosophie, suivant un cathéchisme inchangé depuis un millénaire. Celui-ci était né d'un schisme, encore plus grave que la Réforme, surgi au sein de l'islam après la mort de Mahomet en l'an 632, selon le calendrier chrétien. Pour les chiites, le commandement des croyants devait rester aux mains de la famille du Prophète, et ils avaient soutenu contre les sunnites son cousin Ali, qui devint calife, ou successeur du Prophète. Après l'assassinat d'Ali en 661, les théologiens chiites considérèrent que ce dernier ainsi que ses descendants étaient des imams — des dirigeants guidés par Dieu et des intermédiaires entre celui-ci et l'homme. Le dernier des douze imams disparut en 940 après Jésus-Christ. D'après une croyance chiite, il se cache dans un des vastes déserts de l'Arabie, attendant le moment de réapparaître pour établir un gouvernement islamique purifié et juste. Il existe donc des similitudes avec la croyance chrétienne en la résurrection, mais aussi une différence fondamentale : l'imam caché, à son retour, déclenchera un *djihad,* une guerre sainte, plus violente que toutes celles menées par ses disciples chiites au cours des siècles écoulés. Cette croyance dans le pouvoir intrinsèquement purificateur de la violence sépare les chiites des sunnites, qui représentent plus de 80 % des huit cents millions de musulmans du monde. Le mouvement chiite, fort de quelque cent soixante millions d'adeptes, n'est resté dominant qu'en Iran, en Irak et à Bahreïn. Dans ces pays, ses fidèles maintiennent l'essentiel des rites liés à leur foi ; l'auto-flagellation, l'expiation et le martyre en attendant la réapparition de l'imam.

Au début des années soixante, à Nadjaf, on se mit à dénoncer un nouvel obstacle à l'accomplissement du miracle. Les docteurs de la foi partirent en guerre contre l'influence occidentale — son cinéma, son théâtre, sa télévision, sa mode et, par-dessus tout, son code

moral — qui faisait peser une menace insupportable sur les valeurs religieuses du chiisme, empêchant ainsi le retour de l'imam caché.

L'ayatollah Ruhollah Khomeyni était celui qui lançait les diatribes les plus virulentes. Expulsé d'Iran pour s'être opposé à la politique étrangère et intérieure du chah, il était arrivé à Nadjaf en 1965. Au cours des treize années qu'il y passa, Khomeiny donna les plus longues conférences auxquelles ses étudiants aient jamais assisté. Chacune, agrémentée de paraboles et d'allégories, durait plusieurs heures et avait pour thème principal une profession de foi audacieuse et visionnaire ; un authentique gouvernement islamique n'était possible que si les religieux, dépositaires de la foi, disposaient de tout le pouvoir politique.

Tous ceux qui s'étaient rassemblés dans l'appartement de Beyrouth-Ouest avaient subi le même endoctrinement. Vingt ans plus tard, l'Iran leur ayant depuis lors donné l'exemple de ce qui pouvait être accompli, cette aspiration conservait le même éclat et le même attrait qu'autrefois dans l'atmosphère austère d'intense piété qui régnait à Nadjaf. Leurs études leur avaient donné non seulement les moyens de fournir à leurs fidèles un cadre critique cohérent de tout ce qui était étranger à l'islam, mais aussi les compétences nécessaires pour provoquer un bouleversement révolutionnaire. Ils voulaient voir le Liban emboîter le pas à l'Iran et devenir la prochaine nation purifiée par l'intégrisme islamique.

Ils espéraient, entre autres, que l'imam marquerait le mille cinquantième anniversaire de sa disparition en revenant vivre parmi eux. Cela signifiait que, d'ici 1986, ils devaient avoir créé un environnement propice à son retour. Ce calcul leur permettait de maintenir vivaces leurs espérances. Leur empressement à servir la cause commune était dû non seulement aux liens personnels et idéologiques noués à Nadjaf, mais aussi à la personnalité de l'homme qui les avait réunis dans l'appartement négligé qui lui servait à la fois de domicile et de permanence politique.

Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah considérait la recherche du confort personnel comme une tare occidentale incompatible avec la parfaite pureté de l'islam. La pièce dans laquelle il avait réuni ses frères de religion contenait quelques chaises alignées devant des murs vert olive, nus à l'exception d'un portrait peu souriant de l'ayatollah Khomeiny.

Fadlallah avait, pour cette réunion, préparé le terrain avec la même minutie que celle dont il faisait preuve alors qu'il était étudiant. Avant

que ne lui parvienne l'invitation, chacun des hommes présents avait fait l'objet d'une enquête approfondie concernant la teneur de ses sermons, sa position au sein de la communauté, sa fidélité à l'observance quotidienne de la foi, et nombre d'autres renseignements. Fadlallah, qui allait avoir quarante-sept ans, était le plus âgé ; les autres avaient à peu près la trentaine. Son ascendant était renforcé par l'exemplaire d'un livre, fermé, posé sur le seul autre élément de mobilier garnissant la pièce, une table basse de cuivre martelé. Chacun des hommes qui l'entouraient était capable de citer mot à mot de très longs passages de *L'Islam et la logique de la force.* Ce plaidoyer en faveur de la confrontation et de la lutte armée qui devait remplacer la soumission à la fatalité constituait la base de nombreux prêches du vendredi soir non seulement dans les mosquées de Beyrouth-Ouest mais dans des milliers d'autres au Moyen-Orient. Fadlallah avait rédigé cet ouvrage en 1976, alors que la guerre du Liban entrait dans sa seconde année. Il devint un best-seller dans la communauté musulmane ; seul le Coran dépassait ses chiffres de vente. Même des illettrés achetaient le livre de Fadlallah qu'ils fixaient sans le comprendre tandis qu'un religieux le leur lisait.

La supériorité intellectuelle de Fadlallah compensait son manque de charisme physique. Il mesurait à peine un mètre soixante et son ample robe ne parvenait pas à dissimuler son embonpoint. Sa barbe striée de blanc était négligée, ses lèvres épaisses étaient, comme ses dents et ses doigts, jaunies par les Gauloises qu'il fumait d'affilée en usant d'un mince fume-cigarette, seul signe d'affectation qu'il s'autorisait. Ses yeux saillaient en dessous d'un front exceptionnellement large, et la racine des cheveux était visible sous le tarbouche. Sa voix rauque et vulgaire avait l'authentique accent du démagogue.

Les religieux invités par Fadlallah n'étaient pas seulement liés à lui et entre eux par la formation reçue ensemble à Nadjaf. C'étaient également des dirigeants reconnus au sein de leurs communautés locales.

Le Dr al-Aboub était présent lui aussi. Il allait avoir trente et un ans, mais son visage et son allure étaient ceux d'un homme plus âgé ; il était déjà voûté et commençait à perdre ses cheveux ; rien chez lui ne montrait qu'il avait été jadis un dirigeant des Pasdaran, les Gardiens de la Révolution, à la faculté de médecine de Téhéran. Après avoir obtenu son diplôme, il avait poursuivi ses recherches et suivi des études plus poussées à l'université Patrice-Lumumba de Moscou. Cette institution, fondée en 1960 par Nikita Khrouchtchev, officiellement pour former les « cadres de l'intelligentsia » des pays d'Asie, d'Amérique

latine et d'Afrique, servait en réalité à faire des étudiants de ces pays sous-développés de retour dans leur pays de bons auxiliaires de la politique soviétique. Nombre d'officiers supérieurs et d'agents du KGB faisaient partie de son personnel. Ce qu'ils avaient appris au Dr al-Aboub expliquait la présence de ce dernier à cette réunion. Il était revenu de Russie versé dans les dernières techniques pharmacologiques soviétiques destinées à neutraliser pendant de longues périodes un individu et à amoindrir sa capacité de résistance.

Fadlallah attendit que tout le monde fût assis pour entamer son monologue ; tout au long de la nuit, sa voix domina les débats. Il débuta par un vers du Coran : « En vérité le Parti de Dieu est assuré de triompher », auquel il ajouta sa propre prophétie : « C'est ce qui a été écrit. C'est ce qui va commencer. » Ces mots, qui seraient répétés partout où se réuniraient deux ou plusieurs musulmans chiites, allaient bientôt devenir une litanie. Ils marquèrent la formation du Hezbollah, le « Parti de Dieu ».

Les décisions prises lors de cette réunion étaient sans équivoque : tous les assistants quittèrent l'appartement après s'être engagés à recruter tous les musulmans qu'ils pourraient enrôler pour créer dans ce pays une société et un régime islamiques, un nouveau Liban, miroir de l'Iran. Ils acceptaient volontiers que pour ce faire le Hezbollah dût déclarer une guerre totale à tous ceux qui s'opposeraient à cet objectif.

Et c'est ainsi que tout commença.

Cette réunion marqua le début de la sanctification du Dr al-Aboub. Quand les habitants de ce secteur apprirent qu'il avait participé à la genèse du mouvement, ils le regardèrent avec respect.

Pourtant, alors qu'il poursuivait son chemin dans des rues où à présent l'aube et le crépuscule, ainsi que l'appel du muezzin, demeuraient les seuls événements qu'on pouvait encore prédire, il ne pouvait nier que sans l'intervention d'Israël, le Hezbollah aurait mis beaucoup plus de temps à s'imposer comme la force dominante du Liban. Une semaine seulement après que Cheikh Fadlallah eut pris congé de ses hôtes et que ceux-ci eurent regagné leurs logements, Israël avait frappé.

Même à présent, des voix s'élevaient et des poings se serraient à l'évocation du moment où, après avoir déversé pendant des mois des tracts menaçants — que des commerçants débrouillards ramassaient et agrafaient pour les revendre sous forme de papier hygiénique — et diffusé depuis Tel-Aviv un flot d'émissions aux accents bellicistes — que les stations de radio de Beyrouth avaient rapidement appris à

brouiller —, les Israéliens attaquèrent. Ce dimanche matin, 6 juin 1982, quinze ans après le début de l'offensive d'Israël contre l'Egypte qui devait lui assurer la victoire dans ce qu'on baptisa plus tard la guerre des Six Jours, ses forces, dirigées par des vétérans de ce conflit, déferlaient sur le Liban sous prétexte d'exercer des représailles immédiates et brutales après la tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne. Quelques jours auparavant, celui-ci avait été blessé à bout portant à la tête par un tireur arabe à la sortie d'un hôtel londonien.

A la tombée de la nuit, ce jour-là, le ciel de Beyrouth-Ouest s'embrasa sous un déluge d'obus et de roquettes. Des dizaines de milliers de réfugiés se ruèrent dans la ville pour échapper aux forces terrestres israéliennes. Entendre à la radio que la férocité de cette attaque était condamnée par l'ensemble de la communauté internationale ne leur était d'aucun réconfort. La paix précaire qu'on avait parfois réussi à maintenir pendant les années de guerre civile — au cours de laquelle les chrétiens du Liban avaient affronté les musulmans, et où les éléments de la communauté chiite s'étaient battus entre eux, parfois pour le simple contrôle d'une rue de Beyrouth — volait en éclats tandis que, heure après heure, explosaient les bombes israéliennes qui, dans une lumière rougeoyante, faisaient se lever sur la ville des nuages de poussière.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont on reconnaissait les membres à leurs keffiehs à carreaux rouges et à leurs armes légères russes, avait été omniprésente. Ses hommes côtoyaient ceux d'autres organisations — les soldats du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), les combattants du groupe Amal et d'autres mouvements disparates. Jusqu'à une date récente ils étaient de farouches adversaires.

Cette unité retrouvée conforta les convictions profondes de Cheikh Fadlallah. Quelque terrible qu'ait été le carnage, Dieu l'avait voulu, dirait-il plus tard. Il fallait donner une voix humaine à ce projet divin. Une fois de plus la parole fut transmise de son appartement à tous ceux qui avaient été présents une semaine plus tôt. Le temps était venu.

C'est ainsi que commença le recrutement qui allait permettre au Dr al-Aboub d'occuper son éminente position.

Pendant des semaines, le Hezbollah avait enflammé l'imagination des déshérités et réveillé la foi dans la pureté absolue de la loi et de la justice islamiques ; tout le reste était malfaisant et devait être détruit

pour préserver l'islam. En l'espace d'un an des dizaines de milliers de nouveaux partisans se mirent à répandre la bonne parole avec un zèle de missionnaire à travers Beyrouth-Ouest, puis dans la fertile vallée de la Bekaa et l'arrière-pays, jusqu'aux villages chiites désolés du sud rural du pays. Là, le message avait atteint la frontière même d'Israël : pour l'islam, l'heure de la vengeance avait sonné.

Le Hezbollah commença sa propagande par de grands rassemblements et des discours, puis, grâce à des fonds fournis par l'Iran, il fonda son propre journal et une station de radio. Plus tard vinrent les camps d'entraînement pour créer une milice aguerrie. Ses combattants défiaient et supplantaient de plus en plus souvent ceux des autres factions ; les vaincus entraient dans les rangs du Hezbollah. En dépit de théories politiques divergentes, une alliance tacite se créa avec l'OLP.

Pendant ces semaines où régnait à Beyrouth-Ouest une atmosphère de plus en plus pesante, sous le siège implacable des forces israéliennes qui avaient coupé jusqu'aux approvisionnements de première nécessité comme l'eau et le pain, la volonté de résistance grandit. On mit un point d'honneur à rester assis à boire de minuscules verres de thé tandis que les roquettes ennemies sifflaient au-dessus des têtes. Le courage d'un homme se mesurait à son impassibilité lorsque se faisait entendre le sifflement des avions israéliens plongeant en piqué. Chacun savait que s'il percevait le souffle des bombes, cela signifiait qu'il était encore vivant. Même les enfants apprirent à contrôler leurs hurlements hystériques quand le vacarme faisait vibrer les chaussées et que le sol se soulevait comme sous l'effet d'un tremblement de terre. C'est alors que commençait la litanie : « Hezbollah ! A bas Israël ! Hezbollah ! A bas l'Amérique ! Hezbollah ! A bas l'Occident ! Hezbollah ! A bas le monde au-delà de notre monde ! »

Pénétrés du sens de la mission sacrée qu'on leur avait inculqué, les ulémas du Hezbollah, les religieux, délivraient chaque vendredi soir le même message intransigeant. Les fidèles, après avoir déroulé leurs tapis de prière et s'être prosternés à trois reprises, en touchant à chaque fois le sol du front en murmurant le nom d'Allah, Maître du monde, l'Omniscient et le Miséricordieux, le Souverain Suprême au jour du Jugement dernier, s'accroupissaient et écoutaient une liste d'ennemis haïs qui ne cessait de s'allonger, catalogue à la fois surprenant et terrifiant par la diversité des motifs qui valaient à ces ennemis d'y figurer.

Outre Israël et les Etats-Unis, cette liste comprenait l'Arabie Saoudite, coupable d'avoir refusé d'utiliser le pétrole arabe pour

paralyser encore plus l'Occident, le pape pour son soutien aux chrétiens du Liban, Mme Thatcher, les gouverments de la France et de l'Allemagne fédérale, les représentants de la presse et des médias occidentaux à Beyrouth accusés de partialité, sans compter les cafés et boutiques du secteur chrétien de Beyrouth qui vendaient des hamburgers, du ketchup et des magazines étrangers. Parfois un religieux passait une heure entière à énumérer à sa congrégation tous ces produits, et les lieux où ils étaient encore en vente dans cette ville profondément divisée. Dans le secteur musulman, la haine envers l'Occident, son mode de vie et l'ensemble de ses valeurs n'avait jamais été aussi forte.

Chaque diatribe rappelait en conclusion que la victoire finale exigeait non seulement l'éradication de tous ces maux, mais qu'elle requérait également la confrontation avec les forces hostiles prêtes à fondre sur le Liban. Seule une guerre sainte pouvait défaire les adversaires, toujours présentés comme agents des Etats-Unis et d'Israël. L'appel au *djihad* pour hâter la purification du Liban fut marqué par plusieurs séries d'attentats spectaculaires par camions-suicide qui contraignirent les forces israéliennes et américaines à évacuer Beyrouth.

Mais les grands prêtres du Hezbollah n'étaient pas encore satisfaits. Pour prouver aux fidèles que la libération était proche, il fallait commencer à détruire sous leurs yeux l'ordre ancien imposé au Liban par l'Occident. La présence du Dr al-Aboub, marchant dans le dédale de rues, de souks et de ruelles de Beyrouth-Ouest, sa trousse pleine de seringues et de drogues à la main, faisait partie de cette stratégie.

2

Les spécialistes

Très loin du secteur arabe de Beyrouth, des psychiatres, des psychologues, des béhavioristes et des psychanalystes étaient bien résolus à déjouer les desseins du Dr al-Aboub. Dans le monde du renseignement, on les connaissait sous le terme générique « les spécialistes ». Quand ils auraient achevé leur travail, les agents de terrain utiliseraient leurs découvertes pour liquider le médecin.

Ces spécialistes étaient basés à Washington. Les organisations les plus directement impliquées étaient la Central Intelligence Agency (CIA) et la National Security Agency (NSA). La CIA avait confié ce travail à la Political Psychological Division, dirigée par le Dr Jerrold M. Post. Ce psychiatre exigeant, austère, occupait également un poste important à la George Washington University. Ce mélange des genres était assez fréquent parmi les membres de la CIA. La division établissait le profil personnel et politique des chefs d'Etat et, de plus en plus, celui de dirigeants terroristes. Ces rapports transitaient régulièrement par le bureau du directeur de la CIA, William Joseph Casey, avant d'atterrir sur celui du président Ronald Reagan. A la Maison-Blanche, celui-ci passait des heures en compagnie de Nancy à étudier les comptes rendus du Dr Post et de son équipe sur la vie privée de Margaret Thatcher par exemple. Plus intéressant et plus préoccupant était le portrait du colonel Mouammar Kadhafi brossé par le Dr Post. Ils croyaient sérieusement que le dirigeant libyen était résolu à tenter de faire assassiner le président, et Casey entretenait ces craintes. Le directeur fondait son opinion sur des documents bruts recueillis par les antennes de la CIA à l'étranger puis transmises au Deputy Director of Operations (DDO) de la CIA, Clair Elroy George, que le Dr Post et son équipe traduisaient en termes psychologiques. George avait consacré vingt-cinq ans de sa vie à diriger des opérations clandestines.

Derrière son allure décontractée et son goût pour la plaisanterie se cachait un officier de renseignement tenace, capable d'actions rapides et brutales — y compris de faire abattre un homme comme le Dr al-Aboub, si on le lui ordonnait.

George classait une grande partie des informations qu'il recevait comme « SCI » (« Sensitive Compartmented Information »), ce qui signifiait que leur diffusion au sein de l'Agence était extrêmement restreinte. Les documents SCI avaient permis au Dr Post de peaufiner au fil des jours son portrait de Kadhafi. Un des agents de George sur le terrain avait découvert que, dans l'intimité de sa tente, le dirigeant libyen aimait se mettre du fond de teint Max Factor, enfiler des chaussures à hauts talons de chez Gucci et cajoler un ours en peluche. Le Dr Post avait alors insinué que Kadhafi était « une personnalité de type travesti... extrêmement imprévisible ». Après avoir reçu le rapport du psychiatre, le président Reagan avait dit à Casey : « Si cela peut aider à rendre ce timbré encore plus fou pour que son peuple le chasse à coups de pied, Kadhafi peut jeter un coup d'œil dans le boudoir de Nancy quand il veut. »

L'équipe pluridisciplinaire de la division s'était de plus en plus attachée à tracer le profil psychologique du Dr al-Aboub. Elle était secondée en ce domaine par les systèmes d'écoute sophistiqués de la NSA, elle-même l'arme la plus secrète du renseignement américain. La NSA recueillait ses informations grâce aux satellites et aux récepteurs radio implantés à travers le monde en des endroits stratégiques. Elle utilisait les sous-marins de la flotte américaine pour enregistrer les conversations qui transitaient par les câbles téléphoniques sous-marins immergés autour de la Russie et des avions-espions pour renforcer sa surveillance sur le bloc soviétique. Elle avait aussi installé des micros dans toutes les missions diplomatiques, amies ou ennemies, du Moyen-Orient. Ces appareils d'écoute étaient mis en place par une équipe de la CIA réunie par George. Chacun de ses membres était un spécialiste de l'effraction ; cambrioleurs les mieux payés de l'Agence au sein de laquelle ils constituaient la « Division D », ils n'avaient pas à se préoccuper du montant de leurs notes de frais. Lors de leurs missions au Moyen-Orient, ils se faisaient généralement passer pour des hommes d'affaires.

Toutes les données interceptées par la NSA étaient traitées à son quartier général par des ordinateurs qui fonctionnaient nuit et jour. En vingt-quatre heures ils transcrivaient, recoupaient et déchiffraient, jusqu'à cent millions de mots enregistrés. Les caméras des satellites de la NSA filmaient régulièrement la ville, rue par rue ; les films étaient

transmis à Washington où, grâce aux techniques photographiques d'agrandissement les plus modernes, d'autres ordinateurs isolaient chaque individu et produisaient des photos où il était possible de reconnaître un visage. Mais jusque-là, ils n'avaient pas permis d'identifier avec certitude le Dr al-Aboub.

Pourtant un profil psychologique expérimental avait été, en même temps que ceux de nombreux autres terroristes, expédié au National Foreign Intelligence Board (NFIB), où siégeaient les chefs de tous les services de renseignement américains, qui se réunissaient sous la présidence de Casey. Ces profils étaient également communiqués au National Security Planning Group (NSPG), le plus important des centres de décision au sein de l'administration Reagan. En faisaient partie les deux principaux artisans de la politique étrangère : le secrétaire d'Etat George P. Schultz et le secrétaire à la Défense Casper W. Weinberger. Casey occupait, lui aussi, un siège au NSPG, ce qui lui permettait d'avoir la haute main sur toutes les opérations clandestines menées par les Etats-Unis.

Comme le président, Casey était à présent obsédé par des hommes comme le Dr al-Aboub. Le moindre renseignement sur eux suffisait à creuser les profondes rides qui entouraient sa bouche et à lui faire crisper la mâchoire. Il perdait alors son allure de professeur décontracté pour redevenir le maître de l'espionnage qui dirigeait l'Agence depuis des années, et grommelait : « Sacrés fils de putes ! Il faut mettre la main sur ces fumiers. »

D'autres partageaient le même sentiment vis-à-vis du Dr al-Aboub, même s'ils l'exprimaient dans un langage moins imagé.

A londres, à l'un des étages de la Century House, dominant la Tamise, au quartier général du Secret Intelligence Service britannique (SIS), des psychanalystes mettaient eux aussi au point leurs profils psychologiques du médecin. Ils disposaient de renseignements glanés par l'ambassade britannique à Beyrouth, dont certains étaient transmis de la main à la main à Londres par le courrier d'Etat. Le Foreign Office n'avait pas trouvé de moyen plus sûr pour acheminer des secrets. Parmi ceux dont les travaux aidaient les analystes du SIS à formuler leurs conclusions, on trouvait le Dr John Gunn, professeur de psychiatrie légale au Maudsley Hospital. Son étude sur la mentalité des preneurs d'otages faisait autorité.

A Paris, les médecins de toutes disciplines du Service de documentation extérieur et de contre-espionnage (SDECE) — connu dans le monde du renseignement comme « la Piscine » parce que son siège à la périphérie de la capitale est proche de la piscine des Tourelles —

avaient été invités à donner la priorité absolue à la reconstitution du passé du Dr al-Aboub. Ils avaient pour les seconder recruté un certain nombre de psychiatres et de psychologues parisiens.

Dans l'îlot de petits bâtiments proches de Wiesbaden qui abritaient le BND, le service de renseignement ouest-allemand, des médecins travaillaient dans la même direction. Eux aussi étaient assistés par des confrères d'autres disciplines, comme Herr Professor Jo Groebel, un des plus éminents experts du pays en matière de psychologie du terrorisme.

Plus à l'est, à Vienne, le modeste mais extrêmement efficace service de sécurité autrichien avait mobilisé une équipe de spécialistes semblable qui avait dressé un portrait psychologique de Mehmet Ali Agca, l'intégriste musulman d'origine turque qui avait tenté d'assassiner le pape Jean-Paul II sur la place Saint-Pierre de Rome, en mai 1981. Agca s'était procuré en Autriche l'arme avec laquelle il avait tiré sur le souverain pontife. Dans un appartement situé au second étage du quartier général du service dans le Schottenring, les médecins travaillaient sans aide extérieure sous la direction d'un avocat solidement bâti et grand buveur dont les contacts au Moyen-Orient étaient légendaires. Il avait bâti sa réputation grâce à son travail d'enquête sur la filière autrichienne impliquée dans l'attentat contre le pape.

A Rome, au morne quartier général du DIGOS, l'équipe antiterroriste italienne, des médecins essayaient de reconstituer le puzzle al-Aboub. Ils étaient secondés par le Dr Franco Ferracuti, professeur de médecine criminelle et de psychiatrie légale à l'université de Rome, autre sommité mondiale dans le domaine du comportement des terroristes.

A l'autre bout de la Méditerranée, en Israël, les recherches sur le Dr al-Aboub étaient suivies de près par David Kimche, qui avait été directeur adjoint du Mossad avant d'occuper de hautes fonctions au ministère des Affaires étrangères israélien. Entre autres mesures, Kimche avait mobilisé les considérables ressources intellectuelles des deux « laboratoires de recherche sur le terrorisme » de l'université de Tel-Aviv.

Tous ces services échangeaient en permanence des renseignements. Certains venaient de sources surprenantes. Ainsi, quelques-uns étaient fournis directement par le roi Hussein de Jordanie. Même s'il était de notoriété publique depuis 1977 que le souverain hachémite était depuis vingt ans un agent rémunéré par la CIA, il continuait à fournir à l'Agence des renseignements de haut niveau. Ceux-ci étaient classifiés comme « source protégée », ce qui signifiait que l'Agence ne

devait en aucun cas chercher à en connaître l'origine, et qu'ils devaient être placés dans la liste Langley du BIGOT, réservée aux renseignements les plus sensibles, et n'être communiqués qu'à quelques personnes triées sur le volet. Parmi les données fournies par le roi figuraient des renseignements précieux sur Kadhafi, l'OLP de Yasser Arafat, l'Egypte de Hosni Moubarak et les conditions de détention des otages de Beyrouth. Dans un rapport récent, le roi avait rapporté que ceux-ci étaient en permanence menacés d'exécutions sommaires, soumis à de très longues périodes d'isolement, souvent enchaînés, coiffés de cagoules, leur sommeil fréquemment interrompu par un transfert d'une cache à une autre et drogués par le Dr al-Aboub. Ce rapport, qui ne faisait que confirmer ce que l'Agence savait déjà, avait cependant été jugé suffisamment important pour avoir été acheminé personnellement d'Amman à Washington par un fonctionnaire de l'ambassade américaine.

Chuck Cogan, responsable des opérations de la CIA pour le Proche-Orient, avait reçu d'autres informations par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite aux Etats-Unis, le prince Bander ben Soultan. D'autre part, le fils du ministre de la Défense de ce pays, diplomate mondain qui menait grand train, était lui aussi un précieux informateur de la CIA depuis des années. Il prenait plaisir à rappeler à Cogan qu'il recueillait certains de ses renseignements les plus brûlants lorsque le prince recevait ses « sources » du Moyen-Orient dans son bureau privé, où il leur servait des hamburgers « Big Mac » de chez McDonald sur des assiettes d'argent massif et des milk-shakes fournis par cette même chaîne de fast-food dans des verres de cristal taillés à la main. Cogan remettait cette provende à Clair George qui en nourrissait le Dr Post et ses collègues. Ceux-ci faisaient passer l'information à quelques confrères à travers le monde, à qui on ne communiquait que ce qu'ils avaient strictement besoin de savoir.

Les spécialistes admettaient que l'attitude du Dr al-Aboub à leur égard, tout comme le destin qu'eux-mêmes lui souhaitaient, étaient assez éloignés du concept de Freud selon lequel la mort est impossible à concevoir et la croyance en l'immortalité à la fois compensatoire et illusoire. Ils étaient persuadés que le Dr al-Aboub n'avait pas besoin de mécanisme de défense pour entretenir sa foi. Il avait trop vu la mort pour la craindre, elle faisait, après tout, partie intégrante de sa vie ; à cet égard, il n'était guère différent des membres des commandos-suicide.

A Washington, ils se rencontraient parfois dans un hôtel particulier de Jackson Place. Le président élu, Ronald Reagan, l'avait occupé

avant d'entrer en fonction et d'emménager à la Maison Blanche en janvier 1981. Dans ce bâtiment centenaire de quatre étages, une commission s'était réunie en 1974 sous la présidence du vice-président Nelson A. Rockefeller pour enquêter sur la façon dont la CIA avait elle-même employé des médecins qui avaient commis des actes parfaitement contraires à l'éthique, y compris la torture. Reagan, alors gouverneur de Californie, faisait partie du comité. Il avait été le seul membre à défendre les agissements de la CIA. Les spécialistes qui se rencontrèrent en 1987 pour faire le point sur les recherches concernant le Dr al-Aboub avaient été préalablement avisés par Casey qu'ils ne devaient pas perdre leur temps à fouiner dans la masse des crimes commis par des médecins avec la bénédiction de la CIA. Aux yeux du directeur, « cela n'avait rien à voir avec ce qui se passait à Beyrouth ».

Il n'avait abusé personne. Mais personne, pas même le Dr Post, homme pourtant énergique, n'était prêt à rouvrir le débat. Chacun savait qu'en prenant ses fonctions le 28 janvier 1981, Casey avait posé comme règle de conduite que le passé devait rester enterré. Agir autrement, avait-il marmonné, serait mauvais pour le moral et fournirait des arguments aux ennemis de l'Amérique. Donc pas d'enquête pour découvrir si les méthodes du Dr al-Aboub n'étaient pas le prolongement logique d'un processus criminel entamé vingt ans auparavant par des médecins employés par la CIA. Le simple fait de suggérer une telle relation était, avait déclaré Casey, impensable.

Sur les organigrammes que les médias essayaient de temps en temps de reconstituer, les spécialistes ne figuraient nulle part. Ces hommes qui protégeaient avec zèle leur anonymat se connaissaient bien entre eux, assistaient aux mêmes conférences restreintes sur la sécurité et échangeaient en permanence des informations. Sans doute, la confiance ne régnait-elle pas toujours entre eux, mais ils avaient tous en commun la volonté d'établir les antécédents et les mobiles d'un suspect, de tirer les faits au clair. S'ils travaillaient parfois à partir d'hypothèses, ils s'efforçaient de demeurer autant que possible dans le domaine du vraisemblable. C'était un travail pour lequel il y avait beaucoup de candidats et peu d'élus. Dans le cadre de la lutte anti-terroriste au niveau international, toutes leurs capacités intellectuelles étaient concentrées sur les activités du Dr al-Aboub à Beyrouth.

Au départ ils disposaient de peu d'éléments : un simple instantané et une poignée de détails biographiques fournis à la CIA par la police secrète du chah. Dans une demi-douzaine de pays, chaque centimètre carré de cette photo avait été agrandi et étudié pour y déceler d'éventuelles traces de chirurgie plastique destinée à le rendre plus

difficile à identifier. On avait, à l'aide d'ordinateurs, surimposé sur cette photo des lunettes et différentes formes de barbes pour essayer d'imaginer à quoi il pouvait ressembler à présent. Mais le cliché original était ancien, extrait d'une photo de groupe où le Dr al-Aboub, alors âgé de vingt-deux ans, commençait ses études de médecine. A l'époque il ne portait pas la barbe, ses joues rondes étaient grêlées par la petite vérole, son regard était clair et innocent.

Mais les chasseurs, qui s'appliquaient à découvrir qui il était et pourquoi il agissait ainsi, n'étaient pas découragés. Ils avaient souvent commencé avec moins d'éléments. Petit à petit, en travaillant avec la rigueur qu'ils s'étaient imposée, ils commencèrent à dégager une image physique et mentale du personnage. Le rôle que jouaient Dieu et le diable dans son univers intérieur constituait un élément important de leurs recherches. Ils voulaient également savoir s'il faisait partie de ceux qui possédaient ce que les sociobiologistes nomment une « prédisposition génétique » due à une quantité anormale de « gènes favorisant la malveillance » qui l'aurait conduit à devenir un terroriste et un médecin tortionnaire.

Un des rares « correspondants » libanais encore en place à Beyrouth avait, en 1986, risqué sa vie en filant le médecin à travers les rues du secteur musulman pour tenter de l'approcher. La description physique qu'il en donna avait fourni de nouveaux indices.

Les spécialistes savaient maintenant que des années de vie difficile avaient creusé son visage, son nez en paraissait plus long et son menton plus pointu. Ses yeux, habituellement cernés de rouge, l'iris injecté de sang, les pupilles sombres, aux aguets et méfiants, avaient depuis longtemps perdu toute apparence d'innocence. Ils continuaient à scruter tous ceux qui l'approchaient : son regard jaugeait rapidement un individu puis passait à un autre. Cela faisait partie des techniques de survie qu'on lui avait enseignées : généralement un ennemi se trahit par son visage, on y décèle invariablement une certaine tension qui peut se traduire par des lèvres trop serrées, un battement de paupière non maîtrisé, parfois rien de plus qu'un tic facial à peine perceptible.

Ils commençaient également à comprendre les pulsions complexes qui motivaient cet homme difficile à classer. Pour autant qu'on puisse en juger, il n'avait jamais manifesté la colère qui va souvent de pair avec la mauvaise conscience. Il aurait été satisfaisant, au moins pour les béhavioristes, de démontrer que son comportement était dicté par la fureur. Elle était présente, bien sûr, mais ce n'était pas le seul ressort qui le faisait agir. Entouré par des images d'horreur, il ne se sentait aucune inclination à provoquer des affrontements inutiles. Psycholo-

giquement, il était, selon eux, un homme à la fois monolithique et complexe, avec peut-être ce qu'ils appelaient une forte dose de « violence intériorisée » qui lui permettait d'utiliser ses compétences, comme s'il s'agissait d'un travail banal, sur des gens qu'il avait choisi de ne pas considérer comme des individus. Pour préserver son équilibre psychique, il lui fallait mettre en accord des actes inqualifiables avec sa propre conception de la vertu et se convaincre qu'il ne faisait que répondre à une menace dirigée contre sa culture, son environnement, son peuple, tout ce qui faisait sa vie. La façon dont il traitait les otages lui donnait non seulement l'impression d'avoir un but et d'être vivant, mais également de répondre à la violence exercée par une société occidentale corrompue qui n'avait jamais essayé de comprendre la force morale et psychologique de la foi qui animait son peuple.

Sur ce point le Dr al-Aboub se serait trompé. De plus en plus, à Jérusalem comme à Washington, Londres, Tel-Aviv, Los Angeles et Paris, on essayait de démêler l'écheveau confus de la psychologie du Hezbollah. Partout, des chercheurs employés directement par les services secrets, ou généralement subventionnés par ceux-ci, ou travaillant de façon indépendante, essayaient, entre autres choses, de déterminer comment le Hezbollah avait évolué d'un mouvement de pensée purement mystique — qu'un spécialiste israélien du comportement avait appelé un « état d'esprit » — vers une organisation de plus en plus structurée, centralisée et soutenue financièrement, pour devenir une des principales forces du terrorisme international. En 1985, le mouvement chiite était responsable de 14 % des actes de terrorisme commis dans le monde ; trois ans plus tard, ce pourcentage a presque triplé, chaque action étant accomplie au nom d'une idéologie religieuse dogmatique et d'une vision manichéiste du monde, qui autorise que l'on verse le sang des non-croyants. Le soutien de certains Etats, l'Iran en particulier, lui procure des moyens financiers quasiment illimités, des armes et la compétence d'experts, aussi bien que des couvertures diplomatiques qui lui permettent de monter ses opérations. Si Israël demeure la cible principale, les cadres du Hezbollah ont frappé de plus en plus au cœur de l'Europe ; l'Espagne, la France et le Danemark ont senti le souffle des bombes posées par des hommes qui avaient fait leurs classes dans le secteur musulman de Beyrouth.

Pour lutter contre cette vague d'attentats sans précédent, des experts de nombreuses disciplines mirent en commun leurs compétences et leurs découvertes, écrivant ce faisant le premier lexique du terrorisme

basé sur la psychiatrie, l'histoire et les influences culturelles. Ils analysèrent les différences et les similitudes existant entre la psychopathologie du Hezbollah et celle d'autres organisations ; ils étudièrent des thèmes aussi complexes que le concept d' « héroïsme révolutionnaire » du Hezbollah et en quoi il différait de celui d'autres groupes ; ils examinèrent la question troublante du sentiment d'importance que pouvait donner à un individu le simple fait d'appartenir à ce mouvement ; ils étudièrent, mot à mot, la rhétorique du Hezbollah et d'autres groupes, dans l'espoir d'y trouver des traits communs ; ils essayèrent d'établir s'il était possible de faire entrer de façon convaincante le Hezbollah dans une des deux catégories où l'on pouvait ranger la majorité des autres groupes terroristes : ceux qui cherchaient à détruire la société dans laquelle ils vivaient, le monde de leurs parents ; ceux au contraire qui se vouaient à poursuivre la mission révolutionnaire de leurs pères. A l'intérieur de cette classification, intervenaient des mobiles plus subtils et souvent difficiles à définir. Pour certains, devenir un terroriste était un acte de vengeance pour un dommage personnel, réel ou supposé, infligé par la société ; pour d'autres, le terrorisme semblait la voie normale pour obtenir réparation d'une société qui avait causé un préjudice — encore une fois réel ou supposé — à leur famille ; pour d'autres encore, le passage au terrorisme marquait la rupture définitive avec des parents intégrés dans cette société.

Pourtant, face au Hezbollah, aucun de ces critères ne semblait véritablement pertinent ; en nombre de domaines l'organisation chiite échappait à l'analyse. Dans les autres groupes le passage au terrorisme suivait un cours logique — du sympathisant au partisan passif puis actif pour aboutir au militant. Mais le Hezbollah continuait à enrôler des communautés entières dont les membres étaient inclassables selon des critères sociaux ou idéologiques et semblaient n'obéir à aucun des mobiles habituels qui poussaient à rejoindre un groupe terroriste : situation familiale troublée, solitude ou incapacité à s'adapter à la société.

En 1988, confrontés aux événements du Liban, et soucieux de comprendre les concepts théologiques utilisés par les religieux pour légitimer leurs activités et justifier la guerre sainte, les chercheurs changèrent leur fusil d'épaule. Les premières tentatives d'analyse suggéraient que, abstraction faite de leur fondement religieux, les aspirations messianiques du Hezbollah offraient une ressemblance frappante avec celles de la Révolution française et, plus près de nous, des révolutions russe et chinoise. Tous ces mouvements avaient admis

le recours à la terreur au nom de la création d'une nouvelle société idéale. Pourtant, contrairement à ces mouvements révolutionnaires, le Hezbollah avait mis au point une méthode particulière pour atteindre ses buts. Le Dr al-Aboub faisait partie intégrante d'une stratégie qui avait été définie comme « la logique morale de moyens d'exception ».

En juillet 1982, moins d'un mois après la formation du Hezbollah, et alors que les forces israéliennes encerclaient Beyrouth, ses dirigeants se réunirent à nouveau dans l'appartement de Cheikh Fadlallah pour discuter d'une nouvelle étape importante de leur combat : la prise d'otages dans la communauté étrangère de Beyrouth. Aucune autre faction libanaise ne l'avait encore fait.

Si les détails de cette âpre délibération restent mal connus, on peut néanmoins la réduire à quelques arguments clés : l'enlèvement de ressortissants étrangers garantirait contre d'autres offensives tant qu'Israël croirait les captifs encore en vie ; il assurerait une audience internationale à la principale revendication du mouvement : la création d'un Liban purement islamique contrôlé par le Hezbollah ; une campagne concertée d'enlèvements ferait s'effondrer les structures économiques, culturelles et sociales, secteurs qui dépendaient de l'aide et de l'investissement étrangers ; les otages représenteraient une précieuse monnaie d'échange pour obtenir des concessions militaires, politiques ou économiques de la part de gouvernements hostiles ou la restitution de combattants du Hezbollah capturés par l'ennemi.

La prise d'otages étrangers allait confirmer la prééminence du Hezbollah comme organe impitoyable de terreur au Liban. Les spécialistes reconnaissaient qu'il serait facile au Dr al-Aboub d'expliquer le rôle qu'il avait pu jouer dans une telle décision, comme ils admettaient que tout avait commencé pour lui le jour où on lui avait demandé de changer de nom. On peut mesurer les problèmes qu'ils rencontrèrent pour reconstituer son passé en sachant qu'il leur fallut éplucher minutieusement pendant des semaines les dossiers de Tel-Aviv et d'ailleurs, avant de déterminer la date précise, le 27 octobre 1977.

Jusque-là, on le connaissait sous le nom d'Ibrahim al-Nahir, fils aîné de la veuve Muzzeyene. Il avait douze ans quand son père qui servait dans l'armée impériale du chah mourut d'une crise cardiaque. Les experts s'interrogeaient sur l'effet qu'avait pu produire sur le jeune garçon cette rupture de la continuité familiale, cette chaîne biologique invisible qui fonde en partie la mystique de la piété filiale. Ignorant tout des rapports quotidiens au sein de la famille, ils supposèrent qu'ils

n'étaient probablement guère différents de ceux qui liaient les membres de n'importe quelle famille d'officier au service du chah : un père toujours prêt à défendre l'honneur de sa famille et soucieux de maintenir son rang au sein de la société établie. Ils essayèrent de mesurer quelle avait pu être la douleur de l'enfant lors de ce décès qui avait peut-être représenté pour lui non seulement la perte d'un être cher mais aussi la mort elle-même. C'est peut-être à ce moment-là, à un âge où l'on est psychologiquement particulièrement fragile, que, dans son esprit, la perte avait été associée à la révolte. *Pourquoi Dieu avait-il choisi de le faire souffrir de cette façon ?* Personne ne pouvait affirmer qu'il s'était posé la question en ces termes ; mais nombre d'autres terroristes tenaient ce langage. Prenant en compte ce sentiment de révolte, les spécialistes en extrapolèrent qu'il pouvait avoir alors attribué cette mort à une faillite de la société : les charges de son père avaient été trop lourdes et étaient responsables de sa crise cardiaque, il avait été ensuite mal soigné et en définitive la société elle-même s'était peu souciée de lui. Ce traumatisme avait pu suffire à amorcer l'érosion psychique qui avait fait de lui ce qu'il était.

La mort de son père survint à l'époque où, en Iran, les garçons de son âge entraient dans la ville, posaient leurs bombes et couraient se mettre à l'abri. S'ils réussissaient à ne pas se faire arrêter la première fois par l'armée ou la police du chah, ils se faisaient généralement prendre la fois suivante en essayant de faire sauter un kiosque, une fontaine ou une boîte aux lettres. Ceux qui avaient échappé à la capture étaient maintenant adultes. Ils étaient expérimentés et disciplinés. Ils savaient éviter les indicateurs, effacer leurs traces, s'assurer des itinéraires et des maisons de repli après une mission. Ils choisissaient leurs cibles avec soin et une témérité grandissante — un poste de police, un supermarché qui fournissait une caserne, puis la caserne elle-même —, déposant une bombe au mess des officiers, tuant ou estropiant les hommes du chah. Ce n'était que le début. Pendant un an, aucun soldat ne put en sécurité rejoindre son domicile en auto-stop au départ d'une des installations militaires des alentours de Téhéran.

Dans la ville même, tout le monde savait qui téléguidait ces attentats. Les anathèmes lancés par l'ayatollah Khomeiny et les autres religieux de Nadjaf emplissaient les journaux, la radio, la télévision. Mais il était devenu impossible de faire passer ces hommes pour des Méphisto abusant de jeunes gens à la personnalité fragile. Au sein de la communauté chiite, ils étaient des héros ; l'ayatollah lui-même occupait les fonctions de général du peuple, grand organisateur de la violence, survenu pour réaliser l'antique promesse. L'excitation gran-

dissait à chaque attaque contre les forces du chah, et avec elle l'espoir que, peut-être, l'imam longtemps caché était enfin sorti du désert, réincarné en guérillero urbain. Aucun chiite n'aurait refusé de procurer de la nourriture ou un refuge à ses frères et sœurs en armes.

Les spécialistes admettaient que l'influence qu'avait pu avoir sur le Dr al-Aboub le courant révolutionnaire qui ne cessait de se développer restait du domaine des conjectures. Ils savaient qu'un des facteurs favorisant le passage au terrorisme est le besoin d'imiter les actions des autres contre la société, en provoquant ce que les béhavioristes appellent une « rupture dans la ligne de vie », les psychiatres ajoutant que l' « expérience existentielle » est alors rompue ; ainsi, devenir un terroriste permettrait la construction d'une nouvelle forme d' « énergie vitale ».

Pour ceux qui sondaient son passé, sa biographie comportait des lacunes considérables. Celles concernant ses premières années étaient impossibles à combler. Sa mère était morte au début de 1977, et le reste de la famille, un frère cadet et trois sœurs, était retourné à ses racines, un des villages chiites du nord de l'Iran. Ainsi s'était évanoui le faible espoir de recueillir des renseignements sur lui grâce à ses parents. La seule certitude était que, peu de temps après le décès de sa mère, il avait entrepris des études de médecine à l'université de Téhéran où il s'était montré brillant. On ignore à peu près tout de ses années d'étudiant ; des éléments importants comme ses amitiés ou d'éventuelles expériences sexuelles resteront à jamais ignorés.

Pourtant, la perte de ses deux parents à l'âge de la puberté, étape si importante de la vie, ne pouvait qu'avoir exacerbé son désir de révolte et peut-être, suggéraient les psychiatres, ouvert la voie à la manifestation d'une violence latente. Sa rancœur contre la société avait grandi. D'après ceux qui étudiaient de près leur mentalité, les terroristes voyaient dans la violence une occasion de redistribuer les responsabilités et de redonner un sens à leur vie. Les béhavioristes trouvaient significatif qu'une forte proportion d'entre eux — jusqu'au quart dans certains groupes — eussent perdu un ou leurs deux parents vers l'âge de quatorze ans.

A nouveau, travaillant sur des données personnelles extrêmement minces — en fait rien de plus qu'un rapport d'interrogatoire israélien du seul membre survivant d'un commando du Hezbollah en Galilée qui avait rencontré le Dr al-Aboub et les aveux à la CIA d'un transfuge soviétique qui se rappelait vaguement l'avoir croisé —, les spécialistes avaient prudemment essayé de le ranger dans l'un des deux types de personnalités qui formaient l'ossature de la plupart des

groupes terroristes : les extravertis extrêmes et ceux chez qui l'on décelait de nombreux symptômes de paranoïa. Le Dr al-Aboub pouvait être rangé dans l'une ou l'autre de ces catégories. Avec son individualisme égocentrique, il appartenait à la catégorie des extravertis. De là venait le plaisir qu'il éprouvait à mener la vie dangereuse d'un terroriste, avec en prime la considération que lui valaient ses compétences particulières. Mais, étant donné sa méfiance, son agressivité, sa susceptibilité, sa façon d'être toujours sur la défensive, on pouvait tout aussi bien le ranger parmi les paranoïaques.

A la fin de 1977, le monde qu'avait connu le Dr al-Aboub était au bord de la décomposition. Plus la Savak, la sanglante police secrète du chah, se déchaînait, plus l'opposition se renforçait. Fondamentalement, rien n'aurait pu endiguer la poussée inexorable de l'intégrisme islamique déferlant depuis Nadjaf. C'était, de l'avis général des spécialistes, ce qui l'avait poussé à assister, le dernier jeudi d'octobre de cette année-là, à un rassemblement organisé par un des authentiques héros du terrorisme moderne.

Elevé à Naplouse, dans la partie de la Jordanie aujourd'hui sous contrôle israélien et foyer de l'activisme arabe, ville poussiéreuse que les juifs appellent Shichem et où les chrétiens situent la rencontre mémorable près du puits entre Jésus et le Samaritain, Abou Nidal représentait une nouvelle génération de terroristes : instruit, stratège doué de sang-froid, capable d'imaginer et de mettre au point des opérations audacieuses, il possédait un charisme qui lui permettait d'imposer son autorité. Le 5 septembre 1973, cinq de ses hommes avaient occupé l'ambassade d'Arabie Saoudite à Paris et retenu onze de ses membres en otage au nom d'un groupe qu'il avait créé pour l'occasion : l'Organisation révolutionnaire des socialistes musulmans. Le gouvernement français avait permis aux membres du commando de repartir libres, concession qui fit, en une nuit, la notoriété de Nidal dans le monde arabe. Il entreprit alors la tournée des campus les plus radicaux du Moyen-Orient, prêchant la violence et recrutant ceux qui étaient prêts à le suivre.

La visite de Nidal à l'université de Téhéran fut interrompue par les services de sécurité du chah et il échappa de justesse à l'arrestation. Ibrahim al-Nahir faisait partie de ceux qui l'aidèrent à s'échapper, le conduisant dans une maison sûre de la banlieue de la ville. Bien que rien n'ait permis de le savoir à ce moment-là — on ne l'apprit que plus tard à l'occasion de l'interrogatoire d'un combattant du Hezbollah dans la prison de Khaïm au Sud-Liban par des officiers de l'armée israélienne —, en ce court laps de temps, Nidal avait convaincu

l'étudiant de se dévouer à la cause de la révolution. En premier lieu, il fallait lui trouver un nom de guerre approprié. Nidal suggéra « Aboub ». En arabe, cela signifie « châtiment ».

Les listages des ordinateurs de toutes les agences de renseignement occidentales, aussi bien que ceux du KGB, ne cessaient de s'allonger. Un officier de la Savak, réfugié à Paris, fut interrogé par le SDECE comme il l'avait déjà été à l'époque de la mise en place de l'infrastructure du terrorisme au Moyen-Orient. Il continuait à coopérer à cause d'un « marché » conclu avec le SDECE : on lui avait permis de vivre à Paris sans être inquiété tant qu'il serait disponible pour « consultation ». Mais, vu la rapidité avec laquelle évoluait la situation, personne ne pensait qu'il serait utile encore longtemps. Quand son inutilité devint manifeste, il fallut prendre une décision quant à la destination vers laquelle on allait l'expulser. Mais, à la surprise générale, il se souvint brusquement de ce jeudi où il avait failli mettre la main sur Nidal. Ses souvenirs recoupaient ce que le SDECE savait déjà. Néanmoins, le récit de l'homme de la Savak fut expédié par télex à Washington. Là, le Dr Post et ses hommes firent entrer ces informations dans leurs ordinateurs. Elles confirmaient le rapport israélien sur les aveux du prisonnier du Hezbollah, qui avait été lui aussi transmis à Washington. Ce type de coopération entre les différents services de renseignement confrontés à la menace d'une extension universelle du terrorisme faisait désormais partie de la routine.

Cette menace avait en outre contribué à améliorer les relations entre la CIA et les Israéliens. Leurs rapports, autrefois étroits, avaient été rompus après qu'Israël eut envahi le Liban, à la grande surprise de l'Agence et du reste du monde. Mais les croyances religieuses du président Reagan jouèrent également un rôle dans la froideur officielle manifestée au Mossad par la CIA. Si le Hezbollah estimait remplir une mission divine en investissant le Liban, lieu désigné pour le retour de l'imam, le président ne cachait pas qu'il croyait que l'ultime confrontation d'un Christ revenu sur terre et ce qu'il appelait les « forces des ténèbres », proviendrait d'événements survenus au nord de Jérusalem, à Beyrouth. Quand les forces israéliennes venues de Galilée fondirent sur Beyrouth, le président et Nancy s'assirent, pétrifiés, devant leur téléviseur, pour regarder Pat Robertson déclarer que c'était « le commencement de la fin », que bientôt les forces des ténèbres seraient balayées de la surface de la terre et remplacées par ce que le président et sa première dame, comme tous les « bons » chrétiens, attendaient avec impatience, cette Utopie que la *Scofield Reference Bible* appelait

l'Extase, au cours de laquelle « Dieu revient, apporte la Paix et la Joie aux Extatiques ». Le président ne doutait pas que Nancy et lui fassent partie des heureux élus. Quand l'intervention israélienne au Liban se solda par un fiasco, Reagan ne prit pas la peine de cacher sa déception à Casey, Schultz et Weinberger. Il avait alors déclaré : « Nous devrions rompre et fuir ces gars qui nous ont menés en bateau. » Casey, sentant qu'il fallait faire quelque chose, avait mis fin à cette coopération qui permettait aux hommes du Mossad et de la CIA de travailler la main dans la main. Il mit alors en place une structure dans laquelle seul Clair George négociait avec son homologue du Mossad à Tel-Aviv, Peter Mandy. L'année précédente, les deux hommes avaient fait du bon travail ensemble et obtenu d'importants tuyaux sur les terroristes et leurs activités.

C'est le Mossad qui avait fourni les indices permettant au Dr Post et à son équipe de comprendre le rôle crucial que joua Nidal dans la vie du Dr al-Aboub. Les spécialistes étaient certains qu'il y avait eu entente immédiate entre les deux hommes, que Nidal avait donné au jeune médecin l'élan décisif qui le fit adhérer à une philosophie meurtrière. Cela correspondait à ce que l'on savait de Nidal : un dirigeant terroriste de premier plan, qui suscitait l'espoir en utilisant la vie des autres ; un maître d'œuvre extraordinaire, mais qui ne s'exposait jamais lui-même aux retours de flammes que déclenchaient ses actes.

On savait également avec certitude que le Dr al-Aboub avait obtenu ses diplômes de médecine et prêté serment à la fin de 1978 au milieu des convulsions d'une dynastie agonisante. Le chah n'avait plus que quelques semaines à régner. Des villes entières étaient devenues des citadelles indépendantes, contrôlées par les religieux de l'ayatollah Khomeiny. Dans un dernier accès de sauvagerie, le chah continuait à remplir les prisons d'infortunés innocents. Peut-être cela encouragea-t-il le médecin, qui venait de jurer qu'il ne ferait jamais aucun mal, à prendre directement part aux troubles. Al-Aboub rejoignit un groupe révolutionnaire et en prit la tête après l'arrestation de plusieurs de ses membres, dont le dirigeant.

Cela avait constitué une autre étape importante de son évolution ultérieure. Dans tout groupe terroriste le rôle de leader implique des responsabilités particulières. Il faut motiver les autres militants, leur rappeler sans cesse que leurs objectifs toujours contrariés ne peuvent être atteints que par la violence, insister constamment sur le fait que le monde extérieur sombre dans la décadence et mérite donc d'être anéanti. Les idéologues nazis n'avaient pas agi autrement, qui avaient

fait du juif la personnification de la perversion physique, de la corruption et de la putréfaction spirituelle. La façon dont le Dr al-Aboub illustra ces principes se résuma en quelques secondes d'horreur.

Il était passé au volant d'un camion devant les soldats en faction à l'entrée du terrain d'aviation d'Ispahan, en Iran, vêtu d'une combinaison de mécanicien au sol, volée, comme la boîte à outils posée sur le siège à côté de lui. Après avoir garé son véhicule au bout de l'aire de stationnement, il se dirigea à pied vers un jet Lear et dissimula la boîte au fond d'une trappe de contrôle dans la cabine de l'avion. Plus tard dans l'après-midi, en compagnie du reste du commando, il observa à l'aide de jumelles l'équipage et son passager prendre place à bord de l'appareil qui prit le chemin de la piste d'envol. A quelque distance du point de décollage, plusieurs événements se produisirent simultanément : un éclair aveuglant, éclipsant la lumière du soleil couchant, jaillit sous le ventre du fuselage, arrachant de gros morceaux de métal ; poursuivant sa course, l'avion s'éleva soudain à la verticale de la piste, défiant, un court instant, les lois de l'aérodynamique. Les réservoirs de carburant logés dans les ailes explosèrent avec un bruit de tonnerre qui couvrit les applaudissements des terroristes. A plus de quatre cents mètres de distance, ils sentirent la chaleur sur leur visage. En même temps que la boule de feu projetait vers le ciel des débris d'empennage, un des moteurs se mit à balayer la piste en crachant des rivets en fusion vers les véhicules de pompiers et les ambulances qui accouraient. Finalement, la scène disparut derrière un voile de fumée. On raya de la liste noire dressée à Nadjaf le nom d'un autre des fonctionnaires du chah.

Les spécialistes se demandaient si c'était ce jour-là que le Dr al-Aboub avait mis fin à la dualité de sa personnalité, au conflit entre l'émotion tirée du meurtre et le remords. Quelques terroristes admettaient n'y être jamais parvenus ; d'autres déclaraient que cela se passait avec la première mort. Si tel avait été le cas pour le Dr al-Aboub, cela ne l'aurait pas forcément rendu plus agressif et violent, mais cela aurait pu alimenter la perversion qui lui permettait de pratiquer la torture.

L'épisode de l'avion continua à servir de point de référence aux béhavioristes et aux psychiatres. C'était, à leur connaissance, la seule occasion où il avait pratiqué le « terrorisme traditionnel ». Il avait également montré qu'il était désireux et capable de s'intégrer à un groupe, de développer ce que les béhavioristes nomment un « moi collectif » : les psychiatres, s'exprimant légèrement différemment, se

demandaient s'il n'y avait pas, après tout, une déficience marquée dans la « formation du surmoi » du Dr al-Aboub.

Derrière ce langage ésotérique, se cachait une autre notion importante, essentielle pour comprendre la cruauté dont était capable al-Aboub. En supposant qu'il trouvât gratifiant d'occuper à présent une position élevée dans une organisation de plus en plus puissante, au sein de laquelle la certitude était la règle et le doute inadmissible, les scientifiques se demandaient jusqu'à quel point il avait idéalisé le Hezbollah dans son esprit et fini par intérioriser les valeurs — et en premier lieu l'idée de violence naturelle — que prêchaient les religieux. Représentait-il à présent le parfait exemple du véritable croyant, l'homme qui *sait* et n'éprouve que mépris pour ceux qui n'ont pas trouvé leur voie vers la vérité ? Si c'était le cas, son credo l'autorisait évidemment à tuer, sans la moindre hésitation ni le moindre scrupule, les otages étrangers dont il était médicalement responsable.

On en connaissait un peu plus sur la suite de sa vie, après la destruction de l'avion. A la fin de 1979, après le départ du chah et l'installation de l'ayatollah Khomeiny à Téhéran, Abou Nidal avait envoyé un mot au Dr al-Aboub dans un des hôpitaux de la banlieue de la ville où celui-ci terminait son internat ; il lui annonçait qu'on lui avait accordé une bourse pour l'université Patrice-Lumumba. En échange de cet enseignement gratuit et d'un autre financement, il devait d'abord servir comme médecin dans un camp d'entraînement dirigé par le Fatha-Commandement révolutionnaire, encore un groupe fondé par Nidal. Une semaine plus tard, le Dr al-Aboub se trouvait dans le désert du nord de l'Irak. Là, pendant six mois, il soigna des blessures et des maladies bénignes, assista à des conférences sur les méfaits du sionisme et de l'impérialisme occidental, apprit le maniement des explosifs et les techniques de survie, menant la vie de n'importe quel autre terroriste, partageant un système de foi commune renforcé par des coutumes et des vêtements distinctifs. En mars 1980, il prit à Bagdad un vol pour Moscou et entra au campus Patrice-Lumumba pour la session de printemps. Il passa les deux années suivantes à suivre des études médicales spécialisées.

Certains cours étaient consacrés aux techniques de persuasion, d'endoctrinement politique et aux ténébreux secrets de ce qu'on appelle le « lavage de cerveau ». On y abordait également les méthodes utilisées avec succès sur des prisonniers américains au cours de la guerre de Corée, dans les années cinquante ; cet épisode était demeuré comme un point de référence sur la façon de modifier, voire d'inverser, les systèmes personnels de valeurs. Il avait également joué

un grand rôle dans l'utilisation par les Russes de techniques de torture médicalisée et avait conduit la CIA à essayer de rivaliser avec eux.

Dans tous les services de renseignement occidentaux, le dossier concernant les techniques utilisées par les Soviétiques était le plus épais de tous. Les spécialistes lisaient tard dans la nuit ou restaient assis devant leurs terminaux d'ordinateurs pour rassembler les informations d'une banque de données jusqu'à en avoir mal aux yeux. Ils travaillaient selon une philosophie qui remontait à l'époque de la genèse du renseignement : plus on prend son temps, moins on risque de commettre des erreurs et plus sont grandes les chances de succès. Il s'agissait, en l'occurrence, de recueillir le maximum d'informations sur le Dr al-Aboub avant qu'il ne soit tué. Les spécialistes, conscients de l'importance de l'enjeu, n'entendaient pas se précipiter. Les « tireurs » — nom donné par les professionnels du renseignement aux agents d'exécution — auraient de meilleures chances d'épingler leur cible si les spécialistes leur fournissaient le maximum d'informations.

Ils apprirent qu'on avait enseigné à al-Aboub, comme aux autres étudiants de l'université Patrice-Lumumba, que le lavage de cerveau comportait rarement des sévices physiques. Il était basé, au contraire, sur une pression psychologique soigneusement calculée qui supposait l'usage du harcèlement et de l'humiliation. Les étudiants jouaient alternativement les rôles d'interrogateur et de prisonnier, sous l'œil attentif d'instructeurs issus des rangs du corps médical du KGB. On faisait apprendre de très longs tracts communistes de plus en plus complexes à ceux qui avaient été désignés comme prisonniers, puis on les interrogeait, des heures durant, leur demandant d'en réciter des passages ou d'en commenter la signification. Au moindre signe de faiblesse, de manque de coopération ou d'incapacité à répondre correctement intervenait la technique du harcèlement. On convoquait le prisonnier pendant son repas pour le sermonner sur la nécessité d'être attentif ; quand il revenait à table, celle-ci était déjà débarrassée. On le réveillait au milieu de la nuit et on lui demandait de réciter ou de commenter les passages où il avait fait des erreurs. Plus il se montrait complaisant, plus on le harcelait. Finalement, on l'humiliait, technique destinée essentiellement à retourner ses camarades étudiants contre lui. Les instructeurs expliquaient qu'ils allaient souffrir à cause des erreurs de l'étudiant prisonnier qui devenait, au moins momentanément, un objet de haine pour le reste de la classe. Ce n'est que lorsque les instructeurs estimaient qu'il était au bord de l'effondrement mental que l'on arrêtait l'exercice.

Les spécialistes du comportement analysaient les réactions de

chaque étudiant et montraient comment, en accentuant encore un peu la pression, on aurait pu le manipuler jusqu'au stade de l'effondrement mental.

Un séminaire était consacré aux méthodes susceptibles de priver un individu du sentiment de soi et aux façons de rebâtir quelque chose de nouveau à partir de cette table rase. Un facteur clé de cette désintégration de l'identité résidait dans la création d'un état de dépendance infantile, afin que la victime, complètement désorientée, devienne semblable à un novice prononçant ses vœux avant d'entrer dans un ordre religieux : une personne « morte au monde ». Alors seulement, professaient les psychiatres du KGB, elle était prête à recevoir le « salut » de ceux qui contrôlaient désormais tous ses actes. On enseignait les techniques permettant d'instiller un sentiment de culpabilité dans l'esprit d'un sujet afin qu'il en vienne au reniement de soi et d'idéaux longtemps chéris, ce qui, en retour, créerait une culpabilité encore plus *authentique,* et un besoin de se confesser encore plus impératif. On disait aux étudiants qu'une fois qu'un homme s'était débarrassé de son passé, il fallait l'inciter à adopter de nouvelles croyances de substitution. Des conférences décrivaient comment, à cette étape, préparer un individu à participer à des enregistrements vidéo dans lesquels il admettrait sa culpabilité et demanderait au monde de reconnaître la légitimité des exigences de ses ravisseurs. Les médecins de la faculté expliquaient qu'on pouvait accélérer ce processus grâce à des drogues capables de provoquer une désorientation rapide, de faire naître la peur, la confusion mentale, et de créer un état de fatigue et de faiblesse physiques.

Les spécialistes étaient de plus en plus convaincus que c'est à Moscou que le Dr al-Aboub avait appris les techniques de torture médicale. Si les poseurs de bombes laissent souvent leur signature, les méthodes du Dr al-Aboub portaient manifestement l'empreinte de l'université Patrice-Lumumba.

D'après le BND d'Allemagne fédérale, il arriva à Beyrouth le samedi 15 mars 1982. Venant de Moscou, il fit une brève escale à Francfort avant de continuer son voyage vers le Liban. L'information fut recueillie auprès d'un autre passager, lui aussi diplômé de l'université Patrice-Lumumba, un Allemand soupçonné d'être un sympathisant de la Fraction armée rouge, organisation terroriste d'extrême gauche qui, en 1977, avait enlevé et retenu en otage pendant des semaines l'industriel Hans-Martin Schleyer avant de l'assassiner. Cet Allemand avait été interrogé par le BND, et le peu

qu'il savait sur le Dr al-Aboub fut enregistré sur les ordinateurs du service de Wiesbaden.

Le Dr al-Aboub allait devoir attendre avant de commencer à appliquer les techniques acquises à Moscou.

Le vendredi matin, 16 mars 1984, William Buckley s'éveilla dans son appartement de Beyrouth-Ouest où il vivait depuis trois cent quarante-trois jours.

A cette heure matinale, de sa terrasse, on pouvait admirer la ville dans toute sa splendeur. A ses pieds, il discernait au loin une centaine de minarets s'élevant en spirale dont le filigrane des balcons entourés de fer brillait déjà au soleil. De là les fidèles allaient bientôt être appelés pour la première prière de la journée. On distinguait des rues longues et rectilignes, des boulevards majestueux rappelant l'époque où la France avait une influence importante dans la ville ; sa langue demeurait, mais n'était plus parlée que dans le quartier chrétien. Dans les rues sinueuses et étroites qui entouraient l'immeuble, dominaient les sonorités gutturales de l'arabe.

D'ici environ une heure, au plus tard à sept heures, ce calme serait une fois de plus rompu par le vacarme des voix et de la circulation. Tout comme, dans ses souvenirs, le *tufo* donnait à Rome son ambiance particulière, le tintamarre se répercutant entre les immeubles contribuait au caractère unique de Beyrouth. Lorsque le tohu-bohu atteignait son paroxysme, il empêchait Buckley de goûter à un des petits rituels qui avaient toujours empli sa vie d'adulte.

Il plaça un disque de musique classique sur la platine stéréo placée à côté du lit et transporta une des enceintes jusqu'à la porte de la salle de bains. Puis il se rasa et prit une douche, calculant le temps de ses ablutions afin qu'elles se terminent en même temps que la musique. Il retourna le disque puis s'habilla. Ce matin-là, il choisit une chemise à manches courtes, une cravate de soie et un costume gris léger. Pour le choix de ses vêtements aussi, il avait des habitudes immuables. Ses chemises, au col cousu à l'ancienne, avaient la coupe et le tissage de coton qu'il aimait. Depuis trente ans il les achetait dans la même boutique, par douzaines, à manches longues et à manches courtes, chaque fois qu'il passait à New York ; sinon, où qu'il soit en poste, il les commandait par correspondance chez Brook Brothers. Quant aux costumes, il en achetait quatre par an, deux légers et deux de demi-saison. Il était client depuis de nombreuses années et faisait toujours exactement la taille Brooks 38, ce qui lui permettait de s'habiller en confection. Ses cravates, unies ou avec de fines rayures, venaient du

rayon classique du même magasin. Brooks était toujours prêt à répondre promptement à ses commandes, les lui expédiant à l'autre bout du monde. Il trouvait rassurant de savoir que, dans ce monde instable, certaines choses ne changeaient pas.

Supportant mal le silence, il déplaça le haut-parleur de la salle de bains à la cuisine, et prépara un petit déjeuner composé de jus d'orange, de céréales, de toasts et de café. Aussi loin qu'il s'en souvienne, il avait toujours aimé commencer sa journée ainsi.

Depuis le début, son affectation à Beyrouth avait constitué une mise à l'épreuve. On le lui avait bien fait sentir quand il avait été nommé. Personne ne le lui avait dit aussi clairement, mais c'était un moyen pour lui d'essayer de régler ses comptes avec son passé récent. Depuis Saigon, sa carrière avait stagné. On lui avait confié la responsabilité d'une ou deux opérations en Afrique, mais rien d'aussi important que lorsqu'il avait dirigé plusieurs réseaux à la frontière des deux Vietnam. Beyrouth était pour l'Agence le moyen de lui offrir un répit, et pour lui de montrer ce dont il était encore capable, de se prouver à lui-même que son habileté était toujours une seconde nature.

C'est ce que lui avait signifié Cogan quand on lui avait confié cette mission. Buckley n'avait jamais oublié, ni pardonné, comment le chef du service action, un homme grand, élancé, avait tortillé sa moustache avant de lui annoncer avec cet accent de Harvard reconnaissable entre tous : « C'est un gros morceau, Bill. Faites que ça marche. » Ensuite, Buckley avait médité sur la façon dont le travail sédentaire pouvait métamorphoser un individu. Quelques années auparavant, Cogan avait réussi quelques coups fumants au Congo, au Soudan et au Maroc, où il était devenu le second chef d'antenne à avoir recruté un monarque : le roi Hassan II. Mais Cogan ne travaillait plus sur le terrain. Lors de cette dernière rencontre il s'était montré cérémonieux, bourru, sans humour, très chef de division. En quittant Buckley à la porte de son bureau, il avait répété : « C'est un gros morceau, Bill. N'oubliez jamais ça. Vous êtes de nouveau au volant. Ne sortez pas de la route. »

Buckley avait mis du temps à tisser son réseau, en faisant toujours preuve du scepticisme nécessaire. Il avait passé des heures entières à rencontrer ses contacts dans des appartements ou dans les cafés qui pullulaient dans les ruelles pittoresques. Il profitait de ses moments de loisir pour prendre des cours accélérés d'arabe et lire tout ce qui était disponible en anglais sur l'histoire de l'islam. La bibliothèque de la salle de séjour témoignait de ses efforts. On trouvait, entre autres, sur ses étagères, un exemplaire visiblement souvent compulsé de *L'Islam*

et la logique de la force, à côté de quelques classiques européens qu'il transportait d'un poste à l'autre : Maugham, Thackeray, Joyce. Y figuraient également *Les Nus et les morts* de Mailer, les œuvres complètes de Le Carré et une ou deux biographies, livres qu'il relisait tous régulièrement.

Tandis qu'il mangeait, le soleil commençait à réchauffer les vitres de la cuisine. De là aussi il avait une vue splendide sur Beyrouth, mais le déferlement de haine qui submergeait la ville et, au-delà, l'ensemble du Liban avait laissé des traces visibles. Où qu'il posât les yeux, il apercevait de nouvelles brèches à l'horizon : un immeuble de bureaux détruit par la dynamite ; un immeuble résidentiel qui s'était effondré après qu'un conducteur de camion piégé eut introduit sa mortelle cargaison dans les sous-sols. Au cours du mois dernier, plus de vingt bâtiments, lieux d'habitation ou de travail avaient fait l'objet de cette destruction sans fin.

Deux jours avant seulement, un incident désagréable était venu lui rappeler que, comme chez n'importe qui à Beyrouth, la violence pouvait faire irruption dans le repaire qu'il s'était créé dans les hauteurs de la ville. Une voiture piégée avait explosé en bas, dans la rue, alors qu'il était en train de préparer des cocktails pour un collègue et sa femme. L'onde de choc avait soufflé toutes les vitres de l'appartement, les criblant tous trois d'éclats de verre. Après avoir soigné leurs coupures, lui et ses invités passèrent une partie de la soirée à ramasser les débris. Buckley prépara et servit le dîner, écoutant attentivement les nouvelles du pays rapportées par le couple, qui venait de rentrer de vacances à New York ; puis, sentant la réticence de la femme à s'aventurer dans les rues après l'explosion, il insista pour qu'ils restent dormir dans une des chambres d'amis. Le lendemain matin, il avait téléphoné à l'ambassade et une patrouille de marines les avait escortés jusque chez eux.

Depuis de nombreuses années, Buckley avait mis au point un mode de relation avec le monde, fait de bonnes manières, d'un certain détachement et d'une courtoisie inaltérable. La plupart des gens le disaient plus brillant intellectuellement que physiquement courageux, mais ajoutaient généralement qu'il était homme à admettre que le genre de métier qu'il exerçait comportait certains risques qu'il fallait simplement accepter. Vivre à Beyrouth, en était-il arrivé à dire, avait épuisé toutes ses réserves de stress, capital et intérêts compris. Dans le cercle restreint où il pouvait parler librement de ces sujets, il avait ajouté qu'après cette affectation, il serait peut-être temps pour lui d'envisager de rentrer pour de bon et de faire son chemin d'un bureau

de Langley à l'autre ; puis, avec l'honnêteté qui était une autre de ses qualités, il grimaçait un sourire et déclarait que tous ceux qui avaient passé un certain temps sur le terrain ressentaient la même chose et que le métier du renseignement était, en tout état de cause, une leçon permanente de résistance à la faiblesse humaine.

En dépit de ses dimensions — quatre chambres, une salle à manger, une salle de séjour, une chambre de bonne — il avait, depuis le début, tenu à faire lui-même le ménage de son appartement. Il considérait cela comme une mesure de sécurité liée à son travail. Au vu du fouillis qui y régnait, vaisselle et casseroles sales dans la cuisine, vêtements négligemment éparpillés dans la salle de séjour, sac de linge sale qui débordait, son échec était patent. Ses amis le taquinaient sur le plaisir masochiste qu'il prenait à vivre dans cette pagaille. Il répliquait d'ordinaire qu'il n'avait jamais trouvé une femme qu'il laisserait s'occuper de son confort personnel ; que, en toute circonstance, la pire erreur dans son travail était d'attendre trop des gens, particulièrement quand il s'agissait de femmes ; bien souvent il ajoutait que son mode de vie ne lui permettant même pas d'avoir des amitiés suivies, il ne pouvait être question pour lui de liaisons sentimentales stables. Dans le petit monde où l'on connaissait parfaitement la nature de ses activités, et où on l'invitait régulièrement à dîner le samedi ou à prendre le brunch le dimanche, il était même allé jusqu'à dire que, de toute façon, l'amour risquait de pousser les êtres humains à des comportements irrationnels. Il semble que personne n'ait jamais insisté sur ce sujet avec lui ; les gens sentaient qu'il y avait là un point sensible. Après environ deux années passées à Beyrouth, en tant que plus important espion américain au Liban, William Buckley demeurait, par choix, un marginal. Dans les milieux diplomatiques, tout le monde considérait que son célibat était dû à quelque échec sentimental antérieur, mais qu'il était vacciné pour l'avenir.

Même ceux qui se sentaient proches de lui n'osaient lui poser de questions sur la femme dont la photo trônait sur une table basse. Elle portait un casque colonial et une veste de sconse couleur *crème de menthe** achetée avec les six cents dollars que Buckley lui avait donnés le jour où elle lui avait trouvé une affiche annonçant la victoire française lors de la Première Guerre mondiale. Elle s'appelait Candace Hammond. Ils s'étaient rencontrés en 1977, entre deux de ses voyages, alors qu'il avait été désigné comme observateur de la CIA à l'Exercise Robin Sage, manœuvres se déroulant tous les deux ans près de Fort

* En français dans le texte. *(N.d.T.)*

Bragg, en Caroline du Nord. Pendant quelque temps, une vaste étendue de la région, baptisée « Pineland » pour l'occasion, était censée être contrôlée par un dictateur malfaisant, dont les troupes étaient figurées par la 82e division aéroportée. Des détachements de Bérets Verts venus de Fort Bragg furent lâchés dans « Pineland », où ils tentèrent de prendre contact avec la résistance civile, d'établir des lieux de repli et des caches d'armes. Quelques civils participaient à l'exercice. Candace jouait le rôle d'une infirmière quand Buckley la rencontra. Ils tombèrent aussitôt amoureux l'un de l'autre. Sur la photo, son visage frappait davantage par sa personnalité que par sa beauté ; elle avait de beaux traits mais ceux-ci n'arrivaient pas à former un tout. Le couple correspondait régulièrement, et parfois Buckley lui téléphonait à son domicile dans un hameau perdu, appelé Farmer, quelque part en Caroline. Il gardait toutes ses lettres qu'il emportait toujours avec lui dans l'attaché-case très spécial qui allait de pair avec sa fonction.

Sur la liste protocolaire de l'ambassade des Etats-Unis, il était désigné comme fonctionnaire politique, mais cette couverture n'abusait personne. Il avait eu beau essayer de donner le change, de rester dans le vague sur ses responsabilités, lors des conversations, de faire assaut de fausse modestie, son rôle de chef d'antenne de la CIA était un secret de polichinelle. De même que les raisons de sa nomination à Beyrouth.

Bien avant de venir à Beyrouth, Buckley avait entendu parler des plaisirs et des pièges de la ville par un ami de longue date, Robert C. Ames, le plus ancien analyste de l'Agence au Moyen-Orient. Tout à fait opposés dans le domaine de l'élégance — Ames s'habillait de façon voyante, affectionnait les bottes de cow-boy, les lunettes teintées de pilote et les costumes en seersucker —, les deux hommes avaient une passion commune pour la bonne chère et la littérature. Beyrouth, insista Ames, demeurait le meilleur endroit de la région pour aller dîner. Ils eurent cette discussion vers la fin de la dernière soirée qu'ils avaient passée ensemble, alors que Buckley était encore en poste au Caire où il supervisait l'entraînement des gardes du corps du président Anouar al-Sadate. Cela ne l'empêchait d'ailleurs pas de faire installer pour le compte de l'Agence de nouveaux micros camouflés dans les moindres recoins du palais présidentiel, travail pour lequel ses amis de la « Division D » lui avaient volontiers laissé le champ libre. Chacun, à Langley, savait que Buckley était le meilleur dans ces activités secrètes. Ames était arrivé écumant de colère, disant qu'il souffrait toujours des répercussions de l'attentat du Mossad qui avait cru bon de piéger la

voiture d'un agent inestimable, Ali Hassan Salameh, chef du service de renseignement de l'OLP. Pendant le dîner au Sémiramis, il avait brossé un tableau évocateur de Beyrouth qui était « le lieu de rencontre de tous les coups fourrés ». Il aimait cet endroit : « C'est le seul échiquier dans ce métier qui mérite qu'on joue dessus. » Quand ils étaient enfin rentrés se coucher, Ames avait dit à Buckley : « Quand ils me rappelleront, je ferai un effort de tous les diables pour que tu aies le boulot. » Buckley se souvenait encore de ces paroles.

Ce matin-là, comme tous les vendredis, il allait faire sa tournée au ministère des Affaires étrangères. Au moment du café, à l'heure où l'on peut abandonner les bavardages mondains sans froisser personne, il comptait continuer à glaner quelques tuyaux supplémentaires sur les chances de survie du gouvernement libanais. Certains signes étaient inquiétants : un autre ministre avait démissionné ; on parlait d'un nouveau scandale financier ; Cheikh Fadlallah avait lancé des mises en garde au Premier ministre, réclamant la fermeture de l'université américaine de la ville, affirmant que son enseignement était destiné à saper celui de l'islam. Buckley comptait profiter de chaque rencontre pour poser des questions courtoises, quoique à présent largement dépourvues de sens, afin de savoir où en étaient les autorités dans leur enquête sur l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis. Parmi les morts, figuraient douze fonctionnaires de la CIA et de la Defence Intelligence Agency qui assistaient à une conférence régionale sur le terrorisme, quand explosa la voiture piégée du Hezbollah. Ames était au nombre des victimes.

Buckley savait que ses supérieurs avaient accueilli sa nomination avec incrédulité. Ils firent remarquer qu'il avait fait une bonne partie de sa carrière au Vietnam puis au Laos, où il avait organisé plusieurs des tribus des montagnes en milices privées au service de l'Agence. De l'Asie, il avait gagné le Zaïre où il avait joué le rôle de trésorier-payeur pour le compte des mercenaires britanniques, français et américains qui combattaient les forces marxistes dans l'Angola voisin. On se souvenait encore de cet épisode de sa carrière grâce aux télex qu'il envoyait à Langley où il répétait avec insistance que ces mercenaires ne seraient payés qu'une fois le travail achevé. On l'avait alors envoyé plus au nord, au Caire, pour entraîner les gardes du corps de Sadate, juste pour les voir échouer en face d'une opération-suicide qui avait abouti à l'assassinat du président. Ce fut la première fois que Buckley eut l'occasion de prendre conscience des forces terrifiantes que pouvait déchaîner le fanatisme religieux. A Beyrouth, il avait eu tout loisir d'en apprendre bien davantage sur le sujet.

D'une certaine manière, ce poste ressemblait à n'importe quel autre. Buckley vivait dans un monde où rares étaient ceux à qui il pouvait se confier. Dans de telles conditions, un homme devient une proie plus vulnérable, parce que sa vigilance commence à se relâcher : il est parfaitement humain, ne serait-ce qu'un court instant, de vouloir s'évader d'un univers empli de règles, de signaux et de codes spéciaux. C'était encore plus compréhensible de la part d'un homme qui approchait de la soixantaine. Il n'avait jamais été robuste, mais maintenant, après environ vingt ans de service ininterrompu sous les tropiques, il était physiquement mal en point. Il avait peut-être eu vent de ce que l'on racontait à son sujet : qu'il ressemblait plus à un des vieux messieurs de l'entourage de George Smiley * qu'à un homme que James Bond choisirait comme coéquipier en cas de coup dur. Le personnel de l'ambassade avait remarqué certaines de ses excentricités : il avait passé tout un dimanche matin à briquer sa voiture, en se servant d'une vieille brosse à dents pour nettoyer l'intérieur des ailes, et lors d'une réception officielle, il avait menti sur son âge à la femme d'un diplomate, se rajeunissant de plus de dix ans.

Avant de quitter son appartement, William Buckley observa un autre rituel. Il alla chercher dans sa chambre un attaché-case très spécial conçu par les techniciens de Langley. Il était destiné, si l'on tournait la clé dans le sens des aiguilles d'une montre, façon habituelle de fermer, à incinérer en quelques secondes son contenu grâce à du gaz qui s'enflammait au sortir d'un anneau de tuyères installées dans sa base. Pour assurer la sûreté de la mallette, il fallait tourner la clé dans l'autre sens. Buckley, méticuleux comme il l'était, avait dû vérifier soigneusement les tuyères pour s'assurer que chaque bec était exempt de poussière, avant de remplir l'attaché-case de papiers qui portaient la mention « Top-secret », « Secret », ou au minimum « Confidentiel ». Il mit également les lettres de Candace dans la mallette, puis il la ferma à clé et la lia par une chaîne à un bracelet qu'il portait au poignet. Il verrouilla la porte de l'appartement derrière lui — l'ambassadeur possédait la seule autre clé — et traversa le hall en direction de l'ascenseur. Celui-ci s'arrêta un étage au-dessous. Un homme entra. Il était jeune, bien vêtu et tenait un attaché-case. Quelques étages plus bas, l'ascenseur s'arrêta à nouveau. Une locataire que Buckley connaissait se joignit à eux. Ils échangèrent quelques politesses. L'homme ne dit rien. La femme descendit au rez-de-chaussée,

* Personnage vieillissant et quelque peu désabusé de certains romans de John Le Carré. (N.d.T.)

souhaitant à Buckley une « bonne journée », visiblement très fière de sa connaissance de la langue américaine. Les deux hommes descendirent au garage en sous-sol. Normalement, un chauffeur de l'ambassade aurait dû attendre Buckley. Mais ce matin-là, il avait décidé de conduire lui-même pour se rendre à ses rendez-vous. Il n'avait prévenu personne à l'ambassade de cette violation des règles de sécurité ; à la suite de l'attentat à la voiture piégée contre l'ambassade, il était formellement interdit à tout fonctionnaire américain de circuler seul en ville.

En se dirigeant vers sa voiture, Buckley eut peut-être un pressentiment lorsque l'attaché-case de l'homme le heurta à l'arrière de la tête. Le coup avait probablement été suffisamment violent pour l'envoyer rouler à terre car il avait laissé des traces de sang et de cheveux sur le cuir. L'agresseur lâcha son attaché-case — quand on le découvrit plus tard, on s'aperçut qu'il contenait plusieurs blocs de pierre — probablement pour agripper l'agent de renseignement. Une Renault blanche apparut, venant d'on ne sait où. Deux hommes étaient à bord, le chauffeur et un complice à l'arrière. Ce dernier aida peut-être l'assaillant de Buckley à jeter celui-ci et la sacoche à l'arrière de la voiture. Avec Buckley à moitié affalé sur le plancher, les deux hommes accroupis sur lui, la voiture, dont une portière ouverte battait dangereusement, se rua en grondant hors du garage.

La femme qui, quelques instants auparavant, avait échangé quelques plaisanteries avec le chef de l'antenne de la CIA attendait à un arrêt d'autobus proche de la sortie du garage. Elle comprit ce qui se passait et se mit à hurler pour demander du secours.

S'il perçut ses cris perçants, ce furent certainement les dernières supplications que William Buckley entendit prononcer en sa faveur.

Parmi les nombreuses découvertes faites par les spécialistes au cours de leurs trois années d'investigations, il y avait le fait que parmi les premières voix qu'allait entendre le vieil espion, figurait probablement celle du Dr al-Aboub.

3

Le réseau de la folie

Le Dr al-Aboub passait parfois devant l'immeuble où avait habité Buckley. A présent, criblé de trous d'obus, il ressemblait à peu près à une gigantesque râpe à fromage. Les étages supérieurs étaient devenus une position avantageuse où seuls s'aventuraient les jeunes tireurs les plus courageux et les plus casse-cou. D'après eux, on avait du toit une vue panoramique magnifique sur la ville, les montagnes et la mer. On comprend qu'elle ait pu être une de celles dont William Buckley ne se lassait jamais. Elle avait peut-être — qui sait ? — endormi sa vigilance. Quant à ses ravisseurs, ils avaient agi avec la rapidité et l'audace qui les caractérisaient. Ils observaient, enlevaient et disparaissaient. Seule l'importance de leur prise pouvait les avoir mis à cran.

En reconstituant ce qui s'était alors passé, les enquêteurs de la CIA conclurent que la Renault blanche avait traversé en rugissant le quartier musulman et avait franchi sans encombre plusieurs contrôles avant d'atteindre une cache bien préparée. Blême, encore sous le choc, Buckley n'avait pas eu le temps, mentalement, de réaliser ce qui lui arrivait et de réagir. Ce n'était qu'à la compétence et à l'excellente préparation de ses ravisseurs qu'il devait d'être toujours en vie et à peu près indemne.

A l'entrée de la maison attendaient des hommes que, faute de connaître leur identité, les Israéliens nommaient « les gardiens ». Le Dr al-Aboub était présent lui aussi.

Selon le scénario imaginé après coup par les spécialistes de la CIA, Buckley fut tiré brutalement de la voiture tandis qu'un des gardiens s'avançait, portant un sac enduit de plusieurs couches de peinture noire dont il lui couvrit la tête en le faisant glisser plus bas que les épaules, de façon à lui entraver les bras. Puis on le poussa dans la maison et on le fit descendre, à travers une trappe, jusqu'à une cellule.

On lui lia les poignets et une autre entrave fut placée autour de son cou, qui maintenait fermé le sac dans lequel avait été pratiquée au couteau une légère ouverture qui lui permettait de respirer par la bouche. Ce licol fut fixé à un anneau de métal scellé dans le mur. Au moindre mouvement brusque, Buckley se serait étranglé lui-même.

Le Dr al-Aboub avait peut-être alors tiré de sa trousse noire un stéthoscope, dégrafé la chemise du prisonnier pour écouter sa respiration, puis saisi une seringue dont il avait plongé l'aiguille dans une ampoule pour en aspirer un liquide incolore. Un gardien s'était probablement servi de son couteau pour défaire une couture d'une manche de la veste de Buckley. Le Dr al-Aboub avait placé un garrot et attendu que les veines saillent avant d'enfoncer l'aiguille, s'appliquant à injecter lentement le liquide. William Buckley avait perdu connaissance au bout de quelques instants. Alors qu'il s'affaissait, on avait détaché la corde nouée autour de son cou. C'était une façon habituelle de traiter les otages.

Selon les enquêteurs, un des hommes avait certainement détaché la serviette du poignet de Buckley et fouillé dans les poches de son costume pour y trouver la clé. Comme la serviette avait été fermée dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, il avait pu l'ouvrir.

Les preneurs d'otages de Beyrouth avaient affiné leurs méthodes. Ils savaient exactement quand se servir d'une fille, ou aussi bien d'un garçon, comme appât, et comment utiliser des voitures suiveuses pour couper la route à d'éventuels poursuivants. Ils avaient appris qu'il est plus difficile d'enlever quelqu'un circulant en Mercedes, à cause du système central de verrouillage des portes qui équipe ces voitures ; le plus simple était de passer de chaque côté d'une « cible », d'empoigner littéralement la victime par les coudes, et de la jeter brutalement sur la banquette arrière d'une voiture rangée au bord du trottoir. Parfois on lui injectait un tranquillisant à action rapide, en enfonçant l'aiguille à travers ses vêtements, dans la fesse ou le haut du bras. Tout cela faisait désormais partie de la routine.

Dans le secteur musulman, plusieurs personnes furent témoins de l'extrême rapidité de l'opération Buckley. Alors que les hurlements d'une femme faisaient se retourner quelques têtes, la voiture dévala une rue adjacente, en direction de l'est, du côté du quartier Fakhani. Tandis que l'on croyait généralement que l'équipe de ravisseurs s'était débandée depuis longtemps, selon certaines rumeurs persistantes, ses membres seraient morts quelques semaines plus tard sous un raid aérien israélien. A Beyrouth-Ouest on célébrait leur exploit ; ailleurs celui-ci entretenait une sourde colère.

Dans le labyrinthe de rues ou le Dr al-Aboub tissait sa toile, on se souciait peu de la façon dont un Américain avait été la victime de sa propre négligence. Tout en buvant leurs tasses de *tchaï,* les hommes évoquaient entre eux la difficulté d'approcher de près un étranger. Ceux-ci agissaient toujours de manière imprévisible, changeant d'itinéraire et d'horaire pour se rendre à leur travail. Ces déplacements aléatoires avaient certainement rendu extrêmement difficile la capture de l'Américain — dans Beyrouth-Ouest, on appelait rarement autrement William Buckley. L'ensemble de la communauté tirait une grande fierté de la réussite du commando, d'autant plus que tout le monde savait désormais qui ils avaient capturé.

Personne, pas même le Dr al-Aboub, ne pouvait imaginer toutes les répercussions, immédiates ou à long terme, qu'allait avoir cet enlèvement. Mais, dès le début, l'importance attachée à la récupération de l'Américain fut manifeste.

En dépit de tous les événements survenus au cours de trois années d'intervention, les habitants de Beyrouth-Ouest auraient du mal à oublier comment les étrangers avaient essayé de pénétrer dans tous les coins et recoins de leurs foyers et de leurs lieux de travail. Ils avaient offert de l'argent — des sommes énormes en dollars américains ou en n'importe quelle autre devise étrangère, au choix — pour les moindres indices ou informations. Cheikh Fadlallah et les autres religieux firent savoir que quiconque accepterait un centime d'argent étranger serait considéré comme traître à la cause et sévèrement châtié. Chacun se souvenait encore, après que l'Américain eut été mis en lieu sûr, de cet avertissement lancé à l'issue de la prière du vendredi soir. Le lendemain, deux très jeunes gens — l'un avait onze ans et le second à peine douze — avaient franchi le passage du Musée, où se trouvait le principal point de contrôle de la Ligne Verte. S'ils passèrent sans encombre devant la milice chrétienne, ils furent arrêtés et fouillés au barrage du Hezbollah. Chaque gamin avait sur lui un walkman tout neuf, dernier cri, équipé des systèmes Dolby et autoreverse. Dans la poche du plus jeune on découvrit quelques livres libanaises. Après un sévère passage à tabac, les enfants avouèrent et conduisirent les miliciens vers le tas de gravats sous lequel ils avaient enterré le reste de l'argent, près de l'hippodrome où plus aucun cheval ne courait car la piste était jonchée d'éclats de shrapnels. Ils répétèrent leur confession devant un membre plus important du Hezbollah. Ils n'avaient que peu de chose à avouer : un arabe du secteur chrétien, rencontré par hasard, leur avait posé quelques questions sur la voiture que plusieurs témoins avaient vue emprunter en vrombissant les rues de Fakhani. Les gamins

avaient accepté sans songer à mal l'argent qu'il leur avait offert en échange de ces informations. Ils protestaient peut-être encore de leur innocence quand plusieurs balles dans la tête les avaient réduits au silence. La nouvelle de ces exécutions se répandit très vite dans tout le secteur, et dans l'heure qui suivit personne n'ignorait ce qui s'était passé, et pourquoi. Il ne fut plus nécessaire de rappeler à quiconque la sanction appliquée pour une telle trahison.

Les étrangers avaient même uni leurs forces. Les Américains allèrent jusqu'à assurer la sécurité de Soviétiques qui devaient emprunter la Corniche Mezraa soumise à de terribles bombardements pour se rendre en voiture de leur ambassade à une réunion à l'hôtel Alexandre situé à Beyrouth-Est. En échange, les Russes firent savoir à leurs contacts de l'OLP qu'ils s'intéressaient à l'Américain ; mais, dans aucun des lieux où il était encore possible aux étrangers d'écouter battre le cœur de la communauté musulmane le silence ne fut rompu.

Quelques mois après l'enlèvement, on apprit qu'un habitant de Beyrouth-Ouest, un homme de confiance qui vivait là depuis des années, qui avait fait de la contrebande d'armes pour l'OLP et était prêt à rendre le même service au Hezbollah, que cet homme, non seulement musulman mais chiite, avait, en dépit de l'avertissement de Cheikh Fadlallah et l'exemple des garçons, très probablement trahi la révolution. Il n'était jamais revenu d'une mission en Grèce et dans d'autres pays européens où il devait forger de nouveaux liens avec des groupes de ces pays. On avait perdu sa trace à Chypre. Quand on ne le vit pas à l'arrivée du vol en provenance de Larnaca, on fit des vérifications. Il s'était bien rendu à son dernier rendez-vous, puis s'était fait conduire en voiture à l'aéroport. Là, quelque part entre le bureau d'immigration et l'embarquement, il s'était évanoui. Toutes les recherches étaient demeurées vaines. De toute évidence, seuls les services de renseignement les plus puissants — ceux contre lesquels Cheikh Fadlallah mettait constamment en garde ses fidèles — avaient eu les moyens de l'intercepter. A Chypre il ne pouvait s'agir que des Américains ou des Britanniques. Personne, à Beyrouth-Ouest, ne doutait qu'entre leurs mains le traître avait parlé.

Cela expliquait évidemment beaucoup de choses : l'arrogance de l'ennemi ; la façon dont il continuait à lancer des opérations extrêmement payantes, la manière dont il avait si souvent réussi à percer des secrets que le Hezbollah croyait bien gardés. *L'ennemi savait*, sinon il n'aurait pu agir ainsi.

Puis le Dr al-Aboub s'enfonça dans un dédale de ruelles de plus en plus étroites. Même en plein jour, les encadrements de portes étaient

éclairés par des bougies. Avant que le Hezbollah ne décide de le purifier, on pouvait dans ce quartier de Beyrouth-Ouest vendre et acheter tout ce que le cœur pouvait désirer et que la loi prohibait. Maintenant, aucun étranger n'osait plus s'y aventurer. Mais en revanche, les habitants n'avaient plus à grimacer un sourire à son adresse, ou à échanger entre eux un signe de complicité après avoir survécu à un raid aérien israélien. Ils se souviendraient, peut-être jusqu'à la fin de leurs jours, du fracas des immeubles qui s'écroulaient, des hurlements des gens ensevelis, et de ce son particulier, cet étrange miaulement qui constitue souvent le seul signe de détresse que peuvent encore émettre ceux dont l'univers vient de basculer et qui sont trop terrifiés pour crier. Ils n'oublieraient certainement pas non plus que son arrivée parmi eux les avait délivrés de ce déchaînement de violence.

Ailleurs, ses méthodes étaient devenues l'objet d'études intensives et on commençait à se faire une idée assez précise de ce qu'il préparait.

Par moments, démêler ce qui était possible de ce qui était probable exigeait autant de doigté que la négociation d'otages. Les spécialistes, s'ils étaient animés de la même volonté de réussir, étaient parfois en désaccord sur des questions de fond ; par exemple, qui avait enlevé William Buckley ? Pour la CIA et le SDECE, il ne pouvait s'agir que de l'OLP. C'était une réaction violente, typique de Yasser Arafat, qui cherchait à se venger des récentes humiliations militaires que lui avaient infligées les Israéliens.

Le DIGOS italien, qui avait mis à contribution son considérable réseau d'informateurs parmi la communauté moyen-orientale de Rome, fut le premier à identifier avec certitude le commando. Un télex — « eeeminn 1947 1408 » — daté du mardi 20 mars 1984, 15 heures, fut expédié du quartier général de la police de Rome au bureau parisien d'Interpol qui confirma à tous les services de sécurité concernés que les ravisseurs appartenaient au Hezbollah. A Washington, un opérateur coda l'information pour la transmettre à Langley.

L'équipe de la CIA venue par avion de Washington, travaillant dans les environs de l'annexe de l'ambassade de Beyrouth-Est, avait utilisé la clé de rechange de l'appartement de Buckley conservée par l'ambassadeur Reginald Bartholomew. Les agents firent un inventaire détaillé de tout l'appartement, reconstituant les dernières heures qu'y avait passées Buckley, avant d'autoriser la mise en caisses de ses affaires personnelles en vue de leur rapatriement vers les Etats-Unis. On recueillit, pour la forme, une déclaration de la femme qui avait été

témoin oculaire. Mais, une fois les ravisseurs identifiés par les Italiens, la CIA eut bientôt la joie d'apprendre, par l'intermédiaire du Mossad, que le Hezbollah n'avait pas osé prendre le risque de faire sortir Buckley de la ville assiégée. Il se trouvait donc encore quelque part dans le no man's land qu'était devenu le quartier de Beyrouth-Ouest, situé entre ce qui restait du port massivement bombardé au nord et l'hôtel Sands proche de l'aéroport international au sud. Nulle part ailleurs un Américain n'aurait pu se trouver au milieu d'une population aussi hostile ; et il n'y avait pas assez de Bérets Verts au monde pour venir le tirer de ce guêpier.

A Langley, des hommes, qui auraient dû se montrer plus avisés, se laissaient aller à des suggestions aussi absurdes que dangereuses. Clair George, qui menait l'enquête, et qui avait dirigé l'antenne de Beyrouth en 1975, à l'époque où deux otages américains avaient été enlevés avant d'être relâchés indemnes, présida une réunion au cours de laquelle quelqu'un proposa de répandre dans tout le secteur musulman un gaz paralysant à action rapide, un de ceux qu'on savait ne pas avoir d'effet à long terme, qui clouerait momentanément au sol l'ensemble de la population tandis que des escadrons de secours seraient envoyés dans tout le secteur. Un des participants se souvint que l'idée fut écartée lorsque George rappela que les Etats-Unis venaient tout juste d'élever une vigoureuse protestation contre l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques dans la guerre du Golfe et que, d'autre part, il n'existait aucun moyen d'éviter l'extension du gaz à l'extérieur du secteur. En outre, l'ambassade soviétique se trouvait à Beyrouth-Ouest. George avait, d'un ton méprisant, demandé quelle serait la réaction des Soviétiques si leurs diplomates venaient à être gazés, ne serait-ce qu'à titre provisoire.

Casey se trouvait confronté à une crise sans précédent. Il avait perdu deux dirigeants de l'antenne du Liban. Cela ne s'était produit nulle part ailleurs, même aux pires moments de la guerre froide. Pour couronner le tout, un des hommes de l'équipe d'enquêteurs qu'il avait envoyée à Beyrouth avait perdu la tête. La sécurité libanaise avait mis la main sur plusieurs suspects du Hezbollah. Cet officier avait ordonné qu'on les conduise dans un endroit sûr dans Beyrouth-Est. Il avait emprunté à l'Hôpital universitaire américain de la ville un appareil à électrochocs portatif qu'il avait, en présence d'un technicien médical, utilisé sur les suspects. Plusieurs d'entre eux avaient subi des électrochocs multiples au cours de la nuit et l'un en était mort. D'autres souffraient de graves lésions. Quand un fonctionnaire de

l'ambassade, horrifié, informa le Département d'Etat de ce qui s'était passé, Clair George envoya d'urgence un message codé ordonnant le retour immédiat de cet agent qui fut saqué dès son retour à Langley.

Casey déclara à George qu'il ne répugnait pas à ce genre de méthodes, mais qu'il estimait qu'en l'occurrence, elles n'étaient pas appropriées. Ce qu'il fallait, dit-il à son adjoint, John McMahon, c'était revenir au renseignement à l'ancienne mode qui faisait appel aux ressources humaines. Il donna l'ordre à McMahon de s'envoler pour Tel-Aviv. Mandy reçut l'adjoint du directeur dans son bureau d'un morne gratte-ciel de la banlieue est de la ville d'où l'on jouissait d'une vue splendide sur les lointaines collines de Judée. McMahon pria instamment l'homme du Mossad de mettre de côté, « juste pour une fois », le passé récent. Il s'agissait d'un problème de fierté professionnelle ; on ne pouvait décemment pas admettre sans réagir le meurtre ou l'enlèvement de chefs de station. A la fin de la journée, Mandy s'engagea à faire intervenir la « Branche 40 », le plus secret de tous les services de renseignement israéliens. Mais, ajouta l'homme du Mossad, cela prendrait du temps. Et il ne promettait rien, OK ?

McMahon avait grimacé un sourire, OK !

Entre-temps, suggéra Mandy, on pouvait prendre quelques mesures immédiates. C'est alors que l'on fit appel aux spécialistes, cet amalgame de psychiatres et d'experts d'autres disciplines.

Ne disposant d'aucune information vraiment sérieuse sur le Hezbollah (ils savaient seulement qu'il s'agissait d'un mouvement islamique à l'extrémisme avéré), ces scientifiques adoptèrent une méthode qui avait fait ses preuves : étudier la situation selon le point de vue du sujet. A leur connaissance, rien dans le Coran, aucun fondement moral ou légal, ne justifiait l'enlèvement. Mais ils reconnaissaient également qu'une grande part des motivations du Hezbollah, comme son interprétation du Coran, ne pouvaient être interprétées de façon satisfaisante selon un système de valeurs occidental. En revanche, on pouvait faire entrer dans un tel cadre les mobiles qui animaient les organisations terroristes européennes, ou même l'OLP.

La CIA décida alors d'étudier celles-ci de plus près pour tenter de décrypter le langage inimitable des religieux du Hezbollah, dont les discours émouvaient les hommes jusqu'aux larmes, les menaient à l'extase, puis à la fureur et à la violence. Ils appelèrent à la rescousse les analystes du centre Dayan et du Centre d'études stratégiques de Jaffa. Si ces deux instituts avaient leur siège à l'intérieur du campus de l'université de Tel-Aviv, l'enseignement qu'on y dispensait avait peu de choses à voir avec les études universitaires conventionnelles. Là, des

hommes qui avaient passé des années à combattre le terrorisme sur le terrain utilisaient leur vaste expérience pour disséquer la méthodologie et la logique terroristes. Ils comparaient, par exemple, la rhétorique de l'IRA avec celle des groupes terroristes italiens, cherchant des points communs. Ils essayaient de comprendre pourquoi certains étaient plus attirés par les groupes de gauche que de droite, et inversement. S'agissait-il d'un conditionnement de classe, d'une révolte contre l'ensemble de la société, ou d'autre chose encore ? Ils demeuraient incapables de se prononcer. Ce doute faisait partie des nombreux impondérables de leurs recherches. Ils se heurtaient toujours au même problème crucial : certains individus passaient-ils au terrorisme dans le seul but de bénéficier d'un soutien logistique pour commettre des actes de violence ? Jusqu'à quel point un terroriste pouvait-il trouver valorisant de voir son nom imprimé sur des avis de recherche ? Et quel ascendant exerçaient sur leurs disciples des dirigeants terroristes devenus des vedettes médiatiques, comme Yasser Arafat ou Abou Nidal ? Ils lisaient les minutes de tous les procès de terroristes, cherchant des indices que les tribunaux auraient négligés, et étudiaient les informations surprenantes, souvent fragmentaires mais toujours passionnantes, recueillies par les agents infiltrés et transmises par les fonctionnaires du Mossad. Derrière les portes fermées, dépourvues de poignées extérieures, des deux centres de Tel-Aviv, travaillaient certains des cerveaux les plus brillants du monde de l'espionnage. Sur leurs ordinateurs étaient stockées des données sans équivalent sur les terroristes du Moyen-Orient : leurs véritables identités, leurs pseudonymes, leurs taches de naissance, leurs empreintes digitales ou les minuscules cicatrices que laissent même les plus compétents des chirurgiens esthétiques. Y était également enregistrée la signature personnelle que laisse tout terroriste professionnel ; certains achèvent toujours leurs victimes du même côté de la tête, d'autres ont une façon particulière d'amorcer une bombe.

Les chercheurs étudiaient sans relâche chaque facette de la personnalité des terroristes, découvrant, entre autres, que 79 % de ceux qui avaient été arrêtés admettaient avoir eu de sérieux conflits avec leurs parents, qu'un terroriste européen sur trois avait comparu devant un tribunal pour enfants avant de rejoindre un groupe. Jusque-là on découvrait généralement dans leur vie un drame personnel, un échec professionnel, qui expliquaient leur incapacité à s'intégrer à la société ; le terrorisme leur semblait alors la seule voie qui s'offrait encore à eux. Ces informations permettaient aux chercheurs de Tel-Aviv de dégager un sens général du faisceau de millions de faits disparates figurant dans

leurs terminaux d'ordinateurs : on y trouvait aussi bien les adolescents de Londonderry qui lançaient des bouteilles incendiaires que les membres de la Fraction armée rouge d'Allemagne fédérale qui dynamitaient les voitures des hommes d'affaires travaillant pour les Américains, les groupes italiens qui faisaient sauter un restaurant ou le domicile d'une personnalité politique à laquelle ils étaient opposés, les terroristes d'Amérique centrale ou du Sud, d'Asie... de tous les pays où sévissait le terrorisme, qu'il soit d'Etat ou dirigé contre celui-ci.

Le centre Dayan comme le laboratoire d'études du comportement qui l'accompagnait étaient les premiers à être préoccupés par la perspective de l'acte terroriste suprême : un groupe menaçant de faire exploser une arme nucléaire. Dans les deux centres, des hommes d'un parfait sang-froid et d'une grande compétence en matière de mentalité terroriste observaient avec un malaise croissant la multiplication des tentatives de chantage fondées sur l'arme atomique. Depuis 1970, on en avait enregistré une soixantaine, dirigées contre des villes américaines, imaginées par des gens qui prétendaient posséder du matériel nucléaire. Tous les services de sécurité nationaux les avaient prises suffisamment au sérieux pour se lancer dans des opérations demeurées secrètes. Il s'avéra qu'il ne s'agissait que de mystifications, mais chaque menace montrait que l'idée était dans l'air. Quant à savoir où en étaient précisément les terroristes sur le chemin de l'accès au nucléaire, cela demeurait un des nombreux mystères enfouis dans les ordinateurs de Tel-Aviv ; ceux qui y avaient accès se contentaient de dire que plus s'éloignait le dernier incident, plus le suivant était proche. Ces ordinateurs possédaient également des détails sur les dix tentatives terroristes survenues entre 1966 et 1977 contre des installations nucléaires européennes. En 1986, on arrêta des membres de la Fraction armée rouge en possession de plans des sites nucléaires d'Allemagne fédérale et de croquis indiquant les itinéraires des patrouilles de sécurité. La même année, l'America's Nuclear Control Institute admit qu'il manquait inexplicablement neuf mille six cents livres de plutonium et d'uranium enrichi aux Etats-Unis ; de quoi provoquer plus de deux cents explosions du type de celle de Hiroshima. Les ordinateurs de Tel-Aviv conservaient aussi des détails, à ne jamais divulguer, sur la façon dont le Mossad avait suivi les tentatives du colonel Kadhafi pour se procurer l'arme nucléaire. Il avait d'abord essayé d'en acheter une à la Chine en 1970, puis avait investi cent millions de livres dans le programme nucléaire du Pakistan, espérant bien en tirer profit. Mais la CIA, poussée par Israël, avait persuadé le président Zia, après son arrivée au pouvoir en 1977,

d'éliminer Kadhafi du circuit. Une grande partie des travaux réalisés au centre Dayan et à Jaffa demeurait top-secret et était réservée au gratin de l'espionnage israélien.

Tout le savoir accumulé par, entre autres, Aerial Merari, directeur des études sur le terrorisme au Centre d'études stratégiques de Jaffa, psychologue qui avait étudié de près la mentalité chiite, et Martin Kramer, spécialiste du Hezbollah rattaché au centre Dayan, prit, dans les heures qui suivirent, le chemin de Langley.

Les données fournies par Jaffa comprenaient une étude d'ensemble sur la place des chiites dans l'histoire longue et mouvementée de l'islam. Les recherches de Kramer consacrées au Hezbollah montraient comment s'était formée cette organisation et pourquoi elle se considérait à présent comme investie d'une mission divine. Kramer prédisait que d'autres enlèvements suivraient celui de Buckley, mais que chacun d'entre eux accroîtrait le malaise régnant dans la hiérarchie du Hezbollah, tant que Cheikh Fadlallah, conscience suprême du mouvement, n'aurait pas pris explicitement position sur la moralité de ce genre de pratiques. Mais, prenait soin d'ajouter Kramer, il ne fallait pas oublier que Cheikh Fadlallah avait balayé ses doutes initiaux à propos des missions-suicide en créant une logique morale qui les justifiait après-coup. Il serait donc illusoire de chercher à se rassurer en se disant qu'aucune *fatwa* n'évoquait la prise d'otage.

Les experts du Mossad concluaient en outre à l'impossibilité virtuelle de monter une opération de secours, en se basant sur les dernières informations qu'ils avaient recueillies à Beyrouth même, dont certaines ne dataient que de quelques jours. Tous ces documents étaient classés « Très secret ». Ils étaient accompagnés d'un photostat du *mushaf*, la première copie lithographique connue du Coran, consigné par écrit pour la première fois en Turquie en 1246 ; en annexe figurait un commentaire d'un arabiste du Mossad sur les versets que le mouvement chiite avait acceptés comme la vérité révélée. Aucun de leurs titres n'était de nature à apporter le moindre réconfort à Casey et à son équipe. Comme le disait le directeur, il y avait quelque chose d'effectivement messianique dans des passages intitulés « Les émissaires », « La marée montante », « Le renversement » ou « La purification ».

Chaque vendredi qui suivit l'enlèvement, et avant de lancer sa dernière attaque contre le Grand Satan, Cheikh Fadlallah prévenait que l'ennemi — l'immense monde non chiite — essaierait, de l'intérieur, de subvertir l'authentique foi. En fin de compte, il

cherchait le moyen de détruire même la Qiblah, la Pierre Noire sacrée vers laquelle tous les musulmans tournent leur visage au moment de la prière. Jadis, il y a très longtemps, la Qiblah se trouvait à Jérusalem. Les juifs avaient essayé de défendre la théorie selon laquelle cela signifiait que le Prophète était prêt à fondre sa foi dans le judaïsme. Mais Dieu avait alors commandé au Prophète de transporter la Qiblah à La Mecque, où, depuis lors, elle reste enfouie dans la Ka'ba, la grande mosquée, lieu de pèlerinage pour tout le monde musulman. Cheikh Fadlallah rappelait sans cesse à sa congrégation que, tout comme le Prophète avait enduré de rudes épreuves, en tant que disciples ils devaient se préparer à suivre son exemple. L'ennemi était intelligent et puissant, beaucoup mieux équipé, possédait des armes que seul le Grand Satan oserait utiliser. Mais ils ne devaient pas oublier que la foi avait été puissante en ce jour de la neuvième année de l'Hégire (631 après Jésus-Christ) lorsque le Prophète avait sommé tous ceux qui étaient capables de porter les armes d'affronter la redoutable armée qui menaçait ce pays, la terre sur laquelle ils vivaient aujourd'hui. La détermination sans faille de leurs aïeux leur avait assuré la victoire. Eux aussi triompheraient s'ils ne fléchissaient pas devant la force démoniaque de l'adversaire.

Tandis qu'un jet d'El Al emmenait dans la valise diplomatique les documents de Tel-Aviv à l'ambassade israélienne à Washington, à Langley les analystes essayaient d'imaginer comment Buckley allait réagir à sa captivité. Travaillant à partir des recherches du Dr Martin Symonds, psychiatre consultant au New York Police Department, sans doute l'homme qui avait le mieux analysé la façon dont les victimes d'enlèvement réagissaient à leur épreuve, les spécialistes de l'Agence pensaient que les réactions de Buckley suivraient un processus classique, caractérisé par quatre étapes distinctes. Le fait qu'en tant qu'officier de renseignement il ait été entraîné à résister aux interrogatoires ne changerait, en fin de compte, pas grand-chose. Soumis à une promiscuité prolongée avec ses ravisseurs, Buckley passerait sans doute par les mêmes phases que n'importe quelle autre victime ; il n'existe effectivement aucune méthode qui permette de préparer un individu à faire face au stress créé par une prise d'otage — pas plus qu'il n'est possible de conditionner une femme à subir un viol. Même si la durée et l'intensité de chaque étape devaient, dans une certaine mesure, dépendre de la volonté de Buckley, elles suivraient le modèle établi par le Dr Symonds à partir de l'étude d'une centaine de cas.

Alors même que Buckley n'était pas encore remis du coup qu'il avait reçu, il avait dû éprouver un sentiment d'incrédulité, refusant instinctivement l'idée que ce qui se passait lui arrivait réellement *à lui.* Cela avait pu durer jusqu'à son arrivée à la cachette préparée par ses ravisseurs. A ce moment-là avait dû commencer la seconde phase ; son refus désespéré, seul mécanisme de défense psychologique qui lui restait dans l'immédiat, avait été submergé par une réalité soudaine et écrasante. Buckley, glacé de terreur, avait pu alors chercher à attendrir ses ravisseurs et, plus inquiétant encore pour ses supérieurs, avoir éprouvé le besoin de leur parler — ne serait-ce que pour les convaincre de lui rendre la liberté. C'est là qu'il avait peut-être, sans s'en rendre compte, fait le plus de dégâts : dans l'état de tension où il se trouvait, il risquait d'avoir fait de graves révélations sur son travail. A ce stade, selon le Dr Symonds, les ravisseurs découvraient invariablement des informations de valeur sur le passé de leurs otages.

Cette période était également pour des terroristes correctement entraînés d'une importance capitale pour semer les premières graines de l'endoctrinement et préparer une victime à collaborer. Dans ce but, les ravisseurs de Buckley allaient alternativement le maltraiter puis l'ignorer. Ensuite, graduellement, ils commenceraient à lui remettre en mémoire des informations recueillies précédemment dans son discours confus, créant dans son esprit déjà fatigué le sentiment qu'ils savaient tout, pouvaient donc tout et que toute tentative de résistance était vouée à l'échec.

Les spécialistes de l'Agence n'ignoraient pas que ces méthodes avaient été appliquées avec succès sur les prisonniers américains capturés lors de la guerre de Corée, puis affinées, entre autres lieux, à l'université Patrice-Lumumba. A Langley, on commença à interroger les ordinateurs pour découvrir s'il se trouvait actuellement au Liban une personne connue pour avoir été formée dans un de ces centres communistes. Mais personne n'espérait réellement qu'il sortirait un nom de ce travail de longue haleine.

Nul ne pouvait savoir quand allait commencer la nouvelle épreuve de Buckley. Des jours s'étaient peut-être écoulés, mais guère plus, d'après le Dr Symonds. Une sorte de chimie corrosive provoquant un déséquilibre électrolytique encore mal compris avait dû trouver son chemin à travers les replis les plus secrets du cerveau de Buckley. Les médecins appellent cela une « dépression exogène » : elle survient lorsque des facteurs extérieurs — dans le cas de Buckley, le fait d'avoir été brutalement tiré de son milieu familier et d'avoir vu ses conditions d'existence totalement bouleversées — provoquent des moments

d'apathie et de soudaines crises de fureur, des insomnies peuplées d'auto-accusations et d'un réexamen sans fin, épuisant, des événements traumatisants responsables de la dépression. On observe ce genre de troubles lors d'un deuil, d'un divorce, d'une pauvreté soudaine — ou d'une prise d'otage.

Les psychiatres de l'Agence, travaillant à partir du modèle établi par le Dr Symonds, brossèrent un profil psychologique de Buckley à ce stade de sa détention : un homme prostré, brusquement vieilli, au visage hagard, physiquement et mentalement diminué, à la voix atone, pour qui le moindre mouvement, la moindre parole, voire le simple fait de respirer demandait un effort terrible. Il se sentait probablement fatigué en permanence, et le sommeil ne lui apportait aucun repos. C'est au milieu de la nuit qu'il devait être le plus vulnérable, au moment où sa résistance morale était au plus bas.

Il avait certainement alors le plus grand mal à se souvenir que c'est en refusant de coopérer qu'on risque le moins de voir balayés ses systèmes de défense : ceux qui manifestent un signe de faiblesse face à leurs ravisseurs sont condamnés. C'est habituellement entre trois et cinq heures du matin qu'un ravisseur expérimenté réveille son prisonnier pour tenter de l'entraîner dans l'une des plus primitives et des plus terrifiantes expériences qu'il ait jamais vécues ; avoir le sentiment d'être incapable d'éviter son anéantissement en tant qu'individu. La victime n'entrevoit plus alors que deux issues : la folie ou le suicide. Ce serait aussi — pour William Buckley comme pour n'importe qui d'autre — le moment où l'auto-accusation serait la plus destructrice et le désespoir à son comble ; où il se trouverait enfermé dans un terrible débat intérieur, partagé entre le refus de coopérer et une force qui l'y poussait pourtant. Il commencerait à délirer et à se reprocher d'avoir causé un tort immense à ceux qu'il aimait comme à ses employeurs. Peut-être avait-il voulu pleurer, sans y parvenir. De toute façon, les larmes n'auraient pu le soulager. Alors, à nouveau, cette rage intérieure avait pris le dessus.

William Buckley, comme le prisonnier du *Procès* de Kafka, comme les victimes examinées par le Dr Symonds, avait dû à ce stade se sentir « stupide », à la fois pour s'être laissé prendre et pour la façon dont il s'était comporté jusqu'alors ; cette incrédulité initiale avait été suivie par une peur paralysante et, probablement plus inquiétant encore pour lui, de périodes où il éprouvait le besoin de parler. Il devait certainement se demander — en même temps que ses supérieurs — ce qu'il avait livré, qui il avait compromis, qui était en danger à cause de sa « stupidité ».

Le délabrement mental de Buckley s'accompagnait peut-être également de troubles physiologiques ; diminution du désir sexuel, perte d'appétit et constipation, éventuellement accompagnés du sentiment grandissant qu'il ne lui restait d'autre solution que le suicide. Ce n'est qu'en s'ôtant la vie qu'il pourrait « racheter » tout le mal qu'il avait fait autour de lui. Les psychiatres de l'Agence fondaient leurs spéculations sur ce qu'ils connaissaient de son passé grâce à ses bilans médicaux annuels. Le fait qu'il ait toujours été quelqu'un d'assez indépendant autorisait une lueur d'espoir. En théorie, cela devait le rendre moins enclin que d'autres à développer les réponses phobiques courantes à cette phase de l'enlèvement.

Puis, aussi soudainement qu'elle était venue, la dépression avait pu disparaître, remplacée par la certitude d'être suffisamment solide pour résister désormais à sa condition de victime. Ensuite viendrait une autre découverte accablante ; à la lumière de sa lucidité retrouvée, il comprendrait que non seulement toute résistance, mais aussi toute évasion était impossible. C'est alors qu'il pourrait envisager la coopération d'un autre œil.

L'équipe de Langley se hasarda alors à quelques hypothèses prudentes. Si ses ravisseurs étaient suffisamment intelligents, ils pouvaient alors avoir subtilement joué de son sentiment de culpabilité pour l'amener à croire que l'important était non pas tant ce qu'il avait *fait* — avoir été incapable d'éviter de se faire enlever — que ce qu'il avait *été :* un « impérialiste occidental » haïssable.

L'équipe pensait avoir la confirmation de ce type de comportement, connu sous le nom de « déloyauté logique », sous la forme d'une bande vidéo montrant un Buckley repentant, qu'en toute confiance ils s'attendaient à voir rapidement transmise aux médias internationaux. Ils n'auraient pas été autrement surpris d'y voir Buckley condamner ses collègues et son gouvernement. Cela s'était déjà produit.

Aucune vidéo n'arriva. Plus personne ne semblait vraiment croire à une prochaine libération de William Buckley.

Quand ils prirent connaissance des documents fournis par Tel-Aviv, les hauts fonctionnaires de la CIA comprirent une des nombreuses particularités qui font du Hezbollah une organisation différente de toutes les autres : ce mouvement ne revendique pas automatiquement et immédiatement la responsabilité de ses actions. Certains groupes ont besoin de se voir reconnus sur la scène internationale pour rehausser leur prestige et se rendre plus terrifiants aux yeux de leurs ennemis. Le Hezbollah, lui, se moque éperdument de la

reconnaissance publique. En son sein, la morale est définie par les religieux qui revêtent ainsi ses cadres du manteau du sacré. En outre, si les autres groupes justifient souvent leurs actions en les présentant comme des attaques contre la « mentalité colonialiste », le Hezbollah ne s'encombre pas de ces arguties. Pour lui, il ne s'agit pas de situer la frontière entre les cibles légitimes et les autres : il n'y a pas de frontière à tracer parce qu'il n'existe pas de victime innocente.

Le lundi matin, 7 mai 1984, soixante-trois jours après l'enlèvement, l'ambassadeur des Etats-Unis à Athènes recevait un colis posté dans la ville. On le fit passer comme d'habitude à travers le détecteur de bombes de la salle de courrier. Quand tout le monde fut rassuré, on découvrit que le paquet ne contenait qu'une bande vidéo ; l'emballage fut soigneusement défait et mis de côté. La cassette ne portait aucune indication sur son contenu, mais la bande VHS était de ces bandes allemandes bon marché qu'on trouve couramment au Moyen-Orient. Dans la salle utilisée pour les réunions de presse, un des membres du personnel de l'ambassade inséra cette cassette dans un magnétoscope. Ce qu'il vit le poussa à arrêter le film et à faire venir d'autres diplomates plus haut placés. Ceux-ci regardèrent quelques minutes, puis on envoya chercher l'ambassadeur en même temps que le chef d'antenne d'Athènes. Ils visionnèrent la bande pendant deux longues heures, et le responsable local de la CIA téléphona à Casey. Le lendemain, il partait pour Washington.

La bande et l'emballage furent immédiatement apportés au bureau de Casey qui attendait en compagnie de McMahon et de George. Un technicien emporta l'emballage pour le faire analyser en laboratoire. Les trois fonctionnaires les plus importants de la CIA s'assirent pour regarder la cassette.

L'enregistrement montrait que William Buckley avait été soumis à la torture. L'absence de son, les mouvements de zoom sur le corps nu et meurtri rendaient le spectacle encore plus choquant, plus obscène. Le prisonnier tenait sur son ventre un document portant l'inscription « Très secret ». Cela confirmait que le système de sécurité de son attaché-case n'avait pas fonctionné.

La cassette fut transmise aux techniciens. Ceux-ci agrandirent quelques images sélectionnées pour essayer de découvrir l'arrière-plan devant lequel Buckley avait été filmé. Ils finirent par déterminer qu'il s'agissait de pierres grossièrement plâtrées, ce qui laissait supposer que le film avait été tourné dans une cellule. C'était le seul indice qu'ils pouvaient donner quant à son lieu de détention. Le papier d'emballage était du type utilisé dans les échoppes méditerranéennes. L'écriture

était soigneusement calligraphiée, soit pour déguiser l'écriture de l'expéditeur, soit parce qu'il s'agissait de quelqu'un qui connaissait mal l'anglais.

Le service médical de l'Agence fournit nettement plus d'informations, toutes extrêmement inquiétantes. Buckley semblait avoir été drogué ; ses lèvres étaient flasques, il avait le regard fixe et éteint de quelqu'un qui a été privé un certain temps de la lumière du jour ; il clignait des paupières en permanence à la façon d'un hibou, comme s'il avait énormément de mal à supporter l'éclat de ce qui semblait être un projecteur assez faible qui l'éclairait pour la prise de vue. Les médecins étaient certains que Buckley avait porté une cagoule. Ils notèrent que ses poignets, de même que son cou, laissaient voir des traces suggérant qu'il avait été attaché, soit avec une corde, soit avec des chaînes. Un examen approfondi de chaque centimètre carré de peau révéla des marques de piqûre en différents points du corps. Les soupçons se confirmaient. Seul un médecin, ou quelqu'un ayant des connaissances médicales, capable de juger exactement quelles drogues et à quelles doses elles devaient lui être administrées, avait pu aboutir à ce résultat et lui faire ces injections sans le tuer.

Le second enregistrement vidéo arriva vingt-trois jours plus tard. Cette fois il fut adressé à l'ambassade des Etats-Unis à Rome, via Veneto, avant d'être lui aussi transmis à Washington. Une fois de plus, l'emballage ne fournit aucun indice intéressant ; l'adresse avait été écrite d'une autre main, et le papier, probablement celui utilisé par une des boutiques de la ville, avait été fabriqué en Italie.

L'enregistrement avait été tourné sur un fond très semblable, sinon le même, que le premier. Il montrait que Buckley avait continué à être atrocement maltraité. Cette fois, la bande était sonorisée. Buckley avait du mal à articuler et il semblait nettement plus replié sur lui-même, comme s'il portait de moins en moins d'intérêt non seulement au monde situé au-delà de la caméra, mais également à son environnement immédiat. En termes cliniques, on estimait qu'il était en état de stupeur provoquée, comme si on lui avait administré des médicaments psychotropes.

Les pharmacologues de l'Agence se révélèrent incapables de déterminer celui qui avait été utilisé. Il pouvait s'agir d'une des phénotiazines. Mais n'importe lequel de cette douzaine d'agents puissants pouvait avoir ainsi brisé tous ses ressorts physiques et provoqué cette hébétude. Les pharmacologues qualifiaient cet état d' « embrumé », et pour eux cela expliquait pourquoi sa diction était aussi confuse et son regard aussi vague. Ce « brouillard » provoqué chimiquement avait

également affecté les mouvements de son corps. Il agitait subitement les mains et ses pieds tambourinaient sauvagement sur le sol tandis qu'il marmonnait un plaidoyer pathétique pour être échangé contre la garantie que les Etats-Unis cesseraient « toutes leurs pressions » sur le Liban et persuaderaient Israël d'agir de même. Ce qui était choquant n'était pas tant le message qu'il transmettait que la façon dont il le faisait, avec une voix que les spécialistes pouvaient au mieux décrire comme « une voix de zombie ».

On fit une transcription des déclarations de Buckley que l'on ne communiqua au sein de l'Agence que dans la mesure du strict nécessaire. Puis, poussé par un de ces pressentiments qui faisaient de lui un bon fonctionnaire du contre-espionnage, Casey ordonna d'autres recherches auprès de la banque de données de l'Agence. Il fallut quelques jours aux ordinateurs pour retrouver la photo du Dr al-Aboub et faire le recoupement avec le Hezbollah.

Des copies de cette transcription furent transmises à la Maison Blanche et au Département d'Etat, accompagnées d'un très long exposé rédigé par un analyste de l'Agence, Graham Fuller. Celui-ci avançait que sans qu'il soit question de marchandage quant à un retrait américain ou israélien du Liban, il était possible d'obtenir la libération de Buckley en utilisant l'Iran comme intermédiaire ; en échange, on procurerait secrètement des armes à ce régime en guerre contre l'Irak. Selon la thèse de Fuller, étant donné « toutes les incursions » de l'Union soviétique en Iran, il était temps d'assouplir l'opération Staunch, nom de code de l'embargo contre l'Iran que le président Reagan avait encouragé ses alliés européens, pourtant réticents, à imposer. Une transaction à ce niveau pouvait être également un « moyen positif » de donner un coup de main aux éléments jugés « modérés » de la théocratie qui régnait à Téhéran. Il fallait songer au jour où disparaîtrait l'ayatollah Khomeiny et où l'Amérique pourrait à nouveau essayer de s'implanter dans la région.

Après avoir pris connaissance de ces documents, le secrétaire d'Etat Schulz convoqua l'ambassadeur israélien pour examiner la situation. Le diplomate réclama un délai pour consulter Tel-Aviv. De retour quelques heures plus tard, cette fois dans le Bureau Ovale, il informa le président et le secrétaire d'Etat qu'Israël ne s'opposerait pas à l'ouverture d'un dialogue avec l'Iran, même si celui-ci incluait la livraison des armes les plus modernes. D'après Casey, à qui on avait demandé de se joindre à la réunion, l'ambassadeur déclara que ses supérieurs et lui-même comprenaient parfaitement le souci des Américains : assurer le retour de Buckley sain et sauf. Israël agirait de

la même façon pour récupérer un de ses hommes. Personne ne mentionna le fait que l'Etat hébreu souhaitait ardemment voir ses adversaires iraniens et irakiens continuer à s'entre-tuer dans la guerre du Golfe ; en armant l'Iran dont la puissance militaire déclinait, les Etats-Unis rétabliraient l'équilibre des forces, ce qui signifiait davantage d'ennemis tués. Ainsi furent semées les graines de l'Irangate, le plus grand scandale politique qui ait secoué Washington depuis le Watergate.

Entre autres personnes travaillant à la Maison Blanche, le lieutenant-colonel Oliver North eut connaissance de ce qui était arrivé à Buckley. North, membre du National Security Council (NSC), était un sous-fifre dépendant du conseiller à la sécurité nationale du président, Robert C. McFarlane, ou de son adjoint, le vice-amiral John Poindexter. Dans son uniforme de marine propre comme un sou neuf, il faisait le bravache dans les couloirs de la Maison Blanche et en d'autres lieux de Washington. Il parlait avec éloquence de la façon dont le président Reagan avait rendu sa grandeur à l'Amérique après toutes ces années que lui-même appelait le « foutoir de Carter ». Sa première réaction quand il apprit l'enlèvement fut : « Nous devrions y envoyer un commando de libérateurs et je serais plus que fier de le diriger. » On lui répondit par des sourires. Tout le monde savait que le lieutenant-colonel était un va-t-en-guerre. Si on reconnaissait son courage, on doutait quelque peu de ses facultés intellectuelles. Mais, à l'époque, il était en bas de l'échelle et relativement inoffensif.

Sachant maintenant avec une quasi-certitude qu'un médecin avait joué un rôle important dans les tortures subies par Buckley, Casey ordonna que l'on étudie les vidéos de ce point de vue. Des praticiens qui avaient obtenu le feu vert des services de sécurité revisionnèrent les films pour essayer d'échafauder quelques hypothèses sur ses chances de s'en sortir. Ils supposèrent, sans rien affirmer, que vu son entraînement, son type de personnalité et son amour-propre, il pouvait résister longtemps à un traitement extrêmement sévère. Son naturel stoïque lui serait en outre d'un grand secours. Personne ne pouvait savoir exactement comment ses mécanismes de défense réagiraient face à chacune de ses épreuves, aux périodes d'intenses crises d'angoisse, ponctuées de cauchemars, à un accablant sentiment d'abandon, suivies par des accès de fureur auxquels succéderaient des moments de profonde résignation. Mais les psychiatres s'accordaient à penser que le traitement qui lui était infligé avait déjà été expérimenté

par le passé et généralement sans succès. Pour ce qui est de la manipulation psychique, « le meilleur des mondes » restait du domaine de la littérature ; l'esprit humain était trop complexe et les techniques trop frustes.

Les drogues avaient peut-être gravement affecté l'état d'esprit et le comportement de Buckley, et probablement altéré sa mémoire. Elles étaient suffisamment fortes pour l'avoir terrorisé, sans pour autant avoir laissé des séquelles irréversibles... si on le récupérait assez vite.

Tandis que s'élaborait le plan d'échange d'armes contre Buckley, les combinaisons qui commençaient à prendre forme au Pentagone, au Département d'Etat et enfin à la Maison Blanche reprirent de plus belle. Casey comme George ne cessaient de répéter à leurs collègues qu'ils devaient considérer la libération de Buckley comme une croisade pour la CIA ; d'après les souvenirs d'un homme de l'Agence, George Carver, « c'était une question d'*esprit de corps* * — il s'agissait de nos intérêts à tous ».

Certains services étrangers tendirent une main secourable. Les ordinateurs du BND mirent au jour des renseignements sur une étape du Dr al-Aboub à Francfort ; les Israéliens fournirent ce qu'ils espéraient être « des données très utiles basées sur notre expérience directe quant à la mentalité du Hezbollah » ; le DIGOS italien et le SDECE français communiquèrent ce que Casey appela « des éléments et des pièces utiles ». Certaines de ces informations, si elles ne dissipaient pas les doutes des théoriciens, suffirent cependant à satisfaire ceux qui vivaient quotidiennement dans un univers de stratagèmes où l'on cherchait autant à masquer la vérité qu'à la découvrir. Ils commencèrent à croire qu'ils allaient bientôt se faire une meilleure idée de ce qui était arrivé à William Buckley entre les mains du Dr al-Aboub.

* En français dans le texte. *(N.d.T.)*

4

Connections

Le Dr al-Aboub n'aurait eu aucun mal à trouver dans Beyrouth-Ouest des hommes prêts à jurer par Allah, le Clément et Miséricordieux, que le traitement infligé à l'Américain était conforme au message délivré au Prophète à Médine tel qu'il avait été couché par écrit dans la sourate XXIX : « Oh, vous qui croyez ! N'espionnez pas ! » Ces paroles, prononcées par Cheikh Fadlallah, avaient été transmises aux autres religieux qui, après les prières du soir, exhortaient les fidèles à les répandre à travers le bazar, aux terrasses des cafés, parmi tous ceux qui pouvaient les entendre. L'Américain avait vécu parmi eux, ils avaient toléré sa présence, et celui-ci, pendant ce temps, avait secrètement travaillé à détruire tout ce qu'ils considéraient comme sacré.

Au cours des semaines qui suivirent son enlèvement, les rumeurs les plus diverses coururent sur son compte. L'Américain aurait de la terrasse de son appartement envoyé des signaux lumineux destinés aux navires du Grand Satan qui, profitant de l'obscurité, croisaient au large puis s'évanouissaient avant l'aube. Il possédait chez lui un émetteur qui lui permettait de communiquer non seulement avec Tel-Aviv mais également avec le siège du Grand Satan à Washington. Personne n'avait cherché à savoir pourquoi, s'il disposait d'un tel appareil, il utilisait une lampe-torche pour alerter la flotte. L'Américain projetait d'empoisonner les réserves d'eau de Beyrouth-Ouest. On avait découvert sur lui les plans des égouts par lesquels il comptait faire passer ses forces chargées d'assassiner tous les religieux.

Les hommes s'arrêtaient en chemin pour répondre aux appels du muezzin et échanger les dernières nouvelles. L'Américain avait comploté pour semer la discorde entre l'OLP et le Hezbollah. Il avait fourni à l'Irak les armes chimiques qui brûlaient la peau de leurs frères chiites d'Iran qui menaient le *djihad*. On avait trouvé sur le toit de son

appartement une roquette qui, une fois mise à feu, aurait signalé aux navires du Grand Satan le moment où faire à nouveau pleuvoir sur la ville un déluge de feu.

D'autres étrangers avaient ensuite occupé sa place, mais aucun n'avait suscité autant de haine que l'Américain. Même après tout ce qu'on lui avait fait subir, il n'avait pas droit à la moindre miette de commisération. Allah avait clairement signifié au Prophète, lors du moment divin qui précéda la bataille de Badr, que le pardon serait totalement inapproprié dans un cas comme celui de l'Américain. En revanche, tout le monde était d'accord pour considérer que son sort était intimement lié à l'essence même du *djihad.*

Pendant ses premières semaines de captivité, William Buckley fut trimbalé de cellule en cellule, qu'il emplissait rapidement de la puanteur de son corps à l'abandon, de sa misère et de sa peur. Il était, la plupart du temps, drogué et coiffé d'une cagoule. Dans les rares moments où on la lui ôtait, il fixait un regard vague sur les hommes qui se tenaient derrière la caméra vidéo et son visage plutôt *fin de siècle** semblait s'être rétréci. On lui avait promis la liberté s'il acceptait de coopérer à un film, en lui expliquant ce qu'on souhaitait lui entendre dire. Il avait refusé.

Le Dr al-Aboub avait mis en pratique les méthodes apprises à Moscou.

A Beyrouth-Ouest, seules quelques personnes avaient une vague idée de la nature précise de ses activités, les drogues qu'il utilisait, à quelles doses et quel était leur effet ; le contenu de sa trousse noire était toujours aussi mystérieux. Peu de gens non plus se souciaient du fait que ce soit le penseur révolutionnaire Herbert Marcuse qui ait introduit dans leur mémoire vivante la formule qui justifiait les actes du Dr al-Aboub : « Toute forme de terreur est à la fois nécessaire et obligatoire, non seulement comme moyen de parvenir à un but politique mais aussi comme un devoir moral. » Il leur suffisait qu'un individu comme l'Américain appartienne à une société qui, à leurs yeux, utilisait quotidiennement la violence et la répression. Il ne pouvait donc s'attendre à être traité avec égards. Et ils ne voyaient aucune ironie au fait que lorsque l'OLP avait souhaité baptiser une des rues du secteur du nom de Marcuse, le Hezbollah s'y était opposé en arguant que c'était un nom étranger.

* En français dans le texte. *(N.d.T.)*

Mais personne n'éleva la moindre objection contre les méthodes importées qu'utilisait le Dr al-Aboub.

Les études à l'université Patrice-Lumumba couvraient tous les aspects des techniques de persuasion. Un anthropologue soviétique avait expliqué au début d'un cours auquel assistait le Dr al-Aboub que les tentatives pour agir sur les opinions dataient de la préhistoire et étaient très certainement nées avec le développement de la parole qui avait créé les moyens de persuader, de manipuler et, si besoin était, de contraindre sans avoir recours à la force physique. Un historien des sociétés donna une conférence sur la façon dont les Etats-Unis avaient d'abord créé la plus puissante industrie de publicité au monde et comment, en période de conflit, ils adaptaient les techniques de Madison Avenue à la guerre psychologique ; il avait décrit les méthodes de propagande élaborées par les nazis et expliqué que l'Union soviétique et ses satellites étaient plus que jamais menacés par la puissance des systèmes de communication de leurs ennemis.

Les étudiants y acquéraient également des bases solides sur les principes de la conversion religieuse et les leçons qu'on pouvait tirer du phénomène essentiellement occidental de l'utilisation du jeûne, de l'inconfort physique et même de la souffrance extrême pour faire naître des sentiments de culpabilité, d'angoisse, de détresse, de conflit et aboutir à l'épuisement nerveux avant d'atteindre le stade où un individu est prêt à se convertir.

Le Dr al-Aboub assista également à des conférences sur les rites de la confession catholique. On lui apprit que derrière les excès de langage et les pénitences se cachaient des moyens efficaces de contrôler les esprits : si l'Eglise romaine inculquait la foi par la verbalisation du repentir, on pouvait, par une approche similaire, semer les germes de l'idée de coopération dans le domaine laïque. Un autre cours étudiait les effets de manipulation du vaudou. Tandis que celui-ci atteignait son but par l'intermédiaire de divinité, les *lao,* on pouvait obtenir le même résultat en ayant recours aux drogues hallucinogènes, dont la mescaline qui avait le curieux effet de traduire le bruit en stimuli visuels, les sons étant perçus sous forme de couleurs. C'était un moyen efficace de créer chez un individu le sentiment qu'il était au bord de la folie. Le médecin du KGB expliqua qu'il fallait menacer quelqu'un qui refusait de coopérer de le réduire pour toujours à un état de démence provoqué chimiquement.

On avait rappelé au Dr al-Aboub que, en tant que médecin, il devait toujours considérer que tout individu possédait un grand nombre de

complexes habituellement refoulés dans les profondeurs de l'inconscient pour préserver l'équilibre mental. Très souvent, néanmoins, il suffisait, après un examen minutieux, d'utiliser la technique de base de l'isolement combinée si nécessaire avec l'usage sélectif de drogues telles que l'acide lysergique diéthylamide (LSD) pour faire resurgir ces complexes — généralement avec des effets dévastateurs sur le patient.

Un temps considérable était consacré à l'étude des mécanismes de la personnalité, pour comprendre non seulement qu'elle était le carrefour de tous les rapports sociaux, mais aussi qu'elle pouvait être gravement affectée au moyen de drogues qui, par exemple, modifient le fonctionnement de la thyroïde, réduisant ainsi un individu à un état proche de l'imbécillité, causent des inflammations aux articulations, des rétrécissements des os ou des cécités temporaires, altèrent la parole, provoquent l'incontinence, la chute des cheveux ou de terrifiantes poussées de fièvre. On enseigna au Dr al-Aboub comment nombre des découvertes des grands laboratoires pharmaceutiques occidentaux, comme Sandoz ou Eli Lilly, pouvaient être efficacement adaptées au contrôle sur l'esprit. On lui expliqua également que l'isolement du monde extérieur, dans une totale obscurité, pendant une très longue période, produit rapidement chez un sujet des hallucinations, des phobies et donne une apparence de réalité à des fantasmes effrayants, et comment le traumatisme créé par la privation sensorielle peut transformer les buts, les valeurs et les idéaux de toute une vie.

Toutes les confessions de prisonniers alliés de la guerre de Corée qu'il avait étudiées se rejoignaient sur un point. Quelle que soit la brutalité avec laquelle les prisonniers avaient été traités par les Nord-Coréens et les Chinois, la terreur fondamentale dont ils avaient fait l'expérience venait du plus profond d'eux-mêmes. Pour terminer, on enseigna au Dr al-Aboub qu'il ne devait jamais oublier que la personnalité était non seulement étroitement liée à la façon de jouer un rôle, mais dépendait également de la perception de ce rôle et, par-dessous tout, de la perception de soi. Il était essentiel de savoir distinguer celui qui jouait la comédie et celui qui acceptait la réalité de la situation. Ce n'était possible qu'en cherchant une faille dans la personnalité ; quand on l'avait trouvée, il fallait creuser sans relâche. Au début, ce pouvait n'être qu'un coin minuscule planté dans le psyché d'un individu mais, grâce à une manipulation subtile, la brèche pouvait être élargie jusqu'à obtenir la reddition finale.

Enfin le Dr al-Aboub apprit que les délinquants sexuels, les alcooliques et les toxicomanes, psychologiquement fragiles, étaient les

plus faciles à manipuler. Les plus coriaces étaient ses collègues médecins, les policiers et, surtout, les agents secrets. Invariablement, il fallait plus de préparation, plus d'isolement, plus de pression pour briser leur volonté de résistance.

Cela avait signifié plus d'horreur pour William Buckley.

Les spécialistes connaissaient bien ces méthodes. Ils savaient que les techniques soviétiques étaient destinées à créer un sentiment d'impuissance que certains psychiatres occidentaux nomment « angoisse personnelle de fond » et d'autres « infantilisme psychologique d'origine traumatique ». La victime placée dans une telle situation se trouve réduite à se tourner vers celui-là même qui met sa vie en danger. Ils se demandaient dans quelle mesure Buckley avait cédé à ce type d'impulsion. Peut-être avait-il alors senti que ses geôliers détenaient sur lui un pouvoir absolu de vie et de mort, mais aussi commencé à montrer des changements significatifs de comportement, que le Dr al-Aboub avait certainement appris à noter, et en être arrivé à voir ses ravisseurs comme de *braves gens*. On peut observer ce phénomène appelé « transfert pathologique » chez les enfants martyrs. Quand ces enfants sont secourus, parfois par des assistantes sociales, ils ne se plaignent quasiment jamais de mauvais traitements : ils sont reconnaissants à leurs parents de les avoir *laissés en vie*.

Le Dr Symonds avait cependant remarqué que lorsque les ravisseurs avaient tiré sur leur victime avant l'enlèvement, ce transfert pathologique ne se faisait pas ; les coups de feu, ou toute autre forme de violence directe à ce moment-là, détruisaient le fragile équilibre qui en créait les conditions dans l'esprit de la victime.

Les spécialistes étaient aidés dans leurs recherches par le Dr Frank Ochberg du St. Laurence Hospital, Lancing, Michigan. A la suite de la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran, les premiers étrangers à avoir été détenus dans de telles circonstances, les psychiatres avaient fait les premières études sur un des effets les plus extraordinaires de la prise d'otage, le lien qui se crée entre l'otage et ses ravisseurs, ce qu'on a baptisé le « syndrome de Stockholm ». Le terme fut employé pour la première fois en Suède, en 1974, lorsqu'un pilleur de banques prit une jeune caissière en otage. Au cours du siège qui s'ensuivit, celle-ci tomba amoureuse de son ravisseur. Le Dr Ochberg concluait que ce type de réaction était très courant en pareils cas ; la tension éprouvée lors d'une expérience partagée faisait tomber les barrières habituelles entre un ravisseur et sa victime, leur permettant de former un front uni face à un monde qui les avait tous deux menés à

cette situation. Le criminel ou le terroriste proclamait avoir été conduit à cette extrémité parce qu'il ne lui restait aucun autre moyen d'atteindre les buts qu'il s'était fixés ; l'otage estimait qu'il, ou elle, avait été placé dans cette situation par une société incapable de le protéger efficacement. D'après le Dr Ochberg, cette interaction psychologique complexe survenait assez tôt lors d'un enlèvement, et était due à un transfert pathologique basé à la fois sur la terreur, la gratitude et une redéfinition des systèmes de défense normaux de la part de l'otage.

Buckley avait régulièrement entendu les psychiatres de la CIA lui conseiller d'éviter de créer quelque lien que ce soit avec des ravisseurs éventuels. S'il était tenté d'agir ainsi, il devait toujours essayer de se rappeler que ce désir, somme toute naturel, serait délibérément entretenu par les ravisseurs pour le pousser à céder à leurs exigences — le faire coopérer à un enregistrement vidéo ou audio, par exemple. On lui avait bien expliqué qu'il ne devait jamais oublier qu'il existait, dans ce genre de circonstances, une différence fondamentale entre un membre de l'Agence et un individu ordinaire. Lors des enlèvements de civils, tous les services de sécurité tendaient à favoriser, dans l'intérêt de la victime, la création d'un lien entre le prisonnier et son ravisseur. On avait au contraire enseigné à Buckley qu'il prendrait un risque énorme en entrant dans ce type de relation.

Avait-il réussi à l'éviter ? Cette question angoissante était encore en suspens quand arriva la troisième vidéo.

Celle-ci parvint à Washington le vendredi 26 octobre 1984, deux cent vingt-quatre jours après l'enlèvement de Buckley, à un moment particulièrement dramatique. Une semaine auparavant seulement, l'IRA avait manqué de peu l'assassinat de Mme Thatcher et des membres de son cabinet pendant leur sommeil, dans l'hôtel de Brighton où ils logeaient pendant la convention de leur parti. A Langley, on redoutait que cela n'encourage d'autres groupes terroristes à tenter une attaque du même ordre contre des membres de l'administration Reagan, voire contre le président lui-même à la Maison Blanche. Un analyste de l'Agence avait rédigé un exposé assez inquiétant sur les activités des quarante groupes terroristes qui avaient, au cours de cette seule année, laissé derrière eux un chapelet d'attentats à la bombe, de meurtres et d'enlèvements. La CIA, en liaison avec les autres services secrets, était tout entière mobilisée pour prévenir une éventuelle action sur le sol américain. Au sein de l'Agence, on commençait à croire sérieusement que l'alliance internationale des

groupes terroristes, redoutée depuis longtemps, était en passe de devenir une réalité.

A Paris un employé de l'Agence avait obtenu les preuves d'une liaison entre les nouvelles Brigades Rouges italiennes et les Cellules Révolutionnaires d'Allemagne fédérale. A Athènes, la station de la CIA avait découvert des liens similaires entre le Groupe révolutionnaire grec pour la solidarité internationale et Action Directe en France. Au Moyen-Orient, plusieurs fractions arabes montaient conjointement des opérations terroristes à partir de Damas et du Caire. Le Hezbollah, de jour en jour plus puissant et plus menaçant, les éclipsait tous. Lui aussi avait commencé à resserrer ses liens avec les terroristes européens.

Le sentiment d'une vaste conspiration dirigée essentiellement contre les Etats-Unis fut renforcé par une nouvelle en provenance du Caire selon laquelle un autre enregistrement vidéo, posté dans la ville d'Héliopolis, avait été adressé à l'ambassade américaine. Même si Beyrouth était par avion très proche de la capitale égyptienne, cela prouvait que les membres du Hezbollah se déplaçaient en toute impunité. Si ses messagers passaient sans se faire repérer par la police des frontières des pays du Moyen-Orient et d'Europe, n'allaient-ils pas s'enhardir jusqu'à pénétrer aux Etats-Unis où, au lieu d'une cassette, ils déposeraient une bombe ? Les analystes de la CIA se devaient d'envisager ce nouveau problème.

La nouvelle qu'une troisième cassette vidéo était en route aviva également la rancœur que remâchaient certains vétérans de l'Agence depuis le jour où, quatre ans auparavant, le dimanche 4 novembre 1979, l'ambassade de Téhéran avait été occupée et soixante Américains membres du personnel retenus en otage. Ces officiers avaient à l'époque vigoureusement défendu l'idée d'une opération comme celle réussie par les Israéliens à Entebbe pour venir au secours de leurs nationaux capturés. Ils avaient soutenu qu'une opération de la même envergure, menée par l'Agence avec la collaboration des trois armes, exécutée avec rapidité et détermination, aurait mis en fuite les Gardiens de la Révolution et permis à leurs compatriotes de sortir d'Iran sains et saufs. Le président Carter avait tergiversé et au sein de la CIA certains hommes ne le lui avaient jamais pardonné. Pis encore, lorsqu'il avait autorisé la mission, celle-ci s'était soldée par un désastre, les hélicoptères s'écrasant dans le désert iranien au milieu de tempêtes de sable, très loin de Téhéran où étaient détenus les otages. Ce fiasco avait particulièrement mis en fureur les membres de la CIA dont les

agents avaient pris de gros risques pour recueillir les renseignements nécessaires à l'opération.

A présent, sous un président tout différent, Ronald Reagan, l'Agence sentait que l'on faisait plus pour récupérer un des siens. On accéléra les tractations sur les ventes d'armes à l'Iran. Le problème restait de savoir si un accord pourrait être conclu à temps pour sauver Buckley.

La cassette venue du Caire était encore plus poignante que les précédentes. Par moments Buckley semblait n'être plus qu'une loque balbutiante. Son discours était souvent incohérent ; il larmoyait, bavait et, plus effrayant encore, il poussait subitement des cris de terreur, roulant désespérément des yeux, le corps agité de tremblements. De temps à autre il sortait du champ de la caméra pour saisir un des documents qui avaient été enfermés dans sa serviette et le placer devant l'objectif. Puis, d'une voix momentanément plus claire, il se lançait dans une défense pathétique du droit à l'autodétermination du Liban revendiqué par ses ravisseurs. Une fois de plus, on analysa soigneusement sa façon de parler dans l'espoir d'obtenir de nouveaux éléments sur son état d'esprit ; pour déterminer, par exemple, s'il s'était déjà résigné à une mort inévitable.

Les hommes qui visionnaient la cassette cherchaient également à savoir s'il était toujours pénétré du principe inculqué lors de son entraînement, selon lequel il devait mettre de côté l'aversion chrétienne pour le suicide et surmonter le souvenir de ses années de formation où, jeune catholique fervent, il avait certainement entendu le prêtre parler de l'enfer qui attendait ceux qui attentaient à leurs jours. On lui avait enseigné, au contraire, que son travail autorisait le suicide comme ultime moyen de protéger les secrets qu'il détenait et que, s'il devait se tuer, cela représenterait un acte suprême de courage, un martyre aussi admirable que le hara-kiri du samouraï ; pour lui, se suicider serait une façon honorable d'éviter de nouvelles tortures.

Rien n'indiquait que le personnage délabré apparaissant sur l'écran vidéo avait conservé quelque chose de sa formation. Les spécialistes continuèrent à étudier le film, repassant sans relâche certains passages. Ils notèrent la façon dont Buckley croisait parfois inconsciemment ses mains devant ses parties génitales tandis qu'il suppliait qu'on lui sauve la vie en cédant aux exigences manifestement exorbitantes de ses ravisseurs. Etait-ce simple pudeur ? Ne s'agissait-il pas plutôt de la manifestation d'une angoisse qui le hantait ? Les spécialistes savaient que la peur de la castration était courante chez les otages, souvent plus

forte que la crainte de la mort. Pour William Buckley, même dans ces circonstances effroyables, cette dernière restait peut-être encore un concept abstrait ; l'émasculation représentait, elle, une menace par trop concrète. Pourtant, en dépit des journées passées à visionner les séquences où ses mains se posaient sur la région pelvienne, les spécialistes ne savaient toujours pas si ces mouvements correspondaient ou non à une acceptation inconsciente de sa mort inévitable.

Pour tenter de répondre à la question primordiale aux yeux de Casey — pouvaient-ils, d'après l'état de Buckley, juger de l'étendue des révélations qu'il avait faites ? —, les spécialistes étudièrent la vidéo sous un autre angle, essayant d'évaluer le degré d'anxiété de sa voix. Par moments il était pratiquement impossible de distinguer quelque chose au milieu de son discours mal articulé. Ils progressèrent pas à pas, en utilisant des ordinateurs pour isoler les phrases, avec l'espoir de déterminer l'ampleur de sa détresse. Ils travaillaient dans un cadre clairement défini par Freud : « l'évaluation par le sujet de sa propre force comparée à l'ampleur du danger et la manifestation de son aveu d'impuissance face à celui-ci ; la détresse est physique si le danger est concret, psychologique s'il est instinctuel ».

Il semblait évident que Buckley ne pourrait faire face plus longtemps à la terreur absolue dans laquelle il vivait ; au vu de l'enregistrement vidéo, il était anéanti. Isolé, perdant pied, il avait dû se sentir semblable à un enfant incapable de se défendre, avoir éprouvé les mêmes pressentiments, la même désagrégation mentale et l'impression de se trouver au bord du gouffre. Exactement comme un gosse réclamant sa mère, Buckley avait dû se tourner vers ses ravisseurs. Pour être « sauvé », il leur avait presque certainement raconté tout ce qu'ils voulaient savoir.

Une part de la tension perceptible sur la vidéo venait-elle directement de ce qu'ils appelaient son degré d' « angoisse de culpabilité » ? Il semblait, à certains signes — particulièrement les mouvements d'yeux —, que, tout en transmettant les exigences de ses ravisseurs, au fond de lui-même il luttait encore pour conserver son intégrité morale. Pendant des heures, les spécialistes essayèrent de déterminer s'il s'agissait d'une « culpabilité vraie » ou d'une « culpabilité névrotique ». Dans un langage inaccessible au profane, ils parlaient de « niveau de désorganisation de l'être » et de la profondeur du « sentiment existentiel de culpabilité né d'un acte précis », en l'occurrence les révélations faites à ses ravisseurs, acte qui ne pouvait être ni annulé ni évacué de sa mémoire. Cette prise de conscience devait l'avoir plongé dans un profond découragement. Buckley avait-il admis

qu'il était condamné, ou même désiré ardemment que sa mort inéluctable survienne rapidement ?

Ils notèrent également sa transformation physique. Dans l'intervalle écoulé entre le second et le troisième enregistrement, il avait maigri de vingt-cinq à trente kilos ; les tendons de son cou, de ses bras et de ses jambes étaient saillants, de même que ses côtes. On pouvait remarquer d'autres traces de meurtrissures dues aux injections ; son regard semblait toujours indiquer qu'il avait porté une cagoule.

Quand ils eurent fini d'étudier les deux heures d'enregistrement, on transmit la bande aux techniciens. Ceux-ci n'apportèrent aucun élément intéressant sur l'endroit où avait été tourné le film ; ni l'encre utilisée ni le papier d'emballage ne fournissaient le moindre indice.

Ces mois d'hiver furent une période d'attente à Beyrouth-Ouest. Dans certains quartiers, l'impatience grandissait alors que les pluies tièdes de décembre laissaient place aux nuits glaciales de janvier, durcissant les hommes qui, blottis autour des braseros, commençaient à dire qu'il était temps de vider les dépôts clandestins d'explosifs, de charger le parc grandissant de camions volés et de répondre à l'attente des jeunes, filles ou garçons, qui souhaitaient gagner leur place au paradis. Ces militants réclamaient avec insistance une attaque concertée contre les bâtiments de Beyrouth-Est encore possédés ou occupés par des étrangers. Pour eux, elle sonnerait le départ des derniers de leurs ennemis.

De l'appartement de Cheikh Fadlallah parvint un appel à la patience, qui fut repris par les autres religieux à chaque prière du vendredi soir. Les ulémas se mirent aussi à expliquer qu'au cours des interrogatoires de l'Américain, on avait découvert que l'ennemi avait mis au point d'effroyables méthodes de torture qu'il n'hésiterait pas à mettre en pratique. Cheikh Fadlallah en personne avait pris la parole lors d'un grand rassemblement, le 22 janvier 1985. Cette date avait été choisie, dit-il, parce qu'elle marquait le onzième anniversaire d'un plan ourdi par le Grand Satan pour créer dans son Etat de Californie un centre spécial où leurs demi-frères, les musulmans d'Amérique du Nord, feraient partie des cobayes à qui on retirerait une partie du cerveau et à qui l'on implanterait des électrodes dans le crâne pour permettre au Grand Satan de les contrôler. C'était contre de tels maux, conclut Cheikh Fadlallah, qu'il fallait se battre.

Alors qu'il était gouverneur de Californie, Ronald Reagan avait usé de son autorité pour pousser à la construction, dans son Etat, de ce qu'il nommait un « Violence Center ». Il comptait l'implanter sur un

site d'armement nucléaire désaffecté dans les montagnes de Santa Monica. Il avait inlassablement arpenté les couloirs du président Richard Nixon, du secrétaire à la Défense et de nombreuses agences fédérales pour défendre son projet et en avait fait en 1974 le thème de son message sur l'état de l'Etat. Le tollé soulevé par sa proposition le laissa pantois. Après que le corps législatif eut rejeté le projet en arguant que l'opinion publique était trop « sensible », Reagan continua à se faire l'écho du point de vue de quelques éminents praticiens et neurochirurgiens du pays selon lesquels ce centre *était* souhaitable comme moyen de juguler la violence dans les villes. Le projet demeura dans le dossier « en cours » du gouverneur jusqu'à son accession à la présidence.

A Langley, Casey avait posé aux spécialistes de l'Agence, quand ils avaient commencé leurs travaux, une question de fond : comment un médecin, formé pour guérir, pouvait-il se conduire comme le Dr al-Aboub ?

On lui répondit qu'il ne saurait y avoir de réponse simple et univoque. Toute étude réellement sérieuse devait commencer par les médecins nazis et leurs homologues japonais, inclure les psychiatres soviétiques qui traitaient les dissidents, tenir compte des praticiens chinois et de tous les médecins d'Amérique du Sud qui travaillaient dans le cadre de la torture d'Etat. Aucune voie ne menait directement à Beyrouth.

Casey, quand il lut cette analyse, hocha la tête. Le monde, dit-il à ses proches collaborateurs, s'assombrissait depuis quelque temps. Il ajouta qu'il fallait faire quelque chose non seulement à propos d'hommes comme le Dr al-Aboub, « mais contre ces salauds qui permettent à ses semblables d'agir ainsi ». La liste de ces ennemis dressée par le directeur était presque aussi longue que celle des individus haïs établie par les mollahs.

A Beyrouth-Ouest, personne n'aurait pu dire exactement où se trouvait l'Américain. Parfois, ses gardiens le déplaçaient deux ou trois fois dans la nuit ; cela dépendait de l'importance des renseignements qui parvenaient à la prison de Basta sur les navires de guerre israéliens qui croisaient au large au clair de lune, ou à l'éventuelle arrivée depuis longtemps redoutée de l'armada du Grand Satan. Buckley était alors emmené en toute hâte, on ne s'arrêtait que pour le jeter comme un paquet d'une voiture à une autre, jusqu'à une cache sûre dans les faubourgs de Sabra ou de Chatila où même une armée aurait eu du mal à le retrouver, du moins vivant. A l'aube, quand les guetteurs

montaient vers leurs positions et indiquaient qu'aucune menace ne venait de la mer, on le reconduisait en voiture, plaqué au plancher, coiffé d'une cagoule et drogué, comme toujours, à sa cellule.

Là, le Dr al-Aboub continuait à s'occuper de lui. Peu de gens savaient — comment l'auraient-ils su ? — ce que le médecin faisait à l'Américain. Mais les suppositions allaient bon train. Il aurait été tellement drogué qu'il se serait tué en se précipitant la tête contre un mur de sa cellule sans les fers qui le maintenaient au sol et la cagoule qui, de toute façon, l'empêchait de savoir où se trouvait le mur. Le médecin avait utilisé d'autres drogues qui, le temps de l'interrogatoire, sortaient miraculeusement l'Américain de la folie où il était près de sombrer. Ses aveux étaient terribles : le Grand Satan l'avait chargé de préparer un plan destiné à tuer tous leurs enfants et leurs femmes au moyen d'un poison chimique ; il avait eu l'intention d'envoyer toutes les jeunes femmes dans les bordels d'Israël. Plus terrible encore, il avait reconnu participer à un complot destiné à localiser l'endroit où l'imam dormait d'un sommeil léger afin que le Grand Satan puisse poser une bombe contre le saint homme.

Ensuite, une fois encore, l'Américain devait commencer à s'agiter, son esprit échappant à nouveau à ses tortionnaires. On lui faisait alors une autre injection pour qu'il cesse de hurler comme un chien, comme s'il ne contrôlait plus sa propre voix. Puis il finissait par retomber dans le silence.

Beaucoup prenaient plaisir à colporter ces histoires.

Tout au long du printemps 1985, à Washington comme ailleurs, les spécialistes continuèrent leur travail.

Ils se plongèrent dans des caisses d'archives sur les médecins nazis à la recherche de nouveaux éléments d'explication. Certaines questions revenaient en permanence. Le Dr al-Aboub ressemblait-il à Josef Mangele, qui s'était pleinement réalisé grâce à son activité à Auschwitz, ou à l'un de ces psychiatres soviétiques qui estimaient remplir leur rôle de médecin alors qu'ils agissaient sur les ordres du KGB ? On étudia toute la gamme des techniques de manipulation. On analysa les résultats des méthodes maintenant répandues de la cagoule et de l'isolement (formes élémentaires de la privation sensorielle) telles qu'elles avaient été utilisées par les forces de sécurité en Irlande du Nord comme au Chili. Comment un homme les supportait-il ? Pouvait-on dire qu'un militant endurci de l'IRA réagissait différemment d'un universitaire détenu dans une prison de Santiago ? Il existait, ce n'était pas une surprise, quelques différences mais, selon les

termes d'un spécialiste, « ça ne valait pas un clou pour comprendre ce qu'endurait Buckley ». Et, ajoutait-il, toute la division était au désespoir de se trouver dans l'incapacité de « fournir des réponses qui satisferaient le septième étage ».

Là, dans une enfilade de bureaux dont les fenêtres donnaient sur la cime des arbres, au milieu des cent hectares occupés par l'Agence, on avait l'impression de vivre au cœur d'une profonde forêt. Casey, qui était assailli par un millier d'autres problèmes, ne manquait pas de se pencher chaque jour, au moins un moment, sur le dossier de Buckley. Comme il l'avait avoué à McMahon et à George, l'idée de faire revenir son chef d'antenne était devenue chez lui une obsession. Et, ajoutait-il parfois, d'une voix encore plus marmonnante que d'habitude : « Je veux la peau de tous les fumiers qui ont maltraité Bill. Même si c'est la dernière chose que je fais, je veux mettre la main sur ces salauds. »

Tous les jours, au petit déjeuner, les spécialistes discutaient sans fin de l'utilisation des drogues comme instrument de répression, avant de se replonger pour la journée dans leur montagne de dossiers. Le fait que le Dr Post lui-même ait retrouvé son nom sur une liste du BIGOT donne une idée de la méticulosité dont faisait preuve la division. Chaque matin, lorsqu'ils pénétraient dans le foyer de Langley, Post et son équipe passaient sous l'inscription : « Trouvez la vérité, et la vérité vous rendra libre. » Cette formule faisait partie d'un credo en neuf points que Casey avait fait circuler parmi tous les membres de l'Agence. Ce vibrant morceau de rhétorique était destiné à leur rappeler qu'ils travaillaient pour la meilleure agence de renseignement au monde, celle qui, entre autres choses, ne laissait pas tomber les siens. C'était une raison supplémentaire de vouloir retrouver Buckley.

Le directeur rappela aux spécialistes qu'ils avaient à leur disposition tout l'argent et les moyens qu'ils pourraient désirer. Il demanda à Clair George de leur transmettre les rapports en provenance des antennes de la CIA au Moyen-Orient. Les satellites de la NSA étaient constamment à l'écoute de ce qui se passait au Liban ; ils balayaient électroniquement nuit et jour les rues de Beyrouth, recueillant des dizaines de milliers de conversations disparates. Les ordinateurs de la NSA étaient programmés pour y chercher des mots clés. Y figuraient « Buckley », « l'Américain », « Dr al-Aboub », « médecin », « Cheikh Fadlallah ».

L'adjoint du directeur, McMahon, homme despotique, au visage mou, au teint vif, harcelait quotidiennement le Dr Post et ses hommes pour savoir où ils en étaient de leurs recherches. Ses exhortations étaient devenues une litanie : « Cela remonte jusqu'au sommet. Pas

seulement au niveau du directeur. Mais au sommet ! » Il ne cessait d'insister sur le fait que le président Reagan se préoccupait personnellement du sort de Buckley. Chaque fois qu'il rencontrait Casey, le président lui demandait : « Quoi de neuf dans ce gâchis, Bill ? » Le directeur hochait sa tête massive d'empereur romain et grommelait à travers ses lèvres charnues que « tout le monde était sur le coup ».

Les spécialistes interrogèrent des hommes qui avaient connu Buckley. Cogan était de ceux-là. Sa carrière, son apparence physique et son état d'esprit étaient étonnamment semblables à ceux de Buckley. Il était entré à l'Agence à peu près au même moment que ce dernier. Sec et nerveux, bâti comme Buckley, il avait également les mêmes manières que celui-ci ; une poignée de main rapide et sèche, un regard qui se détournait pour éluder les questions, une voix douce mais qui conservait toujours quelque chose de tranchant. Cogan estimait que Buckley avait trop baigné dans l'*omertà,* le vieux code sicilien que s'enorgueillissaient de respecter les vétérans de l'Agence, pour avoir parlé.

Les spécialistes qui étudiaient ses déclarations étaient moins catégoriques. Eux savaient qu'en fin de compte, personne ne peut tenir tête à un médecin tortionnaire, que chaque être humain, quelles que soient sa race, sa culture ou, en l'occurrence, sa profession, possède le même système nerveux. Rien de ce que Buckley avait appris au cours de son expérience d'espion n'aurait pu lui permettre de résister aux électrochocs, aux coups, à des pendaisons prolongées par les bras ou les pieds, à la drogue, à l'isolement et au port de la cagoule. Il était aussi vulnérable que n'importe qui ; peut-être même plus, car sa volonté de résistance étant, au départ, beaucoup plus forte, l'effondrement, quand il surviendrait, risquait d'être beaucoup plus dramatique.

Casey n'était pas vraiment disposé à admettre ce genre de conclusions. Au téléphone, il maugréait invariablement des rafales de questions au Dr Post et à son équipe. Comment pouvaient-ils avoir des certitudes ? Où étaient les preuves ? S'agissait-il seulement de « psycho-devinettes » ? Leurs conclusions correspondaient-elles à ce qui était inscrit sur le dossier personnel de Buckley ?

Les spécialistes enregistraient patiemment les questions. Mais la pression augmentait. Nombre d'entre eux en arrivèrent à travailler le week-end. C'est à ces moments-là qu'ils risquaient de voir Casey passer dans leurs bureaux, en se rendant à une partie de golf ou en en revenant. Vêtu d'un blazer et d'un pantalon de tartane, il arborait alors un sourire qu'on voyait rarement apparaître sur ses lèvres, du moins aux alentours de Langley, et s'exprimait dans une bouillie de mots telle

que personne ne savait très bien ce qu'il avait dit ou demandé. A partir de trois heures du matin, au moment où généralement Casey commençait sa journée en lisant les rapports du BIGOT chez lui, dans son bureau, les spécialistes pouvaient s'attendre à un appel de sa part chaque fois qu'une nouvelle idée lui passait par la tête. En quoi les musulmans chiites étaient-ils différents de ceux d'Iran ? Existait-il des similitudes entre les musulmans libanais et ceux qui vivaient en Union soviétique ? Qu'en était-il des Syriens ? Où pouvait se situer le point de rupture entre eux et le Hezbollah ?

Les réponses, dactylographiées et classées dans des chemises « Très urgent », devaient être expédiées à son bureau. Nul ne savait ce qu'il faisait de tous ces rapports soigneusement rangés dans ce que George appelait le dossier « psycho-bavardage », ni même s'il les lisait.

A la mi-mars, alors que la première année de captivité de Buckley touchait à sa fin, les spécialistes avaient virtuellement cessé leurs investigations. Ils ne disposaient d'aucun élément nouveau sur lequel travailler : pas d'autre vidéo, aucun message, le silence. Supposant qu'il était toujours en vie — c'était plus un acte de foi qu'autre chose, admettaient-ils —, ils ajoutaient qu'il n'avait certainement plus aucune valeur en tant que source d'informations potentielle : ses ravisseurs avaient depuis longtemps tiré de lui tout ce qu'il était possible de tirer. Le seul espoir qu'ils pouvaient laisser à Casey était que Buckley était soit totalement détraqué, soit, ce qui aurait été préférable pour lui et pour l'Agence, mort.

Entre-temps, à la Maison Blanche, le lieutenant-colonel North concoctait activement son propre plan pour résoudre ce qu'il s'était mis à appeler l' « entourloupe Buckley ». Il avait rencontré de nombreux agents de la Drug Enforcement Agency (DEA) et un de leurs « correspondants », un Libanais peu fiable qui leur servait d'indicateur depuis quelques années. Ce dernier déclara avoir de bons contacts dans la vallée de la Bekaa où, ajouta-t-il, le Hezbollah produisait de l'héroïne à destination de l'Occident pour financer la cause. North fut beaucoup plus intéressé lorsque l'indicateur lui assura que « deux cent mille dollars suffiraient à faire relâcher Buckley ».

Le lieutenant-colonel apporta ces informations à McFarlane. Celui-ci les transmit au Bureau Ovale. Le président Reagan — en dépit de la position officielle qui excluait tout versement de rançon — approuva l'idée de payer le « rachat de Buckley », à condition que cela se fasse dans le plus grand secret. McFarlane chargea North de recueillir les fonds. C'était le genre de choses que l'officier de marines savait très

bien faire. Il s'envola pour le Texas afin de rencontrer un des milliardaires les plus hauts en couleur de l'Etat, H. Ross Perot. Six ans auparavant, alors que le président Carter hésitait à se lancer dans une intervention directe pour libérer les otages de l'ambassade de Téhéran, Perot avait levé un groupe d'action privé pour secourir deux membres de son personnel également retenus prisonniers en Iran. L'opération avait été un succès éclatant. Dès que North lui eut expliqué son plan, Perot lui remit deux cent mille dollars en espèces.

Au début du mois de juin, North fignola son projet dans un mémorandum de quatre pages destiné à McFarlane. Chaque page était marquée : « Top-secret. Duplication interdite. Sensible. Action. » Ce document soulevait un point essentiel : les deux cent mille dollars étaient devenus insuffisants et « le cours actuel pour obtenir la libération d'un otage » était monté à un million de dollars, et « n'était pas négociable ». Buckley pouvait même coûter plus cher, mais ce serait de l'argent dépensé utilement. Dans l'espace réservé au bas de ce surprenant document, McFarlane inscrivit ses initiales : « RCM ». On versa les deux cent mille dollars à l' « honorable correspondant ». Il disparut aussitôt et on n'entendit plus parler de lui jusqu'au jour où, avec quelque réticence, North révéla son existence lors d'une séance à huis clos des auditions du Congrès sur l'Irangate.

En cherchant à soudoyer le Hezbollah, North s'était laissé, pour son malheur, cruellement rouler dans la farine ; ce fut la première des nombreuses bévues qu'allait commettre l'officier de marines. Pendant ce temps, les spécialistes plus conventionnels continuaient à peaufiner leurs profils psychologiques du Dr al-Aboub. Ils se retranchaient à nouveau derrière leur jargon professionnel : les psychologues examinaient quelles étaient chez lui les « forces motrices dominantes » ; les béhavioristes se demandaient s'il avait fait l'expérience d'un « conflit narcissique » ; les psychiatres évaluaient l'épaisseur de son « bouclier protecteur », la « carapace psychique » qui lui permettait d'assumer son travail quotidien de tortionnaire. Ils admettaient volontiers que certaines de leurs hypothèses étaient fragiles : dans l'impossibilité d'examiner le Dr al-Aboub, ils pouvaient seulement, au mieux, évaluer la façon dont il avait été affecté en certaines circonstances bien précises. Qu'avait-il ressenti lorsqu'il avait torturé pour la première fois ? Cela avait dû représenter, de toute façon, une remise en cause radicale de la perception qu'il avait de lui-même en tant que médecin.

La fois suivante, très vraisemblablement, cela avait dû être un peu plus facile ; il avait ainsi évolué régulièrement, effaçant une image positive de soignant pour la remplacer par une image négative, mais

néanmoins présentable, sans, probablement, faire l'expérience des différentes phases de culpabilité traversées par Buckley.

La plupart des experts partageaient le point de vue du Dr Anthony Storr, maître de conférences en psychiatrie à l'université d'Oxford ; d'après lui, un personnage comme le Dr al-Aboub n'était mû ni par la méchanceté ni par le sadisme mais par un pharisaïsme fanatique. Sans doute correspondait-il aussi aux critères définis par Robert Jay Lifton, professeur de psychiatrie et de pathologie à la City University de New York. Pour tenter d'expliquer le comportement des médecins nazis à Auchswitz et dans les autres camps de la mort, celui-ci avait élaboré une théorie selon laquelle une personnalité pouvait se diviser en deux tout, fonctionnant indépendamment, chaque moitié agissant comme un moi entier. D'après cette approche, un médecin nazi pouvait torturer et tuer, tout en restant persuadé qu'il ne faisait pas le mal puisqu'il travaillait pour la plus grande gloire du Troisième Reich. Ces médecins avaient réussi à mener une double vie ; d'un côté ils sélectionnaient ceux qui devaient mourir, de l'autre ils menaient une vie quotidienne parfaitement banale, étaient de bons maris et de bons pères, et faisaient preuve du respect dû à l'autorité et d'une foi absolue dans les valeurs du monde futur qu'ils contribuaient à créer.

Il était admis depuis longtemps que les médecins nazis étaient à l'origine de ce que le Dr Lifton avait, parmi d'autres, défini comme une « psychologie de la torture ». Cela leur avait permis de commettre des méfaits de toute nature, sans se préoccuper de savoir exactement où menaient leurs recherches. Selon les termes du Dr Lifton, « s'il y a quelque vérité dans les jugements psychologiques et moraux que nous portons sur les caractéristiques spécifiques de l'extermination de masse nazie, nous sommes amenés à nous interroger sur la façon dont nous-mêmes avons appliqué certains principes... pour aboutir au potentiel d'autodestruction porteur de la menace extraordinaire qui hante aujourd'hui l'humanité ».

Les spécialistes tenaient compte de cet avertissement quand ils émettaient des jugements prudents sur le Dr al-Aboub. Les médecins nazis prétendaient, avec le plus grand sérieux, avoir agi au nom de la logique, de la rationalité et de la science. Supposant que l'on avait très certainement inculqué la même monstrueuse certitude au Dr al-Aboub, les psychiatres étaient de plus en plus convaincus que celui-ci était parvenu à un stade avancé de paranoïa qui l'avait conduit à réduire en système son comportement. Les médecins nazis avaient fini par partager un sentiment commun d'anéantissement : le système auquel ils s'étaient dévoués pouvait, après tout, être balayé. Pourtant

jusqu'au dernier moment, pour conjurer l'impensable, ils s'étaient efforcés de poursuivre de façon encore plus rigoureuse ce qu'ils considéraient comme leur mission sacrée : l'éradication du « mal juif ». Le Dr al-Aboub était très probablement motivé par le même genre de discours, dans lequel se mêlaient les délires, les hallucinations et le positivisme le plus dément. En définitive, pour exister et pouvoir exterminer leurs victimes, les médecins nazis avaient eu besoin d'éliminer en eux tout sentiment humain normal.

Les spécialistes se demandaient si le Dr al-Aboub, dans son esprit, servait le Hezbollah de la même façon. Mais de même qu'on ne pouvait absoudre les médecins nazis au nom de ce que le Dr Lifton appelait leur « pacte faustien », on ne saurait pardonner au Dr al-Aboub. Et, en toute honnêteté, ces Allemands n'avaient pas été les premiers praticiens à se faire les complices de tortionnaires. Dans l'Empire romain, les médecins étaient légalement autorisés à assister, voire à prendre part aux tortures infligées aux individus soupçonnés de sorcellerie. Au Moyen Age, les juges de l'Inquisition faisaient régulièrement appel à des prêtres-médecins pour torturer les individus suspects d'hérésie. Nombre des anciens seigneurs de la guerre de Chine et du Japon avaient dans leur entourage un homme de l'art spécialement chargé de décider quelles tortures devaient être utilisées. Les conquérants espagnols du Mexique et du Pérou emmenaient avec eux leurs médecins qui supervisaient les sévices infligés aux Indiens. A la cour d'Angleterre, Henry VIII, Edouard IV et Elizabeth I^re^ en avaient aussi qui assistaient aux séances de torture.

Les experts étaient convaincus que tous ces hommes, comme leurs successeurs nazis et japonais au cours de la Seconde Guerre mondiale, et tous ceux qui avaient suivi, en dépit des tortures et des meurtres dont ils avaient été témoins ou dont ils s'étaient rendus coupables, se considéraient toujours comme des *médecins.* De fait, ils attachaient souvent beaucoup d'importance à ce que l'on s'adresse à eux en leur donnant du « docteur » ; ce titre les plaçait à part, leur donnait un sens particulier de leur identité et leur permettait de continuer à croire qu'ils étaient les descendants d'une tradition, respectueux de l'éthique médicale et qu'en définitive, ils s'étaient seulement engagés à défendre la cause d'un souverain suprême, d'un Etat ou d'une cause politique, plutôt que celle des individus. Ces médecins avaient appris à se mouvoir dans une réalité toute différente, et le Dr al-Aboub vivait très certainement de la même façon.

Pour bien comprendre cela, il ne fallait jamais perdre de vue que si les médecins nazis et leurs héritiers disposaient d'un pouvoir absolu

sur le sort de leurs victimes, ils ressentaient en même temps un accablant sentiment d'impuissance, accompagné de l'impression de n'être que de minuscules rouages au sein d'un système omniprésent et tout-puissant, contrôlé par des êtres supérieurs très éloignés de toute implication directe et par conséquent capables de prendre du recul. En ce qui concernait le Dr al-Aboub, les spécialistes savaient qu'il acceptait que ceux qui le contrôlaient, au-delà de Cheikh Fadlallah, se trouvent à Téhéran. C'étaient des mollahs dont il ignorait généralement les noms et que très certainement il ne s'attendait pas à rencontrer, sauf s'il venait à passer outre à leurs instructions. Le Dr al-Aboub aurait, si on lui avait posé la question, tenu à peu près le même discours que les médecins nazis et proclamé qu'il se contentait d'obéir à des ordres donnés par une autorité légale.

Les spécialistes savaient que ces praticiens n'avaient aucun mal, quelle que soit la cruauté de leurs méthodes, à croire totalement en ce qu'ils faisaient. C'était un autre élément important pour cerner la mentalité du Dr al-Aboub. Non seulement celui-ci pouvait se réfugier derrière l'histoire récente de la torture médicale pratiquée en d'autres lieux, mais il devait puiser une force particulière dans le fait que dans les bastions traditionnels de la torture médicale, le Proche-Orient et l'Extrême-Orient, qui tenaient une place importante dans sa culture, on torturait sur une échelle jamais atteinte depuis l'époque où les médecins japonais, lors de l'invasion de la plaine de Mandchourie, au cours de la Seconde Guerre mondiale, avaient inoculé à leurs prisonniers la peste bubonique, le choléra, la syphilis, la fièvre charbonneuse et autres germes mortels pour étudier la résistance à la maladie des différentes races et nationalités. Plus récemment, les médecins khmers rouges s'étaient livrés au même type d'expériences. Au Vietnam, l'utilisation d'électrochocs sous surveillance médicale était courante dans les centres de détention, dans le cadre du « programme de rééducation » national. Au Pakistan, des médecins supervisaient toute une variété de tortures comprenant la pendaison au plafond de prisonniers, souvent par les pieds, pendant des heures entières, la privation de sommeil pendant une semaine, et les simulacres d'exécution. Au Sri-Lanka on introduisait des aiguilles sous les ongles des doigts et des orteils et en d'autres points sensibles du corps des prisonniers tamouls. Les médecins de Taiwan continuaient à superviser les bastonnades, les électrochocs et l'utilisation des chaînes et des boulets. La liste des atrocités commises avec la bénédiction du corps médical était interminable.

De même que les médecins nazis et japonais de la Seconde Guerre

mondiale avaient travaillé dans le cadre d'une institution reconnue — l'Etat lui-même —, d'un système légal structuré de façon à les pousser à avaliser d'abord, à pratiquer ensuite la torture, de même leurs successeurs furent conditionnés dans des centres contrôlés par les Etats de Syrie, d'Irak, d'Iran et — les plus efficaces de tous — ceux d'Union soviétique.

Aucun autre pays n'avait dans le développement des abus médicaux, particulièrement dans le domaine psychiatrique, un passé aussi chargé. Le premier exemple connu de l'utilisation juridique de la psychiatrie pour éliminer la dissidence remonte à 1836. Les experts étaient certains qu'à l'université Patrice-Lumumba, al-Aboub avait entendu parler de cette affaire où le philosophe Piotr Chaadaïev fut déclaré « cliniquement fou » pour avoir critiqué le tsar Nicolas Ier. Au siècle suivant, les médecins soviétiques avaient pris une part active à l'internement systématique des dissidents dans des hôpitaux psychiatriques.

A Langley, on épluchait sans relâche les anciens dossiers. Immanquablement, les spécialistes retrouvaient les médecins nazis, porte-drapeaux et créateurs des « standards » de la torture médicale. Ce qu'ils avaient commis à Auschwitz, Buchenwald, Dachau et dans d'autres camps de la mort avait ouvert la voie qui aboutissait au Dr al-Aboub. Il y avait également une autre leçon douloureuse à tirer de ces dossiers.

Si seuls vingt et un médecins allemands furent accusés de crimes médicaux à Nuremberg, les dossiers de l'Agence indiquaient sans ambiguïté que des centaines de praticiens avaient participé, à un niveau subalterne, à ce qu'on avait baptisé « essais cliniques », « tests » ou « examens » sur des milliers de prisonniers ; cette armée de médecins anonymes était composée de ceux qui avaient travaillé dans leurs hôpitaux, leurs universités ou leurs laboratoires pharmaceutiques, loin des camps de la mort, sur les éléments obtenus grâce à la torture médicale. Ces hommes s'étaient pourtant targués d'être des scientifiques dont les recherches, selon les termes d'un avocat à Nuremberg, « avaient pour but de faire progresser la médecine ».

Pour les spécialistes, ce fait constituait un indice important. Manifestement, le Dr al-Aboub, lui non plus, ne pratiquait pas dans le vide. En premier lieu, il utilisait des drogues qui ne pouvaient venir que de chez un industriel. En supposant qu'il ne soit pas fourni par les Soviétiques, il devait très probablement s'approvisionner en Europe, au Moyen-Orient ou en Extrême-Orient. On suggéra à Clair George de mettre de toute urgence ses agents sur la piste des fournisseurs de

certains médicaments à Beyrouth. Cela prendrait du temps et cela coûterait cher, mais cela en valait la peine. George en fit part à Casey. Celui-ci haussa ses massives épaules voûtées avant de déclarer qu'on pouvait toujours essayer. On ordonna alors aux chefs d'antennes d'Europe et d'Asie de se renseigner sur les industries pharmaceutiques locales.

Pendant ce temps, les spécialistes essayaient toujours de trouver le meilleur moyen de ternir la réputation du Dr al-Aboub au sein de sa communauté. On envisagea ainsi de faire courir le bruit que c'était un déviant sexuel. Mais, vu le manque de fondement concret à cette rumeur, l'idée ne fut pas retenue. Après un an de travail intensif, les spécialistes pouvaient tout juste affirmer que le Dr al-Aboub faisait partie du nombre croissant de médecins qui pratiquaient régulièrement la torture. Ils s'étaient également rendu compte que l'activité des tortionnaires ayant une formation médicale n'était plus circonscrite au goulag soviétique et à quelques autres lieux. La honte devait être partagée. A cause de ce qui s'était passé dans une ville d'Amérique du Nord, les spécialistes savaient à quel point il était devenu facile de prendre l'expérimentation scientifique comme alibi.

Pour l'espion, la délivrance survint au cours de la soirée du 3 juin 1985, après quatre cent quarante-quatre jours de détention. A Beyrouth, les cellules de la prison de Basta étaient occupées par une foule d'otages, libanais ou étrangers. Ces derniers étaient regroupés à deux ou trois par cellule. Buckley partageait la sienne avec David Jacobson, directeur de l'Hôpital universitaire américain de la ville, qui avait été enlevé quelques semaines plus tôt. Il tenta de décrire à Jacobson ce qu'il avait subi, mais ses pensées étaient aussi confuses que son discours. Jacobson — qui devait être libéré après dix-sept mois de détention — se rappelait qu'en ce jour de juin Buckley était « délirant. Il vomissait. Il était manifestement en proie à une très forte fièvre. Puis il y eut un long, très long silence. Quand vous vous trouvez dans une petite pièce, certains bruits évoquent la mort ». Jacobson ne vit pas Buckley mourir car il était lui-même coiffé d'une cagoule. Il entendit simplement qu'on traînait dehors le corps de son compatriote. William Buckley avait fini par mourir, non seulement de ce que lui avait fait le Dr al-Aboub, mais aussi de ce qu'il n'avait pas fait en le laissant s'étouffer par ses propres expectorations au lieu de soigner la pneumonie qui finit par détruire le tissu pulmonaire. Le Hezbollah annonça sa mort le 11 octobre 1985. On ne retrouva jamais son corps.

Une question provoquait un sentiment de malaise chez certains des spécialistes ; le Dr al-Aboub ne serait-il pas en droit de proclamer qu'il

n'avait pas agi autrement que cet autre médecin qui, lui aussi animé d'un pharisaïsme fanatique, n'avait à aucun moment montré qu'il se préoccupait de savoir où s'achevaient les compromis indispensables à la cause de la médecine et où commençait la torture ?

Avant ce médecin, il était beaucoup plus facile de délimiter une frontière ; d'affirmer, par exemple, que ce qu'avaient commis les médecins nazis et leurs émules chinois en Corée, ce que continuaient à faire les médecins soviétiques dans leurs hôpitaux psychiatriques, que tout ce qui se passait ailleurs, y compris à Beyrouth, que tout cela ne pouvait arriver dans une ville civilisée ; on ne laisserait pas faire cela en Amérique du Nord. Mais cet argument ne tenait plus depuis ce qui s'était passé dans un vieil hôtel particulier donnant sur le Saint-Laurent, à Montréal, dans un passé relativement récent.

Pour être exact, ce qu'avait fait ce médecin n'avait pas réellement commencé là ; il serait plus juste de dire que tout avait débuté dans le cadre d'une belle maison de Q Street à Georgetown, au milieu d'une assemblée de politiciens de Washington, de diplomates, d'officiers de carrière, de scientifiques, d'agents secrets triés sur le volet et, pour le plaisir de leur hôte, de quelques-unes des plus jolies femmes de la capitale. Le médecin aimait à dire que ce genre de rassemblements offrait un parfait exemple des sous-produits de la seule industrie de la région : le gouvernement. De telles remarques attiraient le Dr Donald Ewen Cameron vers l'homme qui l'avait invité à cette réunion : le maître-espion le plus puissant du monde occidental, avant Casey.

LIVRE II

Le lendemain, c'était le 13, il s'est arrêté au seuil de la porte. J'ai entendu sa voix. La chambre avait un long corridor. Elle avait un long corridor parce qu'il y avait là la salle de bains. Et je l'ai entendu parler aux internes, de l'autre côté de la porte : « on va lui administrer un électrochoc » ; quoi, comment ? Il n'est pas venu me voir. Il n'est pas entré dans la pièce. Il n'a parlé de rien. Il était cruel, sauvage, inhumain. Il ne s'est pas approché de moi — et puis... Sans que je le sache, ils avaient des formulaires d'accord, si bien qu'il pouvait impunément poursuivre ses activités malveillantes et criminelles... Je me souviens comme d'une chute dans un trou noir et profond, sans rien pour me raccrocher, comme dans un tourbillon sans fin. Plus rien n'avait de consistance, je n'étais ni sur le sol ni dans l'eau. C'était comme d'être suspendue dans un vide noir et sinistre... Mais j'avais conservé le sentiment d'exister, d'être. J'avais aussi la sensation qu'il n'y avait jamais eu de commencement, qu'il en était ainsi depuis toujours, et que cette vie durerait éternellement. Mais quelque part, dans un repli de mon cerveau encore épargné, une lumière vacillait : je suis ici, je viens de là-bas.

Extraits de la déposition du Dr Mary Matilda Morrow, psychiatre et neurologue, partie civile dans le procès engagé par Mme David Orlikov et consorts contre les Etats-Unis d'Amérique ; en présence de Scott T. Kragie, substitut du procureur général ; de Barbara A. Rubino, du service juridique de la CIA ; de James C. Turner, conseiller des plaignants ; fait le 19 juin 1986.

Les patients hébétés et à demi drogués essayaient d'écouter les voix qui leur parvenaient des haut-parleurs montés dans les casques de football réglementaires. Je n'aimais pas travailler dans la chambre de sommeil. Mais toujours, il disait : « c'est pour ça que vous êtes ici, ma petite. Faites

ce que vous avez à faire ». Il appelait toutes les femmes « fillette » ou « petite », espérant peut-être avoir l'air un peu plus humain. Je ne me suis jamais rebiffée, car c'était à mes yeux une autorité, et il ne me serait jamais venu à l'esprit de douter de lui.

Extrait d'un entretien de l'auteur avec l'infirmière Peggy Edwards (née Mielke), à Toronto, le 4 mars 1987.

5

Le grain est semé

Comme il ne se lassait jamais de le répéter à sa femme, Clover, Allen Dulles estimait qu'il y avait toujours quelque bonne raison de donner une réception, pourvu qu'on servît la chère la plus délicate et les vins les plus fins. C'est pourquoi il n'aimait guère les réunions bon enfant de la Maison Blanche, où le président rassemblait ses camarades de guerre avec leurs épouses et racontait une fois de plus comment il avait remis à leur place les Russes, les Britanniques et les Français. A cela, le nouveau directeur de la CIA ne trouvait rien à redire ; ce qui l'ennuyait bien davantage, c'est que Mamie Eisenhower, la première dame, se moquât éperdument que les vins fussent d'une bonne année et les fromages importés plutôt que fabriqués quelque part dans le Middle West.

Chez Clover en revanche, la table était réputée l'une des meilleures de Washington ; elle recevait par avion spécial des produits hors saison — tel cet esturgeon russe qui tenait la vedette du buffet sur la table de leur maison de Georgetown ce soir de mars 1953. Certains des invités, qui se piquaient de reconnaître infailliblement un poisson capturé dans les eaux soviétiques d'un autre pêché dans des mers moins exotiques, se demandaient si l'esturgeon solennellement exposé dans sa caisse de bois symbolisait la satisfaction de leur hôte après les événements de Russie. Quelques heures auparavant en effet, Radio-Moscou avait annoncé que « le cœur du successeur inspiré de Lénine, du guide génial du parti communiste et du peuple soviétique, avait cessé de battre ».

Bien que l'ambassadeur russe se fût décommandé, les Dulles jugèrent que la mort de Staline n'était pas une raison suffisante pour renoncer à arroser la confirmation donnée par le Congrès de la nomination d'Allen à la tête de l'agence de renseignement la plus

puissante du monde. Il y avait aussi un événement d'ordre familial à fêter ; leur fils unique Allen Macy Dulles Jr, resté pendant des mois entre la vie et la mort pour avoir reçu une balle dans la tête en montant à l'assaut d'un nid de mitrailleuses nord-coréen, était définitivement tiré d'affaire. Il avait recouvré suffisamment de forces pour supporter le long voyage depuis le Japon, et ses parents étaient allés l'accueillir à l'aéroport militaire d'Andrews. Les photographes aussi étaient là pour voir débarquer le jeune homme en civière. Presque tous les journaux du lendemain montraient un Allen Dulles se penchant affectueusement pour baiser la tête bandée de son fils. Les reporters les mieux placés avaient même fixé sur la pellicule les larmes qui brillaient derrière les lunettes.

Louvoyant entre les invités, s'arrêtant ici ou là pour saluer un sénateur, un amiral, ou des membres du corps diplomatique, Allen Dulles était l'image même de l'hôte attentif, émettant de temps à autre un rire suave dont certains disaient qu'il n'était rien d'autre qu'un moyen de soulager les tensions auxquelles il était souvent soumis. Parfois, son visage s'illuminait d'une joie véritable à la vue d'un vieux compagnon du temps de guerre comme William E. Colby, parachuté en France pour former des groupes de résistants se livrant à des activités de sabotage et d'exécution. Avec ses lunettes cerclées d'acier et sa coupe de cheveux impeccable, il ressemblait bien plus à un homme d'affaires de province qu'à un agent capable de tuer. L'amitié profonde qui liait les deux hommes avait été forgée dans les périls affrontés ensemble. Colby était un des hommes couleur de muraille employés par l'Agence, avec ce don inné pour se fondre dans la foule, observant tout et parlant aussi peu que possible. C'était un espion de pure race.

Dulles continua de circuler d'un groupe à l'autre, prenant parfois par le coude l'une des jeunes femmes invitées pour leur beauté. C'était la seule privauté qu'il se permettait en public. Aux yeux du maître-espion entre deux âges, une soirée parfaite n'allait pas sans son lot de mannequins, de starlettes et des plus élégantes et sveltes secrétaires du Capitole. Marivauder avec elles et mesurer la séduction exercée par sa nette supériorité intellectuelle le rassurait. Les salons des ambassades bruissaient sans cesse des spéculations sur la prochaine femme assez jeune pour être sa fille qu'il saurait entraîner au lit. Mais il n'y avait jamais de certitude : là aussi, il était un homme de secrets.

Parmi les invités, il y avait aussi des avocats, visages graves et costumes stricts, les plus âgés exhibant un gilet barré d'une chaîne de montre ; tous avaient l'air de perpétuellement siéger, comme le disait

Clover. Allen tenait absolument à la présence d'hommes de loi à ses soirées. Dans une de ses rares confidences, il avait expliqué à sa femme qu'on pouvait à travers eux toucher les gens les plus divers : les riches et les pauvres, les malins et les naïfs, ceux qui vivaient aux frontières de la légalité, ou même en dehors. Ils connaissaient la plupart des cadavres cachés dans les armoires de la société, et Dulles était par leur entremise aussi bien renseigné que le FBI de J. Edgar Hoover sur le plan national. Clover mesurait en partie ses succès d'hôtesse au nombre d'avocats non washingtoniens qui se rendaient à la capitale sous prétexte de voyage d'affaires et s'attardaient ensuite pour venir chez elle. Il lui arrivait de se demander si certains New-Yorkais ne facturaient pas leurs frais de séjour à leurs clients. On lui avait conté de réjouissantes anecdotes sur les mœurs des cabinets de Wall Street en la matière.

Mais celui des avocats qui monopolisait l'attention de ses collègues n'avait sans doute pas besoin de ces subterfuges. Leonard W. Hall était probablement l'un des hommes les plus riches parmi les invités. Sa fortune lui venait à la fois de sa clientèle new-yorkaise et de son portefeuille de valeurs mobilières. Il était en outre président du Comité national républicain. A chacune de ses visites, il amenait un associé différent, quelqu'un qu'il considérait comme une étoile montante du barreau et qu'il voulait voir se frotter à l'élite de Washington. Cette fois pourtant, son compagnon surprit Clover. Le regard fuyant, il avait serré la main de l'hôtesse et bredouillé son nom de façon si indistincte que Hall dut préciser : « C'est Bill Casey. Si vous avez des problèmes de placements, c'est l'homme qu'il vous faut. »

Clover hocha vaguement la tête, se disant in petto qu'elle pourrait consulter une centaine de personnes avant de songer à aller trouver ce lourdaud au menton épais, à la bouche lippue et aux dents écartées. Son mari, pourtant, l'accueillit comme un vieil ami, lui offrant un verre et l'entraînant par le bras dans un coin de la pièce où ils restèrent debout, absorbés dans une longue conversation, à l'écart de tous.

William Casey, comme Colby et quelques-unes des personnes présentes, était un ancien de l'Office of Strategic Services (OSS), première mouture de la CIA. Quand Casey avait quitté l'OSS pour le privé, Dulles l'avait averti : « Vous reviendrez ; quand on a ce métier dans le sang, on ne peut pas l'abandonner. »

Après quelque temps, Dulles, en compagnie de Casey, rejoignit Hall qui sirotait son whisky, parlant peu mais observant tout. Clover se souvint que lorsque son mari lui avait parlé des invités prévus, il

avait décrit Casey comme un « New-Yorkais pur sang ». Elle n'aimait pas New York. En outre, quelque chose chez cet homme lui donnait froid dans le dos.

Dans un autre endroit, un petit groupe se pressait autour du Texan Lyndon Johnson, membre du Congrès et nouveau chef de la minorité au Sénat, qui décrivait les dernières péripéties de la crise qui allait s'aggravant entre la Maison Blanche et les leaders républicains du Capitole à propos de la ligne politique à suivre à l'égard de Moscou. Ces derniers préconisaient un durcissement et une remise en cause des accords conclus pendant la guerre à Téhéran, Yalta et Potsdam. Le président Eisenhower avait d'abord tergiversé, puis donné son accord à un avant-projet de texte verbeux et vague qui ne répondait pas tout à fait aux exigences des caciques républicains. L'auteur en était le frère d'Allen, John Foster Dulles, secrétaire d'État, qui s'appuyait largement sur les analyses d'Eleanor Lancing Dulles, leur sœur, responsable du bureau de Berlin au Département d'Etat. De fait, c'était ce triumvirat familial qui concevait et dirigeait la politique extérieure des Etats-Unis à l'époque d'Eisenhower. Johnson fit clairement savoir qu'il ne cacherait pas au président que les Démocrates désapprouvaient son attitude conciliante à l'égard des Russes, mais qu'il ne voterait pas contre le texte pour ménager la Maison Blanche et ne pas exacerber encore les divisions nationales. Johnson pouvait être assuré qu'avant l'aube, sa position serait connue de Foster et Eleanor. Les réceptions d'Allen étaient une courroie de transmission bien huilée. Aucune parole ne s'y perdait, et chacune atteignait bien vite son véritable destinataire.

Le Républicain Edward John Hugues, proche confident du président, parlait devant un groupe comprenant entre autres un Anglais et un Allemand, exerçant des emplois mal définis dans leurs ambassades respectives, et que Dulles savait être des agents des services secrets de leur pays. Les révélations de Hugues donnaient un éclairage exceptionnel sur l'état d'esprit du président. Le matin même, dans le Bureau Ovale, il s'était dit las, comme beaucoup d'autres, des accusations simplistes lancées contre les Soviétiques. Dulles ne doutait pas que Bonn et Londres seraient au courant dans les prochaines heures ; de telles indiscrétions n'étaient pas pour lui déplaire : ne les avait-il pas suggérées lui-même à Hugues ? Et c'est avec confiance qu'il attendait que le Premier ministre britannique et le chancelier allemand, alertés, fissent pression sur Eisenhower pour l'inciter à soutenir la ligne diplomatique rigide de Foster Dulles. C'était là l'une des techniques de manipulation favorites des deux frères.

Dispersés parmi les invités, il y avait un certain nombre de jeunes gens en complet sombre. C'était la crème des dernières recrues de l'Agence. Ils étaient là pour s'occuper des femmes libres de l'assistance, en attendant que Dulles fît son choix. On les surnommait les « gardiens du haras ». Clover supportait très mal leur présence. Elle lui rappelait sans cesse les faiblesses de son mari. L'un d'eux pourtant trouvait grâce à ses yeux, un grand jeune homme mince qui ressemblait à Montgomery Clift — même attitude pensive, même expression légèrement traquée, même façon de braquer sur l'interlocuteur un regard intense. William Buckley était devenu le seul membre de l'équipe qu'elle acceptait, depuis qu'ils avaient fait connaissance à un Noël de l'Agence.

Il y avait tout de même moins d'espions étrangers que de cadres supérieurs de l'Agence avec leurs épouses ; les hommes buvaient du vieux bourbon, tandis que les femmes sirotaient le champagne glacé servi par les extras. Le buffet était régenté par Natalie, la cuisinière des Dulles, véritable fée du logis. Outre l'esturgeon, elle avait préparé un somptueux choix de mets exotiques où l'on retrouvait les saveurs des Antilles, de l'Amérique du Sud et de l'Extrême-Orient pour illustrer le thème de la soirée, « printemps sur Q Street ». Il arrivait parfois à Dulles de confier à des amis que sa femme n'avait pas le sens de l'argent et le gaspillait en futilités. Mais personne ne le prenait au sérieux ; presque tous savaient qu'il avait « le portefeuille aussi large que l'intelligence ».

Après une carrière remarquée dans les services secrets pendant la guerre, Dulles avait atteint le sommet de la profession. En tant que directeur, il exerçait un pouvoir quasi féodal sur un organisme dont le budget dépassait le budget total de certains Etats européens et possédait des ressources incomparables pour collationner des renseignements et organiser des opérations extérieures. Ni l'Abwehr hitlérienne, ni le KGB du défunt Staline, ni l'Intelligence Service britannique ne disposaient de moyens approchant les siens. Plus de cent millions de dollars étaient ainsi dépensés chaque année, avec une comptabilité des plus sommaires ; le Congrès comme le président ignoraient pratiquement où et comment l'argent était employé. Agissant sans consulter quiconque en dehors de l'Agence, et le plus souvent à sa discrétion, Dulles envoyait des agents dans tous les pays, amis ou ennemis, neutres et potentiellement hostiles. On disait à l'Agence qu'il avait des hommes à lui dans les cercles dirigeants de tous les Etats occidentaux et de plus en plus dans l'empire soviétique. Seule la Chine, semblait-il, était restée impénétrable. Pour appuyer

une armée d'agents de terrain, il avait ses agronomes, ses économistes, ses météorologues et ses propres psychiatres, de plus en plus importants à ses yeux. Les rapports de ces derniers étaient à l'origine de nombre de ses décisions comme le choix d'un pilote pour une mission secrète, d'un chef de mercenaires de la CIA ou d'un commandant pour les campagnes militaires entreprises par l'Agence.

Continuant de naviguer avec aisance parmi la foule, Dulles se penchait pour écouter, puis se redressait avant de poursuivre son chemin. Une légère claudication était la seule conséquence du pied-bot dont il était affligé depuis la naissance et qui, malgré la chirurgie corrective, perturbait quelque peu son sens de l'équilibre. Cette infirmité lui donnait encore par intermittence des crises de cafard silencieux, et certains estimaient qu'elle avait influé sur son caractère. Tous les siens avaient solennellement juré que le sujet ne serait jamais abordé en dehors du cercle familial et cette absurde cérémonie avait peut-être marqué l'entrée d'Allen dans l'univers des secrets.

En cette froide soirée de mars, c'est pourtant un sujet beaucoup plus grave qui troublait le chef de la CIA. Une poignée d'hommes seulement savait de quoi il retournait et connaissait ses intentions.

Les invités continuaient à arriver et Clover n'avait plus, comme le disait Allen, « le regard terrifié d'une biche aux abois au moment du coup de grâce ». Les rides créées par la tension nerveuse s'étaient effacées, et elle arborait le visage satisfait de l'hôtesse assurée d'une soirée réussie. Son sourire lui redonnait parfois la beauté de sa jeunesse. Elle ne connaissait pas le détail des occupations de son mari et, comme d'habitude, ignorait presque tout de certains invités.

Elle s'était forgé une carapace et avait pris l'habitude de ne jamais poser de questions, ni sur les raisons qui poussaient son mari vers les femmes, ni sur son goût pour les salons, les arrière-salles de bar et les réunions politiques ; elle ne cherchait pas non plus à savoir comment il avait réussi à doser et équilibrer ses amitiés dans l'ensemble de l'éventail politique, au point qu'il était apprécié par la plupart des élus de tous bords. Dans ce genre de soirées, l'homme inquiétant, impitoyable et totalement dépourvu de scrupules disparaissait derrière un masque de gaieté et de brillant mondain.

Cette fois pourtant, observant son mari circuler de groupe en groupe, Clover sentait nettement que quelque chose n'allait pas. Elle reconnaissait les signes : le petit rire revenait trop souvent et son verre se remplissait à un rythme inhabituel. Mais par-dessus tout, elle ne l'avait vu à aucun moment prendre à part l'une des invitées pour lui fixer un rendez-vous. Cela ne lui ressemblait pas. Pour prendre le pas

sur son impérieux instinct sexuel, il fallait vraiment que l'affaire fût sérieuse.

Malgré toutes les blondes insignifiantes qui traversaient la vie de son mari, Clover avait fini par tolérer ses aventures. En fait, sa première réaction, violente et amère, lorsqu'elle avait découvert le comportement d'Allen, l'avait à la fois épuisée et terrifiée ; elle s'était retrouvée au bord du suicide. Pour combattre sa douleur, elle n'avait rien trouvé d'autre que de piquer son mari au point le plus sensible. A chaque nouvel adultère, elle courait chez Cartier. Son coffret à bijoux était plein de babioles coûteuses marquant chacune de ses infortunes.

Au fil des ans, Clover avait également consulté des psychiatres qui lui avaient prescrit des drogues soulageant momentanément sa peine. C'est au cours d'une réception de 14 Juillet à l'ambassade de France qu'un médecin de l'Agence lui recommanda le Dr Cameron. Ce dernier était, selon lui, réputé à travers le monde pour son traitement des troubles affectifs féminins, et son hôpital de Montréal recevait des patients venus de toute l'Amérique et d'ailleurs. Comme elle répondait qu'il lui était impossible de se rendre au Canada, il lui précisa que Cameron venait souvent à Washington. Cherchant désespérément de l'aide, elle se résolut à ce que le médecin de l'Agence lui arrangeât un rendez-vous. Quelques semaines plus tard, il lui fit savoir que le Dr Cameron serait enchanté de déjeuner avec elle au Mayflower ; devant sa surprise, il expliqua que le médecin ne disposait pas de cabinet à Washington, et qu'il jugeait en outre préférable qu'ils se rencontrent dans un endroit où elle se sentirait plus à l'aise. Lors de l'entrevue, elle raconta tout des écarts de son mari et de l'état où ils la laissaient.

Le Dr Cameron avait évoqué les tensions inhérentes au travail dans l'ombre ; le renseignement n'était pas un métier comme les autres. Les hommes les plus solides pouvaient être saisis d'angoisses et d'incertitudes, et il lui fallait voir dans les incartades de son mari un besoin de conforter son moi. En raison de la complexité du personnage, cela devait se passer en dehors du mariage. Elle ne devait cependant jamais douter que son mari l'aimait à sa manière, qu'elle devait accepter. Pour l'aider, il lui suggéra de venir suivre un traitement à Montréal. « Il n'y a pas d'autre moyen, ma petite. » Il la regarda fixement, et sans savoir pourquoi, elle se sentit soudain mal à l'aise.

Clover était restée enfermée des jours entiers à pleurer dans sa chambre, hésitant sur le parti à prendre. Finalement, en dépit de la tristesse de ses nuits solitaires et de la douleur que lui infligeait sans cesse l'image de son mari dans d'autres bras, elle renonça au voyage à

Montréal. Instinctivement, elle sentait qu'une cure psychiatrique détruirait ce qui subsistait encore de son mariage. En outre, cela marquerait d'une tache indélébile le nom des Dulles qu'elle était si fière de porter. Elle savait que même s'ils n'en laissaient rien paraître, car ils n'avaient pas l'habitude de manifester publiquement leurs sentiments, ils seraient atterrés, Clover avait une grande estime pour son beau-frère John Foster, même si son mari avait à son égard une attitude non dépourvue d'ambiguïté, faite d'un mélange indissociable d'admiration réticente, de rejet et de moments d'affection sincère suivis de longues périodes d'inexplicable rancune. Elle admirait également beaucoup sa belle-sœur Eleanor qui avait su surmonter les dures épreuves que la vie lui avait infligées. Lorsqu'elle était enceinte, son mari, un universitaire juif, ne put supporter l'idée d'avoir un enfant dont le sang gentil lui rappellerait sans cesse qu'il avait trahi sa foi rigoriste. Comme en un signe précurseur de ce qui allait bientôt advenir à des millions de ses semblables, il s'était suicidé par le gaz peu avant la naissance, un matin de septembre 1934. En près de vingt ans, Eleanor avait appris à accepter un autre principe de la famille : souffrir en silence. Clover était donc restée à Washington, apprenant à vivre avec ses tourments et s'abritant dans l'univers personnel qu'elle s'était forgé en devenant la plus brillante hôtesse de la capitale.

Lorsqu'elle fit tout à fait par hasard la connaissance de Buckley au Noël de l'Agence, elle apprit que son mari était un ami de Cameron. Entendant dire qu'Allen avait envoyé une bouteille de son malt préféré à Montréal en cadeau de fin d'année par la valise diplomatique, elle demanda, curieuse, qui avait mérité un tel honneur. On le lui dit. Percevant peut-être sa surprise, Buckley avait alors détourné la conversation. Plus tard, Clover se demanda s'il avait agi ainsi parce qu'il savait qu'elle avait eu des relations professionnelles avec le médecin et ne voulait pas qu'elle fût embarrassée, ou parce qu'il pressentait que les rapports entre Cameron et Allen étaient d'ordre confidentiel. Quoi qu'il en fût, elle apprécia son tact.

Dès lors, il fut régulièrement invité, ce qui conduisit Allen à la taquiner en lui demandant si c'était là son futur amant. Clover avait éclaté, lui répondant rageusement qu'il n'avait pas à la juger à son aune. Elle prenait plaisir à la compagnie de Buckley. Il était aimable, courtois et toujours respectueux, lui rappelant les jours à jamais enfuis où son fils était en extase devant elle.

Clover Dulles, n'ayant jamais avoué à son mari son entrevue avec le Dr Cameron, évita tout naturellement de l'entreprendre au sujet de ses propres relations avec le psychiatre. Elle supposa qu'il faisait partie de

cet autre monde dont elle était pratiquement exclue, et qu'au demeurant elle préférait ignorer. Comme d'habitude, Cameron étant de passage à Washington, Dulles l'avait invité. A aucun moment Clover n'avait fait le lien entre sa présence et les petits signes révélateurs des graves soucis d'Allen.

Dulles continuait d'escorter vers le bar les derniers invités. Il y avait là plusieurs diplomates ressortissants de pays qu'il jugeait hostiles et contre lesquels l'Agence menait un combat impitoyable. Pourtant, leur présence même était la manifestation de sa conception de la direction d'une aussi puissante organisation. Alors que ses homologues à travers le monde cachaient leur identité, il avait pris la décision calculée de rester en pleine lumière. Déjà pendant la guerre, lorsqu'il dirigeait l'antenne de l'OSS en Suisse, il avait placardé sur la porte de son bureau une plaque indiquant à tous qui il était et ce qu'il faisait. Recevoir cordialement des hommes qui n'hésiteraient pas à détruire tout ce en quoi il croyait était sa façon très personnelle de montrer qu'il était trop puissant pour avoir besoin de faire mystère de ce que tous savaient et qu'au jeu de l'espionnage, il aurait toujours le dernier mot.

Avec sa silhouette légèrement voûtée, ses sourcils broussailleux et sa pipe serrée entre les dents, il présentait cette image d'oncle débonnaire que la presse montrait tous les jours à l'occasion d'une manifestation sportive ou d'une grande première.

Les soucis que Clover avait flairés le rongeaient en fait depuis presque trois ans, depuis ce dernier week-end de juin 1950 où les Nord-Coréens avaient franchi le 38e parallèle et lancé une attaque massive contre leurs voisins du Sud. Les Etats-Unis avaient promptement réagi à cette agression communiste caractérisée. Le pays était une fois de plus en guerre, moins de cinq ans après avoir mis fin au dernier conflit mondial par le feu nucléaire. Les Américains se croyaient invincibles, mais ils subirent cet été-là leur plus grave traumatisme depuis Pearl Harbor. Certains des prisonniers détenus depuis à peine quarante-huit heures participèrent à d'étonnantes émissions radiophoniques nord-coréennes où ils dénonçaient violemment leur gouvernement et leur patrie dans la langue de bois en usage à Moscou et à Pékin.

Le président avait exigé des explications d'urgence. Comment l'ennemi avait-il pu prendre ainsi le contrôle de l'esprit d'Américains pur sang ? Comment la fine fleur de la jeunesse nationale, des officiers issus des académies militaires les plus réputées, pouvaient-ils se mettre

à parler comme des agitateurs d'Europe de l'Est ? Comment des soldats parfaitement entraînés pouvaient-ils subitement se laisser aller à trahir et exhorter les combattants du front à déserter pour passer au communisme ? Cela faisait beaucoup de questions auxquelles il était difficile de répondre.

C'était devenu pour l'Agence une priorité absolue. Depuis trois ans, ses experts analysaient les lettres écrites par des prisonniers à la gloire du communisme dont les proches, stupéfaits, ne pouvaient que se tordre les mains en répétant qu'ils ne reconnaissaient en rien les fils et les frères qu'ils avaient vus partir pour l'Extrême-Orient. L'Agence avait collationné des centaines d'articles écrits par des prisonniers et publiés par la presse de gauche en Europe, en Inde, en Afrique du Nord et en Indonésie. En collaboration avec le FBI, on avait vérifié le passé des auteurs : presque aucun n'avait jamais manifesté le moindre don pour l'écriture ; les articles, pourtant bien écrits, fourmillaient de détails personnels sur la vie jadis menée dans cette Amérique qu'ils vouaient désormais aux gémonies. Mais le pire était à venir. Des prisonniers libérés stupéfièrent la nation en proclamant à leur retour qu'ils n'entendaient pas rester en Amérique et ne désiraient qu'une chose, retourner chez les communistes. Plus préoccupant encore, ils faisaient du prosélytisme. Certains se mirent à hanter les rues des grandes cités en distribuant des tracts engageant la population à soutenir l'effort de guerre nord-coréen. Il y eut des troubles, des violences et un sentiment croissant d'inquiétude. Aux yeux de tous, il y avait là quelque chose de démoniaque, le péril le plus grave qui eût jamais menacé les Etats-Unis ; l'ennemi était on ne savait comment parvenu à influencer l'esprit de la génération présente, et si rien n'était fait, le virus risquait de corrompre les générations futures. Certains prédisaient même qu'il n'y aurait pas de futur du tout si l'on ne trouvait pas le moyen de lutter contre cette insidieuse entreprise d'asservissement.

Ce genre de spectre hantait les couloirs de l'Agence depuis sa création en 1947. Dulles était de ceux qui n'avaient pas oublié les fameuses purges de Moscou de 1937-1938, qui firent un moment oublier Hitler à un monde interloqué de voir des apparatchiks endurcis confesser devant leurs juges des crimes qu'ils n'avaient manifestement pas commis. Durant son séjour en Suisse, il avait eu l'occasion de rencontrer quelques cadres des laboratoires Sandoz. Selon eux, les Russes avaient très probablement utilisé des drogues et l'hypnose pour parvenir à de tels résultats. Après la guerre, les communistes avaient mis en scène d'autres procès-spectacles où les

accusés avaient l'air de zombies. Dulles se rappelait une conversation avec le jeune et brillant chimiste de Sandoz, Albert Hoffmann, inventeur du LSD. Ce dernier lui avait confié qu'en essayant la drogue sur lui-même, il lui avait semblé qu'il aurait avoué n'importe quoi pour échapper à la peur instillée dans son cerveau. A Dachau, les médecins nazis avaient fait des expériences avec la mescaline, une drogue si puissante que des déportés avaient révélé leurs secrets les plus intimes. Etait-ce ainsi que les Soviétiques s'étaient assuré des aveux publics ? La question atteignit un point critique en 1949, lorsque le cardinal Josef Mindszenty, yeux vitreux et gestes saccadés de robot, se mit à débiter face à la justice communiste un monologue accablant où il s'accusait d'actes de trahisons qui dépassaient très largement ses possibilités.

Le procès du cardinal avait fouetté l'ardeur de l'Agence. Son service scientifique fut développé au point de devenir l'un des plus importants de la CIA. On mit sur pied sous la direction de Dulles une équipe de pointe aguerrie, chargée, selon un mémorandum du 14 juin 1949, « d'appliquer des méthodes d'interrogatoire spéciales afin d'évaluer les pratiques russes ». L'intention était de reproduire les méthodes basées sur les drogues et l'hypnose que les Soviétiques étaient censés employer sur des réfugiés et des prisonniers de guerre allemands rapatriés.

Dès avant la guerre de Corée et le spectacle démoralisant d'Américains se comportant à l'image du cardinal comme s'ils étaient sous l'empire d'une force occulte, l'Agence avait mis sur pied son premier programme d'envergure sur le contrôle comportemental. Le 20 avril 1950, Roscoe Hillenkoetter, directeur de la CIA, lui attribua sur la caisse noire des fonds pratiquement illimités et le baptisa projet Bluebird — parce que, dit-on, il avait vu un oiseau voleter dans le ciel bleu derrière sa fenêtre. Deux mois plus tard, les Nord-Coréens frappaient, et les insupportables retransmissions radiophoniques commençaient.

Le 20 juillet 1950, l'Agence passa à l'expérimentation humaine. Deux membres du service scientifique, des médecins, s'envolèrent vers Tokyo en compagnie de Dulles dans le plus grand secret. Ils se mirent au travail dans une annexe de l'ambassade américaine. Leurs sujets étaient quatre Japonais employés par les services secrets de l'armée soupçonnés de travailler également pour les Russes. Jusque-là, ils avaient nié. On administra à chacun une piqûre de sodium amytal, un puissant sédatif, suivie une heure plus tard d'une injection de Benzédrine, un stimulant. Ce traitement alterné se poursuivit durant

vingt-quatre heures, à la suite desquelles Dulles se mit à interroger des suspects visiblement désorientés. Les rapports d'interrogatoire sont restés enterrés dans les archives de l'Agence, mais selon une rumeur persistante, les Japonais finirent par avouer puis furent abattus et jetés en pâture aux requins. A la fin d'octobre, la même équipe se déplaça à Séoul et, installée cette fois dans des locaux des services secrets de l'armée, utilisa les mêmes méthodes sur des prisonniers de guerre coréens. Les résultats furent beaucoup moins encourageants. Aucun des prisonniers ne fut tenté de dénoncer le communisme. Déçus, Dulles et les médecins rentrèrent à Washington. Le pays tout entier était en pleine effervescence.

En septembre 1950, le *Miami News* avait publié un article sous le titre « La technique du lavage de cerveau ». C'était la première fois que l'expression était employée au grand jour, et elle entra immédiatement dans les mœurs. Personne ne savait alors qu'elle avait été forgée par la CIA et soufflée à un agent qui travaillait sous une couverture de journaliste. Déjà choquée par le comportement des ex-prisonniers, l'opinion publique fut révoltée par ce que ce terme impliquait : le cerveau de jeunes gens sains de corps et d'esprit avait été *nettoyé* par des techniques diaboliques. On en avait retiré tout ce qu'il y avait de bon en Amérique pour le remplacer par tout ce qu'il y avait de mauvais dans le communisme. Mais comment ?

L'un des cadres de l'Agence, Morse Allen, ne doutait pas de la réponse. Selon lui, l'ennemi employait une « machine à électro-sommeil » qui endormait les sujets sans leur infliger de chocs. On profitait du moment où ils entraient dans la zone de demi-sommeil, la plus propice à l'autosuggestion, pour les endoctriner ; et peut-être employait-on en outre quelque technique d'hypnose sophistiquée pour ancrer solidement les nouvelles idées dans leur subconscient. Pour aussi fantastique que parût l'hypothèse, Allen faisait remarquer qu'un engin de ce genre existait déjà dans un hôpital de Richmond, en Virginie, où on l'utilisait dans le traitement de malades mentaux. Dans un mémorandum à son supérieur Paul Gaynor, il recommandait que l'Agence s'en procurât un exemplaire. « Bien qu'il ne soit pas concevable de l'utiliser sur des gens de chez nous, car il existe un danger au moins théorique de traumatisme cérébral temporaire, elle pourrait être utile pour interroger des prisonniers de guerre ou dans certaines opérations intéressant l'Agence. »

L'affaire en resta là, sans doute parce que Allen n'avait pas spécifié pourquoi la machine était inutilisable sur « les gens de chez nous » ni ce qu'était un « traumatisme cérébral temporaire ».

Cependant, à l'époque du retour de Dulles à Washington, Allen travaillait sur une hypothèse encore plus impressionnante. Il avait appris des psychiatres du service scientifique que les sujets soumis aux électrochocs connaissaient des périodes d'amnésie et qu'au moment de retrouver la mémoire, ils livraient des informations importantes sur eux-mêmes et leurs antécédents. Peut-être était-ce alors que les médecins chinois et nord-coréens instillaient dans l'esprit de leurs prisonniers des valeurs anti-américaines. Il lui fut en outre précisé qu'en abaissant le réglage de la machine, on pouvait infliger des douleurs intolérables. Sans aucun intérêt thérapeutique, cette méthode pouvait en revanche constituer un moyen de pression efficace. Néanmoins, même s'il s'avérait que c'était bien ainsi que l'ennemi opérait sur les captifs américains, cela n'expliquait toujours pas *comment* agissait la coercition.

Aux yeux de Dulles, il apparut bien vite que les chercheurs du service scientifique avaient une approche trop « intellectuelle » du problème. Ils s'adonnaient à la spéculation pure, sans se soucier de confronter leurs théories à l'épreuve de l'expérience. Après les missions d'Extrême-Orient, ils ne se ressentaient guère de poursuivre les recherches sur du matériel humain. Les membres de l'Office of Technical Services Staff (TSS), le service technique de l'Agence, quant à eux, ne s'embarrassaient pas de tels scrupules. C'étaient eux qui fournissaient aux agents de terrain aussi bien des gadgets — stylos qui tuent, pièces de monnaie piégées ou poisons indécelables — que tout le camouflage nécessaire, déguisements, faux passeports et autres documents. Surtout, si leur compétence scientifique n'avait rien à envier à celle des hommes du service scientifique, ils possédaient en outre une véritable expérience opérationnelle. Ils n'hésiteraient pas à mettre leurs idées en œuvre sur des patients non avertis — surtout s'il s'agissait d'un problème grave et brûlant comme le lavage de cerveau.

A la fin de l'année 1952, le projet Bluebird fut rebaptisé opération Artichaut, le légume préféré de Dulles, et placé sous la responsabilité du TSS. On se lança immédiatement dans le recrutement de médecins et de chercheurs de toutes disciplines. Outre une qualification professionnelle démontrée, les candidats devaient répondre à d'autres critères définis par Dulles : « Les principes éthiques de chacune des recrues doivent lui permettre de coopérer pleinement à chaque étape de notre programme, aussi révolutionnaire puisse-t-elle être. » Il fallait être prêt à prendre part à des expériences médicales létales.

En même temps, le TSS se mit à la recherche de sujets pour ce qui était reconnu dès le début comme des expériences de contrôle

effectuées sur l'esprit. Jamais à court d'idées, Dulles conseilla de chercher des « candidats » dans des milieux interlopes semblables à celui où naviguait le Harry Lime du *Troisième Homme :* l'Agence se mit en quête d' « individus à la loyauté douteuse, agents doubles ou mouchards, délinquants ». En fait, n'importe qui dont la mort ne chagrinerait personne. Dans le jargon de l'Agence, c'était du « matériel sacrifiable » qu'on pouvait « réformer ». En clair, des individus qu'il serait permis de tuer.

On en dénicha quelques-uns, dont le destin demeure un autre secret jalousement gardé. A coup sûr, certains trouvèrent la mort, par injection de drogues ou le cerveau brûlé à l'électricité. Le dossier des « réformés » est resté enfermé dans le coffre du bureau directorial. Pourtant, malgré les sommes dépensées, les programmes mis sur pied puis abandonnés, les sujets « réformés », le mystère des techniques de lavage de cerveau employées par l'ennemi demeurait entier.

Depuis trois ans, la consternation croissait de jour en jour à la vue de ces membres de l'élite militaire qui se livraient à d'incroyables confessions, ou débitaient des discours truffés de clichés. A l'Agence, les recherches se faisaient de plus en plus frénétiques. Les médecins du TSS passaient outre au serment professionnel qui leur interdit de nuire à quiconque et dépassaient largement les limites clairement définies par l'éthique. La sécurité nationale primait sur toute autre considération. La morale professionnelle et, pire encore, la morale personnelle n'avaient plus cours. De temps à autre, un vent de folie soufflait dans les couloirs de l'Agence. Dulles fit venir par avion de chez Sandoz des doses de LSD qu'on fit absorber à quelques volontaires du TSS. Les résultats furent impressionnants : les cobayes perdirent tout contrôle d'eux-mêmes en quelques minutes, et se mirent à gesticuler comme des déments. Cependant, le LSD se révéla sans aucune utilité pour « restructurer » le comportement. On essaya de même la mescaline, sans parvenir à reproduire les effets obtenus par les nazis à Dachau. Chaque jour, le désespoir s'installait davantage.

Les chimistes de l'Agence épluchaient de vieux almanachs dans l'espoir de trouver une potion magique qui expliquerait tout ; les archivistes fouillaient les documents de l'Inquisition à la recherche d'indices ; les orientalistes et les arabisants exploraient chacun leur domaine. Mais on ne trouvait rien — pas la moindre indication sur la manière dont les Nord-Coréens obtenaient une coopération aussi étrange, ni sur la technique employée pour la rendre durable. Les psychiatres, les psychologues et les transculturalistes s'accordaient à

penser que la méthode était d'ordre psychologique. Mais comment fonctionnait-elle ? Drogues ? Hypnose ? Tous les prisonniers libérés avaient à leur retour subi des examens physiologiques complets, effectués par les meilleurs neurologues et neurochirurgiens du pays. On n'avait trouvé aucune trace d'intervention chirurgicale. Alors, comment avait-on bien pu agir sur leur cerveau ?

Depuis un an, la polémique se développait au sein de l'Agence. Pour certains, il n'y avait pas de magie : les prisonniers étaient en fait des « communistes latents » dont les croyances profondes avaient été mises au jour par les suggestions de l'ennemi. Les autres rétorquaient que les soldats ainsi reconditionnés avaient souvent été des piliers de leur communauté, conservateurs, chrétiens pratiquants, tout pénétrés des valeurs désuètes de leurs parents. On ne pouvait les considérer simplement comme des mécontents qui se seraient révélés à eux-mêmes à la première occasion. Quelque chose de très particulier s'était *effectivement* produit en Corée. Mais quoi ? Qu'est-ce qui avait bien pu les rendre si semblables aux zombies exhibés dans les procès-spectacles soviétiques ? Ceux-là, de toute évidence, avaient été drogués. Mais chez les anciens combattants, cela était loin d'être prouvé : les analyses sanguines s'étaient révélées négatives. Existait-il donc en Corée du Nord une drogue dont l'Occident ignorait tout ? Ou bien s'agissait-il encore d'autre chose ? Les archivistes de l'Agence épluchèrent à la loupe des documents relatifs à la révolution russe et les minutes des procès de criminels de guerre tenus à Nuremberg et à Tokyo. On trouva d'amples preuves d'horribles traitements infligés à des prisonniers, mais rien qui suggérât que les Russes, les nazis ou les Japonais fussent jamais parvenus à laver le cerveau de leurs victimes.

On noircit des tonnes de papiers de théories éphémères. Finalement, Dulles arriva à la conclusion que le seul moyen était de répéter toutes les expériences que les communistes avaient pu tenter. C'était seulement en découvrant les méthodes employées qu'on pourrait éventuellement mettre au point un antidote. Mais pour conduire des expériences cliniques de cet ordre, il fallait, parmi bien d'autres choses, un hôpital et des patients.

Pendant des mois, attendant la confirmation de sa nomination à la direction de l'Agence, Dulles hésita. Pour lui comme pour la CIA, les risques étaient énormes. S'il venait à transpirer que le gouvernement des Etats-Unis avait subventionné des expériences qui foulaient aux pieds l'éthique médicale la plus élémentaire, c'en serait fini de sa brillante carrière. Dans un cas pareil, même John

Foster ne pourrait rien. Il serait renvoyé sans qu'on lui laisse l'issue plus honorable de la démission. La même presse qui avait contribué à faire de lui une légende vivante le traînerait dans la boue. Oubliés, tous les triomphes passés, les gouvernements étrangers habilement manipulés, les dictateurs et les souverains renversés, la toute-puissance de l'Agence établie du cap Horn au cercle arctique. Tout cela compterait pour rien s'il était établi qu'il avait autorisé des essais de lavage de cerveau sur des Américains.

Pourtant, Dulles se laissa emporter par son audace naturelle, qui confinait parfois à la témérité. Progressivement, tous ses doutes se résumèrent à une seule question : *était-il indispensable que les cobayes fussent américains ?* Voilà le problème qui avait provoqué les petits signes notés par Clover.

Comme d'habitude, ce qu'elle craignait était arrivé. L'assistance s'était dispersée en petits groupes repliés sur eux-mêmes. Sous un portrait de son beau-père raide dans sa redingote de clergyman — le révérend Allen Macy Dulles avait été pasteur presbytérien à New York et s'était fait remarquer dans la famille en émettant quelques doutes sur l'Immaculée Conception — se tenait ce que Clover avait surnommé « l'équipe première ». Elle connaissait de nom certains de ses membres dont elle savait qu'ils jouissaient de l'affection de son mari, mais ignorait tout de leurs activités. Le Dr Sydney Gottlieb, pied-bot de naissance comme Dulles, en outre affligé de bégaiement, avait compensé son infirmité physique en pratiquant les danses folkloriques et s'était débarrassé de son bégaiement à force de volonté. Il possédait dans le Maryland une propriété de sept hectares où il séjournait dans une ancienne case d'esclave et élevait des chèvres. Clover savait que c'était un chimiste diplômé de l'Institut universitaire de technologie de Californie ; elle aurait été étonnée, et peut-être effrayée, d'apprendre qu'il passait une partie de son temps dans les jungles d'Amérique latine à la recherche de poisons indécelables destinés aux agents de terrain. Avec lui, il y avait Richard Helms, qui aimait à impressionner son monde en laissant négligemment tomber qu'il avait fait Le Rosey, une école privée suisse qu'avait fréquentée le chah d'Iran, et qu'à l'époque où il était correspondant de l'United Press à Berlin, il avait obtenu de Hitler une interview particulièrement sincère. Elle aurait probablement été plus surprise encore si elle avait su que le Helms qui parlait d'une voix si douce était très concerné par le problème qui préoccupait son mari. Autour de ces deux hommes, il y avait d'autres hommes et femmes de l'Agence dont le nom lui

échappait. Elle ne resituait guère que le Dr James Monroe, parce qu'il était l'un des membres les plus courtois de l'organisation, où l'on était généralement froid, voire franchement distant. Monroe, lui, était toujours cordial, ne manquant jamais de la complimenter sur sa toilette ou l'agencement du buffet. Pour elle, c'était l'hôte idéal. Elle aurait été complètement stupéfaite d'apprendre qu'il occupait ses journées à chercher un moyen efficace de détruire et reconstruire des consciences.

Clover ne se souciait pas de se mêler à la conversation. Lorsque dans le passé il lui était arrivé de le faire, elle avait été agacée de les voir s'interrompre au milieu d'une phrase pour se lancer dans des potins futiles, ce qu'elle détestait par-dessus tout. Dans ces moments-là, elle se sentait étrangère dans sa propre maison. Cette réception-là, cependant, était manifestement une grande réussite. Les couples faisaient la queue au buffet et quittaient la salle à manger avec des assiettes chargées de victuailles. C'était un dîner-buffet, si bien que l'on continuait de boire tout en mangeant. Pour sa part, elle ne touchait à rien. Elle attendait toujours le départ du dernier invité pour se mettre à picorer quelques restes. Soudain, ne voyant plus son mari, elle se demanda avec un serrement de cœur si après tout il ne s'était pas éclipsé à l'étage avec une femme. Mais il était bien là, au milieu d'un autre groupe.

Deux des hommes étaient bien connus d'elle. Le Dr Harold Wolff, petit homme fluet, mais l'une des personnalités les plus fortes qu'elle eût jamais rencontrées, parlait avec gravité ; même Allen ne se serait jamais avisé de lui couper la parole. Sommité nationale dans le domaine de la neurologie, il exerçait au Cornell University Medical College de New York, mais pour Clover, c'était surtout l'homme qui soignait avec succès la blessure de son fils. Près de lui, se tenait le Dr Cameron. Ce dernier en imposait, et pas seulement à cause de sa haute taille. Lorsqu'il ne parlait pas, ses yeux d'un bleu délavé fixaient intensément l'interlocuteur ; il pouvait rester à ce point immobile que pas un pli ne venait déranger l'ordonnance de son costume bleu de grande facture : Clover ne se souvenait pas de l'avoir vu autrement que dans ce sobre complet sombre. Il parlait avec un léger grasseyement, comme pour rappeler que ses ancêtres s'étaient battus à Culloden, dans les Highlands, alors que l'Amérique était encore hantée par les Indiens. Il la saluait en arrivant avec beaucoup de courtoisie, mais à mesure que la soirée s'avançait, toutes les femmes, pour lui, devenaient « ma petite ». Sans qu'elle sût pourquoi, il lui laissait toujours une impression de malaise.

Cameron était venu avec un autre psychiatre, un Anglais, qui lui rappela qu'ils s'étaient déjà rencontrés à un banquet de l'Association des psychiatres américains. Le nom, alors, lui revint : Dr William Sargant. Le *Post* avait publié un entrefilet indiquant qu'il était en ville à l'occasion d'une conférence médicale. Là encore, elle aurait été bien étonnée d'apprendre que derrière le visage volontaire se cachait un homme que son mari considérait comme le meilleur spécialiste médical britannique dans le domaine de l'extorsion d'aveux.

Bien sûr, elle savait encore moins que le Dr Sargant n'approuvait pas toutes les techniques mises en œuvre par Cameron, par exemple celle consistant à endormir des sujets pendant des semaines en leur infligeant des électrochocs, souvent deux fois par jour, dans l'espoir de « restructurer » leur esprit. Sargant avait vigoureusement exprimé sa réprobation devant de telles pratiques — « délire médical », avait-il dit. Pourtant, malgré ces désaccords, les deux psychiatres anglo-saxons les plus renommés demeuraient les meilleurs amis du monde, partageant souvent les résultats de leurs travaux dans le domaine des maladies mentales — et quelquefois échangeant des informations sur les sources de financement possibles avant qu'elles ne tombent dans le domaine public ; ce genre de considérations n'est pas à dédaigner dans un domaine où la chasse aux subventions est un combat de tous les jours.

Comme la plupart des soirées du Tout-Washington, celle des Dulles s'acheva vers dix heures et demie ; au gouvernement, on se couche tôt, et on se lève de même. C'est pourquoi Clover fut surprise de voir son mari entraîner les Drs Wolff et Cameron vers son bureau, après avoir trouvé un invité pour raccompagner Sargant à son hôtel. Monroe, Gottlieb et Richard Helms vinrent bientôt les rejoindre.

Après avoir grignoté quelques bouchées pendant que Natalie donnait ses ordres aux extras qui remettaient les lieux en ordre, Clover se retira dans sa chambre, ignorant que son mari avait trouvé la solution à son problème. Les médecins de l'Agence continueraient de faire de graves entorses à leur serment solennel ; les méthodes audacieuses et parfois fatales ne cesseraient pas ; ils prendraient la responsabilité directe ou indirecte d'expériences menées jusqu'à un stade « terminal » — c'est-à-dire de meurtres médicaux perpétrés sous le couvert de la CIA. Mais le directeur avait décidé qu'il n'était pas besoin d'Américains pour ces essais en grandeur réelle qu'il se proposait de mettre sur pied et de financer dans l'espoir de découvrir le secret du contrôle des consciences. Il avait regardé vers le nord, au-

delà de la frontière, vers le Canada, Montréal et le Dr Ewen Cameron. Le psychiatre et ses malheureux patients canadiens seraient les porte-drapeaux de l'Agence dans les territoires inconnus de la manipulation de la mémoire, de la modification de la personnalité et de la perturbation de l'esprit.

6

Absence de doutes

Elle s'éveilla, certaine de s'être levée dans son sommeil pour aller tourner le bouton du radiateur, bien qu'on fût au mois de juin. Voilà pourquoi les draps étaient humides et froissés. Elle avait pourtant froid dans sa chemise de nuit que la transpiration plaquait sur sa peau. Sur la table de chevet, le radio-réveil, un cadeau d'Eddie pour ses vingt-sept ans, se mit en marche au moment fixé, quelques minutes avant six heures du matin. Madeleine Smith avait été animatrice dans une station de radio locale jusqu'au jour où elle avait refusé de pénétrer dans un studio parce que des gnomes étaient assis sur le micro. Elle s'était enfuie en courant. Deux ans s'étaient passés, sans qu'elle reprît jamais son poste.

Désormais, il ne lui était plus possible de dormir après six heures, et bien souvent ce moment la trouvait déjà à demi éveillée, écoutant à travers le brouillard de la drogue la voix du présentateur qui donnait les nouvelles. C'était celui qui était de service le jour où elle s'était trouvée paralysée. Il lui avait souri avec sympathie, disant que malgré ses années d'expérience il lui arrivait aussi d'avoir des moments de panique soudaine. Quand il avait changé de station, elle l'avait suivi en tournant le bouton du récepteur. Elle ne savait pas pourquoi, pas plus qu'elle n'aurait pu expliquer l'urgence intérieure irrésistible qui la poussait à se lever pour entamer une nouvelle journée qu'elle passerait à errer dans l'appartement en fouillant partout après le départ d'Eddie pour son travail. Elle avait tenté d'expliquer au Dr Cameron que c'était comme un puissant ressort enfoui au plus profond d'elle-même.

Le Dr Cameron, assis avec raideur dans son fauteuil à haut dossier de l'autre côté du bureau immaculé, l'avait regardée sans un mot, attendant qu'elle poursuivît. « Alors, petite, finit-il par demander, avez-vous autre chose à dire ? » Elle avait secoué la tête, et il avait

attendu un moment encore, pour être bien sûr, avant de lui indiquer la porte du bureau. Comme elle traversait la large pièce, elle l'entendit qui commençait à parler dans le dictaphone. Elle ne comprenait pas les paroles, mais le ton en était révélateur : d'une manière ou d'une autre, elle l'avait encore irrité. Mais comment aurait-elle pu expliquer qu'elle désirait être véritablement une femme pour Eddie, alors que chaque fois qu'il s'approchait d'elle, elle se glaçait d'effroi ; pour accepter qu'il lui fît l'amour, il lui fallait imaginer qu'il était son père, ou parfois l'un des gnomes. De ceux-là, elle n'avait parlé à personne.

Le Dr Cameron avait prescrit des cachets pour soulager la tension qui pesait sur elle. Trois capsules de Thorazine à deux cents milligrammes au coucher. Eddie les comptait lui-même chaque jour au moment où il était sûr qu'elle était dans son bain, et les déposait près d'un verre de lait chaud sur la table de nuit, avant d'aller replacer le flacon en sécurité dans sa cachette. Ces trois petits cylindres verts ressemblaient pour elle à des chenilles luisantes. Madeleine s'endormait en se demandant où elle pourrait bien fouiller le lendemain à la recherche du flacon. Les gnomes l'y poussaient sans cesse.

La radio annonçait qu'on était le 19 juin 1954, et le grand titre du bulletin d'informations était consacré à l'exécution de Julius et Ethel Rosenberg, condamnés à mort pour avoir livré aux Russes des secrets atomiques. Elle se demanda ce qu'on éprouvait en mourant sur la chaise électrique. Etait-ce plus rapide qu'avec les cachets ? Elle aurait bien voulu essayer, mais les gnomes l'y autoriseraient-ils ?

Parfois ils lui faisaient peur. Alors, elle se refusait à les entendre et les pourchassait de pièce en pièce en brandissant une serpillière, dans l'espoir de les chasser hors de chez elle. Mais ils étaient très rusés, tout comme Eddie qui parvenait toujours à dissimuler le flacon de capsules. Elle ne trouvait jamais ni les uns ni l'autre. Vaincue, Madeleine laissait alors les gnomes reprendre possession de son esprit.

Vêtu de son seul caleçon, hâlé par les week-ends passés sur leur balcon dominant la ville, Eddie dormait en chien de fusil de son côté du lit. Même dans son sommeil, avait-elle dit à Cameron, il respirait la force. Quand il rentrait après une longue journée passée à visiter toutes les quincailleries de Montréal et des environs, il était épuisé et affamé. Elle avait été bien trop occupée à fouiller l'appartement de fond en comble pour trouver le temps de faire à dîner, mais, même là, il ne songeait pas à se plaindre. Au contraire, il la serrait étroitement dans ses bras, tandis que, bouleversée, elle essayait de trouver des larmes qui ne montaient jamais. Quelque chose semblait les bloquer juste derrière ses yeux, comme restaient bloquées dans sa gorge, même

en ces moments, les paroles avec lesquelles elle aurait voulu lui parler de ses sentiments pour son père. Alors, pour bannir ces pensées, il lui venait le désir de se fondre dans le corps d'Eddie. Mais au premier geste un peu précis, elle s'arrachait à lui, prise de panique. C'est dans ces instants-là, en effet, qu'elle se sentait le plus coupable d'infidélité à son père.

Eddie préparait alors le repas, le plus souvent en ouvrant des boîtes de conserve, et ils s'installaient devant le téléviseur, un plateau sur les genoux. Pendant qu'il débarrassait, elle essayait de se concentrer sur les images qui traversaient l'écran. Mais c'était difficile, surtout lorsque les gnomes venaient danser la sarabande sur le haut du récepteur. Une fois, elle avait ri si bruyamment au spectacle de leurs cabrioles qu'Eddie était revenu de la cuisine et l'avait regardée d'un air intrigué ; le film du jour était une sombre histoire criminelle.

Chaque soir vers neuf heures, droguée et épuisée, elle sombrait dans un sommeil qui mettait fin à une journée pareille à toutes les autres.

Madeleine se rappelait à présent pourquoi son côté du lit était aussi humide. Un de ses anciens cauchemars était revenu ; on l'enfermait dans un four où elle rôtissait à petit feu. Elle était toujours parvenue à ouvrir la porte d'un coup de pied au moment où la graisse commençait à suinter de sa peau. Elle s'éveillait alors, tremblante et trempée de sueur. Elle avait parlé de ce rêve au Dr Cameron, qui lui avait alors posé une rafale de questions. Qui l'avait enfermée dans le four ? Au moment du réveil, avait-elle entendu quelque chose, une déflagration, un hurlement, un bourdonnement, un bruit de ferraille, un coup de feu, un craquement de tonnerre, une musique, des pleurs ou des rires ? Elle avait secoué la tête, et il avait continué. Avait-elle entendu des murmures, une ou des voix s'adressant à elle, des gens invisibles dont elle sentait pourtant la présence ? Tout en l'interrogeant, il ne cessait de la fixer des yeux, comme si son regard pouvait pénétrer les replis de sa conscience. Dans un instant d'angoisse, elle craignit qu'il ne découvrît tout des gnomes et de leurs discours. Se réfugiant dans le silence, elle le dévisagea en retour, se persuadant que les gnomes avaient élevé sur le bureau un invisible mur protecteur. Les questions se poursuivaient : lui était-il jamais arrivé, par exemple, de s'imaginer giflée par une pluie brûlante, dévorée par le feu ou percée de balles ? Elle avait secoué la tête, surprise par ces questions. Une fois révolues les cinquante minutes qu'il lui accordait à chaque entretien, il avait saisi son microphone.

Le téléphone posé près d'Eddie se mit à sonner : six heures et demie. Andy, son frère, l'appelait toujours à cette heure-là, pour

s'assurer qu'il serait prêt à temps pour entamer la tournée du jour. Elle détestait cette sonnerie, persuadée qu'elle mettait en colère les gnomes dont la fureur montait pendant qu'Eddie se rasait et s'habillait avant de quitter l'appartement après un baiser rapide, non sans avoir déposé à côté d'un verre d'eau sur la table de la cuisine la dose quotidienne de cachets.

Après que Madeleine les eut tous avalés, elle se remit une fois de plus à vider placards et tiroirs à la recherche du flacon. Vêtus de leurs longues robes grises, marchant pieds nus sur un tapis de brume, les gnomes la suivaient partout, se tenant sans effort sur le moulin à café, avant de faire un triple saut jusque sur l'égouttoir puis de se mettre à sautiller d'un pot à épices à l'autre, répétant sans cesse sur un ton railleur qu'elle ne trouverait jamais. De rage, elle renversa tous les tiroirs, jusqu'à ce que le sol de la cuisine ne fût plus qu'un amoncellement de couverts, de vaisselle et de vieilles factures. Aucune trace du flacon. Madeleine se dirigea vers le living-room.

Les gnomes étaient là, assis sur le grand miroir au cadre de bois accroché au-dessus de la fausse cheminée. C'était un cadeau de mariage de ses parents ; le lourd cadre de chêne ciselé aurait été mieux à sa place dans une grande maison de Redpath Crescent que dans cet appartement du centre ville. Elle se dirigea vers lui, mais le plus âgé des gnomes, celui dont la barbe commençait juste sous l'œil énorme situé à la place de la bouche, se mit à agiter ses bras comme pour la dissuader d'avancer.

Elle avait du mal à distinguer les uns des autres les personnages assis en rang sur le haut du miroir. Leurs visages étaient identiques ; pas de nez ni de bouche, seulement cet œil solitaire qui ne cillait jamais au-dessus du menton arrondi ; ils étaient tous coiffés au bol comme des moines. Elle avait décidé que la longueur de la barbe indiquait leur âge, depuis le bouc du plus jeune jusqu'à celle du plus vieux qui lui tombait jusqu'aux pieds.

Dans le passé, elle les avait suppliés de l'aider dans ses recherches, mais ils n'avaient fait que persifler davantage, piaillant qu'elle ne pouvait rien pour elle-même, et qu'elle ne présentait aucun intérêt pour personne. Elle sentit se tendre son ressort intérieur. La pièce s'éclaircit, non sous les rayons du soleil matinal, mais sous l'empire de la lumineuse certitude qui s'emparait d'elle : le flacon était là, tout proche.

Madeleine commença par sortir de leur rayon des livres en similicuir ; chacun portait, estampé en doré, le dessin d'une feuille et un titre d'une œuvre de William Shakespeare. C'était un prix reçu à la

fin de sa dernière année scolaire. Le flacon n'était pas là. Elle se tourna vers l'étagère qui supportait les manuels qu'avait utilisés Eddie lorsqu'il suivait des cours de commerce. Elle les laissa tomber sur le tapis, écoutant le bruit mat de leur chute et fixant les pages voletant dans l'espace. Cette étagère une fois vide, elle s'en prit à une troisième, puis à une quatrième, répandant sur le sol les éditions club, les romans d'occasion qu'elle avait achetés ainsi que les policiers qu'aimait Eddie. Bientôt, tous les rayons furent vides, mais il n'y avait toujours pas de flacon.

Assis sur l'étagère supérieure, les gnomes s'esclaffaient, répétant que si elle n'était même pas capable de trouver un simple flacon, comment pouvait-elle s'imaginer être autre chose qu'une bonne à rien.

Lors d'une de leurs premières séances, le Dr Cameron lui avait demandé si elle s'aimait elle-même, ou si elle sentait que cela lui était impossible. Peut-être était-elle la victime de quelque terrible complot ? Elle avait levé vers lui des yeux étonnés. Il avait poursuivi en demandant si elle avait jamais eu l'impression que des gens comme les juifs ou les bonnes sœurs de son école l'avaient persécutée, moquée ou calomniée, voire menacée au point qu'elle aurait pu craindre la torture. Elle avait secoué la tête, faisant voleter ses boucles brunes. Ce jour-là, il n'avait rien dit dans son dictaphone mais lui avait affirmé qu'elle devait entrer à l'hôpital. « Mon petit, c'est le seul moyen pour qu'on puisse vous remettre d'aplomb un jour. » Elle ne l'avait pas cru ; elle ne le croyait pas davantage à présent.

Les gnomes n'avaient pas cessé de glousser. S'ouvrant à coups de pied un chemin à travers les livres répandus par terre, elle se dirigea vers la vitrine où était exposé un autre cadeau de mariage de ses parents : une collection de figurines en porcelaine que son père avait achetées avant de quitter le Japon à la fin de la guerre. Il les lui avait promises pour son mariage, sans se douter un seul instant que pour elle aucun homme n'arriverait jamais à sa hauteur.

Le flacon est forcément derrière les poupées. Les paroles des gnomes se faisaient de plus en plus précipitées, se frayant un chemin silencieux dans sa tête. *Derrière les poupées.* Se détournant de la vitrine, une figurine à la main, Madeleine fut gagnée par le besoin soudain et irrépressible d'endiguer le flot des mots. Lèvres serrées, mains plaquées sur les oreilles, elle tenta de stopper l'insupportable leitmotiv. *Derrière les poupées.*

La figurine était par terre, en miettes. Il y eut un moment de

silence — un moment long et terrible où Madeleine, baissant les yeux, prit conscience de son acte. Cassée, la poupée, brisée l'une des poupées de son père.

Soudain, avec un regain de fureur, le chœur se remit en branle. *Casse-les toutes ! Casse-les toutes ! Casse-les !*

Elle demeura figée devant la vitrine, frissonnant dans sa chemise de nuit. Les hurlements lui vrillaient la tête. *Casse-les toutes ! Casse-les !*

Elle s'avança et, balayant du bras l'étagère, précipita les figurines contre les parois. Avisant quelques rescapées, elle les saisit nerveusement et les jeta avec force contre le miroir dont la glace s'étoila. Alors, comme une poupée de chiffon, elle s'effondra sur le sol, mêlant ses larmes aux débris de porcelaine qui jonchaient le tapis.

Finalement, le sommeil vint.

Elle fut réveillée par une voix venue de la radio. Une femme parlait d'une nouvelle découverte scientifique : il y avait un rapport entre le tabac et les maladies cardiaques. Les gnomes lui rappelèrent qu'elle ne pouvait pas s'enfumer à mort, mais qu'il lui était toujours possible de retrouver la sérénité si elle parvenait à dénicher le flacon.

Elle s'arracha du sol pour gagner la chambre à coucher. Le téléphone sonnait. D'un coup d'œil à sa montre, elle vit qu'il était presque une heure. Eddie avait dû appeler deux fois depuis qu'elle s'était endormie, il appelait toujours à neuf heures et à onze heures pour prendre de ses nouvelles. Elle saisit le récepteur et perçut le soulagement dans la voix de son mari. Il parlait ; elle écoutait. Si elle le voulait, il pourrait abréger sa journée et rentrer plus tôt. Entre-temps, elle ferait bien d'appeler sa mère pour lui demander de venir.

Non ! Le mot vrilla son crâne : *Non ! Non ! Non !* Elle haïssait sa mère, qui avait toujours été un obstacle entre elle et son père.

Eddie lui répéta une fois de plus qu'il l'aimait et demanda encore si tout allait bien ; elle le rassura sur ses sentiments et lui affirma qu'elle était en pleine forme, puis raccrocha. Il rappellerait à trois heures. Cela lui laissait deux heures de tranquillité. Conscients de sa résolution toute neuve, les gnomes avaient cessé de ricaner. Bien plus, ils l'encouragèrent à rester calme et à réfléchir logiquement, en procédant par étapes — ainsi, elle trouverait certainement le flacon.

Avant de lui prescrire les cachets, le Dr Cameron avait posé quelques questions. Avait-elle jamais eu l'impression d'avoir envie de se tuer ? Avait-elle jamais entendu quelqu'un lui conseiller de le faire ? En dehors de ce cauchemar, faisait-elle d'autres rêves de mort ? Pensait-elle qu'il serait agréable de mourir ? Estimait-elle, comme une « brave petite catholique », que si elle s'ôtait la vie, elle irait en enfer ?

A chaque question, elle avait secoué la tête.

Après l'avoir fixée une dernière fois, il avait rédigé l'ordonnance. Et alors, au moment où elle avait l'impression qu'il était prêt à lui faire confiance, il avait insisté pour qu'Eddie l'appelle. L'oreille collée contre la porte close de la chambre à coucher, elle avait entendu des lambeaux de la conversation. « Je me rends parfaitement compte que c'est un risque que nous devons prendre... Je m'assurerai qu'ils restent en lieu sûr... »

De plus en plus déterminée, Madeleine balaya la chambre du regard. Elle allait entreprendre une fouille systématique. En équilibre sur un escabeau pris dans la salle de bains, elle fit courir ses mains sur la surface poussiéreuse du dessus de la penderie. Rien. Elle visita ensuite le désordre des chaussures et des sacs à main, examinant un à un chaque article. Rien. Elle se mit ensuite à vérifier tous les vêtements, explorant soigneusement chaque poche. Toujours rien. A l'une des extrémités de la tringle, recouvert d'une housse de plastique, pendait le tailleur qu'elle avait porté pour leur lune de miel à Vancouver, à quatre mille kilomètres de train de là ; chacun de ces kilomètres parcourus avait été un enchantement. Elle releva la housse et tâta l'étoffe. Toujours rien. Elle allait se détourner, lorsqu'elle avisa une ficelle accrochée au cintre ; tirant dessus, elle mit au jour un sac en papier qui pendait à l'intérieur de la veste. Elle ouvrit.

Madeleine avait enfin trouvé.

Derrière elle, elle perçut le soupir de satisfaction et de soulagement poussé par les gnomes. Elle examina le flacon, le retournant dans sa main, puis l'exposa à la lumière en le secouant pour faire danser les capsules entre les parois de verre. Flottant légèrement, les gnomes l'entourèrent alors et se mirent à crier sur l'air des lampions : « Vas-y ! Vas-y ! Avale-les ! Avale-les ! Avale-les toutes ! »

« Non ! » Le cri de Madeleine fit taire les voix dans sa tête. Elle s'effondra sur le sol, les yeux rivés sur le flacon. Les gnomes lui dirent que rien ne devait la faire fléchir. Son cœur se mit à battre, si rapidement qu'elle se sentit défaillir.

Quand il l'avait vue pour la première fois après qu'un interne eut procédé à un examen physique, le Dr Cameron avait jeté un coup d'œil sur les résultats et lui avait parlé de son poids. Avait-il de grandes variations ? Lui arrivait-il d'être soudain prise de chaleur et de transpiration ? Souffrait-elle de crises de constipation suivies de diarrhées ? Il avait examiné ses poignets, la paume de ses mains et la plante de ses pieds. Il lui avait aussi parlé de ses règles. Etaient-elles

irrégulières et faibles ? Il avait posé beaucoup de questions, et elle avait répondu à toutes.

Madeleine gagna la salle de bains pour se rafraîchir le visage et se recoiffer. Elle se débarrassa ensuite de sa chemise de nuit qu'elle laissa tomber dans le panier à linge derrière la porte. Elle se sentait parfaitement calme. Il fallait faire un mot pour Eddie. Elle se rendit dans la cuisine. Des larmes lui venaient aux yeux. Ainsi, tout compte fait, elle pouvait encore pleurer. C'était merveilleux. Elle s'assit au comptoir sur lequel elle prenait le petit déjeuner avec Eddie et prit une feuille de papier sur la pile qu'il gardait dans la cuisine pour griffonner quelques détails sur des clients à suivre ou noter des commandes à passer au siège.

Lors de cette première consultation, le Dr Cameron lui avait fait copier un passage d'un livre. Elle lui avait demandé pourquoi, et il l'avait regardée de ses yeux fixes qu'entourait l'épaisse monture de corne de ses lunettes : « Faites ce que je vous dis, mon petit. » Il l'avait regardée écrire en silence, puis avait examiné le résultat pendant un temps qui lui parut interminable. Finalement, il lui demanda s'il y avait longtemps qu'elle écrivait ainsi, avec des fioritures pour les capitales, des mots abrégés, et d'autres carrément omis. Elle était restée muette, et il n'avait pas insisté.

Madeleine fixait la feuille de papier. Elle savait ce qu'elle voulait dire, mais les mots ne venaient pas. Elle se mit à griffonner : la feuille fut bientôt recouverte de fleurs, de soleils et, pour finir, de flammes. Des mots vinrent enfin par-dessus les dessins. « Cher Eddie, je suis contente que tu veuilles... » S'empêtrant toujours, elle essaya encore : « Cher contente, tu veuilles être Eddie... » et finit par écrire « Tu cher, je Eddie... »

Les gnomes se mirent une fois de plus à ricaner. *Tu ne peux pas ! Tu ne peux pas ! Tu ne peux pas !*

Laissant tomber le stylo, Madeleine saisit le flacon, alla remplir un verre d'eau au robinet et le déposa sur la paillasse. Elle dévissa le bouchon du flacon et versa dans sa main une pleine poignée de capsules. Groupés derrière le verre, les gnomes l'observaient avec attention, comme l'avait fait le Dr Cameron. D'un geste sans appel, elle fourra les capsules dans sa bouche, mordant les enveloppes de plastique dans sa hâte de tout avaler. Elle fit passer le tout avec le verre d'eau et recommença l'opération jusqu'à épuisement du flacon. Elle gardait un goût amer dans la bouche et sentait les parcelles de plastique insinuées dans les interstices de ses dents.

Les gnomes étaient partis. Elle se trouva soudain terriblement seule

et fut prise de frayeur. Ce n'était pas une *tentative ; c'était pour de bon.* Elle allait mourir.

Elle regagna sa chambre et s'allongea sur le lit, les yeux clos, imaginant ce qui se passait en elle, le poison se répandant dans son corps et son cerveau, l'apaisant d'abord, avant de mettre définitivement fin à toute douleur. Une sonnerie retentit. Elle était lourde et ensommeillée. Le bruit semblait lui parvenir de très loin. Elle avait l'impression que son cerveau se desséchait et se racornissait jusqu'à prendre la taille d'un petit pois. La sonnerie s'était interrompue. Elle sombra.

Voilà pourquoi elle avait l'impression d'être si bizarre. C'était l'antichambre de la mort. Mais pourquoi la secouait-on ainsi, faisant bringueballer le petit pois dans sa tête ? Impossible d'ouvrir les yeux. Il y avait des voix, pas celles des gnomes, mais tout aussi impératives. Celle d'Eddie, toute proche, et d'autres, étrangères. Elle perçut des mains qui la soulevaient de son lit et l'allongeaient sur une civière. On l'emportait à pas précipités hors de l'appartement, et elle entendit les débris épars dans le living-room craquer sous les semelles. Dans l'ascenseur, Eddie, agenouillé et la tenant par la main, ne savait que répéter : « Pourquoi ? Pourquoi as-tu fait ça ? » Et dans la rue, d'autres voix encore, effrayées ou surprises, demandaient si elle était morte.

On monta Madeleine dans l'ambulance. Eddie grimpa à côté d'elle et de l'infirmier. Le chauffeur déclencha la sirène et le véhicule se lança avec toute la vitesse possible dans la circulation de cette fin d'après-midi vers le Allan Memorial Institute sur les premières pentes du mont Royal, une colline qui se découpe avec netteté sur le ciel du centre ville de Montréal. Sortie de l'ambulance et chargée sur un chariot roulant, Madeleine fut rapidement conduite en salle d'urgence, où on la déposa sur une table garnie de draps. On lui attacha les jambes et les bras. Un médecin lui enfonça un long tube dans la gorge et commença le lavage d'estomac. Quand il eut terminé, il téléphona au Dr Cameron.

Bien avant d'avoir appris à connaître les 17-cétostéroïdes, l'action dynamique spécifique des protéines, les caprices de l'onde T, l'intervalle P-R, le facteur rhésus, la splanchnicétomie, l'électro-encéphalographie, le taux de sulfamides du sang, les diverses souches et espèces de pneumocoques et streptocoques, Mary Matilda Morrow aspirait à devenir médecin. Elle voulait être respectée, admirée et aimée comme son père l'avait été de ses patients.

C'est avec son encouragement qu'elle avait étudié l'histoire de la

médecine au siècle passé au cours duquel les grandes avancées avaient été faites, particulièrement à partir de 1846, date de la découverte des anesthésiques qui ouvraient la voie à la chirurgie indolore. Pour son père, avant cette époque, il n'y avait eu qu'ignorance, tortures et vains tâtonnements dans les ténèbres. Ses lectures sur la première opération effectuée sous gaz anesthésiant au Massachusetts General Hospital de Boston, aussi bien que sur l'identification par Pasteur des microbes tueurs et l'idée de pulvériser du phénol dans les salles d'opération — première étape de progrès encore plus importants dans les normes chirurgicales, appliquée pour la première fois par Joseph Lister — l'avaient confortée dans sa conviction qu'il ne saurait y avoir pour elle d'autre carrière que médicale. Le soir, après les corvées domestiques, elle se plongeait dans l'étude du caractère, du style de vie et des habitudes de ces héroïques pionniers de la médecine qui n'hésitaient jamais à se lancer dans d'ardentes polémiques pour défendre leurs idées. L'adolescente de quatorze ans n'avait rien laissé perdre de la leçon paternelle.

Plus tard, un autre fait s'imposa à elle. Alors que la chirurgie et les autres disciplines de la profession étaient d'un bon niveau à Montréal, il n'en allait pas de même dans le domaine des maladies mentales où la situation était aussi déplorable que dans le reste du Canada. Les deux grands asiles psychiatriques de la ville étaient le Verdun Protestant Hospital et le St. Jean de Dieu Hospital pour les catholiques, un établissement si vaste qu'il possédait son propre chemin de fer intérieur pour transporter les pensionnaires d'un bâtiment-dépotoir à l'autre. Son père lui avait expliqué qu'on n'y appliquait pratiquement aucun traitement et que l'Etat n'allouait que soixante-quinze cents par jour et par personne pour les vêtements, la nourriture et le chauffage.

La vocation de Mary en fut renforcée, même si cela signifiait qu'il lui faudrait travailler dans un de ces sinistres bâtiments de pierre grise. Elle ne doutait pas que tout comme des hommes avaient cent ans plus tôt fait en sorte que les salles d'opération ne ressemblent plus à des abattoirs, d'autres allaient venir qui accompliraient la même œuvre pour la psychiatrie et ses disciplines annexes, la neurologie et la neuro-anatomie.

Les choses n'allèrent pas tout à fait comme elle l'avait espéré. Sa famille ne pouvant faire face aux frais de scolarité d'une école de médecine, Mary dut d'abord se contenter de suivre des cours d'infirmière. Elle était en seconde année lorsqu'une violente polémique comme il en éclatait périodiquement vint secouer les milieux médicaux de Montréal. Un petit hôpital psychiatrique avait ouvert ses

portes en plein centre ville, parmi les élégantes résidences d'importants hommes d'affaires et de médecins. C'est ainsi qu'elle entendit pour la première fois parler du Allan Memorial Institute et de son directeur, le Dr Cameron, récemment arrivé des Etats-Unis. Ce qui indignait le voisinage, c'était l'absence de barreaux et de verrous. Il semblait que les patients pouvaient aller et venir à leur gré. Dans une communauté qui avait à l'égard des malades mentaux une attitude fortement empreinte de morale victorienne — cache-les à ma vue, chasse-les de mon esprit —, c'était là une initiative dangereuse et irresponsable ; on imaginait déjà les fous se ruer dans les rues, terroriser les passants et dévaloriser du même coup le patrimoine immobilier du quartier. Pour sa part, Mary avait estimé que la suppression des barreaux et des verrous était une bonne idée.

A force d'économies, elle était parvenue à entrer dans la plus prestigieuse faculté de médecine du Canada, celle de l'université McGill de Montréal dont elle fut diplômée en 1951. Comme elle se l'avouait parfois, réussir sa vie était pour elle une obsession — mais après tout, il en avait souvent été ainsi pour les héros de la médecine.

En ce matin de septembre 1955 — alors que la presse, la radio et la télévision ne parlaient que de ce qui se passait de l'autre côté de la frontière, où le racisme s'étendait comme une gangrène honteuse dans le sud des Etats-Unis, les Noirs réclamant de plus en plus fort leurs droits constitutionnels —, le Dr Morrow se fit la réflexion que ce que disait son père de Montréal était toujours vrai : toute proche de Québec, c'était une de ces villes du Canada où pour progresser un médecin devait connaître aussi bien son rosaire que l'art d'interpréter les chiffres d'un tensiomètre. Non seulement l'Eglise catholique régnait matériellement sur la ville en tant que plus important propriétaire immobilier, mais en outre elle imprégnait profondément l'esprit des habitants. Nombre des patients que voyait Mary étaient pénétrés de l'angoisse et du remords de se sentir incapables de vivre selon leur foi. Pour la plupart, ils venaient des campagnes environnantes, attirés dans la cité par de hauts salaires. Ils apportaient avec eux toute une vie soumise à l'éducation religieuse ; certains allaient, par exemple, jusqu'à prendre leurs bains en sous-vêtements, pour ne pas commettre de péché en dénudant leurs corps.

Durant sa laborieuse ascension dans la hiérarchie médicale, elle avait été soutenue en partie par une idée de Paracelse selon qui la plus grande qualité d'un médecin devait être la *sapientia,* la sagesse ; sans elle, diplômes et compétences ne signifiaient rien. Cela ne se trouvait pas dans les manuels et avait peu de chances de fleurir au milieu de la

bigoterie, des médisances et des manœuvres de médecins qui savaient parfaitement rédiger des rapports assez subtilement accablants pour qu'elle ait encore plus de peine à se faire accepter. Elle se demandait parfois si leur hostilité et leurs ressentiments ne venaient pas du fait qu'elle avait commencé comme infirmière dans l'hôpital où elle occupait désormais un poste de neurologue : St. Mary's, l'un des centres hospitalo-universitaires catholiques de la ville.

Le fonctionnement du cerveau et du système nerveux continuait de la fasciner. Elle espérait un jour apporter sa contribution personnelle à une meilleure compréhension du système limbique, qui contrôle les émotions et le processus d'apprentissage, du cervelet, responsable de tous les mouvements musculaires, du lobe occipital, qui commande la vue, ou du lobe temporal, dont dépend l'ouïe.

Au cours des quatre années précédentes, elle avait occupé un certain nombre de postes subalternes aux Etats-Unis. Mais le désir de revenir chez elle à Montréal pour préparer le jour tant espéré où on lui confierait un service à St. Mary's avait été le plus fort.

Incomprise de tous, elle continuait de tracer son propre sillon. Elle ne manquait jamais une chance d'accroître ses connaissances et voyait ses patients jusque tard dans la nuit. Aucun médecin de Montréal, sans doute, ne travaillait autant qu'elle. S'il lui arrivait d'être brusque, elle avait peu à peu appris à se contrôler en adoptant face à ses collègues une attitude de froideur impersonnelle.

Elle se posait des questions qui la troublaient de plus en plus sur le traitement des dysfonctions cérébrales. La lobotomie était-elle vraiment la solution ultime ? Chaque année, des milliers de déprimés, de violents, de schizophrènes ou d'alcooliques étaient en dernier recours amputés de leurs lobes frontaux. Aux Etats-Unis, on opérait même ainsi des enfants pour en faire de « bons citoyens américains ». Elle était convaincue qu'il y avait mieux à faire que de trancher grossièrement les deux amygdales, ces agglomérats de cellules des lobes temporaux qui, supposait-on, contrôlaient les réactions émotionnelles. Quant à la technique des électrochocs, qui consistait à envoyer des décharges électriques dans le cerveau bien que personne ne fût encore capable de dire quel était l'effet précis obtenu — elle ne suscitait guère son enthousiasme. Quand elle avait le choix, elle préférait d'autres moyens. Ces méthodes de traitement ne correspondaient pas à l'idée qu'elle se faisait de la façon dont il fallait traiter les patients.

Le Dr Morrow avait récemment accepté un poste à temps partiel au Montreal Neurological Institute, tout en continuant à suivre ses

malades de St. Mary's. Elle poursuivait parallèlement des recherches hautement spécialisées sur l'influx nerveux reçu par les carotides, les artères qui conduisent le sang vers le cerveau. Elle trouvait encore le temps d'assister à des colloques et de lire les publications concernant sa spécialité. Par moments, il lui arrivait d'avoir des crises d'angoisse et de dépression lorsqu'elle se demandait si elle pourrait continuer à supporter longtemps une telle charge de travail.

Le Dr Morrow projetait maintenant de franchir une nouvelle étape dont elle espérait qu'elle l'aiderait à devenir la première femme chef du service de neurologie de St. Mary's. Elle pensait que cette consécration mettrait fin à un « terrible sentiment d'infériorité ». Celui-ci venait du fait que lorsqu'elle faisait venir ses propres patients de St. Mary's au Neurological Institute pour des examens plus approfondis, elle « n'avait aucune autorité sur le traitement ». Or, si elle avait son propre service à St. Mary's, service dont elle entendait qu'il ne manque d'aucun équipement, elle posséderait le contrôle total du processus thérapeutique. Alors seulement s'évanouirait ce débilitant sentiment d'échec. Le problème de son avenir avait commencé à devenir une véritable obsession.

Elle décida que le meilleur moyen de réaliser ses ambitions était d'ajouter la psychiatrie à ses autres spécialités. St. Mary's ne pourrait alors faire autrement que de reconnaître son talent exceptionnel et lui confierait un service. Elle résolut de préparer son diplôme de psychiatrie sous la direction du Dr Cameron. Des conférences que ce dernier avait tenues devant les étudiants en médecine sur les rudiments de la psychiatrie, elle ne se rappelait que sa façon d'arpenter la salle. Il semblait nerveux et incapable de se faire véritablement comprendre. Pourtant, elle avait récemment lu quelques-uns de ses articles, et les avait trouvés bien enlevés et convaincants, et par moments presque messianiques. Il était évident qu'il considérait la psychiatrie comme la nouvelle religion de la médecine.

Ainsi encouragée, et croyant qu'elle avait sans doute méjugé le Dr Cameron, elle attendait avec impatience de rejoindre son équipe. En outre, il lui avait bien fallu admettre qu'en une seule décennie, il avait fait de l'Allan Memorial Institute le centre d'enseignement psychiatrique le plus réputé d'Amérique du Nord, et même du monde selon certains. Il y avait un laboratoire de recherches sur le comportement, spécialisé dans l'étude des réactions humaines au moyen d'enregistrements audiovisuels. Le service de thérapie expérimentale était dirigé par le Dr Robert Cleghorn, l'un des chercheurs les plus respectés du Canada, et le laboratoire d'électrophysiologie par un

autre praticien renommé, le Dr Loyd Hisey. Il y avait d'autres départements chargés des études vasculographiques, pharmacologiques et transculturelles. D'après ce qu'elle avait entendu dire, on s'adonnait à la recherche, à l'expérimentation et l'on prodiguait des soins dans le moindre recoin de la vieille demeure du mont Royal.

Cependant, à en croire des bribes de conversations glanées dans la salle du personnel médical de St. Mary's, certaines des méthodes de traitement de Cameron étaient radicales. Il prescrivait de grandes quantités de drogues, des séances répétées d'électrochocs et avait mis au point une technique baptisée « manipulation psychique » consistant à faire entendre de façon répétée à un patient des mots sélectionnés, de façon à abattre ses barrières psychiques et mettre à nu son inconscient. L'opinion générale dans la salle des médecins était que cela ressemblait plus aux techniques sans doute employées par les Russes ou les Chinois pour laver le cerveau des prisonniers américains qu'à une méthode de traitement susceptible d'être adoptée par la fine fleur des psychiatres du complexe médical de l'université McGill.

En accord avec l'un des nombreux principes édictés par son père, le Dr Morrow ignora les commérages et décida qu'elle attendrait de se faire une opinion par elle-même. D'ailleurs, elle avait encore un autre problème, bien plus pressant. Malgré ses divers postes hospitaliers, elle était désespérément à court d'argent. Non qu'elle fût prodigue ; à maints égards sa vie était au contraire frugale, voire monastique, pas par choix mais parce que son emploi du temps ne lui laissait ni moments de détente ni possibilité de mener une vie sociale. Elle employait les courts instants de loisirs qui lui restaient à donner des leçons particulières à des étudiants dans sa spécialité, la neuro-anatomie. Et souvent à titre gracieux. En fin de semaine, il lui arrivait de se trouver « fichtrement affamée, littéralement affamée », et sans un dollar en poche. Elle se demandait si cela pouvait expliquer la tension qu'elle ressentait. A presque quarante ans, elle était célibataire, médecin consciencieux et menait une ambitieuse carrière. Alors, à partir d'où sa vie était-elle ainsi partie de travers ? Chaque fois qu'elle se posait la question, elle ne trouvait pas le temps d'y réfléchir. Elle se replongeait dans le travail, ne fût-ce que pour se mettre à l'abri des crises d'angoisse qui la laissaient souvent avec le sentiment d'être « la plus méprisable des créatures ».

Comme un voleur qui se glisse dans la nuit, elle était revenue, brisant la paix fragile qui s'était installée dans l'esprit de Jeannine Huard, apportant l'épouvante et la honte, rappelant ce qui s'était passé

la dernière fois qu'elle s'était retrouvée dans l'hôpital du Dr Cameron. Cinq ans après, cette « horreur d'alors » était quelque chose qu'elle ne pouvait partager, même avec son mari. Pourtant, elle savait que ce qu'on lui avait fait subir était aussi effroyablement réel que le désespoir qui s'était emparé d'elle, une fois encore, en ce jour de mars 1956.

Personne — ni son mari, ni sa famille, ni ses amis — ne pouvait comprendre ce qu'était le poids d'une telle dépression, si puissante qu'elle affectait son langage, ses gestes, son sommeil, l'emplissait de remords, lui coupait l'appétit et tout désir sexuel, déréglait son cycle menstruel et arrachait littéralement des livres de chair à son corps déjà mince. De l'extérieur on ne voyait qu'une jeune femme pâle, avec un mari attentionné et une toute petite fille en excellente santé. Comment pourrait-elle commencer à raconter ce qui lui était survenu lorsqu'elle s'était placée sans méfiance entre les mains du Dr Cameron ?

A l'origine, il y avait une appendicectomie dont elle ne parvenait pas à se remettre. Estimant qu'elle souffrait d'anémie, le médecin de famille prescrivit des fortifiants, qui restèrent sans effet. Plus rien ne l'intéressait, et elle avait même perdu le goût des petits plaisirs simples comme lire le journal ou regarder à la télévision les feuilletons de l'après-midi. D'abord inquiète, elle finit par s'affoler en constatant qu'au bout d'une semaine elle avait déjà perdu plus de deux kilos. Elle craignait d'avoir un cancer.

Ne pouvant assumer les frais d'un établissement privé, Jeannine alla consulter au dispensaire public du Royal Victoria Hospital de Montréal. Le médecin de service la dirigea sur l'Allan Memorial Institute. Elle ignorait complètement de quoi il s'agissait. L'aurait-elle su que jamais elle n'aurait franchi le grand portail dont le linteau portait la devise latine *spero*, « j'espère ».

Dans la salle d'admission, une infirmière avait rempli divers formulaires et lui avait demandé d'en signer un portant la mention « Accord pour examens et traitement ». L'infirmière inscrivit la date : 4 avril 1951.

On accompagna Jeannine jusqu'à sa chambre. Pendant des jours, rien ne se produisit. Elle restait couchée en fixant le plafond ou tentait de dormir, ne comprenant pas pourquoi on lui avait demandé sa signature, alors qu'aucun traitement n'avait suivi. Vint enfin un médecin qui lui posa de nombreuses questions à propos de sa vie. Elle répondit de son mieux, malgré l'anxiété croissante provoquée par l'interrogatoire.

Le médecin revint quelques jours plus tard, accompagné cette fois

d'un homme de haute stature, pratiquement chauve, dont les yeux ne clignaient pas. Il l'appela « petite », et lui demanda s'il lui arrivait de sentir son cœur s'emballer, de manquer s'évanouir ou d'avoir la gorge contractée. Etait-elle irritable ? Avait-elle tendance à vouloir s'isoler ? à s'émouvoir très vite ? D'autres questions encore, mais elle était à présent incapable de se les rappeler toutes.

Jeannine se sentait de plus en plus gagnée par l'inquiétude. Toutes ces questions signifiaient-elles que les médecins la croyaient réellement folle ?

Un certain jour, ils commencèrent à la droguer. Elle pensait qu'on lui avait fait avaler « jusqu'à quarante pilules par jour ». Bientôt, les antidépresseurs firent leur œuvre. Comme elle restait sans cesse suspendue entre une demi-lucidité et un demi-sommeil, la bouche sèche et les yeux lourds — effets secondaires des médicaments —, sa mémoire commença bientôt à lui jouer des tours. Elle ne parvenait plus à se rappeler quel était le jour de la semaine, ni l'heure ; matin, midi, nuit, tout se perdait dans la brume confuse. Sans cesse agitée, elle était devenue incapable de se concentrer sur la moindre pensée.

Un matin, on la conduisit dans une salle de traitement. Un médecin se trouvait là, debout à côté d'une espèce de chaise électrique. Elle y fut assise et attachée, un casque métallique posé sur la tête. Soudain, un éblouissant éclair lumineux vint frapper sa rétine, si intense et si puissant qu'elle en fut aveuglée. Elle ne se rappelait rien de ce qui avait suivi.

Le lendemain, on l'emmena dans une autre salle. Là, un autre médecin — comme pour tous les autres elle ne put jamais connaître son nom — lui commanda de rester debout face à lui. Il lui fit une piqûre au bras. Ensuite, il lui ajusta sur le nez des lunettes dont les lentilles de plastique opaque étaient fixées sur d'épaisses charnières. Elle sentit un doigt en soulever une et l'un de ses yeux retrouva la lumière. Ce qu'elle vit la prétrifia d'horreur. Le médecin approchait un pistolet tout près de son visage. Un tube fixé à l'extrémité de la crosse la reliait à un cylindre. Avant qu'elle eût le temps d'implorer pitié, il avait pressé la détente et un violent jet d'air comprimé vint frapper son œil. Elle recula sous le choc et allait s'effondrer sur le sol lorsque l'homme la saisit, la remit sur ses pieds et lui ordonna de se tenir tranquille. Il abaissa la lentille et elle se retrouva dans une obscurité zébrée de tremblements lumineux. Il releva alors l'autre lentille et, toujours à bout portant, il expédia le jet dans le deuxième œil.

Vacillant sous l'effet du choc et de la douleur, les yeux enflammés,

elle se sentit portée et à nouveau ligotée sur une chaise semblable à celle du bourreau. Des appuis-bras et des pieds pendaient des fils qu'on lui fixa aux doigts. Debout derrière la chaise, le médecin commença l'interrogatoire. Rien ne lui fut épargné — de ses fantasmes d'enfant à sa nuit de noces, de sa vie d'écolière à la naissance de son bébé.

Jeannine pensait que cela avait continué ainsi « pendant des heures et des heures ». Finalement, son esprit avait atteint un stade où « elle était trop bouleversée pour faire quoi que ce soit ». Les fils furent ôtés et on la transporta dans sa chambre, où lui fut administrée une nouvelle injection qui la plongea dans une profonde inconscience. Elle savait maintenant de quoi il s'agissait : c'était la méthode du coma insulinique, épreuve qui fut pour elle en tous points aussi terrifiante que les coups de pistolet dans les yeux. Personne, ni médecin ni infirmière, ne lui avait jamais expliqué le pourquoi de ce qui avait été fait. Après des semaines de ce traitement, elle quitta l'hôpital sans se sentir mieux qu'au moment où elle y était entrée.

Depuis cinq ans, elle essayait avec énergie, Dieu lui était témoin, de faire face, de se débarrasser du sentiment d'avoir trahi son mari et manqué à ses devoirs. « O Dieu, murmurait-elle, je vous en prie, aidez-moi, aidez-moi... »

Une fois de plus la dépression s'abattait sur elle, pauvre victime de forces qui la dépassaient et qui la laissaient complètement diminuée, se torturant à l'idée qu'elle serait peut-être obligée de retourner dans ce qu'elle appelait maintenant « la maison des horreurs ».

Pour Jeannine et les centaines d'autres patients admis depuis à l'Allan Memorial Institute, il y avait eu beaucoup d'ajouts et de changements dans les méthodes de traitement. Le don quasi magique de Cameron pour trouver des subsides avait porté ses fruits ; il avait de plus en plus de moyens pour ses recherches expérimentales et l'on avait ajouté une aile à l'établissement qui pouvait désormais accueillir cent patients, le plus souvent trop gravement atteints pour comprendre ce qui se passait.

En cette fin de 1956, alors que se préparait dans l'hôpital le pot de fin d'année où Cameron ferait comme d'habitude une courte apparition, des nuages noirs s'amoncelaient sur le monde, après la crise de Suez et la révolte hongroise. La République populaire de Chine et l'Union soviétique semblaient plus menaçantes que jamais, en dépit du raz de marée électoral qui avait ramené le président Eisenhower à la Maison Blanche. Le héros veillissant paraissait un bien faible rempart contre la pieuvre communiste.

Peu de gens savaient — et Madeleine Smith, Marry Morrow et Jeannine Huard moins que quiconque — que le Dr Cameron s'était finalement décidé à aider son vieil ami Allen Dulles dans son effort pour comprendre comment les communistes s'y prenaient pour laver avec autant de facilité le cerveau des gens. Pour le médecin, ses patients seraient ses armes. Il savait ce qu'il avait à faire, certain qu'il n'y avait pas d'autres moyens et, surtout, persuadé qu'il était dans son droit.

7

Au-delà de toute raison

Par un matin glacé de janvier 1957, sous un soleil qui faisait scintiller la neige, une Cadillac noire filait sur la nationale 87 en direction du nord de l'Etat de New York. En dépit du verglas qui rendait la route dangereuse, le Dr Cameron conduisait vite, une main gantée sur le volant, l'autre serrée sur un micro. Sur le siège du passager, reposait un magnétophone portatif. Il n'allait pas cesser d'enregistrer au cours des deux heures de trajet qu'il lui faudrait pour rejoindre la frontière canadienne, puis de là gagner Montréal.

Son équipe de secrétaires aurait tout retranscrit avant la tombée de la nuit. L'une d'entre elles taperait les notes de synthèse détaillées qu'il avait revues au cours du week-end dans sa maison d'Albany pendant que sa femme Jean jouait aux échecs avec sa fille et ses trois garçons. Une autre s'occupait des questions administratives et une troisième des publications et des relations publiques : livres, articles destinés à des revues savantes, conférences et déclarations à la presse. Il connaissait la valeur de la publicité, et savait aussi quand il fallait l'éviter.

Il n'y en aurait aucune concernant ce qu'il était en train de dicter tout en conduisant. Cela serait retranscrit par l'infatigable Dorothy Trainor, qui se chargeait de la partie la plus confidentielle de ses travaux.

> ... demande de subventions pour une étude portant sur l'influence de signaux verbaux répétés sur le comportement humain. Un : Objectif global. Nous sollicitons une subvention pour favoriser nos recherches sur les effets exercés par des signaux verbaux répétés sur le comportement humain. Elles se déploient actuellement sur deux axes, la production de change-

ments dans *a*) le comportement et *b*) les fonctions physiologiques, l'accent étant mis sur le second point, plus facilement mesurable. Deux : Historique...

Sa longue expérience de chasseur de subsides avait enseigné au Dr Cameron qu'il fallait entrer d'emblée dans le vif du sujet. Les comités d'agrément étaient submergés de demandes et souvent leurs membres abandonnaient la lecture d'un projet après la première page. Au cours des treize années écoulées, il avait obtenu plus d'argent que tout autre médecin canadien, à commencer par les quarante mille dollars accordés par la fondation Rockefeller pour la création de l'Allan Memorial Institute. Par la suite, il avait encore trouvé des sommes substantielles pour développer l'Institut et s'attacher quelques-uns des membres de l'élite nord-américaine en matière de recherche médicale. Que la source éventuelle fût importante ou modeste, il ne négligeait rien. S'il n'hésitait pas à solliciter les organismes gouvernementaux, les fondations philanthropiques et les puissants capitaines d'industrie, il ne reculait pas non plus devant l'organisation de ventes de charité, de tombolas, voire de quêtes dans les écoles. Les petits ruisseaux comme les grandes rivières alimentaient directement la trésorerie de l'Institut. Sur cette route bordée d'étendues glacées, une nouvelle demande de subventions prenait forme.

... L'étude des effets sur le comportement humain de la répétition de signaux verbaux se poursuit à l'Allan Memorial Institute for Psychiatry depuis le mois de juin 1953. Les premières recherches ont montré que la répétition de l'enregistrement d'énoncés particulièrement significatifs du patient au cours de la psychothérapie a produit un certain nombre de phénomènes : *a*) une production accrue de la part du patient de matériel à signification dynamique ; *b*) ce matériel était en corrélation avec les énoncés répétés (ou manipulés) ; *c*) une identification accrue d'éléments significatifs dans le matériel répété ; *d*) cet accroissement de l'identification, ou reconnaissance, d'éléments significatifs était particulièrement marqué chez le patient. Chez le thérapeute, il évoquait...

Ce bref historique, il en était certain, ne risquait pas de faire des vagues, et d'amener quelqu'un à se demander, par exemple, si la date où les recherches avaient débuté revêtait une importance particulière. Personne, bien entendu, ne pouvait savoir — Cameron s'en était assuré — que ce qu'il avait entamé à cette époque, trois ans et demi

plus tôt, était sa première contribution aux recherches de la CIA sur le contrôle effectué sur l'esprit.

La réunion qui avait eu lieu dans le bureau d'Allen Dulles après la réception en l'honneur de sa nomination avait conduit à d'importants développements.

Le 3 avril 1953 — jour où le Pentagone avait décrété que tout prisonnier américain en Corée qui refuserait de rentrer si on lui offrait le rapatriement serait considéré comme déserteur et fusillé sur place —, Dulles manifesta une fois de plus son penchant pour les largesses budgétaires et son goût enfantin pour les noms de code. Il mit à la disposition du Dr Gottlieb une enveloppe de trois cent mille dollars pour effectuer « des recherches ultra-sensibles sur l'usage de matériels biologiques et chimiques ». Dans le même temps, et en dépit de son goût pour le légume, il débaptisa l'opération Artichaut pour lui donner l'appellation moins imagée de projet M-K-Ultra. Les deux premières lettres signifiaient qu'il s'agissait d'une opération du Technical Services Staff (TSS). « Ultra » était une réminiscence étymologique du coup de maître qu'avaient réalisé les services secrets anglo-américains en brisant presque tous les codes militaires allemands.

Au projet M-K-Ultra fut intégré le projet M-K-Delta consacré aux recherches sur la guerre biochimique. Une équipe de la CIA, dirigée par l'infatigable Dr Gottlieb, travaillait en étroite collaboration avec la Special Operations Division au centre de recherches biologiques de l'armée à Fort Detrick, dans le Maryland, où l'on produisait toute une panoplie d'aérosols mortels. Chaque bidon était rempli de toxines qui tuaient en quelques secondes, ou, si cela n'était pas nécessaire, laissaient la victime paralysée ou à tout le moins incontinente pendant des semaines. Les hommes de M-K-Delta, dont certains étaient des médecins inscrits au tableau de l'American Medical Association, cherchaient alors à développer une toxine tirée d'un crustacé provoquant une mort instantanée. Ce poison était destiné aux agents partant pour ce que l'Agence appelait des « missions désespérées ». Avant de quitter Washington, chaque espion recevrait un « dollar porte-bonheur en argent » enduit de cette substance. En cas de capture, il lui faudrait serrer la pièce entre les dents. L'inventif Dr Gottlieb n'avait pas précisé comment il serait possible de persuader l'ennemi de ne pas intervenir.

Les nouvelles consignes reçues par Gottlieb dans le cadre du projet M-K-Delta étaient de « chercher comment il était possible de modifier

le comportement d'un individu par des moyens indirects ». Il aurait à coopérer étroitement avec Richard Helms — brillante inspiration qui mettait côte à côte le scientifique estropié passionné de danses folkloriques et le doucereux ex-journaliste qui connaissait tout de l'art de tuer. Dans les couloirs de l'Agence, on ne les appela bientôt plus que la Belle et la Bête.

Chacun des médecins présents à la réunion après la réception avait quitté la maison de Dulles avec des instructions précises.

Le Dr Wolff, qui avait à maintes reprises travaillé pour l'armée et les services secrets, reçut la consigne de prendre contact avec son collègue de l'université Cornell, le Dr Lawrence Hinkle, lui aussi brillant neurologue. Avec le plein assentiment du président de l'université, Deane W. Molott, et de son état-major, les deux médecins furent autorisés à exploiter les dossiers de la CIA portant sur 7190 prisonniers américains victimes d'un lavage de cerveau. Ils examinèrent également les notes abondantes rassemblées par l'Agence sur les méthodes soviétiques de contrôle sur l'esprit.

Ils furent les premiers à noter des différences importantes entre les techniques russe et chinoise. L'une comme l'autre commençaient par une période d'isolement. Le prisonnier était continuellement harassé par des équipes de gardiens qui se relayaient, lui ordonnant à tout moment de se lever ou de s'asseoir, et l'éveillant s'il esquissait le moindre mouvement pendant les courtes plages de sommeil autorisées ; journaux, lettres du pays, radio, tout contact avec l'extérieur était banni. Le temps, même, lui était ravi : il n'avait plus de montre et demeurait enfermé dans une cellule sans fenêtres, sous une lumière allumée en permanence.

Chez les Russes, cette période initiale de privation sensorielle durait rarement plus de six semaines. Les Chinois en revanche la prolongeaient bien davantage, parfois jusqu'à trois mois, et infligeaient en outre à leur victime de longues périodes d'enfermement dans le noir absolu.

Les techniques d'interrogatoire étaient elles aussi différentes. L'approche soviétique consistait à mettre la victime en présence d'accusations explicites, et à exiger une confession entière et immédiate des crimes en question. L'idée était de dire au prisonnier qu'il *savait* quelle était sa faute et que l'interrogateur n'était là que pour enregistrer ses aveux. Les Chinois procédaient différemment. Dans une situation kafkaïenne où le prisonnier ne savait pas de quoi on l'accusait mais où on le pressait d'avouer un crime, il se trouvait invariablement conduit

à tenter de prouver son innocence. L'interrogateur faisait alors ressortir l'absurdité manifeste de cette prétention : si l'on était prisonnier, c'était forcément parce qu'on avait quelque chose à se reprocher.

Pendant que le prisonnier s'obstinait à essayer de raisonner et de plaider, l'interrogateur assis en face de lui manifestait un ennui ostensible face à ces protestations ridicules. Puis soudain, l'humeur changeait. On offrait au malheureux une « dernière chance » de se rétracter en aidant l'interrogateur à revoir en détail toute sa vie. Décontenancé, mais croyant avoir trouvé là une planche de salut, l'accusé sautait généralement sur l'occasion. On allait pouvoir avancer vers ce qu'il croyait être son objectif commun avec le geôlier : mettre fin à l'implacable inquisition. Mais, comme on reprenait une fois de plus quelques détails de précédents interrogatoires, la moindre variation par rapport aux déclarations antérieures était aussitôt montée en épingle. En poussant souvent un soupir de déception, l'interrogateur chinois disait alors que l'inculpé n'était pas encore mûr pour la vérité. Puis les interrogatoires reprenaient après de nouvelles semaines d'isolement.

Les neurologues américains suggérèrent que c'était à ce moment-là que « le prisonnier en arrivait invariablement au point de ressentir le besoin impérieux de faire quelque chose pour briser le cycle. Il fallait à tout prix trouver une porte de sortie ». Dans le cas des Soviétiques, c'était signer en bloc une liste type de crimes répertoriés, ce qui conduisait à une exécution ou à une relégation dans un camp de travail. Mais les Chinois étaient plus ambitieux. Ils entendaient « rééduquer » leurs prisonniers. Cela se passait dans des centres spécialisés où l'on distillait les enseignements de Marx et de Mao en poussant à l'autocritique et aux autres rites de la conversion.

Les médecins de Cornell concluaient que ni les Russes ni les Chinois ne s'appuyaient totalement sur des drogues, l'hypnose, ou toute autre méthode classique de contrôle du comportement connue à l'Ouest. Le rapport qu'ils soumirent à Dulles — rapport confidentiel au point qu'il n'a jamais été entièrement déclassé — aboutit à des conclusions qui n'étaient étonnantes que pour quiconque n'était pas familier du processus mental du directeur de la CIA. Dans les années qu'il avait passées dans l'Europe en guerre — au contact quotidien d'espions et de contre-espions, d'agents de polices secrètes, d'émigrés et d'exilés, de saboteurs, d'assassins professionnels, de nazis et d'antinazis, de communistes et d'anticommunistes, d'agents provocateurs, de fascistes et d'antifascistes, qu'il encourageait tous à intriguer

les uns contre les autres, voire à s'entre-tuer si c'était nécessaire — Dulles avait survécu en suivant une règle : « Ne jamais se fier aux apparences. »

Il était convaincu qu'aucun des neurologues n'avait pleinement saisi ce qui se passait en Corée. En admettant que les communistes n'employaient aucune des méthodes de contrôle du comportement connues à l'Ouest, Dulles était persuadé qu'ils avaient mis au point une méthode inconnue. C'est pourquoi il n'en était que plus urgent de travailler sur cette hypothèse.

Le Dr James Monroe reçut pour mission de créer une fondation, affublée d'une appellation convenable, pour fournir une couverture à des études clandestines où seraient engagés médecins et scientifiques. La Société de recherches en écologie humaine prit ses quartiers dans une élégante maison de la 78e rue Est à New York, tout près de Cornell. Le Dr Wolff en accepta la présidence, ce qui en faisait un organisme de prestige et écartait tout soupçon. Chapeautant une équipe de quatre fonctionnaires, le Dr Monroe prit le poste de secrétaire général, ce qui lui permettait d'administrer les fonds et de les blanchir à travers la fondation, de manière à ce que nul ne pût remonter la filière jusqu'à l'Agence.

Pour finir, Dulles avait sollicité le Dr Cameron. Il n'avait pas donné d'ordre. Depuis longtemps, et comme beaucoup d'autres, il avait appris à savoir que Cameron n'était pas de ceux qu'on pouvait contraindre, si peu que ce fût. C'était tout au plus un vieil ami qui demandait timidement de l'aide dans une passe difficile.

Conduisant toujours dans le matin d'hiver, le Dr Cameron continuait de tracer les grandes lignes de son adresse à la Société, pour obtenir les crédits qui dès l'origine lui étaient réservés. Le projet allait sceller son pacte faustien.

> ... par la répétition d'un message, on peut parvenir à prédéterminer dans ses grandes lignes une tendance persistante à agir dans un sens donné. En d'autres termes, en faisant pénétrer un message, on établit immanquablement chez le patient une fixation persistante sur ce message, et les autres composantes du faisceau de tendances d'où il a été tiré remontent jusqu'à sa conscience.

Personne ne saurait jamais — Cameron y veillait — par quel engrenage il en était arrivé à se livrer à l'Agence, lui livrant du

même coup ses patients, sa réputation personnelle, l'intégrité de l'Institut, et en dernière analyse celle de l'université McGill.

> ... L'implant dynamique ainsi installé, et surtout si on le renforce par des séances de répétition, tend à activer de plus en plus d'éléments du faisceau de tendances qui y est lié. Ces éléments parviennent à la conscience du patient. Cela contribue significativement à aider le patient et le thérapeute à identifier le problème et facilite donc le processus de réorganisation thérapeutique.

Le Dr Cameron pouvait tenir pour certain que le Dr Monroe saisirait parfaitement entre les lignes le sens caché du jargon. Ils en avaient plusieurs fois discuté l'année précédente, Cameron prenant toutes les dispositions possibles pour que nul ne pût surprendre ces communications téléphoniques. Il verrouillait la porte de son bureau et utilisait sa ligne directe pour éviter de passer par le standard de l'hôpital. Monroe trouva ces conversations encourageantes ; il rapporta à Dulles que Cameron « travaillait sur un axe de recherches prometteur ».

L'origine en était curieuse. En mars 1948, le Dr Cameron avait découpé dans un journal de New York une publicité vantant un gadget nommé « Cerebrophone », produit par la société Linguaphone, et qui était censé constituer « un moyen révolutionnaire d'apprendre en dormant les langues étrangères ». Il s'agissait d'un phonographe plutôt encombrant, muni d'un programmateur permettant de présélectionner le moment du déclenchement de l'appareil. Dans *Le Meilleur des mondes* revu par Linguaphone, au-delà de l'apprentissage des langues étrangères, c'est tout le système d'éducation qui allait être bouleversé au niveau planétaire. Les écoliers apprendraient en dormant toutes leurs leçons, et « l'université de demain serait au chevet du lit ». La société produisait des témoignages enthousiastes vantant les mérites de l'appareil : une Allemande affirmait qu'elle avait perdu tout accent en écoutant répéter *les blanches falaises de Douvres* ; un chanteur d'opéra espagnol assurait qu'il avait acquis en dormant une maîtrise parfaite de l'italien. Pour cent vingt dollars, le Cerebrophone comprenait un diffuseur à glisser sous son oreiller afin d' « apprendre en dormant » sans déranger les voisins. Néanmoins, cinq ans plus tard, en 1953, ce gadget s'était révélé pour Linguaphone un flop commercial de première grandeur.

En quittant Washington, le Dr Cameron avait pourtant décidé qu'il y avait peut-être là un instrument prometteur pour entamer d'auda-

cieuses recherches dans le domaine du contrôle sur l'esprit. Avec une inventivité que lui aurait certainement enviée Linguaphone, il décida que sur le plan scientifique, « manipulation psychique » faisait plus sérieux qu' « enseignement par le sommeil ». On prépara un « Dormophone » — dans une ultime tentative commerciale, la société avait rebaptisé l'appareil — pour l'essayer sur un patient en juin 1953. Cameron commença par enregistrer une séance de thérapie effectuée sur une femme de quarante ans souffrant de crises maniaco-dépressives. Il avait ensuite travaillé la bande de manière à pouvoir faire entendre à sa patiente, de façon répétitive, un passage clé de la séance.

Poursuivant sa route à travers un paysage gelé de hameaux et de petites villes, Cameron continua sa dictée.

> ... Les qualités dynamiques de l'implant sont fonction *a)* de la quantité et de la répétition de la manipulation ; *b)* de l'intensité de la réaction ; *c)* des défenses ; *d)* de la tolérance au stress ; *e)* particulièrement en ce qui concerne la privation sensorielle. Les effets durables de l'implant sont *a)* l'identification progressive du problème ; *b)* une réorganisation conséquente des schémas de comportement ; *c)* le rejet des schémas névrotiques présents dans le message utilisé...

Les mots ne traduisaient rien de l'excitation qu'il avait éprouvée en ce matin de juin, assis auprès de la patiente et lui faisant réécouter sans cesse un passage où elle se souvenait avec tristesse de ce jour de son enfance où sa mère avait menacé de l'abandonner. Cameron était convaincu que cette menace était à l'origine de la dépression ; elle était née de l'incapacité à assumer ce rejet maternel.

Après le septième passage, la femme lui demanda : « Ça vous plaît de passer ça tout le temps ? »

Après le onzième, elle s'exclama : « Je ne peux pas supporter d'entendre ça tout le temps ! »

Quatre fois encore, et elle s'effondra soudain : « C'est la vérité. »

Après la dix-neuvième répétition, elle se mit à frissonner et cria qu'elle haïssait le son de sa voix. A la trentième, sa respiration devint précipitée et, prise de tremblements incontrôlables, elle avoua en gémissant qu'elle détestait sa mère. A la trente-cinquième, elle se mit à psalmodier : « Je déteste ! Je déteste ! » Trois fois encore, et elle se mit à le supplier de cesser. Comme Cameron ignorait ses prières, elle le menaça des mains. Mais inexorablement, le bruit de sa propre voix continua de retentir. Elle se mit à implorer en gémissant. Alors seulement, après le quarante-cinquième passage, il mit fin à la séance.

Le docteur avait pu constater que le système de défense de la patiente avait complètement cédé. Etait-ce donc ainsi que procédaient les communistes ? Ainsi qu'ils détruisaient un système de croyances pour le remplacer par un autre ? Le problème l'obsédait toujours.

La frontière canadienne était proche. En dépit du mauvais temps, il aurait regagné l'hôpital moins d'une heure plus tard, pour se replonger dans une nouvelle semaine de travail à raison de douze heures quotidiennes ou plus. Il savait que personne ne comprenait comment il pouvait maintenir à son âge un rythme aussi épuisant. Il aurait cinquante-six ans en décembre et déployait l'énergie d'un homme moitié plus jeune. C'était une autre raison de sa réussite ; quand d'autres baissaient pavillon, lui poursuivait toujours sa route. Il reprit la dictée.

> ... L'étude ininterrompue de l'effet sur le patient de la répétition de ses propres signaux verbaux a ouvert une nouvelle voie de recherches. Elle est fondée sur le fait qu'un signal verbal donné porte un contenu considérablement plus important que son contenu verbal. Il a été mis au point un équipement spécial destiné à explorer ce nouveau champ de communication non verbale.

Parmi les médecins et les infirmières galonnées de l'Institut, nombreux étaient ceux qui désapprouvaient Cameron pour son choix du responsable chargé de développer les équipements destinés à intensifier les expériences de manipulation psychique. Son adjoint, le Dr Cleghorn, n'avait pas caché son irritation de voir Leonard Rubenstein, un Anglais à l'accent faubourien dépourvu de formation médicale officielle, placé à la tête du « laboratoire de recherches sur le comportement ». Mais en dépit des protestations, Rubenstein, un grand échalas, parcourait en bondissant les couloirs, imitant Groucho Marx avec un certain bonheur, et lâchant d'une voix de basse des plaisanteries qui donnaient à Cleghorn l'envie de disparaître sous terre.

Il était généralement flanqué de son assistant, Jan Zielinski, un ingénieur d'origine polonaise, également dépourvu de formation médicale, qui ne parlait guère et regardait fixement, avec une certaine jubilation, les malades dans un état désespéré. Cameron ne s'était donné la peine d'expliquer à personne les raisons qui l'avaient poussé à engager un ex-membre du British Army's Signals Corps et un Polonais dont Cleghorn disait qu'il « était mieux fait pour bricoler un moteur que pour faire face à des esprits tourmentés ».

Cleghorn n'était jamais parvenu à comprendre que son chef était un homme qui se moquait des conventions ; qu'il n'était nullement impressionné par les titres professionnels, la richesse ou la position d'un individu et méprisait les rites sociaux de Montréal. Seuls comptaient les résultats. La présence de Rubenstein et Zielinski était pour lui un gage de succès et c'était le seul critère auquel il avait obéi. Il se souciait comme d'une guigne que les deux hommes ne fussent en rien à leur place, ni même qu'ils fussent en contact avec des malades souvent très perturbés qui avaient besoin des soins médicaux les plus qualifiés. Cameron avait clairement fait savoir que si on le poussait dans ses retranchements, il n'hésiterait pas à défendre les deux techniciens contre tout le personnel de l'institut réuni.

Le psychiatre pouvait se permettre d'être confiant sur l'issue d'une telle confrontation, car en dernier ressort, l'administration de McGill aurait à choisir entre lui et ses adversaires. Jusqu'alors, aucun officiel de l'université n'avait osé envisager un tel dilemme ; cela reviendrait à prendre le risque de perdre celui qui avait apporté plus de prestige à McGill que n'importe quel autre psychiatre de la place. Il était président de la toute-puissante American Psychiatric Association, serait bientôt celui de la Canadian Psychiatric Association, et n'allait pas tarder à accéder au sommet de sa discipline, la première présidence de l'Association mondiale des psychiatres. Il avait auparavant fondé la Canadian Mental Health Association, et présidé le Canadian Scientific Planning Committee. Nul autre psychiatre de l'équipe de McGill n'avait publié autant d'articles scientifiques aussi largement répandus ; personne n'avait prononcé autant de conférences, n'était aussi célèbre dans le monde médical et n'avait attiré autant d'étudiants sur le campus.

Personne, assurément, ne pouvait lui faire obstacle, qu'il s'agisse de Rubenstein et Zielinski, ou bien de ce qu'il faisait ou s'apprêtait à faire.

> ... Nos recherches s'orientent à présent vers des essais visant à provoquer des changements de comportement durables à l'aide de signaux verbaux d'une nature prédéterminée conçus par nous-même. Après de longues recherches, nous avons mis au point une procédure qui a produit, dans les meilleurs cas, des changements de comportement ayant duré jusqu'à deux mois. Cette procédure demande *1)* la rupture des schémas actuels de comportement du patient par des séances d'électrochocs particulièrement intensives (destructuration) ; *2)* une répétition intensive (16 heures par jour

pendant 6 ou 7 jours) des signaux verbaux préparés ; *3)* une isolation sensorielle partielle pendant cette dernière période. *4)* Le refoulement de la période de manipulation est obtenu en plongeant le patient dans un sommeil continu pendant 7 à 10 jours.

Les méthodes du Dr Cameron avaient été en butte aux critiques d'éminentes personnalités médicales du Canada. Le Dr Osmond M. Solandt, président du Canadian Defense Research Board, poste qui le mettait en contact avec la CIA et les services britanniques, avait dit, au vu des effets du traitement de Cameron sur la femme d'un de ses collègues, que « le Defense Research Board ne devait rien avoir à faire avec ces pratiques ». Il n'avait jamais varié dans son opinion ; pour lui le Dr Cameron « était dépourvu du sens humain indispensable au bon médecin ». Il l'avait prié de s'abstenir de solliciter toute subvention auprès du Research Board.

Le Dr Donald O. Hebb, président du département de psychologie de McGill, qui lui aussi collaborait étroitement avec les services canadiens et la CIA sur la privation sensorielle, avait émis l'avis que les méthodes de Cameron n'étaient pas seulement éthiquement déplorables ; elles étaient « aux frontières de l'irresponsabilité : criminellement stupides ».

De ces puissants détracteurs, le Dr Cameron ne se souciait néanmoins pas davantage que des difficiles conditions de circulation sur la route verglacée. Il achevait sans trouble l'élaboration de sa demande de subventions, expliquant qu'il allait employer l'argent à « améliorer les méthodes de désactivisation du patient » ; qu'il allait utiliser un grand nombre de drogues, y compris le curare ; qu'il « briserait par le LSD le schéma de comportement actuel » ; il ne demandait pas un sou de salaire pour son travail, mais parmi ceux qu'il faudrait bien rémunérer, il y avait Leonard Rubenstein. Cameron proposait pour lui deux mille cinq cents dollars pour créer et superviser un « répéteur de messages » qui faisait partie intégrante d'un projet destiné à s'étaler sur deux ans.

Aux termes de son contrat avec McGill, Cameron n'avait de compte à rendre à personne. Il était le seul maître à bord. Il avait consacré sa vie à atteindre cette indépendance — à vivre selon les préceptes d'un père dominateur, pour qui un homme n'avait besoin pour réussir que de l'aide de Dieu.

Ewen Cameron naquit au soir du 24 décembre 1901. Son père était le révérend Duncan Cameron.

Ce qu'on sait de ses premières années révèle un enfant au visage sérieux, aux yeux étonnamment clairs. Les parents avaient fait un mariage de convenance. Si l'amour avait jamais existé dans le cœur de sa mère, il avait fondu sous le poids des lourdes tâches de la semaine et l'ennui du sermon des dimanches où le révérend prêchait un calvinisme sans concessions. L'enfant était conscient de la tristesse qui pesait sur cette union, et sa personnalité en fut durablement affectée. Quelque chose en lui, pourtant, montrait qu'il était de ceux que le philosophe russe Tchernychevsky appelait « remueur des remueurs ». Ewen était véritablement possédé par l'esprit de compétition ; il détestait perdre sur les terrains de jeux et se montrait amèrement déçu si ses notes ne lui permettaient pas d'être constamment le premier de la classe. D'un tempérament solitaire et maussade, il avait peu d'amis et consacrait à la lecture le temps qu'il ne passait pas sur les terrains de sport. Il fut particulièrement fasciné par le *Frankenstein* de Mary Shelley. Avec le temps, Ewen Cameron en vint à considérer que le savant Victor Frankenstein et le monstre qu'il avait créé n'étaient chacun que la moitié d'un seul être ; le premier représentait l'intellect, l'autre l'affectivité à l'état pur. Ce concept dichotomique allait jouer son rôle dans les choix ultérieurs du jeune Ewen.

Il grandit au milieu des sonneries de clairon et des roulements de tambour qui emmenaient ses aînés sur le sentier de la Grande Guerre. Certains revinrent médaillés, aveugles ou estropiés, réduits à vendre des allumettes et des lacets ou à traîner un orgue de barbarie dans les rues de Glasgow. Baignant dans cette atmosphère, il fut profondément impressionné par les histoires sans cesse rabâchées autour de l'église de son père ; le Kaiser faisait couper la main droite aux petits écoliers belges, et bouillir des cadavres britanniques pour en tirer du savon ou des huiles alimentaires. Le Kaiser, avec son pas lourd, son œil mauvais et menaçant, était l'incarnation du mal absolu. Ainsi furent jetées les graines du ressentiment de Cameron à l'égard de tous les Allemands. A la fin de la guerre, il avait terminé ses années de collège et rentrait à la faculté de médecine de Glasgow.

Il fut aussitôt fasciné par les fonctions cérébrales, qui lui semblèrent bien plus intéressantes que les pulsions cardiaques, les dilatations de la rate, les changements de teinte du foie et le comportement imprévisible des ondes péristaltiques dans l'intestin. Au milieu des années vingt, imprégné de la métapsychologie de Freud, Jung entre autres, il

décida que lui aussi consacrerait sa carrière à tenter d'élucider les mystères complexes du comportement humain. Après avoir travaillé au Glasgow Western Infirmary puis à l'hôpital psychiatrique de la ville, il partit suivre des cours de spécialisation à la faculté de Londres. Il décrocha son diplôme de psychiatrie et quitta la Grande-Bretagne en 1926 pour se joindre à l'équipe de l'un des établissements les plus à l'avant-garde d'Amérique du Nord, le Johns Hopkins Hospital de Baltimore. C'est là qu'il formula ses premières hypothèses personnelles sur les schémas du comportement humain. Mais son ambition effrenée ne pouvait se satisfaire d'attendre à Baltimore d'hypothétiques promotions. Il effectua un choix de carrière qui fit croire à ses collègues que le grand Ecossais anguleux à la voix douce allait disparaître de l'horizon de la médecine. Le Dr Cameron avait décidé de rejoindre le Manitoba's Brandon Mental Hospital.

Il y arriva au début de 1929. Il était l'un des rares hommes du continent à avoir prévu que la bulle de savon financière de Wall Street finirait un jour par éclater. Il se doutait qu'alors, même des centres hospitalo-universitaires comme Johns Hopkins devraient procéder à des compressions de personnel. Mais dans le Manitoba, les risques de chômage seraient bien moindres. Là, à Brandon, loin des sentiers battus de la médecine, il pourrait poursuivre sa marche trébuchante à travers les arcanes de l'esprit.

Cet asile de la prairie canadienne était un dépotoir pour les épaves de la société locale, un lieu de brutalité, d'aliénation et de crasse, une institution fermée où les infirmiers-gardiens ne s'embarrassaient guère de subtilités sur la nature des maladies mentales et leurs classifications. Pour les marginaux du Manitoba, Brandon était le bout du chemin, une institution aussi redoutée que la prison d'Etat ; on pouvait y disparaître à jamais.

Dans cet univers peu avenant, le Dr Cameron vint apporter son zèle de réformateur. Il nourrissait un rêve qui semblait irréalisable : un jour, les vaincus, les oubliés et les misérables ne seraient plus obligés de vivre derrière des barreaux et des verrous. Dans un monde idéal encore lointain, il imaginait des hôpitaux de jour où l'on viendrait le matin pour suivre son traitement et rentrerait le soir à la maison. Il imaginait aussi des programmes publics. Il avait la vision grandiose d'un monde où toutes les espèces de démence seraient contrôlées et gérées par les seules décisions psychiatriques. Mais à cette époque, rien ne permettait de matérialiser ce rêve. Dans le domaine du contrôle des humeurs et du comportement, la pharmaco-

pée se limitait à quelques serpentaires et hallucinogènes utilisés depuis des siècles pour calmer les esprits tourmentés.

Grâce à son expérience — Glasgow et Baltimore, deux grands centres de la psychiatrie appliquée — il fit dans ce lieu perdu une importante découverte. Bien qu'âgé d'à peine vingt-huit ans, il avait les mains libres pour étudier les mécanismes de la schizophrénie, les fantasmes psychotiques, et l'univers étrange de la paranoïa où les réalités internes et externes sont sans cesse clivées ; sans oublier la dialectique amour-haine et l'effondrement des systèmes de défense. Il ne s'était jamais senti aussi heureux.

Pendant son premier hiver canadien, Cameron se plongea dans l'univers de Frederick Winslow Taylor, fondateur de l' « organisation scientifique du travail » et grand prêtre du culte de l' « homme-machine ». En 1901, Taylor avait fait paraître un volumineux ouvrage essentiellement destiné à apprendre aux patrons l'art de tirer le maximum de leurs ouvriers, et que Cameron eut l'idée d'adapter à son propre usage. Il mit au point les premiers tests psychologiques jamais utilisés à Brandon, un mélange de conceptions tayloriennes et de tests déjà essayés par l'armée américaine au cours de la Première Guerre mondiale. Il découvrit qu'avec des séries de questions, on pouvait déterminer des réactions psychologiques ; que des notions vagues telles que « dangereux », « violent », « non coopératif » — étiquettes couramment attachées aux malades de Brandon — pouvaient être quantifiées. Ces tests avaient également une autre utilité ; lorsqu'ils avaient démontré qu'un patient était capable de faire un travail qu'il refusait, ils justifiaient des sanctions telles que périodes d'isolement ou suppression de quelque avantage, qui étaient en fait autant d'expérimentations médicales. C'était la première incursion de Cameron dans les sciences du comportement, dont il devint un ardent zélateur. Cette quête d'un ordre nouveau pour Brandon avait provoqué une autre découverte : par la « science » ainsi appliquée, on pouvait couvrir d'un manteau de respectabilité des manipulations d'êtres humains.

A la lumière des tests, les malades prirent du relief. L'effectif de Brandon comprenait un nombre considérable d'étrangers originaires d'Europe centrale, polonais, bulgares, lituaniens, russes fuyant la révolution, épaves humaines que les aléas de l'existence avaient fait échouer dans le Manitoba. La vie dans le Nouveau Monde s'était révélée tout aussi difficile, et ils avaient craqué sous la pression. Cameron vit clairement que ses tests pourraient parfaitement servir au filtrage de l'immigration, afin de refouler ce genre d'individus avant qu'ils n'infectent la communauté. Il croyait avec ferveur que la science

— et particulièrement la psychiatrie — était capable d'identifier et de résoudre les problèmes de société : la menace d'une imminente « dégénérescence raciale », l' « abâtardisation nationale » née du laxisme eugénique, la montée de la délinquance et de l'immoralité qui se manifestait par exemple dans la croyance largement répandue que les « filles à l'esprit faible » étaient toutes des prostituées en puissance. Avec un traitement radical, tout cela pourrait changer. Brandon était un endroit idéal pour commencer, pour mettre en pratique ses théories sur des individus qui, de toute façon, n'avaient plus d'avenir. Avec l'aide de ces sans-espoir, il allait bâtir la Nouvelle Jérusalem.

Il commença à publier dans des revues des articles soutenant que de même que l'Amérique du Nord avait su faire naître la richesse de la pauvreté, la lumière de l'ignorance, et des citoyens de déshérités, on pouvait améliorer la santé mentale en utilisant la maladie. Comme rien ou presque n'avait été fait en ce domaine, il estimait que tout était permis et possible. Il balayait d'un geste les principes posés par la première Conférence pour l'amélioration raciale, tenue en 1914 à Battle Creek, dans le Michigan, qui avait conclu à la nécessité, pour l'avenir de l'humanité, de prendre à bras-le-corps le problème des malades mentaux : « Il faut réactiver leurs cellules cérébrales et leur rendre leur liberté. » Pour le Dr Cameron, c'était bien plus tôt qu'il fallait intervenir. Freud non plus ne possédait pas la réponse ; il y avait des psychanalystes dans toutes les villes, mais la psychanalyse n'était qu'une arme parmi d'autres dans le combat qu'il entendait mener. Dans tous ses écrits, aucun symptôme — qu'il s'agît d'irrégularités du cycle menstruel ou de migraine — ne pouvait être cité sans qu'il rappelât qu'il n'y avait d'autre solution que purement scientifique. Durant ces années passées à Brandon, il établit une autre règle tautologique : la certitude des résultats justifiait le diagnostic et le traitement ; le traitement justifiait la certitude. Le contrôle comportemental, sous tous ses aspects, était la meilleure façon d'exercer discrètement le pouvoir. Il n'allait plus jamais en démordre.

Dans les froides nuits d'hiver du Manitoba, il lisait, sans cesse à la recherche des moyens d'atteindre et de justifier ces techniques de contrôle. Taylor avait énoncé le principe dans une phrase lapidaire que Cameron avait prise pour devise : « Dans le passé, il y avait d'abord l'homme ; dans le futur, il devra d'abord y avoir le système. »

Une illustration spectaculaire de ce credo lui vint d'Italie en 1938. Tout comme petit garçon il avait jadis frissonné au récit des aventures de Frankenstein, il fut pris d'exaltation en apprenant un événement qui défrayait la chronique. Un jour d'avril de cette année-là, au petit

matin, les corridors dallés de pierre du centre hospitalo-universitaire de Rome avaient dû paraître bien froids à un certain Umberto Castelli, pieds nus et tremblant dans sa mince chemise de nuit. Deux gardiens avec de lourds trousseaux de clés se balançant à la ceinture l'avaient pris chacun par un bras, prêts à utiliser la force en cas de résistance. Agé de quarante ans, Castelli avait, selon les notes d'un de ses surveillants, « une carrure de bœuf et aucune conscience de sa force ». Il était atteint de schizophrénie catatonique, un mal qui s'était emparé de lui à la fin de l'adolescence, et dont les symptômes n'avaient fait depuis que s'aggraver : insomnie, dépression, introversion s'accentuant sans cesse. Il s'adonnait aux étranges grimaces et gesticulations saccadées qui sont caractéristiques de cette maladie. Et il avait d'autres symptômes encore : hallucinations, psychose paranoïaque, mutisme, anorexie, accès soudains de colère. Parfois, il lui arrivait aussi de rester des heures entières dans la posture d'un crucifié. Il était depuis des mois confié aux soins du Dr Ugo Cerletti. Ce dernier avait décidé de l'utiliser pour une expérience révolutionnaire.

On emmena Castelli dans une petite pièce violemment éclairée. Il fut étendu sur un chariot, bras et jambes immobilisés par des courroies de cuir. A chaque extrémité se tenait un surveillant. Il ne pouvait voir que la lumière brillant au plafond. Le professeur s'approcha, tenant en main deux objets ressemblant à des fers à repasser reliés par des cordons à une machine. Il les appliqua contre les tempes de Castelli et enjoignit à une infirmière de les maintenir en place. Il pressa un bouton sur la machine. La bouche de Castelli s'ouvrit et son corps tira sur les sangles sous l'effet de la convulsion provoquée par l'onde de douleur qui le parcourait. La puissance réduite — quatre-vingts volts pendant un cinquième de seconde — avait produit une réaction de type *petit mal**. Le Dr Cerletti s'apprêta immédiatement pour une deuxième décharge, cette fois avec un voltage plus élevé. Soudain, d'une voix posée qu'on ne lui avait jamais entendue, le patient se mit à parler : « S'il vous plaît ! Non ! Arrêtez ! » Ignorant ses prières, le professeur augmenta le voltage et fit procéder à une autre décharge électrique. Le patient passa par une autre attaque d'épilepsie classique, puis, après un court moment, s'assit, calme et souriant.

Cet événement avait profondément et durablement marqué le Dr Cameron. Par ses lectures, il savait que l'électrothérapie était une technique psychiatrique des plus anciennes. Un Romain de l'Antiquité avait tenté de guérir les maux de tête de son empereur à l'aide d'une

* En français dans le texte. *(N.d.T.)*

anguille électrique ; au XVI^e siècle, un missionnaire catholique avait rapporté que les Abyssins utilisaient la même technique pour « arracher les démons hors du corps humain ». Lui-même, à Brandon, avait essayé de produire des comas et des convulsions sur des schizophrènes et des dépressifs à l'aide de combinaisons de camphre, de gaz carbonique, d'insuline et de la dernière des drogues miracles, le Métrazol. Il avait également essayé une « chaise calmante » sur laquelle on avait ligoté un patient souffrant de « folie torpide » qu'on avait ensuite fait tournoyer à grande vitesse jusqu'à ce qu'il perde connaissance.

Mais ce qui s'était produit à Rome était d'une tout autre nature — la preuve flagrante de la véracité d'une théorie énoncée dans l'un de ses manuels universitaires : « ... En cas de psychose maniaque, une forte impulsion extérieure, un choc nouveau et violent, produit souvent une amélioration considérable et parfois durable du diagnostic. »

Peu importait que le Pr Cerletti n'offrît aucune explication concrète de l'action de l'électrochoc. Pour le Dr Cameron, il suffisait qu'il eût enregistré un résultat. Cette technique ferait désormais partie de la catégorie d'ensemble, souvent imprécise, des « expérimentations cliniques ». Il décida d'en faire un traitement de choix dans les cas de schizophrénie. Cette décision alla de pair avec d'importants changements dans sa carrière. Il quitta finalement Brandon pour retourner aux Etats-Unis, au Worcester State Hospital, dans le Massachusetts, où il fut nommé directeur de recherches. Toujours infatigable et avide d'expériences nouvelles, il devint professeur de psychiatrie à l'Albany Medical School, dans l'Etat de New York.

C'est là qu'il devint un adepte enthousiaste d'une nouvelle forme de contrôle sur l'esprit. Trois ans auparavant, le 12 novembre, le Dr Egaz Moniz, neurochirurgien dans un hôpital de Lisbonne, avait percé un trou de chaque côté du front d'une malade mentale. Plongeant directement l'aiguille d'une seringue dans les lobes frontaux, il y avait injecté de l'alcool pur. Les tendances violentes de la patiente ne furent que partiellement réprimées. Il répéta l'expérience sur sept autres sujets. Ensuite, pour la neuvième opération, il modifia radicalement sa technique. Au lieu d'alcool pur, il utilisa pour détruire les cellules nerveuses un instrument spécialement conçu pour l'occasion. Cela ressemblait à un vide-pomme et pouvait anéantir toutes les fibres nerveuses sur son chemin. Moniz baptisa sa chirurgie nouvelle du nom de leucotomie préfrontale, du grec *leukos,* blanc, pour rappeler la couleur des fibres nerveuses, et *tomos,* couper. Après une vingtaine

d'opérations, il la rebaptisa lobotomie, et dans un langage plus officiel, psychochirurgie.

Le Dr Cameron se mit à appliquer cette méthode à des patients victimes de pulsions violentes incontrôlables. Souvent, il restait dans la salle d'opération à observer le neurochirurgien procéder à l'ablation des lobes entourant la région du ventricule moyen qui sont le siège de l'expérience émotionnelle. Les résultats étaient parfois très nets : l'agressivité faisait place à la stupeur. Les malades avaient de nouveaux symptômes : trous de mémoire, repli sur soi, absence totale de spontanéité. Avec leurs cicatrices boursouflées, leur regard vide et leur démarche raide, ils ressemblaient à des zombies ou à des monstres nés dans le laboratoire du Dr Frankenstein. Mais ils étaient dociles ; on pouvait les faire rentrer dans la structure hospitalière, et c'est cela qui importait en dernière analyse — et non qu'ils eussent à moitié ou complètement perdu leur imagination, leurs réactions sexuelles, la possibilité de faire des projets, le sens de la logique ou leur capacité de jugement. Comme en fait bon nombre de ses collègues, Cameron considérait que les pensionnaires d'un asile psychiatrique n'avaient que faire de tout cela ; pour eux, ce qu'ils avaient perdu était sans importance. C'était là un autre principe fondateur de la Nouvelle Jérusalem.

Cameron observait pourtant avec horreur les événements d'Europe. Les médecins nazis se préparaient au travail qu'ils allaient faire à Auschwitz, Bergen-Belsen et Dachau, lieux de futures expérimentations inhumaines pratiquées sur une échelle jusqu'alors inconnue. Et ils ne pouvaient que se sentir confortés par des collègues d'outre-Atlantique ou d'Angleterre qui professaient par exemple « qu'on reconnaît les criminels-nés à certaines particularités anatomiques », et que la solution, selon les termes du professeur américain Henry H. Goddard, serait de « les stériliser, de ne leur donner que les emplois les plus subalternes, de les confiner dans des ghettos, de les décourager de se marier en dehors de leur espèce et de créer une race d'Américains d'intelligence supérieure pour les contrôler ». Cameron ne trouvait rien à redire aux idées du Pr Goddard, même si elles ressemblaient furieusement à la Solution Finale que Hitler allait bientôt mettre en œuvre.

Peu après Pearl Harbor, il devint membre du Military Mobilization Committee de l'Association des psychiatres américains. Cette nomination coïncidait avec deux faits qui alarmaient l'administration Roosevelt. Le premier était le nombre croissant d'objecteurs de conscience, principalement parmi les quakers, qui préféraient affron-

ter la rigueur des asiles américains plutôt que de s'enrôler. Le second était la forte proportion de réformes pour raisons mentales. Sur quinze millions d'incorporés, le chiffre se montait à deux millions. Aucune des nations en guerre n'enregistrait un tel pourcentage.

Pour le Dr Cameron, la solution était claire. Il ne fallait pas se contenter de « traiter » ce « rebut », mais préparer d'urgence le terrain sur lequel se développerait son messianisme psychiatrique. Il se lança dans une série d'études génétiques, biochimiques, interculturelles et neurologiques destinées à identifier les mécanismes électrochimiques du cerveau qui pourraient conduire à la guérison des maladies mentales. Les patients ne manquaient pas ; les asiles des Etats-Unis débordaient de gens qui refusaient d'aller servir leur pays. Ceux d'Albany reçurent un nouveau type d'affectation : ils seraient les cobayes de Cameron.

C'était le temps de la Nouvelle Lumière — des nouvelles appellations, des nouvelles théories et d'un nouveau jargon, qui noyait le non-scientifique dans une *lingua franca* destinée à effrayer et à maintenir dans l'ignorance les étrangers au sérail. On normalisait les procédures de sélection psychiatrique ; symptômes et définitions proliféraient. Le moindre des maux était sujet d'études ou de polémiques dans les revues savantes. En psychiatrie, les lignes de bataille étaient plus fermement tracées qu'ailleurs, particulièrement dans le domaine de la schizophrénie. On s'appliquait sans fin à définir, préciser et catégoriser la maladie, et montrer qu'il s'agissait d'un trouble organique, d'origine héréditaire ; qu'il résultait de déséquilibres électrochimiques du cerveau ; qu'on le reconnaissait à l'incapacité d'utiliser le langage de façon efficace et logique, à la perturbation des schémas d'apprentissage et d'action, à l'apathie, à une distorsion de l'acuité sensorielle et de la perception, et à un trouble des processus de conceptualisation. Ce genre de débat n'intéressait guère le Dr Cameron. Pour lui, ses recherches avaient démontré que le désordre, c'était le patient. Il ne semblait pourtant pas avoir tiré les conséquences ultimes de ses conclusions, c'est-à-dire que pour extirper la maladie, il fallait éliminer le malade.

Les premières années de la guerre virent s'accroître l'intérêt porté aux maladies mentales et les industries impliquées dans la psychologie, la psychiatrie et la médecine, ainsi que la fabrication de machines à électrochocs, de camisoles de force, de drogues et de produits chimiques connurent un développement sans précédent. Les distinctions entre traitement volontaire et traitement forcé se firent floues et souvent disparurent. L'inventaire des symptômes et des syndromes

s'enrichissait de mois en mois. Par manque de temps ou de patience, on passait directement des recherches au traitement. La psychiatrie comme le reste était soumise au mot d'ordre du moment : « priorité à la guerre ». Les malades mentaux devaient dans toute la mesure du possible réintégrer les magasins, les usines et la ligne de front. La rudesse avec laquelle on appliquait l' « évaluation scientifique » prônée trente ans auparavant par Frederick Winslow Taylor aurait sans doute fait sourciller le grand béhavioriste lui-même. Pour le Dr Cameron, ce début des années quarante fut l'époque des décisions cruciales, sur le plan médical comme pour sa propre carrière.

Albany ne lui suffisait plus. Il lui fallait encore rendre des comptes à des supérieurs. Mais, un peu plus loin dans le Nord, se présenta une occasion dont il se dit à juste titre qu'elle pourrait ne jamais se reproduire. L'université McGill commençait à se tailler une certaine réputation sous l'autorité de l'éminent neurologue Wilder Penfield, mais manquait d'un président pour son département de psychiatrie. En 1943, sur la suggestion du Pr Penfield, on offrit le poste à Cameron, qui accepta aussitôt.

8

Les armes ultimes

Du fond de son lit étroit protégé par une alèse en caoutchouc, Madeleine voyait le mobilier et sa robe de chambre, pendue à un crochet de la porte, apparaître dans la pâle lueur du jour naissant. Elle se trouvait dans l'aile sud 2. Cette dénomination lui évoquait davantage un sommet de montagne qu'un hôpital. Elle se demandait parfois si les gnomes ne venaient pas de quelque repaire rocheux. Par brefs intervalles, il lui arrivait d'admettre qu'ils n'existaient pas, du moins pas comme le lit, le fauteuil et les rideaux — sans oublier la machine qui faisait désormais partie de sa vie.

Elle ne savait plus combien de fois on l'avait roulée jusqu'à son chevet, avant de lui envoyer une secousse qui la plongeait dans l'inconscience. A son réveil, une douleur étrange et indéfinissable lui martelait la tête, et son cerveau lui semblait un vide où tremblait une brume confuse. Pourtant, si sa mémoire avait été affectée, le traitement n'avait pas pour autant chassé les gnomes ni la créature qui montait la garde devant la porte, celle qu'elle avait nommée le Paresseux.

Elle était certaine que sa chambre avait été celle de la créature, et que c'était là une des punitions infligées par le docteur, comme de lui supprimer la possibilité de sortir du bâtiment parce qu'elle avait été surprise en train de tenter de subtiliser un couteau dans la salle à manger. Depuis lors, quand ils se croisaient dans le corridor, il l'ignorait ; chancelante de drogues, appuyée sur une infirmière, elle le voyait passer, à la tête d'un cortège de médecins et d'infirmières et accompagné d'une secrétaire, distribuant des ordres et dictant des notes tout en marchant.

Le Paresseux faisait régulièrement son apparition chaque soir, après que l'infirmière eut éteint la lumière, non sans avoir vérifié qu'elle avait bien pris ses médications pour la nuit. Sa masse noire lui

apparaissait sur le tapis, devant la penderie, au moment où commençaient à s'estomper ses pensées lancinantes. Il avait à peu près la taille du ballon de plage avec lequel elle jouait avec son père derrière la maison. Trop terrifiée pour crier, la bouche desséchée par la drogue, elle le voyait dérouler ses membres et se traîner sur le tapis pour venir s'installer au pied de la porte, bloquant toute issue. Il émettait une pâle lueur et exhalait une odeur qui rappelait à Madeleine celle, aigre, de la terre du cimetière où reposait son père.

Elle tourna son regard vers la fenêtre. Il faisait jour. Près de la porte, le Paresseux avait disparu. L'infirmière n'allait pas tarder, poussant la machine et accompagnée de l'interne chargé de son fonctionnement.

Au cours des trois années précédentes, Madeleine avait été hospitalisée cinq fois, quarante-quatre semaines en tout, presque une année entière passée dans l'aile sud 2. On avait vidé dans ses bras des centaines de seringues, elle avait avalé des milliers de cachets, et on aurait pu allumer des guirlandes d'ampoules avec l'électricité qui avait traversé son cerveau.

Entre deux séjours à l'hôpital, elle avait à trois reprises saccagé l'appartement à la recherche des capsules, sans vouloir croire Eddie qui affirmait les garder toujours sur lui par ordre du Dr Cameron. Elle avait deux fois essayé de se tuer par d'autres moyens.

A chaque fois, un médecin accourait avec un questionnaire. Avait-elle entendu des voix ? Avait-elle vraiment voulu en finir ? Pensait-elle parfois que des gens complotaient contre elle ? Elle refusait de répondre. Ensuite, une infirmière défaisait sa valise, celle qu'Eddie appelait la « valise-navette ». Quand il lui avait rendu visite, il s'était assis sur le lit ; elle s'était blottie contre lui, oubliant tout, et en particulier sa mère, qui avait insisté pour venir et se tenait près de la porte, sombre et silencieuse. Le Dr Cameron lui avait recommandé de rester à l'écart pour n'être pas trop bouleversée elle-même par l'état de sa fille. Madeleine lui en avait été grandement reconnaissante. C'est à cette occasion aussi qu'elle avait le mieux pris conscience de la douleur peinte sur le visage d'Eddie. Elle aurait voulu le réconforter, mais ne trouvait rien à dire.

Graduellement, durant ces trois années, ses sensations s'étaient émoussées, au point qu'elle ne ressentait plus qu'une vague torpeur, parfois brisée par le désir violent de se tuer pour rejoindre son père. Quand elle prenait conscience de son impuissance à l'assouvir, elle sombrait dans des périodes de totale apathie. Dans ces moments-là, elle avait l'impression de ne plus être elle-même, ni même d'être quelqu'un. Ses rêves étaient plus terrifiants que tout ce que le

Dr Cameron pouvait lui infliger à l'état de veille, et elle en émergeait le corps brisé de larmes qui ne venaient jamais, et avec des douleurs lancinantes à ses poignets couturés. Il lui semblait que le monde avait changé, qu'il était devenu plus étranger et plus irréel.

Récemment, le Dr Cameron était venu accompagné d'un nouveau médecin lors de sa tournée matinale, et se tournant vers son cadet il lui avait brièvement retracé le récit des trois années écoulées. Le nouveau avait alors posé une série de questions d'une voix égale et parfaitement articulée. Il indiqua à Cameron qu'elle semblait souffrir de symptômes de « dépersonnalisation ». Elle l'avait regardé en se demandant ce qu'il voulait dire, mais le Dr Cameron, lui, avait semblé très bien comprendre et avait brièvement opiné sans même la regarder. Depuis lors, la machine à électrochocs faisait dans sa chambre des apparitions plus fréquentes. Elle détruisait nombre de souvenirs, l'abrutissait et la rendait incapable d'arracher la moindre pensée cohérente à la brume qui envahissait son cerveau.

Eddie venait encore, mais s'asseyait désormais dans le fauteuil et la regardait d'un regard sans larmes empreint de tristesse. Il parlait de son travail et des vacances qu'ils passeraient ensemble quand elle irait mieux. Progressivement, le ton de sa voix prenait des intonations funèbres.

Venant du corridor, elle entendit le son qui annonçait le début de la journée, le bruit du chariot qui apportait les médicaments. Elle avait appris à reconnaître tous les bruits d'un lieu qu'elle avait une fois qualifié devant Eddie de « dépotoir chic pour désaxés argentés ». C'était à l'époque où elle ne venait qu'en consultation une fois par semaine dans le bureau du Dr Cameron ; en montant l'allée, elle se disait à chaque fois qu'on aurait dit de l'extérieur un club de loisirs campagnard. Lorsqu'on entrait dans l'hôpital de jour, l'illusion persistait ; cette partie était de style art-déco. L'aile sud 2 correspondait davantage à l'idée qu'elle se faisait d'un asile d'aliénés : beaucoup de portes, parfois closes, parfois entrouvertes, des infirmières aimables mais toujours sur le qui-vive et des médecins qui ne cessaient d'aller et venir en franchissant une porte portant l'inscription « unité de soins ». Il y avait une salle consacrée à la thérapie où des adultes des deux sexes étaient incités à peindre avec les doigts, à faire la cuisine, à utiliser les machines à laver ou à progresser dans l'art du repassage.

Personne n'avait l'air fou, du moins personne n'avait l'allure et le comportement qu'elle avait imaginé être ceux des déments ; pas de hurlements enragés, pas de Méduse aux yeux écarquillés ligotées à un lit et braillant des obscénités. Au contraire, les patients semblaient

aussi drogués qu'elle-même, allant d'un pas traînant de la table du repas à la salle de détente, ou escortés vers les lieux de traitement. Certains réapparaissaient endormis sur une civière, d'autres reprenaient le chemin de l'aile sud 2, un casque de footballeur sur la tête. Nombreux étaient ceux qui le gardaient la journée entière. Madeleine se demandait quelle en était la raison ; de même, elle était intriguée par ce qui se passait derrière la porte marquée « salle de sommeil ». Pourquoi certaines infirmières répugnaient-elles à s'y rendre ? Quand elle se risqua à poser une question à l'infirmière en chef, Peggy Mielke, elle se vit répondre gentiment mais fermement que cela ne la regardait pas.

Peu après la tentative du vol du couteau, le Dr Cameron l'avait chapitrée, le visage aussi grave que la voix, expliquant qu'il fallait tenir compte de ses pulsions suicidaires et qu'elle ne devait pas prendre son traitement pour une punition. Dès lors, elle prenait tous ses repas dans sa chambre, sous la surveillance d'une infirmière qui vérifiait soigneusement qu'aucun couvert ne disparaissait du plateau. La machine était roulée dans sa chambre deux fois par jour, tôt le matin et en fin d'après-midi, cinq jours par semaine.

Elle sentit l'habituelle panique grignoter son cerveau. Ses cheveux, comme sa chemise de nuit et les draps, étaient humides de sueur. Une fois de plus elle constata son échec ; elle n'avait trouvé ni l'énergie ni le courage de s'arracher à son lit, d'ouvrir la porte et de se sauver avant l'arrivée de la machine, de crainte de voir le Paresseux surgir de sa cachette pour l'engloutir au sein de son corps couvert de mucosités. Tout ce qu'elle pouvait faire, c'était réagir comme tous les matins : elle eut un spasme stomacal et vomit sur le couvre-lit. Lorsque la porte s'ouvrit, elle contemplait encore les souillures d'un œil fixe.

Une infirmière poussa le chariot sur lequel reposaient la boîte noire, un tube de gelée lubrifiante et deux spatules de bois entourées de compresses destinées à servir d'ouvre-bouche. L'infirmière ôta l'oreiller et les draps souillés, sans cesser de parler aimablement pour capter l'attention de Madeleine. Celle-ci continuait de fixer la boîte, avec ses cadrans, ses aiguilles et ses interrupteurs. L'infirmière débrancha la lampe de chevet et connecta à la prise le cordon de la machine. Madeleine pouvait voir les aiguilles osciller pendant que l'infirmière effectuait quelques réglages.

Madeleine supplia qu'on lui fît une piqûre pour lui permettre de se détendre. Il fallait attendre le médecin. A son arrivée, celui-ci expliqua que le Dr Cameron avait dit que dans son cas les sédatifs étaient inutiles. C'était toujours la même réponse.

Le médecin tripota les manettes et régla le programmateur automatique. Il déboucha le tube et étala un peu de gelée sur les tempes de Madeleine. Il lui dit de se moucher, de respirer profondément et de garder la bouche grande ouverte. Il plaça ensuite l'ouvre-bouche entre ses dents, en vérifiant qu'il était bien en contact avec la mâchoire inférieure pour empêcher la langue de jaillir. Il lui demanda de refermer la bouche et de serrer autant qu'elle pouvait. Elle sentit quelque chose de plus froid que la gelée se presser contre ses tempes. C'était l'acier glacé des électrodes enduites de solution saline qui allaient tordre son cerveau. Le médecin les maintenait en position. L'infirmière vérifia un cadran et annonça : « C'est prêt. »

Comme elle faisait toujours à ce moment-là, Madeleine entreprit de se débattre. Le médecin assura les plaquettes d'une main un peu plus ferme et lui ordonna de se calmer, affirmant qu'il n'y avait pas de quoi s'effrayer et qu'elle ne sentirait rien. Par-dessus son épaule, il interpella l'infirmière : « Prêt. Allez-y ! »

Elle actionna un bouton.

Madeleine ne pouvait pas en être certaine — car le Dr Cameron lui-même lui avait affirmé qu'il était physiologiquement impossible de *sentir* le traitement — mais il lui sembla que son cerveau grésillait dans son crâne et que son corps bondissait hors du lit. Dans la fraction de seconde écoulée entre le « Allez-y » et l'exécution de la manœuvre, sans doute ne pouvait-elle qu'imaginer l'onde de douleur qui traversait en un éclair son cerveau. En termes techniques, c'était un courant de cent cinquante volts, puissance suffisante pour allumer une ampoule de cent watts. Son corps fut pris de soubresauts incontrôlables et elle se mit à baver. Après un délai de quatre secondes, le programmateur automatique déclencha un nouveau choc. Il le fit quatre fois encore, six fois en tout.

Le médecin retira les électrodes après que l'infirmière eut déconnecté l'appareil et rebranché la lampe. Elle essuya la gelée et ôta l'ouvre-bouche. Enfin, elle plaça une compresse sur la bouche de Madeleine pour éponger la salive. Le médecin vérifia le pouls et sortit de la pièce avec son assistante. Entre l'arrivée de cette dernière et son départ avec le chariot, dix minutes s'étaient écoulées.

Dans le corridor, ils compulsèrent la liste des autres patients programmés pour l'électrochoc matinal. La suivante était Jeannine Huard.

Le Dr Morrow ouvrit le dossier de la patiente pour s'assurer que la formule d'accord y figurait bien et parcourut les notes portant sur le

passé médical de la femme entre deux âges, sous sédatifs, couchée sur la table. Elle avait passé la matinée à travailler dans la pièce stérile carrelée de blanc du rez-de-chaussée, juste à côté du bureau personnel du Dr Cameron. Les jeunes médecins l'avaient surnommée la « boutique des chocs ». Elle avait anesthésié des malades non payants, ou servi de « presse-bouton » à Cameron sur la machine à électro-chocs, après qu'il eut administré du sodium amytal à ceux de ses clients privés qu'il estimait mériter une médication préalable.

Généralement, elle n'avait guère le temps de jeter plus d'un coup d'œil sur les dossiers ; si la formule d'accord y figurait, elle se considérait comme satisfaite — bien que dans son for intérieur elle doutât que l'électrochoc fût une panacée. Mais l'une des nombreuses choses qu'elle avait apprises en six mois de travail à l'Allan Memorial, c'était qu'il ne fallait pas s'aviser de contester la validité des méthodes du Dr Cameron. Comme souvent, il était en retard — mais cela, même les médecins les plus haut placés n'auraient osé lui en faire reproche.

C'était la dernière patiente qui pénétrerait ce matin-là dans la pièce brillamment éclairée où régnait une vague odeur de médicaments et d'urine.

En travaillant avec les grands patrons, le Dr Morrow avait beaucoup appris, entre autres qu'il fallait attacher la plus grande importance à la façon dont un patient racontait son histoire. Son père lui avait expliqué qu'en prenant des notes précises dès le départ, on gagnait du temps et on évitait des recherches inutiles par la suite. Il avait ajouté que la bonne volonté du patient et sa capacité de coopération étaient, pour faire la lumière, aussi indispensables que l'adresse du médecin à poser les questions. Aucun rapport médical ne pouvait exprimer avec précision ce qui s'était réellement passé ; il fallait dès le départ laisser de côté les idées préconçues, sinon on aboutissait à un rapport qui décrivait tout, mais ne révélait rien.

Pourtant, le Dr Cameron se contentait parfois de la simple lecture du dossier pour lancer le traitement. Tous les autres chefs de service que le Dr Morrow avait vus travailler faisaient leur propre évaluation clinique, si détaillé que fût l'historique qu'on leur avait transmis.

Elle avait été rattachée par Cameron au service du Dr Cleghorn, l'équipe de médecins et de chercheurs dont le directeur adjoint de l'hôpital était directement responsable. Ce dernier lui avait expliqué que, selon lui, l'un des principaux apports de la psychiatrie à la médecine était ce qu'il appelait la « biographie scientifico-humaine » du patient ; tout comme la loi de Koch était devenue les tables de la loi de la recherche médicale, les nouvelles techniques d'établissement de

l'historique du malade avaient pavé le chemin de la psychiatrie moderne. Avec ce sourire communicatif qui contrastait tant avec le visage toujours sévère du Dr Cameron, il avait ajouté que ces techniques avaient été perfectionnées dans cet hôpital.

Le Dr Morrow continua à compulser le dossier de la malade allongée sur le chariot. Rien n'indiquait que la poursuite du traitement aux électrochocs pût être en quoi que ce soit bénéfique — sans parler de la méthode radicale employée par Cameron. Celle-ci avait été expérimentée en 1948 par deux chirurgiens anglais, L. G. M. Page et R. J. Russel, au Three Counties Hospital d'Arlesey, dans le Berforshire — établissement réputé pour ses recherches à l'écart des sentiers battus. Elle consistait à envoyer des chocs puissants et multiples, sans cependant dépasser le nombre de cinq par séance.

Cameron avait souvent demandé au Dr Morrow de programmer *six* secousses, à une intensité vingt fois supérieure à tout ce qu'elle avait pu voir jusqu'alors. « Ils passaient d'un choc à l'autre en état d'apnée. Cela signifie que leur respiration était coupée. Et c'est la chose la plus terrifiante que j'aie jamais vue de ma vie. »

Le docteur s'acharnait à appliquer ce traitement chaque fois que c'était possible — bien qu'aux yeux du Dr Morrow il fût parfaitement clair qu'il en savait aussi peu que quiconque sur les résultats éventuels de la méthode Page-Russell. La dévouée et sensible Mary Morrow avait souvent été attristée de constater que le seul résultat de ces décharges électriques répétées à très faible ampérage était de créer la confusion dans l'esprit du malade et de lui infliger des pertes de mémoire.

Sa propre expérience clinique lui avait enseigné qu'en cas de tensions et d'angoisses extrêmes, de faibles doses d'insuline pouvaient se montrer efficaces, sans effets secondaires dépressifs. Le Dr Morrow commençait à penser que malgré sa position éminente, Cameron ne se souciait guère de la souffrance de ses malades. Pour cela, elle le savait, un médecin devait être capable d'humanité.

Elle était heureuse de travailler dans le service du Dr Cleghorn. Dans tout ce qu'il disait ou faisait, le grand psychiatre à la voix aimable s'attachait à mettre de la raison dans l'irrationnel. Quand il n'était pas auprès de ses patients, il passait de longues heures dans son laboratoire, à se pencher sur des mystères aussi complexes que les effets des électrochocs sur le cortex surrénal, ou à étudier, avec son équipe de chercheurs, la composition chimique des sécrétions de l'hypophyse et de l'hypothalamus — travail dont il avait prédit avec justesse qu'il les conduirait un jour à un prix Nobel. Sa réputation personnelle de

chercheur avait attiré auprès de lui des noms prestigieux. Il y avait là Marian Birmingham, chercheuse pleine d'entrain travaillant à une exploration biochimique de la fonction surrénale du cerveau, ainsi que Paula Ward et Edward Schonbaum, qui avançaient sans ménager leur peine vers la consécration qu'ils allaient connaître en isolant un stéroïde nouveau dans le tissu surrénal. Une demi-douzaine de scientifiques en tout s'activaient dans le laboratoire de Cleghorn, à la recherche de moyens de lutte contre l'ensemble des désordres affectifs.

Comme Cameron pénétrait dans la pièce, elle se dit une fois de plus qu'il n'était qu'un mégalomane égocentrique pratiquement incapable de s'intéresser à autre chose qu'à lui-même. Il enfonça l'aiguille dans le bras de la patiente et surveilla le liquide transparent qui pénétrait dans la veine. Il pria la malade de compter à rebours à partir de dix. Quand elle en fut à cinq, sa mâchoire s'affaissa, et elle poussa un bruyant soupir. Il plaça l'ouvre-bouche entre les dents, et glissa une main sous la mâchoire pour resserrer les maxillaires, demandant alors au Dr Morrow de « presser le bouton ». Quand la patiente eut reçu ses six décharges, il quitta la pièce sans un mot, laissant son assistante de plus en plus persuadée qu'il avait « jeté aux orties la sagesse des Anciens, et se moquait du bien des malades ». Elle se jura de ne jamais en arriver là.

Dans l'attente de la réponse de la Société de recherches en écologie humaine concernant sa demande de subventions, le Dr Cameron était sur des charbons ardents ; alors seulement, il pourrait commencer le lavage des cerveaux de Madeleine Smith, Jeannine Huard et de quelques autres.

La demande était parvenue dans les élégants locaux de la Société, au 201 de la 78e rue Est à New York, le 23 janvier 1957. Monroe en envoya immédiatement une copie au Dr Gottlieb à Washington, qui fit suivre au directeur.

Les liens entre les Dulles et Cameron étaient largement antérieurs aux réceptions de Clover et à la consultation qu'il lui avait donnée lorsqu'elle s'était sentie mentalement ébranlée par les infidélités de son mari. Ils remontaient aux années de guerre, aux jours où le maître-espion et le médecin luttaient côte à côte contre le nazisme.

Alors occupé à manipuler avec brio, depuis son bureau suisse, les généraux allemands et l'Abwehr de l'amiral Canaris, Dulles avait reçu d'utiles informations sur la mentalité de l'adversaire, fournies par Cameron et d'autres psychiatres regroupés dans un comité ultra-secret qui se réunissait régulièrement dans les locaux de l'Association des

psychiatres américains pour analyser l'évolution de l'état d'esprit de l'Allemagne et de ses dirigeants. Il lui avait ainsi été plus facile de manipuler la Gestapo de Himmler pour la monter contre Hitler et d'utiliser les modérés allemands pour semer la panique dans la population. Le Dr Cameron avait fait une synthèse de ces techniques dans des études comme « L'hystérie de masse en temps de guerre » et « Les ressorts du moral des civils sous la pression de la guerre ». Dulles avait été frappé par certaines suggestions du psychiatre, qui lui avaient paru originales et d'une grande portée — comme cette proposition de faire subir après la guerre une courte série d'électrochocs à tous les survivants allemands de plus de douze ans pour éliminer à jamais les vestiges du nazisme.

La victoire venue, le gouvernement des Etats-Unis choisit tout naturellement Cameron pour évaluer l'état mental de Rudolf Hess. En mai 1941, l'adjoint du Führer s'était envolé vers l'Ecosse pour soumettre un plan de paix à Winston Churchill. Il avait langui dans une prison anglaise avant d'être transféré à Nuremberg pour y être jugé avec les autres dirigeants nazis, un psychiatre britannique l'ayant déclaré sain d'esprit. Les Américains, de même que les Russes, co-accusateurs dans le procès des criminels de guerre, exigèrent de procéder à leur propre examen psychiatrique de l'accusé.

Le Dr Cameron arriva à la fin de l'automne 1945 dans ce qui fut le berceau du nazisme et n'était plus qu'un champ de ruines envahi par les miasmes pestilentiels exhalés par les cadavres pourrissant sous les décombres. Ce fut là qu'il rencontra Dulles pour la première fois. Les deux hommes se sentirent immédiatement en harmonie ; ils se méfiaient également des Anglais, haïssaient profondément les Allemands et n'avaient pas de meilleurs sentiments à l'égard des Russes. Dînant avec Cameron dans la sombre salle à manger du Grand Hôtel remis à neuf, Dulles lui fit jurer le secret avant de faire une surprenante révélation : il avait de bonnes raisons de penser que l'homme que Cameron allait examiner n'était pas Rudolf Hess mais un imposteur ; que le véritable adjoint du Führer avait été secrètement liquidé sur ordre de Churchill. Dulles ajouta qu'un simple examen extérieur de la poitrine du prisonnier permettrait de vérifier l'hypothèse. S'il s'agissait du véritable Hess, Cameron devrait trouver une cicatrice à la hauteur du poumon gauche, séquelle d'une blessure reçue pendant la Grande Guerre. Le médecin accepta de tenter la vérification.

Le lendemain, il fut conduit à la prison où étaient détenus les dirigeants nazis. Menotté à un policier militaire anglais, un person-

nage fut introduit dans le parloir et présenté dans les règles comme « Hess, Rudolf, prisonnier en instance de jugement ».

Avec ses yeux bleus profondément enfoncés dans les orbites et son teint blême, le visage de Hess ressemblait à une tête de mort. Il était vêtu d'un vieux veston de tweed et d'un pantalon qui faisait des poches. Il portait encore les bottes d'aviateur de la Luftwaffe avec lesquelles il s'était envolé pour l'Ecosse. Le prisonnier et son gardien demeurèrent liés l'un à l'autre pendant tout l'interrogatoire, qui dura plusieurs heures. Et lorsque Cameron demanda qu'on enlevât les menottes pour procéder à un examen physique, le policier refusa, arguant qu'il n'avait pas autorité pour le faire. Le psychiatre n'insista pas et fit son rapport à Dulles. Si ce dernier fut déçu, il n'en laissa rien paraître devant Cameron, dont il savait désormais qu'il était prêt à travailler de façon non orthodoxe. Nul ne saura jamais si cet examen de Hess n'était pas un nouvel exemple de ce que Dulles appelait ses « petits tests ».

Durant les jours passés ensemble à Nuremberg, les deux hommes découvrirent qu'ils partageaient les mêmes idées sur les perspectives historiques à long terme : le nazisme une fois détruit, une menace nouvelle et plus grave à maints égards pointait à l'horizon. La Russie, ils n'en doutaient pas, s'apprêtait à répandre aussi largement que possible sa pernicieuse influence. Lorsqu'ils se quittèrent — Cameron avait déclaré Hess « cliniquement sain d'esprit » —, chacun était persuadé qu'il fallait tout faire pour sauver le monde du communisme.

A présent, douze ans plus tard, ils se trouvaient réunis dans ce même combat.

Le projet de Cameron arrivait à un moment où un sentiment de frustration grandissant s'emparait de Dulles. La Société de recherches en écologie humaine prenait figure de coûteux fiasco. Cependant, ce n'était pas tant les mille deux cents dollars de loyer annuel, les cent quatre-vingt mille dollars dépensés en salaires et frais de fonctionnement, ni même les cinq millions de dollars de la CIA ayant transité par les livres de la Société au cours des trois années précédentes qui gênaient Dulles : ce genre de pertes n'était pas de nature à l'empêcher de dormir. Ce qu'il ne pouvait admettre en revanche, c'était le fait qu'il n'y avait pratiquement rien de concret à brandir pour justifier cette débauche de fonds secrets, sinon d'éternelles promesses non tenues qui finirent par créer un profond embarras.

C'était d'autant plus agaçant que jusque-là, partout ailleurs, l'Agence n'avait sous sa férule rencontré que des succès. Elle était parvenue en creusant un tunnel sous la frontière à brancher des

écoutes sur le réseau de communications de la zone orientale de Berlin, interceptant ainsi des informations top-secret circulant entre Moscou et ses satellites. Dulles avait personnellement conçu le plan qui avait conduit au renversement du Dr Mossadegh et remis le chah d'Iran sur son trône. Il avait supervisé l'opération visant à abattre le dictateur socialiste du Guatemala Jacob Arbentz, qui s'était imaginé pouvoir nationaliser des terres appartenant à l'United Fruit Company, une société américaine qui avait eu John Foster Dulles comme conseiller juridique, et dont Allen lui-même était un important actionnaire. Dulles avait mobilisé la force aérienne privée de la CIA et recruté une assez considérable armée de mercenaires ; Arbenz avait été promptement remplacé par un régime mieux disposé à l'égard des Etats-Unis et parfaitement décidé à ne plus toucher aux exploitations de l'United Fruit. Dulles avait enserré le globe entier d'un réseau de bases secrètes qui étaient autant de points de départ pour des opérations souterraines ; il y en avait au Japon, en Grèce, en Allemagne et en Angleterre. Chacune d'entre elles était dirigée par des cadres militaires de la CIA parfaitement entraînés à toutes les formes de guérilla et au commandement de troupes mercenaires. L'un de ces officiers opérant dans le Sud-Est asiatique était William Buckley, promis à un grand avenir.

Ce n'était pas la moindre des satisfactions obtenues par Dulles depuis quatre années que d'avoir par de multiples opérations poussé vers sa tombe ce vieux lion agonisant qu'était l'Empire britannique. Partout dans le monde, et surtout en Afrique, en Inde et en Asie, là où naguère l'autorité anglaise était encore indiscutée, il avait infiltré des agents. Dans sa soif d'étendre encore les réseaux de l'Agence, il n'avait pas épargné la stratosphère. Persuadé jusqu'à l'obsession de la félonie des Soviétiques, il avait convaincu ses collègues de l'United States Intelligence Board (USIB) de mettre sur pied un sous-comité présidé par Edwind Land, l'homme qui était à la tête de la société Polaroid. Ce dernier était parvenu à la conclusion que la seule façon de surveiller les activités militaires de l'ennemi était de mettre au point un avion volant à très haute altitude et équipé d'un matériel photographique spécial capable de distinguer un visage à une altitude de près de quinze mille mètres. L'USIB accepta de financer le projet et de le placer sous l'égide de l'Agence.

Dans la spacieuse demeure de Highlands Avenue à Washington, louée par Clover sur le conseil de son thérapeute jungien qui lui avait expliqué qu'elle ne pourrait jamais chasser le souvenir des infidélités d'Allen si elle vivait là où beaucoup d'entre elles avaient commencé, à

Q Street, Dulles passait ses soirées à ruminer sur le plan du futur U-2, convaincu qu'il allait enfin savoir ce que l'ennemi préparait. Mais il n'avait toujours pas la moindre idée de la façon dont s'y prenaient Russes et Chinois pour envoûter les esprits.

D'une certaine façon, son fils lui posait la même énigme. Les blessures physiques étaient cicatrisées, mais la balle chinoise avait laissé chez le jeune Dulles des séquelles mentales irréversibles. Selon le témoignage de Clover, « il lui arrivait de regarder son père avec une telle expression de dégoût qu'Allen se mettait à frissonner comme sous l'effet d'un soudain coup de froid. " Je ne sais pas ce que nous allons faire de lui ", disait-il plus tard. Ensuite, il retournait à son travail ».

La proposition du Dr Cameron était parvenue sur le bureau directorial, dans une pièce fermée par une porte munie de deux serrures à combinaison, mais meublée avec simplicité. Aucune ostentation, pas de photographies personnelles montrant le maître des lieux serrant la main des grands de ce monde, seulement quelques gravures prêtées par la National Gallery, semblables à celles qui, partout à Washington, pendaient aux murs des sanctuaires d'hommes qui n'avaient guère le temps de cultiver le goût des beaux-arts. Bourrant de tabac le fourneau de sa pipe de bruyère tout en lisant, Dulles se dit qu'il ne savait plus très bien à quel moment le grain de sable s'était glissé dans le déroulement du programme de recherches concernant le contrôle sur l'esprit lancé quatre ans auparavant.

Etait-il là depuis les premiers jours de ce bel été de 1953 où la Société de recherches en écologie humaine avait reçu de si nombreuses propositions de chercheurs respectables que Dulles avait eu le bonheur de pouvoir persuader deux organisations philantropiques existantes de lui servir de canal pour distribuer cinq millions de dollars de subventions ? Il s'agissait du prestigieux Fonds Geschister pour la recherche médicale et de la fondation Josiah Macy, trusts familiaux étroitement liés et dirigés par de vieux amis du directeur. Cet été avait été plein de promesses. Staline était mort ; John Foster et Eleanor avaient pensé comme Allen que l'équilibre du pouvoir basculait un peu plus encore vers le Nouveau Monde. Il ne restait plus qu'à comprendre comment les communistes s'y prenaient pour faire plier les consciences.

Le Dr Gottlieb avait persuadé Dulles qu'en dernière analyse, la technique du lavage de cerveau était fondée sur des drogues. Ce pouvait être le LSD, la mescaline, la cocaïne ou même la nicotine, il ne savait pas encore, mais « c'était certainement quelque chose comme ça ». D'instinct, Dulles penchait pour la même hypothèse. Alors, à

travers tous les Etats-Unis, dans tous les grands centres de recherches comme le Boston Psychopatic, l'University of Illinois Medical School, le Mount Sinai Hospital et la Columbia University à New York, l'University of Oklahoma, l'Addiction Research Center à Lexington, dans le Kentucky, dans les universités de Chicago et de Rochester, et dans bien d'autres lieux, des chercheurs s'étaient lancés dans des études financées par la CIA.

Dans le cadre de l'Agence elle-même, Gottlieb, abandonnant de temps à autre sa tâche de chef de production de poisons de plus en plus efficaces à l'usage d'agents d'exécution comme William Buckley, engagea les chimistes du Technical Services Staff dans des expérimentations de plus en plus audacieuses avec le LSD. On en corsa le café et les verres d'alcool, on en répandit sur la nourriture. Les volontaires se mirent à « voyager » entre les murs de leurs bureaux, dans les repaires secrets de Washington et au-delà, dans la campagne du Maryland. A chaque fois, le « voyage » durait plusieurs jours.

Il y eut des épisodes tragi-comiques : un des chercheurs en état de délire s'étant soudain pris pour Fred Astaire, il avait saisi la secrétaire la plus proche, persuadé qu'elle était Ginger Rogers. La jeune femme, qui avait aussi absorbé un sandwich drogué, se laissa entraîner et le couple passa un après-midi entier à tourbillonner sur une table de conférence. A la fin, ils furent emmenés par des collègues inquiets qui passèrent la nuit à les veiller, jusqu'à ce qu'ils retrouvent leur état normal. Plus grave, un médecin du TSS qui avait bu du café assaisonné se mit soudain à crier qu'il voulait se jeter dans le fleuve, et ne fut ceinturé que de justesse sur les bords du Potomac.

Pour le Dr Gottlieb, de tels incidents n'étaient que des bavures dans sa quête des techniques magiques utilisées par les communistes. Son expérience chèrement acquise lui avait appris qu'on ne pouvait se permettre de sauter une étape dans l'apprentissage d'une figure de danse complexe. Il en allait de même pour l'application de la science en matière de contre-espionnage. Dans l'un et l'autre cas, il fallait avoir la volonté de pratiquer des heures et des heures d'exercices, en acceptant à l'avance de se retrouver parfois sur le derrière. Son sixième sens, celui qui lui attirait le respect de ses pairs, lui indiquait qu'en l'occurrence, il n'y aurait pas de solution rapide. Le chemin du succès passait nécessairement par une expérimentation inlassable.

En cet été de 1953, il chargea son équipe de découvrir les moyens susceptibles de permettre la prise de possession de l'esprit d'un individu. Pour tous, il n'était plus seulement la Bête de la Belle-Richard Helms, mais Merlin l'Enchanteur. Observant ses collègues

développer leur vision du monde sous l'influence du LSD, il lui arrivait d'esquisser un pas de gigue ; c'était pour lui ses meilleurs moments de bonheur à l'Agence, qui n'avaient d'égal que ceux où il se levait à l'aube pour aller traire ses chèvres.

Vers la fin de l'été, il rendit visite à Dulles pour lui expliquer que le seul moyen de connaître toutes les potentialités de la drogue serait de faire des essais dans les conditions de la réalité, c'est-à-dire sur un individu totalement étranger à l'Agence. A la surprise de Gottlieb, son chef recula. Le politicien, qui ne dormait jamais que d'un œil sous la peau du directeur, mesura les risques encourus au cas ou quelque chose tournerait mal. Gottlieb fut donc prié de limiter ses expériences aux membres du TSS.

Entre-temps, une perspective plus attirante et moins risquée s'était ouverte. Toujours acharné à être le premier à l'Agence à percer le secret du contrôle sur l'esprit, Morse Allen était de nouveau revenu sur le devant de la scène.

Entre autres talents, il avait celui de savoir tirer la substantifique moelle d'un texte, si ardu ou ennuyeux fût-il ; il l'avait acquis au cours des années passées à faire le pied de grue devant le domicile de New-Yorkais soupçonnés de sympathies pro-communistes. Il agrémentait ses longues heures de planque en lisant des ouvrages scientifiques choisis au hasard des rayons à la bibliothèque municipale. Il avait ainsi grandement amélioré son niveau culturel, et ses lectures avaient fait de lui, entre autres choses, un fin connaisseur des techniques de l'hypnose. A l'époque de ses débuts à l'Agence, il avait souvent demandé qu'on le laissât essayer ses talents sur des suspects, mais personne ne l'avait jamais pris au sérieux. Il avait momentanément calmé sa rage en passant ses nuits à lire dans le repaire de Francfort la somme consacrée aux champignons par Gordon et Valentina Wasson, *Les Champignons, la Russie et l'Histoire*. Il y avait découvert, outre les détails ignorés sur les différences subtiles entre les multiples espèces, que bien avant l'ère chrétienne, les Grecs, les Egyptiens et les Phéniciens étaient passés maîtres dans l'art sournois d'empoisonner leurs ennemis à l'aide de champignons. L'impératrice romaine Agrippine avait ainsi ouvert la voie du trône à son fils Néron en servant à son mari Claude un plat vénéneux amoureusement mijoté. Allen avait été particulièrement frappé par une remarque des Wasson à ce propos : l'espèce choisie par Agrippine, l'amanite phalloïde, pouvait, sous une forme modifiée, plonger un individu dans l' « incapacité de contrôler ses propres affaires ». C'était aussi intéressant que tout ce qu'il avait pu

entendre jusqu'à présent sur le contrôle sur l'esprit. Avec la minutie qui le caractérisait, il passa des mois à préparer un rapport destiné à Dulles. Ce qui lui manquait sur le plan du style, il le rattrapait par la précision de ses recherches, fournissant maints détails sur ses rencontres avec les principaux cultivateurs de champignons en Amérique qui s'accordaient pour affirmer que « les espèces les plus intéressantes poussaient au Mexique ». Le mémo pressait Dulles de lancer l'Agence dans la quête du « champignon magique » utilisé par les Indiens. A proprement parler, il ne s'agissait d'ailleurs pas d'un champignon, mais des graines de la *piule plant* qui laissait les indigènes « dans une étrange griserie ». Allen ne trouva pas d'autre moyen de décrire ce qu'on lui avait raconté.

Dulles se laissa rapidement persuader que ces graines pouvaient effectivement contenir une drogue de vérité. Un chercheur de l'Agence fut envoyé de l'autre côté de la frontière pour aller chercher les graines particulières que les Aztèques appelaient *teonanactl,* la « Chair de Dieu ». L'opération reçut un nom de code approprié tiré de l'inépuisable imagination de Dulles : « opération Course à la Chair ». Le chercheur revint avec des sachets soigneusement étiquetés de *piule seeds* portant le lieu de cueillette et des détails sur la végétation environnante et la nature du sol.

Le Dr Gottlieb eut vent de ce qui semblait être une découverte prometteuse. Il réussit à convaincre Dulles que l'Office of Security de Morse Allen n'avait pas toute l'expérience requise pour étudier les propriétés des graines. C'était un travail qui relevait des chimistes du Technical Services Staff. Tout comme le Dr Wolff, Gottlieb savait impressionner Dulles. Allen Morse fut mis sur la touche, victime d'une des intrigues internes courantes au sein de l'Agence, et d'ailleurs discrètement entretenues par le directeur qui cultivait l'art de diviser pour régner.

Une fois en possession de la « Chair de Dieu », le Dr Gottlieb constata que son laboratoire, pourtant le mieux équipé de l'Agence, était encore insuffisant. Le modeste budget de cinq mille dollars primitivement alloué pour financer le voyage au Mexique ne tarda pas à prendre des proportions alarmantes. Cent mille dollars furent soustraits aux coffres de l'Agence pour régler les nombreux contrats passés avec des chercheurs et des chimistes comme ceux de la société Parke, Davis et Cie à Detroit. Saisissant avec bonheur la chance qui s'offrait à eux, des mycologues répartis dans des douzaines de villes se mirent à travailler de longues heures pour le compte de l'Agence, régulièrement ravitaillés en « Chair de Dieu » grâce aux expéditions de

cueillette au Mexique. Dans un mémo à Dulles — rédigé peu après qu'il lui eut demandé de s'abstenir de tester le LSD sur des personnes extérieures —, Gottlieb manifesta son enthousiasme : « Nous sommes au bord de la découverte d'un agent chimique entièrement nouveau, et qui restera bien sûr un secret de l'Agence. »

Quatre ans plus tard, en février 1957, la proposition du Dr Cameron sous les yeux, le directeur savait que la promesse, comme tant d'autres, n'avait pas été tenue. Son vieil allié du temps de guerre, Albert Hoffmann, le chimiste qui avait inventé le LSD, avec l'aide d'un mycologue français de la Sorbonne, Roger Heim, était parvenu à isoler l'agent chimique actif de la « Chair de Dieu », et l'avait baptisé psylocibine.

Ce fut un coup dur et, pour un homme ayant moins de ressort que le Dr Gottlieb, cela aurait pu être le coup de grâce. Mais celui-ci, une fois remis de sa déception initiale, déplaça l'opération Course à la Chair du terrain de la recherche à celui de l'expérimentation. Il acheta de grandes quantités de psylocibine, et en confia à des médecins pénitentiaires de ses amis. Le Dr Harris Isbell de l'Addiction Center à Lexington, dans le Kentucky, reçut le premier lot d'ampoules. Neuf pensionnaires noirs reçurent une injection, et le médecin observa leurs réactions psychologiques. Selon ses notes,

> ... après trente minutes, l'angoisse est devenue tout à fait précise, et s'exprimait dans une crainte que quelque chose de mauvais ne se produisît ; crainte de la folie, ou de la mort. A certains moments, les patients avaient la sensation de voir le sang et les os à l'intérieur de leur corps et de celui des autres. Ils avaient des fantasmes qui les transportaient ailleurs, voyageant vers la lune ou habitant de somptueux châteaux. Deux d'entre eux eurent l'impression que ces expériences étaient dues à une prise de contrôle de leur esprit par les expérimentateurs.

Ce n'était guère concluant. Mais le commentaire final du Dr Isbell à propos des prisonniers qui s'étaient crus manipulés conduisit finalement Dulles à accéder aux demandes répétées de Gottlieb ; ce dernier fut autorisé à tenter des expériences avec le LSD « dans les conditions de la réalité ».

Longtemps après que l'agitation fut retombée, Dulles devait s'avouer qu'il ne saurait sans doute jamais toute la vérité. Seuls une poignée d'agents connaissait tous les détails des événements survenus à la suite d'un séminaire tenu dans une cabane de rondins, quelque part au fin fond des forêts du Maryland. Le Dr Gottlieb et ses collègues y

avaient invité l'éminent biochimiste Frank Olson. Travaillant à Fort Detrick, ce dernier était spécialisé dans le conditionnement des germes biologiques en aérosol. Depuis 1943, il avait mis au point toute une série de bombes à main mortelles, camouflées derrière une apparence de déodorant, de crème à raser ou d'insecticide. Elles recelaient entre autres de la *staph enteroxin*, un poison qui rend infirme, l'*equine encephalomyelitis*, substance vénézuélienne encore plus redoutable, et, le plus foudroyant de tous, des germes d'anthrax charbonneux. Il avait été invité à cette réunion en forêt pour parler des nouvelles armes qu'il préparait : un briquet dégageant un gaz qui tuait presque instantanément, un bâton de rouge à lèvres mortel au simple contact de la peau, et un élégant inhalateur de poche pour asthmatiques provoquant la pneumonie. Les trois premiers jours du séminaire se passèrent sans événements notables, le Dr Olson donnant ses explications et faisant ses démonstrations, attentivement suivi par Richard Helms, Gottlieb et son assistant, le Dr Richard Lashbrook.

Le jeudi 19 novembre 1953, pendant le dîner, la conversation roula entre autres sur l'éditorial du jour du *Washington Post* qui s'en prenait violemment aux armements chimiques ; on s'accorda à penser que le *Post* était une feuille « gauchisante » et que le sénateur McCarthy ferait bien d'enquêter sur sa rédaction. Après le repas, Gottlieb, en hôte attentionné, offrit un verre de Cointreau au Dr Olson. Il omit de lui préciser que la boisson avait été corsée au LSD.

Moins d'une heure plus tard, le biochimiste commença à se comporter de façon très bizarre. Les hommes de la CIA l'observaient avec attention, notant qu'après une période d'hilarité excessive, le Dr Olson tombait peu à peu dans la dépression. Finalement, il montra tous les signes d'un état psychotique évident. Son intelligence, ses facultés de compréhension et sa mémoire s'affaiblissaient ; sa perception du temps et de l'espace se faisait vague, et son niveau de concentration s'abaissait de minute en minute. Comme celle d'un petit enfant, son attention se dispersait sans cesse. Son humeur se fit instable et changeante ; après des moments d'euphorie inexplicables, il piquait brusquement une colère ou sombrait dans une crise de larmes tout aussi injustifiée. Son comportement étrange devenait de plus en plus infantile. Il dormit cette nuit-là d'un sommeil agité. Au matin, le Dr Gottlieb et ses compagnons poursuivirent leurs observations. Manifestement, le Dr Olson était toujours profondément désorienté et victime d'hallucinations, sous l'emprise d'une psychose qui allait s'aggravant. On décida de le raccompagner chez lui.

Mme Alice Olson, une femme mûre et pondérée, habituée à vivre

aux frontières de l'univers trouble des services secrets, avait depuis longtemps pris son parti des activités professionnelles de son mari. Cette fois pourtant, elle fut médusée par le tableau qu'offrait le docteur à son retour au foyer en cette fin d'après-midi du 21 novembre. « Il était maussade et déprimé, ce qui ne lui ressemblait pas. Il était dans une grande détresse et avait visiblement besoin d'aide. Mon mari était un homme remarquablement équilibré. Il n'avait jamais eu de troubles psychologiques. » Pour Mme Olson, il n'y avait pas de doute, son mari devait aller voir un psychiatre. « Mais au lieu de l'emmener en voir un à Washington ou dans le Maryland, les Drs Gottlieb et Lashbrook l'ont conduit chez un allergologue de New York, le Dr Harold Abramson. »

Si le Dr Abramson n'était pas psychiatre de formation, il se livrait néanmoins à des recherches sur le fonctionnement de l'esprit. Entre autres opérations de l'Agence, il avait participé au projet M-K-Ultra. Il diagnostiqua rapidement un état de confusion chronique, une perte du sens de l'identité, le biochimiste se mettant souvent à observer certaines parties de son corps comme si elles lui étaient étrangères. Il prescrivit un sédatif, du Nembutal, accompagné d'un verre de bourbon — médication totalement ignorée des manuels traitant des psychoses. Pendant le séjour new-yorkais, le Dr Olson fut emmené chez le célèbre prestidigitateur John Mulholland, récemment engagé comme consultant par le Dr Gottlieb. Il avait pour mission de rédiger un mode d'emploi de l'art des magiciens adapté aux opérations de l'ombre, par exemple « faire empocher des objets variés à l'insu des personnes concernées ». Le biochimiste fut soudain pris d'agitation, quand l'idée le traversa que le magicien se préparait à le faire disparaître comme un lapin dans un chapeau.

On le ramena chez le Dr Abramson. Cette fois, il ne prescrivit ni whisky ni somnifère, mais un billet d'avion. Il recommanda au Dr Olson de retourner chez lui pour passer en famille les fêtes de Thanksgiving et d' « oublier » ses expériences récentes. Cette nuit-là, profitant du sommeil de son gardien, le biochimiste se faufila hors de l'hôtel. Convaincu d'être en mission secrète, et que la première chose à faire était de détruire toute preuve de son identité, le Dr Olson déchira le contenu de son portefeuille dans une station de métro proche de Times Square et retourna à l'hôtel, rasant les murs du hall de réception. Quand les hommes de l'Agence l'eurent retrouvé, il expliqua avec véhémence que des comploteurs non identifiés le surveillaient et le suivaient. Ses anges gardiens décidèrent que plus vite il serait rentré chez lui, mieux cela vaudrait. On prit l'avion pour Washington. Alice

Olson rappela par la suite qu'il lui avait téléphoné pour lui dire « qu'il craignait de rentrer, par peur de faire quelque chose de mal devant les enfants ». Le Dr Lashbrook le ramena à New York pour une nouvelle consultation chez le Dr Abramson. L'allergologue lui-même ne put que constater « un état psychotique accompagné de délire de persécution ». Le Dr Olson avait commencé à entendre « des voix hostiles et insultantes ». Un psychiatre qualifié aurait sans doute commencé à se demander s'il ne s'agissait pas d'un début de paraphrénie, forme particulièrement dévastatrice de psychose délirante chronique.

Cette nuit-là, le Dr Olson partageait une chambre à deux lits à l'hôtel Statler avec le Dr Lashbrook. Après le dîner, il téléphona à sa femme, qui s'entendit dire que « tout allait s'arranger ». A minuit, constatant que le Dr Olson était endormi, Lashbrook éteignit sa lampe de chevet. Deux heures plus tard, il se réveillait juste à temps pour apercevoir le Dr Olson se ruer en courant à travers la pièce et plonger dans la rue à travers les stores baissés.

Dulles n'eut pas trop de ses considérables talents de manipulateur pour étouffer l'affaire ; il trouva d'excellentes raisons de cacher la vérité ; les investigations ne devaient à aucun prix dépasser le cadre d'une enquête interne. En dehors du sérail, nul ne devrait jamais apprendre pourquoi le Dr Olson était mort. Après tout, personne n'avait cherché à le tuer ; il n'y avait eu aucune intention malveillante. C'était une erreur, un simple excès de zèle de la part du Dr Gottlieb. Et, tout bien pesé, les dommages subis dans toute cette mésaventure étaient en réalité négligeables. Le directeur avait su donner toute la mesure de son art de noyer le poisson.

Le Dr Gottlieb ne reçut aucune sanction. La famille Olson dut attendre 1976 pour voir surgir quelques bribes de vérité, et la veuve du docteur se vit attribuer sept cent cinquante mille dollars de dédommagements par le Congrès.

Mais, en cette fin de février 1957, Dulles se trouvait à nouveau devant un choix délicat. De quelque façon qu'on l'envisageât, la recherche sur le contrôle sur l'esprit en était pratiquement au point mort. La proposition du Dr Cameron laissait entrevoir une percée possible, mais qui n'allait pas sans risque. Des patients pouvaient mourir. Certains pourraient se poser des questions, et un gouvernement étranger, fût-il aussi bien disposé que celui du Canada, serait moins maniable que l'administration de Washington. Pendant des jours et des jours, le directeur pesa le pour et le contre, évaluant les risques à l'aune de l'ensemble des renseignements qu'il était seul à posséder sur les forces de l'ennemi. Il avait toujours professé que la

meilleure façon de se débarrasser d'un doute était de mettre en cause son bien-fondé. Le 25 février, il donna son accord à la proposition du Dr Cameron. L'entreprise serait administrée par le Dr Monroe, en liaison directe avec le Dr Gottlieb.

Le lendemain, Monroe définit dans un mémorandum le rôle de la Société de recherches en écologie humaine, qui

> ... agira en tant qu'organisme de couverture. Le coût (révisé) du programme sera de 38 186 dollars répartis sur deux ans. Les dépenses seront affectées sous le numéro 7-2502-10-001. La Société réclamera le remboursement de toute partie non dépensée de la subvention par elle accordée. Il ne sera plus demandé au chercheur principal de fournir six mois de comptabilité officieuse.

Le Dr Monroe concluait sur une note concernant la sécurité :

> Aucun membre du personnel de l'Agence ne sera autorisé à prendre contact avec le Dr Cameron ou son équipe, ni à discuter du projet avec lui, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles. En cas de nécessité, il devra en référer à l'Office of Security et au bureau responsable qui évaluera la demande et indiquera la procédure à suivre.

Pour Morse Allen c'était une nouvelle chance de rentrer dans le circuit. Pour quelques officiels de l'Agence, cette façon de faire du morose et soupçonneux chef de la sécurité le surveillant de la Bête était un stratagème tout à fait typique de Dulles.

Le projet de Cameron fut incorporé dans le programme M-K-Ultra comme sous-projet 68 et classé top-secret. L'Agence prit bonne note, mais sans commentaire, que l'une des drogues qu'allait utiliser le Dr Cameron pour « tenter de perfectionner les méthodes de désactivation des patients » était celle-là même qui avait conduit à la mort le Dr Olson : le LSD 25.

Dès ce 26 février, Morse pouvait téléphoner à Cameron pour lui annoncer la bonne nouvelle : « Vous avez le feu vert. »

9

Les euphorisants

Pour tous, à l'Allan Memorial Institute, le 18 mars 1957 fut un jour comme les autres, même si quelques-uns avaient du mal à se remettre des suites des libations de la veille en l'honneur de la Saint-Patrick. Dans les conversations, le sujet du jour était la décision des sociétés américaines Kodak et Du Pont de s'adjoindre une équipe de psychiatres. On se demandait si l'exemple serait suivi au Canada. Comme d'habitude aussi, les spéculations allaient bon train sur ce qui se passait au sous-sol. Récemment, le Dr Cameron en avait déclaré une partie zone interdite, sauf pour Rubenstein et Zielinski. Ces dernières semaines, les deux hommes s'étaient affairés jusque tard dans la nuit, jouant du marteau et transportant du matériel. Personne ne s'était risqué à provoquer la colère de Cameron en descendant voir ce qui se tramait ; d'autres avaient été mis à la porte pour moins que cela. Ce remue-ménage dont nul ne soupçonnait la cause était lié au sous-projet 68. Le Dr Cameron avait choisi cette pluvieuse journée de mars pour le mettre en route.

Par coïncidence, c'est ce même jour que Richard Stephenson et Jay Schulman, deux sociologues de la Rutgers University, entamèrent leurs recherches sur la sociologie du système communiste, en vertu d'un contrat passé avec le Dr Monroe. Et c'est ce même jour encore que la Société de recherches en écologie humaine émit un chèque à l'ordre de certains médecins du Iona State Hospital dans le Michigan, à charge pour eux de poursuivre l'étude de quelques pervers sexuels. Le Dr Gottlieb s'était persuadé que les gens capables de violer et de molester des enfants jouissaient d'un don particulier pour refouler les pensées « saines et normales », peut-être semblable à celui qu'il fallait posséder pour se faire espion communiste. Ce n'était qu'une *idée,* mais pour les médecins de la prison, elle méritait cinquante mille

dollars supplémentaires de subvention. Ces deux programmes étaient destinés à compléter les travaux de Cameron.

Le Dr Cleghorn arriva de bonne heure à l'Institut pour mesurer le taux de corticoïdes dans l'urine d'un certain nombre de patients ; c'était une autre façon d'évaluer le stress. De leur côté, des chercheurs se préparaient à consacrer une nouvelle journée à effectuer des tests et des mesures, explorant par exemple le rapport existant chez certains malades entre les crises d'angoisse et des douleurs cardiaques : ces dernières étaient-elles dues à une vaso-constriction qui diminuait l'apport de sang au cœur, ou bien était-ce, inversement, la crise d'angoisse qui provoquait un besoin soudain accru d'oxygène ? Dans un coin du laboratoire, une équipe étudiait les réactions phobiques — une émotion intense, qui conduit à des troubles psychologiques graves. L'un des cliniciens mettait en corrélation les obsessions de certains patients et les irrégularités de leur rythme de sommeil. Un autre traçait la courbe de la corrélation entre la montée de la pression sanguine et l'angoisse ; il observait les fluctuations au moment où les patients étaient questionnés sur des sujets sensibles comme leur vie sexuelle, leur famille ou leurs relations avec autrui. Il tentait de quantifier les variations enregistrées entre les moments de perturbation et les moments de calme.

Nombre de ces recherches mettraient des années à aboutir, et certaines seraient abandonnées. En dernier ressort, tout cela dépendait du bon vouloir du Dr Cameron. Celui-ci décidait seul des projets qui méritaient qu'il se donnât la peine d'exercer ses dons de chasseur de subventions. Pour le Dr Cleghorn, cela posait problème, ne fût-ce qu'en raison du peu de temps que le médecin-chef de l'Institut accordait à l'examen des mérites respectifs de chacun des programmes de recherches qu'on lui soumettait. Il lui arrivait parfois de s'arrêter pour écouter dans un couloir, de rendre sèchement son verdict entre deux portes, avant de s'éloigner rapidement. Sa décision une fois prise, il n'était plus question de le faire changer d'avis. Quiconque s'y essayait était exilé vers les marches les plus lointaines de l'empire que le Dr Cameron avait fondé. Connu sous le nom de McGill Psychiatric Training Network, il englobait huit hôpitaux de Montréal, décernait son propre diplôme de psychiatrie et faisait de son créateur le médecin le plus influent de la ville. Et cela non plus ne laissait pas d'inquiéter le Dr Cleghorn.

Le Dr Eve Lester, qui allait bientôt devenir le plus jeune professeur de l'équipe de McGill, entamait une nouvelle journée de travail avec des patients adolescents ; pour Cleghorn, elle n'allait pas tarder à

atteindre la consécration internationale. Il pensait la même chose du Dr Ken Adam, de l'équipe psychanalytique. Derrière le personnage séduisant et bourru, ressemblant à un héros de western jusque dans son parler nasillard de cow-boy, se cachait un analyste dont l'art de tirer les conclusions thérapeutiques de symptômes finement observés lui avait déjà assuré sa future place parmi les plus brillants psychanalystes du Canada.

Le Dr Cleghorn avait constaté un fossé qui allait s'élargissant entre les psychanalystes et les médecins-psychiatres, qui croyaient avant tout à la vertu thérapeutique des seringues et des électrochocs et étaient quelque peu agacés par leurs collègues de l'autre bord dont les méthodes étaient nées de manière empirique et reposaient presque exclusivement sur la qualité de l'observation. S'ils voulaient bien admettre à contrecœur que la psychanalyse avait les structures d'une science, ils pensaient en fait qu'il s'agissait essentiellement d'une philosophie de la vie qui, comme telle, avait peu de valeur dans leurs propres méthodes de soins fondées sur les drogues. Les psychanalystes de leur côté soutenaient qu'on pouvait aider les malades en les aidant à se révéler eux-mêmes devant un médecin bienveillant attentif et patient. Ils dénonçaient le danger des produits chimiques et des électrochocs pour ces régions du cerveau, bien sûr impossibles à localiser sur le plan anatomique, où se nichaient les pensées, les sentiments, les pulsions, les désirs, les instincts, que l'analyse permettait de faire apparaître et de canaliser dans la bonne direction. Il arrivait que les deux factions se livrent soudain à de vifs échanges sur des sujets tels que la « névrose de transfert » : les psychiatres doutaient parfois de son existence même ; les psychanalystes répliquaient qu'il était vital de la comprendre et ajoutaient que l'abus des traitements physiologiques — particulièrement l'électrochoc — ruinait souvent toute chance de suivi efficace.

Le Dr Cameron encourageait ces dissensions ; il estimait que les bonnes querelles faisaient les bons médecins. En outre, tout comme son vieil ami Allen Dulles, il savait depuis longtemps qu'il était plus facile de régner sur une maison divisée. Les prises de bec entre factions n'avaient cessé de se multiplier à mesure que s'ouvraient de nouvelles unités de recherches. Des médecins éminents, parmi les meilleurs dans leurs spécialités, se retrouvaient confinés ensemble dans un espace restreint, luttant pour des locaux, des crédits, et par-dessus tout pour imposer leurs théories. Cela ne faisait qu'alimenter davantage encore les spéculations concernant les mystères du sous-sol. On s'accordait à penser que le Dr Cameron était en train de mettre sur pied un projet

personnel. Il lui était arrivé de dire qu'il aimerait pouvoir se consacrer à la mise en œuvre de toutes ses théories, sans porter la responsabilité de l'administration de ce qui était devenu une entreprise d'une taille appréciable — en définitive, plusieurs centaines de personnes dépendaient de lui dans Montréal.

Personne, et le Dr Cleghorn moins que tout autre, n'imaginait un instant que Cameron abandonnerait jamais de son plein gré une position sans égale. Son adjoint se demandait parfois ce qui le faisait courir. Ce ne pouvait être l'argent ; il était déjà riche. Alors, le pouvoir ? Mais que pouvait-il espérer de plus ? Toutes les portes du monde médical lui étaient largement ouvertes, et il était probablement plus puissant que bien des politiciens canadiens ; il avait ses entrées dans les plus hautes sphères du pays, et il lui était possible de fabriquer ou de briser la carrière d'un médecin sur un simple coup de téléphone — de même qu'il parvenait à collecter de l'argent avec une aisance que peu de chasseurs de fonds professionnels pouvaient égaler. Alors, de quoi s'agissait-il ? Cette question tracassait de plus en plus le Dr Cleghorn. Il n'aimait pas davantage la façon dont Cameron les manipulait ; avec une science consommée de politicard, il prenait parti pour un camp contre l'autre, sans hésiter à virer de bord tout aussi rapidement au gré des circonstances. Il était le directeur et le chef d'un orchestre qui jouait parfois avec brio, mais rarement en harmonie complète.

Les médecins allaient et venaient au gré des mutations à l'intérieur du réseau. Mary Morrow avait été rattachée à un autre établissement de Montréal, et le Dr Cleghorn avait bon espoir qu'elle trouverait sa voie une fois qu'elle aurait appris à maîtriser son angoisse. Il y avait une chose au moins dont il était sûr, c'était qu'il avait su la convaincre que la psychiatrie n'était pas faite pour les individus névrotiques, ni pour les médecins incompétents ou sans cœur.

Le psychiatre commençait à soupçonner que c'était pourtant le cas du Dr Cameron. Comme Mary Morrow, il avait l'impression que le médecin-chef avait perdu de vue l'adage de Francis Peabody : « Pour vaincre la maladie, il faut aimer le malade. » Trop souvent, un cas n'était pour lui qu'un ensemble de symptômes — « la petite du Nord 2 est une catatonique ». Il semblait oublier que l'état d'un patient ne se résume pas à des mots comme mélancolie, psychose maniaco-dépressive ou névrose obsessionnelle. Ce n'étaient là qu'étiquettes, abstractions, hypothèses, de simples signes d'une réalité beaucoup plus vaste, réalité qui pour le Dr Cleghorn était toujours l'individu en proie à sa souffrance. Cameron ne se laissait plus guère troubler par ce

genre de sentiments. Quelque part en cours de route, il avait abandonné le principe de Goethe qui avait guidé toute la carrière de Cleghorn : « On ne peut comprendre que ce que l'on aime. »

Le soir, à la fin de ses visites, le Dr Cleghorn regagnait son bureau et se mettait à lire et relire les articles du Dr Cameron. Ils traitaient de la température des schizophrènes, des effets de la douleur sur les dépressifs, de la variation des ondes électriques cérébrales pendant le traitement à l'insuline, de l'effet de petites doses d'adrénaline sur certaines des fonctions mentales supérieures. Cameron avait également étudié le délire nocturne sénile de patients à qui l'on avait bandé les yeux, ce qui conduisait à une montée de la pression sanguine et provoquait un affaiblissement marqué des capacités de mémoire immédiate ; d'autres articles encore portaient sur les structures du discours psychotique, ou sur les variations de comportement des sujets soumis à une tension chronique.

Il y avait encore une vingtaine d'articles aux titres accrocheurs comme « La mémoire », « Recherche et société », ou « Psychiatrie et citoyenneté ». On y décelait la certitude du croyant ; le Dr Cameron avait raison, et ses écrits étaient parole d'évangile à l'usage des humbles mortels. La réserve et les doutes du Dr Cleghorn s'accommodaient mal d'une telle suffisance et d'un tel narcissisme. Il avait également lu les ouvrages de son supérieur hiérarchique, qu'il avait trouvés bien faits et convaincants.

Cependant, tout bien pesé, Cleghorn en était arrivé à la conclusion que l'œuvre de Cameron « souffrait d'un manque de connaissance approfondie des domaines étudiés ». Il s'était également rendu compte qu'à mesure que le Dr Cameron avait, comme un Jean au Pays des Géants de la médecine, grimpé l'échelle hiérarchique en marquant chaque marche d'une publication, il avait omis de citer les prédécesseurs qui lui avaient permis de poursuivre ses recherches. Fussent-ils aussi illustres que Freud, Jung ou d'autres pionniers de la psychiatrie moderne, Cameron évitait autant que possible de reconnaître ses dettes à leur égard. C'était non seulement révélateur de la personnalité du docteur, mais en outre troublant pour un homme de science : on frôlait l'imposture.

Ce qui préoccupait le plus le directeur adjoint, c'était l'obsession du Dr Cameron pour la manipulation psychique. Là, pour une fois, il n'existait aucun précédent dans la littérature professionnelle. Cameron avait inventé son propre langage pour décrire ses méthodes de traitement : « automanipulation psychique », « hétéro-manipulation psychique », « implant dynamique » ou « répétition de rôle ». Le

Dr Cleghorn savait depuis longtemps que le langage médical avait des résonances affectives. De même que des mots comme « infarctus du myocarde », « tumeur » et « psychonévrose » étaient fortement porteurs d'angoisse pour les patients, le vocabulaire utilisé par Cameron pour parler de la manipulation psychique le mettait mal à l'aise. C'était pour lui un langage creux qui voilait d'un écran de fumée une méthode de traitement bricolée à partir d'éléments hétéroclites, comme les inventions de la société Linguaphone ou les improvisations d'un Leonard Rubenstein totalement dépourvu de connaissances médicales.

Le Dr Cleghorn avait encore un autre motif d'inquiétude. Deux ans auparavant, à l'occasion du congrès annuel de l'American Psychiatric Association, le Dr Cameron avait lancé son concept de contrôle effectué sur le cerveau dans les colonnes de *Weekend-Magazine*, un magazine populaire généralement plutôt consacré à la vie des stars et aux conseils aux ménagères. Saisissant au bond l'expression à la mode, il avait qualifié sa méthode de « lavage de cerveau positif ». Pour illustrer l'interview, figurait la photographie d'une jeune femme portant un casque d'écoute sur la tête, et la légende expliquait qu'elle était en train d'entendre la répétition de ses « confessions ». On attribuait au Dr Cameron le mérite d'avoir inventé « une méthode audacieuse pour soulager les névrosés en utilisant une forme adaptée du lavage de cerveau ». Il avait ajouté qu'il « se trouvait devant le même genre de problèmes que les laveurs de cerveau professionnels », puisque ses patients, « comme les prisonniers des communistes, tentaient de résister et qu'il fallait briser leurs défenses ». Comme bon nombre de ses collègues, le Dr Cleghorn avait été effaré par ces surprenantes déclarations. Mais le Dr Cameron livrait-il vraiment le fond de sa pensée quand il qualifiait sa méthode de « lavage de cerveau positif » ? Dans l'affirmative, il y avait vraiment de quoi s'inquiéter.

Le Dr Cleghorn commençait également à s'alarmer de l'usage systématique que faisait son supérieur des électrochocs répétés et intenses, technique pour laquelle Cameron avait spécialement inventé le mot « destructuration ». Il ne voyait pas où pouvait être le bénéfice à long terme d'un traitement où l'on plongeait le patient dans un sommeil de trois jours, avant de lui infliger, encore comateux, trente à soixante chocs sur une courte période, tout en lui administrant entretemps des doses de mille milligrammes de Largactil, un puissant sédatif contre l'angoisse. Cleghorn avait une haute idée de la déontologie médicale. Il fut particulièrement choqué lorsque, après s'être finalement décidé à faire une remarque sur l'amnésie totale où conduisait le traitement, il s'entendit répondre que les proches du

patient n'avaient qu'à « l'aider à bâtir un échaufadage d'événements normaux ». Pour lui, « cette métaphore désinvolte tirée de l'industrie du bâtiment n'était guère appropriée, et n'expliquait rien — d'ailleurs les échafaudages s'effondraient parfois, avec de tragiques conséquences ». Ses sentiments n'avaient certes pas contribué à réchauffer les relations déjà tendues entre les deux principaux médecins de l'hôpital.

Il arrivait parfois à l'infirmière en chef de l'aile sud 2, Peggy Mielke, une femme de vingt-quatre ans svelte et pleine d'allant, celle qui avait éludé les questions de Madeleine sur les malades affublés de casques de football, de se demander pourquoi elle répugnait tant à parler à quelqu'un de ce qui se passait dans la salle de sommeil, un dortoir de vingt lits toujours occupés, à l'extrémité de l'aile, plongé en permanence dans une demi-pénombre. Peut-être était-ce à cause de son incapacité à répondre à la question qui l'obsédait : à quoi bon ces longues années de formation, si c'était pour venir échouer dans cet étrange univers crépusculaire et superviser un traitement dont elle n'avait jamais entendu parler dans ses manuels, ni vu appliquer dans aucun des centres psychiatriques où elle avait travaillé ?

Elle commençait à percevoir, venant de l'autre côté de la porte du dortoir, les bruits du petit matin à l'Institut, tous liés à des traitements plus conventionnels. On distribuait les premiers cachets de la journée, on remplissait les seringues ; on étalait la gelée sur les tempes, et bientôt les premiers patients soumis à l'électrothérapie plongeraient dans l'inconscience. C'était là un univers que l'infirmière Mielke comprenait.

Mais dans la salle de sommeil, chaque jour était semblable au précédent. Certaines infirmières l'avaient surnommée la chambre des zombies.

L'infirmière Mielke referma la porte derrière elle et s'arrêta un instant pour accoutumer sa vue à la pénombre, et son odorat à l'odeur des produits chimiques et des corps. Les patients ressemblaient à des extra-terrestres. Certains gisaient inertes, écoutant les paroles inlassablement répétées par les diffuseurs installés sous leurs oreillers. De temps en temps, ils poussaient des gémissements inarticulés en entendant leur voix ou celle du Dr Cameron. D'autres, qui avaient été éveillés par l'équipe de nuit, erraient d'un pas traînant à travers la pièce, portant sur la tête des casques de footballeurs spécialement modifiés. Quelques-uns se tenaient assis à la table, au milieu de la pièce ; des infirmières les nourrissaient à la cuiller, mais ils ne

semblaient conscients que des sons produits par les bandes qui tournaient dans leurs casques.

C'étaient ces fameux casques qui avaient fait naître les premiers doutes dans l'esprit de l'infirmière Mielke. Pas seulement parce qu'elle trouvait « parfaitement lamentable » de les voir portés par des malades dans un état grave, ou parce qu'il leur fallait entendre jusqu'à seize heures par jour les mêmes mots répétés sur une bande sans fin. Elle s'insurgeait devant le fait que Leonard Rubenstein et Jan Zielinski étaient autorisés à aller et venir à leur guise pour remplacer une bande ou ajuster un casque. Quand elle avait manifesté ses réticences, elle s'était entendu répondre que les deux hommes avaient une « permission spéciale » du Dr Cameron, et qu'ils étaient les seuls membres du personnel non médical autorisés à pénétrer dans la salle de sommeil. Pour l'infirmière, c'était là une procédure parfaitement irrégulière. Elle n'avait jamais vu des patients confiés à des soignants qui n'étaient ni médecins ni infirmiers, et ne possédaient évidemment pas les qualifications nécessaires pour faire face à des individus particulièrement déséquilibrés.

Les deux hommes s'affairaient déjà à remplacer les bandes dans les casques et à vérifier les diffuseurs sous les oreillers. Rubenstein était semblable à lui-même, et Zielinski grave et silencieux. Elle pensait parfois qu'ils jouaient un rôle, et qu'avec leurs blouses blanches, ils avaient peut-être vraiment fini par se prendre pour des médecins. En tout cas, Rubenstein truffait son discours de termes médicaux et parlait de ses « recherches en cours », ou de son « laboratoire du comportement ».

Au début, Peggy Mielke avait mis l'attitude de Rubenstein sur le compte de l'égocentrisme — elle n'avait pas été sans remarquer que l'Institut ne manquait pas d'individus au moi hypertrophié — et s'était quelque peu amusée de sa façon de se mettre en avant, agissant comme s'il était non seulement « le bras droit du patron, mais son confident le plus intime ». Mais elle avait pu constater que Rubenstein n'hésitait pas à interdire à une infirmière ou même à un médecin de toucher à un diffuseur d'oreiller ou à un casque hors de sa présence, affirmant avec force que « le patron et lui en avaient décidé ainsi ». Elle avait envisagé de soulever la question devant le Dr Cameron le jour où Madeleine Smith avait trouvé le moyen de s'échapper de sa chambre après l'électrochoc matinal. Pieds nus et en chemise de nuit, la jeune femme avait descendu l'allée en chancelant, avait gagné la rue, et s'était jetée en zigzaguant au milieu de la circulation, provoquant maintes embardées. L'infirmière Mielke, l'ayant aperçue par une fenêtre du

Sud-2, s'était précipitée à sa poursuite après avoir donné l'alarme, courant si vite que son bonnet s'était envolé. Elle avait pu saisir Madeleine qui venait d'échapper de justesse aux roues d'un camion, et il fallut une brève lutte dans le flot des véhicules avant de pouvoir la ramener entre les murs de l'Institut. Elle avait l'air d'une pauvre enfant perdue, infiniment vulnérable.

Le Dr Cameron avait fait son apparition, flanqué de Rubenstein. Il ordonna de mettre Madeleine dans la salle de sommeil. La malade éclata en sanglots irrépressibles, avant de s'effondrer par terre roulée en boule, frappant le sol de ses poings. Baissant les yeux sur elle, le médecin avait parlé avec fermeté : « Ça suffit, ma petite. Ce n'est pas comme ça que ça va s'arranger. » Rubenstein remit Madeleine sur ses pieds. Passant un bras autour de ses épaules, le psychiatre reprit : « Je ne veux que votre bien, ma petite. » Suivis de l'infirmière, les deux hommes entraînèrent Madeleine dans la salle de sommeil.

La jeune femme fut plongée pendant trente-six jours dans un sommeil artificiel, seulement interrompu pour les repas. Entre ceux-ci, elle reçut trente chocs multiples supplémentaires.

Pour Mme Velma Orlikow, les drogues prescrites pendant quatre mois par le Dr Cameron n'avaient fait que créer de nouveaux problèmes. Les fortes doses de désoïne et de sodium amytal ancrèrent plus profondément ses angoisses, l'enfermant dans une camisole chimique qu'elle sentait se renforcer de jour en jour. L'autre drogue, le LSD-25, avait brisé ce cocon, la laissant pantelante de terreur : il lui semblait que son moi ancien — cette femme accablée qui avait cependant retrouvé assez d'espoir pour aller chercher de l'aide à près de trois mille kilomètres de son Winnipeg — n'était plus qu'un abîme de confusion. Le Dr Cameron la priait instamment de réexaminer les valeurs qui fondaient son ancienne vie, comme ses relations avec sa mère et son amour pour son mari et leur fille Lesley. Pharmacien, son mari, depuis longtemps membre du Parlement, était un des hommes politiques les plus respectés du pays.

Elle avait traversé les deux tiers du Canada pour venir raconter son histoire parce que d'autres médecins lui avaient dit que le Dr Cameron représentait l'ultime recours. Elle avait tout dit, bribe par bribe, observant le visage en face d'elle, y cherchant une raison d'espérer. Lors de ce premier entretien, elle ne vit qu'un masque inexpressif. Derrière les lunettes, les yeux de son vis-à-vis paraissaient plus grands que nature. Elle avait l'impression qu'ils la transperçaient. Elle avait parlé d'une voix hésitante, consciente que la machine posée sur le

bureau enregistrait la moindre de ses paroles : elle avait quarante ans ; son mari était pharmacien et Lesley avait huit ans ; elle était heureuse en ménage et avait d'autant plus été désorientée d'avoir perdu tout désir sexuel après la naissance de sa fille. Elle avait d'abord pensé qu'il ne s'agissait que d'une période de transition, et David s'était montré patient. Mais des mois plus tard, comme il avait tenté de lui faire l'amour, elle avait ressenti des élancements dans le ventre et s'était refusée. Sa libido n'avait depuis lors cessé de diminuer, et elle était sujette à des coups de fatigue et à des sautes d'humeur qui lui donnaient l'impression de dévaler des montagnes russes à bord d'un wagonnet livré à lui-même, et elle souffrait de migraines atroces et d'insomnies. Cela durait parfois des semaines. Sans consulter de médecin, David lui avait donné du Largactil. Elle en avait pris pendant un an, même si le médicament lui donnait l'impression que sa peau et ses cheveux étaient en feu. Elle avait persévéré, car elle voulait pouvoir remplir ses devoirs d'épouse.

Finalement, après qu'elle eut parlé des effets secondaires de la drogue à son médecin de famille, ce dernier la lui supprima. Les maux de tête étant revenus, elle se tourna vers un médicament éprouvé que David vendait souvent à ses clientes : c'étaient des comprimés à base d'acide acétylsalicylique et de codéine employés pour combattre les douleurs prémenstruelles. Son état ne s'améliorant toujours pas, elle entra à la clinique Mayo de Winnipeg, où elle fut suivie par un psychiatre. Celui-ci lui affirma que tous ses symptômes étaient dus à la frigidité. Velma passa ensuite près de quatre ans en psychothérapie mais finit par sombrer dans un tel état de désespoir qu'elle en vint à réclamer d'elle-même un traitement aux électrochocs. Elle espérait abréger ainsi le temps consacré à l'analyse.

Velma se souvenait encore de l'attitude du Dr Cameron, assez immobile, la fixant avec attention par-dessus le bureau. « Dites-moi tout, mon petit. Tout », finit-il par demander.

Elle avait obtempéré et raconté comment après une discussion avec son mari, elle avait parlé de l'électrochoc à son thérapeute, qui avait fini par acquiescer. Elle n'avait aucune idée de ce que le traitement impliquait, et le médecin ne lui avait rien expliqué. Racontant les événements, elle frissonnait encore dans le bureau du Dr Cameron au souvenir de cette sensation de peur et d'impuissance au moment où on la roulait vers la salle des électrochocs, et de ces maux de tête encore plus lancinants qui l'avaient saisie après qu'elle eut repris conscience. Un chaos brumeux régnait dans son esprit, et les trous de mémoire n'avaient pas cessé. Mais surtout, elle n'avait ressenti aucune améliora-

tion. Elle avait commencé à se croire incurable. Ayant rassemblé quelques lambeaux de courage pour faire l'amour avec David, elle s'était retrouvée enceinte. Le thérapeute de Winnipeg conseilla fortement l'avortement thérapeutique, et l'on mit fin à la grossesse ; dans le même temps, on lui fit une ligature des trompes. Son médecin lui recommanda également d'aller à Montréal se faire soigner chez le Dr Cameron. C'était son dernier espoir. Ayant enfin terminé, Velma leva la tête vers le docteur, le regard suppliant.

Il lui posa des questions — pas sur sa vie conjugale ou ses symptômes actuels, mais sur son enfance et ses parents. Bien qu'elle ne comprît pas réellement pourquoi il s'intéressait à ces sujets, elle répondit avec franchise. Son père était un « Irlandais aussi charmant qu'irresponsable qui entretenait des liaisons dont ma mère était au courant ». Elle avait dix-sept ans lorsqu'il avait abandonné le domicile conjugal. Sa mère était très possessive.

Quand le Dr Cameron en eut fini avec ses questions, Velma fut ramenée dans sa chambre, en proie à un sentiment de solitude plus aigu que jamais. Elle se recouvrit la tête avec les draps, pour cacher la détresse qui sourdait du plus profond d'elle-même. Elle dormit d'un sommeil agité, sans cesse interrompu par des sanglots.

Un jeune homme vint finalement la voir. Il portait un magnétophone semblable à celui qu'elle avait vu sur le bureau du Dr Cameron. Tout en souriant il le plaça sur la table de nuit et brancha le fil. Il parlait avec un accent étrange. « Je suis Rubenstein. Je suis anglais », avait-il expliqué. Avec sa blouse blanche, elle l'avait pris pour un médecin.

Le Dr Cameron fit son apparition, avec une cuvette en forme de haricot et une seringue. « Faites-moi simplement confiance, mon petit », se contenta-t-il de répondre lorsqu'elle demanda de quoi il s'agissait. L'aiguille pénétra dans une veine du bras. Ensuite, il lui tapota l'épaule et sortit de la pièce après avoir mis en marche le magnétophone et lui avoir recommandé d'énoncer ou d'écrire tout ce qui lui passait par la tête. Rubenstein lui tendit un bloc et un crayon et s'installa dans le fauteuil en lui recommandant d'oublier sa présence.

Elle regarda le papier. Elle n'avait aucune idée de ce qu'elle pourrait bien écrire. Elle leva les yeux vers Rubenstein qui répondit à son regard par un sourire. Elle se mit à observer la pièce. Quelque chose avait changé. Elle se rendit compte que le lavabo avait changé de place. Il était maintenant au plafond, renversé, ses robinets pointant vers elle, se rapprochant de plus en plus. Elle se tourna vers le bloc, pour tenter de noter ce qu'elle voyait. Mais ses mains tremblaient si fort que le

crayon lui échappa. Elle secoua la tête pour essayer d'éclaircir son esprit et chasser l'impossible image : les lavabos ne voyagent pas. Elle se tourna vers Rubenstein, toujours souriant et imperturbable dans son fauteuil. Les robinets se faisaient plus proches. Il n'y avait pas de doute. Soudain, deux jets brûlants jaillirent. « J'ai été prise d'une panique terrifiante. Je ne me contrôlais plus du tout. J'avais l'impression que tous mes os étaient en train de se dissoudre. » Il lui semblait qu'elle était enfermée dans une pièce en train de se ratatiner, murs et plafond convergeant pour la broyer. Elle ressentit un besoin impérieux de « s'enfuir en zigzaguant ». Dans sa tête, le tourbillon prenait de plus en plus d'ampleur. Son corps souffrait de l'énorme boule noire de terreur qui l'envahissait. « J'étais un écureuil dans sa cage. Impossible d'en sortir. J'essayais de grimper aux murs. Et j'étais sûre que si je me couchais, je ne pourrais plus jamais me relever. »

Velma s'était mise à sangloter, mais elle ne parvint jamais à se rappeler clairement par la suite ce qu'elle avait pu dire ou ressentir. Ce bouillonnement infernal se prolongea pendant des heures, jusqu'à ce qu'elle s'endorme enfin, épuisée. A son réveil, Rubenstein et le magnétophone avaient disparu.

Des jours passèrent, durant lesquels elle avait dormi d'un sommeil régulièrement interrompu par des cauchemars.

Velma avait eu David au téléphone. La communication avec Winnipeg était mauvaise, mais derrière la friture, la voix de son mari se voulait rassurante. Aussi effrayant fût-il, ce traitement avait certainement une bonne raison d'être. « Si l'on veut aller mieux, ne cessait-il de répéter, il faut parfois commencer par se sentir plus mal. »

Le Dr Cameron l'interrogea sur ses parents. Quel symbole sa mère représentait-elle à ses yeux ? Sa jeune sœur ? De toutes ses forces, elle avait essayé de fournir des réponses sensées. Il s'était intéressé à ses sentiments au moment de la naissance de sa sœur. S'était-elle sentie rejetée ou éclipsée ? Etait-ce alors qu'elle était devenue timide ?

Parvenu au bout de son questionnaire, il avait raccompagné Velma jusqu'à sa chambre, accompagné de Rubenstein portant le magnétophone. Dans la pièce, il mit une fois de plus l'appareil en marche. Elle entendit sa propre voix s'échapper du haut-parleur. Les paroles entrecoupées de sanglots étaient difficiles à distinguer. Elle s'entendit raconter la mort d'un jeune cousin et parler du ressentiment qu'elle avait éprouvé devant le cercueil, « parce que c'était lui qui attirait l'attention de tous ». Puis de la façon dont sa mère la poussait à améliorer encore ses résultats scolaires. Ensuite, ce furent de longues divagations sur son père, si charmant et si drôle, et à propos de sa mère

qui semblait toujours accablée d'être à la fois maîtresse de maison et chef de famille. Finalement, elle se rappela avoir *effectivement* dit tout cela lors d'un précédent entretien avec le Dr Cameron.

Velma supplia ce dernier d'arrêter la bande. Au lieu de cela, il lui fit une nouvelle piqûre. Quand les effets s'en firent sentir, ce fut de nouveau l'effrayant cauchemar de l'écureuil enfermé dans sa cage.

Quelques jours plus tard, le Dr Cameron reprit son interrogatoire. Qu'avait-elle éprouvé lorsque son père avait abandonné le foyer ? Tristesse ? Culpabilité ? S'était-elle sentie plus proche de sa mère ? Celle-ci avait-elle continué à la traiter en enfant même pendant son adolescence ? Et après son mariage avec David ?

De retour dans sa chambre, on lui administra une fois de plus une injection, et elle sombra de nouveau dans ses hallucinations.

Un jour, grâce à une fiche portant son nom aperçue dans le bureau de l'infirmière, elle apprit le nom du produit contenu dans la seringue : « Mme Orlikow, acide lysergique diéthylamide-25 ». Elle ne savait pas de quoi il s'agissait, et personne ne le lui expliquerait. Elle en parla à David, qui resta tout aussi perplexe. Il n'y avait rien sur le LSD dans les prospectus que lui laissaient les représentants des laboratoires pharmaceutiques.

Finalement, elle décida de se refuser à toute nouvelle injection, quoi qu'en dise le Dr Cameron. Elle attendit donc dans son lit, animée d'une ferme résolution. Quand Rubenstein apparut avec son magnétophone, elle lui ordonna de le remporter. Il la considéra avec étonnement. Le Dr Cameron arriva sur ces entrefaites, et Rubenstein lui expliqua la situation. Le médecin se tourna vers Mme Orlikow :

« Eh bien, mon petit, vous n'avez donc pas envie de vous sentir mieux ? »

Elle entendit une petite voix faible et lointaine répéter ce qu'elle avait déjà dit à maintes reprises : non seulement ses hallucinations la remplissaient de terreur, mais en outre elle ne pouvait supporter d'écouter sa propre voix lui rappelant des souvenirs qu'elle pensait depuis longtemps enterrés.

Il lui demanda de se lever : « Venez, mon petit. On va descendre dans le hall. » Une fois dans le couloir, il lui passa un bras autour des épaules. « Allons, mon petit, vous allez accepter cette piqûre pour moi. Vous savez bien que vous allez le faire. » Elle le supplia de comprendre. Il ignora sa plainte. « Vous allez accepter cette piqûre, mon petit, j'en suis sûr. »

Elle leva les yeux vers lui, tout en s'appuyant sur son bras. La tiédeur de son corps était apaisante. Que faire s'il la renvoyait ? David

avait bien dit qu'aucun médecin ne lui voudrait jamais de mal. Qu'arriverait-il si elle désobéissait au Dr Cameron ? Faudrait-il supporter tout le reste de sa vie ce grand vide et cette douleur qui lui tordait l'estomac et la mettait dans l'incapacité d'être une épouse véritable ?

Le Dr Cameron reprit la parole : « Juste la piqûre, mon petit, mais ça c'est indispensable. »

Elle hocha la tête. Velma était devenue la première patiente du Dr Cameron utilisée dans le programme M-K-Ultra, sous-projet 68.

Après le coup de téléphone du Dr Monroe, Cameron avait passé le plus clair de ses moments de liberté à compulser les dossiers de la centaine de patients confiés à ses soins, afin de sélectionner ceux d'entre eux dont le psychisme serait le plus susceptible d'être restructuré par des agents chimiques, la manipulation psychique ou des séances d'électrochocs toujours plus radicales. Il avait dressé la liste de certains malades qui avaient quelque chose à dissimuler dans leur passé : des souvenirs dont ils avaient honte et qui provoquaient chez eux un sentiment de culpabilité. Il était persuadé que les Chinois avaient soigneusement choisi leurs victimes, triant ceux qu'il était possible de réduire à un stade de dépendance infantile pour leur faire adopter ensuite le point de vue de leurs bourreaux. Il ferait de même, se servant de son traitement pour dépouiller ses cobayes de leur individualité et faire pénétrer dans leur esprit les idées qu'il voudrait. Qu'ils fussent déjà psychiquement atteints était un défi de plus : les Chinois n'avaient eu affaire qu'à des combattants en pleine possession de leurs moyens ; ce serait une tâche infiniment plus délicate que de laver le cerveau d'individus perturbés. Mais il était certain qu'en manipulant à bon escient les mécanismes psychologiques de rejet et de refoulement, il parviendrait à percer le mystère du contrôle sur l'esprit.

Il avait été encouragé dans cette voie par son vieil ami le Dr William Sargant. De nombreuses idées issues du cerveau de ce dernier avaient été appliquées par les membres de la police ou du MI5 (les services secrets britanniques) chargés des interrogatoires. Il avait envoyé au Dr Cameron les épreuves de son livre à venir, *Battle for the Mind*, en lui recommandant tout particulièrement les chapitres consacrés aux techniques de lavage de cerveau. Cameron avait pris bonne note de la méthode consistant à ne plus lâcher un « point sensible » une fois qu'on l'avait décelé. Sargant affirmait également l'importance des longs questionnaires à remplir :

> ... pour fatiguer le sujet, plutôt que pour exiger quelque nouvelle information importante. Quand la mémoire commence à lui manquer, la difficulté qu'il éprouve à s'en tenir à la même version de son histoire le rend plus angoissé que jamais. Finalement, à moins qu'un accident n'interrompe prématurément l'examen, son psychisme sera trop perturbé pour qu'il puisse réagir normalement ; victime de nombreuses inhibitions, il peut devenir alors vulnérable à la suggestion, des phases paradoxales et ultra-paradoxales peuvent survenir, et la forteresse finit par capituler sans conditions.

Se penchant sur le cas de Velma, Cameron était arrivé à la conclusion que son véritable problème — celui dont elle ne parlait pas, même sous l'emprise du LSD — était qu'elle « pouvait avoir une relation incestueuse inconsciente avec sa mère, ce qui l'empêchait d'avoir des rapports sexuels avec son mari ».

Le Dr Cameron avait également décidé que Madeleine Smith serait le second cobaye du projet secret.

Dans leur laboratoire, Leonard Rubenstein et Jan Zielinski faisaient défiler les bandes magnétiques sur lesquelles étaient gravés les secrets les plus intimes de Madeleine, à la recherche du passage que le Dr Cameron voulait réenregistrer sur une boucle sans fin.

Zielinski trouvait qu'avec ses magnétophones, ses tables de mixage, ses empilements de diffuseurs d'oreiller, de casques de footballeurs, de microphones, de câbles et de boîtes de bandes vierges, l'endroit « ressemblait davantage à une boutique de soldeur en électronique qu'à un laboratoire scientifique ». Mais il fallait également bien admettre que la paye était bonne, et le travail toujours passionnant ; Souvent, lorsqu'il avait à travailler tard dans la nuit, il se disait que c'était le seul endroit où un immigré polonais à l'anglais sommaire et sans formation médicale pouvait devenir l'un des assistants du psychiatre le plus puissant d'Amérique du Nord, sinon du monde occidental.

Circulant dans les chambres des malades, Zielinski essayait souvent de mettre en parallèle ce qu'il voyait des patients et les mots qu'il avait entendus. Il y avait dans l'hôpital beaucoup de choses que Zielinski saisissait mal. Pourquoi gardait-on si longtemps les patients endormis ? Quelques-uns séjournaient deux mois dans la salle de sommeil. Et pourquoi avaient-ils tellement peur de la salle de traitement de choc ? Il avait vu des hommes et des femmes se débattre désespéré-

ment lorsque les infirmières essayaient de les immobiliser sur les chariots roulants pour les emmener vers cette salle. Pourquoi une telle tension régnait-elle entre les médecins ? Et pourquoi nombre d'entre eux manifestaient-ils si clairement le mépris qu'ils portaient à Rubenstein ainsi qu'à lui-même ? Zielinski en était mortifié. Après tout, il n'était là que pour aider les malades.

Au fil des mois, cette sourde hostilité n'avait fait que croître. Lorsqu'ils se croyaient à l'abri des oreilles indiscrètes, médecins et infirmières se répandaient souvent en propos ironiques sur la technique consistant à faire entendre aux patients le son de leur propre voix. Rubenstein lui avait expliqué qu'ils étaient incapables de saisir la valeur des éléments psychologiques importants ainsi fixés sur les bandes : les ruptures de rythme, les légers blocages mentaux, les variations du débit et de l'accentuation des mots, les hésitations et les silences. Tout ce qui était ainsi enregistré fournissait au Dr Cameron de précieux renseignements. Rubenstein parlait « de tout un univers de communication non verbale issu du niveau infra-perceptuel ».

Ce genre de définition était bien fait pour convaincre Zielinski du sérieux de Rubenstein, lorsque celui-ci affirmait que le Dr Cameron et lui-même seraient un jour reconnus dans le monde entier comme les « maîtres de la radiotélémétrie continue des comportements humains ». Du haut de ses vingt-huit ans, Rubenstein proclamait que le temps viendrait où « plus aucun secret de l'esprit ne serait à l'abri de l'exploration électrique ». Zielinski avait été fortement impressionné en entendant son collègue expliquer jovialement la marche à suivre au Dr Cameron. Le psychiatre n'avait qu'à fournir les patients, et le pétulant Cockney saurait bien mettre au point l'équipement électronique qui « pénétrerait jusqu'au tréfonds de leur âme ».

Le Dr Cameron avait accueilli sans broncher cette vantardise du technicien. Pourtant, derrière sa faconde et ses gesticulations, Rubenstein demeurait pour Zielinski un impénétrable mystère. L'Anglais savait éluder toute question portant sur son passé. Ce qui ne l'empêchait pas, malgré son manque de formation médicale, de figurer parmi les très rares membres du personnel qui avaient à tout moment accès au Dr Cameron. Les deux hommes restaient fréquemment en tête à tête pendant des heures dans le bureau du médecin, généralement tard le soir. Rubenstein n'avait jamais révélé la teneur de ces conversations.

Quelquefois, le psychiatre rejoignait Rubenstein dans le laboratoire pour parler de sujets tels que l' « influence éventuelle de l'antipesanteur sur les postures » ou le rôle joué par les « frictions

électriques » sur le cerveau. Presque toujours, la conversation revenait sur la manipulation psychique et l'utilisation de la répétition continue. Zielinski avait été frappé par une définition que le Dr Cameron avait donnée de son traitement : « C'est comme de regarder à travers un accroc dans le rideau de l'esprit le monde des choses telles que le patient croit qu'elles sont, et d'apercevoir le monde tout à fait différent de ce qu'elles pourraient être — si le malade s'efforçait de voir différemment. »

Les secrets de Madeleine continuaient à défiler, bande après bande.

Au début du mois de mars, Rubenstein avait averti Zielinski que le Dr Cameron avait donné le feu vert pour la transformation d'une partie du sous-sol en « laboratoire de radiotélémétrie ». Il expliqua avec enthousiasme qu'on pourrait ainsi non seulement mesurer plus étroitement le comportement des sujets, mais qu'il y avait là les bases d'un système utilisable pour « diriger le comportement à distance ». Bref, avait-il conclu, « on pourra garder l'œil sur les gens sans qu'ils sachent ce que nous tirons d'eux ».

Chaque soir, lorsqu'ils avaient terminé de monter les bandes magnétiques, les deux hommes s'attelaient à la mise en place d'une « chambre à grille » et d'une « chambre d'isolement ».

Dans la chambre à grille, un fauteuil à dossier haut et raide faisait face à un mur où étaient tracées des lignes. Du côté opposé, on avait pratiqué une ouverture soigneusement camouflée et assez grande pour laisser passer la lentille de l'objectif d'une caméra posée sur un plateau dans la pièce voisine. Assis dans le fauteuil, on ne pouvait se rendre compte qu'on était secrètement filmé. Rubenstein avait expliqué au Dr Cameron qu'il s'agissait de mesurer l' « axe du tronc d'un patient assis » et d'enregistrer sur le film l' « énergie qu'il dépensait à se mouvoir ». A chaque patient seraient fixées des électrodes, que Rubenstein appelait « potentiomètres », destinées à « transformer un signal analogique et à l'envoyer à distance vers une station réceptrice » — un cagibi bourré d'équipements électroniques situé dans un coin du sous-sol. Ces équipements avaient pour la plupart été conçus pour la circonstance par Rubenstein. Il y avait là entre autres une imposante machine munie de cadrans et de boutons qu'il avait baptisée « transducteur de mouvements ». Selon lui, cet engin pourrait fournir « jusqu'à dix mille éléments d'information par seconde pour chaque patient ». La pièce avait été également truffée de micros dissimulés afin d'enregistrer la moindre parole. Zielinski avait été très impressionné, bien qu'il ne comprît pas très bien ce que le Dr Cameron pourrait faire de cette montagne de renseignements.

La raison d'être de la chambre d'isolement lui apparaissait beaucoup plus clairement. Avec sa double porte et ses parois capitonnées, elle ressemblait à une cellule de prison, et c'était d'ailleurs à une fonction du même ordre qu'elle était destinée. Il s'agissait de vérifier une vieille théorie du Dr Cameron, selon laquelle certaines maladies mentales étaient causées par une « dysharmonie » entre le patient et son environnement ; la seule solution consistait alors à l'arracher à son « cadre perturbant ». Zielinski avait une fois surpris le docteur en train d'expliquer à Rubenstein que, dans ces cas-là, le problème était à peu près le même que celui auquel devaient faire face les spécialistes des interrogatoires dans le monde communiste. Il s'agissait toujours de remettre le sujet « en harmonie » avec son milieu — qu'on soigne une névrose ou une dissidence idéologique. Le Dr Cameron avait demandé à Rubenstein de préparer cette chambre d'isolement pour « aider » ses patients en les isolant et en les désorientant avant d'essayer de « restructurer » leur comportement. Même après un court séjour dans cette pièce, Zielinski se sentait « mal à l'aise », et pourtant Rubenstein lui avait expliqué que certains patients y resteraient enfermés des semaines, des mois, « des années si nécessaire, jusqu'à ce qu'ils soient prêts à écouter ce que le Dr Cameron voulait leur faire entendre ».

La voix de Madeleine prononça les paroles attendues par le Dr Cameron : « ... Je restais tard dehors rien que pour le faire sortir. Je voulais le provoquer. Je voulais qu'il m'aime afin de pouvoir l'aimer d'une manière dont ma mère avait toujours été incapable. Je le voulais... »

Rubenstein isola ce passage de la bande et en fit une boucle que le Dr Cameron pourrait faire entendre indéfiniment à Madeleine, dans l'espoir de résoudre le problème du contrôle sur l'esprit pour le compte de la CIA. Ainsi, violant encore plus gravement le serment sacré du médecin qui interdit de faire du mal au malade, il allait pouvoir utiliser les fantasmes sexuels d'une jeune femme perturbée. Il s'y croyait autorisé au nom de la défense des États-Unis et de leurs alliés contre les menaces supposées de manipulation médicale pratiquée par les communistes.

10

Dilemmes

Bien que le Dr Cameron n'eût pas prononcé une parole, l'atmosphère de la pièce était chargée d'électricité. Exhibant des manchettes d'une blancheur éblouissante, il était assis bras et jambes croisés, chaussettes impeccablement tendues par des fixe-chaussettes, et les deux lacets de ses chaussures noués en un nœud plat identique. La pâleur du visage et l'immobilité des traits, le regard bleu fixé sur un point au-delà de l'horizon le faisaient vaguement ressembler à un saint du Greco. Il respirait la sévérité, l'arrogance et la menace.

Le Dr Peter Roper se dit que le Dr Cameron avait le génie de faire naître la crainte sans avoir besoin de dire un mot. A trente-cinq ans passés, le psychiatre anglais n'avait encore jamais rencontré personne qui eût ce don à un tel degré.

Mal à l'aise, quelques-uns des chefs de service de l'hôpital s'agitaient sur leurs chaises, dans la petite salle de conférences où le Dr Cameron venait parfois présenter les cas les plus rares ou les plus difficiles. Cette fois, pas de patient amené là pour être examiné et interrogé avant que chacun donne son opinion sur le traitement adéquat. Au lieu de cela, Rubenstein, montant la garde devant un magnétophone, le visage empreint d'une solennité inhabituelle.

Le Dr Roper s'était brièvement interrogé sur les raisons de la présence du technicien, mais cette pensée fut aussi fugace que celle dédiée en passant au météorologue qui avait su se montrer remarquablement précis. La neige de la nuit avait transformé le paysage en une masse confuse battue par les vents. En ce matin du 17 janvier 1958, il lui avait fallu pour se rendre au travail dans sa voiture qui dérapait sans cesse sur la neige boueuse les mêmes qualités que jadis dans le cockpit de son Spitfire. Mais ses enfants, Christopher, Mark, Gordon et Jane, aimaient ce climat qui faisait partie de leur nouvelle vie, au même titre

que le frisbee tournoyant au-dessus de la neige, les leçons de français, et les steaks d'une dimension inconnue en Angleterre. Seule sa femme Agnès, écossaise et calviniste, lui donnait du souci. Elle se refusait à étudier le français et supportait mal le catholicisme envahissant de ses voisins. Elle se faisait un point d'honneur à demeurer britannique. A maints égards, elle lui rappelait le Dr Cameron.

Ce dernier continuait de fixer un point invisible au-delà de leurs têtes, sans prêter attention aux raclements des semelles sur le plancher et au frottement léger des fonds de pantalons sur les chaises. Le silence s'établit.

En six mois passés chez le Dr Cameron en tant qu'interne principal, le Dr Roper avait eu le temps d'apprécier la force intimidante de ce regard et de ce silence, généralement employés pour éluder la question d'un patient, ou pour faire sentir à un médecin qu'il tardait à répondre. Aucun mot n'aurait pu plus clairement exprimer la colère du psychiatre. Il repensa à Agnès ; elle aussi savait utiliser les situations.

Le Dr Roper était désormais convaincu que la religion était à la base de ses problèmes conjugaux. Il était catholique, et sa femme fervente protestante. En Angleterre, il avait su se montrer compréhensif quand elle s'était opposée à ce que leurs enfants soient baptisés selon le rite romain ou fréquentent des écoles catholiques. Espérant qu'elle évoluerait, il s'était plongé dans le travail, d'abord comme étudiant à la faculté de médecine de Glasgow, celle-là même qu'avait fréquentée le Dr Cameron, puis dans les services médicaux de la RAF, où il eut affaire à des anciens combattants portant les séquelles physiques et psychologiques des éclats d'obus reçus pendant la guerre. On l'avait jugé alors suffisamment brillant pour préparer une spécialité complémentaire au Maudsley Hospital de Londres, l'un des centres hospitalo-universitaires les plus réputés au monde dans le domaine psychiatrique. C'était là que, quelques années auparavant, le Dr Sargant, étoile montante au firmament de la médecine, avait formulé ses premières théories sur les techniques de lavage du cerveau employées par les Russes en vue de leurs procès-spectacles.

Un jour qu'il était passé par Maudsley à la recherche de nouvelles recrues, le Dr Cameron fut à ce point impressionné par Roper qu'il lui proposa un poste d'interne principal, en lui faisant miroiter la perspective d'une brillante carrière dans le « Réseau ». Tous les problèmes posés par le déracinement d'une famille entière furent expédiés en quelques minutes. Depuis l'arrivée à Montréal, les fissures dans sa vie conjugale que le Dr Roper avait espéré colmater à force de patience et de bonne volonté n'avaient fait que s'élargir, au point qu'il

avait désormais une vie personnelle aussi perturbée que certains de ses patients.

Une fois de plus, il avait cherché refuge dans le travail. Il passait plus d'heures que quiconque à l'Institut, à l'exception du Dr Cameron. Il avait ainsi une vision de plus en plus précise des méthodes de traitement de son supérieur. Souvent, celui-ci faisait administrer des électrochocs tard dans la soirée et se rendait ensuite dans la chambre de sommeil, marchant d'un lit à l'autre, se penchant sur les patients soumis aux drogues pour écouter les mots émis par les diffuseurs sous les oreillers ou dans les casques de football. Invariablement, on l'entendait murmurer : « Ecoutez, écoutez bien tout. C'est la seule façon d'aller mieux. Vous irez mieux parce que je vous le dis. » Ensuite, après avoir distribué ses consignes aux infirmières ou au médecin de garde en quelques rafales de mots semblables à celles tirées par un pilote de chasse sur le bombardier ennemi, il se retirait et arpentait les corridors sans un sourire, imprégnant toute l'atmosphère de sa sombre présence. Dans ces moments-là, le Dr Roper se demandait quelle était cette force irrépressible qui consumait le psychiatre, et jouait sans doute son rôle dans la colère silencieuse et glacée qu'il sentait planer dans la salle de conférences.

Le Dr Cameron fit signe à Rubenstein. Le technicien enclencha le magnétophone. Une voix s'éleva alors : « Ce que vous allez entendre est top-secret. Toute transgression sera passible de poursuites de la part du gouvernement des Etats-Unis. » Rubenstein stoppa l'appareil. Plusieurs des médecins échangèrent de brefs regards perplexes. Aucun, pas même le Dr Cleghorn, ne posa la question qui venait aux lèvres du Dr Roper. Pourquoi leur faisait-il écouter une bande dont le contenu était assez brûlant pour donner lieu à une telle mise en garde ? Le Dr Roper estima que si ses supérieurs hiérarchiques jugeaient la question imprudente, ce n'était pas à lui de la poser.

Une chose l'avait frappé depuis qu'il faisait partie de l'établissement : lorsque les médecins se plaignaient mutuellement du Dr Cameron et de ses façons, ils s'arrangeaient pour ne le faire que dans le creux de l'oreille. Le Dr Roper avait entendu quelques anecdotes à propos des « petites vengeances » de Cameron. Si on lui avait déplu, et quel que fût son grade, on risquait de perdre son appui pour une demande de subventions, de voir ses locaux amputés, ou même d'être exilé dans l'un des asiles-dépotoirs de la ville, ou dans quelque bourgade perdue dans la Prairie. Se soumettre et se taire, telle était la règle d'or pour qui voulait survivre. Lorsque le Dr Roper avait pour la première fois entendu murmurer, à la fin d'une des tournées quotidiennes de

Cameron : « Dieu ne parle qu'à Dieu », il avait trouvé l'image exagérée. Mais désormais, il était arrivé à la conclusion que la vie dans l'Institut était en effet très semblable à celle qu'on menait dans les monastères : on y exigeait la même obéissance absolue, et le Dr Cameron donnait l'impression de baigner dans une sorte de halo infranchissable, « comme s'il se prenait vraiment pour l'égal de Dieu. C'était réellement très impressionnant ».

De temps à autre, le Dr Cameron surgissait à l'improviste dans une salle de soins, près du lit d'un malade, ou dans le dos d'un chercheur au laboratoire, puis tournait les talons au bout de quelques minutes. Pour le Dr Roper, « il semblait toujours en inspection, s'assurant que personne ne s'avisait de faire quelque chose dont il ne serait pas au courant. Mais il n'y avait pas de réciproque. Personne ne savait ce qui se passait derrière la porte de son bureau. » Le Dr Roper ne pouvait s'empêcher de se demander s'il n'y avait pas quelque relation entre la bande qu'ils allaient entendre et les voyages impromptus du médecin à Washington, ainsi que la porte de son bureau toujours verrouillée durant ses absences.

Le Dr Cameron ordonna à Rubenstein de faire repartir la bande.

> Nous tous, prisonniers, faisons solennellement l'appel suivant : l'ingérence armée dans les affaires intérieures de la Corée constitue une agression barbare destinée à protéger les intérêts du capitalisme monopolistique des Etats-Unis. Luttons tous ensemble pour le droit contre l'injustice en nous opposant courageusement à ceux de nos dirigeants qui voudraient nous mener à une guerre contre la Russie.

Le Dr Roper jugea que la voix était jeune, mais il n'avait pas assez longtemps vécu au Canada pour distinguer si l'accent était canadien ou américain. L'ex-pilote de chasse de la RAF, authentique héros de la bataille d'Angleterre, était rivé à son siège par les phrases stupéfiantes déversées par le magnétophone.

> ... Dachau, Auschwitz, Hiroshima, Nagasaki. Voilà où peut conduire l'extrême férocité des régimes capitalistes. La Seconde Guerre mondiale l'a démontré. L'humanité souffrante a crié à l'unisson. On n'aurait jamais dû permettre que ce cri s'élève à nouveau. C'est pourtant ce qui se produit. Les Etats-Unis ont utilisé toutes les ressources de leur technologie avancée et de leur industrie capitaliste pour produire cette nouvelle monstruosité. Nous, prisonniers, appelons à la création d'un corps international

pour imposer le respect du droit aux forces capitalistes et réactionnaires. Faisons clairement connaître notre condamnation morale de tels agissements...

Malgré toute son expérience, d'abord dans les combats quotidiens dans le ciel d'Angleterre où il avait appris à donner et recevoir des ordres rapides et efficaces, puis comme médecin confronté à des hommes psychiquement traumatisés, le Dr Roper n'avait jamais rien entendu d'aussi bizarre que cette voix s'en prenant calmement au mode de vie occidental.

... rééducation, et non châtiment — voilà la différence fondamentale entre notre système et celui des autres nations. Grâce au système de rééducation, j'ai pu m'adapter à un monde nouveau. Notez bien que cette rééducation a pu se dérouler sans détention préventive, contrairement à ce qui s'est passé pour les Japonais des Etats-Unis lors de la Seconde Guerre mondiale...

Le Dr Roper sentit l'agitation croître autour de lui. Il avait l'impression d'entendre les pensées de ses collègues. En quoi cela les concernait-il le moins du monde ? Comment cette voix désincarnée pourrait-elle jouer un rôle dans le traitement de leurs patients ? Le médecin se demandait si cette réaction n'était pas partiellement due au fait qu'ils n'avaient jamais été amenés à faire face à l'ennemi pour défendre concrètement et au péril de leur vie les libertés auxquelles ils croyaient. Il soupçonnait que les expériences qu'il avait vécues étaient à l'origine des difficultés que ressentaient certains à travailler avec lui. Il supportait mal les irresponsables, trop nombreux à l'Institut selon ses propres critères : des hommes qui malgré tout leur talent avaient de la vie une vision limitée et naïve. S'il avait un point de vue commun avec le Dr Cameron, c'était bien que le communisme représentait une menace encore plus grave que le nazisme. L'aviateur trempé dans les combats avait du mal à admettre la légèreté avec laquelle ses collègues abordaient ces sujets.

D'ailleurs, il ne les comprenait pas toujours très bien non plus sur le plan professionnel. Un analyste lui avait une fois envoyé une patiente assaillie par un rêve récurrent où elle voyait un petit alligator vomir du sang sur le clavier d'un piano. Le dossier expliquait qu'étant enfant, la malade avait eu un alligator pour animal de compagnie et qu'elle l'habillait avec des vêtements de poupée et le promenait dans un landau. Cela avait duré jusqu'à l'âge de douze ans. L'analyste suggérait que le sang rejeté par l'animal était sans doute lié à l'apparition des

premières règles — « un exemple de substitution d'un organe à un autre ». La suite du dossier était constituée d'interprétations de la même eau. La mère avait été une pianiste professionnelle fréquemment absente du foyer. L'analyste en déduisait que le sang vomi sur le clavier était le signe d'un ressentiment profondément ancré à l'époque où la petite fille souffrait d'un sentiment d'abandon en raison de ces absences. Mais cette sorte d'analyse n'avait débouché sur aucune solution satisfaisante. La dépression n'avait fait que s'accentuer. Le Dr Roper avait suggéré une série d'électrochocs. Après le douzième, rêves et dépression avaient disparu.

Pourtant, derrière cette approche froide et rationnelle de la psychiatrie, se cachait une sensibilité fermement contrôlée, et sous la faconde apparente il y avait un homme timide et cultivé qui avait selon ses propres termes quelque peu souffert des « coups et blessures » infligés par l'existence. Cela nourrissait chez lui un obscur sentiment d'estime pour le Dr Cameron, dont il soupçonnait qu'il avait dû essuyer le même genre de tempêtes.

Décrivant la vie dans un camp de rééducation chinois, la voix poursuivait :

> ... nous étions responsables de nous-mêmes. Chaque semaine, on se réunissait pour voir où chacun en était, et tous les mois il y avait une réunion plus solennelle, où étaient distingués ceux qui méritaient des louanges ou une récompense, parfois suivies de libération. Nous travaillions tous avec acharnement à nous forger une nouvelle conscience...

Le Dr Cameron fit signe de stopper la bande.

De nouveau il s'assit, le regard perdu dans l'espace. Le Dr Cleghorn s'éclaircit bruyamment la gorge, tandis que quelques-uns de ses collègues s'agitaient sur leurs sièges. Le Dr Roper était de plus en plus perplexe. Le Dr Cameron avait sans doute ramené cette bande d'un de ses voyages à Washington, mais dans quel but ? Apparemment, il n'y avait là aucune révélation : depuis des années, les journaux étaient pleins de ces confessions de soldats « rééduqués » en Corée.

Le Dr Cameron prit la parole, d'une voix basse plus grasseyante que jamais, ce qui chez lui était un signe d'irritation. « Quand il était énervé, l'écossais en lui remontait à la surface. Il avait alors l'air d'un chef de clan s'échauffant avant de partir pour la guerre. » Il commença à commenter ce qu'ils venaient d'entendre, expliquant que l'important était de bien se rappeler que si le lavage de cerveau avait été réussi, c'était parce que les Chinois étaient parvenus à insuffler dans l'esprit

du prisonnier américain un « sentiment de participation » en le convainquant qu'ils prenaient très au sérieux le processus de restructuration mentale.

Autour du Dr Roper, l'assistance était de plus en plus déroutée. Soudain, abandonnant son exposé sur le lavage de cerveau, Cameron changea de sujet et s'adressa à ses auditeurs avec une violence qui les laissa médusés. Il avait entendu dire que des ragots couraient sur le sort des patients de son service, particulièrement ceux du sous-sol. Il avait été surpris d'apprendre que quelques-uns de ses collègues les plus hauts placés s'étaient montrés les plus zélés dans la médisance. Il fit une pause pour scruter un à un chaque visage, puis reprit la parole d'une voix lourde, avec un accent encore plus marqué. Ce qui l'avait particulièrement chagriné, c'était que personne ne lui avait demandé d'explication. Une fois de plus, il fixa l'assistance de son regard glacial.

Personne ne dit mot.

Le Dr Cameron demanda à Rubenstein de repasser la bande.

Le Dr Roper était déconcerté. Certes, il y avait bien eu de nombreuses discussions, principalement parce que personne ne savait ce qui se passait au sous-sol. Dans un mémo, le Dr Cameron avait précisé que l'endroit était interdit à toute personne non autorisée. Bien qu'il n'y eût rien d'inhabituel à ce qu'un programme de recherche fût couvert par le secret, cette décision avait inévitablement favorisé les spéculations. Mais le lien qui pouvait exister entre le destin d'un prisonnier des Nord-Coréens et le traitement des patients de l'Institut échappait toujours au Dr Roper.

De temps à autre, le docteur faisait arrêter la bande pour souligner un résultat frappant obtenu dans la « remotivation » de l'esprit du prisonnier. Pourtant, ajouta le Dr Cameron, on pouvait tenir pour certain qu'il n'y avait pas de césure absolue entre les nouvelles attitudes du sujet et son moi ancien. Il avait lui-même rempli le vide que ses geôliers avaient soigneusement creusé à l'intérieur de son esprit, même s'il avait adopté les valeurs morales qu'ils lui avaient indiquées. Regardant les psychanalystes et les médecins-psychiatres, le Dr Cameron les interpella tour à tour. Les uns ne devaient-ils pas leur succès à la mise à nu de l'inconscient qui permettait de découvrir les traumatismes enfouis et par suite d'en délivrer les patients ? Quant aux autres, pouvaient-ils nier que le défi thérapeutique lancé par la maladie était de plus en plus excitant au fur et à mesure que s'accroissait leur savoir ?

Un murmure d'approbation parcourut la salle. Pour sa part, le

Dr Roper ne trouvait rien à redire à de telles affirmations. La ligne de partage entre la théorie médicale et l'art de guérir tendait à s'estomper ; on jetait des passerelles entre le corps et l'esprit, et l'on comprenait de mieux en mieux comment ils agissaient l'un sur l'autre. On ne pouvait plus se borner à dire que l'esprit était le produit du fonctionnement du cerveau, peut-être l'activité cérébrale tout entière — affectivité, volonté, perception — n'était-elle qu'activité musculaire et n'y avait-il pas lieu de séparer le psychique du somatique. Mais le Dr Roper se demanda une fois de plus ce que tout cela avait à voir avec la bande enregistrée.

Le Dr Cameron leva de nouveau les yeux vers ses médecins. Ils voyaient certainement où il voulait en venir ? Le grasseyement donnait à ses paroles le tranchant d'une scie. Pendant un moment, son regard se perdit au-dessus des têtes. Il rappela que chacun d'entre eux poursuivait son travail avec la technique appropriée, en s'efforçant toujours d'établir les corrélations nécessaires. Ils savaient qu'ils ne devaient pas se laisser troubler outre mesure par le risque de commettre une erreur ; car la maladie mentale ne suit pas un cours immuable, elle est le résultat d'un processus complexe dans lequel interviennent de multiples facteurs. Voyaient-ils, *maintenant,* où il voulait en venir ?

De nouveau il fit une pause, se ramassant sur lui-même comme le Dr Roper l'avait souvent vu faire au moment de conclure un exposé en vue d'obtenir une subvention. Il rappela qu'il était lui aussi intéressé en priorité par les mécanismes mentaux et les lois qui les gouvernaient. A entendre la bande, il en allait de même pour les Chinois. Eux aussi avaient étudié la répression et le refoulement, la projection et le déplacement. Alors, *cette fois,* avaient-ils compris ?

Il poursuivit sans attendre de réponse. Le but qu'il poursuivait dans les recherches menées au sous-sol était en substance voisin de celui que les Chinois avaient atteint avec le prisonnier — avec cependant une différence significative. Pour eux, il s'agissait de nuire, pour lui, il n'était question que de guérir. Etait-ce bien compris ? Ses méthodes n'avaient d'autre but que le *bien* des patients. C'est pourquoi, il entendait que les rumeurs cessent « à l'instant même ». On n'appliquait au sous-sol que des « traitements positifs ». Le Dr Roper n'allait jamais oublier comment ces paroles leur avaient été assenées, « comme un coup de fouet. Smash-smash. Traitement positif. On avait tous intérêt à bien comprendre ».

Le Dr Cameron les considéra sans ciller : « Tout de suite. A l'instant même », répéta-t-il.

Il se leva de sa chaise et quitta la salle, laissant derrière lui une assistance pétrifiée.

C'était le Dr Monroe, lors d'une visite effectuée au début du mois, qui avait suggéré de faire passer cette bande. Personne ne lui avait prêté une attention particulière : il y avait toujours dans les couloirs un ou deux médecins attachés à des fondations qui venaient juger de l'emploi des subventions. L'idée du Dr Monroe était de désarmorcer la curiosité sur l'utilisation réelle des installations du sous-sol en laissant entendre au personnel médical qu'il s'agissait simplement d'appliquer le « lavage de cerveau positif », technique sur laquelle le Dr Cameron avait souvent eu l'occasion de s'expliquer. Ce stratagème était l'illustration d'une maxime de Dulles selon laquelle le meilleur moyen de couvrir un secret était de faire semblant de le partager.

Six mois plus tard, le Dr Monroe put se dire que si Cameron n'avait encore effectué aucune percée décisive dans ses recherches, son dernier rapport était néanmoins prometteur. Dans ses envois précédents, il avait essentiellement parlé de l'emploi d'électrochocs de plus en plus intenses destinés à « déstructurer » les sujets. Cette approche s'était révélée singulièrement inefficace, bien que le Dr Cameron eût indiqué qu'il avait l'intention de poursuivre dans cette voie, en allongeant les périodes où les électrochocs étaient administrés. Le nouveau rapport envoyé fin juillet 1958 était consacré à la manipulation psychique. Il était accompagné du reçu du règlement trimestriel de quatre mille quatre cent soixante-quinze dollars de la subvention allouée au sous-projet 68. Le Dr Cameron décrivait les expériences de manipulation menées sur vingt patients pendant une période de deux mois :

> Pour explorer les ramifications, des techniques diverses ont été introduites. Parmi les variantes des méthodes de manipulation explorées, on a employé des diffuseurs de sons fixés au plafond, et utilisé de multiples manières d'aborder la manipulation, comme de jouer le rôle d'une mère protectrice ou d'un jeune frère ou d'une jeune sœur, en travaillant sur les intonations et le choix des mots.

Le Dr Monroe comprenait parfaitement l'usage des haut-parleurs dissimulés dans les faux plafonds ; les Russes s'étaient servis de cette technique pour conditionner leurs prisonniers en faisant soudain retentir des voix désincarnées venues de nulle part. Mais il avait vraiment du mal à imaginer le Dr Cameron dans le rôle de la mère ou du petit frère d'un patient. D'un intérêt plus immédiat était le fait que

depuis le dernier rapport, la durée des périodes de manipulation avait été portée à vingt heures par jour. Il ne manquait plus que quatre heures pour atteindre la durée théorique optimale de vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le Dr Cameron lui-même avait affirmé qu'une manipulation ininterrompue pourrait être « nocive ».

Suivait un rapport détaillé sur le cas d'une femme au nom de code « Mary ». Elle souffrait de ce que le Dr Cameron avait diagnostiqué comme « un sentiment profond d'insuffisance affective et d'ambivalence à l'égard de son mari » ; il pensait que cela provenait pour l'essentiel des relations de la patiente avec sa mère. « Le traitement a puissamment agi sur elle, comme l'ont prouvé les sensations constatées dans ses mains et sur sa peau, et l'intensité des sentiments mis au jour par la manipulation. »

On avait forcé Mary a réentendre indéfiniment son propre récit, où elle racontait que sa mère la battait et lui avait également avoué qu'elle avait cherché à se faire avorter lorsqu'elle était enceinte d'elle. Le Dr Cameron avait ensuite utilisé une autre bande, sur laquelle Mary exprimait des sentiments bien différents à l'égard de son père. Elle avait fini par s'effondrer et, comme l'avait espéré le psychiatre, avouer son désir incestueux. Mary n'était autre que Madeleine Smith.

Cette intrusion réussie dans le monde secret d'une femme était de bon augure pour le Dr Monroe. A cette époque-là, l'Agence connaissait une fois de plus des fortunes diverses. Les vols de U-2 étaient un succès spectaculaire. Dulles pouvait tirer avec satisfaction sur sa pipe en contemplant les photos prises à vingt-quatre mille mètres d'altitude et sur lesquelles on distinguait avec netteté des installations situées en Russie, mais aussi en Chine, en Mandchourie et au Tibet.

Les soucis d'Allen Dulles s'étaient encore accrus quand la Cornell University avait coupé les ponts avec l'Agence. Cependant, le Dr Harold Wolff était toujours mêlé de près au projet M-K-Ultra. En tant que président de la société, il avait usé de ses relations pour lui gagner quelques-unes des sommités médicales d'Amérique du Nord, comme l'énergique Carl Rogers, professeur de psychologie et de psychiatrie à l'University of Wisconsin, le très urbain John Whitehorn, président du département de psychiatrie à la Johns Hopkins University, et le Dr Joseph Hinsey, président du Cornell Medical Center. Le Dr Charles Hinkle, qui avait travaillé aux premières études sur le lavage du cerveau, était vice-président de la Société. Allaient bientôt les rejoindre Leonard Carmichael, dirigeant de la Smithsonian Institution, George Kelly, professeur de psychiatrie à l'Ohio State

University, et le Pr Barnaby Keeney, président de la Brown University.

Le Dr Wolff, qui commençait à obtenir quelques résultats dans le traitement de la blessure du fils du directeur, avait clairement fait savoir qu'il n'entendait pas travailler pour rien à la Société : il voulait des subventions pour ses recherches personnelles sur le cerveau et la moelle épinière. Dulles n'avait rien contre les échanges de bons procédés et il y était allé d'une contribution de trente mille dollars. Après tout, ce n'était pas grand-chose, en regard de ce qu'il avait dû payer pour une transcription d'un discours anti-stalinien de Nikita Khrouchtchev prononcé lors d'une séance à huis clos du Politburo (soixante-quinze mille dollars), les plans d'un nouveau tank soviétique (cent cinquante mille dollars) ou un rapport technique russe sur une fusée capable de faire le tour de la terre (deux cent mille dollars). Il s'agissait du Spoutnik.

Le Dr Cameron continuait à faire de fréquents séjours à Washington, officiellement en tant que président de l'American Psychiatric Association. Une fois, alors qu'elle était assise dans son bureau, Velma Orlikow l'avait entendu préparer ses voyages et elle avait trouvé « curieux » que le médecin eût tant à faire dans la capitale des Etats-Unis. Mais même si elle en avait eu envie, elle n'aurait jamais osé aborder le sujet. Elle aurait ainsi risqué une nouvelle période de rejet ; plusieurs fois, il était arrivé au Dr Cameron de la croiser dans le couloir et de lui refuser l'entrée de son bureau, parce qu'elle avait eu l'audace de lui demander pourquoi il l'obligeait à passer des heures à noter ses réactions à l'écoute des bandes enregistrées qui diffusaient ses propres paroles. « J'étais forcée de noircir du papier chaque matin, chaque après-midi, chaque soir. Encore et encore. Encore et toujours. Jusqu'à ce que l'envie me prenne de tout déchirer. »

Quelquefois, il l'ignorait pendant des jours, la laissant brisée ; c'était ce qu'il pouvait faire de plus cruel, sachant à quel point elle avait besoin de lui. Mais il demeurait insensible à ses larmes et à ses supplications : « Je vous en prie, docteur, parlez-moi. Aidez-moi. »

Lorsqu'il se décidait enfin à la recevoir, l'entrevue commençait toujours de la même manière : « Mon petit, il faut faire exactement ce que je dis. » Elle essayait — Dieu seul savait à quel point —, mais ces heures interminables passées à écrire finissaient par la bouleverser. Alors survenait une nouvelle période d'ostracisme. Elle avait l'impression d'être une marionnette dont il tirait tous les fils. Elle ne pouvait rien y faire. Elle avait besoin de lui — et il n'en ignorait rien.

Cette incessante confrontation avec les souvenirs qu'il avait arrachés et les émotions qu'il avait implantées en elle la rendait vulnérable. Il voulait lui faire admettre ce qu'elle refusait ; son désir sexuel pour sa mère, et le fait qu'elle n'aimait peut-être pas David. Entre deux sanglots, il lui arrivait de penser qu'il voulait « plonger son âme dans la boue ».

Le Dr Cameron avait soudain décidé un traitement ambulatoire, lui ordonnant de prendre une chambre en ville et de se rendre quotidiennement à l'hôpital. « Je devais me rendre chaque jour pour transcrire mes bandes dans cette petite pièce où il n'y avait que moi, un lit, un fauteuil, et le magnétophone. Après le déjeuner, il fallait recommencer. Alors seulement on me donnait des somnifères pour la nuit et je rentrais chez moi. Et je devais faire mes bandes. Et s'il n'y avait rien dans son bureau, j'étais privée de somnifères. » C'était le genre de procédé que le Dr Sargant avait jugé important pour la réussite d'un lavage de cerveau.

Les réactions de Velma figuraient dans les rapports du Dr Cameron à la Société. Longtemps auparavant, à Brandon, il avait déjà utilisé la « cure par le travail ». Les patients qui se refusaient à accomplir les tâches assignées se voyaient privés de nourriture ou consignés dans leur cellule. C'était de la même manière qu'il pensait pouvoir « motiver » Velma et lui faire rédiger ses comptes rendus. Pour les puristes de l'Agence, au premier rang desquels le Dr Gottlieb, le Dr Cameron n'allait pas aussi loin qu'eux-mêmes — il ne s'était pas embarrassé de programmes ni de techniques de consolidation pour éliminer les traits de personnalité indésirables —, mais ils devaient admettre que la méthode fonctionnait. Si l'on pouvait parvenir à laver le cerveau d'une personne comme Velma — même si la méthode confinait à la torture —, alors on y arriverait avec d'autres.

Le Dr Sargant faisait partie des rares personnes à qui Cameron avait livré son point de vue. Les deux hommes continuaient à se rencontrer au hasard de colloques médicaux où chacun d'eux lisait son rapport devant des collègues respectueux. Un soir, devant une bouteille de vin fin, ils parlèrent de ce que le Dr Sargant appelait toujours le « projet » de Cameron. Aucun d'eux n'avait mentionné la CIA, même si Sargant était « certain de savoir qui était derrière ce travail. Mais on ne soulève pas ce genre de questions avec un confrère ».

A Washington, une fois accomplies ses obligations professionnelles du jour, le Dr Cameron se retrouvait parfois avec Dulles. William Buckley, le brillant officier des services secrets, se souvint de les avoir vus ensemble, après une de ses expéditions en Extrême-Orient. « Le

Dr Cameron était l'un des rares hommes n'appartenant pas à l'Agence régulièrement invités aux réceptions. Le directeur et lui s'entendaient à merveille. Personne, bien sûr, ne savait exactement ce qu'il faisait pour le compte de l'Agence. Mais on se doutait tous que c'était important. »

Ecoutant avec attention, car il ne savait faire autrement — même si les épanchements de ses patients le laissaient parfois complètement épuisé —, le Dr Roper sut discerner derrière les auto-accusations voilées et les menaces le profond désespoir de Jeannine Huard. Pourtant, il savait qu'il ne devait rien dire ou faire qui pût lui laisser supposer qu'il partageait son sentiment d'échec. Sa voix s'affaiblissait ; elle pouvait à peine garder les yeux ouverts.

« Jeannine, savez-vous où vous êtes ? »

Elle eut un sanglot sans larmes, rien qu'un gémissement étouffé, et finit par incliner la tête.

« Savez-vous quel jour nous sommes ? »

Après un intervalle, nouveau signe de tête.

Ces questions, il devait les poser ; il était indispensable d'apprécier la profondeur de la dépression.

« Savez-vous l'heure qu'il est ? »

Nouveau signe de tête, puis vint la question qu'elle avait déjà murmurée lors de son admission : « Pourquoi n'ai-je plus de forces ? »

Il répondit qu'elle allait les retrouver et qu'il était là pour l'y aider.

Elle essaya d'ajouter quelque chose, mais aucun son ne franchit ses lèvres, seule sa bouche formait silencieusement des mots. Jeannine ferma les yeux.

Le Dr Roper quitta le fauteuil au chevet du lit. Pour le moment, il n'y avait plus rien à faire. Ce 5 mai 1959, tôt le matin, elle n'avait pas été en état de signer la formule de consentement pour la suite du traitement et, comme plusieurs fois auparavant, c'était son mari qui l'avait fait. L'intervalle entre les hospitalisations successives diminuait. Comme bien d'autres, Jeannine revenait régulièrement à l'Institut, chaque fois accablée par le fardeau de son existence. Le Dr Roper se demandait si elle était de ceux qui allaient passer le reste de leur vie entre les murs d'un asile.

Pourtant, il était fermement convaincu qu'il était possible d'améliorer son état, ne serait-ce que provisoirement, avec une nouvelle série d'électrochocs répétés. Il y aurait deux séances par jour, chacune comprenant cinq décharges distinctes, administrées bilatéralement sur les tempes, ou unilatéralement sur l'avant et l'arrière d'un seul côté de la tête. Dix chocs par jour. Cinquante par semaine. Deux cents par

mois. Le Dr Roper admettait que c'était une dose énorme d'électricité qui allait traverser son cerveau — probablement assez pour illuminer toutes les ampoules du Sud 2 où se trouvait Jeannine —, mais le Dr Cameron l'avait habitué à prescrire des traitements aussi intensifs, même si ni l'un ni l'autre n'en savait plus que Hugo Cerletti en 1938 sur leur mode d'action. Parfois, le Dr Roper pensait que cela dépendait de la durée de l'épisode convulsif du type *grand mal**. Il se demandait alors si l' « agent bénéfique » était l'électricité elle-même. Il n'en savait vraiment rien, mais le Dr Cameron lui avait affirmé que cela n'avait aucune importance ; l'essentiel était qu'il y eût parfois des résultats.

Cet état d'ignorance ne douchait nullement l'enthousiasme du Dr Roper à l'égard d'un traitement qu'il jugeait « relativement sans danger, et possédant l'énorme avantage de pouvoir venir très rapidement à bout d'un épisode dépressif, parfois en quelques jours, et généralement en moins d'un mois. Une centaine de chocs électriques, c'est un faible prix à payer pour se délivrer du sentiment terrifiant que la fin du monde est aux portes ». Que le traitement réclamât que les patients fussent, comme Jeannine, périodiquement « saturés d'électricité », c'était « une croix qu'il fallait apprendre à porter ». Une autre était l'état de confusion et d'amnésie provoqué par les décharges, mais le Dr Roper estimait que même cela pouvait être bénéfique. « Après tout, l'idée était aussi de détruire les souvenirs qui étaient à l'origine de la dépression. » Mais là où le médecin se sentait « en profonde sympathie » avec ses patients, c'était face à quelque chose qui leur était plus difficile à supporter que la douleur et les pertes de mémoire : la terreur.

L'infirmière Mielke allait d'un lit à l'autre dans la salle de sommeil, posant les mêmes questions que celles posées à Jeannine par le Dr Roper, notant soigneusement les réactions sur la feuille de soins de chaque patient. Ses remarques allaient de « incapable de dire son nom », « incapable d'écrire son nom » ou « ne connaît pas le jour et la date » à « réaction infantile » et « simple bredouillement ». Chaque jour, elle-même ou une autre infirmière faisait le même travail, qui était destiné à mesurer le degré de régression de chaque patient sous l'effet des électrochocs.

Pour Peggy Mielke, voir et entendre ces gens sévèrement drogués réduits à bafouiller et marmonner était devenu « franchement insup-

* En français dans le texte. *(N.d.T.)*

portable ». Elle ne voyait pas la nécessité de les rabaisser à un tel niveau. Pourtant, ce matin-là, le Dr Cameron l'avait prise à part : « Mon petit, ce traitement est d'un grand secours. Ne l'oubliez jamais. Quand on a extirpé tout ce qui est négatif, on a la place pour introduire le positif. » Il avait tourné les talons et quitté la pièce obscure, après lui avoir donné la liste des patients promis à l'électrochoc.

Parmi eux, il y avait Rosemary Bonner, jeune femme blonde d'une vingtaine d'années, que le Dr Cameron désignait généralement comme « la catatonique du bout de la rangée ». Elle était arrivée avec un diagnostic d'insomnies et de dépression ; on lui avait administré de l'insuline et du LSD.

Progressivement, Rosemary avait manifesté des symptômes de total repli sur elle-même. Il lui arrivait de rester des heures à regarder par la fenêtre, perchée sur la pointe des pieds. Dans son lit, elle restait rigide, les coudes collés au corps, les doigts raides tendus en éventail. En d'autres occasions, en émergeant du sommeil de la drogue, elle trouvait un peu d'énergie pour briser la camisole chimique et se servait de son lit comme d'un appareil à exercices, en faisant des culbutes et en s'exerçant au poirier. Ensuite, elle retournait brusquement à la fenêtre, où elle restait des heures à se frotter un pouce ou à se gratter le nez. Ce fut après l'avoir surprise à s'arracher les cheveux que le Dr Cameron avait entrepris avec elle le traitement électrique le plus intense que l'infirmière Mielke eût jamais vu.

Sur une période de trois mois, Rosemary avait subi cent quatre-vingt-quinze séances à raison de cinq chocs à chaque fois, soit en tout neuf cent soixante-quinze décharges électriques. Depuis quelques semaines, la jeune fille était en pleine régression. Elle ne pouvait plus rien faire par elle-même. Elle était incontinente et avait perdu l'usage de la parole, ainsi que toute coordination physique ou mentale. Elle était aussi impuissante qu'un nouveau-né, et même quand elle sortait un peu du sommeil médicamenteux, elle ne pouvait que marmonner pitoyablement. Pour Mlle Mielke, elle était devenue « une sorte de mort vivant ». Pourtant, chaque fois qu'il s'arrêtait près de son lit, le Dr Cameron demeurait inflexible : « Encore un peu de traitement, et on aura un résultat. Mais il faut qu'elle régresse encore un peu. C'est son seul espoir. »

L'infirmière voulait y croire de toutes ses forces, même si elle ne pouvait s'empêcher de penser que c'était là un cas qui « posait concrètement la question de la fin et des moyens ». Mais elle n'était pas vraiment disposée à aller jusqu'au bout de sa pensée. Elle voulait se

convaincre que « quelque chose d'énorme » était en train de naître à l'Institut ; qu'elle faisait partie de ceux qui défrichaient une terre vierge, et qu'au lieu de se laisser aller à l'appréhension, elle ferait mieux de faire preuve de l'enthousiasme et de la conviction nécessaires aux pionniers. Dans un de ses rares moments de confidence, le Dr Cameron lui avait dit que « le paysage du passé allait être complètement bouleversé ». Il avait parlé avec grandiloquence, comme un prophète visionnaire plutôt que comme un médecin. « Ma petite, c'est un moment historique. Pour vous. Pour moi. Pour les malades. Pour tout le monde. Nous y participons tous. Jamais vous ne l'oublierez. »

Il y avait tant de questions qu'elle aurait voulu lui poser. Cela voulait-il dire que l'on ne donnerait plus de doses aussi massives de Thorazine ? Que c'en serait fini de l'obscure salle de sommeil, avec ses formes endormies, ses diffuseurs d'oreiller et ses casques ? Que Rubenstein et Zielinski cesseraient d'aller et venir au gré de leurs caprices ? Et par-dessus tout, qu'il n'y aurait plus d'électrochocs ? Ou alors, s'était-elle demandé, cela voulait-il dire au contraire toujours plus d'électricité ?

Mais, déjà, il avait tourné les talons. L'observant s'éloigner, elle se dit que si lui y croyait, elle devait faire de même. Après tout, elle n'était qu'une simple infirmière, et le Dr Cameron le médecin le plus influent et le plus impressionnant avec lequel elle eût jamais travaillé. Il *devait* savoir ce qu'il faisait.

Et pourtant, il y avait Rosemary. Etait-il vraiment juste qu'on lui ait ainsi littéralement détruit tous les sens ? Plus l'infirmière Mielke essayait de chasser cette question, et plus celle-ci se faisait lancinante.

« Docteur... »

Jeannine ne put continuer.

« De quoi avez-vous peur, mon petit ? »

Derrière son dos, elle pouvait voir l'infirmière debout près du chariot roulant sur lequel trônait la boîte noire. De nouveau elle essaya.

« Je... je n'ai pas peur. C'est seulement le... le traitement. »

Le Dr Cameron abaissa son regard vers elle, mais son visage demeurait indéchiffrable.

« Je vous l'ai déjà dit, mon petit. Il n'y a pas de quoi avoir peur. Maintenant, donnez-moi votre bras. »

Elle se mit à l'observer pendant qu'il cherchait la veine, pour

éviter de regarder la machine sur laquelle oscillaient déjà les aiguilles et brillaient les petits voyants jaunes.

Le Dr Cameron saisit une seringue sur un plateau.

« Ne cherchez pas à me résister, mon petit. C'est très mal. »

Il fit pénétrer l'aiguille et poussa sans à-coups le piston.

« Comptez à l'envers à partir de dix. »

Jeannine avait accepté de poursuivre les électrochocs parce qu'elle voulait à tout prix s'en sortir. Elle ne voulait pas finir comme ces personnages d'un film d'épouvante qu'elle avait vu peu avant son retour à l'hôpital. Ils étaient tous restés enfermés dans leurs cellules capitonnées, abandonnés par leur médecin. Elle était certaine que le Dr Cameron n'agirait jamais de la sorte. Pourtant, elle avait l'impression qu'il ne comprenait rien à ses angoisses, ni pourquoi elle tremblait et se sentait encore plus mal après chaque traitement. « Complètement déboussolée, sans plus de mémoire ni d'énergie. » Mais elle voulait retourner près de son mari et de ses enfants. Et en dépit du ton qu'il adoptait avec elle, elle ne doutait pas que le docteur, lui aussi, ne désirait que son bien. Simplement, il ne se rendait pas compte de ce que cela représentait pour elle que d'être enfermée, droguée et soumise aux électrochocs.

Elle sentit la fraîcheur de la gelée qu'on étalait sur ses tempes et perçut la voix lointaine du médecin. C'était toujours la même antienne :

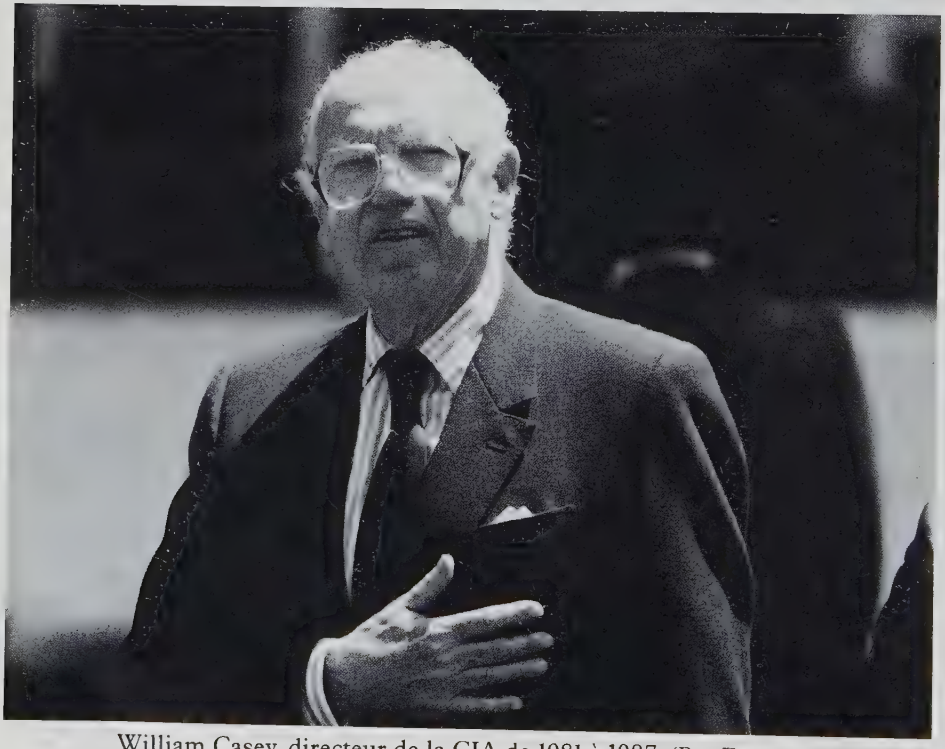
« C'est pour votre bien, ma petite. Ça ne fait pas mal. Prête, infirmière ? Voltage réglé ? *Go !* »

Une fraction de seconde plus tard, Jeannine plongeait à son tour dans l'univers des morts vivants.

Lors du procès de Nuremberg, vingt-trois médecins et scientifiques allemands furent reconnus coupables de tortures et d'homicides sur les détenus soumis à des expériences scientifiques. Ils plaidèrent non coupables. (Keystone Collection)

Le quartier général de la Central Intelligence Agency (CIA), à Langley, Virginie. (Popperfoto)

Allan W. Dulles, qui fut longtemps directeur de la CIA. (Popperfoto)



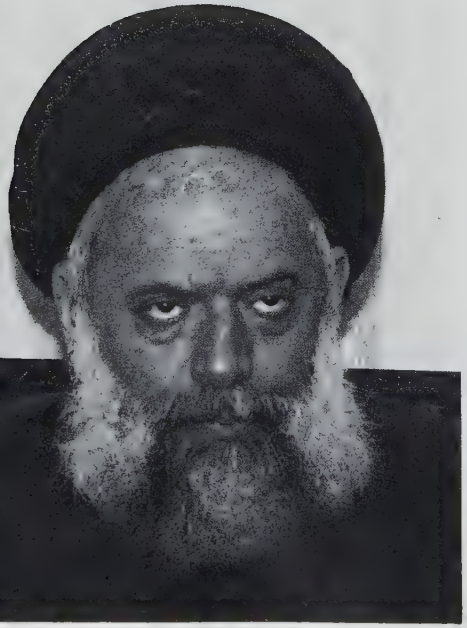
William Casey, directeur de la CIA de 1981 à 1987. (Rex Features)

William Casey s'entretenant avec le président Ronald Reagan à la Maison Blanche. (Rex Features)

Le docteur Ewen Cameron jeune.
(Notman Archives, McCord Museum, McGill University)

Le docteur Ewen Cameron.
(Canapress Photo Service)

Une des dernières photos de Terry Waite, émissaire de l'archevêque de Canterbury, avant son enlèvement, le 18 juin 1987, en compagnie de Cheikh Fadlallah, le chef spirituel du Hezbollah.
(Rex Features)



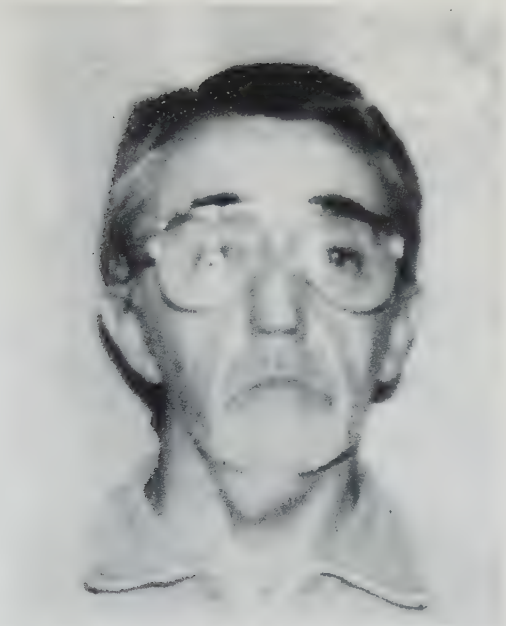
Cheikh Fadlallah.
(Frank Spooner Pictures)

Étudiants originaires de pays du tiers monde à l'Université Patrice-Lumumba de Moscou, que fréquenta le docteur Aziz al-Aboub. Le but de cette université est d'encourager les étudiants, de retour dans leur pays, à favoriser les activités pro-soviétiques. (Agence Novosti)

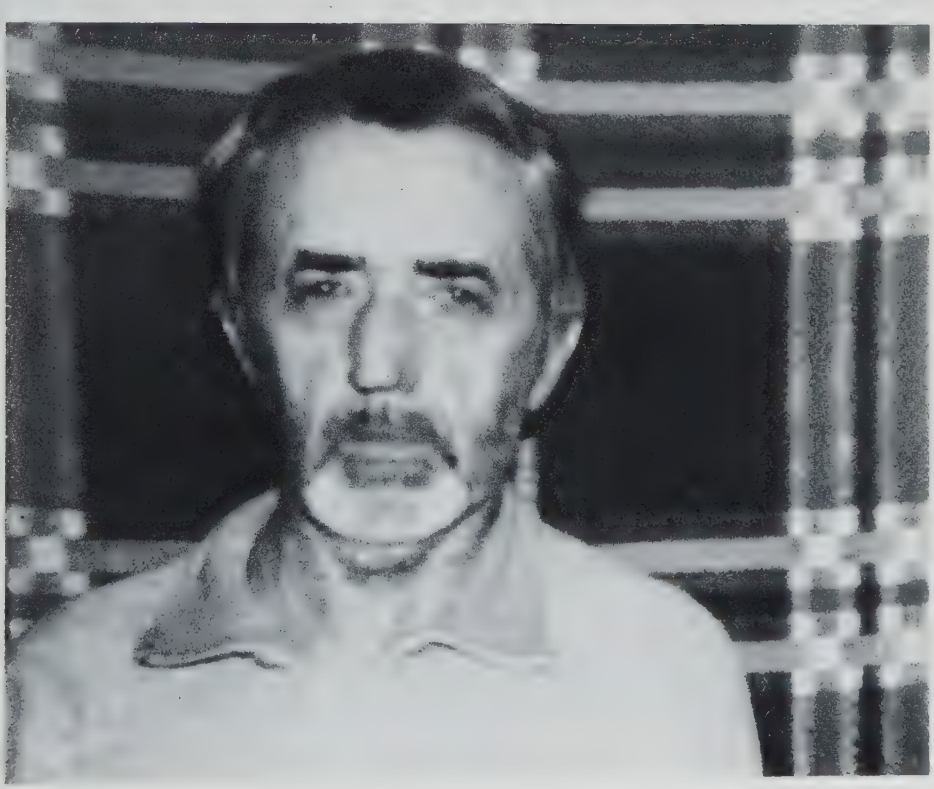
Photos du docteur Aziz al-Aboub tirées d'un dossier top secret d'un service de renseignement européen.

Le docteur Aziz al-Aboub (au centre) dans un café de Beyrouth, peu de temps avant que les services de renseignement israéliens n'annoncent qu'il avait quitté le Liban pour regagner l'Iran. (D.R.)

William Buckley, troisième secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth, enlevé par le Djihad islamique le 16 mars 1984, dans Beyrouth-Ouest. (Associated Press)



Buckley tel qu'il apparut sur les films vidéos tournés par ses ravisseurs. Ce sont les dernières images que l'on possède de lui. (Rex Features)



Les immeubles détruits par une voiture piégée non loin du domicile de Cheikh Fadlallah, en mars 1985. Attentat qui fit au moins 75 victimes. (Rex Features)

Un groupe de mollahs inspectant les dégâts. La banderole « Made in USA » accuse les États-Unis d'avoir aidé Israël à perpétrer l'attentat. (Associated Press)

11

La chambre des horreurs

Lorsque le Dr Cameron ouvrit la lourde porte de la chambre d'isolement, il fut saisi par la forte odeur que dégageait le corps de Madeleine. Elle était recroquevillée dans un coin de la pièce insonorisée, vêtue seulement d'une robe de chambre de l'hôpital et d'une culotte. Elle était coiffée d'un casque de footballeur, peint en noir comme le reste de la pièce, et maintenu en place par des courroies sous le menton ; ainsi, même si elle en avait trouvé la force, elle n'aurait pu l'ôter. Rubenstein avait passé des heures à boucher hermétiquement tous les interstices autour de la porte. Celle-ci fermée, Madeleine n'avait plus aucun moyen de distinguer le caoutchouc-mousse qui couvrait le sol de celui, identique, qui tapissait les murs et le plafond. Zielenski estimait que confiné dans cette chambre, on devait avoir l'impression « d'être dans un cercueil ou de dériver dans l'espace intersidéral ».

Après dix-huit mois passés à l'Institut, nombre de choses tourmentaient Zielenski : le spectacle et les odeurs de la chambre de sommeil, la façon dont certains patients se collaient au mur au passage de Cameron. Mais rien ne le bouleversait autant que ce qui se passait dans le laboratoire de radiotélémétrie. Le mois précédent, lorsqu'il avait vu ce que l'on y infligeait à Madeleine, il lui était souvent arrivé de rentrer chez lui tellement malade qu'il était incapable d'avaler une bouchée. « C'était ainsi que j'imaginais l'enfer. »

Pourtant, comme le Dr Cleghorn, le Dr Roper et le reste de l'équipe médicale, l'infirmière en chef Mielke et ses consœurs, Jan Zielenski s'efforçait de se convaincre que tout ce qu'il voyait et ce qu'il faisait *était* thérapeutique. Quand cela devenait trop difficile, il se rappelait que non seulement il exécutait les ordres de son supérieur, mais qu'il ne savait pas auprès de qui il aurait pu protester. Il ne pouvait

évidemment pas s'adresser au Dr Cameron ; ni à l'un des autres médecins. Eux *devaient* savoir ce qui était médicalement bon ou mauvais, et pourtant ils n'avaient rien fait. Ainsi pourquoi l'écouteraient-ils ? S'il faisait appel aux autorités ou à la presse, comment celles-ci réagiraient-elles ? On dirait sans doute qu'il était un étranger fauteur de troubles. Et que se passerait-il s'il racontait à quelqu'un qu'il était préoccupé par certains des traitements utilisés par le Dr Cameron ? Il perdrait probablement son emploi. Il n'en trouverait certainement pas un autre aussi bien payé, qui lui permette d'économiser et de s'enraciner dans sa nouvelle patrie. On allait lui poser des questions sur les raisons pour lesquelles il avait quitté l'Institut et, s'il les donnait, il serait amené à mettre en cause le Dr Cameron. Si un employeur pensait qu'il se plaignait à propos de sujets qu'il ne comprenait pas vraiment, il risquait même de ne plus trouver de travail du tout. En définitive, il concluait une fois de plus qu'il valait mieux croire que le Dr Cameron était un « brillant clinicien très en avance sur son temps ». Mais en regardant Madeleine sortir de la chambre d'isolement, il avait, néanmoins, du mal à l'admettre.

Elle y avait passé un mois totalement coupée du monde, sauf à quelques brefs intervalles. Au début, en dépit des drogues, elle avait essayé de lutter, donnant de sa tête casquée de grands coups dans la porte. Cameron avait augmenté les doses de sodium amytal et elle s'était calmée. Au bout de quinze jours de réclusion, il les avait réduites afin qu'elle prenne conscience de son environnement et se rende compte qu'elle n'aurait pas d'autre stimulus extérieur que la bande qui passait en permanence à travers les écouteurs de son casque. La voix était celle de Cameron répétant des messages que Rubenstein avait montés à partir de commentaires faits par le psychiatre lors d'entrevues antérieures avec Madeleine.

« Votre père est mort. Vous ne voulez pas abîmer son souvenir en l'associant au sexe. Eddie est parti. Il ne fait plus partie de votre vie. Mais il ne faut pas ressentir cela comme un échec. Vous devez accepter qu'il ait divorcé. Vous ne vous sentez pas seule. Car vous êtes forte. Vous devez vous dire qu'aujourd'hui commence votre nouvelle vie. Vous devez vous le dire et y croire. »

Une des infirmières qui travaillait à présent au laboratoire conduisit Madeleine jusqu'à la salle de bains où elle surveilla sa toilette, traitant la malade comme une gamine.

Avant d'être enfermée dans la chambre d'isolement, Madeleine avait subi près d'un millier d'électrochocs, à raison de cinq par séance. Ce traitement, fondé sur le système Page-Russel, avait été étalé sur un an.

Elle avait également été soumise à plus d'une centaine d'heures de manipulation psychique, à écouter les enregistrements de sa propre voix sélectionnés par Rubenstein.

Lavée, vêtue d'un slip et d'une chemise de nuit propres, Madeleine fut emmenée à la chambre d'analyse vocale. Zielenski avait la responsabilité de cette petite cabine où était installé un analyseur de voix adapté par Rubenstein pour étudier les troubles de la parole qui accompagnent fréquemment la schizophrénie.

Zielenski avait appris à faire la différence entre le langage vif du maniaque qui exprime une excitation euphorique, le lent débit du mélancolique qui reflète ses inhibitions dépressives, le babil et le bégaiement du catatonique et la psalmodie hésitante de l'épileptique. Il était maintenant capable de les distinguer du discours confus caractéristique du schizophrène, cette « salade de mots », ce fouillis informe qui procure de précieuses informations cliniques pour l'étude de la maladie.

Le technicien était chargé de manipuler l'analyseur pendant que le Dr Cameron, trois fois par jour, posait des séries de questions à Madeleine. Il en changeait l'ordre à chaque séance, de sorte que la question « Comment vous appelez-vous ? » soit placée la première fois au milieu, la fois suivante à la fin puis revienne en tête de liste la troisième fois. Les questions portaient sur le lieu de sa naissance, le nom de ses parents, l'école qu'elle avait fréquentée, la date de son mariage, l'endroit où il avait été célébré, le nom du garçon d'honneur, les noms de ses demoiselles d'honneur, la date de la mort de son père, le nom du cimetière où il était enterré, le nom de la dernière station de radio où elle avait travaillé, les noms des épiceries et des magasins d'habillement qu'elle fréquentait et leurs adresses. Les dernières questions portaient sur son environnement immédiat. Savait-elle où elle se trouvait, en quelle année, quel mois, quel jour de la semaine, l'heure qu'il était ?

Nombre de ses réponses se limitaient à un babil radotant ou à de petits grognements. Le Dr Cameron faisait une pause après chaque réponse pour laisser un blanc sur la bande. Plus tard, Zielenski insérerait dans chaque espace la date et l'heure, puis il couperait la bande et raccorderait tous les extraits à de précédents enregistrements, réalisant ainsi des boucles contenant les réponses de Madeleine à chaque question depuis qu'elle avait été enfermée dans la chambre d'isolement. Ces bandes étaient ensuite introduites dans l'analyseur, afin de comparer les réponses données à différents moments. Par exemple, le Dr Cameron avait découvert que, tôt le matin, Madeleine

habituellement hésitait quand on lui demandait la date de la mort de son père. A midi, pourtant, lorsqu'on la sortait pour la seconde fois de la chambre d'isolement, ses réponses, d'après son dossier, étaient souvent « plus affirmatives », ses grognements peut-être un peu plus distincts. Il ne savait pourtant toujours pas ce que signifiait cette différence ni si elle dépendait de son horloge interne, ni si Madeleine sentait le moment de la journée où elle avait le plus de forces. Pour briser cette résistance — ce qu'il jugeait essentiel pour pouvoir implanter de nouvelles idées dans son esprit —, il s'était appliqué à établir son autorité lors de la séance de midi, où il embrouillait davantage les questions et les posait avec le maximum de détachement clinique.

Comme d'habitude, il avait trouvé une formulation scientifique pour définir le traitement infligé à Madeleine : « évaluation du stress psychologique ». Cette technique n'avait rien de nouveau ni d'extraordinaire, du moins dans les milieux de la police et des services secrets, où l'utilisation du détecteur de mensonge et de l'analyseur de voix pour évaluer le degré de tension dans la voix d'un suspect faisait partie de la routine. Le Dr Cameron se servait de l'analyseur pour tenter de détecter quand son patient lui disait la vérité, bien que Zielenski demeurât sceptique quant à la valeur de cette estimation lorsqu'on avait affaire à des individus profondément perturbés, souvent incapables de faire la distinction entre leurs fantasmes et la réalité.

Depuis un peu plus d'un an, une centaine de patients avaient répondu chacun à une série de questions pratiques, presque toujours sous l'empire de drogues, ce qui rendait leurs réponses mal articulées et indistinctes. Le Dr Cameron continuait néanmoins de prétendre que les données recueillies ainsi étaient utiles. Zielenski avait remarqué que ces tests favorisaient les patients dociles et complaisants, ceux qui faisaient tous leurs efforts pour répondre rapidement au médecin. En revanche, ils desservaient ceux dont la voix, malgré les drogues, trahissait la détermination. C'étaient ceux qui refusaient de répondre, ou déclaraient par exemple : « Je vous l'ai déjà dit », ou donnaient la réponse qui faisait se renfrogner le Dr Cameron : « Je ne répondrai plus à aucune question. »

Parfois, ces patients ne retournaient pas à la chambre d'analyse vocale et, peu de temps après, Zielenski les retrouvait dans un des lits de la chambre de sommeil écoutant des bandes où étaient enregistrées des injonctions telles que : « Vous écouterez tout ce que je vous dis » ou « Vous serez coopératif ». Rien chez le Dr Cameron ne semblait

indiquer qu'il était conscient que, ce faisant, il violait le contrat habituel entre un médecin et son patient : ne jamais entamer un traitement susceptible de porter atteinte, si peu que ce soit, à l'intégrité du malade.

Une femme avait passé trente-cinq jours dans la chambre d'isolement. Elle avait tellement régressé qu'il avait fallu la transférer dans un des asiles de la ville. Le dossier qui accompagnait son bilan de santé indiquait que le diagnostic initial du Dr Cameron faisait état d' « une réaction de conversion à un âge d'involution accompagnée d'angoisse et de symptômes d'hypocondrie ». En langage simple, cela signifiait que cette patiente souffrait des troubles que connaissent beaucoup de femmes au moment de la ménopause.

La dernière séance de Madeleine dans la chambre d'analyse vocale s'était une fois de plus soldée par des bruits de suffocation et de larmoiements. Le Dr Cameron nota sur son graphique qu'elle avait « régressé nettement plus que la veille ».

Il emmena Madeleine à la chambre à grille où Rubenstein attacha un potentiomètre entre le haut de sa cuisse et le bas de son torse afin que l'appareil appuie fortement sur la hanche. Puis le technicien fixa avec une courroie un petit émetteur, plus petit qu'un paquet de cigarettes. Il en avait récemment augmenté la puissance afin de pouvoir se passer de fils électriques reliés à son « transducteur des mouvements du corps ». L'émetteur, opérant sur cent huit mégacycles, enregistrait les signaux émis par le potentiomètre et les transmettait au transducteur.

Au cours de l'année écoulée, plus de deux cents patients avaient été filmés et enregistrés à leur insu, et leurs moindres mouvements saisis et analysés. Cameron avait présenté cela comme une « technique scientifique destinée à affiner l'analyse du comportement des patients ». Les renseignements qui provenaient de la chambre à grille se résumaient à des graphiques sur du papier millimétré. Toutes les particularités de la personnalité et de la maladie d'un patient — la façon dont il ou elle se déplaçait, s'asseyait, inclinait la tête, entremêlait ses doigts, murmurait, marmonnait, radotait, bavait, promenait un regard vide d'expression autour de la pièce — étaient soigneusement relevées sous forme de points et de lignes.

Le Dr Cameron rappela à Madeleine qu'elle pouvait se déplacer comme bon lui semblait en face des lignes tracées sur le mur, qu'elle avait, si elle le souhaitait, le droit de s'asseoir sur la chaise. Puis il quitta la pièce en compagnie de Rubenstein qui commença à filmer les mouvements de Madeleine, pendant que le micro caché dans le

plafond enregistrait ses gémissements d'animal apeuré. Il y avait également un haut-parleur derrière la glace sans tain à travers laquelle Rubenstein filmait.

Le Dr Cameron nota ce qu'il appelait les « mouvements ondulants typiques » de Madeleine. De temps en temps, il lui donnait des ordres par le biais du haut-parleur, lui demandant de se lever, de se diriger dans une direction puis dans une autre, ou d'accomplir des gestes simples comme frapper dans ses mains ou lever un bras puis l'autre.

Lors des premières séances, elle restait là, intriguée, se demandant d'où venait la voix. Mais cela ne l'intéressait plus. Elle avait beaucoup trop régressé pour se préoccuper encore de ce genre de problèmes. Le Dr Cameron notait ses réactions à ses instructions dans une section de son dossier intitulée « R », pour « rééducation ». Ces instructions représentaient un pas de plus dans son effort pour « restructurer » son esprit après qu'elle eut été droguée, destructurée, psychiquement manipulée et soumise à une privation extra-sensorielle prolongée.

En observant le graphique en dents de scie sortant du transducteur, il dicta à un magnétophone : « Elle observe les lieux de façon répétitive. S'assied sur la chaise puis se relève. Sa démarche est désordonnée. Les variations globales par rapport à la ligne d'ordonnées indiquent un déplacement vers le bas du centre de gravité du corps. Elle agit constamment à retardement. »

Jan Zielenski se demandait combien de temps Madeleine pourrait tenir le coup.

Le technicien aurait été « franchement horrifié » s'il avait appris que tout ce qu'on infligeait à Madeleine, et aux autres patients, était étudié avec avidité d'abord par le Dr Monroe, puis par le Dr Gottlieb et d'autres médecins de l'Agence et, parfois, par Allen Dulles lui-même. Après quatre frustrantes années passées à « tourner autour du pot », selon l'expression de William Buckley, alors confiné dans un bureau dans l'attente d'une nouvelle affectation, les têtes pensantes de la CIA étaient sans aucun doute ravies d'avoir trouvé, au début de 1960, en la personne du Dr Cameron, un psychiatre prêt à poursuivre des expériences de privation sensorielle jusqu'à leur ultime conclusion : la détérioration irréversible du cerveau d'un patient. De plus, il utilisait ses propres patients et n'avait pas besoin que l'Agence lui procure des « sacrifiables ».

L'entourage de Dulles, comme lui-même, respectait et admirait profondément une telle détermination et une telle fidélité de la part d'un homme qui avait obstinément refusé d'abandonner sa nationalité

américaine pour devenir canadien, qui avait toujours voté républicain, faisant tous les quatre ans le voyage pour remplir son devoir électoral, et qui profitait de ses éminentes fonctions — il était à présent président non seulement de l'Association mondiale de psychiatrie mais aussi des Associations de psychiatres américains et canadiens — pour donner des conférences publiques sur les dangers du communisme. Dulles le considérait comme un « vrai patriote » et, dans sa bouche, c'était le plus beau des compliments. De façon plus terre à terre, lui et son équipe n'oubliaient jamais que les recherches secrètes de Cameron se déroulaient sur un sol étranger, en dehors de la juridiction des Etats-Unis et que l'Agence pouvait être tranquille ; même si, par impossible, un membre de l'administration canadienne venait à poser des questions sur ce qui se passait à l'institut, il n'y avait aucune chance pour que cela remonte jusqu'à la CIA.

C'étaient de bonnes nouvelles après la période de tension et de tragédie personnelle que venait de traverser Allen Dulles. Le dimanche 24 mai 1959 au matin, entouré de toute la famille, il avait assisté à la mort de son frère, John Foster, décédé d'une pneumonie, après avoir été opéré d'une hernie. Quelques jours plus tard, Allen s'en était pris au président Eisenhower, lui-même souffrant, qui avait ordonné que l'on fasse à son ancien secrétaire d'Etat des funérailles nationales. Lors d'une violente sortie, inhabituelle chez lui, Dulles s'était écrié : « Nous sommes des presbytériens et nous avons toujours fréquenté notre église paroissiale. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir des obsèques toutes simples ? »

La famille et le président avaient passé outre. En suivant le cercueil au milieu d'une foule silencieuse, Allen Dulles, le visage inondé de larmes, avait peut-être médité sur la versatilité de l'opinion publique. Quelques semaines auparavant seulement, John Foster avait encore divisé le pays à cause de sa rigueur et de son intransigeance. Maintenant qu'il était mort, tout le monde semblait uni pour le pleurer. Après la cérémonie, Allen avait déclaré à Eleanor et à Clover qu'il espérait lui aussi mourir à son poste. Sa femme l'avait regardé d'un air étrange et s'était éloignée. Eleanor avait souri : elle comprenait. Non seulement c'était une Dulles, mais elle était sagace et pensait que ce qu'elle appelait la « toile d'araignée d'Allen » était menacée, même si son frère ne voulait pas l'admettre.

Elle avait vu juste. Le nouveau secrétaire d'Etat, Christian Herter, avait commencé à tenir la bride serrée, ordonnant à ses secrétaires adjoints et aux hauts fonctionnaires du service étranger de vérifier les états de situation fournis par l'Agence. Richard Helms n'était pas le

seul à percevoir de subtiles différences, et à sentir que « le bon vieux temps était passé ».

Ce fut finalement Eleanor qui joua le rôle de victime expiatoire. Et par pure coïncidence, ce fut le jour même où Madeleine entrait pour la première fois dans la chambre d'isolement qu'Herter décida de muter Eleanor de son poste clé à Berlin à un poste nettement moins important au sein des services secrets du secrétariat d'Etat. Officiellement, le président souhaitait lui permettre de prendre du repos après une opération pour un calcul biliaire. Mais, dans le clan Dulles, personne n'était dupe. Allen fut mis en garde. C'était l' « heure des Brutus », se souvint Clover, pourtant peu au courant des machinations qui se tramaient autour de son mari.

Le nouvel état-major du secrétariat d'Etat avait commencé à monter en épingle la faillite de l'Agence face à Fidel Castro. Le 1er janvier 1959, un an auparavant exactement, Castro avait renversé le dictateur Fulgencio Batista. Les Etats-Unis avaient promptement isolé leur importante base militaire, aérienne et navale de Guantanamo, qu'ils occupaient depuis la guerre hispano-américaine. Ce n'était pas la première fois que Castro mettait Washington dans l'embarras. Entre autres frasques ennuyeuses, il avait pris en otage un groupe de marines qu'il avait retenu dans son repaire de la Sierra Maestra jusqu'à ce que le Département d'Etat négocie discrètement le paiement d'une rançon. Castro avait promis à son peuple que le jour où il serait au pouvoir, il chasserait les Yankees et que Cuba ne serait plus un lieu de défoulement américain empli de bordels et de tripots. Il ne s'en était pas tenu là et avait nationalisé les compagnies américaines installées dans l'île. Les Etats-Unis commençaient à penser que la menace du communisme logeait dans leur arrière-cour.

Dulles avait épousseté sa vieille recette qui avait fait ses preuves pour mettre au point une réplique. Cela avait marché en Iran, au Guatemala et en d'autres lieux agités ; il ne voyait aucune raison pour qu'il en soit autrement à Cuba. Mais, après la mort de John Foster, ni le président ni son nouveau secrétaire d'Etat n'étaient prêts à cautionner une fois de plus un coup tordu de la part de l'Agence. Il y avait eu, après tout, quelques exemples par le passé où seule une chance inouïe avait permis à la CIA de se tirer d'affaire sans embarrasser la Maison Blanche. En outre, Dulles avait de Fidel Castro une vision toute différente de celle du Département d'Etat. Pour lui, il était toujours le rebelle qu'il aurait fallu moucher, il le concédait maintenant, quand il avait commencé à faire du chambard quelques années plus tôt. Il était encore temps de réparer cette erreur.

Herter, lui, voyait en Castro non seulement un tacticien habile mais aussi un personnage charismatique qui avait su entraîner son peuple, tout comme l'avait fait Nasser en Egypte lorsqu'il avait frotté le nez des Britanniques dans la boue du canal de Suez. Le secrétaire d'Etat avait convaincu le président que toute action contre Cuba devait être mûrement réfléchie, et il qu'il n'y avait certainement pas de place pour le scénario hasardeux proposé par l'Agence.

Dulles avait suggéré d'entraîner et d'infiltrer dans l'île deux ou trois cents dissidents cubains qui se joindraient à ce qui restait des groupes anti-castristes. Les Etats-Unis les soutiendraient secrètement en utilisant une fois de plus les forces aériennes privées de l'Agence. Dans un rapport sur l'état de la situation, Dulles avait proposé de « créer un véritable réseau clandestin à l'intérieur de l'île ». Herter avait griffonné une note en marge : « Dangereux. Pourrait pousser Moscou à entrer dans la danse. »

Dans d'autres sphères d'activité de l'Agence, tout n'allait pas non plus pour le mieux. Les Russes avaient capturé plusieurs agents de la CIA en Allemagne de l'Est et en Pologne, et Dulles était convaincu qu'on leur avait « lavé » le cerveau. Des incidents s'étaient produits à Berlin-Ouest. L'Agence avait été incapable de les prévoir, de même que l'antenne de Tokyo avait sous-estimé la récente hostilité des Japonais envers les Etats-Unis. A Paris, les relations de travail avec les services de sécurité français s'étaient tendues parce que le gouvernement estimait que la CIA s'ingérait dans ce qui restait des intérêts coloniaux de la France. Dans le domaine intérieur, l'élection présidentielle prenait la forme habituelle d'un duel classique. Les deux candidats, John F. Kennedy et Richard Nixon, étaient des hommes neufs qui avaient tout juste la quarantaine et n'étaient entrés dans la vie publique qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'était un signe supplémentaire que les Etats-Unis n'étaient plus la nation que Dulles avait jadis contribué à diriger au sein d'un triumvirat. Les deux candidats avaient clairement exprimé que s'ils entraient dans le Bureau Ovale, la CIA devrait s'attendre à de nouveaux changements. Ils s'étaient même étonnés à haute voix de l'omniprésence de l'Agence.

Mais Allen Dulles refusait toute évolution et restait sourd aux signaux d'alarme. Il avait encore ce qu'il appelait son « porte-bonheur céleste » : les avions U-2. On avait mis au point un modèle amélioré capable de voler à vingt-huit mille mètres d'altitude en recueillant silencieusement des informations précieuses grâce à ses caméras. Pourtant, au sein de l'Agence, des hommes comme William Buckley se posaient des questions ; combien de temps les Russes attendraient-

ils avant de presser un bouton, et de lancer un missile qui mettrait fin à ces missions d'espionnage ? Pourquoi ne l'avaient-ils pas déjà fait, alors que l'Agence avait des preuves que les radars soviétiques captaient la trajectoire des avions ? C'était une des nombreuses inconnues dont on débattait.

Dulles semblait au-dessus de ces débats. Quand il ne peaufinait pas ses plans pour chasser Castro, il étudiait les rapports sur les travaux de Cameron expédiés de New York par le Dr Monroe. Il devait avoir été très satisfait non seulement de voir que l'Agence obtenait des résultats aussi prometteurs grâce à son vieil ami, mais aussi que ceux-ci provenaient de l'université qui avait repoussé les propositions de la CIA. On avait essayé de persuader le Dr Donald Hebb, qui dirigeait le département de psychologie de McGill, de poursuivre ses recherches de pointe dans le domaine de la privation sensorielle. Dulles, encouragé par le Dr Gottlieb, croyait que cette technique était peut-être la solution pour parvenir au contrôle sur l'esprit. Le Dr Hebb avait reçu des subventions de la fondation Rockefeller — qui avait fourni les premiers fonds pour la création du Allan Memorial Institute —, du ministère de la Défense canadien, et il avait utilisé l'argent pour convertir une pièce de son laboratoire en « caisson d'isolement » dans lequel on plaçait des volontaires pleinement informés de ce qu'impliquait l'expérience. Ils étaient vêtus de combinaisons de vol en haute altitude et portaient des lunettes opaques et des protège-oreilles. L'air du caisson était filtré pour évacuer les odeurs et, à intervalles réguliers, les sujets entendaient un bip-bip. Chaque volontaire savait qu'il lui suffisait, pour être libéré, de presser un bouton. Aucun n'était autorisé à rester dans le caisson plus de six jours. L'Agence, par l'intermédiaire du Dr Monroe, avait tenté de persuader le Dr Hebb de garder les volontaires pendant de plus longues périodes en leur administrant des drogues. Hebb avait catégoriquement refusé.

Morse Allen, quand il arrêtait de torréfier ses champignons, avait persuadé le Dr Maitland Baldwin, de l'Institut national de la santé, de se faire la main sur ce que, dans un rapport à Dulles, il appelait des expériences de « type terminal ». L'Agence avait commencé à s'intéresser à Baldwin quand celui-ci avait maintenu un volontaire de l'armée dans un isolateur pendant quarante heures. Le soldat avait craqué et, d'après le rapport de Baldwin, « il commençait à crier et à pleurnicher d'une façon tout à fait déchirante ».

Baldwin avait accepté de travailler pour l'Agence à certaines conditions. La CIA devait lui procurer des « sacrifiables » et bien savoir qu'un isolement de plus d'une semaine pouvait provoquer des

« lésions cérébrales probablement irréversibles ». Allen avait présidé de nombreuses réunions internes à l'Agence pour déterminer la meilleure façon de trouver des fonds pour Baldwin. La Société de recherches en écologie humaine ne semblait pas un canal adéquat, étant donné la nature potentiellement « terminale » des recherches. La mort sur le sol américain, ne serait-ce que d'un seul « sacrifiable », pouvait soulever des questions embarrassantes et mettre en péril la couverture soigneusement mise au point par la Société pour protéger, entre autres, le Dr Cameron. Mais, avant même qu'un mode de financement satisfaisant ait été trouvé, Dulles avait ordonné l'abandon du projet jugé trop risqué s'il se réalisait à l'intérieur des frontières des Etats-Unis. Une fois de plus, l'attention du directeur se tourna vers le Dr Cameron.

Les rapports concernant Madeleine avaient confirmé ce que Dulles avait toujours soutenu : que l'esprit humain était beaucoup plus résistant qu'on ne le pensait. Bien sûr, cela rendait la brillante réussite de l'ennemi — Dulles en était venu, dans ce domaine, à mettre les Russes et les Chinois dans le même sac — d'autant plus déconcertante. Pourtant, il y avait forcément un point où la plus forte des volontés *pouvait* être brisée ; c'est du moins ce que Dulles avait retiré de la lecture de *Battle for the Mind* du Dr Sargant. L'essentiel était de savoir jusqu'où l'on pouvait aller. L'ennemi avait découvert le secret, pourquoi l'Agence n'y parviendrait-elle pas ? D'après tout ce qu'il avait lu, Cameron touchait au but et Dulles espérait que la solution du problème arriverait assez tôt pour être utilisée avant l'installation d'un nouveau président. Ce serait une excellente façon de convaincre le nouveau pensionnaire de la Maison Blanche de la compétence de l'Agence et de son directeur.

Le 13 avril 1960, Dulles fut convoqué à la Maison Blanche pour discuter d'une nouvelle mission de U-2 au-dessus de l'Union soviétique. Le même jour, le Dr Cameron avait fini par décider quel traitement il allait administrer à une nouvelle patiente : le Dr Mary Morrow.

Mary Morrow voulait vraiment croire ce que lui avait déclaré le Dr Cameron ; quand elle irait mieux, il envisagerait de la réintégrer dans son équipe, afin qu'elle puisse accéder au statut de psychiatre. Mais il devait d'abord la soigner.

Elle avait essayé de chasser de son esprit la première impression qu'elle avait eue, celle d'un homme froid, sans humour, insensible, et de se convaincre qu'il la traiterait avec compassion. Si elle n'arrivait

pas à y croire, elle serait encore plus désespérée, presque autant qu'elle l'était par son incapacité à se soigner elle-même. Son père lui avait souvent dit qu'un médecin y parvenait rarement, c'était son seul réconfort. En outre, elle voulait tellement croire à la conscience professionnelle du Dr Cameron. En tant qu'homme, il lui manquait certainement beaucoup des qualités qu'elle admirait, mais il n'avait pu parvenir à son éminente situation sans avoir une compétence médicale et une perspicacité qu'elle ne possédait pas, et il devait savoir ce qui la plongeait ainsi dans la peur et le désespoir. Elle devait avoir confiance en lui. C'était la seule solution, se disait-elle, la seule façon de repartir de zéro pour aller de l'avant.

Elle avait voulu lui parler de tout cela, mais lors de ses visites il semblait totalement inaccessible et se contentait de temps en temps de l'observer avec attention à travers ses doigts joints sur le front. C'était alors que ses forces l'abandonnaient et qu'elle s'éloignait du monde pour entrer au plus profond d'elle-même. Sa voix semblait ne plus lui appartenir et elle avait l'impression que son corps ne lui obéissait plus. Au cours de ces longues minutes de silence où son angoisse était à son comble, l'atmosphère entre eux était terriblement pesante.

Elle avait voulu parler à Cameron de ses symptômes, de médecin à médecin, pour qu'ils les étudient ensemble, comme des collègues unis par une cause commune, soigner. Elle était prête à l'écouter et à s'incliner devant ses compétences nettement supérieures. Elle ferait n'importe quoi pour aller mieux. Tout ce qu'elle lui demandait, c'était l'assurance que quand ce serait terminé, elle pourrait revenir à la médecine et se consacrer aux autres. Mais elle n'avait pu se résoudre à parler de tout cela. Elle était restée assise là, incapable de partager ses pensées avec cet étranger. Cameron n'avait rien fait pour l'aider, se bornant à lui répéter qu'il était médecin et qu'elle pouvait se confier sans crainte, jamais il ne la jugerait ni ne la condamnerait. Le premier après-midi, il avait clos sa visite par ces mots : « Je veux vous aider. » Elle l'avait observé se passer la langue sur les lèvres avant d'ajouter finalement le mot « docteur ». Au moins, s'était-elle dit, il ne l'avait pas appelée « ma petite ». Il concluait chacune de ses visites par ces mots mais n'avait jamais expliqué ce qu'il comptait faire.

Elle avait sans cesse essayé de se persuader qu'étant donné l'étendue de ses connaissances, il devait savoir qu'elle pouvait guérir. Il suffisait, comme elle l'avait si souvent déclaré elle-même à ses propres patients, de trouver le traitement adéquat, peut-être dans son cas rien de plus qu'une bonne association de médicaments. Certainement rien d'autre. Après tout, se rappelait-elle, elle était médecin et savait de quoi elle

souffrait : d'une « dépression réactionnelle compliquée d'une psychose médicamenteuse due à l'absorption conjuguée de sédatifs et d'excitants ».

Exprimé ainsi, ce qui lui était arrivé ne semblait ni honteux ni vraiment terrifiant. Mais ce diagnostic clinique n'expliquait ni pourquoi elle avait le sentiment que sa vie « était un enfer », ni qu'avant d'être hospitalisée elle tournait dans un cercle sans fin où elle s'endormait épuisée et s'éveillait difficilement pour entamer une nouvelle journée morne où son corps était perclus de douleurs, et où elle versait des torrents de larmes qui ne soulageaient en rien le sentiment d'agonie qui la rongeait.

Elle se rendait compte après coup qu'elle aurait dû noter tous les signes. Ne savait-elle pas très bien déceler les symptômes cachés chez ses patients ? Il y avait eu les premières crispations dans l'estomac, le premier repas sauté, le premier cachet de Dexédrine ingurgité pour tenir juste un petit peu plus longtemps, la première capsule de Phénobarbitone pour dérober quelques heures de sommeil, les premières crises de larmes, la fatigue grandissante. Ces symptômes s'étaient nourris mutuellement, provoquant la crise qui s'était développée en elle au point de finir par gâcher toute son existence.

Elle était entrée d'elle-même au Royal Victoria, un des hôpitaux qui faisaient partie du « Réseau » du Dr Cameron. Peu de temps après, il était apparu. Elle fut sincèrement flattée qu'il vienne régulièrement la voir et reste assis dans un coin de sa chambre. Parfois, le soleil de l'après-midi éclairait son visage, se reflétant sur ses lunettes, rendant encore plus difficile de voir ses yeux. Son père lui avait toujours dit que le regard était le reflet de l'âme. Le Dr Cameron s'arrangeait pour éviter qu'elle puisse capter le sien quand il s'asseyait, haute silhouette vêtue d'un costume démodé, d'une chemise blanche empesée et d'une cravate d'une couleur indéfinissable. Il semblait parfaitement calme et maître de lui. Elle, assise dans le fauteuil de l'autre côté du lit, près de la fenêtre, agitait nerveusement les mains sur ses genoux. Elle se sentait comme une jeune fille à un premier rendez-vous, ne sachant quoi dire, n'osant pas se lever de crainte de trébucher. Son visage ne trahissait aucune émotion tandis qu'il observait sa maladresse et son embarras. Au bout d'un moment, il se remettait debout d'un mouvement élégant et la toisait, assise là avec sa blouse et ses pantoufles, en train de le regarder fixement. Elle s'était souvent demandé si elle n'allait pas sourire et lui dire qu'après tout, elle ne se sentait pas si mal que ça. Mais son comportement ne laissait pas place à une telle désinvolture. Chaque fois, après son départ, elle tentait de reprendre le fil de ses

pensées et de calmer les battements de son cœur. Alors elle se levait, se dirigeait de façon mécanique vers le lit, les jambes en coton, s'allongeait et essayait une fois de plus de passer en revue l'année écoulée, pour remettre de l'ordre dans ses souvenirs afin d'être à même, lors de la prochaine visite du Dr Cameron, de lui expliquer comment tout avait commencé.

Quand elle avait quitté le service du Dr Cleghorn, au début tout s'était très bien passé. Elle travaillait dur et se sentait « au septième ciel », même si le rythme était effréné puisqu'elle poursuivait en même temps ses études pour se spécialiser en neurologie. Au moment des examens, elle avait souffert d'une pansinusite et avait dû se faire opérer au Royal Victoria. Sitôt sortie de l'hôpital, elle s'était replongée dans le travail. Puis elle avait été atteinte d'une double otite, affection très douloureuse. Mais, déterminée à obtenir le diplôme convoité du Royal College, elle redoubla d'acharnement et fut admise à l'écrit. A l'oral, on lui présenta un patient présentant un bruit anormal au poumon, trouble bénin difficile à déceler même dans le meilleur des cas. Avec son ouïe altérée, elle n'avait pas réussi à reconnaître les symptômes avec son stéthoscope et avait été recalée. « Ma vie était fichue. Je sombrai dans une profonde, profonde dépression. J'avais perdu la face. J'étais dans un abîme. Au fond du trou. »

Son rêve de diriger son propre service à St. Mary's était brisé. Les premières larmes de découragement jaillirent de ses yeux. Elle avait tant travaillé et était si près du but ; c'était trop injuste. « Je ne pouvais parler à personne, voir personne, même les membres de ma famille. »

D'autres réalités brutales l'assaillirent. Sans son diplôme, ses perspectives de carrière étaient dramatiquement compromises. Son poste dans le service des épileptiques fut confié à un de ses collègues qui avait réussi l'examen du Royal College. Elle se sentit soudain une étrangère, craintivement recroquevillée comme un daim blessé, seul, qui cherche à se cacher et qui n'entend plus que le bruit de son cœur battant à ses tempes. Elle prit de plus en plus de pilules d'excitants dans la journée et de somnifères le soir, pour essayer d'assumer son travail de médecin à l'Institut de neurologie de Montréal. Un jour, elle avait soudain éclaté en sanglots au cours d'une ronde de garde. Elle savait que la Dexédrine en était responsable, tout comme elle savait qu'elle avait absolument besoin d'amphétamines pour « relever la tête ». « Je pleurais abondamment, j'étais irritable, désagréable avec tout le monde. Et cela allait de mal en pis. »

Ses collègues s'étaient montrés compréhensifs mais aucun d'eux

n'avait proposé de l'aider. Elle comprit qu'ils ne continueraient à l'accepter que si son comportement ne sortait pas trop des normes. Mais ses crises de larmes incontrôlables persistèrent, comme son besoin d' « excitants et de tranquillisants », qui lui permettaient tout juste de continuer. Et elle savait qu'elle ne pourrait simuler éternellement. Seule, découragée, elle voyait son état empirer. Elle continua à lutter, sautant repas après repas, ingurgitant des pilules, surprenant ses collègues en train d'échanger des regards qui lui donnaient envie de disparaître à jamais six pieds sous terre.

Sa souffrance s'aggravait, l'emplissant d'un désespoir permanent. Elle commença à se demander si elle devait vraiment continuer à faire semblant de croire à l'avenir. A quoi bon s'obstiner ? Les forces venaient à lui manquer face au mal qui la minait. Il rongeait son corps et emplissait son cerveau d'obsessions sinistres. Elle prenait des comprimés nuit et jour. Elle détestait ce rituel dégradant. Mais c'était le seul moyen pour elle de tenir le coup. Elle n'avait personne à qui parler, à qui expliquer les tensions destructrices qui l'habitaient, la solitude où la plongeait sa dépendance aux drogues, et cette impression que son cerveau lui-même s'atrophiait. Elle ne trouvait plus aucune raison de vivre.

Et dès lors, l'idée s'installa, se nourrissant d'elle-même : la mort *serait* infiniment préférable à cette existence. Elle avait les pilules. Pourquoi ne pas les prendre, toutes d'un seul coup ? Pourquoi pas ? Une part d'elle-même, qu'elle savait être la voix de la raison, la poussait à s'accrocher à la vie, lui disant que sa souffrance et son sentiment d'échec ne pouvaient durer toujours.

A la fin du mois d'août 1959, elle ne trouva plus de réponse à la question : pourquoi pas ? La mort ne lui semblait pas plus terrifiante que la vie qu'elle menait. Finalement, elle fixa la date de son dernier jour sur terre. Elle le passa dans un état d'hébétude, visitant ses patients, les encourageant à croire en un avenir qu'elle avait décidé de ne pas vivre. Elle allait se suicider. Ce soir-là, une fois rentrée chez elle, elle avala les pilules, sans prendre la peine de les compter, prenant au jugé la dose qui lui semblait suffisante, et s'allongea sur son lit. C'était fait. Elle n'aurait plus de crises de larmes, plus d'angoisse ni de honte quant à son avenir. Bientôt elle ne serait plus rien. Elle s'était endormie.

Le lendemain, elle avait ouvert les yeux. Au début, elle n'arrivait pas à y croire. Ses oreilles bourdonnaient et sa vision était floue. Sa première réaction consciente fut d'essayer de dire à voix haute : « Je suis vivante. » Mais les mots ne franchirent pas ses lèvres sèches. Elle

ne se rappelait plus combien de temps elle était restée allongée là, ou à quoi d'autre elle avait pensé, ni même si elle avait pensé à quelque chose. Mais, petit à petit, son esprit s'éclaircit et elle commença à se concentrer. *Elle était vivante.* Il n'y avait aucun doute là-dessus. Elle avait raté sa tentative de suicide, comme elle avait raté beaucoup d'autres choses. Elle n'avait même pas été capable de se tuer. Puis elle s'était dit que ce qu'elle avait fait n'était « rien d'autre qu'un suicide d'appel ». Quelle qu'ait été son intention, elle n'avait toujours aucune solution au tourment qui s'était réinstallé dès que ses pensées s'étaient éclaircies. Les journées traînaient en longueur comme des nuits d'insomnie.

Elle accomplissait juste les gestes nécessaires pour rester en vie, ne ressentant à peu près rien, excepté une torpeur physique qui s'aggravait, vaguement consciente que la tempête faisait toujours rage à l'intérieur de son cerveau. Elle admettait parfois pour elle-même qu'elle était « malade », comme si, d'une certaine façon, ce mot rendait respectable le mal inconnu qui continuait à régenter sa vie et la poussait à engloutir tous ces médicaments.

A la fin du mois de septembre 1959, ses derniers liens formels avec la profession médicale furent rompus, à la fois avec St. Mary's et l'Institut de neurologie de Montréal. Elle était presque sans ressources quand elle tomba sur une annonce proposant une place d'infirmière dans une maison de repos à l'autre bout de la ville. Elle prit le poste, même si cela impliquait deux heures d'autobus par jour. « Je fuyais tous les gens de ma profession. Je me cachais. » Son salaire mensuel de deux cents dollars lui permettait de payer son loyer, mais il ne lui restait plus grand-chose pour manger. De plus en plus sous-alimentée, elle continuait à prendre de la Dexédrine. Tout cela allié au manque de sommeil continuait à faire son effet. Sa vie semblait être prise en étau entre ses aller et retour en autobus, voyages au milieu de la foule et de la saleté où tout le monde sentait l'ail et la sueur. Par moments, elle avait l'impression d'être une somnambule qui allait de son lit à son travail et de son travail à son lit. Au début du mois de décembre, elle avait commencé à se demander à quoi rimait la poursuite de ce cauchemar éveillé qu'était devenue son existence. Mais, cette fois, elle n'avait pas pensé au suicide. Si les drogues la rendaient nerveuse et irritable, la Dexédrine lui avait redonné une certaine confiance. Elle s'était assise dans son appartement, elle n'avait pas les moyens de manger en ville, et s'était dit que l'échec de sa tentative de suicide signifiait peut-être qu'elle devait revenir à la médecine. Après tout, elle avait bien travaillé au cours des six mois passés à l'Institut, et elle

aimait toujours la psychiatrie. Plus elle avalait d'excitants, plus cette certitude grandissait.

La seule façon de sortir de cette crise était d'agir comme elle l'avait toujours fait quand elle allait bien : attaquer le problème de front. Quelles que soient les puissances mystérieuses qui occupaient son esprit, elles n'allaient pas l'enchaîner à une vie faite de trajets en autobus et de lits à refaire. Tout n'était pas perdu ! Elle lutterait pour retrouver sa place. Et le moyen d'y arriver était évident. Le Dr Cameron. Il ne s'était jamais plaint de son travail. Et même si elle n'approuvait pas toujours ses méthodes, ce n'était pas important ; elle avait fait ce qu'on lui demandait. Et elle était prête à recommencer. Ce qu'elle voulait, c'était être médecin. Elle ferait tout pour exercer à nouveau la médecine, pour soigner des malades et, ce faisant, se soigner elle-même. A l'approche de Noël, elle téléphona à la secrétaire du Dr Cameron pour prendre rendez-vous.

Elle ressentait toujours l'effet des drogues et de la fatigue, mais elle était convaincue que tout s'arrangerait de soi-même quand elle aurait retrouvé un poste de médecin. Alors qu'approchait la date de l'entrevue, elle se sentait plus faible sous l'effet de la Dexédrine et du Phénobarbitone. Mais elle en avait besoin pour chasser les crises de sanglots ; parfois elle avait l'impression que les sentiments qui l'agitaient étaient si violents qu'elle allait tomber en mille morceaux. Elle se sentait harcelée. Irait-elle mieux un jour ? Elle avait avec acharnement évacué la question, se disant qu'elle irait bien une fois qu'elle aurait persuadé le Dr Cameron de la reprendre.

Quand elle alla au rendez-vous, elle avait travaillé la nuit précédente. Elle avala encore quelques pilules avec son café du matin et se rendit à pied à l'Institut. « Je n'avais pas d'argent, et je devais avoir une mine effroyable. » Mais, dopée par les médicaments, elle croyait pouvoir convaincre le Dr Cameron. Elle était arrivée en avance et s'était assise dans la salle d'attente, incapable de maîtriser les mouvements de ses mains, se mordant les lèvres et se forçant à déglutir pour apaiser l'angoisse qui lui remontait de l'estomac vers la gorge. C'était quelque chose de tangible, comme une grosse boule menaçant de l'étouffer.

La porte s'ouvrit et le Dr Cameron lui fit signe d'entrer. C'était la première fois qu'elle pénétrait dans son bureau et elle fut impressionnée par sa somptuosité. Tapis, rideaux, le brun dominait dans la décoration, légèrement plus clair sur les murs. Dans un coin de la pièce, il y avait un divan de cuir et, derrière, une table avec un magnétophone. Des étagères couvraient tout un mur, du sol au

plafond ; elle y retrouva beaucoup des titres qu'elle connaissait quand elle était étudiante. Dans un coin, plusieurs chaises étaient disposées autour d'une table sur laquelle était posé un autre magnétophone. Elle supposa que c'était là qu'avaient lieu les réunions de travail. Il la conduisit vers une chaise à l'écart, à l'angle d'un bureau massif couleur noyer ; celui-ci était aussi grand que la table de salle à manger chez sa mère. Il l'invita à s'asseoir, puis contourna le bureau pour gagner son fauteuil à haut dossier tapissé de cuir brun. Il y avait un troisième magnétophone sur une étagère derrière lui.

Le Dr Cameron portait un costume sombre, et ses longues mains étaient croisées sur son ventre. Il l'examina attentivement, sans dire un mot. Elle s'était sentie petite et insignifiante. Il commença à parler d'une voix douce et assurée. Qu'avait-elle fait depuis la dernière fois qu'ils s'étaient rencontrés ? Avec qui avait-elle travaillé ? Comment cela s'était-il passé ? C'étaient des questions banales. Il cherchait à la faire avouer. Elle avait essayé de répondre. Il n'avait fait aucun commentaire, et les silences entre la fin de ses réponses et la question suivante étaient devenus de plus en plus longs. Extrêmement intimidée, elle s'était montrée mal à l'aise, croisant et décroisant les jambes, tout en sachant qu'il observait le moindre de ses mouvements. Elle savait de quoi il s'agissait. « La Dexédrine vous met à cran. Et j'étais de toute façon sous tension, parce que ce diplôme était capital pour moi, je voulais absolument devenir interne en psychiatrie à l'Institut. »

Bien calé dans son fauteuil, il avait lâché qu'elle lui paraissait bien nerveuse. Elle s'était penchée en avant, soucieuse de le rassurer. Il avait insisté : « Vous êtes nerveuse. Je le vois bien. » Encaissant le reproche, elle avait fermé les yeux à demi et s'était laissée aller contre le dossier de sa chaise. « Pourquoi êtes-vous nerveuse, docteur ? » Sa voix était douce mais elle la paralysait. « Allons, dites-le-moi.

— C'est simplement... c'est un peu difficile... » Elle s'arrêta, regarda ses mains. « Je veux simplement... » Elle n'acheva pas sa phrase.

Il lui demanda pour la troisième fois de lui avouer les raisons de sa nervosité. « Il y a quelque chose qui vous trouble. Dites-le-moi. »

Elle avait essayé à nouveau. Oui, elle était nerveuse, mais c'était uniquement parce qu'elle espérait le convaincre de lui donner un poste. C'était tout ce qu'elle demandait, un poste.

Il l'avait jaugée un long moment. Puis, haussant un peu la voix, il avait déclaré qu'avant de pouvoir envisager de la reprendre, il fallait qu'elle accepte de subir un examen médical. Il s'était alors levé pour la reconduire jusqu'à la porte.

Elle était rentrée chez elle, complètement à plat. Elle n'arrivait pas à comprendre pourquoi elle devrait subir des examens médicaux pour un travail qu'elle se sentait parfaitement capable d'assumer.

Passé la période de Noël, elle continua à prendre le bus pour travailler comme infirmière. Impuissante et désespérée, elle avait le sentiment que son univers se désagrégeait. Elle n'avait pas de véritables amis et menait une existence sans intérêt. Son seul espoir était de devenir médecin. Sinon elle serait condamnée à travailler éternellement comme infirmière avec des fins de mois difficiles, et toujours au bord de la dépression nerveuse. Elle continua à prendre des médicaments en se répétant qu'une fois revenue à la médecine elle arrêterait et mènerait une vie plus normale.

Elle avait téléphoné deux fois au Dr Cameron pour lui demander du travail. Il l'avait écoutée poliment, mais lui avait chaque fois répété qu'elle devait d'abord se soumettre à un examen médical. Elle avait fini par se faire admettre au Royal Victoria en formulant son propre diagnostic : psychose médicamenteuse.

Au cours du mois qu'elle passa à l'hôpital, à part un examen physique approfondi, son traitement s'était résumé à une cure de repos au lit. Lors des visites du Dr Cameron, elle ne lui avait rien dit de ce qui s'était passé au cours de l'année écoulée, et il n'avait pas cherché à en savoir plus. Néanmoins, lors de sa dernière visite, il lui avait annoncé brutalement qu'il voulait la faire transférer à l'Institut. Elle sentit à nouveau son estomac se nouer et eut envie de crier.

Elle aurait tant voulu expliquer qu'elle se sentirait « gênée et humiliée » d'entrer comme malade dans un établissement où elle avait jadis travaillé. Comment réagiraient ses anciens collègues en la voyant allongée dans un lit ? Et comment pourrait-elle jamais retravailler dans un hôpital où elle avait été soignée ? Etait-ce même autorisé ? Et qu'allait-on lui faire ? Elle avait toute une série de questions à poser. Mais ses lèvres étaient restées scellées.

Le Dr Cameron s'était assis en la fixant avec solennité, puis il avait répété : « C'est pour votre bien. » Trop déprimée pour parler, elle avait approuvé de la tête. Il l'avait quittée sans ajouter un mot.

Quelques jours plus tard — à peu près au moment où Allen Dulles se rendait à la Maison Blanche pour s'entretenir avec le président Eisenhower de la prochaine mission U-2 —, le Dr Mary Morrow entrait à l'Institut, comme patiente.

12

Consciences inquiètes

Comme une phalange invincible conduite au pas de charge par le Dr Cameron et le Dr William Sargant, son égal hiérarchique, dans son sillage, l'équipe médicale de l'Institut entamait sa visite du matin. Les médecins et les infirmières faisaient leur possible pour soutenir l'allure imposée par les deux éminents psychiatres.

Le Dr Roper songeait que ce devait être la classique attraction qui réunit les extrêmes qui avait, au départ, fait se rejoindre les deux hommes. Le Dr Cameron se montra avare de paroles comme à son habitude. « Donnez à la petite cinquante milligrammes de sodium amytal supplémentaires », « La maniaco-dépressive du lit trois a besoin de plus de Thorazine » ou « Inscrivez-la pour une autre série d'ECT ». Le directeur de l'Institut profitait rarement d'une visite pour enseigner ou pour restituer un cas dans un contexte médical plus large, se bornant à des observations du genre : « Bon exemple de réaction dépressive » ou « Cas typique d'hypomanie ».

Cela rappelait au Dr Roper l'époque où, à Londres, il suivait à la trace un professeur distingué enseignant au Maudsley Hospital. Il supposait qu'il était probablement inévitable que, vu sa réputation de « grand communicateur », le Dr Sargant éprouve instinctivement le besoin de faire partager ses idées, même lorsque celles-ci n'étaient pas très originales. Sans même tenir compte de son accent, on ne pouvait douter une seconde qu'il ait suivi ses études en Angleterre et exercé à Londres : autoritaire, tranchant, il avait cette confiance absolue en son propre savoir que seuls possèdent certains grands professeurs londoniens. Cela le situait autant que son costume de Savile Row, sa cravate en soie et ses chaussures vernies. Il était Harley Street et St. Thomas Hospital jusqu'au bout des ongles. En l'écoutant, le Dr Roper se sentit envahi d'une bouffée de nostalgie. Il se garderait bien, cependant, de

faire part d'une telle pensée à Agnès : cela pourrait suffire à déclencher une de ses colères où elle se plaindrait d'avoir à vivre dans cette société barbare où elle voyait sa famille exposée à des influences religieuses qu'elle ressentait de plus en plus mal. Il était triste qu'elle ne veuille pas admettre que leurs enfants s'étaient adaptés au mode de vie canadien et que dans ce pays ils avaient un avenir bien plus ouvert qu'en Angleterre.

Au cours des derniers mois, l'état mental de sa femme s'était détérioré. Elle refusait pourtant de chercher du secours. Un collègue avait suggéré à Roper de divorcer, pour le bien des enfants. L'idée lui avait d'abord semblé impensable. Mais, vu les tensions souvent insupportables qui régnaient dans son foyer, il avait commencé à envisager sérieusement la question. Il n'était pas allé plus loin, espérant encore qu'Agnès comprendrait d'elle-même qu'elle avait besoin de se faire soigner. Il n'osait pas aborder le sujet, car cela aurait provoqué une nouvelle explosion et une attaque encore plus virulente contre l'Eglise. Agnès mettait souvent des heures à se calmer. Puis, pendant quelque temps, elle se montrait parfaitement normale. Pour lui, ces rémissions temporaires signifiaient qu'elle pouvait encore guérir complètement — si elle acceptait d'être aidée. Il y avait à l'Institut des médecins capables de la soigner.

Le Dr Roper savait que parfois les patients étaient intimidés à la vue du Dr Cameron surgissant au chevet de leur lit, suivi d'une douzaine de médecins et d'infirmières. Pourtant, à part les quelques questions qu'il posait, presque rien n'était dit en présence du malade. Hors de portée de voix, le psychiatre recueillait parfois les avis de son équipe. « Assistons-nous à une amélioration dans la motivation ? », ou « Etait-ce une réaction plus positive qu'hier ? ». Les réponses l'aidaient à décider de la suite du traitement.

La présence du Dr Sargant lors de cette visite était un geste de courtoisie que le Dr Cameron accordait rarement à un médecin de passage. Mais le psychiatre britannique était à Montréal pour prononcer une nouvelle conférence sur les « succès démontrés » des traitements physiques, comme le Largactil, l'électrochoc, les médicaments antidépresseurs, la « leucotomie modifiée et choses du même ordre ». Il était venu répéter qu'au cours de la prochaine décennie, l' « utilisation hardie » de ces traitements pourrait assurer la fin de l'institution psychiatrique traditionnelle, et que le jour était proche où la maladie mentale serait traitée de façon routinière dans les hôpitaux généralistes ; seuls les malades chroniques les

plus atteints devraient alors être internés dans ce qu'on appelait encore des asiles en Grande-Bretagne et au Canada.

Tandis que la visite se poursuivait, le Dr Sargant fit remarquer aux membres du personnel, qui marchaient respectueusement un pas derrière le Dr Cameron et lui-même, à quel point les choses avaient évolué depuis sa première visite à l'Institut, au milieu des années cinquante. A l'époque, seul un tiers des dépressifs et des schizophrènes — encore de loin les maladies mentales les plus répandues — récupéraient suffisamment pour renouer avec le monde extérieur ; le reste constituait « le rebut de l'humanité qui devait être relégué dans les grands dépotoirs psychiatriques qui défiguraient le paysage ».

Passant devant la rangée de chariots où les patients attendaient à la porte de la salle d'électrochocs, le Dr Sargant s'exalta : « Aujourd'hui il nous suffit de prescrire quatre ou cinq séances d'électrochocs pour que le patient redevienne lui-même sans avoir besoin de recourir à un historique approfondi du cas ou à une étude du milieu et à tout ce bla-bla-bla inventé par les freudiens. »

Le Dr Roper se dit en lui-même que tout cela était parfaitement exact. Autour de lui, il pouvait observer les preuves de la réussite des traitements physiques, et adhérait de tout cœur à la maxime du Dr Sargant selon laquelle il « ne fallait jamais se contenter, en psychiatrie pas plus qu'en médecine générale, d'une approche thérapeutique unique ». C'était une des nombreuses leçons qu'il avait apprises du Dr Cameron : on devait tout essayer : « Celui qui ose gagne. » Le Dr Roper avait lui-même expérimenté divers « traitements de déconditionnement » pour venir en aide à des déviants sexuels — combinant électrochocs et drogues afin d'essayer de briser leurs modes de comportement anormaux. Il traitait aussi des alcooliques et d'autres inadaptés sociaux. Il s'était également attaqué à un autre problème qui, depuis des années, était resté du domaine exclusif des psychanalystes : les bouffées de chaleur de la ménopause. Un analyste devait souvent consacrer des années à aider une femme à admettre peu à peu le déclin de son désir sexuel. Le Dr Roper avait utilisé un traitement physique tout simple, prescrivant des hormones femelles pour réduire les bouffées de chaleur le temps que le corps de la patiente s'adapte à son changement glandulaire.

Participer à la révolution en marche procurait au Dr Roper « un véritable sentiment de fierté ». Pourtant, il était devenu de plus en plus difficile de faire reculer les frontières. Les psychanalystes continuaient à s'opposer aux traitements physiques. Leur hostilité avait grandi de façon encore plus sensible depuis que Rosemary Bonner, qui avait

subi mille trois cents chocs électriques, était agonisante. Le Dr Cleghorn avait souhaité « tirer les conclusions de ce cas » avec le Dr Cameron, qui avait accepté que soit formé un comité chargé de décider à l'avenir quels patients étaient les plus aptes à subir un « déconditionnement », et combien d'électrochocs on pouvait leur administrer. Ses membres, choisis à parité égale entre les psychiatres et les psychothérapeutes de l'Institut, se réunissaient chaque semaine dans le bureau du directeur. Celui-ci enregistrait toutes les discussions et, en cas d'impasse, sa voix était prépondérante. Parfois il prenait le parti des psychanalystes. Le Dr Roper y voyait une façon habile de désamorcer l'opposition. Pourtant, celle-ci ne cessait de grandir, même si elle se situait parfois en dehors du domaine médical. Les médecins francophones supportaient mal l' « américanisme » du Dr Cameron et sa façon de tourner en dérision les Canadiens français qui revendiquaient leur langue et leur culture. Il allait même jusqu'à aller chercher son café de l'autre côté de la frontière. Plus sérieusement, certains analystes lui reprochaient de ne pas comprendre réellement l'arrière-plan culturel de beaucoup de ses patients, ce qui pour eux était un élément essentiel dans l'élaboration d'un traitement efficace.

Ils soutenaient que les facteurs culturels pouvaient jeter une lumière sur les psychoses et le sens des valeurs morales. Comme dans toute société, il y avait des variations considérables selon les diverses couches de la population canadienne. On notait, par exemple, des différences sensibles entre les idées et le comportement d'un habitant de Montréal et ceux d'un patient originaire des Rocheuses. Ce débat avait agité la salle de réunion des médecins jusqu'à ce que le Dr Cameron déclare qu'il débloquerait des fonds pour financer un projet de recherche sur le sujet. Au cours des trois derniers mois, des chercheurs avaient étudié le rôle que les critères sociaux jouaient dans l'apparition des symptômes. Le Dr Roper considérait tout cela comme « beaucoup trop ésotérique ».

Pourtant, pensait-il, cela ressemblait bien au Dr Cameron d'avoir trouvé de l'argent pour un projet qui sans doute ne l'intéressait guère. Il estimait aussi que c'était bien dans le style des psychanalystes que de profiter d'un point gagné pour continuer leurs attaques contre le directeur. Ils parlaient de lui dans son dos, le traitant d' « étiqueteur », lui reprochant de faire partie de ces médecins qui souvent ne cherchaient pas les causes profondes de la maladie, qui ne reconnaissaient même pas, contrairement à eux, que si la gaucherie et les étranges contorsions de certains patients permettaient de déceler des

troubles, ces comportements n'expliquaient pas l'origine de leur maladie. A la différence du Dr Cameron, murmuraient-ils entre eux, ils étaient peu disposés à s'appuyer uniquement sur les six symptômes principaux de la schizophrénie : troubles émotionnels, de la pensée, de la volonté, délires, hallucinations et mouvements du corps. Ils parlaient plutôt des « nuances variées dans la nature superficielle de l'affectivité » et des « degrés de perturbation de l'activité cérébrale ».

Le Dr Roper fut ravi d'entendre le Dr Sargant déclarer que la psychiatrie commençait tout juste à émerger d'une ère d'obscurantisme semblable à celle où la médecine générale était restée confinée autrefois, et qu'il n'y avait pas si longtemps, les maladies psychologiques étaient décrites en termes philosophiques, comme un combat entre humeurs externes et internes, entre vapeurs et chaleurs dont on ignorait l'origine. Aujourd'hui, sauf en de rares endroits, les médecins ne parlaient plus des maladies mentales en termes métaphysiques.

C'est sur cette note optimiste que le cortège pénétra majestueusement dans l'aile sud 2.

En dépit de leur étroite collaboration, le Dr Cameron demeurait une énigme pour l'infirmière Mielke. Elle lui obéissait sans poser de questions même si son comportement vis-à-vis de l'équipe d'infirmières était assez imprévisible. A un moment il se présentait comme « un ami et un collègue », et l'instant d'après il se montrait condescendant comme un médecin débutant. Elle s'y était faite. Mais il lui était plus difficile d'admettre son attitude vis-à-vis des patients. Plus ceux-ci sombraient dans le désespoir, plus il se montrait distant. Cela la troublait car, pour elle, un psychiatre devait toujours faire preuve non seulement de finesse et de discernement mais également de compassion face à ceux qui souffraient. Cette qualité, disait-elle à ses infirmières, ne résultait pas simplement de la connaissance clinique d'un malade ; elles devaient créer des rapports sécurisants et confiants avec ceux dont elles avaient la charge. Nombre de fois au cours des trois dernières années, elle avait tenu un patient dans ses bras. En montrant concrètement son soutien, elle avait voulu que la personne sache que la lutte pour la guérison était un combat commun. Elle ne cessait de répéter que le plus important, dans le rapport avec un malade, était de se rendre soi-même disponible. Mais, visiblement, le Dr Cameron avait d'autres préoccupations.

Lors de sa visite il n'accordait que quelques instants à chaque patient, posant des questions d'ordre très général : « Dormez-vous mieux, petite ? », « L'appétit va mieux ? », « Vous écoutez bien les

bandes ? ». Il semblait oublier qu'un malade avait une vie en dehors de l'Institut, que de l'autre côté de ces murs il y avait un mari ou une femme, des frères et des sœurs, des amis et peut-être un travail à reprendre. Les patients encore conscients répondaient invariablement par monosyllabes. Elle les comprenait parfaitement. Qu'auraient-ils pu faire d'autre en face de telles questions ? En outre, lorsque l'un d'eux essayait d'en dire plus, le Dr Cameron lui coupait sèchement la parole : « Nous parlerons de ça plus tard » ou « Ma petite, je vous ai déjà dit que cela n'avait pas d'importance ». Puis, sans ajouter un mot, il partait.

Souvent elle retournait auprès d'un patient, ou d'une patiente, qu'elle trouvait perturbé par ce qui venait de se passer. Elle s'asseyait à son chevet pour l'écouter. Les salles de l'aile sud 2 étaient pleines d'hommes et de femmes brisés par un conflit intérieur où s'affrontaient avec une même violence un désir instinctif et un interdit de la conscience. Ils avaient craqué sous cette insoutenable tension. Pourtant, le Dr Cameron n'avait cure de telles considérations.

Le Dr Sargant avait fait observer que, dans son propre hôpital, il avait découvert que les événements traumatisants devaient être « revécus par les patients au temps présent. Un long récit descriptif ne suffit pas. Nous essayons toujours de les replacer dans la situation qui a créé le problème. Nous les faisons traverser à nouveau la crise, ce n'est qu'alors qu'ils peuvent exprimer totalement leurs sentiments et exposer leurs souvenirs ».

En soi, pour l'infirmière Mielke, il n'y avait là rien de très remarquable ; les historiques de tous les patients de l'aile sud 2 portaient témoignage de la façon dont on avait soigneusement relevé leurs symptômes, et les dossiers étaient pleins de souvenirs refoulés fortement traumatisants qui avaient refait surface au cours de l'exposé de leur histoire. Malgré cela, le Dr Cameron, dans ses rapports personnels avec les patients, se montrait incapable de la moindre chaleur ; on aurait dit qu'il estimait que cela non plus n'avait pas d'importance. Sa conduite suggérait que c'était au malade de s'adapter au traitement.

Comme d'habitude, elle remarqua qu'il semblait ne tenir aucun compte de ce que l'on pouvait voir et entendre dans l'aile sud 2. Un département psychiatrique est très différent d'un service chirurgical ou médical ordinaire. Les patients peuvent avoir des accès de violence ou retourner leur colère contre eux-mêmes. Cela requérait de sa part un jugement sûr et rapide. S'il est nécessaire de contenir les explosions de violence physique, la colère peut parfois avoir des vertus thérapeu-

tiques chez un individu dont l'esprit a été, peu de temps auparavant, ébranlé par les tensions de la maladie ; l'explosion de la fureur contenue aide alors le système nerveux à retrouver un fonctionnement plus normal. Provoquer le rire peut aussi être salutaire en aidant un patient surexcité à retrouver le calme. Mais le Dr Cameron s'intéressait peu à de telles méthodes. Il lui avait dit plus d'une fois que seuls la chimiothérapie, les électrochocs et la manipulation psychique étaient à même de faire revenir les patients à une santé véritable.

Le défilé continua, passant devant les patients qui chancelaient dans les couloirs ; chacun, soutenu par une infirmière, écoutait les bandes diffusées dans leurs casques. De certaines des chambres filtraient parfois des gémissements ou des cris. Peggy Mielke admettait que pour un étranger ces sons pouvaient être effrayants, mais elle savait que se libérer de toutes les émotions jusque-là contenues pouvait être bénéfique. Elle était parfois restée assise auprès d'un malade qui avait gémi comme un enfant pendant des heures pour se libérer de terribles tensions. Il lui était même arrivé de favoriser l'éclosion d'une crise de colère intense contre quelque figure autoritaire qui avait écrasé la vie du patient, avec parfois des résultats spectaculaires.

En fin de compte, de telles méthodes avaient permis nombre de rémissions, même si elles n'étaient parfois que temporaires. Velma Orlikov avait suffisamment récupéré pour faire le long voyage de retour en train vers Winnipeg. Jeannine Huard avait également été de ceux qui, leur valise à la main, s'étaient replongés dans le trafic de Pine Avenue avant d'entamer une nouvelle vie. L'infirmière tirait une grande satisfaction de ces réussites, et cela l'aidait probablement quelque peu à supporter ce qui était arrivé à Rosemary Bonner.

Même maintenant, des semaines plus tard, son sort troublait profondément l'infirmière en chef. Pourquoi le Dr Cameron continuait-il à lui administrer des électrochocs alors qu'il était parfaitement évident qu'elle était incurable ? Lui faire subir de nouvelles séances était devenu un rituel dégradant. Plus bouleversant encore, et d'une certaine façon plus impardonnable, le Dr Cameron avait soudain décidé de transférer Rosemary dans un autre hôpital, alors qu'à l'Institut elle aurait pu au moins finir ses jours au milieu de gens qu'elle connaissait. Il n'avait donné aucune explication à sa décision. C'était à ce moment-là que Peggy Mielke avait commencé à se demander s'il comprenait réellement quelque chose à la fragilité et à la souffrance de ses patients.

Le cortège poursuivit sa route.

L'infirmière Mielke en était arrivée à se dire que beaucoup des

traitements utilisés par le Dr Cameron semblaient tout à fait empiriques. De plus, on ne pouvait pas y recourir dans certains des cas les plus difficiles ; par exemple, les électrochocs s'avéraient souvent inefficaces dans le traitement des névroses obsessionnelles et, en dépit des efforts du Dr Roper, des déviations sexuelles sévères. A de rares exceptions près, aucun traitement physique n'avait soulagé un patient atteint de troubles chroniques de la personnalité.

L'infirmière en chef était de plus en plus préoccupée par la façon dont étaient élaborés les traitements. Quand et comment le Dr Cameron décidait-il d'envoyer quelqu'un dans la chambre de sommeil ? Qu'est-ce qui le poussait à accroître les électrochocs ou les doses de médicaments ? Il ne s'en expliquait jamais. Il aurait pourtant dû savoir que la thérapie psychiatrique était une entreprise exigeant la coopération entre le médecin et l'infirmière, et bien évidemment le malade. C'était autre chose que de se rendre chez le dentiste ou de se faire opérer de l'appendicite. Elle avait une vision presque poétique du traitement psychiatrique : « Un voyage d'exploration à travers un pays en partie familier, en partie inexploré, au cours duquel les voyageurs les plus expérimentés, le médecin et l'infirmière, agissent comme des guides, et si leur compagnon, le patient, refuse ou est incapable d'ouvrir les yeux, le voyage accompli ensemble ne sera d'aucun bénéfice. »

Le Dr Cameron semblait préférer les voyages en solitaire. Peggy Mielke commençait à se rendre compte que, depuis le temps qu'ils travaillaient ensemble, elle n'avait aucune idée de ses motivations profondes. Elle avait souvent pensé que la personnalité de l'être humain ressemblait à du cristal. Si on la frappait, elle partait en éclats par endroits, selon sa structure et les tensions qui donnaient une cohésion à l'ensemble. Chez certaines personnes, un coup léger suffisait. En ce qui concernait le Dr Cameron, il faudrait rien moins qu'un marteau de forgeron pour espérer ébrécher sa personnalité. Pourtant, elle avait senti, profondément enfouie en lui, une force, un impérieux sentiment d'urgence qui, selon elle, pouvait expliquer son obstination à poursuivre des traitements qui lui semblaient à présent sans grande valeur thérapeutique.

Aucun des patients envoyés au laboratoire de radiotélémétrie ne montrait par la suite le moindre signe d'amélioration. La plupart d'entre eux étaient retournés à la chambre de sommeil ; quelques-uns avaient été soudain transférés dans un des asiles de la ville. Elle considérait la manipulation psychique comme, au mieux, peu fiable ; et en certains cas elle ne faisait qu'augmenter la détresse. Au cours des

derniers mois, elle s'était occupée de trois cas qui avaient démontré ses limites, comme celui d'une jeune femme dont le mari était absorbé par son travail au point de ne jamais trouver le temps de faire l'amour à sa femme. Celle-ci, et c'est assez naturel, s'était sentie délaissée. Son médecin de famille lui avait prescrit des sédatifs. Finalement, après plusieurs visites à son cabinet, elle s'était adressée au Dr Cameron. A la fin d'une brève entrevue, celui-ci insista pour qu'elle soit immédiatement hospitalisée. L'encre était à peine sèche sur la formule de consentement qu'elle venait de signer qu'elle se retrouvait dans un lit de l'aile 2. Le Dr Cameron interdit les visites à son mari, déclarant que sa femme était trop malade pour les supporter. A la fin de sa première journée d'hôpital, Rubenstein lui avait fixé un casque de footballeur sur la tête et fabriqué une bande à partir de sa brève conversation avec le Dr Cameron. Vingt-deux heures sur vingt-quatre, elle avait entendu la voix du psychiatre lui répéter qu'elle devait vivre sa propre vie, et peut-être même se trouver un autre partenaire. Cette femme s'était mise à sangloter par intermittence au bout de deux jours. Finalement, on avait autorisé son mari à venir la voir. Quand il apprit ce qui s'était passé, il fut pris de fureur et, sans tenir compte des souhaits du Dr Cameron, avait fait sortir sa femme. En partant, il déclara qu'ils allaient prendre à nouveau des vacances ensemble. Ils avaient quitté l'Institut bras dessus, bras dessous, comme de jeunes mariés.

Un homme entre deux âges avait été admis dans l'aile 2. Il souffrait d'une phobie qui l'empêchait de sortir dans la rue s'il n'était pas accompagné de sa femme et d'un jeune compagnon. Seul, il était saisi de panique. Le Dr Cameron avait concocté une bande où il était dit que, sans en avoir lui-même conscience, cet homme avait des tendances homosexuelles. L'homme, extrêmement choqué, avait sombré dans une profonde dépression nerveuse, et sa femme l'avait emmené dans un autre hôpital.

Une jeune fille de la campagne, qui s'apprêtait à entrer au couvent, avait accepté d'un voisin un baiser qui l'avait sexuellement troublée. Persuadée non seulement d'avoir commis un péché mortel, mais en outre d'être enceinte, elle avait commencé à ressentir des nausées matinales et une sensibilisation des seins. Ayant constaté qu'elle était encore vierge, son médecin personnel l'avait adressée à l'Institut. Le Dr Cameron avait émis un diagnostic de schizophrénie et mis au point une bande sur laquelle elle décrivait indéfiniment l'épisode du baiser. La mère de la malade, lorsqu'elle découvrit le traitement appliqué, arracha le casque de la tête de sa fille et la fit sortir d'urgence de l'hôpital.

Il semblait à l'infirmière Mielke que dans chacun de ces cas, la manipulation psychique n'avait fait que créer des traumatismes supplémentaires, qui auraient pu être évités si le Dr Cameron avait reconnu que ses patients étaient engagés dans une lutte de tous les instants contre leurs angoisses et que celles-ci ne pouvaient être allégées simplement en demandant à Rubenstein ou à Zielinski « de les coiffer brutalement d'un casque » qui les forçait à écouter soit la voix du Dr Cameron, soit l'enregistrement de leurs pauvres confessions.

Inflexible, il poursuivait néanmoins ces traitements, de même qu'il continuait de prescrire, par routine, des doses massives d'électrochocs et maintenait certains patients dans un sommeil chimiquement contrôlé pendant des semaines. Il soutenait également des projets de recherche encore plus bizarres que l' « absurdité monstrueuse » consistant à essayer d'établir un lien entre la schizophrénie et la couleur des yeux. Récemment, un autre chercheur avait passé des mois à tenter de prouver que les troubles mentaux pouvaient parfois être traités par le contact avec le sol. Il avait semé des graines dans des châssis d'horticulteur et ordonné à des patients de rester assis à côté d'eux pendant des heures, en passant et repassant leurs mains sur la terre. L'idée était de découvrir si le sol agissait comme un conducteur de la fébrilité du corps humain et si, d'une certaine façon, les tensions pouvaient être transmises à la terre, peut-être même en l'empoisonnant. Ce serait prouvé, d'après lui, si les graines ne germaient pas ou si elles donnaient naissance à des plantes mutantes. Celles-ci avaient poussé tout à fait normalement.

Peggy Mielke n'avait jamais compris comment un médecin ayant des connaissances scientifiques pouvait gober de tels bobards. Elle ne connaîtrait jamais la réponse : d'ici à quelques jours, l'Institut et son directeur feraient partie de son passé. Elle allait se marier et commencer une nouvelle vie à Toronto. Le Dr Cameron lui avait rédigé une lettre de recommandations chaleureuse. En définitive, elle préféra garder de lui l'image d' « un homme qui avait des idées étranges, mais qui s'est toujours montré très correct avec moi ».

Le Dr Sargant avait été extrêmement choqué par sa visite à l'Institut. Il ne trouvait pas d'explication rationnelle à ce qu'il avait vu. Toujours prêt à reconnaître qu'il était difficile de savoir avec certitude si des traitements particuliers, comme l'électrochoc, les médicaments, ou l'association des deux, aidaient les patients à recouvrer la santé, il était sûr au moins d'une chose : ce qui était infligé aux patients était parfaitement odieux et absurde. Entre les quatre murs du bureau du

Dr Cameron, il n'avait pas mâché ses mots. Déjà, lors de ses précédentes visites, il avait fait part de ses réserves quant à l'usage excessif des électrochocs. Mais à présent, en mai 1960, il était « franchement horrifié. Et je soupçonne qu'on ne m'a pas tout montré. Par exemple, je n'ai pu pénétrer dans la chambre de sommeil ni au sous-sol ». Il en avait cependant vu suffisamment pour conclure : « Quels que soient les motifs qui conduisent le Dr Cameron à travailler pour Washington, il semble avoir oublié que son premier souci devrait toujours demeurer le bien-être de ses patients. »

Le Dr Sargant ne devait jamais aller au-delà de ce jugement soigneusement pesé. Mais lorsqu'il serra la main du Dr Cameron sur le perron de l'Institut, il avait pris une décision de conscience : « Ne jamais participer à cela, cela sent mauvais. » Mais, par solidarité professionnelle avec un ancien collègue et ami, il avait également décidé de garder son opinion pour lui. Après tout, s'était-il dit pour se justifier, c'était aux autorités médicales canadiennes, voire au gouvernement de ce pays, de prendre des mesures. Il ne remettrait plus jamais les pieds à l'Institut, mais ce n'était pas lui qui « vendrait la mèche ».

Peu après le départ de son confrère, le Dr Cameron reçut un appel téléphonique du Dr Monroe qui lui demandait de se rendre de toute urgence à Washington pour aider à résoudre la plus grave crise à laquelle la CIA et l'administration Eisenhower s'étaient trouvées confrontées dans leurs relations avec la Russie. La veille, le jeudi 5 mai 1960, Nikita Khrouchtchev s'était adressé au Soviet Suprême pendant près de quatre heures. La conclusion de son discours avait semé un désordre indescriptible à Washington. Une conférence au sommet était prévue à Paris onze jours plus tard seulement. Cet événement devait être un moment fort de la présidence d'Eisenhower ; lui-même, Khrouchtchev, le général de Gaulle et le Premier ministre britannique, Harold Macmillan, allaient s'asseoir à une même table au palais de l'Elysée pour essayer de résoudre les problèmes internationaux. Le dirigeant soviétique avait annoncé qu'un avion américain avait été abattu au-dessus de la Russie. Il avait stigmatisé « cet acte de provocation destiné à torpiller le sommet ».

Dulles avait fait diligence pour que la NASA annonce qu'un de ses avions météo « était porté manquant au-dessus de la Turquie, après que le pilote eut annoncé qu'il avait des problèmes d'alimentation en oxygène. Le pilote avait pu s'égarer quelque part au-dessus de la frontière russo-turque ». Ensuite, le porte-parole du Département d'Etat, Lincoln White, avait lu une déclaration insistant sur le fait

qu' « il n'y avait eu aucune intention délibérée de violer l'espace aérien soviétique, et qu'il n'y en avait jamais eu par le passé ». La NASA donna le nom du « pilote météorologue » : Francis Gary Powers.

Dans les heures qui suivirent, Khrouchtchev informa le Soviet Suprême que Powers avait été capturé « vivant et en pleine forme » après qu'un missile soviétique eut abattu son avion qui volait à vingt mille mètres d'altitude. Cet appareil peint en noir, propulsé par un seul réacteur, avait pénétré de deux mille kilomètres à l'intérieur de l'espace aérien soviétique. Il ne s'agissait nullement d'un avion météo égaré, avait tonné Khrouchtchev ; c'était une mission d'espionnage, encore un de ces vols de U-2 que les Russes surveillaient depuis quelque temps. Puis Khrouchtchev avait lâché une nouvelle bombe : « Le pilote a fait des aveux complets et détaillés sur sa mission et celles qui l'ont précédée. »

C'est cette révélation qui valait au Dr Cameron de se trouver plongé au cœur de la crise. Parmi les centaines de questions soulevées par le fiasco de cette mission, il y en avait une que Dulles avait réservée au médecin. Les Russes avaient-ils pu en quarante-huit heures — le temps écoulé entre la première déclaration de Khrouchtchev du 5 mai et ses révélations du 7 mai sur la confession de Powers — laver le cerveau du pilote ? Tout le reste dépendait de cela : la façon dont les Etats-Unis pourraient répliquer à la menace de Khrouchtchev de lancer ses missiles contre tout pays qui aurait abrité les U-2 ; la fureur des alliés de l'Amérique ; le sommet.

Le Dr Cameron avait étudié le dossier de l'Agence sur Powers. Son dernier bilan médical n'indiquait rien d'anormal. D'après son profil psychologique, il était appliqué, honnête et « manquait d'imagination ». Les psychiatres s'étaient appuyés sur cette description pour tenter de cerner la personnalité du pilote et de prévoir ses réactions face à ses geôliers.

Powers était un mercenaire mû plus par l'appât du gain que par l'amour de la patrie. Il avait signé avec la CIA un contrat lui assurant trente mille dollars par an, trois fois ce qu'il gagnait comme lieutenant de l'Air Force. C'était là un élément d'appréciation important. Par ailleurs, en dépouillant la centaine de messages top-secret transmis à Washington par la base de U-2 de Peshawar, au Pakistan, on apprenait que, peu de temps avant sa mission, Powers avait posé un certain nombre de questions à l'officier de la CIA responsable. « Que se passera-t-il si l'un de nous est abattu au-dessus de la Russie ? C'est un pays terriblement grand et ce pourrait être un véritable calvaire de rejoindre une frontière à pied. Y a-t-il quelqu'un là-bas que nous

puissions contacter ? Pouvez-vous nous donner des noms et des adresses ? »

L'officier de renseignement, qui rapporta cette conversation mot pour mot, répondit : « Non, nous ne pouvons pas. »

Powers avait insisté : « Bon, admettons que le pire arrive. Un avion est abattu et le pilote capturé. Quelle histoire raconter ? »

La seule suggestion qu'on lui avait faite était que s'il se trouvait « à court de carburant » au-dessus de l'Union soviétique il devait « prendre un raccourci et piquer vers la région de Mourmansk » pour se poser en catastrophe sur l'un des terrains d'atterrissage de secours prévus en Finlande et en Suède.

Le Dr Cameron avait médité sur les questions posées par Powers. Elles ne correspondaient pas au profil psychologique établi par l'Agence, et montraient à la fois un souci de sécurité personnelle et une dangereuse naïveté qui auraient dû éveiller immédiatement la méfiance de l'officier de la CIA de Peshawar. Le choix de Powers pour une mission aussi hasardeuse ne semblait vraiment pas judicieux.

C'était la mission de U-2 la plus longue jamais tentée. Elle prévoyait que Powers, après avoir été largué de Peshawar, allait pendant neuf heures survoler l'Afghanistan et le Hindou-Koh, avant de pénétrer dans l'espace aérien soviétique près de Stalinabad. Survolant la mer d'Aral à très haute altitude, il devait, peu après, avoir déclenché les caméras infrarouge logées dans sept hublots situés sous le fuselage de l'appareil, alors qu'il passait au-dessus du Cap Canaveral russe, le cosmodrome de Tyourantam où étaient basés les missiles soviétiques. Son trajet le faisait passer au-dessus des complexes militaires et industriels de Cheliabinsk, Sverdlovsk, Kirov, Archangel, Kandalaskashaet, Mourmansk. De là, il aurait dû survoler la mer de Barents puis se poser à Bodo, en Norvège. Après le décollage, Powers avait coupé le contact radio avec la base de Peshawar.

Tandis que Dulles tentait de faire face aux répercussions de la mission, le Dr Cameron étudiait les préparatifs du vol pour y recueillir des indices sur l'état d'esprit de Powers. Dès l'arrivée du pilote au Pakistan, les choses s'étaient mal passées. L'avion-espion qui avait été réservé pour son vol était le plus sophistiqué des U-2 jamais construits. Il était équipé en particulier d'un dispositif capable de déjouer les radars au sol en volant à trente mille mètres d'altitude. Mais le jour même où il avait inspecté le long appareil luisant, on avait décelé une défaillance de moteur. On donna donc à Powers le seul U-2 en état de marche, qui portait le numéro 360 sur les registres de l'Agence. C'était la réaction du pilote face à ce changement qui

intéressait le Dr Cameron. Powers avait dit à l'officier chargé de préparer la mission que le 360 « était de la camelote ». Il ne pouvait dépasser les vingt-cinq mille mètres d'altitude et avait montré par le passé toute une série de défectuosités : coupures de moteur et incidents dans le circuit d'alimentation en carburant. Powers avait à plusieurs reprises fait savoir aux autres pilotes qu'il était inquiet de « piloter un tel mulet pour cette mission ». Les déclarations de Powers confirmèrent les craintes du Dr Cameron. Non seulement le pilote était très différent de l'homme laconique et solide qui apparaissait dans les dossiers de l'Agence, mais c'était un trouillard excessivement préoccupé par sa sécurité.

Pendant trois jours, le départ fut reporté car le président Eisenhower hésitait encore à donner le feu vert, vu l'imminence du sommet. Le Dr Cameron avait demandé si Powers avait été informé des raisons de ce retard. On lui répondit que le pilote avait été « parfaitement briefé et connaissait l'implication du président dans cette mission ».

Finalement, le 1er mai 1960, on ordonna à Powers de se préparer au départ. Une fois de plus, il eut un comportement qui démentait le dossier de l'Agence. A chaque mission de U-2, le pilote emportait un dollar d'argent « porte-bonheur » enduit de curare ou de cyanure qu'il devait mordre pour éviter de tomber vivant aux mains de l'ennemi. Powers avait d'abord refusé, prétextant que cela était parfaitement inutile. Puis il avait brusquement changé d'avis, déclarant que cet objet « constituerait une arme efficace ». Il avait glissé le dollar dans une poche extérieure de sa combinaison de vol. Il avait également sur lui un nécessaire de rasage, un paquet de cigarettes filtre, des photos de sa femme, des deutschmarks, des livres turques, des roubles, des pièces d'or, des montres et des bagues — tout cela destiné à lui permettre de troquer ou de soudoyer. Il avait aussi une liasse de dollars, des timbres-poste américains, une carte d'identité du Département de la Défense, un certificat de travail de la NASA, une carte de crédit, sa carte de Sécurité sociale et un fanion frappé de l'aigle US portant, imprimée en quatorze langues, dont le russe, la légende : « Je suis américain. »

Mettant de côté le manque de sérieux évident qui avait présidé au choix de Powers, vu toutes les indications convergentes sur sa personnalité, le Dr Cameron concentra son attention sur le changement d'avis du pilote à propos du dollar d'argent mortel. D'après le dossier de l'Agence, il n'aurait pas hésité à l'utiliser, pour commettre ce que la psychiatrie appelle un « suicide altruiste », le genre d'autosacrifice auquel s'était livré, par exemple, le capitaine Oates à la fin de

l'expédition fatale de Scott au pôle Sud, ou les officiers japonais qui s'étaient fait hara-kiri au cours de la Seconde Guerre mondiale. Mais, en supposant que Powers aurait suivi leur exemple, l'Agence avait, d'après le Dr Cameron, commis une erreur fondamentale.

Tout le comportement du pilote au cours des jours qui précédèrent sa mission suggérait qu'il était homme à faire *n'importe quoi* pour rester en vie. Il avait vigoureusement manifesté sa crainte à l'idée d'être contraint à un atterrissage forcé en Russie et avait protesté contre le fait qu'on lui ait donné un avion moins performant que prévu. Ces deux réactions étaient le signe d'un puissant instinct de conservation. Savoir que le président avait personnellement autorisé cette mission aurait dû quelque peu apaiser ses craintes ; il semble au contraire que cet élément n'ait fait que renforcer son orgueil, l'éloignant encore de l'idée de suicide. Sa décision de considérer le dollar d'argent non comme un moyen de se tuer lui-même mais comme une « arme » confirmait son désir de rester en vie. En outre, en emportant tous ces moyens de l'identifier — qu'on l'ait autorisé ou non à le faire était en dehors du sujet —, Powers avait fait preuve d' « une banale réaction naturelle en gardant sur lui des objets qui le reliaient à son chez-lui ». Les Russes n'auraient pas besoin d'user d'une excessive coercition en face d'un personnage comme celui-là. Il devait avoir accepté son sort, sachant qu'en définitive il ne passerait pas le restant de ses jours en captivité. Cela considéré, il était presque certain qu'il s'était livré à la confession dont avait parlé Khrouchtchev.

Dulles avait également demandé à d'autres psychiatres et psychologues appartenant ou non à l'Agence d'analyser la situation. Personne ne savait exactement quelle importance il accordait à ces rapports. Mais William Buckley était de ceux qui avaient l'impression que « le directeur roulait sur trois cylindres au lieu de quatre. Il se passait tellement de choses à l'Agence qu'il commençait à perdre le contrôle de la situation ». Buckley fut une fois de plus envoyé en Asie du Sud-Est, où l'Agence s'était lancée dans le trafic d'héroïne pour financer des opérations clandestines à Vientiane, Pnom-penh et Saigon. Un parfum de décadence commençait à ternir l'image de la CIA. Buckley sentait grandir au sein de l'organisation le sentiment que le « directeur cherchait à marquer des points, pour faire un come-back et montrer au monde qu'il était encore un maître-espion malgré l'échec catastrophique du U-2 ».

En dépit de son rapport très pessimiste sur Powers, les recherches du Dr Cameron sur le contrôle sur l'esprit demeuraient, pour

nombre de vétérans de l'Agence, un des moyens les plus prometteurs de remporter le succès dont le directeur avait cruellement besoin.

Se sentant « humiliée et dans une situation lamentable », le Dr Morrow était de plus en plus préoccupée et blessée par le fait que le Dr Cameron ne soit pas encore venu lui rendre visite. Personne ne semblait capable de lui dire où il se trouvait ni ce qu'il en était de son cas. Elle était à l'Institut depuis une semaine déjà et elle n'avait vu qu'un jeune médecin qui avait recueilli son récit, et reçu la visite d'un interne auprès duquel elle avait autrefois travaillé. De la même façon qu'il n'était pas facile pour elle d'accepter de prendre des médicaments, elle réalisait qu'il devait avoir été pénible pour eux d'apprendre son admission.

Le 12 mai 1960 au matin — le jour où la radio qui était au chevet de son lit annonçait que le président Eisenhower avait reconnu sa responsabilité personnelle dans les vols de U-2, mais qu'il avait toujours l'intention de se rendre au sommet de Paris et qu'il espérait que Khrouchtchev y participerait —, elle n'arrivait toujours pas à prendre une décision. « J'avais le sentiment que je pouvais partir. Mais je me sentais aussi en face d'un mur. » Elle pensait que si elle signait une décharge elle perdrait probablement toute chance de revenir à la médecine. Le Dr Cameron passerait le mot dans tout le « Réseau », déclarant qu'elle était médicalement inapte à exercer. Ce serait la fin. Mieux valait tenir jusqu'au bout.

Plus tard dans la matinée, elle entendit la voix du Dr Cameron dans le couloir. Tout allait s'arranger. Mais, à la fin de la journée, elle commença à se demander pourquoi il n'était toujours pas venu la voir.

Le lendemain matin, Mary Morrow entendit des bruits de pas qui approchaient : la visite du matin. Elle rassembla ses forces pour affronter ses anciens collègues et les jeunes internes qu'on initiait aux mécanismes complexes du traitement des maladies mentales. Ce serait pour elle une épreuve car tous savaient sans doute qu'elle-même était médecin, mais elle allait essayer de faire bonne figure.

Elle reconnut la voix du psychiatre, mais ne put distinguer ce qu'il disait. Elle avait, jour après jour, attendu le moment où, sous sa conduite, elle entamerait son voyage vers la guérison. Elle avait, à certains moments, ressenti un sentiment d'irréalité à se retrouver ainsi réduite à l'impuissance, comme n'importe lequel de ses patients.

Les bruits de pas se rapprochèrent. Le Dr Cameron parlait maintenant à voix basse. Elle se souvint comment, alors qu'elle-même participait à sa visite, il baissait parfois le ton avant de pénétrer dans la

chambre d'un malade, pour donner ses instructions sur la suite du traitement. Mais, bien qu'elle eût — c'était la routine — signé la formule de consentement lors de son admission, il n'avait pas fait la moindre allusion à un quelconque traitement.

Chaque jour ressemblait au précédent. Elle n'avait rien d'autre à faire qu'à attendre, essayant de faire passer le temps plus vite en lisant le quotidien du matin ou en écoutant la radio. Ce matin, l'information la plus importante était que, contrairement à toutes les prévisions, Khrouchtchev était arrivé à Paris en s'engageant à travailler à la réussite du sommet.

Les pas dans le couloir ralentirent. Elle imaginait les jeunes médecins et les infirmières groupés autour du Dr Cameron, attendant que celui-ci leur pose quelques questions ou fasse un court résumé à propos du dernier malade qu'ils venaient de voir. Elle pensait à présent que ce n'était pas un bon professeur, mais il lui avait promis de l'aider à se rétablir et c'était tout ce qui comptait.

Elle devait à tout prix retrouver son calme. Il ne fallait surtout pas qu'il puisse remarquer qu'elle était terrifiée par la menace qu'elle sentait toujours peser sur elle. Parfois, la tension était si forte qu'elle était au bord de la crise de larmes et qu'elle murmurait pour elle-même : « J'ai échoué. Je ne suis et ne serai jamais bonne à rien. J'aurais mieux fait de mourir. » Quand elle cessait de se faire des reproches, elle prenait conscience qu'il lui fallait au moins essayer de déverrouiller son cerveau pour réussir à vaincre son défaitisme. Elle savait ce qui causait ce sentiment d'angoisse. Cela faisait partie des premiers symptômes qu'elle avait appris à déceler en tant que médecin. Elle les avait souvent observés chez ses patients, lorsque leurs fonctions nerveuses inhibées et amoindries les empêchaient d'imaginer un quelconque avenir. Elle-même, avant d'être admise à l'Institut, dans l'état de détresse où elle se trouvait, était parfois incapable de faire des projets qui dépassent l'heure suivante. La tension et la fuite devant l'avenir continuaient à l'affecter physiquement. Au cours des dernières semaines, son visage était devenu plus décharné et ses traits plus tirés. La nuit, elle transpirait abondamment, et dans la journée, incapable de trouver le repos, elle se montrait tendue et irritable.

Mais maintenant que le Dr Cameron était enfin de l'autre côté de la porte, elle était prête à lui avouer l'état d'impuissance dans lequel elle se trouvait et à quel point elle avait besoin de lui. L'atroce période d'attente pendant laquelle le temps s'était pour elle arrêté allait bientôt prendre fin. Dans quelques instants il allait franchir la porte ; l'horrible calvaire de l'année écoulée, le sentiment d'être coupée du

reste du monde, tout cela allait cesser quand il commencerait un « traitement concret et positif » dont il discuterait chaque étape avec elle. Il s'agirait d'une simple thérapie menée en collaboration.

Un speaker interrompit le programme musical de la radio : Khrouchtchev venait de déclarer qu'il n'assisterait pas au sommet tant que les Etats-Unis n'auraient pas mis un terme aux vols de U-2, présenté des excuses pour ces « agressions » et sanctionné les responsables.

Elle coupa la radio, pour essayer de mieux entendre ce que disait le Dr Cameron.

« Nous allons lui faire des électrochocs. »

Le cortège entra dans sa chambre.

Mary Morrow se mit à hurler. « Quoi ? Quoi ? »

13

Au bord des ténèbres

Le Dr Cameron avait fait transférer Madeleine de l'Institut dans un service de neurochirurgie de Montréal pour lui faire subir une lobotomie préfrontale. La veille au soir, une infirmière lui avait coupé les cheveux avec de grands ciseaux, puis lui avait savonné la tête avec un blaireau avant de la lui raser avec un rasoir de barbier.

Après quarante jours passés dans la chambre d'isolement suivis d'un séjour encore plus long dans la chambre de sommeil, sa schizophrénie chronique nécessitait, selon le Dr Cameron, une intervention chirurgicale, au nom de ce qu'il continuait à appeler la « nouvelle psychiatrie », expression créée par le *New England Journal of Medecine* en 1949. Il avait pris cette décision au moment où de nombreux psychiatres étaient parvenus à la conclusion que de telles opérations n'amélioraient pas le diagnostic. En dépit de quelques progrès immédiats superficiels, les patients rechutaient généralement. D'autres interventions chirurgicales ne faisaient que les rendre plus confus et incontinents. Ils passaient alternativement par des phases d'apathie et de révolte, et nombre d'entre eux développaient des symptômes alarmants : ils étaient atteints de boulimie, se précipitaient comme des enfants dans les bras des médecins et des infirmières, se roulaient sur le sol, se mettaient à rire ou à pleurer sans raison apparente. La plupart des patients lobotomisés finissaient leurs jours dans des asiles.

Les membres du corps médical se détournaient de plus en plus avec horreur de ce que la plupart d'entre eux considéraient comme un traitement à n'utiliser qu'en dernière extrémité. Mais il y avait une exception : Walter Jackson Freeman, le plus radical des neurochirurgiens américains. Portant le bouc, le verbe flamboyant, non conformiste, c'était un authentique excentrique. Chacun de ses cours à la George Washington University, où il enseignait la neurologie, com-

portait la dissection de l'un des cerveaux humains qu'il transportait toujours avec lui dans un bocal de saumure. Il se servait d'un stylet de bois extrêmement pointu, qu'il gardait dans sa poche de poitrine, pour indiquer les groupements de cellules nerveuses et les trajets empruntés par les faisceaux de nerfs. Il dessinait simultanément avec les deux mains pour croquer au tableau l'anatomie du système nerveux. Au bout de quarante mois de mariage, il avait fait quatre enfants à sa femme, et quand le cadet avait atteint quatre ans, le Dr Freeman les avait tous emmenés faire l'ascension du mont Washington, point culminant de l'est des Etats-Unis.

Il partageait cette fascination pour la nature sauvage avec le Dr Cameron. A l'occasion, il leur arrivait de disparaître dans les montagnes pour affronter les éléments, sans rien dire à personne de ce qu'ils faisaient ni de ce dont ils parlaient. Lors des congrès médicaux, chacun des deux hommes — généralement acerbes et imbus de leurs opinions — écoutait respectueusement l'autre présenter, d'un ton solennel, son intervention soigneusement préparée.

Le Dr Freeman avait longtemps été considéré comme le meilleur expert d'Amérique du Nord dans le domaine de la lobotomie. Il avait mis au point sa technique en travaillant sur des cerveaux conservés dans le formol, fournis par la morgue. Il avait promis à sa première patiente vivante, une femme à la magnifique chevelure, de préserver ses boucles. Au dernier moment, il lui avait rasé la tête. Mais, comme il le déclara au Dr Cameron, « après coup, cela n'avait plus la moindre importance pour elle ».

Depuis, le Dr Freeman avait pratiqué plus de quatre mille lobotomies. Il utilisait cette technique pour mutiler le cerveau de ceux qui souffraient d'appréhension, d'angoisse, de dépression, de compulsions, d'obsessions, aussi bien que des toxicomanes, des déviants sexuels et, évidemment, des schizophrènes. Il était convaincu que les lobes frontaux étaient le siège de l'agressivité qui, dans sa logique, pouvait se traduire de la part d'un patient par le simple fait de refuser de coopérer d'une façon « acceptable ».

Il aurait probablement considéré que Madeleine correspondait à ces critères. Sous l'emprise des médicaments, elle avait, dans la chambre d'isolement, émis des sons que l'analyseur de voix du laboratoire de radio-télémétrie avait transcrits comme « père », « veux bébé », « père ». Ramenée dans la chambre de sommeil, elle avait réussi à trouver la force de donner un coup de tête à une infirmière avec son casque. Un tel comportement la classait dans la catégorie de ceux qui pouvaient « bénéficier » de la psychochirurgie. « Il est préférable pour

un patient d'avoir un intellect simplifié qui lui permette d'accomplir des actes élémentaires plutôt qu'un intellect subtil capable de synthèse mais où règne le désordre. La société peut s'accommoder du plus humble des travailleurs. Mais elle se méfie à juste titre du penseur fou. »

Madeleine allait subir ce que le Dr Freeman avait également défini, avec un sens aigu de sa mission médicale et sociale, comme « la destruction appropriée du tissu cérébral pour déconnecter une partie du cerveau d'une autre dans le but de modifier le comportement. »

Dans la période faste s'étendant de 1944, où l'on eut pour la première fois recours à la psychochirurgie à l'Institut, à 1960, plus de cent mille opérations de ce type avaient été pratiquées en Amérique du Nord, et autant en Europe. Des dizaines de milliers avaient été effectuées dans la zone du Pacifique, plus particulièrement au Japon et en Inde. Là, la technique utilisée était encore plus fruste que celle préconisée par le Dr Freeman. Généralement, les patients étaient amenés, parfaitement éveillés, jusqu'à la salle d'opération. On leur administrait un électrochoc pour les plonger dans l'inconscience ; c'était plus rapide et moins cher qu'une anesthésie. On introduisait à travers l'orbite osseuse un trocart, instrument gradué assez semblable à un pic à glace miniature, sur lequel on tapait doucement avec un maillet de chirurgien. On pouvait ainsi traiter trois ou quatre personnes à l'heure. S'il n'y avait pas de sang répandu, c'était une expérience terrifiante qui laissait les patients privés de l'essentiel de leurs facultés intellectuelles.

Madeleine devait être opérée par un neurochirurgien canadien dont la responsabilité restait placée dans les limites théoriques clairement définies par le Dr Freeman : « Le rôle du neurochirurgien doit se limiter à exécuter l'opération avec le maximum de sécurité et de précision possible. Il ne lui appartient pas de décider qui doit subir ce traitement, car les chirurgiens n'ont ni les qualifications nécessaires ni le temps à consacrer — des semaines ou parfois des mois — à un contact proche avec le patient, indispensables pour juger de l'opportunité d'une éventuelle intervention chirurgicale. »

Si ses pairs étaient de plus en plus réticents, le Dr Cameron continuait pour sa part à envoyer régulièrement des patients en salle d'opération. Les théories étaient à l'époque encore plus nombreuses que les méthodes et, comme pour les électrochocs, personne ne savait exactement comment fonctionnait la psychochirurgie. Le Dr Cameron avait déclaré une fois au Dr Roper que « peu importait en fait la façon dont le résultat était obtenu ».

Un brancardier poussant un chariot fit entrer Madeleine dans la salle et, avec l'aide d'une infirmière, la transféra sur la table d'opération. Madeleine n'était vêtue que d'une blouse. Parfaitement consciente, elle regardait fixement la lampe puissante au-dessus d'elle. La lobotomie devait être pratiquée sous anesthésie locale, afin que le chirurgien puisse immédiatement juger de sa désorientation, qui indiquerait la réussite de la séparation de ses lobes frontaux. Tant qu'il n'aurait pas observé les signes attendus, il continuerait son œuvre de destruction.

Le Dr Cameron fit son entrée et commença à se laver les mains en compagnie du chirurgien et de son assistant. Il était souvent présent aux lobotomies de ceux qu'il appelait ses « cas les plus intéressants ».

Les trois hommes sortirent du coin lavabo et se postèrent derrière la tête de Madeleine. Le chirurgien lui fixa un bandeau protecteur sur les yeux puis lui nettoya le cuir chevelu avec un antiseptique. La peau brillait sous la lumière violente. Le chirurgien demanda un scalpel et, utilisant le bout épointé, délimita la zone à inciser. Son assistant lui tendit une seringue contenant l'anesthésique. Il l'injecta à la périphérie du cercle tracé et la peau gonfla sous l'effet du produit. On tendit au chirurgien une seconde seringue dont il injecta le liquide au même endroit. Celui-ci servirait d'anti-hémorragique quand commencerait l'incision.

« Sentez-vous quelque chose, ma petite ? » répétait sans cesse le Dr Cameron.

Madeleine marmonna.

Du sang perla au passage du bistouri. L'assistant se servit d'une pince recourbée pour maintenir écartées les lèvres de l'incision. On n'entendit pas d'autre bruit que celui d'un instrument rejeté dans un seau.

L'infirmière avait disposé les instruments dans un ordre pré-établi. Au-dessus du chariot, il y avait un vilebrequin d'acier qui allait perforer le crâne de Madeleine. A l'aide d'un écarteur, le chirurgien continua à excorier un autre morceau de cuir chevelu.

« Tout va bien, petite ? »

Le chirurgien se tourna vers une bassine en métal où il plongea ses gants dans une solution antiseptique. Il préférait travailler avec des gants mouillés ; ils lui adhéraient mieux aux mains et rendaient ses doigts plus sensibles.

L'assistant nettoya le champ opératoire avec une solution antiseptique. L'infirmière tendit au chirurgien le vilebrequin dont la mèche était déjà en place. Il commença à perforer, faisant s'envoler quelques

petits copeaux d'os. Le chirurgien demanda un crochet dural, instrument très semblable à celui qu'utilisent les dentistes pour localiser les cavités dentaires, et sonda le trou. S'il accrochait un angle, cela signifiait qu'il avait traversé l'os. Il ne sentit rien. Madeleine avait une boîte crânienne épaisse. Il reprit la perforation. Quand il retira enfin le vilebrequin, l'assistant recueillit les copeaux d'os et les déposa dans un petit pot. Cette poussière servirait, à la fin de l'opération, à reboucher le trou creusé par le vilebrequin. Le chirurgien rinça la cavité à l'aide d'une seringue.

Puis il réclama un ténotome. L'infirmière lui tendit le petit scalpel à la lame extrêmement aiguisée. Il détacha un coin de la dure-mère, la membrane résistante qui recouvre le cerveau. Puis, à l'aide de ciseaux, il commença à enlever cette peau, morceau par morceau. Le cerveau de Madeleine, rose laiteux, était à présent visible.

« Avez-vous senti quelque chose, petite ? »

Madeleine émit un grognement : « Non. »

Le chirurgien demanda une longue spatule d'acier. Celle-ci avait remplacé le stylet métallique qu'utilisait le Dr Moniz lors de ses premières lobotomies. Cet instrument s'était révélé insuffisamment rigide ; le métal avait tendance à se tordre à l'intérieur du cerveau des patients, traversant des vaisseaux sanguins et des tissus qu'il n'avait pas été prévu de détruire. Les colonnes des journaux avaient été remplies d'articles évoquant des patients qui avaient commencé à souffrir de crises d'épilepsie ou d'autres graves complications causées par ce stylet. La spatule était une arme nettement plus robuste.

« Petite, comptez jusqu'à dix. »

Madeleine poussa quelques grognements.

Le chirurgien inséra la spatule dans le trou. Il travaillait selon une technique devenue routinière, enfonçant l'instrument de quelques centimètres, puis observant une pause avant d'effectuer un léger mouvement latéral. Chaque oscillation détruisait un peu plus du cerveau de Madeleine.

« Petite, pouvez-vous chanter votre chanson favorite ? »

Un étrange gémissement jaillit de la gorge de Madeleine.

Le chirurgien enfonça plus profondément la spatule dans le cerveau, creusant et élargissant la blessure d'où le sang se mit à suinter. L'assistant essuya le front de la patiente. Le chirurgien demanda un tube à aspiration pour pénétrer plus avant dans le cerveau. Tous les deux ou trois centimètres, il le tortillait pour frayer un chemin à son instrument de destruction.

« Petite, comptez jusqu'à dix. »

Madeleine poussa un grognement.

Le chirurgien continua à détruire son cerveau.

« Avez-vous sommeil, petite ? »

Elle répondit de la même façon.

Le chirurgien retira le tube et demanda une canule, une aiguille hypodermique de gros calibre. Il l'introduisit dans le trou et, en exerçant une forte pression, l'enfonça jusqu'au sphéroïdal, l'arête osseuse située à la base du crâne. Après avoir retiré la canule, il fit pénétrer à nouveau la spatule, puis la remonta en la faisant osciller, afin que la lame fasse depuis la base du cerveau une entaille aussi large que possible. La spatule enlevée, le trou fut rincé pour éliminer le liquide qui suintait. En tout, quatre incisions furent pratiquées, deux de chaque côté du trou.

Le Dr Cameron ne cessait de poser des questions. Cela faisait partie de ce qu'il appelait l' « étalonnage de la désorientation » — son moyen de savoir où en était la destruction du cerveau. Fouillant et coupant, le chirurgien continuait son travail.

« Parlez-moi, petite. »

De nouveau un grognement.

Le chirurgien poursuivit pendant quelques instants, anéantissant pour toujours les aires primaires des réactions émotionnelles de Madeleine. Finalement, elle n'émit plus aucun son, ferma les yeux et sombra dans la stupeur.

Le chirurgien commença à obturer le trou. Le Dr Cameron se pencha vers Madeleine. Il enleva le bandeau, souleva ses paupières l'une après l'autre. Elle le fixa d'un regard vide.

« C'est terminé, petite. Vous ne souffrirez plus. »

Il quitta la salle d'opération pour retourner à l'Institut faire sa visite du matin.

Plus tard dans la journée, on transféra Madeleine au St. Jean de Dieu Hospital, où elle fut prise en charge par des religieuses qui s'occupaient d'un certain nombre d'autres zombies dans le même état qu'elle.

Peut-être les gnomes et le Paresseux continuèrent-ils à hanter son cerveau irrémédiablement détruit. Peut-être avait-elle encore des pensées incestueuses pour son père mort. Personne ne le saurait jamais. Les instruments du chirurgien avaient affecté son discours, elle pouvait encore babiller de façon incohérente, mais en général elle se contentait d'émettre des grognements simiesques. Elle était devenue incapable de lire et d'écrire.

Il y avait de cela bien longtemps, quand elle était venue pour la

première fois lui demander de la soigner, le Dr Cameron lui avait déclaré qu'elle devait considérer sa « maladie » comme sans rapport avec elle-même, comme une grippe, par exemple ; et que de la même façon qu'un rhume passait, un jour ses tourments cesseraient et elle pourrait à nouveau mener une vie « normale ». Eddie était présent, et ils lui avaient tous deux fait confiance.

Eddie, pas plus que n'importe qui d'autre, ne saurait jamais quand Madeleine avait perdu sa confiance, ni même si elle l'avait perdue un jour. Remarié, vivant à Detroit, il lui envoyait une carte de vœux tous les Noël. Quant aux membres de sa famille, ils avaient depuis longtemps cessé de lui rendre visite après que le Dr Cameron eut déclaré que c'était inutile, car Madeleine était une schizophrène incurable qui finirait ses jours dans un asile. Ils ne surent même pas qu'elle avait subi une lobotomie dont, légalement, ils auraient dû être informés. Elle avait signé une formule d'accord couvrant tous les traitements éventuels. Après l'opération, son cas disparut des rapports que le Dr Cameron faisait parvenir à la Société de recherches en écologie humaine. Aucun des membres de cette institution ne s'enquit de ce qu'elle était devenue.

Le président Eisenhower revint de Paris publiquement humilié. Khrouchtchev lui avait infligé un cinglant camouflet avant de quitter le palais de l'Elysée, en annulant l'invitation qu'il lui avait faite de se rendre à Moscou. Le sommet s'était achevé dans la plus grande confusion parmi les Alliés, de Gaulle ayant manifesté ouvertement sa colère à propos des vols de U-2. Le pire restait à venir. Au Japon, jusque-là l'allié le plus sûr des Etats-Unis en Asie, de violentes manifestations anti-américaines éclatèrent à la suite de révélations selon lesquelles les avions-espions affectés aux missions au-dessus de la Chine et de certaines régions de l'Union soviétique étaient basés sur le sol nippon. L'ambassade américaine à Tokyo fut assiégée et les membres de son personnel obligés de fuir pour sauver leur peau. De retour au pays, le général Thomas D. White, chef d'état-major de l'Air Force, avait vivement critiqué ces missions d'espionnage, à son avis « inutiles ».

En face d'une telle crise, des hommes moins bien trempés que Dulles auraient courbé la tête. Lui choisit de faire front. Eisenhower n'était pas encore remis du décalage horaire que le directeur de la CIA était déjà dans le Bureau Ovale. Après avoir balayé d'un revers de main les événements de Paris et de Tokyo, qu'il qualifia de « coups bas des Soviétiques », Dulles avertit le président que les Russes avançaient

leurs pions en Afrique, en soutenant en sous-main Patrice Lumumba, l'homme politique le plus exalté du continent. Ce dernier était devenu le principal dirigeant du pays pendant la période de transition qui allait conduire l'ancien Congo belge de la colonisation à l'indépendance. Dulles brossa un tableau coloré de « l'ensemble de l'Afrique soumis à la faucille et au marteau. Nos axes de ravitaillement autour du Cap seront menacés. La situation est en tous points aussi grave que celle de Corée ». Le directeur déclara au président qu'il fallait « en finir » avec Lumumba.

Eisenhower, âgé et fatigué, donna son accord ; il ne lui restait plus que quelques semaines à diriger la nation la plus puissante du monde et il aspirait à être déchargé de ses responsabilités. La retraite le soulagerait du fardeau d'une fonction qui exigeait qu'il approuve le meurtre d'autres chefs d'Etat.

Dulles chargea Helms de la préparation de l'assassinat. Le Dr Gottlieb avait proposé un parfum qui, répandu sur un oreiller ou sur des draps, provoquait, par simple inhalation, une mort instantanée. On pouvait également empoisonner la nourriture de Lumumba avec les toutes dernières toxines, ou piéger sa voiture avec une des mines miniatures mises au point par l'Agence. Les possibilités étaient innombrables.

Dulles avait été suffisamment impressionné par les analyses du Dr Cameron concernant Gary Powers pour lui demander d'étudier la personnalité de Patrice Lumumba. William Buckley fut chargé d'acheminer le dossier du dirigeant africain jusqu'à Montréal.

Buckley, de retour à Langley en attente d'une nouvelle affectation, s'était plongé dans la lecture des rapports provenant des antennes d'Extrême-Orient. C'était un travail de routine, il s'agissait de « serrer des boulons et des écrous pour assembler les morceaux d'une analyse ». Les pièces, pourtant, une fois réunies, finissaient par créer une mosaïque qui ne prenait sens qu'en présence d'autres puzzles reconstitués. Cela n'apportait pas de révélations éblouissantes et c'était un travail pour lequel il était difficile de se passionner.

Buckley trompait parfois son ennui en assistant aux réceptions données par Dulles et sa femme. Clover, qui semblait plus décontractée, plus calme, lui confia qu'elle « était revenue à Dieu ». Jeanie Houston, une grande femme blonde, élancée, mariée à l'avocat-conseil de l'Agence, Lawrence Reid Houston, avait largement contribué à l'éveil de la vocation religieuse de la femme de Dulles. « Priez et Dieu fera le reste. Il rendra la santé à votre fils et Allen rentrera dans le droit chemin. » Clover avait suivi le conseil et, à son grand étonnement,

l'état de son fils s'était amélioré et, autant qu'elle puisse en savoir, son mari avait cessé de courir les jupons. De fait, les rabatteurs ne semblaient plus être de service au cours des réceptions.

Catholique fervent, Buckley avait été impressionné par le récit de son hôtesse — comme il l'était par la ferveur religieuse de nombre des membres de la vieille génération de l'Agence. Ceux-ci ne doutaient pas que Dieu était du côté de l'Amérique et qu'Il avait choisi l'Agence pour combattre les forces du mal. Ils déclaraient souvent publiquement que c'était à Lui qu'ils devaient d'être encore en vie.

Buckley avait fini par bien connaître certains de ces hommes et il admirait la façon dont ils affirmaient être prêts à se faire hacher menu pour Dulles. William Casey faisait partie de ceux-là, quoique Buckley ait eu du mal à imaginer que cet avocat replet et gaffeur avait autrefois dirigé une trentaine d'équipes d'agents dans le Berlin de Hitler lors des dernières semaines de la guerre en Europe. En rappelant cette époque à ses invités, Dulles avait parlé affectueusement du talent de Casey pour recruter des prisonniers allemands afin de former ces équipes, quoique cela représentât une violation flagrante de la Convention de Genève. Casey avait baissé la tête, fermé à demi les yeux, et grommelé que la guerre était la guerre et qu'en réalité il n'avait pas fait tant de choses que ça.

Casey avait interrogé Buckley sur divers sujets : la politique étrangère des Etats-Unis, les rapports entre le Département d'Etat et la Maison Blanche ; avait-on au sein de l'Agence le sentiment que les choses allaient mal ? Tout cela s'était passé sur un ton désinvolte mais, de l'avis de Buckley, Casey avait du flair et il connaissait manifestement très bien les allées du pouvoir. Par la suite, il s'était demandé si l'ancien agent de l'OSS suivait les événements parce que l'excitation créée par le métier du renseignement lui manquait, ou s'il profitait de ses séjours à Washington pour poser des jalons, peut-être en vue d'obtenir un poste dans un futur gouvernement.

Entre deux réceptions, Buckley s'était rendu à Montréal. Il avait utilisé la même couverture que précédemment en se faisant passer pour un journaliste scientifique venu interviewer le Dr Cameron. Il devait se souvenir de l'entrevue : « Dès que je fus assis dans son bureau, il ferma la porte à clé après avoir déclaré à sa secrétaire qu'il ne fallait le déranger sous aucun prétexte. Il examina le dossier à toute vitesse, puis se mit à enregistrer ses observations au magnétophone. Il me tendit la bande en même temps que le dossier. Je crois qu'au cours de cet après-midi nous n'avons pas dû échanger plus d'une douzaine de mots. »

D'après les conclusions du Dr Cameron, Lumumba était vaniteux, attachait une attention particulière à sa tenue et à son allure, et semblait chérir particulièrement sa dentition. Il l'exhibait, d'après ce que le Dr Cameron avait conclu au vu des photos figurant dans le dossier, chaque fois que c'était possible. Helms décida donc que la meilleure façon de tuer Lumumba était d'imprégner son dentifrice d'un des germes mortels dont disposait déjà le Dr Gottlieb. On prépara des tubes que l'on envoya à Léopoldville, la capitale congolaise.

Dulles avait promis à Eisenhower que cette fois il n'y aurait pas de gaffe. Il avait en même temps fait entendre au président fatigué qu'il aurait peut-être bientôt des nouvelles importantes sur un sujet qui le fascinait depuis qu'il avait lu *le Candidat Mandchou*, best-seller de Richard Condon. Ce roman évoquait un complot sino-soviétique destiné à utiliser un soldat américain capturé en Corée et à le conditionner dans un centre spécialisé dans le lavage de cerveau en Mandchourie pour en faire un tueur téléguidé. Dulles avait évidemment omis d'ajouter que la fiction imaginée par Condon était en train de prendre corps à Montréal.

Le pire, c'était son sentiment d'impuissance. Il plongeait le Dr Morrow dans un état de panique. Elle avait hurlé pendant des heures qu'elle n'avait jamais consenti à un traitement par électrochocs. Quand elle n'avait plus la force de crier, elle sanglotait sans arrêt. Tous les matins, elle entendait le Dr Cameron passer à grands pas devant sa chambre. Pour elle, il était « cruel, sauvage, inhumain ».

L'attente était aussi pénible que l'inactivité. Elle se sentait de plus en plus faible et épuisée, et n'avait même plus la force de se lever de son lit. Elle avait l'impression d'être « réduite à rien ». L'apathie qui l'engourdissait était aussi atroce que n'importe quelle douleur. La terreur lui étreignait le cœur. Parfois, elle entendait dans le couloir les rires des infirmières. Quand elles lui apportaient son repas, elle leur répétait, encore et encore, qu'elle ne se sentait pas bien dans cette maison, qu'elle voulait retourner au Royal Victoria, et qu'elle ne donnerait jamais son consentement pour les électrochocs. On ne lui répondait pas.

Un matin, le Dr Cameron fit son apparition accompagné d'un jeune médecin. Ce dernier portait un plateau recouvert d'une serviette. Elle savait ce qui se cachait en dessous et réaffirma son refus.

Le Dr Cameron ne dit rien. Il se contenta, debout devant elle, de la toiser. Elle ne put réprimer un flot de paroles. « Je n'en veux pas. C'est

mauvais pour moi. Je ne veux pas qu'on me démolisse comme ça. Je ne veux pas d'électrochocs. Vous ne pouvez pas me forcer. Vous n'avez pas le droit d'infliger à un patient un traitement qu'il refuse. Je suis médecin. Je sais de quoi je parle. » Il fallait qu'elle lui fasse comprendre.

« Ma petite, écoutez-moi. » Le Dr Cameron parlait avec précision. « Nous allons vous endormir. Ensuite nous vous administrerons des électrochocs.

— Non ! » C'est tout ce qu'elle réussit à articuler.

Le Dr Cameron enleva la serviette qui recouvrait le plateau et saisit une seringue déjà remplie d'un liquide translucide. Il enleva l'étui qui protégeait l'aiguille.

Elle se dit : mon Dieu, il ne peut pas faire ça. Il ne peut pas ! Il ne peut pas ! Elle avait l'impression qu'un étau lui comprimait la poitrine et l'empêchait de parler.

« Donnez-moi votre bras, petite.

— Non ! Je vous en prie ! Non !

— Vous avez vu que cela a fait du bien à d'autres. Vous ne voulez pas que cela aille mieux ? De quoi avez-vous peur ? »

Elle fit non de la tête. Elle était à nouveau incapable de parler. C'était terrifiant. Elle savait ce qu'il aurait fallu dire, mais aucun son ne franchit ses lèvres.

« Votre bras, petite ! »

Elle le haïssait. Il lui avait menti ; il lui avait tendu un piège en la poussant à se faire hospitaliser volontairement. Elle n'avait rien voulu de ce qui lui arrivait. Il attendait, brandissant la seringue.

« Pas d'électrochocs ! Je vous en prie ! » Elle hurla, perdant tout contrôle. « Pas d'électrochocs ! »

Il enfonça l'aiguille.

Une infirmière franchit la porte poussant le chariot avec l'appareil à électrochocs.

« Non... No-o-o-on... »

Les ténèbres.

Le Dr Morrow se réveilla avec un mal de tête épouvantable. « J'étais dans un trou profond, sombre, je ne sentais plus mes extrémités, j'étais comme un ver, je n'avais aucun point de repère dans l'espace. J'étais comme suspendue dans un trou noir terrifiant. »

Le lendemain matin, on lui administra une nouvelle série d'électrochocs. La nuit suivante, elle rêva qu'on l'électrocutait. Deux jours plus tard, au matin, le Dr Cameron réapparut, accompagné d'un jeune

médecin et de l'infirmière qui poussait le chariot. Et trois fois encore la semaine suivante. Elle se demandait quand allaient cesser ces brûlures rituelles, combien de temps elle pourrait supporter les douleurs qui lui vrillaient la tête.

Allongée dans son lit, elle était terrifiée à l'idée que son cerveau commençait à se désintégrer sous l'effet des décharges électriques qu'on lui avait infligées. « J'avais l'impression que cela n'allait plus finir. »

Le onzième jour, un samedi, le Dr Cameron administra douze électrochocs consécutifs au Dr Morrow. Aucun patient n'en avait reçu autant en une seule séance. Il rentra chez lui pour le week-end. Elle resta inconsciente la plus grande partie de la journée.

Ce soir-là, sa sœur Margy se rendit à l'Institut. Elle était venue de New York après avoir reçu un appel téléphonique de leur mère. Cette dernière, qui avait été récemment victime d'un malaise cardiaque, n'avait pu venir voir sa fille. Mais elle lui avait téléphoné tous les jours et était inquiète. Mary, dit-elle à Margy, semblait « de plus en plus étrange ».

A l'Institut, on refusa d'abord à Margy l'autorisation de voir sa sœur. Déjà profondément troublée, Margy menaça d'appeler la police et on lui permit, avec réticence, de lui rendre visite. Le spectacle de Mary bouleversa complètement Margy. Elle se rua hors de l'hôpital pour aller voir leur mère. En dépit de sa maladie, Mme Morrow était une femme calme, pleine de ressources. Après avoir entendu le récit que Margy lui avait fait avec des larmes dans la voix, elle téléphona au Dr Cleghorn. Celui-ci fit preuve de compréhension mais lui déclara que, le Dr Morrow n'étant pas une de ses patientes, il ne pouvait intervenir. Il lui conseilla d'appeler le Dr Cameron.

Il était déjà samedi soir quand elle contacta ce dernier à son domicile de Lake Placid. Il se montra poli mais distant et l'interrompit. « Le mieux que vous puissiez espérer est que votre fille fonde un foyer. Elle n'exercera plus jamais la médecine. » Puis il raccrocha.

Mme Morrow rappela l'Institut et dit à plusieurs infirmières et médecins qu'elle ne voulait en aucun cas qu'on administre d'autres traitements à sa fille. Le médecin de garde téléphona au Dr Cameron. Celui-ci ordonna qu'on donne au Dr Morrow trois cents milligrammes de Largactil.

Pendant les deux jours suivants, elle fut maintenue dans une camisole chimique ; la dose de Largactil était montée à six cents milligrammes. Elle avait des escarres.

De retour à l'Institut après le week-end, le Dr Cameron ne lui

rendit pas visite. Cette absence provoqua un moment de terreur chez Mary Morrow. Il préparait probablement quelque chose d'autre. Cette terrifiante éventualité lui donna une force qu'elle n'aurait pas soupçonnée. La colère germa en elle et grandit rapidement, sauvage, primitive, mais bénéfique. Assis dans sa chambre au Royal Victoria, il s'était conduit comme un « séducteur » en lui faisant miroiter l'idée qu'il la reprendrait à nouveau comme médecin alors qu'il avait simplement l'intention de l' « utiliser comme une souris de laboratoire ».

Sa colère grandit, malgré l'effet du Largactil. Elle commença à se sentir vivante, vraiment, pour la première fois depuis un an — et même peut-être depuis des années. Elle avait été malade, elle n'était pas encore remise, mais elle était encore capable de réagir, et il ne réussirait pas à la réduire à sa merci. Il l'avait cataloguée comme schizophrène. Eh bien, elle ne l'était pas, et elle allait le lui montrer. La colère suivait son cours, puissante et revigorante. Il ne lui avait jamais demandé comment elle se portait *en tant qu'individu,* et n'avait jamais discuté de ce qu'elle ressentait *en tant qu'être humain.* Mon Dieu, comme il l'avait trompée ! En jetant un coup d'œil en arrière sur l'ensemble de ses rapports avec lui, elle réalisait à présent qu'il ne s'était jamais soucié d'elle en tant que patiente ; elle n'avait été qu'un malade de plus « sur lequel il pouvait expérimenter ses théories ».

Sa colère devint plus intense. Elle avait beaucoup souffert au cours des années qui venaient de s'écouler, et elle avait souvent supporté stoïquement sa douleur. Mais les dernières semaines avaient été particulièrement horribles. On l'avait traitée de façon inhumaine alors qu'elle sombrait dans le désespoir. Et cela n'était pas fini. Elle ressentait une sensation curieuse dans son larynx et se demandait si les électrochocs n'avaient pas, d'une manière ou d'une autre, endommagé ses cordes vocales.

Le Dr Morrow utilisa le téléphone qui était au chevet de son lit pour appeler un médecin du Royal Victoria en qui elle avait confiance. Quand elle lui exposa les symptômes dont elle souffrait, il promit de venir immédiatement.

En l'attendant, elle continua à nourrir sa fureur, sachant que c'était le seul moyen pour elle de garder son esprit en alerte. Elle avait toujours essayé de se persuader que le Dr Cameron se préoccupait réellement de ses patients. « Mais ce n'était pas vrai. Pour lui, il n'y avait que des symptômes, des piqûres, des électrochocs à administrer, ou des cures de sommeil à programmer. » Il n'avait jamais aucun rapport avec le patient et restait derrière la ligne de démarcation qu'il

avait lui-même tracée : il était en bonne santé et les patients étaient malades. De fait, il avait réussi à lui inoculer un sentiment de culpabilité pour avoir osé douter de ses méthodes. Il y avait chez lui, d'après elle, quelque chose de « fou et de malfaisant ».

Le médecin arriva, examina Mary Morrow et organisa son transfert immédiat au Royal Victoria Hospital. En quittant l'Institut, elle remercia Dieu de lui avoir permis d'échapper à ce que le Dr Cameron lui préparait.

Mais les autres ? La question prit possession de son esprit dans le taxi qui l'emmenait au Royal Victoria. Qu'étaient devenus les centaines de patients qui, au cours des ans, étaient passés entre les mains du chef psychiatre ? Elle se sentait proche d'eux. Si ce qui lui était arrivé était courant — et elle avait de plus en plus tendance à le croire —, il les avait certainement traités comme des sous-hommes. Ils avaient besoin d'aide, et plus vite elle réussirait à réintégrer la médecine, plus vite elle serait à même de les aider.

Le complot destiné à tuer Lumumba à coups de dentifrice, auquel on avait donné le nom de code de « Chichiteux », fit long feu. L'agent de la CIA à Léopoldville ne trouva jamais le moyen d'introduire les tubes empoisonnés dans la salle de bains du président. Finalement, Lumumba fut renversé par un rival et abattu au cours d'une « tentative d'évasion », le 17 janvier 1961. Trois jours plus tard, John F. Kennedy prêtait serment et se trouvait confronté à sa première crise de politique étrangère : la rumeur courait à travers toute l'Afrique que la CIA était responsable de la mort atroce de Lumumba. Le dossier sur ce sujet figurait dans le rapport que Dulles avait préparé à l'intention du nouveau président. Personne, évidemment, n'évoqua le rôle joué par le Dr Cameron dans cette affaire assez embarrassante. Mais une fois de plus son nom était mêlé à une opération avortée de l'Agence.

Lors de cette première rencontre dans le Bureau Ovale, Dulles aborda un sujet beaucoup plus important pour Kennedy : Fidel Castro. Le nouveau président s'était engagé lors de sa campagne, pour gagner les voix des exilés cubains de Miami, à soutenir ceux qui souhaitaient le renverser. Il n'avait pas besoin de Dulles pour savoir que Castro représentait une menace sérieuse pour les intérêts américains dans les Caraïbes. Il lut avidement les profils psychologiques du leader cubain dressés par la CIA. Ceux-ci étaient bourrés de clichés cliniques comme « irrationnel », « imprévisible », « psychonévrotique » ou « mû par un complexe d'infériorité ». Le tableau était impressionnant, mais il avait été mis au point par les psychiatres

de l'Agence qui travaillaient, la plupart du temps, à partir de coupures de presse. C'était un point de départ hasardeux pour décider un coup de main qui se révéla le plus terrible fiasco de l'administration Kennedy. Vouée dès le départ à l'échec par l'attitude d'un président énergique mais inexpérimenté, l'entreprise s'acheva lamentablement dans la baie des Cochons de Cuba. Kennedy en assuma publiquement la responsabilité. Mais en privé, lui et son frère Robert, ministre de la Justice, critiquèrent sévèrement Dulles qui offrit sa démission.

Conscient que celle-ci infligerait une nouvelle humiliation à son gouvernement novice, Kennedy choisit le compromis. Dulles devait partir, mais seulement après un délai décent. Il pouvait rester jusqu'à ce que le nouveau complexe de la CIA, à Langley, en Virginie, soit officiellement ouvert.

Le 28 septembre 1961, Kennedy annonça la nomination de John A. McCone à la tête de l'Agence. C'était la fin d'une dynastie ; encore deux ans auparavant, John Foster, Allen et Eleanor Dulles avaient la haute main sur la politique étrangère des Etats-Unis. Maintenant, seule la « petite sœur » faisait encore partie du gouvernement ; et plus pour longtemps car elle allait être congédiée comme une simple secrétaire intérimaire sur l'ordre de Robert Kennedy. Entre-temps, ce dernier s'était plongé dans les dossiers de l'Agence. En novembre, il tomba sur le projet M-K-Ultra.

Les liens officiels entre le Dr Cameron et l'Agence étaient rompus depuis le 26 août 1960, date où il reçut un chèque (2-003673) d'Ultra. Robert Kennedy, faisant preuve d'autant de naïveté que son frère lors de l'affaire de la baie des Cochons, accepta que l'on intensifie les recherches, non seulement pour découvrir les secrets des Soviétiques dans le domaine du contrôle sur l'esprit, mais pour essayer de les surpasser.

Le jour de Noël 1961, pour la première fois depuis des années, la bouteille de whisky pur malt que reçut le Dr Cameron de la part de Dulles arriva par la poste et non par la valise diplomatique.

14

Folie, folie

Jan Zielinski répugnait de plus en plus à pénétrer dans la chambre de sommeil. Il était trop bouleversé par les « gémissements ». Parfois, le soir, une fois couché, il était incapable de trouver le repos à cause de ce qu'il avait vu dans la journée : une femme sanglotant en entendant ce qu'on l'obligeait à écouter, ou un homme réduit à radoter après des semaines de cauchemars chimiquement programmés. Plus que tout, il appréhendait ces moments où des patients le suppliaient de ne pas insérer une autre bande dans leur casque de footballeur ou dans leur diffuseur d'oreiller. Simple technicien, il ne pouvait rien pour eux. Le Dr Cameron tenait à ce qu'ils écoutent. Zielinski avait commencé à comparer ce qu'on lui ordonnait de faire avec la façon dont les nazis, et plus tard les Russes, s'étaient conduits dans son propre pays.

Il savait n'être pas le seul à être horrifié par ce qui se passait. Certains des médecins de l'Institut s'étaient montrés choqués que le Dr Cameron se soit mis à administrer du curare aux patients pour les paralyser et les rendre physiquement incapables d'arrêter ou de retirer les bandes utilisées pour la manipulation psychique. Mais ces protestations s'émettaient en sourdine, chacun prenant bien soin qu'elles ne parviennent pas aux oreilles du directeur. De plus en plus souvent, quand deux ou plusieurs médecins s'entretenaient d'un cas dans un couloir, il surgissait derrière eux, sortant subrepticement d'une chambre ; il écoutait aussi aux portes.

Lorsque Zielinski essaya d'aborder le sujet avec Rubenstein, celui-ci lui rappela sèchement ce qu'ils devaient tous deux au Dr Cameron et déclara que dans les années à venir on le considérerait comme un grand bienfaiteur. Quel autre hôpital d'Amérique du Nord employait autant d'étrangers, avait demandé Rubenstein — et pas seulement des Européens comme eux, mais des médecins originaires d'Afrique ou

d'Asie ? Le Dr Cameron, continua Rubenstein, avait non seulement créé un « Réseau » unique au Canada, mais il projetait de l'étendre à l'ensemble de la planète. Tout en raccordant ses bandes magnétiques, Rubenstein ne se lassait pas d'évoquer un futur où les « héritiers du Dr Cameron » occuperaient tous les postes importants en psychiatrie à travers le « monde libre ».

On put lire un aperçu de cet avenir dans un article signé conjointement par le Dr Cameron et Rubenstein, paru dans le prestigieux *Journal of Mental Science*. Le technicien concédait qu'il n'avait été publié que grâce à la réputation de son collaborateur. Le Dr Cameron avait également encouragé Rubenstein à rédiger un exposé sur « un système destiné à mesurer objectivement, et de façon continue, le comportement des patients hospitalisés dans des établissements psychiatriques ». Celui-ci avait été publié par la revue *Nature* en mai 1962 sous la signature « Leonard Rubenstein. Allan Memorial Institute, Service de Psychiatrie, McGill University, Montréal. » Ce journal respecté avait ainsi laissé paraître un article émanant d'un auteur qui n'avait aucune formation médicale. Rubenstein avait commandé un monceau de tirés à part.

Ce genre de choses ne troublaient pas outre mesure Zielinski. Il appréciait le sens de l'humour de Rubenstein, son énergie et, bien entendu, sa loyauté inébranlable envers le Dr Cameron. « Les autres râlaient de plus en plus contre le patron. Mais jamais Rubenstein. Il était non seulement totalement pris dans le système, mais ravi d'en faire partie. »

Pourtant, Zielinski sentait à certains signes que l'Institut n'était plus le lieu dans lequel il avait commencé à travailler. C'était alors une communauté étroitement soudée. A présent, de nouveaux visages apparaissaient régulièrement, chaque mètre carré de l'hôtel particulier était utilisé, des laboratoires étaient installés au sous-sol et jusque dans l'observatoire d'où Sir Hugh Allan, un siècle auparavant, surveillait le va-et-vient de ses navires. Des chercheurs éminents travaillaient dans des armoires à balais rénovées, une sommellerie, un réduit de cireur, ou une ancienne chambre de bonne. A une certaine époque, le personnel parlait anglais ou français, maintenant on entendait dans les dortoirs et les chambres des dialectes d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. Zielinski n'avait aucun mal à comprendre les médecins irlandais et européens, mais certains des Arabes et des Iraniens étaient incapables de lire les indications sur les appareils à électrochocs.

Néanmoins, rien ne pouvait justifier ce que le praticien que le personnel appelait « Ataturk » avait fait à Sammy.

Ce dernier, admis dans l'aile nord 2, avait bientôt régalé tout le personnel du bâtiment avec les étranges récits de sa vie imaginaire. Un jour Sammy prétendait avoir lutté avec un grizzli, le lendemain avoir survécu à une charge de bisons. Il assurait avoir été pilote de chasse en Corée, sous-marinier dans l'Atlantique, marine en mission dans le Grand Nord. Il avait été aussi, selon les jours, chercheur d'or, champion de boxe dans une baraque foraine ou chasseur de grands fauves. Il n'y avait rien que, du moins dans son esprit, Sammy n'eût fait. Il allait et venait dans le temps, rencontrant d'importants personnages et assistant à de grands événements comme le couronnement de la reine d'Angleterre ou l'investiture du président Kennedy. Sammy était un séduisant fantaisiste. Petit homme vigoureux à l'œil vif et à la chevelure impeccable, il était à la fois timide et charmant, et s'arrangeait toujours pour suggérer que la situation dans laquelle il se trouvait était légèrement embarrassante. Sa voix de baryton, agréable, chantante, intrigua Zielinski et Sammy lui confia que non seulement il était né au pays de Galles mais qu'il était druide. D'après son dossier, il était né en Nouvelle-Ecosse.

On ne pouvait se tromper sur les origines du Dr Ataturk : brun de peau, musclé, il ressemblait à ce qu'il était, un homme qui venait d'un village de montagne de l'est de la Turquie. Diplômé de la faculté de médecine d'Ankara, il avait été envoyé par son pays, muni d'un visa d'étudiant, à Montréal. On trouvait de plus en plus de médecins étrangers dans l'équipe de l'Institut. Ils venaient pour un an, et on leur confiait d'importantes responsabilités médicales. C'était un problème qui tourmentait Zielinski. Il avait le sentiment qu'il existait une grande différence entre la liberté qu'il avait de changer la bande magnétique d'un patient et la façon dont certains médecins manifestement inexpérimentés étaient autorisés à prescrire des traitements souvent radicaux.

On avait confié le cas de Sammy au Dr Ataturk. Le conflit ne tarda pas. Sammy avait déclaré qu'il descendait du calife de Bagdad et qu'il refusait d'être soigné par un paysan. Ataturk avait demandé à son patient de lui présenter des excuses. Sammy lui avait répliqué qu'il le ferait renvoyer de l'Institut pour « insultes à sa royale personne ». Le médecin prescrivit mille milligrammes de Largactil par jour et l'envoya à la chambre de sommeil.

Le Dr Ataturk avait entrepris d'éliminer la psychose de Sammy qui s'était nourrie dans et par l'isolement qu'il avait connu depuis sa petite enfance — une maladie mentale qui avait fini par affecter ses rapports avec le monde extérieur et régenter l'ensemble de sa vie. Pour les

psychanalystes de l'Institut, Sammy était un cas qui méritait une psychothérapie. Sans tenir compte de ces avis, en l'espace de deux semaines, le Dr Ataturk lui infligea cent vingt électrochocs. Le quinzième jour, Sammy succomba à une crise cardiaque. La détresse ressentie par nombre des membres du personnel se changea en sourde colère quand ils comprirent que le Dr Cameron n'avait nullement l'intention de sanctionner le Dr Ataturk. Au lieu de cela, le directeur partit pour un autre de ses voyages — cette fois-ci au Japon. Chaque fois qu'il partait à l'étranger, son retour était peu après marqué par l'arrivée de nouveaux médecins étrangers. Aucun d'entre eux ne fut autant détesté que le Dr Ataturk. Après la mort de Sammy, il porta le surnom de « docteur la Mort ».

Comme chaque fois que Cameron était absent, le Dr Cleghorn prit provisoirement en charge ses malades.

Il se sentait de plus en plus mal à l'aise face au Dr Roper. Depuis quelques semaines, il soignait Agnès Roper. Elle avait accepté une thérapie à la stricte condition que son mari n'en sache rien, car cela l'embarrasserait. Le Dr Cleghorn avait accepté avec réticence car il savait parfaitement que Roper découvrirait rapidement la vérité.

Il aimait bien ce couple. Agnès Roper, en certains moments fugaces, se montrait telle qu'elle avait été quand elle allait bien : une femme enjouée et spirituelle. Son mari était un des médecins les plus passionnés et sensibles de l'équipe, toujours prêt à prendre en charge les cas catalogués comme « sans espoir » ou en « stade terminal ».

Le Dr Cleghorn s'était souvent étonné de voir son collègue travailler aussi dur, mais quand il avait commencé à traiter les peurs et les frustrations d'Agnès, il avait compris le comportement de son mari. Elle avait transformé leur foyer en champ de bataille, avec sa maladie maniaco-dépressive, ses maux de tête, ses insomnies et ses paniques irraisonnées qui la menaient parfois aux frontières de la folie. Sa maladie avait atteint un stade avancé et il n'était pas certain qu'un traitement puisse lui procurer plus qu'un soulagement momentané. Lui-même heureux en mariage, il lui déplaisait de dire à un collègue qu'à la source de la maladie de sa femme il y avait la conviction que leur union était vouée à l'échec.

La visite du matin qu'effectuait le Dr Cleghorn était nettement moins précipitée que celles du Dr Cameron. Il consacrait beaucoup de temps à chaque malade, parlant avec eux de leurs progrès quand ils étaient en état de répondre. Il incitait les jeunes médecins à poser

des questions supplémentaires et utilisait les réponses pour se faire une idée plus précise de l'ensemble du tableau clinique.

L'état des patients du Dr Cameron n'avait jamais aussi brutalement choqué le Dr Cleghorn qu'un matin de juillet 1963. Il connaissait Simone, l'adolescente qui gisait dans un lit de l'aile nord 2. C'était une amie de sa fille et, dans son souvenir, Simone était une grande fille enthousiaste, qui collectionnait les disques des Beatles et soutenait les « Marcheurs de la Liberté » du sud des Etats-Unis qui luttaient contre la ségrégation raciale. Elle avait frémi lorsque l'astronaute John Glenn avait été mis en orbite autour de la terre, suivi la confrontation entre Kennedy et Khrouchtchev à Vienne, et observé avec un certain malaise ce qui se passait au Vietnam, se demandant quand viendrait le jour où son petit ami d'origine américaine serait envoyé se battre là-bas. Lors de ses visites chez eux, le Dr Cleghorn s'était brièvement étonné des changements d'humeur de Simone : elle passait, en l'espace d'une soirée, de la volubilité à une extrême réserve. Mais cela ne l'avait pas autrement préoccupé. A son avis, elle était bien loin d'avoir besoin d'une quelconque thérapie.

Au premier abord il ne l'avait pas reconnue. Couchée dans son lit d'hôpital, elle ressemblait à l'image qu'il se faisait des zombies, ces « morts vivants » de Haïti qui étaient au centre des travaux d'un chercheur du Laboratoire d'études transculturelles sur le comportement de l'Institut. Simone avait le même regard vide et la même pâleur mortelle que les zombies décrits dans les ouvrages sur le vaudou qu'il avait rapportés de l'île.

Son débit était mécanique et elle articulait mal. Il étudia son dossier. Depuis son admission, quinze jours auparavant, Simone avait subi cinquante électrochocs. Le Dr Cameron avait émis un diagnostic de schizophrénie. Ce qui avait été infligé à cette jeune fille avait tellement frappé de stupeur le Dr Cleghorn qu'il n'arrivait toujours pas à trouver les mots pour en parler.

Le 26 août 1963, trois ans jour pour jour après que la Société de recherches en écologie humaine eut remis, au nom de la CIA, son dernier chèque au Dr Cameron, une réunion se tint à Langley, dans le bureau du Dr Gottlieb, pour déterminer si l'Agence devait financer une fois encore les travaux du directeur de l'Allan Institute sur la manipulation psychique et la privation sensorielle. Etaient présents les Drs Harold Wolff et James Monroe ainsi que les Drs John Gittinger et Walter Pasternak, deux psychologues de l'Agence.

Jadis, Gottlieb aurait pris sa décision sans consultation ; un simple

coup de téléphone au Dr Monroe aurait suffi pour décider s'il fallait ou non relancer le sous-projet 68. Mais cette époque bénie était terminée. McCone et Wheelon, qui ignoraient tout du monde de l'espionnage, s'imaginaient que la CIA se gérait comme n'importe quelle autre entreprise. Leur responsabilité était engagée dans la décision à prendre. Si McCone et Wheelon, qui dirigeait le département de l'espace et de la technologie, ne mettaient pas leur nez dans les projets de Gottlieb — qui incluaient à l'époque la recherche de nouveaux moyens d'assassiner Fidel Castro ou de cacher des micros au Kremlin —, ils voulaient savoir combien ceux-ci coûtaient. Gottlieb dut admettre que les subventions déjà accordées au Dr Cameron n'avaient rien rapporté de tangible à l'Agence. C'est pour cela qu'il avait demandé l'avis de ceux qui étaient présents dans son bureau.

Il était également une fois de plus sous le coup d'une enquête, aussi embarrassante que l'affaire Olson, ce qui lui prenait beaucoup de temps. Allen Dulles étant pour l'heure occupé à rédiger des articles sur des sujets concernant l'espionnage, pour *Fortune* et *l'Encyclopaedia Britannica*, Gottlieb n'avait personne pour parer aux questions qui venaient du bureau de l'inspecteur général à propos du sous-projet 3 du M-K-Ultra.

Une opération sur le sol étranger était devenue de toute façon de plus en plus risquée lorsque l'Agence ne la contrôlait pas directement ni totalement. Les membres de la CIA rencontraient régulièrement ceux de la police montée canadienne ou du ministère de la Défense d'Ottawa. Gottlieb savait donc que le gouvernement canadien était plus réticent que jamais quant à la collaboration de son pays avec la CIA dans le domaine du renseignement depuis le fiasco de la baie des Cochons et l'enlisement des Etats-Unis au Vietnam. Pourtant la tentation d'utiliser une fois de plus le Dr Cameron restait très forte. Il demeurait le personnage le plus puissant dans le monde de la psychiatrie en Amérique du Nord — si ce n'est dans le monde occidental. Il possédait plus de titres que n'importe lequel de ses pairs ; il avait accès à tous les instituts de recherche. Il représentait la meilleure couverture possible. Il avait également clairement prouvé qu'il n'était pas nécessaire de le pousser pour qu'il amène un sujet jusqu'au stade « terminal ».

La présence dans le bureau du Dr Gottlieb du Dr Pasternak n'était pas due au hasard. Le Dr Pasternak avait, quelques années auparavant, rendu visite au Dr Cameron pour juger de ses travaux. Il avait conclu qu'il était difficile de dire si ses recherches pouvaient aboutir à un résultat qui satisferait l'Agence. Le Dr Gittinger était là pour une

raison toute différente. Il était à la recherche d'un nouveau lieu pour expérimenter plus avant la méthode qu'il avait inventée pour évaluer la personnalité et prédire le comportement. Baptisée système d'évaluation de la personnalité (PAS), elle était considérée par de nombreux médecins, dont le Dr Gottlieb, comme une nouveauté prometteuse.

Le PAS avait déjà coûté plus d'un million de dollars. D'un bout à l'autre des Etats-Unis, on avait testé à leur insu pas moins de vingt mille sujets qui, lorsqu'ils consultaient leurs médecins, répondaient en fait aux questionnaires du Dr Gittinger. Celui-ci introduisait les réponses dans un ordinateur. Le PAS permettait de ranger les personnalités en deux grandes catégories : les « affirmés » et les « flexibles », et ainsi de juger du comportement d'un individu. Il était possible, par exemple, de prédire si quelqu'un conserverait sa foi, deviendrait alcoolique ou déviant sexuel et, évidemment, s'il avait ou non les qualités requises pour faire un bon officier de renseignement (savoir tenir la bride à son imagination, avoir le souci méticuleux du détail, être capable de supporter l'ennui), ou si quelqu'un était un agent double en puissance — ceux qui possédaient ce que le PAS définissait comme un type de personnalité tapageuse, instable et trop indulgente envers elle-même.

Le Dr Gittinger avait affiné son système, déjà extrêmement complexe, afin d'obtenir des estimations extrêmement précises sur la façon dont quelqu'un s'adaptait à la société : le PAS tenait compte des variantes ethniques et pouvait être appliqué avec le même succès sur un Américain du Nord que sur un Russe ou un Chinois. Pour l'Agence, cela représentait un matériau inestimable que pouvaient utiliser les officiers quand ils manipulaient des agents ou interrogeaient des individus suspectés d'espionnage.

Ces recherches avaient été financées par la Fondation d'écologie humaine qui, quelques mois plus tôt, avait donné au Dr Gittinger les moyens d'ouvrir à Washington un nouveau et splendide cabinet qui avait à présent des filiales à Tokyo et à Hong-Kong qui faisaient passer des tests aux demandeurs d'emploi pour le compte des firmes commerciales ; c'était une façon de récupérer une partie des sommes énormes que l'Agence avait investies dans le PAS. Cette méthode permettait également aux antennes locales de la CIA de fournir des profils psychologiques de ressortissants chinois et japonais.

Le Dr Gittinger souhaitait à présent tester le PAS sur des schizophrènes, afin de pouvoir comparer ces résultats avec ceux obtenus sur des personnalités de type plus normal. En utilisant une

liste de référence de quarante « tendances type de personnalité », il espérait arriver à définir précisément les différences psychologiques entre un individu en bonne santé et un malade chronique, et pouvoir déceler avant qu'elles n'apparaissent les tendances schizoïdes chez une personne considérée jusque-là comme normale. Mais il n'avait pas suffisamment de schizophrènes sous la main. On lui signala que l'Institut du Dr Cameron était un bon réservoir de cobayes humains.

Le Dr Wolff s'était lui aussi rendu à Montréal pour faire le point sur le travail du Dr Cameron. Tout comme son confrère Pasternak, il n'avait pas été vraiment impressionné et certaines recherches lui avaient même semblé tout à fait bizarres. Mais il s'était alors remémoré qu'Einstein avait été, en son temps, considéré comme fou.

En outre, ils en avaient la preuve sous les yeux, le Dr Cameron avait continué à publier dans certaines revues jouissant d'une excellente réputation internationale des résultats qui laissaient clairement entendre que la découverte sensationnelle si longtemps attendue était imminente. Dans l'*American Journal of Psychiatry,* un article intitulé « Répétition des signaux verbaux : changements comportementaux et psychologiques » tendait à démontrer que la manipulation psychique pouvait modifier de façon spectaculaire « les attitudes, les relations interpersonnelles et l'image de soi ». L'article était cosigné par Rubenstein. Dans le même journal, le Dr Cameron en avait publié un autre, « Images de demain », qui évoquait un avenir où la « restructuration de la personnalité » serait, de façon routinière, accomplie grâce à « la suggestion et à la perception extra-sensorielle ». Il avait repris ce thème dans des organes comme *Comprehensive Psychiatry,* le *Journal of Psychiatry* britannique, et une demi-douzaine d'autres. Dans toutes ses conclusions, le Dr Cameron se targuait d'avoir obtenu de grands succès.

Le Dr Gottlieb voulait savoir si le Dr Cameron avait, au cours des trois années précédentes, fait des progrès assez significatifs pour être de quelque utilité à l'Agence. Il ne fallait pas oublier que jusque-là toutes les tentatives de percer le mystère du contrôle sur l'esprit s'étaient soldées par des échecs.

Après ces errements divers et variés, le Dr Gottlieb et les hommes présents dans son bureau s'étaient mis d'accord pour envoyer les Drs Monroe et Wolff à Montréal faire à nouveau le point sur les travaux du Dr Cameron, et s'assurer que celui-ci disposait d'un contingent convenable de schizophrènes pour le Dr Gittinger.

En remontant l'allée, Velma Orlikow se dit une fois de plus que l'Institut était un « lieu hanté ». Même sous ce soleil d'automne elle

ne pouvait s'empêcher de penser que son extérieur sinistre ressemblait plus à un décor de film d'horreur qu'à un hôpital. En venant d'Ottawa — la famille avait quitté Winnipeg pour que David puisse assumer plus facilement ses devoirs parlementaires —, Velma avait lutté contre le sentiment que cette thérapie interminable ne servait à rien.

Au cours des trois dernières années, elle était venue à Montréal, à intervalles réguliers, une semaine à chaque fois. Chaque jour, en tant que patiente extérieure, elle s'asseyait dans une pièce avec un magnétophone et un cahier, écoutant et écrivant. Rubenstein passait régulièrement changer une bande ou emporter ses notes. Il se permettait souvent des remarques stupides qui la faisaient grincer des dents. Le Dr Cameron continuait à lui faire des injections de LSD. Son esprit s'emplissait alors d'images pleines de cages, de monstres, de cercueils et de cadavres. Quand elle émergeait de ces cauchemars, les symptômes demeuraient : dépression et sentiment que la vie ne valait pas d'être vécue. Pourtant, à certains moments, elle se sentait « guérie » ; à chaque rechute, sa détresse n'en était que plus profonde.

En pénétrant dans l'Institut, Velma s'étonna que le traitement du Dr Cameron n'ait pas fait d'effet après toutes ces années. Au contraire, son état avait peut-être même empiré. David était de plus en plus sceptique. En entrant dans le bureau du Dr Cameron, elle eut à nouveau l'étrange sentiment d'être « prise dans une toile d'araignée dont il était impossible de se dépêtrer ».

Il ne se leva pas pour la saluer tandis qu'elle se dirigeait vers la chaise qui faisait face au bureau. Elle s'assit, essayant de contrôler son tremblement.

« Ça va, petite ? »

Il commençait toujours par la même question. Parfois il n'en disait pas plus et elle se trouvait incapable de répondre. Les séances se passaient alors dans un silence total qui l'angoissait. Elle voulait tant lui parler, lui dire le sentiment de désespoir qu'elle éprouvait, et son incapacité à le maîtriser, même en face de David, pourtant si tendre et patient. Au lieu de cela, elle restait assise, silencieuse et affolée, tandis qu'il l'observait sans dire un mot. Mais aujourd'hui, elle était bien décidée à parler.

« Je... je ne veux plus... revenir. »

Après l'avoir fixée un long moment, sans paraître vraiment la voir, il se leva, brancha le magnétophone posé sur le bureau et lui demanda de répéter ce qu'elle venait de dire.

« Je... je... je ne veux pas revenir. David dit que cela ne sert à rien.

— Ah oui ? » Il laissa la question en suspens.

Elle fixa, l'air coupable, l'extrémité de ses doigts.

« Pourquoi refusez-vous qu'on vous aide ? »

Elle s'étonna qu'il puisse paraître aussi sûr de lui et se dit que cela venait du pouvoir absolu qu'il avait sur elle. Une fois de plus, elle avait peur.

L'homme qui était assis derrière son bureau ne montrait ni compassion ni compréhension. C'était une raison suffisante pour qu'elle hésite à se confier à lui. Et combien elle détestait écouter sa propre voix répétant encore et encore les mêmes souvenirs horribles — autant qu'elle détestait être obligée de coucher par écrit les commentaires que cela lui inspirait, ou les terrifiants cauchemars provoqués par les injections. Comment aurait-elle pu parler de *quoi que ce soit* avec lui ? Elle aurait voulu n'être jamais venue.

« Je ne peux rien pour vous si vous ne me dites pas ce qui vous tracasse, ma petite.

— David...

— Pas votre mari, ma petite. Pas ce qui le tracasse, *lui*... Mais vous. C'est cela que je veux savoir. »

Pour lui cela paraissait tout simple. Mais, si elle avait pu parler en toute liberté, elle n'aurait probablement pas eu besoin de venir s'asseoir ici. Le comprenait-il ?

« Petite, que se passe-t-il ? » Sa voix était tranchante, inquisitrice.

Il se leva. « Petite, allez dans votre chambre et écrivez tout cela. C'est nécessaire si vous voulez que je puisse vous aider. Ecrivez *tout*. Ce que votre mari a dit. Tout. Tout ce qui vous passe par la tête. Ce que vous ressentez quand vous faites l'amour. Ce que vous pensez de votre mari. *Tout*. »

Elle se revit dans les bras de David tandis qu'il essayait d'apaiser son corps et son esprit. Elle pensa à Lesley et comment elle grandissait. Elle regarda le Dr Cameron.

« Je veux retourner chez moi. Je veux essayer d'aller mieux par moi-même. Dans cet état, je perturbe tous ceux que j'aime. Essayez de comprendre. Je vous en prie. »

Alors même qu'ils franchissaient ses lèvres, ces mots lui semblèrent vains. Elle savait qu'il était incapable de comprendre.

« Ma petite, ça suffit ! »

Le Dr Cameron passa devant Velma, ouvrit la porte de son bureau, attendant qu'elle sorte. Elle ramassa son calepin, consciente qu'il observait le moindre de ses mouvements.

« Merci de m'avoir reçue. »

Elle savait, en définitive, qu'elle cherchait désespérément à éviter de lui déplaire. « Ce pouvait être un homme très froid et austère. Si vous ne disiez pas ce qu'il souhaitait vous entendre dire, il ne vous parlait pas. Il se contentait de dire : " Tant que vous ne serez pas prête à me dire ce que je veux savoir, ce n'est pas la peine de revenir. " »

Cette fois, le Dr Cameron tint un autre discours.

« Ma petite, vous feriez mieux de songer à revenir. Peu importe ce que dit votre mari. Ici, c'est ce que je dis qui compte. »

En sortant de son bureau, elle courut jusqu'à sa chambre. Là, derrière la porte fermée, elle s'effondra et fondit en larmes. « Est-ce que cela va finir un jour ? Quand ? »

Finalement, vu les autres obligations du Dr Cameron et l'emploi du temps du Dr Wolff, le Dr Monroe et le neurologue de Cornell ne visitèrent l'Institut que le jeudi 21 novembre 1963. Partis le matin de Washington, ils atterrirent à Montréal en début d'après-midi. Les journaux qu'ils lurent dans l'avion faisaient une large place à la tournée triomphale du président Kennedy dans le Texas, où il semblait réussir à mettre fin aux dissensions entre le gouverneur John Connolly et le sénateur Ralph Yarborough, qui avaient failli un moment faire éclater le Parti démocrate. Dans le taxi qui les emmenait à l'Institut, les deux médecins entendirent à la radio que l'entourage du président avait atterri à Love Field, Dallas, et que le cortège motorisé de Kennedy entrait dans la ville.

Le Dr Cameron accueillit ses visiteurs et leur fit faire le tour du propriétaire. A chaque lit, le Dr Wolff consultait ses dossiers avant d'interroger les patients en état de répondre. Certains restaient simplement allongés là, les yeux ouverts, le regard fixe. D'autres avaient trop régressé pour pouvoir communiquer. Les deux praticiens en visite ne cherchèrent pas à dissimuler leur inquiétude. Le Dr Wolff, en particulier, posait de temps en temps la question : « Est-ce que ce sont des exemples typiques de vos réussites ? » Le Dr Cameron répétait que les patients étaient en effet de bons exemples de « traitement positif », soit par « déconditionnement », soit par manipulation psychique. Le Dr Monroe avait le sentiment qu'ils vivaient « dans deux univers bien distincts : celui du Dr Cameron et le monde réel ».

Ils atteignaient l'aile sud 2 quand une infirmière sortit en courant de la salle de réunion des patients, hurlant : « On a tiré sur lui ! Quelqu'un a tiré sur le président ! »

Le Dr Cameron la regarda fixement. « Contrôlez-vous, ma petite. Vous dites des absurdités ! »

Le Dr Wolff les écarta pour entrer dans la salle. Là, sur l'écran de télévision, le présentateur interrompait à nouveau le feuilleton de l'après-midi pour annoncer les nouvelles de Dallas : le président Kennedy avait été assassiné.

Le Dr Monroe, pour qui il n'était plus question de poursuivre la visite, demanda à pouvoir utiliser le téléphone du Dr Cameron pour appeler Washington.

Une demi-heure plus tard, alors que ses deux visiteurs étaient en route pour l'aéroport, le Dr Cameron s'assit, seul, derrière son bureau. Il ne venait pas seulement de perdre son président. En partant, le Dr Monroe lui avait déclaré sans ambages qu'il ne recommanderait pas à la Société de recherches en écologie humaine de renouveler quelque subvention que ce soit.

La décision de l'Agence eut un effet immédiat sur le chef psychiatre. En l'espace d'une nuit, il avait vieilli et s'était encore plus replié sur lui-même. Il ne rompait le silence que pour se plaindre des membres francophones de l'équipe de McGill qui essayaient de le « virer » de l'Institut en se servant d'un rapport extrêmement critique sur l'état des hôpitaux psychiatriques au Québec où était monté en épingle le fait qu'à l'Institut on infligeait plus d'électrochocs que dans n'importe quel autre établissement de la province. En 1961, on y avait administré à un millier de patients douze mille traitements par électricité, c'est-à-dire, selon le système Page-Russell, soixante mille électrochocs. Le rapport critiquait également les subventions disproportionnées que recevait l'Institut par rapport aux hôpitaux francophones. Le Dr Cameron voyait en tout cela une montée du particularisme québécois. Il déclara au Dr Roper : « Ils veulent notre peau. »

Personne ne soupçonnait — car il n'abordait ces sujets qu'avec les responsables de la comptabilité — que la situation financière de l'Institut était devenue grave. Le Dr Cameron n'avait cessé d'engager de nouveaux collaborateurs de haut niveau, et avait toujours compté sur le service de la comptabilité surchargé de travail pour trouver l'argent de leurs salaires. Cela avait marché tant que les crédits alloués à la recherche entraient à flots ; par exemple, la Société de recherches en écologie humaine avait pris en charge le salaire de Rubenstein pendant deux ans. Mais cet organisme refusant de poursuivre sa coopération, d'autres fondations américaines avaient également supprimé leurs subventions. Le chef psychiatre devait rester à jamais convaincu, selon les termes du Dr Roper, « que quelqu'un lui avait fait une crasse ».

Le Dr Cameron en fut réduit à se présenter la sébille à la main, pour

trouver des fonds dans la ville de Québec, négociant avec des administrateurs francophones qui le regardaient souvent de haut. Il déclara à Dorothy Trainor, tandis qu'elle tapait à la machine une nouvelle requête qui allait être rejetée, que « la vie pouvait être très dure ».

Le plus dur à supporter — pour un homme qui savourait la moindre parcelle de pouvoir — était probablement la rupture de ses liens avec le monde du renseignement, qui avaient commencé pendant la Seconde Guerre mondiale, s'étaient épanouis à Nuremberg et s'étaient poursuivis tout au long des années Dulles. Avec la même désinvolture dont il avait souvent fait preuve lui-même en saquant un interne ou une infirmière, la CIA avait décidé de se passer des services du Dr Cameron.

La secrétaire du directeur lui ayant assuré que celui-ci n'était pas avec un patient, le Dr Roper frappa à la porte du psychiatre et, incapable de contrôler sa fureur, l'ouvrit violemment, sans attendre la réponse. Ce matin de juillet 1964, il revenait du tribunal de Montréal où son mariage avait été annulé. Il avait finalement accepté le divorce. « C'était la meilleure solution pour nous deux. Je ne pouvais plus vivre avec elle ; Agnès ne pouvait plus vivre avec elle-même. »

Sa compassion pour sa femme s'était changée en incrédulité, puis en colère quand, à la fin de son témoignage, celle-ci avait révélé que non seulement elle avait consulté le Dr Cleghorn, mais qu'elle avait également vu le Dr Cameron. Roper, stupéfait, avait écouté Agnès raconter que le directeur de l'Institut lui avait déclaré « qu'aussi loin qu'il s'en souvienne, son mari s'était montré poseur et agressif, que ce travers était manifeste dans son travail et qu'il n'avait pas d'avenir dans cette profession ». Debout de l'autre côté du bureau, le Dr Roper affrontait le Dr Cameron. Avait-il prononcé ces mots ? Le psychiatre, droit comme un i, le fixa sans rien dire. Subitement, le médecin eut pitié de l'homme au visage décharné assis derrière son immense bureau avec un magnétophone derrière lui. Aussi soudainement qu'elle était survenue, sa colère retomba. Quelle importance cela avait-il à présent, ce que le Dr Cameron avait pu dire à Agnès ? Le chapitre était clos. Le Dr Cameron semblait non seulement vieux mais il avait l'air d' « un homme vaincu ; il avait perdu toute sa superbe ».

Le Dr Cameron rompit le silence. « Ce sont les Français. Ils gâchent tout. Votre petite. Tout. » Il s'affala soudain dans son fauteuil, fixant un point quelque part derrière la tête du Dr Roper.

Ce dernier tourna les talons et quitta le bureau en se demandant si le psychiatre était malade.

Deux jours plus tard, un jeudi matin, le Dr Cameron convoqua l'ensemble du personnel médical dans son bureau à l'heure où il faisait habituellement sa visite. Quand ils furent tous au complet, il se leva.

« Je démissionne à l'instant même. »

Il traversa la pièce ; arrivé à la porte, il se retourna pour considérer les visages ébahis.

« Je ne veux pas de pot d'adieu. »

Ce fut le dernier ordre qu'il donna. A la tombée de la nuit, le Dr Cleghorn fut nommé directeur de l'Institut. La première instruction qu'il donna au personnel fut : « D'accord, pas de pot. Mais pas de veillée mortuaire non plus. Nous avons du pain sur la planche. »

Plus les membres du personnel réfléchissaient à ce qui s'était passé, et moins ils comprenaient. Le Dr Cleghorn nota dans son carnet de bord que cette démission était un mystère impénétrable. « C'était trop gros, trop soudain, et cela était trop lourd de conséquences. »

Ceux qui avaient détesté le Dr Cameron et les quelques rares personnes qui continuaient à lui porter une admiration sans bornes — Dorothy Trainor à leur tête — partageaient le même désarroi face à ce départ précipité. Ils parlaient du « vide » qu'il avait laissé, évoquaient la façon dont sa direction et ses talents de collecteur de fonds avaient fait de l'Institut ce que le Dr Roper appelait « le plus excitant des avant-postes de la médecine ». Les psychiatres et les psychologues, pourtant au fait du mécanisme qui mythifie le leader disparu, s'empressèrent néanmoins de répandre l'image d'un Dr Cameron ressemblant à ce qu'ils auraient aimé qu'il soit ; tout critique n'appartenant pas au sérail était taxé, pour le moins, d'être mal informé.

Dans les vingt-quatre heures qui suivirent, le Dr Cleghorn avait interrompu tout « déconditionnement » et manipulation psychique. On démantela le laboratoire de radiotélémétrie et l'on ferma la chambre de sommeil. Rubenstein fut un des premiers licenciés. Le technicien regagna Londres. Zielinski partit peu de temps après. Le Dr Ataturk figura parmi les médecins congédiés ; il retourna à Ankara travailler dans une prison.

Personne ne se demanda pourquoi, le soir même de sa démission, le Dr Cameron avait chargé dans sa voiture plusieurs cartons de dossiers. Ils contenaient toutes ses notes de travail relatives au sous-projet M-K-Ultra 68. Personne ne se douta le moins du monde qu'en torturant ses patients, il avait agi pour le compte de la CIA et, en dernier ressort, du gouvernement des Etats-Unis.

Emplie de tristesse, Dorothy Trainor, en le regardant s'éloigner, se dit que « la magie était partie ».

En même temps que la sorcellerie.

La démission du Dr Cameron sema la consternation au sein de l'Agence. Le Dr Gottlieb convoqua plusieurs réunions pour décider de la marche à suivre.

William Buckley, qui était alors à Langley et préparait son retour au Vietnam, considéra que cela prouvait bien à quel point le monde du renseignement était fragile, complexe et, par-dessus tout, incertain. « Cette démission créait ce qu'on appelle une situation de " blitz " aux échecs. Chacun sait qu'il y a de nombreux coups possibles, et très peu de temps pour les exécuter. La moindre erreur peut avoir d'immenses répercussions. »

Pour empêcher cela, il fallait, selon le vocabulaire de l'Agence, « isoler d'urgence » le Dr Cameron. Le Dr Gottlieb décida que les médecins de l'organisation ne devaient plus avoir le moindre contact avec le psychiatre. On envoya donc Buckley à Lake Placid.

A son arrivée en début de soirée, l'agent fut frappé par la façon dont le médecin avait changé. Physiquement ratatiné, il avait un air lugubre. A la place du costume de bonne coupe qu'il portait le jour où Buckley était venu lui apporter le dossier sur l'université Patrice-Lumumba, il était vêtu d'un pantalon trop grand et d'un cardigan.

Après les salutations d'usage, le Dr Cameron le fit entrer dans son bureau. Il prépara les boissons, puis les deux hommes s'assirent, face à face, dans des fauteuils. Buckley expliqua qu'il était venu chercher les cartons de dossiers. Le psychiatre le regarda fixement pendant quelques instants avant de se lever sans un mot et de quitter la pièce. Il revint avec les dossiers qu'il lui tendit. Il ne donna aucune explication sur les raisons qui l'avaient poussé à les emporter en quittant l'Institut ni sur l'endroit où il les avait entreposés. Buckley sentit qu'il serait malvenu de poser des questions.

Il en vint au second volet de sa mission, rappelant au Dr Cameron qu'il ne devait jamais révéler ses liens avec l'Agence. Le médecin opina de la tête. Buckley alla plus loin et lui demanda pourquoi il avait démissionné.

« Dites-moi, fit le Dr Cameron après un silence, en quoi cela concerne-t-il l'Agence ? » Son irritation était manifeste.

Buckley expliqua que les spéculations allaient bon train, que des rumeurs couraient à Montréal. Le psychiatre haussa les épaules et

déclara qu'il n'écoutait pas les rumeurs. Buckley eut l'impression que le Dr Cameron avait vraiment tourné la page.

Soudain, en faisant tinter les glaçons dans son verre, le Dr Cameron déclara : « Ecoutez, ce sont les Français. Ils ont fait pression sur mes bailleurs de fonds. Et quand vous, les gars, m'avez laissé tomber, les autres ici ont fait la même chose. »

Se levant brusquement, il déclara qu'il n'y avait rien d'autre à ajouter sur le sujet. Buckley insista. Etait-ce réellement la seule raison ? Le Dr Cameron fixa l'agent d'un regard glacial, sans dire un mot ; il considérait manifestement que l'entrevue était terminée.

Le 15 août 1964, Buckley soumit un rapport ultra-secret au Dr Gottlieb. Il y concluait que le Dr Cameron avait démissionné « à la fois pour des raisons personnelles et à cause d'un conflit avec les Français ». Il était néanmoins convaincu que le psychiatre ne ferait aucune révélation sur ses liens avec l'Agence.

Le Dr Gottlieb décida que l'affaire était close. Surtout, il ne fallait faire aucune enquête sur les patients du Dr Cameron. Cela ne pouvait procurer que des ennuis.

A Langley, on eut le sentiment d'avoir habilement désamorcé une situation qui aurait pu se révéler explosive.

Pendant la fin de l'année 1964 et au début de l'année suivante, le Dr Gottlieb autorisa que plus d'une douzaine de sous-projets M-K-Ultra liés au travail du Dr Cameron soient placés sous le nouveau sigle M-K-Recherche. Beaucoup de ces projets portaient sur les moyens d'exploiter la faiblesse humaine et de déstabiliser la personnalité.

Plus de trente mille dollars furent débloqués pour entretenir un certain nombre de « maisons de sûreté » à Washington, New York, Chicago et Los Angeles. Buckley faisait partie des membres de l'Agence qui savaient qu'elles étaient destinées à accueillir des « sacrifiables » qui serviraient de cobayes entre les mains de médecins. On parla de prisonniers vietcongs qui auraient été secrètement amenés par avion en vue d' « expériences terminales ».

Le Dr Gottlieb accorda cent cinquante mille dollars par an à un laboratoire de Baltimore pour des recherches sur des micro-organismes mortels. En même temps, il signa un contrat de deux cent mille dollars pour la poursuite de recherches similaires au laboratoire biologique de Fort Detrick. Il prit soin de s'assurer que les scientifiques militaires ignoraient tout de l'accord passé à Baltimore. L'obsession du secret était devenu un des nouveaux traits de caractère du Dr Gottlieb. Les chercheurs civils, d'après un document de l'Agence

daté du 10 septembre 1965, étaient chargés de découvrir des agents chimiques capables de provoquer aussi bien un comportement sexuel excentrique que de simuler une mort par dioxide de carbone — en d'autres termes une arme pouvant être utilisée pour maquiller un crime en suicide.

Grâce aux fonds de la CIA, la chambre d'isolement du Dr Cameron fut reconstruite dans un laboratoire de l'Institut nationale de la santé. Mais au lieu d'y enfermer des êtres humains comme Madeleine Smith, on y garda à l'isolement pendant des mois des singes lobotomisés. On adapta les techniques de radiotélémétrie de Rubenstein pour envoyer des « ondes radio » dans le cerveau des animaux déjà rendus fous. On en décapitait alors quelques-uns, puis on transplantait leurs têtes sur les corps d'autres simiens sans tête pour voir si la « radio-énergie » émise par la fréquence radio pouvait redonner vie à l'animal. A l'Agence, on avait baptisé ces expériences opération Résurrection.

Près de sept cent mille dollars furent dépensés pour des recherches sur des cancéreux parvenus au stade terminal et sur des handicapés mentaux au Georgetown University Hospital de Washington, qui entretenait depuis longtemps des liens étroits avec l'Agence. On administrait à ces patients toutes sortes de stimulants, de sédatifs et de drogues anxiogènes pour déterminer s'il était possible de reproduire les résultats que le Dr Cameron avait prétendu avoir obtenus dans le domaine de la manipulation psychique. Sans succès.

Au début de l'année 1966, les singes lobotomisés qui avaient survécu furent soumis à une autre expérience. On bombarda leurs cerveaux d'ondes radar pour les plonger dans l'inconscience. Les autopsies révélèrent que leur tissu cérébral avait été littéralement grillé. Ce que ce scénario pour film d'épouvante avait à voir avec la recherche de renseignements et le contre-espionnage demeure un mystère.

On créa une nouvelle filière pour financer la recherche sur les drogues : l'Amazon Natural Drug Company, officiellement domiciliée à Iquitos, au Pérou. Elle était dirigée par John King, qui avait été à la tête de la division de l'hémisphère occidental de l'Agence jusqu'au fiasco de la baie des Cochons. Il était parti en même temps que Dulles. Le Dr Gottlieb le réintégra discrètement, lui allouant un budget de près d'un million de dollars. King utilisa une partie de la somme pour acheter un bateau, qu'il approvisionna largement en whisky pur malt du meilleur cru, et partit naviguer sur l'Amazone avec une petite équipe de botanistes de l'Agence. Ceux-ci recueillaient des feuilles, des racines et des écorces qui, une fois livrées aux laboratoires du TSS de Langley, étaient réduites en poudre. On les donnait ensuite à manger à

d'autres singes pour voir si cela les rendait fous ou les poussait à s'entre-tuer. Dans les deux cas la réponse fut souvent positive.

Lors d'un des voyages de King, Buckley, qui s'était maintenant endurci dans la jungle vietnamienne, fut chargé d'assurer la protection armée du bateau contre des indigènes hostiles. Il disposait d'un petit arsenal comprenant des grenades et un mortier. Il n'eut jamais à s'en servir, et il garda en mémoire l'image d'un King affalé dans sa chaise longue sur le pont, parlant doucement, sirotant du scotch, pendant que les botanistes fouillaient dans les broussailles. Buckley estimait qu'une bonne partie de l'équipe était la plupart du temps droguée au *yage*, une plante hallucinogène courante dans la jungle. Il retourna au Vietnam.

Le 30 juin 1966, Richard Helms devint directeur de la CIA. Son arrivée à Langley fut accueillie avec une satisfaction sans bornes de la part, entre autres, du Dr Gottlieb et de Buckley.

Pour le scientifique, Helms était le patron idéal ; il était de la même trempe que Dulles. Capable de décisions rapides, il n'hésitait pas à prendre des risques ou à aller droit au but — s'assurant toujours qu'une position de repli avait été minutieusement préparée. Helms — le Dr Gottlieb en était ravi — barrerait la route aux limiers trop zélés du Bureau de l'inspection générale. Le scientifique pourrait donc continuer sans être dérangé ce qu'il était en train de préparer : la découverte de nouveaux moyens plus efficaces de désorienter et d'avilir, de mutiler et de tuer. La clef de la boîte de Pandore était à nouveau entre ses mains impeccablement manucurées.

Buckley considérait Helms non seulement comme un brillant stratège et un excellent analyste, mais comme quelqu'un qui dégageait encore ce violent parfum de l'OSS du temps de guerre : il était de ces hommes arrogants qui prennent des airs importants mais sont en même temps capables de faire fi de toutes les conventions et de lâcher des bordées de jurons bien sentis. Et, pour couronner le tout, Helms avait à la fois un esprit juridique et la débrouillardise d'un voyou des bas quartiers. Buckley avait été encore plus impressionné par la façon dont, lors d'une réunion consacrée à l'implication de plus en plus grande de l'Agence au Vietnam, Helms avait réussi à soutenir simultanément une demi-douzaine de conversations. Un autre des atouts de Helms venait de sa lecture des journaux quotidiens. Il lisait avidement tout et n'importe quoi.

Parmi ses premières lectures, comme un nouveau pape qui passerait en revue les révélations de Fatima, Helms rafraîchit sa mémoire sur

l'histoire longue et complexe des recherches de l'Agence concernant le contrôle sur l'esprit. S'il avait été, au début, directement impliqué dans divers domaines — comme l'usage secret d'armes chimiques et biologiques —, dans les derniers temps il n'avait suivi que de loin les sous-projets M-K-Recherche. Capable de faire rapidement et brillamment la synthèse des dossiers, Helms ne mit pas longtemps à comprendre que Cameron était peut-être proche d'une découverte — et que les sous-projets pouvaient encore être utiles.

Avec sa bénédiction, on donna un coup d'accélérateur au M-K-Recherche. On reprit des projets abandonnés. On épousseta les vieilles idées. On plaça les maisons de sûreté en état d'alerte pour accueillir des « sacrifiables » vietcongs. Une fois encore la fébrilité s'empara du TSS.

Personne ne sut exactement pourquoi l'attention se concentra subitement sur l'hypnotisme. Le Dr Gottlieb était lui-même, et depuis longtemps, passionné par cette technique. Douze ans auparavant, en janvier 1954, il avait soutenu Morse Allen — alors personnage important de l'Agence, maintenant sur une voie de garage, victime des manœuvres de couloir du même Gottlieb —, qui avait réussi à persuader Dulles qu'il était possible d'hypnotiser un individu pour le transformer en tueur.

Le Dr Gottlieb donna un nouveau nom de code, opération Envoûteur, au projet et lui alloua un budget initial de cinquante mille dollars, pour tenter de créer réellement un tueur « dormant » — quelqu'un chez qui l'on pourrait provoquer une pulsion meurtrière à l'énoncé d'un mot clé préalablement introduit dans son cerveau lors d'une séance d'hypnose.

On recruta un membre de l'American Society of Clinical and Experimental Hypnosis. Cette société faisait partie des nombreux organismes extérieurs honorables dont l'Agence utilisait régulièrement les experts. L'équipe de l'Agence connaissait l'hypnotiseur sous le sobriquet de « Dr Doigts », à cause de la façon théâtrale dont il utilisait ses mains pour mener un patient à la transe. On l'avait sélectionné parce que, d'après son dossier, il n'aurait pas de scrupules à participer à des expériences potentiellement « terminales ».

On lui expliqua que la victime désignée serait, une fois de plus, Fidel Castro. Le désir d'assassiner le dirigeant cubain était devenu une véritable obsession.

Le Dr Doigts s'envola pour Miami en compagnie de plusieurs psychologues du TSS, pour se plonger au sein de l'importante communauté cubaine de la ville, en se faisant passer pour des

employeurs potentiels aux yeux des immigrants souvent sans travail. On invita dans un motel quelques candidats susceptibles d'intéresser le Dr Doigts.

L'hypnotiseur avait fait asseoir sur une chaise en face de lui le premier Cubain, qui ne se doutait de rien. Puis, en agitant les mains, il fit entrer l'homme en transe. Il lui parla de la nécessité de tuer Castro ; ce ne serait pas un crime, c'était la seule façon de libérer Cuba. L'homme hocha la tête. Encouragé, le Dr Doigts implanta le mot clé. Quand l'homme l'entendrait, indiqua-t-il, en présence de Castro, il tuerait immédiatement ce dernier. Le mot était « cigare ». Pour prouver l'efficacité de sa méthode, le Dr Doigts ordonna à l'homme d'imaginer qu'il était à côté de Fidel Castro. Sous le regard des psychologues de l'Agence, il lança le mot. Rien ne se passa. Il essaya à nouveau. Toujours rien. Finalement, perplexe, le Dr Doigts fit sortir l'homme de sa transe et dit une nouvelle fois « Cigare ». L'homme le regarda sans comprendre et déclara qu'il ne fumait pas.

Le second cobaye refusa de s'éveiller quand on le lui commanda. Les hommes de l'Agence, alarmés, le ramenèrent dans le quartier cubain où ils l'abandonnèrent, toujours endormi, à un coin de rue. Le troisième devint violent quand, sous hypnose, on mentionna le nom de Castro, et entreprit de mettre en pièces la chambre du motel. On le sortit brutalement de son état de transe.

L'équipe de l'Agence, défaite, retourna à Langley.

A la fin de 1966, la douzaine de projets M-K-Recherche avait coûté près de deux millions de dollars, sans le moindre résultat tangible. L'euphorie se changea en aigreur. Il y eut d'amères récriminations. Certains hommes passèrent des journées entières à rédiger des rapports pour justifier leurs échecs.

Cela ne fit qu'aggraver le nombre grandissant de démissions au sein de la communauté scientifique de l'Agence. La raison la plus souvent donnée était la promesse d'un meilleur salaire offert par les laboratoires pharmaceutiques dont la CIA avait autrefois essayé de s'assurer le concours. Des scientifiques qui avaient travaillé sur des projets destinés à provoquer la douleur acceptèrent de gros appointements pour faire des recherches sur des médicaments destinés à l'éliminer ; des hommes qui s'étaient consacrés uniquement à des expériences « terminales » furent, pour des raisons financières, amenés à essayer de découvrir de nouveaux traitements pour l'arthrite, le lumbago et les maladies cardiaques.

Alarmé par l'évolution de la situation, craignant que l'hémorragie de cerveaux ne laisse l'Agence démunie face aux Soviétiques dans le

domaine du renseignement scientifique, Helms fit appel à un vieil ami, William Casey. Après avoir été présenté comme un expert en placements à Clover Dulles, Casey s'était, en quelques années, bâti une réputation et une fortune considérables, grâce à son habileté dans le maniement des valeurs mobilières.

Casey se rendit à Washington un jour de novembre 1966. Helms le rencontra pour déjeuner dans une suite du Jefferson Hotel, propriété d'un ami commun, Edward Bennett Williams, un des avocats les plus importants de la ville. Après le saumon poché arrosé de chablis — un des mets préférés de Casey —, Helms lui exposa son problème. Les grilles salariales imposées par le gouvernement ne lui permettaient pas d'être concurrentiel face aux salaires offerts par les laboratoires pharmaceutiques. Que pouvait-on faire ? La solution suggérée par Casey était simple. L'Agence pouvait créer une fondation pour aider le personnel en lui proposant des prêts à long terme et à taux réduits pour faire face à des besoins tels que le logement et la scolarisation des enfants. Il ne demandait pas mieux, quant à lui, que de participer à la mise au point de l'opération, et se déclara prêt à fournir une contribution personnelle de cinquante mille dollars.

Après bientôt vingt ans d'interruption, Casey reprenait du service à l'Agence. Quand il apprit la nouvelle, Buckley prédit qu'on allait revoir en permanence à Langley le grand flâneur ; ce n'était qu'une question de temps.

15

Les parjures

Les rapports envoyés par Buckley de Saigon étaient parmi ceux qui étaient lus le plus attentivement à Langley. Après traitement, ils entraient dans la liste du BIGOT, et figuraient souvent dans le « National Intelligence Daily » (NID), résumé sélectif de tout ce qu'avait pêché l'Agence à travers le monde. Le NID n'était tiré qu'à une centaine d'exemplaires destinés aux chefs de division de l'Agence, aux secrétaires d'Etat et aux secrétaires de la Défense et, évidemment, au président. Le travail de l'agent apparaissait régulièrement sur un rapport de situation encore plus concis : le briefing quotidien destiné au président Johnson, une simple page consacrée aux informations les plus importantes et les plus secrètes.

La valeur particulière des renseignements de Buckley tenait au fait qu'à la différence de ses collègues, qui s'arrangeaient pour s'aventurer rarement en dehors de Saigon, il risquait régulièrement sa vie en empruntant la piste Hô Chi Minh pour contacter directement ses « correspondants ». Les Vietcongs appelaient ses informateurs *my nguy,* « fantoches américains ». S'ils étaient démasqués ou dénoncés, ils seraient immanquablement torturés avant d'être exécutés. C'était déjà arrivé à plusieurs d'entre eux. Il les rémunérait mal et les faveurs qu'il leur accordait étaient minces ; un logement aux Etats-Unis pour des parents âgés d'un chef de village, une bourse d'études pour la fille d'un fonctionnaire local. Son réseau comprenait aussi bien des moines bouddhistes que des religieuses catholiques, des politiciens, des médecins, des infirmières, des paysans et des journalistes locaux.

Ils opéraient depuis Hanoi, à partir des villes et des villages situés des deux côtés de la Piste. Ces « correspondants » cachaient des micros dans des centaines d'endroits au cœur de la jungle. Ceux-ci fournissaient une excellente récolte quand, par exemple, un groupe

vietcong avait campé à proximité d'un micro enterré. Le magnétophone se déclenchait au son de la voix humaine. Quand on récupérait la bande, les informations qu'elle contenait permettaient aux bombardiers B-29 de localiser et de détruire préventivement un dépôt d'armes plus haut sur la Piste. Les sources directes livraient régulièrement des informations qui servaient à la CIA et à l'armée américaine à interpréter de façon plus précise les renseignements fournis grâce aux méthodes classiques telles que les écoutes radio et les photographies aériennes de Hanoi et d'autres villes ennemies.

Lors de ses incursions sur le terrain, Buckley voyait et entendait nombre de choses qui, à son retour à Saigon, l'amenaient à se poser des questions et à compulser les dossiers. Il se demandait de plus en plus à quoi pouvait bien rimer la présence américaine au Vietnam. L'administration Johnson payait déjà cher, sur le plan intérieur, la poursuite de son engagement militaire. Mais Buckley avait pris conscience que les manifestations pacifistes qui se multipliaient sur le sol américain prendraient une tout autre ampleur si l'on venait à connaître toute la vérité sur le comportement des « boys » au Vietnam.

Il avait également commencé à prendre en compte le fait qu'avant les Américains, il y avait eu les Français — un siècle d'occupation — et encore avant eux les Chinois — un millénaire d'esclavage.

L'arrivée du Vietminh venu du Nord avait provoqué une immense ferveur patriotique. Tout le monde allait être libre. Ce sentiment se répandit dans tous les hameaux, villages et villes de la jungle. Buckley avait écouté, et il avait compris. L'escalade était inévitable et, quels que soient les moyens mis en œuvre, les Etats-Unis ne gagneraient jamais cette guerre. D'ailleurs, n'en déplaise à ceux qui discouraient à Washington, sur le terrain l'engagement manquait d'enthousiasme.

Cela aurait pu expliquer aux yeux de Buckley — sans les excuser — les atrocités commises par les forces américaines. De plus en plus fréquentes, elles atteignaient une ampleur que personne à Washington, pas même le président Johnson, ne soupçonnait probablement. Buckley était tourmenté non seulement par les bombardements massifs et aveugles de cibles civiles, ou par l'usage de défoliants, mais également par la brutalité des hommes. Les soldats américains pillaient et violaient régulièrement, presque certainement au su et au vu, sinon avec la bénédiction, de leurs officiers sur le terrain et, en fin de compte, des autorités supérieures de Saigon.

Plus choquant encore, certains médecins militaires assistaient sans protester à des séances de torture ou même, à l'occasion, y prêtaient la main.

Buckley avait vu, en mars 1967, un chirurgien américain arracher le cœur d'un soldat vietcong encore conscient, capturé lors d'une attaque contre un hôpital de campagne. Le commando auquel appartenait l'homme avait infligé de lourdes pertes aux Américains et, une fois son travail terminé, le médecin, dans une crise de rage soudaine, s'était rendu dans l'enceinte où étaient retenus les prisonniers, avait choisi sa victime puis, tandis que les gardiens maintenaient au sol l'homme terrifié, lui avait extirpé le cœur.

Buckley avait rapporté l'incident à son chef d'antenne qui lui avait conseillé d'oublier l'affaire. Selon son supérieur, même si c'était difficile à comprendre pour un Américain habitué à l'idée de justice, le Vietnam était un endroit où, au sens littéral du terme, régnait la loi de la jungle.

Professionnellement, Buckley s'inquiétait de la façon dont l'ennemi pourrait utiliser ce genre d'agissements. En mai 1967, il n'avait plus de doutes. Il fit savoir à Langley que le comportement des forces américaines au Vietnam facilitait grandement la tâche du Vietcong, lancé dans une vaste opération de « lavage de cerveau » sur la population civile qu'il était venu « libérer ».

L'expression « lavage de cerveau » déclencha des sonnettes d'alarme à l'Agence. Le spectre de la guerre de Corée sortit de son placard. Le Dr Gottlieb mit Helms en garde ; ce que le Vietcong avait réussi à faire au Vietnam, d'autres seraient capables de le mener plus tard, ailleurs. Dans le bureau du directeur, le scientifique avait envisagé le jour, pas si lointain, où l'ensemble de l'Asie serait peuplé de zombies décérébrés téléguidés depuis Hanoi, Pékin ou Moscou.

Buckley reçut un message flash codé — signe de priorité absolue dans les systèmes de communication de l'Agence — lui ordonnant d'expédier tous les éléments qu'il pourrait trouver sur les techniques de « lavage de cerveau » utilisés par le Vietcong. L'agent ne devait jamais totalement surmonter le sentiment d'écœurement qu'il avait éprouvé face à la façon dont son rapport avait été totalement dénaturé.

Le 15 mai 1967, il envoya un très long rapport décrivant comment le Vietcong utilisait des scientifiques de toutes disciplines pour mener à bien sa politique d'endoctrinement dans des camps situés au fin fond de la jungle, tout comme cela s'était passé en Corée. Buckley expliquait que la population civile semblait opposer peu de résistance à ces méthodes. Une nouvelle fois il insista sur le fait que le comportement de l'armée américaine facilitait la tâche de l'ennemi. Son rapport fut décodé à Langley et, après que le Dr Gottlieb en eut

pris connaissance et y eut apposé son paraphe, il fut transmis à Helms, portant la mention « A ne pas reproduire ».

Des années plus tard, quand on étudia attentivement tout ce que Buckley avait dit, fait ou écrit, certains qui connaissaient bien les méthodes internes de l'Agence déclarèrent qu'à cause de ce rapport il n'avait pas obtenu le haut poste dans les bureaux auquel il pouvait prétendre et s'était condamné à finir sa carrière comme agent d'exécution. Ils affirmèrent que Helms, influencé par le Dr Gottlieb, avait estimé que Buckley était devenu un mou face aux Vietnamiens. Cela avait compté, ajoutaient-ils, dans le rappel soudain et inattendu de l'agent à Langley où on lui confia un rôle de sous-fifre, chargé de représenter l'Agence lors de manœuvres militaires, d'assister à des réunions peu importantes sur la sécurité ou de participer à des missions de recherche mineures dont les conclusions, comme son rapport, dormaient dans les dossiers.

Peu après que Buckley eut envoyé celui-là, trois médecins arrivèrent à Saigon. Deux d'entre eux appartenaient à l'Agence. Le troisième était le Dr Lloyd Cotter, un psychiatre de Ponoma, Californie, également professeur au Pacific State Hospital. Ils se rendirent à l'hôpital de Biên Hoa, dans les faubourgs de Saigon, pour se livrer à des expériences sur des patients.

Le Dr Cotter, comme il l'écrivit plus tard dans l'*American Journal of Psychiatry,* s'était envolé pour l'autre bout du monde afin d' « expérimenter le nec plus ultra des traitements psychiatriques ». Les centaines de schizophrènes chroniques de Biên Hoa, avait-il décidé, conviendraient parfaitement et seraient, sans aucun doute, plus malléables que ses patients californiens pour ce qu'il avait en tête.

Les médecins employés par la CIA se proposaient de se livrer à des expérimentations parfaitement contraires à l'éthique sur des prisonniers vietcongs détenus dans une cour entourée de hauts murs et sévèrement gardée, derrière le bâtiment principal de l'hôpital. Les trois médecins devaient utiliser la méthode des électrochocs massifs du Dr Cameron en laquelle ils avaient toute confiance. Le premier matin, en s'adressant à l'équipe médicale, le Dr Cotter déclara que « plus on laisse longtemps un schizophrène en état de régression, plus s'amenuisent les chances de rémission ».

Les psychiatres de l'Agence, assistés d'un médecin militaire vietnamien, recueillirent l'histoire d'un prisonnier vietcong. Les médecins se montrèrent amicaux et patients, et apprirent ainsi beaucoup de choses sur le passé du soldat : qu'il avait fait des études scientifiques à l'université de Saigon ; qu'il s'était éveillé à la politique et avait pris

peu à peu conscience que Saigon avait deux visages. L'un était celui d'une ville de rêve, pleine de bâtiments magnifiques, qui respirait l'opulence. L'autre était celui d'un lieu dont les habitants, souvent contraints à la mendicité et à la prostitution, vivaient dans le plus grand dénuement. Il avait commencé à comprendre que celui-ci était le Saigon réel, un endroit où régnaient humiliation et détresse. C'est alors qu'il avait saisi le lien entre l'économie et la politique. Il avait donc rejoint le Vietcong, persuadé que c'était la seule façon pour lui de participer au redressement de la situation.

Pendant ce temps-là, le Dr Cotter, toujours affairé, avait mis en pratique son « nec plus ultra ». On déclara à des patients sélectionnés qu'ils pourraient être libérés mais qu'ils devaient d'abord « prouver » que, de retour chez eux, ils seraient capables de se prendre en charge et ne représenteraient plus un fardeau pour une économie aux abois. Pour cela, ils devaient travailler, pour quelques cents par jour, à l'hôpital : laver, vider les bassins, faire la vaisselle. Ceux qui refusaient de travailler étaient condamnés à recevoir trois électrochocs par semaine jusqu'à ce qu'ils aient changé d'état d'esprit.

Près de cinquante ans plus tôt, à Brandon, le Dr Cameron avait tenté une approche similaire.

Dans l'après-midi, on avait conduit le premier soldat vietcong à une salle de soins, puis on l'avait attaché à une table avec des courroies. Utilisant la machine à électrochocs Page-Russell qu'ils avaient apportée, les médecins de l'Agence lui administrèrent six électrochocs. Douze heures plus tard, on lui fit subir une nouvelle série de chocs multiples. En l'espace d'une semaine, le Dr Cotter commença à percevoir « une amélioration évidente dans le comportement des patients ». Il était convaincu que c'était le « résultat de leur peur des électrochocs ».

De leur côté, les psychiatres de l'Agence continuaient leur travail. Ils essayaient de vérifier si le Dr Cameron avait eu raison d'affirmer que la « destructuration » pouvait modifier de façon spectaculaire les convictions idéologiques d'un individu. Les prisonniers vietcongs avaient été choisis parce qu'ils représentaient aux yeux des médecins de l'Agence des « cas typiques d'endoctrinement communiste ».

Le septième jour, le premier soldat mourut après avoir reçu soixante électrochocs supplémentaires.

Le Dr Cotter continua à administrer les « milliers d'électrochocs nécessaires pour traiter les patients d'une salle dont la population se renouvelait environ une fois par semaine, selon notre programme ». Au bout de trois semaines, les prisonniers vietcongs étaient tous

morts. Les hommes de l'Agence remballèrent leur machine et rentrèrent chez eux. Leur échec total prouvait une nouvelle fois que, au moins dans le domaine de la psychiatrie, la technologie se pliait mal aux vœux de la CIA. Il était assez difficile de délimiter dans ce qu'avait fait le Dr Cotter la frontière entre médecine et torture.

Un soir de septembre 1967, le téléphone sonna au domicile du Dr Cameron, à Lake Placid. C'était Allen Dulles qui l'appelait du Mississippi. Le président Johnson l'avait sorti de sa retraite pour lui demander d'abord de faire partie de la commission Warren chargée de faire la lumière sur l'assassinat de John F. Kennedy, et maintenant d'enquêter, en tant qu'envoyé personnel du président, sur le racisme dans le Sud.

Pour le vieux maître de l'espionnage — qui avait jadis régné sur le monde ténébreux du renseignement où les complots impliquant le meurtre de chefs d'Etat étaient monnaie courante —, enquêter sur la mort d'une poignée de militants pour les droits civiques semblait une déchéance. Ecrasé par la chaleur de l'été dans le Sud, clopinant car il sentait à nouveau des élancements dans sa jambe gauche, Dulles était en plus victime de pertes de mémoire. Il était obligé de tout noter sur un petit bloc qu'il transportait dans sa poche. Il déclara en soupirant au téléphone que son problème était qu'il ne parvenait pas toujours à se relire. « Mon Dieu, Ewen, ajouta-t-il, que vais-je faire ? Il me semble me rappeler que vous étiez joliment bon en ce qui concerne la mémoire. » C'était un vieil ami qui ne cherchait, peut-être, rien de plus qu'un avis.

William Buckley, qui avait été détaché par l'Agence pour accompagner Dulles lors de ce voyage, devait se rappeler comment l'ancien directeur avait raccroché le téléphone avant de répéter, d'une voix légèrement perplexe, ce que lui avait répondu Cameron.

« Il m'a dit d'aller voir un bon docteur. Drôle de réponse de la part d'un médecin, vous ne trouvez pas, Bill ? »

Les praticiens de l'Agence cherchaient toujours, avec l'énergie du désespoir, le secret du contrôle sur l'esprit, guidés dans une large mesure par ce que Helms avait qualifié de « coefficient de crédibilité de Iouri ».

Colonel du KGB, Iouri Nossenko était passé à l'Ouest en février 1964. Il avait fourni à l'Agence des informations qui défiaient l'imagination, révélant, pour commencer, la façon précise dont le KGB avait truffé de micros l'ambassade américaine à

Moscou. Une équipe s'était envolée pour la capitale soviétique et avait rapporté que les révélations de Nossenko n'étaient que trop exactes.

Entre-temps, le transfuge avait livré à l'Agence une liste de plus de vingt noms d'agents soviétiques infiltrés à l'Ouest. Ces noms furent communiqués au MI5 britannique et aux autres services secrets européens, ainsi qu'au FBI. Une fois de plus, Nossenko semblait être une source crédible.

On l'interrogea sur Lee Harvey Oswald, qui avait été lui-même assassiné après avoir tué le président Kennedy. Nossenko se montra étonnamment empressé. Il déclara avoir étudié le dossier du KGB sur Oswald et découvert que les Soviétiques n'étaient nullement impliqués dans la mort de Kennedy. En revanche, le dossier suggérait clairement qu'Oswald avait peut-être servi d'homme de main à un consortium de milliardaires américains de droite qui souhaitaient voir réduit pour toujours au silence un président qui faisait preuve d'un libéralisme excessif. Cette hypothèse avait semé la consternation au septième étage de Langley. Elle souleva d'innombrables questions qui finirent par se résumer à une seule : Nossenko disait-il la vérité ou était-il, après tout, une taupe du KGB ?

C'était la question qui revenait tout le temps et qui avait déclenché toutes les autres. Nossenko avait-il été délibérément autorisé à sacrifier des « correspondants » soviétiques infiltrés à l'Ouest, à donner le plan détaillé de l'emplacement des micros cachés dans l'ambassade, à livrer des informations véritablement inédites sur l'implantation du KGB en Occident, parce qu'il était lui-même la pierre angulaire du stratagème le plus audacieux qu'aient jamais mis au point les services secrets soviétiques ? S'agissait-il d'une version moderne du Cheval de Troie, envoyé pour faire des ravages au sein du gouvernement et des services secrets américains ?

De toute évidence, si ce qu'il affirmait à propos d'Oswald était véridique, il existait aux Etats-Unis une organisation clandestine suffisamment riche et puissante pour avoir fait assassiner le président. Pourtant, même si Nossenko n'était pas une taupe, il pouvait être une dupe — une victime des machinations machiavéliques du KGB. Et si les psychiatres soviétiques avaient passé des années à préparer Nossenko pour en faire un traître involontaire, tandis qu'en même temps ses supérieurs lui donnaient délibérément accès à du matériel d'un intérêt vital pour les ennemis de la Russie ?

Toutes ces questions commençaient à obséder Helms. Il avait toutes les raisons de craindre et de respecter ses homologues de Moscou. Ils avaient la réputation d'être à la fois brutaux et habiles mais aussi de ne

jamais répéter une ruse. Et il n'y avait dans les dossiers de l'Agence aucun exemple antérieur d'une opération aussi ahurissante...

Le 16 mars 1954, Helms chargea une équipe spéciale de psychiatres et de psychologues de découvrir la vérité. Ceux-ci mirent au point un plan de torture médicale à l'intention de Nossenko. On conduisit ce dernier dans une maison de sûreté située dans l'ouest du Maryland, pas très loin du pavillon où l'on avait administré du LSD à Frank Olson.

Les nouveaux quartiers de Nossenko comprenaient deux pièces qui lui rappelèrent sans doute l'époque où il était au KGB. La première était tapissée d'un épais capitonnage destiné à absorber les ondes électriques. Contre un mur étaient installés un magnétophone et un détecteur de mensonge suffisamment sophistiqué pour mesurer les plus infimes réactions involontaires comme la température du corps, la conductibilité électrique de la peau et le rythme du pouls. Il pouvait également analyser la hauteur de la voix et le rythme du discours. C'était une version plus élaborée de l'équipement dont s'était servi Zielinski dans les sous-sols de l'Institut.

Nossenko fut soumis au détecteur de mensonges pendant de longues heures. On avait étudié avec soin la ligne en dents de scie apparaissant sur la bande de papier qui sortait centimètre par centimètre de la machine. On en conclut que Nossenko avait peut-être utilisé sa volonté inflexible pour vaincre l'appareil.

On lui attacha ensuite une courroie élastique autour de la poitrine pour mesurer le rythme moyen de ses fonctions respiratoires. On lui enduisit les poignets et le front d'un gel conducteur. On replaça les électrodes et l'interrogatoire reprit. Le papier commença à nouveau à se dérouler sous les pointes oscillantes. Un des psychiatres ordonna à Nossenko de respirer profondément et, pendant quelques instants, les pointes coururent rapidement sur le papier. On nota les variations, qui serviraient de points de repère aux interrogateurs.

Ce soir-là, on conduisit Nossenko dans la seconde pièce spécialement aménagée qui dut lui remettre en mémoire les méthodes d'interrogatoire russes. C'était une réplique presque exacte de la chambre d'isolement du Dr Cameron : une structure étanche, ressemblant à une cellule, installée au sous-sol du bâtiment. Douze heures plus tard, on sortit Nossenko de son isolement pour le soumettre à nouveau au détecteur de mensonge. On lui reposa les mêmes questions, exactement comme avait fait le Dr Cameron avec Madeleine Smith. On lui demanda de respirer profondément au moment de l'interrogatoire. On compara le graphique avec le précédent pour voir

si l'isolement l'avait affecté. Il n'en était rien. Les hommes de l'Agence en conclurent que, si Nossenko mentait, il le faisait à merveille.

Pendant un mois entier, on lui reposa les mêmes questions, tout en le soumettant à des périodes d'isolement de plus en plus longues. Toutes les techniques que les Drs Wolff et Hinkle avaient présentées à Dulles comme étant celles utilisées par les communistes pour obtenir leurs « confessions » furent mises en œuvre pour briser le transfuge. Chaque soir, un membre de l'équipe faisait un résumé des graphiques et l'apportait personnellement à Helms.

Le directeur passait des heures assis dans son bureau, éclairé uniquement par sa lampe de travail, à fixer le résultat de ces recherches. Parfois il était convaincu que Nossenko disait la vérité sur le dossier Oswald — perspective qui faisait se tendre les rides entourant sa bouche ; à d'autres moments, il se disait que l'homme du KGB était une taupe. Il était de plus en plus torturé par le doute.

Au bout de trois mois, Helms donna l'ordre d'accentuer la pression psychologique sur l'agent soviétique. On transféra Nossenko dans une nouvelle cellule. Une lumière violente y régnait en permanence, et des officiers de la CIA le surveillaient jour et nuit. On lui interdit toute lecture, allant jusqu'à couper les étiquettes de ses vêtements et à faire disparaître les inscriptions sur son tube de dentifrice. Quand il essaya de s'occuper l'esprit en confectionnant un échiquier avec des fils qu'il arrachait de son chandail, les hommes de la CIA lui firent revêtir un survêtement de nylon. On continua les séances de détecteur de mensonge ; mais celui-ci, imperturbablement, traçait sur un graphique le refus inébranlable de Nossenko de se « confesser ». Au contraire, plus la pression augmentait et plus il affirmait avec force qu'il n'avait fait que dire la vérité.

Au cinq cent unième jour, on l'enferma dans un cachot d'acier de trois mètres cinquante sur trois mètres cinquante, construit spécialement à son intention. Il avait coûté huit mille cinq cents dollars. Le sept centième jour de sa détention, Nossenko finit par craquer ; il fondit en larmes en implorant qu'on le croie. Les électrodes fixées sur sa peau confirmèrent qu'il ne mentait pas. Mais Helms refusait d'admettre l'évidence. Les interrogatoires continuèrent.

On fit appel à d'autres psychiatres de l'Agence qui proposèrent des méthodes encore plus radicales. On affama Nossenko, croyant qu'affaibli physiquement il perdrait la force psychique qui lui permettait de résister. Sans succès. Les gardiens tapaient pendant des heures sur les parois de son cachot. On lui fixa sur les oreilles des écouteurs qui diffusaient une cacophonie de sons pendant vingt-trois

heures d'affilée — le niveau optimum pour la manipulation psychique selon le Dr Cameron. Nossenko continua à affirmer qu'il disait la vérité.

On appliqua sur le transfuge nombre d'autres méthodes qui avaient tant horrifié les Drs Monroe et Wolff lors de leur dernière visite à Montréal. On lui administra du LSD, aux mêmes doses que celles qui avaient été infligées à Velma Orlikov. On lui donna des médicaments qui le faisaient passer de l'exaltation maniaque à la plus profonde dépression.

Il fut ainsi torturé scientifiquement pendant plus de trois ans, 1 277 jours exactement. Malgré eux, ses bourreaux avaient fini par éprouver de l'estime pour lui. S'il mentait, il était tout simplement le meilleur menteur qu'ils aient jamais rencontré.

A l'automne de 1967, un débat de plus en plus âpre sema la discorde à l'intérieur de l'équipe et, par contrecoup, au sein de l'Agence. Certains, comme Buckley, estimaient que les médecins de la CIA avaient outrepassé toutes les bornes de l'éthique. D'autres, en particulier au Technical Services Staff, pressaient Helms d'aller plus loin ; il y avait là une occasion unique de résoudre l'énigme du lavage de cerveau.

Helms passa des heures à écouter les enregistrements des interrogatoires de Nossenko. Au fil des années, la voix du Soviétique avait perdu son caractère chaleureux ; elle était devenue nasillarde et plus animale qu'humaine. Mais était-ce la voix de la vérité — même si l'on ne pouvait plus parler de raison lucide — ou celle du mensonge ?

Le directeur commençait à être hanté par les cris de Nossenko. Le 21 septembre 1967 il convoqua une nouvelle réunion à ce sujet. Pendant toute la journée, il écouta les arguments contradictoires. Le soir, il décida de faire libérer le transfuge, avant de rentrer chez lui où il noya ses derniers doutes dans un verre de cognac.

Sur le seuil de sa cabane d'esclave aménagée, le Dr Gottlieb sirotait un verre de lait de chèvre chaud. Il avait été pendant près de quatorze ans à la pointe de la recherche sur les mystères du contrôle sur l'esprit. Aujourd'hui, cette traque s'achevait, la boucle s'était bouclée dans cette maison de sûreté. Dans ce décor typiquement américain, avec en arrière-plan la chaîne des Appalaches, tout ce que les communistes étaient supposés avoir fait avait été expérimenté sur Nossenko, en pure perte. Après quelques semaines de réadaptation, à laquelle Buckley participa en tant que superviseur, on fournit à Nossenko une nouvelle identité pour lui permettre de se fondre dans la société américaine.

Tout au long de l'année 1968, le Dr Gottlieb continua à régner sur son empire de scientifiques qui rôdaient toujours dans les marécages de la planète à la recherche de racines et de plantes susceptibles de fournir, par mélanges et hybridations, de nouveaux agents chimiques mortels.

Dans leurs laboratoires, les psychiatres et les psychologues poursuivaient leurs expériences sur le comportement. Ils avaient repris une fois de plus un axe ancien de recherche : l'implantation d'électrodes dans le cerveau. Cela avait déjà été fait sur des animaux au début des années soixante où l'on avait utilisé des signaux radio pour manipuler des chimpanzés afin de les pousser à se battre et à s'entre-tuer. Mais personne n'avait alors songé à aller plus loin. Le Vietnam, avec son contingent quasiment inépuisable de « sacrifiables », allait permettre de savoir si l'on pouvait reproduire ce type de contrôle sur des êtres humains.

Une équipe de l'Agence s'envola pour Saigon en juillet 1968 ; un neurologue et un neurochirurgien en faisaient partie. Ils avaient fait leurs recherches fondamentales sur des animaux dans le cadre d'une autre organisation écran de la CIA : le Scientific Engineering Institute, situé près de Boston. Celui-ci avait été fondé en 1956 sous la présidence du Dr Edwin Land, dont les appareils Polaroïd avaient joué un rôle important dans la mise au point de l'équipement des avions-espions U-2.

A Saigon, des rumeurs commençaient à courir : quelques mois auparavant — le 16 mars, par un matin chaud et humide —, des soldats américains, commandés par le lieutenant William L. Calley, atteints de folie furieuse, avaient, d'après ce qui avait transpiré, massacré cinq cent soixante-sept vieillards — hommes et femmes —, et enfants à My Lai — un nom qui allait, sur l'échelle de l'infamie, rejoindre celui de Lidice.

Dans un lieu bien isolé du reste de l'hôpital de Bien Hoa, les hommes de l'Agence se mirent au travail. L'antenne locale avait sélectionné trois prisonniers vietcongs. On ne sait pas très bien sur quels critères. Chacun à son tour, ces hommes furent anesthésiés et, après les avoir trépanés, le neurochirurgien leur implanta de minuscules électrodes dans le cerveau.

Quand les prisonniers reprirent connaissance, les béhavioristes prirent le relais. Ils commencèrent par effectuer quelques tests simples, utilisant les fréquences radio de leur boîte de commandes pour provoquer subitement défécation ou vomissements chez leurs sujets.

Satisfaits des résultats obtenus, ils passèrent aux choses sérieuses. On enferma les prisonniers dans une pièce et on leur donna des couteaux. Pressant les boutons de contrôle de leurs combinés, les béhavioristes tentèrent de pousser leurs sujets à se battre.

Il ne se passa rien.

Pendant toute une semaine, les médecins persévérèrent. Déçus par l'absence de résultats, ils reprirent l'avion pour Washington. Comme initialement prévu en cas d'échec, alors que les médecins étaient encore en vol, les Bérets Verts exécutèrent les prisonniers et brûlèrent leurs corps.

Le 9 septembre 1968, à Londres, le Dr Sargant reçut un coup de téléphone du rédacteur en chef adjoint du *British Medical Journal,* qui lui annonçait que le Dr Cameron était mort la veille d'une crise cardiaque au cours d'une escalade en montagne près de chez lui. Il souhaitait que le Dr Sargant rédige la notice nécrologique.

Le samedi 23 septembre, le *Journal* publiait cet écœurant hommage :

> Cameron avait de grandes qualité d'organisateur, mais il resta jusqu'au bout un praticien. Il a toujours tenu à traiter personnellement un grand nombre de ses patients, refusant de consacrer trop de temps à sa chaire professorale, qui lui imposait énormément de responsabilités pédagogiques et administratives. Cette attitude lui permit de rester toujours conscient des problèmes intimes de ses patients et d'être capable de discuter des modalités de traitement grâce à son expérience personnelle. S'il ne montrait guère d'indulgence pour les imbéciles, il soutenait de toutes ses forces ceux qu'il sentait vouloir faire tout leur possible pour améliorer le traitement de la maladie mentale. Il refusa de partager l'engouement pour la psychanalyse qui déferla sur les écoles de médecine américaines après la Seconde Guerre mondiale. Cameron est mort comme il l'aurait souhaité, en pleine possession de ses moyens, imaginant encore ses prochains programmes de recherches. Ewen Cameron, par son œuvre exemplaire, a non seulement aidé maints psychiatres à devenir de meilleurs médecins, mais il a, directement et indirectement, soulagé des centaines et des centaines de patients, à la fois par sa pratique personnelle et par l'intermédiaire de ses élèves et de ses disciples.

A Langley, on classa une copie de cette notice dans l'un des dossiers M-K-Ultra/M-K-Recherche.

Le jour de son cinquantième anniversaire, le 13 septembre 1968, cinq jours après la mort du Dr Cameron, Mary Morrow entamait une action judiciaire contre l'Allan Memorial Institute. Elle réclamait cent mille dollars de dommages et intérêts pour traitements contraires à l'éthique. Elle avait passé six ans à préparer ce procès. Les avocats, l'un après l'autre, l'avaient écoutée avec une incrédulité croissante décrire les dix-sept jours qu'elle avait passés à l'Institut. Parfois, elle devait se rappeler à elle-même qu'elle n'avait pas inventé certains faits.

La première fois qu'elle consulta un avocat, elle se rendit compte que ses souvenirs comportaient de considérables lacunes dues aux électrochocs. Elle n'avait commencé à rassembler ses souvenirs que quelques semaines après sa sortie du Royal Victoria Hospital. Elle avait alors entrepris la tournée des cabinets d'avocats de Montréal et bâti des plans pour trouver du travail et revenir à la médecine. Plus elle se forçait à se remémorer tout ce que lui avait infligé le Dr Cameron, plus elle était déterminée à obtenir réparation. Elle n'était pas mue par la perspective des compensations financières, mais par le sentiment grandissant qu'on l'avait, sans pitié, utilisée comme cobaye. Elle se demandait combien d'autres avaient été traités de la même façon. Elle allait se battre, non seulement pour elle-même, mais pour tous ceux qui avaient souffert entre les mains du psychiatre.

Elle avait obtenu un poste d'enseignante en neurologie à l'université de Louisville, au Kentucky. En dehors de ses cours, elle visitait des patients dans six des institutions psychiatriques de l'Etat. Elle rencontra d'autres avocats. Chacun à son tour hochait la tête et posait la même question : où étaient les preuves ? Elle ne renonça pas, même quand sa mère et sa sœur semblèrent se décourager.

Peut-être le spectacle de leurs visages, plus gris et plus tristes à chacun de ses retours à la maison, avait-il contribué à provoquer sa nouvelle dépression. Elle devait lutter contre la lassitude tant physique que psychologique, et était assaillie par des cauchemars bien plus terrifiants que tout ce qu'elle avait vu, éveillée, au cours de sa carrière hospitalière. Décidée à poursuivre son travail, consciente que ses étudiants et ses patients avaient besoin d'elle, elle se prescrivit à nouveau des antidépresseurs.

Elle finit par trouver un avocat. Mais celui-ci l'avertit que sa seule chance de gagner était de dénicher des experts, membres du corps médical, acceptant de témoigner qu'elle avait été victime de manquements graves. Petit à petit, elle prit conscience qu'il lui serait très difficile de trouver des psychiatres prêts à dénoncer devant un tribunal les agissements du Dr Cameron. Le « Réseau » de McGill était

puissant et étendu. « Quelqu'un travaillant en psychiatrie, même s'il n'en avait pas fait partie, connaissait forcément quelqu'un qui y appartenait. Je me heurtais au classique mur du silence. Cameron l'avait érigé et personne n'oserait s'y attaquer. »

Assise dans d'innombrables cabinets de médecins, elle expliquait patiemment ce qui s'était passé, se remémorant, au fur et à mesure que le temps passait, un petit peu plus de ce qu'elle avait vécu à l'Institut. Elle n'avait plus besoin de fermer les yeux pour revoir le Dr Cameron, sa seringue à la main, ignorant ses protestations, lui faisant une piqûre avant de lui administrer des électrochocs. Elle racontait son histoire avec calme, d'une manière impersonnelle, comme le lui avait conseillé son avocat. Mais aucun médecin du Canada n'était prêt à risquer sa réputation en s'en prenant au Dr Cameron. Elle refusa obstinément de baisser les bras. Finalement, par le canal du Law Medicine Institute de Harvard, elle trouva trois psychiatres américains disposés à décrire à quel point, dans un cas comme le sien, les traitements administrés par le Dr Cameron sortaient des normes habituelles.

Quand Velma Orlikov apprit la mort de l'ancien directeur de l'Allan Institute, elle relia l'événement à tout ce qu'elle continuait à découvrir sur sa propre souffrance grâce au Dr Gordon Lambard, un psychiatre de Winnipeg. Elle et David étaient retournés dans cette ville de la Prairie pour permettre à leur fille Lesley d'entrer à l'université du Manitoba. Même si son mari, pris par ses obligations parlementaires, partait toutes les semaines à Ottawa, elle se sentait heureuse et en sécurité dans son mariage.

Le Dr Lambard, sympathique et chaleureux, l'avait aidée à percer certains de ses mystères personnels et à se rendre compte que les expériences qui l'avaient poussée à chercher de l'aide n'avaient rien d'exceptionnel. En revanche, ce qu'elle avait subi au cours de son traitement donnait à son histoire une certaine singularité. Et le psychiatre ne dissimula pas sa colère quant à la façon dont le Dr Cameron l'avait maltraitée.

Pour Velma, le Dr Cameron représentait désormais le mal incarné, il n'était pas sincère du tout quand il disait : « Je veux seulement vous aider, ma petite. » Cette phrase toute faite n'était qu'un subterfuge destiné à faire tenir un tissu de demi-vérités et de purs mensonges. En définitive, rien de ce qu'il avait fait ne l'avait soulagée. Les cauchemars et les heures interminables passées à écouter les bandes enregistrées qu'allait chercher puis remportait Rubenstein — avec son sourire idiot et ses plaisanteries stupides —, tout cela faisait partie d'un horrible

supplice, enveloppé dans cette formule simpliste : « Je veux seulement vous aider, ma petite. » Elle avait gâché des années en lui faisant confiance. A présent, si elle n'était pas totalement débarrassée de ses tourments, elle était parvenue à les apprivoiser.

Le Dr Roper avait lui aussi appris à devenir philosophe. Licencié par le Dr Cleghorn, il avait mené un long et fougueux combat pour sa réintégration. Finalement, il comparut en même temps que le Dr Cleghorn devant le Comité des relations internes de l'université McGill. Roper avait fourni une documentation détaillée pour démontrer qu'il avait été victime d'un licenciement abusif. Toute l'affaire, selon lui, tenait à une querelle de personnes. Cleghorn, qui avait déclaré au Comité que « l'un des deux devait partir », l'avait volontiers admis.

Le Comité rendit son jugement. Même si le Dr Roper occupait toujours un poste d'enseignant à l'université, celui-ci était devenu une « coquille vide » depuis qu'il avait été évincé de l'hôpital. Le Dr Cleghorn avait commis une faute en n'exprimant pas par écrit pourquoi il ne voulait pas du Dr Roper dans l'équipe de l'Institut, d'autant plus que la carrière du Dr Roper « était en bonne voie et qu'il avait là une excellente occasion de faire ses preuves ». Il n'était pourtant « pas nécessaire de saisir la justice. Toute procédure de règlement à l'amiable est acceptable ».

Le Dr Roper avait haussé les épaules. Il n'en demandait pas plus. Il avait ouvert un cabinet privé proche de l'Institut, où il envoyait de temps à autre des patients. Quand il venait les y visiter, il remarquait souvent qu'un autre membre de l'équipe médicale était parti, surtout parmi les médecins étrangers. Parfois il se demandait quel usage ceux-ci avaient fait de leur expérience maintenant que les méthodes du Dr Cameron avaient été bannies de l'Institut.

16

L'ère des sorcières

Buckley fut à la fois surpris et ravi de recevoir une invitation pour le réveillon de Noël 1968 chez les Dulles. Comme tout un chacun à Washington, il savait que depuis son voyage dans le Sud, l'ancien directeur avait été victime de plusieurs attaques cardiaques qui avaient affecté sa vue et son élocution. Dulles avait fait plusieurs séjours à l'hôpital. Quand Buckley avait téléphoné pour s'enquérir de son état de santé, Clover avait, sur un ton badin, déclaré que son mari allait plutôt bien et qu'elle changeait les fleurs de sa chambre tous les jours.

Après avoir garé sa voiture sous le regard attentif des jeunes officiers de l'Agence qui avaient accompagné les pontes de la CIA, Buckley fut accueilli à l'entrée de la maison de Georgetown par Clover. Remarquant sa surprise, elle lui dit qu'Allen avait pris un coup de froid et qu'il était alité, mais elle avait insisté sur le fait qu'il n'y avait aucune raison d'annuler la réception.

Buckley fut frappé par l'allure de Clover. Elle allait avoir soixante-dix ans et était mise comme une femme deux fois plus jeune avec sa robe fourreau et les paillettes semées dans ses cheveux à la teinture bleutée. Mais, malgré son air enjoué, Buckley sentit la tension qui régnait parmi de nombreux invités.

Elle était présente dans le groupe des vétérans vieillissants du SIS, debout à côté du sapin décoré. Ils ne cessaient de jeter des regards vers la porte, comme s'ils attendaient l'apparition de Dulles. Elle était également visible sur les visages de Helms et de l'actuel avocat-conseil de l'Agence, le cassant Lawrence Reid Houston. Les deux hommes regardaient souvent vers le plafond, en direction de la chambre de l'étage où Dulles gisait dans son lit.

Près de six ans auparavant, le président Kennedy avait congédié le directeur de la CIA, mais la réputation de ce dernier était encore

suffisante pour attirer aux réceptions qu'il donnait la crème du monde du renseignement de la capitale. A vue de nez, Buckley repéra une bonne cinquantaine d'espions en activité et d'agents du contre-espionnage qui devisaient poliment autour d'un verre. Une soirée chez les Dulles, se dit-il, était encore l'endroit où il fallait se montrer, et où l'on pouvait livrer ou échanger des bribes d'informations intéressantes ; c'est ce qui permettait au monde du renseignement de tourner rond.

Nathalie, la cuisinière des Dulles, avait comme d'habitude préparé un buffet exquis. Le thème en était « Noël au soleil ». Il y avait des salades exotiques et des vins d'Australie. Autour de la cheminée, un groupe s'était formé pour entonner des chants de Noël. Jeanie Houston finit par demander à la maîtresse de maison si tout ce bruit n'allait pas déranger Allen.

« Non. Il va très bien », répondit Clover en se dirigeant rapidement vers la porte pour accueillir de nouveaux invités.

Jeanie Houston se tourna vers son mari. « Larry, je suis inquiète. Je crois que tu devrais monter là-haut voir comment va Allen. »

Houston acquiesça.

Expliquant qu'il devait assister à d'autres réceptions, dont une à la Maison-Blanche, Helms prit congé. Buckley se dit que le directeur semblait de plus en plus sinistre. Peut-être, pour une fois, les rumeurs qui couraient à Washington étaient-elles fondées : le président élu Richard Nixon, qui avait obtenu 43,4 % des suffrages populaires, aurait déjà clairement fait savoir à Helms qu'après son investiture, le 20 janvier 1969, en tant que trente-septième président des Etats-Unis, il exigerait de l'Agence de meilleurs résultats quant à la collecte de renseignements sur les opérations au Vietnam. En regardant partir Helms, Buckley se souvint que Washington était probablement, pour ceux dont la suite de la carrière dépendait d'un changement de titulaire à la Maison-Blanche, le lieu des pires mesquineries et de la plus profonde solitude. Mais Helms était résistant ; il s'était adapté aux nouvelles méthodes de l'Agence et maîtrisait parfaitement la technologie. Il avait dit une fois à Buckley : « L'espionnage ne consiste pas seulement à fouiller dans les poubelles mais aussi à scruter ce qui se passe dans les têtes. »

Le directeur traversa rapidement la salle du buffet et s'arrêta pour souhaiter un joyeux Noël à Clover. Buckley eut la certitude que Helms ne se laisserait pas marcher sur les pieds et empêcherait un nouveau président de trop bousculer l'Agence. Il avait trop longtemps travaillé sous les ordres de Dulles pour ne pas maintenir les vieilles traditions.

Houston réapparut dans le living-room et, ignorant Clover, se fraya

un passage à travers les invités pour rejoindre Jim Hunt. Celui-ci, qui avait longtemps travaillé pour l'Agence, était en même temps un des plus vieux amis de Dulles. Il glissa rapidement quelque chose à l'oreille de Houston, puis les deux hommes montèrent ensemble à l'étage.

Plusieurs invités, de façon presque indécente, ne quittaient pas Clover des yeux. Avec un sourire crispé, celle-ci quitta la pièce, suivie par Jeanie Houston. Elle parut à Buckley soudain vieillie et vulnérable. Il lui emboîta le pas mais s'arrêta au pied de l'escalier. De là, il entendit les voix qui venaient de la chambre de Dulles.

« Dieu tout-puissant, mais Allen va très mal, Clover. » Houston semblait exaspéré.

« C'est juste un rhume, Larry. Je vous assure.

— C'est absurde ! Il est malade comme un chien. Peut-être mourant. » Hunt parlait d'une voix sourde. Il était manifestement inquiet.

Buckley entendit Clover qui continuait à essayer de le convaincre. « Ne soyez pas aussi alarmiste ! Il a vu le médecin encore ce matin. Il a seulement attrapé la grippe. Arrêtez de me tourmenter. Il a déjà eu des rhumes comme ça après sa précédente attaque.

— Doux Jésus, Clover ! Ce n'est pas un simple " rhume " ! Vous ne vous rendez pas compte à quel point il est malade ? » Hunt criait presque.

Dans le living-room les chanteurs beuglaient de plus en plus fort.

Hunt apparut en haut de l'escalier et hurla à l'adresse de Buckley : « Dites à ces foutus chanteurs de la fermer. Et appelez une ambulance. Dites-leur que c'est urgent. »

Avisant un téléphone posé sur une table du hall, Buckley composa le numéro du service d'urgence. Puis il regagna le living-room et demanda aux invités de faire moins de bruit. Les responsables de l'Agence le regardèrent. Un des vétérans du SIS l'interpella. « Bon Dieu, qu'est-ce qui se passe ? Nous avons quand même le droit de savoir !

— Allen est malade. Nous allons le conduire à l'hôpital. » Houston dévala l'escalier ; son ton était autoritaire, sans réplique.

Les invités vidèrent leurs verres et commencèrent à se diriger vers la porte. Clover, debout, dans le vestibule, ne cessait de répéter : « Merci d'être venu. Allen sera désolé de ne pas vous avoir vu. » Puis Jeanie Houston la raccompagna à l'étage.

Les voitures des derniers invités croisèrent l'ambulance qui arrivait. Deux infirmiers, portant une civière, gravirent en courant l'escalier, Buckley sur leurs talons. A l'entrée de la chambre, Clover, animée

d'une soudaine détermination, leur barra la route. « Pas de civière, déclara-t-elle d'un ton ferme. Pas question de civière ! »

Buckley se rappela qu'elle lui avait une fois expliqué que, dans la famille Dulles, on détestait les civières ; elles symbolisaient un état de dépendance impensable pour un Dulles. Buckley fit signe aux infirmiers de rester en arrière, et pénétra dans la chambre.

Dulles avait tant bien que mal trouvé la force de repousser ses draps et sa couverture pour s'asseoir sur le bord du matelas. Il essaya en vain de se lever, fit une seconde tentative en agrippant la tête du lit pour se soutenir avant de retomber en arrière. Le prenant chacun d'un côté, Houston et Hunt l'aidèrent à se remettre sur ses pieds et, le portant presque, lui firent descendre l'escalier. En bas, les infirmiers saisirent les bras de Dulles, les passèrent par-dessus leurs épaules et le portèrent en toute hâte jusqu'à l'ambulance.

Clover suivait, impuissante, l'air perdu.

« Vous feriez mieux de l'accompagner, dit Hunt brusquement.

— Mais... et Nathalie... ? commença Clover.

— Qu'elle aille au diable ! Montez dans l'ambulance ! » dit Houston entre ses dents.

Clover obéit.

Jeanie Houston sortit de la maison en courant, portant un manteau et un chapeau pour Clover. Il était trop tard. L'ambulance, sirène hurlante, descendait déjà la rue.

Allen Welsh Dulles mourut cinq semaines plus tard, le 29 janvier 1969. Buckley ne put assister aux obsèques. On lui avait encore confié une corvée sans intérêt.

Au début de l'année 1969, une équipe de l'Office of Research and Development (ORD) se lança dans un programme de recherches aussi ambitieux qu'étrange. Eclipsant le TSS, l'ORD était devenu le navire-amiral de l'Agence pour les activités peu orthodoxes. Les praticiens les plus imaginatifs et les plus audacieux y avaient été transférés, et l'on avait débauché de nombreux jeunes médecins consultants travaillant pour des laboratoires privés. Ces derniers furent attirés par les avantages annexes que William Casey avait imaginés pour stopper l'hémorragie de talents à l'Agence.

Le Dr Gottlieb avait persuadé Helms de débloquer cent cinquante mille dollars comme subvention initiale. Quand on lui demanda de trouver un nom de code sous lequel dissimuler l'utilisation de ces fonds, le scientifique n'hésita pas une seconde. On l'appellerait opération Souvent. C'était un de ses mots favoris. Il rappelait à tout

bout de champ à ses collègues : « *Souvent* nous avons abandonné alors que nous étions tout près du but » — peut-être pensait-il à Nossenko ? —, ou « *Souvent* nous oublions que la seule démarche scientifique qui permette d'aller plus loin est de tirer les leçons du passé ».

En remontant aux sources, on retrouvait là les recherches du Dr Cameron destinées à établir les liens entre la couleur de l'œil, la nature d'un sol et la maladie mentale. A force de travailler sur les dossiers que Buckley avait rapportés de Lake Placid, le Dr Gottlieb tomba sur ces travaux interrompus et se dit une fois de plus qu'en nombre de domaines intéressant l'Agence, Cameron était sur le point de faire une découverte sensationnelle dans l'exploration du monde paranormal. L'opération Souvent était destinée à mener ces travaux à leur terme pour pénétrer plus profondément dans l'univers de la magie noire et du surnaturel.

Le Dr Gottlieb avait solennellement annoncé ses objectifs à Helms et à l'équipe de l'ORD : il s'agissait d'essayer de domestiquer les forces des ténèbres et de rendre obsolète le concept philosophique selon lequel les profondeurs de l'esprit seraient à jamais impénétrables. On pourrait alors forger une nouvelle race d' « êtres humains psychocivilisés » qui, bien évidemment, seraient totalement contrôlés par l'Agence.

L'opération Souvent sombra dans la démonologie. En avril 1972, on tenta de contacter par la bande le prêtre exorciste de l'archevêché de New York. Celui-ci refusa tout net de coopérer. Nullement ébranlés, les béhavioristes de l'Agence prirent contact avec une sorcière de Houston, Sybil Leek, qui jetait des sorts avec l'aide de son choucas favori prénommé Hotfoot Jackson. L'oiseau perché sur l'épaule, Mme Leek donna aux « deux charmants gentlemen » de Washington un bref aperçu des pratiques de la magie noire aux Etats-Unis : quatre cents « réunions régulières de sorcières », organisées par cinq mille ensorceleuses et magiciens initiés qui constituaient le substrat d'une industrie de la divination faisant vivre dix mille diseurs de bonne aventure à plein temps et deux cent mille à temps partiel, sans compter les fabricants de tarots et les usines qui produisaient une gamme de plus en plus large d'insignes antichrétiens. Satan était non seulement vivant mais prospère dans le pays.

On reconnut à Langley que si l'on voulait mettre le diable de son côté, il fallait d'abord lui donner une certaine respectabilité. Par des voies détournées, la Scientific Engineering Society apporta

son soutien en subventionnant un cours de sorcellerie à l'université de Caroline du Sud.

De son côté, l'ORD avait repris les recherches sur l'implantation d'électrodes dans le cerveau. Les raisons de l'échec essuyé à Biên Hoa avaient été soigneusement analysées : l'équipe de la CIA avait travaillé avec trop de précipitation, dans un environnement défavorable, dans un pays en guerre qui n'était pas le lieu idéal pour mener des expériences aussi délicates. Avant de mettre au point leur propre programme, les scientifiques de l'ORD avaient étudié les résultats obtenus par le Dr José Delgado, psychologue à Yale. Celui-ci avait affronté un taureau qui chargeait — deux tonnes de muscles munies de sabots et de cornes mortelles. Sans autre protection qu'une petite boîte noire qu'il tenait à la main, il avait délibérément attisé la fureur de l'animal en activant l'implant installé à cet effet. Puis, alors que le taureau était presque sur lui, le psychologue avait pressé un autre bouton. L'animal s'était arrêté net ; un signal transmis à une électrode implantée dans une autre partie du cerveau l'avait calmé.

Le Dr Delgado reconnaissait volontiers que sa méthode de contrôle à distance était encore fruste et ses résultats aléatoires, mais le Dr Gottlieb et les béhavioristes de l'ORD partageaient ses convictions ; un jour viendrait où, quand la technique aurait été perfectionnée, on pourrait faire répondre non seulement les animaux mais les humains à des ordres transmis électriquement.

Le Dr Robert G. Heath, neurochirugien à la Tulane University, avait rendu ce jour plus proche avec ses expériences sur la stimulation électrique du cerveau (ESB) destinées à susciter le désir sexuel chez ses patients. Il était allé jusqu'à implanter cent vingt-cinq électrodes sur un seul individu — il prétendait en cela détenir le record mondial — et avait passé des heures à stimuler les « centres du plaisir » de l'homme. Comme le Dr Delgado, le neurochirurgien concluait que le ESB pourrait permettre de contrôler la mémoire, les impulsions et les sensations, faire naître des hallucinations aussi bien que la peur ou le plaisir. On pourrait, littéralement, manipuler les êtres humains, à volonté.

A la fin du mois de juin 1972, le Dr Gottlieb avait dansé la gigue de long en large sur le tapis du bureau du directeur, et son bégaiement avait resurgi sous l'effet de l'exaltation. Enfin, enfin, on avait trouvé la réponse : grâce à l'ESB, grâce à la stimulation électrique du cerveau, on allait non seulement pouvoir créer un individu « psychocivilisé », mais aussi une société entièrement

« psychocivilisée », un monde où on réussirait à contrôler toutes les pensées, émotions, sensations et désirs humains.

Les possibilités, continua à bredouiller Gottlieb, allaient bien au-delà de la masturbation neurologique des zones érogènes. S'il était possible d'arrêter un taureau fou furieux en pleine charge, on pourrait parvenir à programmer des cerveaux humains pour les faire attaquer et tuer sur commande. Le « Candidat Mandchou » cher à l'Agence était à nouveau d'actualité. La version cinématographique tirée du best-seller de Richard Condon avait connu un grand succès à Langley.

Helms accepta que le Dr Stephen Aldrich supervise les recherches sur le ESB. Ancien directeur médical de l'Office of Scientific Intelligence de l'Agence, Aldrich était considéré par nombre de ses confrères de l'ORD comme un pionnier. De l'aube à la tombée de la nuit, il spéculait, théorisait et expérimentait les possibilités de mettre le ESB au service de l'espionnage. Utilisant la technologie informatique la plus récente, il exploita les anciens travaux de Rubenstein sur la télémétrie, et le rêve que le technicien britannique avait caressé en même temps que le Dr Cameron — celui d'un monde empli d'individus électriquement contrôlés — commença à prendre les couleurs de la réalité.

Dans la maison de sûreté où Nossenko avait été maltraité, le Dr Aldrich menait des recherches beaucoup plus sophistiquées. Entre autres équipements, il utilisait un appareil que même Orwell n'avait pas osé imaginer dans *1984*. Cette construction de forme cubique, appelée Machine Schwitzgebel, avait été mise au point au Laboratory of Community Psychiatry de la faculté de médecine de Harvard par Ralph K. Schwitzgebel. Son frère, Robert, avait profondément modifié le prototype et le produit final était quelque chose dont Rubenstein aurait été très fier ; en effet, sous maints aspects, il ressemblait à une version miniaturisée de l'encombrant transducteur qu'il avait construit dans la cave de Montréal.

La Machine Schwitzgebel consistait en un « transmetteur-renforceur du comportement » fixé à une ceinture assujettie au corps, qui recevait et transmettait des signaux en liaison avec un module radio. Selon la description officielle de la machine, ce module était relié à un détecteur automatique de missile modifié qui permettait de suivre à tout moment le sujet sur un écran. La machine avait une portée de quatre cents mètres, nettement supérieure à la distance qui séparait la chambre à grille du placard depuis lequel le Dr Cameron avait surveillé Madeleine Smith et d'autres patients.

En août 1972, la Machine Schwitzgebel trouva d'autres défenseurs

enthousiastes. Ils avaient à leur tête le Dr Barton L. Ingraham, criminologue à l'université du Maryland, et Gerald W. Smith, professeur d'études criminelles à l'université de l'Utah. Dans un article écrit en collaboration, les deux hommes présentèrent un scénario très vivant sur la façon dont on pouvait utiliser cette machine pour suivre à la trace des criminels déjà fichés. Si un individu avait été détenu, on lui ferait un implant dans le cerveau. Puis — car du point de vue des auteurs, la plupart des criminels récidivaient —, la machine pourrait suivre, par exemple, un voleur évoluant dans le quartier commerçant d'une ville

> et les données psychologiques — transmises de l'implant à la machine — révéleraient une respiration plus rapide, une tension musculaire et une poussée d'adrénaline. Ce serait le signe qu'il préparait certainement quelque chose de louche. La machine, évaluant les probabilités, prendrait alors une décision et alerterait les policiers afin que ceux-ci interviennent rapidement ; ou, si le sujet était équipé d'un autre radio-télémètre, celui-là récepteur, on pourrait lui expédier un signal électrique qui bloquerait son action en lui faisant oublier ou abandonner son projet.

Cette vision terrifiante du monde de demain donne une idée de la Nouvelle Jérusalem du renseignement telle que la rêvait l'ORD.

Le 20 septembre 1972, le chef d'antenne de l'ambassade américaine à Ottawa rapporta au Directorate of Operations de Langley que le Dr Morrow poursuivait activement son action juridique contre l'Allan Memorial Institute et l'Etat canadien. L'officier de renseignement se tenait régulièrement au courant de l'évolution de l'affaire. Antérieurement, ses rapports sur ce sujet passaient inaperçus. Pour une raison quelconque — Buckley supposa qu'un des jeunes officiers zélés qui travaillaient de temps à autre pour le Directorate of Operations avait été surpris de la pugnacité du Dr Morrow qui s'obstinait à demander réparation malgré tous les obstacles rencontrés —, le rapport d'Ottawa avait été transmis au septième étage.

Dans les heures qui suivirent, un ordre exprès parvint au DDO. Il fallait immédiatement dresser la liste complète indiquant le « statut » de tous les patients dont on savait qu'ils avaient été utilisés lors des recherches du Dr Cameron. Y avait-il un fil, aussi ténu soit-il, qui pourrait permettre de remonter jusqu'à l'Agence ? Six semaines plus tard, le 15 novembre, le DDO remit son rapport au directeur :

d'après tous les éléments dont il disposait, rien ne permettait d'impliquer l'Agence, à part les matériaux qui dormaient dans ses archives.

Le 10 décembre 1972, Helms ordonna d'annuler toute l'opération Souvent. On interrompit brutalement les nombreux sous-projets, aussi bien les incursions dans les sciences occultes que les travaux du Dr Aldrich. Dans un mémo très sec, tenant en une ligne, portant l'inscription « Détruire après lecture », le directeur ne donnait aucune explication au Dr Gottlieb. Le scientifique, mortifié, se rendit plusieurs fois au septième étage pour plaider sa cause. Helms resta inflexible. Buckley, à nouveau sur le terrain — cette fois-ci au Cambodge —, devait se rappeler que, lors d'une de ses visites à Langley à cette époque-là, « il régnait une ambiance sinistre à l'ORD. On avait l'impression que tout le monde était en deuil ».

Au début du mois de janvier 1973, le Dr Gottlieb démissionna de l'Agence. Helms ne fit aucun effort pour le retenir. Dans les jours précédant son départ, et sur les ordres du directeur, le Dr Gottlieb déchira en petits morceaux les rapports ayant trait aux projets M-K-Ultra/M-K-Recherche.

Le 2 février 1973 — là aussi sans la moindre explication —, le président Nixon remplaça Helms. Lors d'un déjeuner d'adieu avec son successeur, James R. Schlesinger, ce dernier demanda à Helms s'il y avait quelque chose « dans le passé récent de la CIA qui pourrait se révéler compromettant ».

Helms répondit : « Non. Rien. »

Sept étages plus bas, dans la salle des archives, il restait cent trente cartons de dossiers contenant des pièces à conviction que le Dr Gottlieb, inexplicablement, n'avaient pas détruits.

Entre les moments où il se colletait avec le système de téléphone interne de l'Agence et ceux où il essayait de mémoriser les codes qui bloquaient et débloquaient le coffre-fort de son bureau — un code différent pour chaque opération —, Schlesinger ne fut pas long à comprendre qu'il avait hérité d'une organisation devenue folle, qui foulait aux pieds la Constitution et agissait de fait comme une force de sécurité privée au service du président Nixon.

Depuis le 12 mai 1969, où les membres de la « Division D », l'unité spécialisée dans le cambriolage et la pose de micros cachés, avaient dissimulé dix-sept systèmes d'écoute téléphonique dans les bureaux et les domiciles des aides de camp de la Maison Blanche et de certains reporters, après les révélations sur les bombardements secrets du

Cambodge, l'Agence avait, c'était devenu une habitude, opéré en toute illégalité. Elle s'était compromise dans le domaine intérieur, en espionnant les Américains opposés à la guerre du Vietnam, après la publication par le *New York Times* de documents du Pentagone qui lui avaient été transmis par le psychiatre Daniel Ellsberg. L'Agence avait alors apporté son aide à une équipe de « plombiers », supervisée par Howard Hunt et G. Gordon Liddy, qui était allée fouiller les bureaux d'Ellsberg à la recherche de preuves susceptibles de le discréditer.

L'Agence avait commis de nombreux autres « cambriolages », baptisés « entrées clandestines » dans les dossiers top-secret que Schlesinger avait trouvés dans le coffre-fort de son bureau. Mais, après que cinq hommes eurent été arrêtés pour avoir pénétré par effraction au quartier général du Parti démocrate dans l'immeuble du Watergate à Washington, l'Agence fit tout ce qu'elle put pour entraver l'enquête du FBI.

Schlesinger comprit pourquoi Helms avait été envoyé à l'autre bout du monde, comme ambassadeur des Etats-Unis en Iran. Ce déplacement faisait partie d'une opération de colmatage dont, subodorait le nouveau directeur, le président était parfaitement au courant. Pourtant, alors qu'il n'était en poste que depuis cinq jours, Schlesinger eut l'intuition que rien ne pourrait stopper les effets secondaires du Watergate. Le jour même, 7 février 1973, le Sénat vota par une majorité écrasante (soixante-dix voix contre zéro) la formation d'une commission d'enquête sur l'incident. Les cambrioleurs avaient été jugés et incarcérés, et le président avait déclaré en confidence au nouveau directeur que, cela plaise ou non au Congrès, l'affaire était close. Schlesinger allait, pendant quelque temps, oublier le Watergate ; d'autres sujets plus importants le tracassaient.

Lorsqu'il avait pris ses fonctions, le directeur avait reçu des mains de John Ehrlichman, adjoint du président pour les affaires intérieures, un épais dossier consacré aux dernières infiltrations communistes supposées sur le territoire des Etats-Unis. Les communistes étaient accusés, entre autres méfaits, d'avoir provoqué une grève de fossoyeurs à New York, un débrayage des contrôleurs aériens, et de tenter de saper les valeurs morales des jeunes Américains en poussant les enseignants à introduire un programme d'éducation sexuelle plus concret. D'après le document de la Maison Blanche, on sentait la main de Moscou derrière tout cela. Qui d'autre que le KGB aurait pu encourager la formation de la Women's International Terrorist Conspiracy for Hell (WITCH), mouvement féministe extrémiste ?

Qui, sinon l'Union soviétique, était à l'origine de la campagne pour l'interruption volontaire de grossesse, derrière les milliers de menaces d'attentats à la bombe reçues à New York chaque semaine ? Qui d'autre pouvait bénéficier de l'appel à la révolution lancé par Angela Davis, issue de la classe moyenne noire, et des frères de Soledad, trois militants noirs qui n'avaient pas réellement de liens entre eux mais qui étaient les porte-drapeaux de l'action violente contre la police ? Qui, sinon Moscou ?

Schlesinger demanda au Directorate of Operations de mener une enquête afin de déterminer s'il existait quelque preuve qui pourrait justifier les accusations portées par la Maison Blanche.

Le dossier contenait également des affirmations selon lesquelles des médecins soviétiques avaient torturé des Américains capturés au Nord-Vietnam ; l'université Patrice-Lumumba de Moscou y était présentée comme un centre d'entraînement de plus en plus intensif à la torture scientifique, destiné aux praticiens du tiers monde. Le KGB était accusé d'avoir créé, en Bulgarie et en Allemagne de l'Est, ce que l'on décrivait comme des « centres de tortures » où les opposants étaient soumis à toute une variété de sévices sous le contrôle de médecins. Alarmé par ces accusations, Schlesinger réclama des vérifications d'urgence et découvrit simplement que, si ces accusations étaient probablement fondées, elles ne révélaient vraiment rien de neuf. Les chefs d'antenne en avaient déjà fait état à maintes reprises.

Comble d'ironie, le dossier de la Maison Blanche attira l'attention du directeur sur le passé de l'Agence en ce domaine.

Le 27 février 1973 — au moment où, pure coïncidence, le président Nixon rencontrait pour la première fois dans le Bureau Ovale John W. Dean III, son conseiller juridique, pour examiner la meilleure façon, sinon de dissimuler totalement le Watergate, du moins de faire en sorte qu'il n'éclabousse pas la Maison Blanche —, Schlesinger transmit un ordre à tous les employés de l'Agence. Le mémo polycopié — portant la simple mention « Confidentiel » — demandait qu'on informe immédiatement le bureau du directeur de tous les cas où des fonctionnaires de l'Agence avaient pu commettre des actes « incorrects ou illégaux ».

Les officiers de carrière, pour qui Schlesinger était un intrus qui se mêlait de ce qui ne le regardait pas, prirent la chose très mal. Certains eurent l'impression qu'on leur demandait de se livrer à l'espionnage et à la délation dans leurs propres rangs, de se conduire en somme comme les forces de sécurité d'une quelconque république bananière plutôt que comme les membres de ce qui demeurait la plus puissante

agence de renseignement du monde. Un scientifique de l'ORD envoya au directeur la copie d'un des mémos du Dr Gottlieb concernant l'opération Souvent : « Nos hommes de terrain, particulièrement parmi la nouvelle génération d'officiers de haut rang, ont fait preuve du plus grand discernement et compris que, outre les considérations médicales et éthiques, il fallait tenir compte d'éléments extrêmement sensibles touchant à la sécurité. » Le message était clair : fichez-nous la paix.

Le scientifique fut très rapidement saqué. Le directeur n'avait pas l'intention de laisser tomber, et quiconque refuserait de se plier à ses ordres prenait ce faisant le risque d'être renvoyé.

Au fil des jours, le bureau de Schlesinger se couvrit de piles de rapports de fonctionnaires remontant jusqu'à la mort de Frank Olson et l'opération Artichaut. Le catalogue des délits allait de la Corée au Vietnam. Chaque jour, les piles augmentaient, dépassant bientôt celles destinées à résoudre la crise du Watergate. Schlesinger était de plus en plus abasourdi par l'ampleur des délits commis par l'Agence dans le passé. On avait tout essayé, rien n'avait semblé trop grand ni trop petit, trop risqué ou trop ignoble. Chantage, harcèlement sexuel et violences de toutes sortes, aboutissant fréquemment au meurtre, étaient monnaie courante. C'était tout bonnement terrifiant. Le 21 mars 1973 — quand Dean et le président se rencontrèrent pour discuter de la « prime au silence » à accorder à Howard Hunt, et tombèrent d'accord sur la somme de soixante-quinze mille dollars —, le directeur sut que la corruption était une pratique parfaitement admise au sein de l'Agence depuis l'ère Dulles.

Pourtant, au milieu de toutes ces exhumations, rien ne resurgit de ce qui s'était passé à Montréal.

Le 30 avril 1973, le président Nixon annonça les démissions d'Ehrlichman, de H. Robert Haldeman, secrétaire général de la Maison Blanche et du ministre de la Justice Richard Kleindienst. Une déclaration séparée faisait état du limogeage de Dean.

L'idée de démissionner traversa l'esprit de Schlesinger. Il savait qu'il n'existait aucun moyen pour que ce que l'on appelait désormais au septième étage les « bijoux de familles » — la somme de preuves qui s'accumulaient couvrant des années de conduite illégale et contraire à l'éthique de la part d'employés de l'Agence — demeure caché. Tout déchirer en petits morceaux ne suffisait plus à garantir que l'on puisse maintenir fermé le couvercle de la boîte de Pandore dont le contenu se répandait sur son bureau. Qui savait ce qui avait été accumulé ailleurs ? Quels autres documents compromettants étaient entreposés

dans les bureaux d'un campus d'université ou cachés dans le service des archives d'une des compagnies pharmaceutiques que l'Agence avait employées ? Tandis que l'enquête sur le Watergate s'enfonçait de plus en plus profondément dans des eaux toujours plus troubles, d'autres gens pourraient être tentés de faire des révélations sur les fautes passées du gouvernement. Déjà, certains détails sur les opérations montées par l'Agence, que laissaient filtrer quelques-uns des scientifiques qui avaient démissionné avant que ne soit mis en place le plan de financement de Casey, commençaient à parvenir aux journaux. Le poste de directeur était devenu un cauchemar pour Schlesinger.

Le 22 mai 1973, le Directorate of Operations annonça qu'il n'avait pas trouvé le moindre élément permettant de relier entre elles les diverses données du dossier de la Maison Blanche quant à une éventuelle implication des Soviétiques dans les affaires intérieures américaines. Le soir même, le président Nixon fit une longue déclaration à la télévision nationale où il nia carrément avoir eu connaissance du cambriolage du Watergate et de la tentative d'enterrement de l'affaire. Il admit cependant avoir donné son accord à la CIA pour les écoutes téléphoniques chez des journalistes et certains de ses collaborateurs. Mais, ajouta-t-il solennellement, il n'avait été guidé en cela que par des considérations de sécurité nationale. Schlesinger n'en revenait pas. On ne l'avait même pas prévenu que le président avait l'intention d'impliquer publiquement l'Agence. Sa tentation de démissionner se renforça.

Le 22 juillet, le président Nixon nomma subitement Schlesinger, qui n'était en poste que depuis trois mois, secrétaire à la Défense, un poste où il aurait tout loisir de se battre avec le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger. L'ex-directeur n'aurait ainsi pas le temps de poser à son état-major d'autres questions gênantes qui ne pourraient qu'embarrasser davantage l'administration.

Le président hésita pendant deux mois avant de nommer William Colby directeur de la CIA. Le changement fut bien accueilli à l'Agence où régnait le plus grand découragement. Derrière son sourire policé, Colby, petit et coquet, était un homme réaliste et il avait du flair.

Il ne lui fallut qu'une semaine pour prendre la mesure de la situation. Assis, très collet monté, à son bureau, ses lunettes réglementaires de l'armée datant de la Seconde Guerre mondiale perchées sur l'arête du nez, il fit ce à quoi il excellait : digérer à toute vitesse d'énormes quantités d'informations. C'est ainsi qu'il avait fait pour

être un des premiers de sa promotion à Princeton en 1940 et obtenir sa licence de droit à Columbia en 1947. Puis, avec la nature impitoyable qui lui avait permis de tuer des Allemands en France pendant la guerre, Colby se mit au travail.

Il décida qu'en priorité, et en toute loyauté, il était au service de la présidence — quel que soit le président en place. Après venait l'Agence. Rien ni personne d'autre ne comptait en dernier ressort. Il comprit également qu'il n'y avait aucun moyen de détourner la meute qui commençait à hurler sur la piste de Langley. Mais il n'allait pas leur faciliter la tâche. L'*omertà*, la vieille loi du silence qui régnait sous Dulles, signifiait encore quelque chose pour lui. Il fit savoir qu'en cas de nouvelles fuites, les responsables — et cela concernait également les anciens membres de l'Agence — devraient en répondre personnellement devant lui. Il était courtois, n'élevait jamais la voix, mais la menace était très claire. Il continua à préparer la défense de l'Agence et passa en revue les cartons de dossiers les uns après les autres afin de peaufiner les justifications.

Entre-temps, en détournant l'attention générale, le Watergate lui avait offert un répit. Le 10 octobre 1973, le vice-président Agnew donnait sa démission. Dix jours plus tard, on assista à une nouvelle avalanche de démissions et de renvois au sein de l'administration Nixon. Tout au long de l'hiver, et en 1974, le Watergate ruina le peu de crédibilité qui restait encore au président et à ses hommes.

Colby fit tout son possible pour tenir l'Agence à distance de ce qui, le 27 juillet 1974, était devenu inévitable. Ce jour-là, la Commission de contrôle juridique vota le premier article de la procédure d'*impeachment* contre le président Nixon, l'accusant d'avoir fait obstruction à la justice en tentant de dissimuler le Watergate. Deux jours plus tard fut voté le second article de l'*impeachment*. Le 8 août, le président, utilisant un média qu'il n'avait jamais parfaitement maîtrisé, la télévision, annonça sa démission à la nation. Le lendemain, le vice-président Gérald L. Ford entra en fonction. Le soir même, il convoqua Colby et lui demanda de lui faire un exposé complet de tous les problèmes en cours. Colby lui dit tout, y compris ce qui s'était passé à Montréal. Le président Ford hocha la tête. « Mon Dieu, répétait-il. Oh, mon Dieu. »

C'est un vieil adversaire de l'administration, le *New York Times*, qui avait mis le feu aux poudres. Un matin de décembre 1974, Colby, parmi beaucoup d'autres, découvrit à son réveil que ce quotidien contenait un long article sur les activités illégales de l'Agence sous les

gouvernements Johnson et Nixon. On y insinuait que la gangrène remontait à plus loin encore. Pour donner des gages à l'opinion publique, Gerald Ford nomma le vice-président Nelson A. Rockefeller à la tête d'une commission chargée d'ouvrir une enquête. Parmi ses huit membres siégeait Ronald Reagan, gouverneur de Californie. Cette commission se réunissait au 716 Lafayette Park, dans un hôtel particulier appartenant au gouvernement et où, comme quelques autres, Iouri Nossenko avait fait un bref séjour avant d'être conduit dans sa chambre de torture au fond de la forêt. La commission était chargée, entre autres, d'examiner les recherches biomédicales de la CIA et de proposer des moyens de rendre désormais impossible la réédition de certains méfaits prouvés du passé.

En Californie, entre ses visites à Washington — il n'assista qu'à dix des trente-six auditions de la commission —, le gouverneur Reagan utilisait tout son pouvoir de séduction pour essayer de convaincre le pouvoir législatif de financer secrètement un plan dont le premier énoncé l'avait convaincu qu'il apportait une solution aussi limpide que le dénouement des films de série B qu'il avait tournés jadis.

Le gouverneur, comme nombre d'Américains aisés, entre deux âges et de classe moyenne, était obsédé par la violence qui s'infiltrait dans le pays. La grande criminalité avait atteint des proportions sans précédent. La réponse, du moins pour la Californie, croyait le gouverneur, résidait dans la proposition d'un des plus éminents psychiatres de l'Etat, le Dr Louis Jolyon West, titulaire de la chaire du département de psychiatrie de l'université de Los Angeles dont il dirigeait également l'Institut neuropsychiatrique. Au début des années soixante, alors qu'il travaillait à l'université de l'Oklahoma, le Dr West avait lancé un programme de recherches sur le LSD, financé par la CIA. Il avait proposé au gouverneur, immédiatement enthousiaste, la création d'un Centre pluridisciplinaire pour l'étude et la réduction de la violence, richement doté.

Le projet prévoyait l'installation de ce Centre sur un site de missiles Nike reconverti, dans les montagnes de Santa Monica. Le Dr West l'avait choisi parce qu', comme il l'avait écrit dans un mémo sur le sujet, « il est accessible tout en étant relativement isolé, il est bien protégé et comprend divers bâtiments où l'on pourrait, à l'abri des regards, poursuivre des études comparatives sur des procédés expérimentaux quant à la modification des comportements indésirables ».

Le psychiatre proposait que le Centre traite des individus faisant preuve d' « agressivité antisociale et impulsive ». Ses laboratoires

devraient être consacrés à des études génétiques, biochimiques et neurophysiologiques portant sur des « individus violents, y compris les prisonniers et les enfants turbulents ». D'autres recherches devaient concerner la « pharmacologie de la violence » et la meilleure façon d'utiliser des « médicaments inhibants anti-violence ». Il y aurait aussi des spécialistes du « comportement meurtrier lié au cycle menstruel et des études comparatives des niveaux de violence parmi les différents groupes ethniques ». Au premier chef, le Centre s'intéresserait à la mise au point de tests qui, espérait le Dr West, « pourraient détecter des prédispositions mentales à l'agressivité avant que ne survienne l'épisode violent ». Il suffirait alors d'implanter dans le cerveau d'individus soupçonnés de « tendances agressives » de minuscules électrodes qui seraient connectées à de petits émetteurs-récepteurs radio.

Ainsi, dans son fief californien, le gouverneur Ronald Reagan se montrait-il un chaud partisan d'une des méthodes essayées, sans aucun résultat prouvé, par la CIA, sur laquelle, en tant que membre d'une commission, il enquêtait à Washington. Il partageait sans réserve les convictions du Dr West ; un jour, le comportement de tous les individus ayant des « tendances violentes » — personne n'avait encore défini sur quels critères on mesurerait le taux de violence — serait surveillé par des stations de contrôle où l'on pourrait lire sur des écrans les signaux émis par les implants. Le moindre signe d'impulsion anormale « pourrait indiquer l'imminence de l'acte de violence ». Des infirmiers, munis de médicaments psychotropes adéquats, se rueraient immédiatement pour maîtriser l'individu. L'exploitation de ce système reviendrait très cher, mais le gouverneur Reagan voyait déjà le jour où des dizaines de milliers de Californiens seraient contrôlés en permanence de cette façon. Comme il aimait à le dire à ses amis, la réalité dépassait vraiment la fiction.

Parmi ceux qui avaient été pressentis pour travailler au Centre, figurait Leonard Rubenstein. On avait aussi pensé à deux médecins sud-américains qui avaient travaillé à l'Institut sous les ordres du Dr Cameron, l'un pour diriger la salle d'électrochocs — qui devait fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept —, l'autre pour faire partie de l'équipe de psychochirurgie du Centre où seraient mises en œuvre « les toutes dernières techniques de lobotomie ». Ces deux médecins travaillaient à l'époque dans les centres de détention du Chili et du Paraguay.

En dépit de son immense pouvoir de persuasion, Reagan ne parvint pas à convaincre le corps législatif de Californie de soutenir la

proposition du Dr West. Quand le rapport de la commission Rockefeller fut publié, il manifesta clairement son désaccord avec la conclusion accablante selon laquelle la CIA avait poursuivi un programme parfaitement contraire à l'éthique pour « étudier les possibilités de contrôler le comportement humain en explorant de façon irresponsable les effets des électrochocs, de la psychiatrie, de la psychologie, de la sociologie et des techniques de harcèlement ». Le gouverneur Reagan avait pris la défense de l'Agence, affirmant que « dans toute administration employant environ seize mille personnes, il y aura toujours des gens qui commettront des erreurs et feront des choses qu'ils ne devraient pas faire ».

Plus tard, après un dîner avec William Casey, Reagan avait fait le serment que, s'il était un jour élu à la présidence, il s'assurerait que la CIA n'ait jamais à se battre avec une main liée derrière le dos. Au contraire, il donnerait à l'Agence les moyens de mener la guerre contre l'ennemi, quel qu'il soit, où qu'il soit, et quelles que soient les méthodes utilisées.

LIVRE III

Quarante ans après Nuremberg, la torture, sans même qu'on cherche à utiliser le prétexte de la recherche pour la dissimuler, est devenue, dans de nombreux pays, une pratique courante de gouvernement. Les connaissances et la technologie modernes, et occasionnellement les médecins, sont impliqués dans cette « épidémie ». Comme la torture appliquée sur le corps provoque des ravages aussi bien sur la constitution physique que psychologique de ceux qui en sont victimes, des individus ayant des compétences particulières dans les domaines physiologique et mental se trouvent parfois amenés à se rendre complices de l'extension de ce fléau. Il y a plusieurs niveaux de coopération dans la torture : un participant involontaire peut avoir été abusé ou avoir subi des pressions, tandis que d'autres s'engagent délibérément.

> *Albert R. Jonsen, professeur d'éthique médicale à l'université de Californie, San Francisco, et Leonard A. Sagan, ancien chef du comité médical d'Amnesty International (USA), dans* The Breaking of Bodies and Minds : Torture, Psychiatric Abuse and the Health of Professions, *rapport de l'American Association for the Advancement of Science, 1985.*

Il y a des gens qui ne comprendront jamais pourquoi les services secrets font appel aux services de médecins. Ce sont ceux qui ne se rendent pas compte qu'il existe un fossé entre ce que l'on accomplit

au nom d'un gouvernement légal et ce qui est commis au nom du terrorisme. C'est vraiment très compliqué et, si vous n'êtes pas de la partie, la nuance est difficile à saisir.

William Buckley, alors officier au Directorate of Operations de la CIA, lors d'une conversation avec l'auteur, à Rome, le 12 novembre 1983.

17

Plus loin, toujours plus loin

Cette promesse faisait partie du débat intérieur qui agitait William Casey en permanence depuis que le président élu, Ronald Reagan, lui avait offert le poste de directeur de la CIA, le mardi 18 novembre 1980. Il avait longtemps hésité avant d'accepter.

D'abord et avant tout, l'offre était venue tard dans la journée. La plupart des postes importants dans la nouvelle administration étaient déjà pourvus. Le président avait nommé Casper Weinberger secrétaire à la Défense ; le Département d'Etat était échu à Alexander M. Haig Jr. Casey aurait aimé obtenir l'un de ces deux postes. Il pensait posséder l'expérience et la formation nécessaires pour laisser sa marque soit dans le domaine étranger, soit dans le domaine militaire. Après avoir dirigé une campagne modèle pour Reagan — d'autant plus spectaculaire qu'il était un étranger pour les Californiens —, Casey avait caressé l'espoir d'être récompensé par un siège important au sein du gouvernement.

Au début de l'année 1979, quand il avait décidé de se lancer dans la course à la présidence, le gouverneur Reagan avait d'abord demandé à Casey une aide financière pour soutenir sa campagne. Casey avait poliment envoyé un chèque de mille dollars, le maximum autorisé en tant que contribution personnelle allouée à un candidat ; il avait d'ailleurs fait parvenir une somme identique à tous les postulants républicains importants pour les élections primaires. Il avait également promis à Reagan qu'il suivrait attentivement le déroulement de la campagne et que, chaque fois que le gouverneur passerait à New York, il trouverait toujours le temps pour discuter avec lui en particulier. Casey n'avait pas oublié la soirée où Reagan avait exposé à grands traits ses ambitions pour la CIA.

Le matin où il avait reçu le chèque de Casey, le gouverneur avait

téléphoné pour le remercier chaleureusement et lui dire que, par chance, il serait bientôt à Long Island et souhaitait une entrevue. Casey hésitait à inviter Reagan chez lui. Il jugea finalement préférable que la rencontre ait lieu en terrain neutre pour ne pas que Reagan s'imagine qu'il jouissait d'un traitement de faveur. Il choisit donc un motel proche de son hôtel particulier de Long Island. Après un petit déjeuner qui dura une heure et demie, Reagan joua cartes sur table. Il voulait que Casey fasse partie de son état-major de campagne qui préparait une éventuelle confrontation avec le président sortant, Carter.

Casey esquiva la question en marmonnant. Reagan s'engagea alors dans une discussion à bâtons rompus. Casey découvrit qu'ils partageaient les mêmes idées sur de nombreux sujets : la menace communiste, la nécessité d'une défense forte, particulièrement dans le domaine du renseignement, et un marché financier en bonne santé. Casey buvait du petit-lait. Au moment de partir, Reagan réitéra son offre et Casey accepta. Il avait le sentiment d'avoir parié sur le bon cheval dans la course à la Maison Blanche.

Au début de l'année 1980, Casey avait mendié, emprunté et négocié adroitement près de sept cent mille dollars pour la campagne de Reagan. Il avait également jaugé l'importance des différents membres du « cabinet californien ». Il fallait compter avec Edwin Meese et Michael Deaver. En revanche, la cote du directeur de campagne de Reagan, John P. Sears, était en chute libre. Reagan le congédia à la fin de l'année et personne ne fut surpris lorsqu'il demanda à Casey de le remplacer.

Ce fut un choix judicieux. L'avocat, en Casey, sut évaluer instinctivement qui et quoi comptaient réellement lorsqu'il fallut livrer le dernier assaut vers la Maison Blanche. Deaver et Meese avaient encore voix au chapitre, mais Nancy Reagan tirait de plus en plus les ficelles dans les coulisses. Casey s'était adapté à cette réalité, la consultant, s'inclinant lorsqu'il ne pouvait faire autrement, mais il parvenait le plus souvent à lui faire admettre son point de vue en la persuadant que s'il travaillait des nuits entières et tous les week-ends, c'était seulement parce qu'il croyait totalement en la victoire de son cher Ron.

C'est elle qui lui avait prodigué les premiers et les plus chaleureux remerciements. Puis était venue la déception. Aucune proposition immédiate pour un poste ministériel. Rien. Casey était retourné à New York, cachant sa blessure à tout le monde, hormis à sa femme, Sophia. Il allait avoir soixante-huit ans. C'était un homme qui marmonnait, qui traînait les pieds mais, ses adversaires l'apprirent à

leurs dépens, qui gaffait rarement. Plus vif d'esprit que bien des hommes qui avaient la moitié de son âge, il savait percevoir une faiblesse, exploiter ou colmater une brèche, et ensevelir un opposant sous une avalanche de paroles.

Les Californiens quelque peu nonchalants de l'entourage de Reagan avaient été impressionnés par la façon dont Casey se servait du téléphone pour se procurer de l'argent, vaincre les réticences tout en sachant prévoir les problèmes que le gouverneur aurait à affronter tout au long de la campagne. Parmi ceux-ci figurait l'affaire des otages de Téhéran où cinquante-deux Américains étaient toujours retenus. La façon absurde dont le président Carter avait traité cette question avait culminé dans une mission de secours qui s'était enlisée dans le désert iranien ; Casey avait habilement exploité en faveur de Reagan les photos de débris d'hélicoptères américains pour en faire le symbole de l'incapacité de Carter à rendre à l'Amérique sa grandeur dans le monde.

Seule la CIA, dans cette triste débâcle, avait bien fait son travail. Elle avait infiltré à Téhéran une poignée d'agents en vue d'une opération de secours. Cela avait rappelé à Casey l'époque où, pendant la Seconde Guerre mondiale, il avait dirigé des équipes de l'OSS au cœur même du Berlin de Hitler.

Il avait compris, depuis la conversation où Reagan avait déclaré qu'il fallait laisser les mains libres à la CIA, que les choses allaient mal à l'Agence. Colby avait tenu jusqu'au 30 janvier 1976, obéissant à contrecœur aux commissions du Congrès qui lui ordonnaient de leur livrer des secrets sur l'implication de son prédécesseur dans le scandale du Watergate. Pour des raisons qui n'ont jamais été réellement éclaircies, et par Colby moins que quiconque, il avait fourni au Département de la Justice des informations qui avaient abouti à l'inculpation de Richard Helms, accusé de n'avoir pas témoigné « pleinement et complètement » à propos des actions secrètes de la CIA au Chili alors qu'il en était le directeur. Helms avait été condamné à deux mille dollars d'amende et à deux ans de prison — avec sursis. A Langley, Colby était devenu un lépreux, on le fuyait, on l'évitait pour avoir vendu Helms, qui avait vécu selon les anciennes règles édictées par Dulles : « Nous sommes un service silencieux, et le silence commence ici. »

George Bush succéda à Colby. Arrivé le 31 janvier 1976, il partit trois cent cinquante-six jours plus tard, le 20 janvier 1977, pour devenir le coéquipier de Reagan.

Le 9 mars 1977, Stansfield Turner remplaça Bush. Amiral à quatre

étoiles à la retraite, doué d'une intelligence exceptionnelle, Turner avait été l'un des plus brillants stratèges de la Navy. Il considéra que son rôle à la barre consistait à gouverner l'Agence afin de lui faire éviter les récifs sur lesquels elle avait failli se fracasser — un littoral déchiqueté constitué d'un enchaînement d'actes irresponsables qui parsemaient son histoire, de la Corée jusqu'au Watergate, en passant par le Vietnam.

Turner avait été sincèrement choqué par les pratiques scandaleuses, financées par la CIA, à Montréal et ailleurs. C'était une histoire horrible, ne cessait-il de répéter, vraiment terrifiante, avec tous ces Dr Frankestein qui faisaient des galipettes dans tous les coins. Cela ne devait jamais se reproduire. En tant que directeur, il prit des décisions comme il le faisait depuis des années, après avoir lu sa *Christian Science Lesson* hebdomadaire. La foi de sa mère lui avait permis de traverser presque autant de tragédies personnelles qu'Allen Dulles. Son père s'était suicidé à la suite du krach de 1929. Son unique frère était mort dans un accident de voiture au moment de la Dépression. Il n'avait trouvé qu'en Dieu un début d'explication aux épreuves qui lui avaient été infligées et depuis, le Tout-Puissant avait guidé toutes ses décisions.

Turner avait étudié longuement et soigneusement toutes les preuves que Colby avait accumulées dans son bureau, dont certaines, Dieu merci, avaient échappé à l'hémorragie vers les commissions du Congrès. La masse de documents témoignant des méfaits du passé fut mise en sécurité, selon des méthodes éprouvées, replacée dans sa boîte de Pandore et ensevelie dans les profondeurs des archives. Chaque dossier fut estampillé « A n'ouvrir que sur l'ordre du directeur ».

Turner avait ordonné la remise en vigueur immédiate du code de l'*omertà*. Ce qui avait été fait ne pouvait être défait, mais on ne devait plus en parler publiquement. Cette sainte ordonnance fit le tour des couloirs de Langley. Mais le pardon ne pouvait être gagné qu'au prix du châtiment des coupables. Sur ce sujet aussi, la Bible était claire. Il en alla ainsi dans l'Agence de Turner. Plus d'une centaine d'hommes perdirent leur travail au cours de ce qui fut connu sous le nom de Massacre de la Toussaint de 1977.

Turner avait dit à Buckley, au retour de ce dernier d'Angola, que le temps des « opérations de cow-boys » était révolu. Buckley fut envoyé soutenir clandestinement Jonas Savimbi, qui combattait le régime marxiste dans la brousse de l'Afrique du Sud-Ouest. Le Congrès avait, lors de la grande lessive qui avait suivi le Watergate, ordonné à l'Agence de cesser cette ingérence. Mais le directeur avait

rappelé à Buckley qu'on pouvait continuer à travailler sans « se conduire comme des fous ».

Casey approuvait totalement cette attitude. S'il acceptait l'offre de Reagan, Turner devrait partir. C'était dans la logique des choses. Personne n'était en place pour toujours. Mais voulait-il ce poste ? Cette question le tarabustait du moment où il se levait, habituellement vers trois heures et demie du matin, jusqu'à celui où il se couchait, vers dix heures du soir. Il était depuis longtemps habitué à ces journées de dix-neuf heures qu'il entrecoupait de parties de golf et de tranquilles déjeuners et dîners.

Peu à peu, il se concentra sur ce qui avait fini par devenir pour lui un problème clé. Devenir un des pivots du monde des services secrets américains signifiait, paradoxalement, reprendre une vie publique. Il serait responsable devant, entre autres, le Senate Select Committee on Intelligence, le National Security Council (NSA), le National Foreign Intelligence Board (NFIB) et le President's Foreign Intelligence Advisory Board (PFIAB), un jury de quatorze citoyens soigneusement sélectionnés qui contrôlaient les activités du renseignement pour le président.

Casey détestait les chiens de garde, même s'il avait lui-même autrefois joué ce rôle en tant que chef de la Securities and Exchange Commission de Nixon. Son passage à la SEC mena à une accusation de faux serment, lors de l'enquête sur le Watergate. Il fut accusé d'avoir profité de son poste pour favoriser l'enterrement de l'affaire. Comme il l'avait prédit, tout cela n'aboutit à rien. Mais la blessure n'avait jamais complètement cicatrisé, de même qu'il n'avait pas tout à fait exorcisé l'humiliation publique qui avait suivi sa décision de briguer un mandat : il avait cherché à être le candidat des Républicains dans sa circonscription de Long Island, New Jersey, pour les élections au Congrès en 1968. Cela s'était soldé par un fiasco.

Pourtant, la direction de la campagne de Reagan n'avait pas seulement été un morceau de bravoure qui avait forcé l'admiration des Californiens ; elle avait ranimé en Casey le sentiment d'appartenir au service public. Il avait tiré les leçons de ses erreurs passées à Washington : il était devenu politiquement plus rusé, plus prudent, plus lent encore dans les réponses qu'il grommelait. Le marionnettiste habile qui avait réussi à éviter que Reagan ne commette trop de gaffes dans ses discours se voyait déjà jouer les éminences grises et pensait pouvoir exercer ses talents au secrétariat d'Etat ou à la Défense.

En apprenant les nominations de Weinberger et de Haig, Casey

avait déclaré à Sophia, avec philosophie, qu'il fallait s'y attendre : il avait rejoint trop tard l'équipe de Reagan.

Puis, dans la soirée de ce mardi de la fin de novembre, le président élu avait appelé Casey à son cabinet au 200, Park Avenue, à New York. Les étagères qui garnissaient celui-ci témoignaient de sa propre contribution dans le domaine des lois sur les impôts et les investissements : vingt-quatre ouvrages reliés en cuir qu'il avait écrits ou dont il avait dirigé la publication. L'ameublement attestait de l'immense fortune que son occupant avait amassée en réglant les problèmes juridiques des riches et des puissants. La moquette et les tissus d'ameublement étaient de très grande qualité, le bureau de son associé une authentique antiquité et les tableaux dignes d'une galerie.

Reagan s'était montré simple et affable. Comment allait Sophia ? Il se souvenait encore à quel point Nancy et lui avaient été ravis de les rencontrer. Il fallait qu'ils se revoient tous bientôt. Et Bernie, comment marchait son travail d'actrice ? Bernadette Casey, qui allait avoir trente ans, avait entamé une carrière qui semblait prometteuse. Jusque-là, elle avait fait quelques télévisions commerciales. Le nouveau président avait félicité à nouveau Casey pour tout ce qu'il avait fait en tant que directeur de campagne, et répété que lui et Nancy n'oublieraient jamais ce qu'ils lui devaient, et combien sa présence leur manquait.

Casey avait perçu chez Reagan l'affectation de l'ancien acteur. Après une pause, la conversation reprit sur un ton mesuré. Peut-être aimerait-il venir à Washington ? Il y avait encore un poste à prendre.

Casey avait écouté — attendu et écouté, comme il avait toujours fait quand un avocat de la partie adverse avançait ses pions.

Puis la proposition était venue. Que dirait-il de devenir directeur de la CIA ?

Après avoir marmonné quelques remerciements, Casey avait, pour gagner du temps, demandé à consulter Sophia. Le président élu avait dit que c'était absolument normal. Mais il aimerait néanmoins que Casey soit présent lorsque Turner ferait son rapport au nouveau gouvernement. Casey promit qu'il serait là. En son for intérieur, il était froissé que Reagan ait eu l'air de considérer que l'avis de Sophia n'était qu'une simple formalité.

Ce n'en était pas une. Depuis plus d'un demi-siècle, Casey n'avait rien fait — dans le domaine professionnel ou privé — sans consulter sa femme. C'était, il le savait, ce qui avait contribué à faire de leur couple quelque chose de très différent de celui, par exemple, des Dulles. Pourtant, sur d'autres plans, Casey ressemblait de façon frappante au

vieux maître de l'espionnage. Ils avaient en commun la même capacité d'envisager une situation sous tous les angles, la même méthode logique et prudente de déduction, la même propension à attaquer soudainement et brutalement, le même don pour pouvoir dormir profondément quoi qu'ils aient fait dans la journée. Et par-dessus tout, Casey avait partagé avec Dulles la fierté de faire partie des pionniers de l'espionnage et du contre-espionnage américains modernes.

Casey discuta de la question avec Sophia dans leur salle de séjour de Mayknoll, le luxueux hôtel particulier qu'ils possédaient près de Long Island. C'était une femme coquette, vive, aux cheveux blancs. Elle avait écouté attentivement, puis l'avait regardé bien en face, le regard aussi confiant que le jour de leur mariage pendant la Seconde Guerre mondiale. S'il désirait diriger la CIA, elle l'aiderait. Mais il devait promettre de ne jamais vendre Mayknoll. Après leur départ, cette demeure reviendrait à Bernadette. Ils devaient garder également leur maison d'hiver en Floride, même si le fait qu'il devienne directeur signifiait qu'ils n'auraient probablement plus beaucoup le temps de se rendre dans un de ces deux endroits. Il ne pourrait pas non plus, s'il acceptait ce poste, trouver le temps de terminer son ouvrage sur la guerre de l'OSS en Europe contre les nazis. Il en avait déjà écrit six cents pages manuscrites. Mais il fallait encore les corriger et les peaufiner.

Après avoir pesé le pour et le contre, Sophia conclut en disant qu'évidemment, il devait accepter ce poste s'il le désirait réellement.

Affermi sur le front domestique, Casey avait continué à ruminer pendant les deux jours qui précédèrent son vol vers Washington où il allait assister à l'exposé de Turner.

Ses recherches sur les activités de l'OSS du temps de guerre l'avaient amené à s'entretenir avec la poignée de vétérans qui travaillaient encore à l'Agence. Ceux-ci lui avaient fait comprendre à quel point les méthodes avaient changé. L'espionnage à longue distance avait souvent remplacé les hommes de terrain. Monter des réseaux d'espions était une activité de plus en plus onéreuse et risquée. Le Vietnam avait montré combien il était facile d'infiltrer ces groupes. Les Russes et les Chinois avaient aussi régulièrement détruit des cellules américaines qu'il avait fallu des années pour mettre en place. Maintenant, un seul avion-espion américain recueillait parfois plus d'informations en un simple vol qu'une masse d'agents de terrain en plusieurs mois.

Casey restait pourtant persuadé que quel soit le niveau de sophistication atteint dans la recherche de renseignements, celle-ci ne pouvait se passer de l'intelligence de l'homme qu'aucun gadget au monde ne remplacerait jamais. Mais l' « ennemi » — appellation qui chez lui englobait tous ceux qui étaient hostiles aux Etats-Unis — était plus nombreux. Les anciens, la Russie, la Chine, Cuba et le Nord-Vietnam, étaient toujours là. Mais il avait découvert en préparant les thèmes de la campagne qu'il y avait maintenant une foule de nouveaux venus dont les armées n'étaient que trop visibles : les bandes de terroristes qui intervenaient brutalement dans la vie quotidienne.

Il ne s'agissait plus simplement d'avions détournés vers Cuba. La crise iranienne avait marqué une rupture. Elle montrait clairement que les actions terroristes étaient parfaitement imprévisibles ; qu'un groupe, les Gardiens de la Révolution, dirigé par un vieux mollah, Ruhollah Khomeiny, qui avait le titre d'ayatollah, avait fait fi de toute considération humanitaire et démontré l'impuissance des Etats-Unis à la face du monde. Mais Casey était convaincu, non seulement par ce qu'il avait lu et entendu, mais aussi par ce qu'il avait glané à Washington au cours de la campagne électorale, qu'on en savait très peu sur Khomeiny et sur ses motivations profondes.

Il était manifestement urgent d'utiliser les moyens dont disposait la CIA pour préparer non seulement un profil psychologique de l'ayatollah mais aussi une estimation correcte des systèmes de pensée de tous les groupes terroristes. Dulles avait prouvé la valeur de ce travail quand il avait engagé une guerre psychologique sans merci contre les Allemands. Il était également prioritaire pour lui de découvrir comment étaient recrutés les terroristes ; quels étaient les critères qui les amenaient à adhérer à une organisation plutôt qu'à une autre. Sur une des petites cartes qu'il avait sur lui, il nota qu'il lui faudrait examiner tous ces aspects... s'il acceptait le poste de directeur.

Dans le temps qui lui restait avant de se rendre à Washington, Casey passa de nombreux coups de téléphone à ses contacts dans la capitale. Il cherchait une réponse à un problème terriblement préoccupant. En dirigeant la campagne de Reagan, il avait eu accès à de très nombreuses informations sur la situation des otages en Iran. Les agents de la CIA à Téhéran avaient découvert que certains des Américains avaient été soumis à des tortures scientifiques. Ils avaient été isolés et drogués par des médecins entraînés à ce genre de méthodes, qui cherchaient à leur arracher ces confessions absurdes qui faisaient désormais partie de la routine sinistre des bulletins d'information du soir.

Cela dit, ces nouvelles n'avaient pas été une surprise pour Casey. Il

avait lu le rapport de la commission Rockefeller, et se doutait qu'ailleurs dans le monde on commençait à imiter les travaux du Dr Cameron. Les violations médicales des droits de l'homme par les Soviétiques avaient été régulièrement évoquées au cours de la campagne, et il avait poussé Reagan à adopter une ligne dure à propos des psychiatres russes et de la façon dont ils traitaient les dissidents. Il avait encouragé les rumeurs selon lesquelles les médecins soviétiques utilisaient des prisonniers cubains sur l'île pour des expériences contraires à l'éthique. Il avait également fait courir le bruit que partout où les Etats-Unis avaient des ennemis — en Asie, en Amérique latine et en Afrique — les médecins infligeaient aux prisonniers des sévices monstrueux.

Les rapports venus d'Iran le troublaient non seulement parce que l'engagement dans le terrorisme était assez puissant pour que des médecins violent leur serment traditionnel, mais aussi parce que l'Agence semblait avoir sous-estimé le phénomène. Lui aurait mis sur le coup tous les hommes disponibles sur le terrain pour établir la vérité, et exhibé ensuite les preuves aux Nations unies. Cela aurait pu au moins embarrasser l'Iran et mettre sur la sellette les preneurs d'otages. Casey prit de nouvelles notes sur une fiche. Monter en épingle les cas avérés de torture médicalisée en Iran serait une de ses priorités s'il acceptait le poste.

Toujours indécis, il s'envola pour Washington le mercredi 19 novembre 1980. Selon les journaux du matin, l'affaire des otages, qui entrait dans son trois cent quatre-vingt-deuxième jour, ne serait certainement pas résolue avant que Reagan ne soit installé dans le Bureau Ovale. Casey soupçonnait Michael Deaver d'avoir manipulé la presse pour faire croire qu'il était le membre le plus important du trio qui allait diriger la Maison Blanche, Edwin Meese et James Baker étant les deux autres. Casey sentait que les intrigues avaient commencé pour de bon, même si l'investiture n'aurait lieu que dans deux bons mois.

Il avait pris l'habitude, quand il venait à Washington, de louer une petite suite à l'hôtel Jefferson. Situé dans le centre ville, il était à quelques minutes en taxi du Département d'Etat, du Département de la Défense et du Capitole. De sa suite, il continua à passer des coups de téléphone et à recevoir des gens jusqu'au moment de se coucher, à dix heures du soir. Il était réveillé à trois heures, arpentant sa suite en pyjama et robe de chambre, repassant en revue tout ce qu'on lui avait raconté, faisant minutieusement le tri entre les probabilités et les simples éventualités, les rumeurs et les faits avérés.

Tout cela menait à la même conclusion. Malgré sa bonne réputation antérieure au fiasco de la mission de secours, les résultats obtenus par la CIA dans sa lutte contre le terrorisme en Iran et ailleurs étaient inégaux. Dans des secteurs clés comme le Moyen-Orient, l'Amérique centrale ou l'Amérique du Sud et une partie de l'Europe, l'Agence possédait peu d'informations solides sur des groupes tels que la Fraction armée rouge d'Allemagne fédérale, les Brigades Rouges italiennes ou l'ETA en Espagne. Pratiquement on ne savait rien de certains groupes disparates arabes ou iraniens. Cela devait changer. Vite. Il noircit une autre fiche.

D'après ce qu'avait recueilli Casey, Turner était en partie responsable de ce manque d'informations. Il avait dû consacrer trop de temps à regonfler le moral des troupes après le Watergate et ne s'était attelé que récemment à la recherche sérieuse d'informations. Casey espérait en apprendre davantage à ce sujet lors du briefing. Mais, dans l'ensemble, le tableau donnait l'impression d'un directeur aux abois, qui luttait pour faire front, ou plutôt qui devait en permanence regarder par-dessus son épaule pour s'assurer qu'il n'y avait pas quelque limier sur sa piste. Ce n'était pas ainsi qu'on dirigeait une agence de renseignement. Cela aussi devait changer.

Casey hésitait toujours. La vie à Washington impliquait des cocktails d'ambassades, des réunions sans fin, des déjeuners et les dîners interminables avec d'ennuyeux sénateurs ou membres du Congrès. Cela le changerait beaucoup du calme et de la tranquillité de Mayknoll. Cela signifiait aussi travailler avec le sénateur Barry M. Goldwater, chef du Senate Committee of Intelligence, un des plus importants organismes de surveillance des activités du renseignement.

Casey n'avait ni sympathie ni antipathie personnelle pour le sénateur mais il doutait quelque peu de ses capacités à avoir une vue d'ensemble sur le monde de l'espionnage. Pour Goldwater, tout était ou noir ou blanc.

L'idée d'avoir à côtoyer Goldwater était devenue plus déplaisante quand Casey découvrit que ce dernier intriguait en coulisse pour faire nommer son propre candidat. Les préférences de Goldwater allaient à un autre vieux loup de mer, l'amiral Bobby Ray Inman, que sa carrière dans les renseignements de la marine avait mené à diriger la National Security Agency sous Carter. Tout compte fait, il avait bien travaillé à la tête du plus secret des services spéciaux américains. De son quartier général de Fort George Meade, dans la banlieue de Washington, la NSA surveillait électroniquement l'ensemble de la planète. Goldwater soutenait que, vu la nouvelle révolution technologique qui allait

modifier de fond en comble le monde du renseignement, Inman était le candidat idéal pour le poste de directeur de la CIA.

Casey continuait à penser que, quel que soit le nombre de satellites-espions que les Etats-Unis avaient mis sur orbite ou positionnés au-dessus de certaines régions clés, c'était l'homme qui jugeait en dernier ressort. Et en ce domaine, il se sentait capable de rivaliser avec Inman, peut-être même de le surpasser.

A cinq heures du matin, ce jeudi-là, après avoir téléphoné pour commander son petit déjeuner, Casey trouva à côté de ses œufs au bacon, de ses toasts et de son café un exemplaire du *Washington Post* qui le plaçait où il détestait être : sous les feux de l'actualité.

Un titre annonçait qu'il briguait la direction de la CIA. L'article le présentait comme un animal antédiluvien surgi de la période artisanale de la Seconde Guerre mondiale, et qui ne connaissait probablement rien aux méthodes d'espionnage moderne. C'était trop grossier pour venir de Goldwater. Etait-ce le travail d'un proche de Reagan ? Soit c'était un ballon d'essai pour l'obliger à abattre son jeu, soit c'était destiné à tester l'opposition à sa candidature, pour voir quelles seraient les réactions du Congrès et du Sénat. C'était un vieux jeu prisé à Washington... lancer un brûlot dans le *Post* pour voir d'où venait le vent.

Bon, il n'allait pas tout faire pour avoir ce boulot. Si quelqu'un en avait absolument envie, qu'il le prenne. D'un autre côté, se rappelait Casey, le président élu le lui avait proposé et il avait commencé à comprendre une chose, c'est que quand Reagan avait pris une décision, il serait passé par-dessus Bush, son vice-président, Meese et ses Californiens qui s'accrochaient à lui comme des coquillages sur un rocher de la côte du Pacifique. Et, bien sûr, Reagan devait avoir consulté Nancy.

L'histoire du *Post* pouvait également venir de Turner, qui essaierait de s'agripper à son poste en dénigrant un concurrent probable. Cela aussi était un jeu traditionnel à Washington. Mais cela ne correspondait pas vraiment au style de Turner. D'après ce qu'avait entendu Casey, c'était un homme à principes.

En définitive, quel que soit celui qui était derrière cette histoire, cela ne valait pas un clou, Reagan le lui *avait* proposé. Et peu importait en définitive au nom de qui. Ce qui comptait c'était que le nouveau président ne changerait pas d'avis une fois que d'autres auraient pris la décision à sa place. Ce n'était pas son genre. De plus, s'il y en avait qui cherchaient la bagarre, ils trouveraient à qui parler.

C'est donc plutôt piqué au jeu qu'il prit un taxi au 716, Lafayette Park, avant de sonner à la porte d'entrée du bâtiment à quatre étages vieux de cent treize ans qui avait abrité les histoires les plus variées et les plus hautes en couleur de Washington.

Un des agents du FBI chargés de la protection du président élu fit entrer Casey dans un spacieux living-room, Bush, Meese et plusieurs membres de l'ancien « cabinet californien » attendaient déjà l'arrivée de Turner.

Turner avait très bien travaillé. Casey trouva son exposé magistral et dut convenir qu'il y avait beaucoup d'informations inédites et excitantes dans les pages que le directeur lisait avec le plus grand calme. Aucun de ses discrets appels téléphoniques ne l'avait préparé à écouter l'histoire des hauts faits que Turner révélait, en levant régulièrement les yeux de ses documents pour scruter le président élu et ses collaborateurs.

Turner donnait l'impression d'un chef d'entreprise présentant son rapport annuel devant son conseil d'administration ; son discours sous-entendait que les succès futurs dépendaient de son maintien à la barre. Casey éprouva un élan de sympathie pour lui. Quelques minutes avant que Turner n'arrive dans son Oldsmobile blindée, équipée de glaces à l'épreuve des balles et d'un plancher anti-mines, il avait lui-même été chaleureusement accueilli par Reagan. Celui-ci lui avait demandé en passant, comme si tout était décidé d'avance, s'il avait discuté de son offre avec Sophia. Casey avait hoché la tête. Reagan avait souri et déclaré que c'était parfait. En définitive, ce fut aussi simple que cela pour Casey de devenir le nouveau directeur de la CIA. Meese avait suggéré à Reagan d'attendre que Turner ait terminé son exposé avant de passer le mot à la Maison-Blanche, pour informer Carter.

Certain maintenant d'être nommé, Casey s'était installé pour écouter confortablement Turner exposer les grandes lignes de sa gestion et ses suggestions pour l'avenir.

Turner était un orateur prudent, clair et succinct. Mais son débit était uniforme et il fallait l'écouter attentivement. Casey savait que Reagan avait une capacité d'attention limitée. Il aimait qu'on lui résume un sujet en quelques formules, une page au plus. C'est ainsi qu'acteur il apprenait ses rôles : une scène à la fois.

Turner avait commencé par un très long préambule pour expliquer la situation dont il avait hérité ; moral au plus bas, peu de morale, manque de coordination, tout ce qui fait que la recherche de

renseignements piétine. Casey vit le président élu commencer à s'agiter et à jeter des regards rapides à Meese puis à Bush.

Soudain, Reagan fut tout ouïe. Turner parlait de quelque chose qu'il pouvait facilement comprendre : la politique de l'Agence concernant l'assassinat ou, selon les termes de Turner, l' « action terminale ». Cela avait été interdit par un ordre de l'exécutif signé par le président Ford en 1976 et que le président Carter avait confirmé. Reagan demanda, goguenard, si le KGB était au courant de cette restriction. Casey se dit qu'il tentait de mettre un peu d'humour dans la réunion comme il était assez enclin à le faire quand on abordait les sujets les plus sérieux. Le « cabinet californien » sourit. Turner en fit autant. Il savait reconnaître une plaisanterie, et un plaisantin, quand il en rencontrait.

Il reprit son exposé. Comme ils le savaient tous, ceux qu'il appelait les « cow-boys du Watergate » avaient été congédiés, mais on avait trouvé du sang neuf. Au Directorate of Operations, il y avait actuellement quelques hommes extrêmement brillants. Casey vit une fois encore le regard de Reagan se figer. Il ne s'était jamais intéressé à ce genre de détails. Il voulait qu'on entre dans le vif du sujet. Cela ne tarda pas.

Turner dévoila la liste des « cibles » du Directorate, les dirigeants que l'Agence cherchait à renverser. En tête, venait l'éternel survivant, Castro. Il était suivi de Khomeiny puis de Mu'ammar Kadhafi. Casey avait été légèrement surpris de voir le dirigeant libyen en troisième position. Jusqu'ici il n'avait jamais pensé que Kadhafi représentait une menace sérieuse pour les Etats-Unis.

Turner développa son scénario Kadhafi. La récente victoire militaire du colonel au Tchad allait faire peser une nouvelle menace sur les intérêts américains et occidentaux en Afrique. Encouragé par ce succès, il allait se montrer plus gourmand, peut-être même se sentirait-il suffisamment fort pour « s'emparer » de la Tunisie, ou pousser plus loin vers le sud, dans un des nouveaux Etats africains. Il pouvait même apporter une aide militaire directe au régime marxiste d'Angola, voire aller jusqu'à soutenir l'ANC dans son combat contre l'Afrique du Sud blanche. Aucun signe ne permettait de déterminer où Kadhafi allait frapper la prochaine fois, la seule certitude était qu'il frapperait à nouveau. Il était par conséquent urgent de le faire tomber.

« Si ce gars est si fort, qui est-ce qui sera capable de le virer de sa place ? »

La question venait d'un conseiller. La réponse de Turner s'adressa directement à Casey. En l'écoutant, ce dernier se demanda si Turner se doutait déjà que dans quelques semaines Kadhafi ne serait plus son

problème. Turner admit que l'opposition au dictateur, intérieure ou en exil, était médiocrement organisée et à peu près totalement inefficace. Elle manquait de fonds, d'armes et de dirigeants.

Reagan interrompit ce monologue. « Quel genre de gars est Kadhafi ? » Turner se pencha pour tirer un dossier de la serviette qui était à ses pieds. La couverture rouge portait la mention « Top-secret ». Il l'ouvrit en expliquant qu'il contenait le dernier profil psychologique du colonel libyen, dont il commença la lecture :

> Etant donné les circonstances particulières de son enfance, Kadhafi a assimilé, sous une forme excessive, tous les traits de caractère des Bédouins, l'idéalisme naïf, le fanatisme religieux, l'extrême fierté, l'austérité, la xénophobie et l'extrême susceptibilité.

Reagan lui coupa la parole pour dire que le colonel semblait être dingue.

Turner poursuivit :

> A la suite du traitement discriminatoire qu'en tant que Bédouin il a subi au début de sa scolarité de la part de Libyens urbanisés aussi bien que d'étrangers, Kadhafi a conçu une profonde hostilité pour les élites en place, accompagnée d'une adhésion rigoureuse au mode de vie des Bédouins et d'une forte identification avec les opprimés. Cela a contribué à sa révolte personnelle contre l'autorité et à son soutien total et sans discrimination à tous les rebelles à travers le monde. Comme défense psychologique, Kadhafi a développé et exalté un sentiment d'orgueil démesuré. Il voit la Libye destinée à restaurer la pureté qu'il suppose avoir existé antérieurement dans l'histoire arabe.

Le président élu répéta : « Un dingue. »

Turner referma son dossier et le rangea dans sa serviette. Puis il déclara que le comportement de Kadhafi servait les objectifs des Russes. Le colonel se livrait à des voies de fait et les Soviétiques le soutenaient en lui livrant pour un million de dollars par an d'armement sophistiqué. C'était cette puissance de feu qui avait donné à Kadhafi l'avantage au Tchad. Elle le rendait virtuellement impossible à arrêter en Afrique. Même les Africains du Sud se trouveraient avec un sérieux conflit sur les bras si Kadhafi lançait contre eux une attaque d'envergure.

« Ce type est pire que Castro », lança un des conseillers.

Turner hocha la tête. « Aussi mauvais, mais différent. Kadhafi n'est pas un pion soviétique. Castro si, et depuis longtemps. »

Meese posa sa première question : quelle quantité de pétrole les Etats-Unis importaient-ils de Libye ?

Turner répliqua que cela se montait à près de 10 %. Si cet approvisionnement était coupé, les Etats-Unis connaîtraient une sérieuse pénurie de carburant, particulièrement sur la côte Est, où était vendue la majeure partie du pétrole libyen.

Reagan suggéra à Turner d'aller plus loin, signifiant clairement que, pour l'instant, il en avait assez entendu sur Kadhafi. Le président élu jeta un coup d'œil à Casey. Bon Dieu, se dit le directeur désigné, pourquoi Reagan continue-t-il à laisser entendre que Turner n'est plus dans le coup ? Il rédigea une note sur la nécessité d'un profil psychologique de Kadhafi plus poussé. Il devait y avoir dans sa personnalité des faiblesses plus exploitables que la fierté, l'orgueil et la susceptibilité.

Turner attendit que Casey ait terminé sa note pour continuer. Il essaya de faire l'article, pour l'Agence et pour lui-même, à un président élu qui n'avait jamais eu auparavant un exposé d'ensemble sur le renseignement. Turner expliqua ce qu'il entendait par le « Navy Special ». C'était noté sur l'ordre du jour que chacun de ses auditeurs autour de la table de conférence avait devant lui sous la rubrique « SNCP » (« Special Naval Control Program »). Lançant un bref sourire à Reagan, Turner précéda ses remarques en disant qu'aucun scénariste de Hollywood n'aurait osé inventer une telle intrigue : une poignée de courageux marins américains risquant leur vie pour aller porter la guerre jusque sur les rivages des ennemis de l'Amérique. Casey se sentit encore plus désolé pour Turner. Il s'était mis sur la longueur d'onde de Reagan croyant ainsi pouvoir l'atteindre. Mais cela ne changerait rien.

Le président élu écouta très attentivement le tableau que Turner brossait des opérations ultra-secrètes du SNCP. Elles comprenaient des sous-marins américains pénétrant régulièrement dans les eaux territoriales soviétiques et chinoises, allant même jusqu'à mouiller dans leurs ports. Turner expliqua que ces opérations périlleuses étaient destinées non seulement à tester les dispositifs antidétection qui équipaient les sous-marins, mais aussi à semer des « cosses ». C'étaient des scanners électroniques ultra-sensibles que l'on fixait aux câbles de communication sous-marins. Ces « cosses » pouvaient « récolter » des milliers de conversations téléphoniques. Les éléments ainsi recueillis nourrissaient les banques de données des ordinateurs de la NSA.

Les « cosses » avaient alerté les Etats-Unis sur les plans soviétiques destinés à soutenir les guérillas marxistes d'extrême gauche du Guatemala, et montré comment les Chinois tentaient d'accentuer leur mainmise sur la Corée du Nord. Des centaines de fois, ces interceptions sous-marines avaient mis le doigt sur la force et les faiblesses de l'adversaire.

Reagan avait adressé un sourire épanoui à Turner après que celui-ci eut terminé. Cela ferait, bien sûr, un très grand film. « Mais je ne jouerai jamais dedans. Personne ne le fera. »

Même Casey avait souri.

Turner déclara qu'il souhaitait énumérer la liste des opérations de la SCE en cours. Sentant peut-être qu'il avait à nouveau perdu l'attention de Reagan, il décrivit rapidement ce qu'avaient accompli la SCE, les équipes d'élite CIA/NSA qui truffaient de micros les locaux stratégiques des capitales étrangères. Les membres du « Département D » de l'Agence opéraient actuellement dans quarante pays, dont la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Casey grommela sa première question : qu'avaient appris les gens du SCE sur les otages ?

Turner tourna les yeux vers l'endroit où Casey était assis, à deux chaises de Reagan. La voix de Casey était mouillée, comme si les mots avaient du mal à se frayer un chemin à travers un trop-plein de salive. Quelques rares mèches de cheveux se dressaient comme une blanche antenne de radio sur son crâne chauve. Il mit sa main en cornet autour d'une de ses immenses oreilles, pour bien signifier qu'il écoutait attentivement. Après qu'il eut posé sa question, sa bouche continua à remuer, comme s'il mâchait quelque chose.

Choisissant soigneusement ses mots, Turner déclara que selon la dernière estimation de la SCE, les otages seraient libérés pour le jour de l'investiture présidentielle ; ce serait la dernière humiliation infligée à Carter par Khomeiny.

« Le jour de l'investiture, ce serait parfait. » Meese se tourna vers Reagan. « Ce serait la meilleure façon de commencer votre présidence. Un bon coup de balai. Un nouveau départ. Magnifique. »

Instinctivement, Casey sut que ce ne serait pas aussi simple. Ses propres conversations téléphoniques — avec, entre autres, Helms qui avait été ambassadeur des Etats-Unis en Iran de 1973 à 1976 — l'avaient convaincu que l'ayatollah ne pardonnait toujours pas aux Etats-Unis l'aide qu'ils avaient apportée au chah en créant son service de renseignement, la Savak tant détestée, et en entraînant l'armée impériale qui avait asservi son peuple. Ils avaient fait tout le mal

possible. Même quand les signes avant-coureurs n'étaient que trop clairs, et que plus rien ne pouvait empêcher la révolution de balayer le « Trône du Paon », les Etats-Unis avaient continué à considérer Khomeiny comme un vieil ecclésiastique sénile et décrépit ; quelqu'un qui devrait être chaperonné par les gourous du Département d'Etat pour le Moyen-Orient ; on lui tapoterait la tête et on le préviendrait gentiment qu'il ne devait pas songer à traiter avec les Russes. L'affaire des otages avait révélé la véritable personnalité de l'ayatollah ; inflexible, pragmatique, c'était un manieur de foules messianiques. Un prophète d'autant plus dangereux qu'il s'était lui-même décerné le titre. Casey en conclut que Khomeiny ne serait pas si facile à manipuler.

Turner continua en évoquant quelques personnages clés soumis à une surveillance constante par l'Agence. Le premier soviétique, Leonid Brejnev, était malade, peut-être mourant. Sa maladie, d'après les interceptions du SCE confirmées par la SNCP, laissait penser que les conversations sur le contrôle des armements ne reprendraient pas avant l'installation d'une nouvelle direction au Kremlin.

« Qui sont les principaux concurrents ? »

Turner répondit à Reagan sans hésitation. « Aujourd'hui, nous sommes incapables de savoir. Nous connaissons quelques candidats... »

Le président élu agita la main. Il appartenait à d'autres de spéculer sur les candidatures. Il voulait simplement un nom, pas un annuaire téléphonique de patronymes russes imprononçables.

Brisant le silence qui s'était soudain installé dans la pièce, Turner poursuivit. Le prince héritier Fahd d'Arabie Saoudite était un grand buveur. C'était aussi un coureur de jupons. D'après des rapports solides de l'Agence, il avait en permanence sous la main quelques jeunes filles blanches, prêtes à satisfaire ses divers caprices sexuels. Cela le rendait plus vulnérable au chantage.

Reagan acquiesça de la tête. Ce genre de peccadilles, et les risques qu'elles faisaient courir, étaient également choses courantes à Hollywood.

Le président égyptien Anouar al-Sadate fumait de la marijuana en espérant calmer ainsi ses crises d'angoisse.

Le président élu était captivé par ces petits aperçus sur les faiblesses humaines des autres dirigeants du monde. Il sembla moins intéressé par le récit que Turner entamait sur la Pologne et la menace que faisait peser sur ce pays la détermination de Moscou à écraser le syndicat Solidarité. C'était un problème complexe, que Turner compliqua

encore en truffant son discours de conditionnels : « ceci pourrait arriver », « si les Soviétiques agissaient ainsi... ». Mais tous les signes indiquaient que les Russes envisageaient sérieusement d'envahir la Pologne sous le prétexte soit de manœuvres des armées du Pacte de Varsovie, soit pour répondre à une demande d' « aide » du gouvernement polonais. Les photos prises par les satellites-espions montraient que les troupes soviétiques continuaient à se masser à la frontière polonaise.

Reagan parut sceptique. Il déclara qu'il avait entendu dire que le satellite de surveillance avait joué un rôle essentiel dans le plan de sauvetage des otages d'Iran. Et on pouvait voir comment cela s'était terminé...

Turner hésita. Il avait pensé traiter, même brièvement, le sujet de la surveillance électronique à la fin de son exposé. Mais il lui fallait dissiper immédiatement les doutes du président élu. Il entretint alors ses auditeurs du « projet Indigo », expliquant que celui-ci prendrait toute son importance lorsque, comme ils l'espéraient tous, le jour viendrait où ils parviendraient à un accord avec les Russes sur le contrôle des armements. Indigo était un plan de plusieurs millions de dollars de satellites de surveillance qui utiliseraient des images radar pour « voir » à travers les plus épaisses couches de nuages, et même la nuit. C'était d'une importance vitale en ce qui concernait l'Union soviétique et le nord de la Chine où, en hiver, la couverture de nuages durait des semaines sans interruption. Mais pour répondre à la question du président élu, la surveillance par satellite de la frontière soviéto-polonaise avait transmis des photos si précises qu'elles permettaient, une fois agrandies par les ordinateurs, d'identifier les visages et les insignes des uniformes soviétiques.

Reagan avait émis un long murmure d'appréciation.

Turner expliqua que l'Agence avait délibérément laissé filtrer certaines de ses informations sur la crise polonaise à la presse, afin de faire comprendre à Moscou que Washington était parfaitement au courant de la situation. C'était une bonne façon de donner un avertissement.

« Excellente idée », lança Reagan.

Turner fut agréablement surpris par le compliment. « Pauvre crétin, pensa Casey. Il est comme un chien affamé qui remercie pour un os. »

Turner n'en avait pas fini avec la Pologne. Il promena une fois de plus son regard sur l'assistance tout en annonçant calmement qu'une équipe du SCE avait intercepté quelques conversations téléphoniques extrêmement intéressantes entre le pape Jean-Paul II et le dirigeant de

Solidarité, Lech Walesa. Le souverain pontife avait pressé son compatriote de rester ferme.

Le président élu ne chercha pas à cacher sa stupéfaction. « Vous avez mis le pape sur table d'écoute ? »

Turner expliqua, comme une chose allant de soi, que la surveillance du Vatican par la CIA s'était renforcée depuis l'élection de Karol Wojtyla, le premier pape polonais, en octobre 1978.

Ce que Turner ne mentionna pas, mais que Casey avait appris lors d'un de ses nombreux coups de téléphone, c'est que l'Agence, par l'intermédiaire de certains de ses « correspondants » du Vatican, avait placé six systèmes de micros clandestins au secrétariat d'Etat, à la Banque du Vatican et au palais apostolique. Ces systèmes étaient suffisamment puissants pour permettre de capter des conversations dans des pièces aux murs assez épais pour résister à une attaque d'artillerie. Travaillant depuis des « planques » situées dans de hauts bâtiments qui dominaient les murs de la minuscule cité vaticane, les hommes de la CIA avaient souvent enregistré des conversations strictement confidentielles concernant les plans du pape.

La surveillance s'était faite encore plus rigoureuse depuis le 5 juin 1979, jour où Walesa avait téléphoné au pape pour lui demander s'il approuvait le nom « Solidarité » pour baptiser le syndicat encore embryonnaire. Walesa avait expliqué qu'il avait extrait le mot de l'encyclique pontificale « Redemptor Homis », consacrée à la rédemption et à la dignité de l'espèce humaine. Dans son esprit, c'était un appel à l' « action commune ». La signification de la requête n'avait pas échappé au souverain pontife, ni aux micros du « Département D ».

Le pape avait accordé sa bénédiction. A partir de ce moment-là, il avait représenté le plus puissant défi spirituel lancé non seulement au régime polonais, mais aussi à Moscou. Jean-Paul II s'était de plus en plus engagé dans les affaires intérieures de son pays d'origine, menant la Pologne au bord de la crise qu'elle affrontait maintenant.

« Pourquoi les Russes ne le mouchent-ils pas, comme ils l'ont fait avec son prédécesseur ? »

Turner regarda fixement le conseiller de Reagan. Il y avait encore des gens qui croyaient à l'histoire de l'empoisonnement du pape Jean-Paul I[er] par le KGB, trente-trois jours seulement après son intronisation. Des centaines d'articles avaient déjà été écrits sur le sujet et un livre était en préparation. Pourtant, expliqua Turner, cette histoire, conçue et colportée par la Political Psychological Division de l'Agence pour embarrasser les Soviétiques, n'était que pure invention. La CIA

savait parfaitement que le précédent souverain pontife était mort d'une crise cardiaque. Son médecin personnel, le Dr Renata Buzonetti, qui examina le corps juste après la mort, était un « correspondant » depuis de nombreuses années.

Cette fable avait non seulement embarrassé le KGB — plus les Russes, furieux, avaient cherché à nier, moins leurs protestations semblaient convaincantes —, mais elle avait conforté la position de la CIA au cœur même du Vatican. Outre la surveillance secrète du pape par le « Département D », il existait également un lien plus officiel — que Casey, fervent catholique, aurait pu aisément confirmer vu sa propre appartenance à l'ordre de Malte, ordre militaire célèbre datant de l'époque des Croisades, où les moines-guerriers servaient de bras armé à l'Eglise catholique. Un de ses frères à Rome lui avait appris que Jean-Paul II avait récemment restauré une habitude du pape Pie XII : recevoir toutes les semaines un compte rendu de la CIA.

Chaque vendredi, le chef d'antenne de l'Agence délivrait le résumé des renseignements de la semaine. En fin d'après-midi il se faisait conduire de l'ambassade américaine, via Veneto, en passant devant la fontaine de Trevi et en franchissant le Tibre jusqu'au Vatican. Là, ce fonctionnaire remettait le rapport à un collaborateur du pape qui apportait l'enveloppe scellée dans le bureau privé attenant à la chambre du souverain pontife. Habituellement, le pape l'étudiait après le dîner.

Turner choisit de passer sous silence ce genre de détails. Il préféra continuer à expliquer pourquoi la situation en Pologne demeurait critique. Puis, comme s'il voulait à nouveau capter l'attention de Reagan, il déclara qu'il était parfaitement possible que le KGB essaie réellement cette fois, de « liquider » ce pape par trop encombrant.

Reagan fut franchement interloqué. « Vous voulez dire... tuer le pape ? Cela ne ferait pas de bien à l'image de Moscou. Si, comme vous le dites, les Russes ont passé un mauvais moment pour quelque chose qu'ils n'avaient pas fait, tuer le dernier pape, imaginez ce qu'ils vont devoir subir si on les trouve un pistolet fumant entre les mains devant le cadavre du pape. Ils seront isolés dans le monde. Et tous ces Russes orthodoxes ? Songez à ce qu'ils feraient. Ce serait une seconde révolution. Tuer le pape ? Vos hommes ne sont pas sérieux. »

Un murmure d'approbation parcourut l'assistance. Casey nota qu'il faudrait étudier plus avant ce que l'Agence savait précisément sur les intentions soviétiques à propos de Jean-Paul II. Il aurait également besoin du profil psychologique du souverain pontife.

Dans une ambiance quelque peu tendue, Turner compléta son tour

d'horizon sur les régions troublées : Afrique du Sud, Amérique centrale et Amérique du Sud, Moyen-Orient, Asie. A chaque étape, il donnait un bref résumé de ce que savait l'Agence et de la tournure probable des événements. La CIA était aujourd'hui plus active en Grande-Bretagne qu'elle ne l'avait été depuis des années, collaborant étroitement avec le MI5 et le MI6 pour tenir à l'œil tous les « subversifs » qui traversaient l'Atlantique dans les deux sens. C'était un tableau terrifiant. Les Etats-Unis ne semblaient pas avoir beaucoup d'amis dans le monde.

Quand, au bout de deux heures, Turner eut terminé sa lecture, le président se leva et déclara que son rapport lui avait ouvert les yeux, en particulier les passages sur les sous-marins et le pape. Casey pensa que Reagan avait en quelque sorte réduit l'exposé de Turner à de simples anecdotes. Il lui restait, se dit-il aussi, beaucoup de choses à potasser avant de se rendre à Langley.

18

Façonner l'avenir

Le lundi matin, 26 janvier 1981, Casey quitta Langley à bord de l'Oldsmobile blindée qui allait de pair avec sa fonction, de même que le garde armé assis à côté du chauffeur. L'administration Reagan était en place depuis cinq jours et Casey se rendait à la Maison Blanche pour faire sa première déclaration d'intention depuis qu'il avait accepté le poste. Il avait choisi comme thème la menace terroriste internationale et le rôle que jouaient dans ce domaine des états comme la Libye, l'Iran et la Syrie.

L'original de son exposé était enfermé dans la mallette close posée sur le siège à côté de lui. Tous les participants à la réunion en avaient reçu des copies par courriers spéciaux plus tôt dans la matinée. Chacune portait l'inscription « Top-secret », suivie des initiales « SCI » (Sensitive Compartment Information »). Casey savait que la lecture de ce document provoquerait quelque frayeur. Il escomptait aussi qu'elle donnerait la preuve de sa totale compétence dans tous les domaines du renseignement.

Casey n'était encore officiellement que directeur désigné. Mais la confirmation par le Sénat n'était plus qu'une formalité depuis qu'il avait subi son examen de passage devant le Senate Intelligence Committee. Le sénateur Goldwater avait en s'éclaircissant la voix fait part de la haute opinion qu'il avait de l'amiral Inman. Il avait même exposé ses arguments directement au président. Reagan était resté courtois mais ferme face au vieux sénateur. Il avait donné le boulot à Casey et il n'y avait pas à revenir là-dessus. Néanmoins, si Casey souhaitait prendre Inman comme adjoint, ce serait parfait. Casey avait déclaré doucement qu'il espérait que le chef de la NSA accepterait le poste ; Goldwater, vaincu, avait souri, forcé d'admettre qu'il s'était fait rouler.

Comme tout ce qu'il avait fait d'autre dans les semaines qui avaient suivi le briefing de Turner, Casey avait exploré à fond le problème du choix d'un adjoint. Il en avait parlé avec l'actuel titulaire, Frank Carlucci, un des derniers vétérans de Langley, coulé selon le moule de Dulles, qui avait toujours le vent en poupe, et dont la carrière allait connaître un nouvel essor grâce à sa nomination comme adjoint de Casper Weinberger à la Défense. Carlucci n'avait donc aucun intérêt personnel à défendre quand il avait soutenu fermement la candidature d'Inman, le présentant comme un dirigeant éminent, responsable de plus de quarante mille personnes qui occupaient des postes d'écoute partout à travers le monde. Inman connaissait Washington comme personne et savait qui pousser du coude pour débloquer toujours plus d'argent pour les services secrets. De plus, le chef de la NSA était un homme loyal, qu'on savait capable de défendre son os avec la dernière énergie.

Casey en avait parlé avec Turner qui fit preuve de peu d'enthousiasme. D'après lui, Inman possédait une personnalité trop forte pour faire un bon adjoint du directeur et, vu la rivalité entre la NSA et la CIA qui s'était encore envenimée après le fiasco de la mission de secours auprès des otages détenus en Iran, les carriéristes de Langley prendraient mal l'arrivée de cet intrus venu de Fort George Meade. Casey n'avait fait aucun commentaire sur le jugement de Turner mais, en privé, il considérait comme évident que son prédécesseur, au cours de ces semaines pour le moins inconfortables de passation de pouvoir, avait une fois de plus réagi de façon émotionnelle. Au cours de diverses réunions de transition où Turner ou l'un des autres chefs de division de l'Agence avait mis Casey au courant de la situation en Russie, en Europe centrale, en Chine, en Asie et en Afrique, Turner n'avait pas pris la peine de cacher qu'il avait été choqué par la façon dont on l'avait traité. Il n'avait cessé de rappeler à Casey le fouillis dont il avait hérité et le travail qu'il avait fallu pour tout remettre en ordre. Le sous-entendu était clair : Casey héritait d'une Agence en bon ordre que lui, Turner, s'il existait quelque justice en politique, devrait continuer à diriger. Casey avait évité le piège et s'était gardé de tout commentaire, même quand Turner laissa clairement apparaître qu'il ne s'était jamais entendu avec Inman sur le délicat sujet du « vivre et laisser vivre » du monde secret de la sécurité nationale américaine.

Négligeant les observations de Turner, et écartant en même temps le mouvement de sympathie qu'il avait éprouvé pour lui, Casey continua à prendre des contacts. Il s'entretint avec Bush, Colby et Helms. Il déjeuna avec un ancien directeur au Metropolitan Club, le plus snob

de tous les clubs privés de Washington, dîna avec un autre dans l'intimité de la suite privée de son hôtel tout en entretenant de là une très longue conversation avec un troisième. Tous étaient d'accord : Inman était l'homme idéal pour ce travail.

Mais Casey n'arrivait toujours pas à se décider. Le choix d'un adjoint était crucial. Il devait résoudre d'urgence le problème mais sans se précipiter. Il en parla aux responsables de Langley, ceux qui allaient rester et devoir travailler avec Inman. Tous souhaitaient voir le chef de la NSA à ce poste.

Finalement, Casey se rendit au quartier général de la NSA, où Inman lui fit faire le tour des bâtiments, lui expliquant comment ses équipes travaillaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre à analyser les communications interceptées et à décoder les messages.

On montra à Casey les banques de données des ordinateurs qui décodaient les informations transmises par satellite : les enregistrements digitaux étaient transformés par les ordinateurs en images tridimensionnelles d'une clarté époustouflante. Il put voir des ponts enjambant la Volga et les rampes de lancement du cosmodrome de Tyouratam, qu'avait survolé l'infortuné Gary Powers avec son U-2 à la bonne vieille époque de la recherche aérienne de renseignement. Continuant à prendre la malheureuse mission de Powers pour illustrer les progrès énormes de la technologie, Inman avait montré à Casey un gros plan d'une cheminée fumante à Tcheliabinsk que le pilote avait également survolée. Les ordinateurs avaient analysé la fumée pour savoir de quoi elle était composée. Inman exhiba la photo d'un camion militaire dans les rues de Sverdlosk et les visages de soldats sortant au pas cadencé d'une caserne de Kirov. Non loin de l'endroit où un missile russe avait mis fin à la mission de l'U-2, un satellite de la NSA avait photographié un lance-roquettes mobile, parmi les centaines de ceux que les Russes déplaçaient régulièrement d'un bout à l'autre du pays.

Casey trouva l'enthousiasme d'Inman contagieux. Le chef de la NSA avait parfaitement raison de dire que l'espionnage électronique allait jouer un rôle de plus en plus important. Néanmoins, Inman avait pris soin de ne pas proclamer que l'ère de l'homme de terrain était définitivement dépassée. Il ne manquait pas une occasion d'affirmer que les deux méthodes étaient complémentaires.

Les deux hommes savaient qu'ils en étaient au point où « ça passe ou ça casse », celui où chacun d'eux allait devoir se faire une opinion définitive sur la possibilité de travailler ensemble. Inman avait expliqué que depuis quatre ans qu'il dirigeait la NSA, il n'avait pas

concentré son attention uniquement sur les cibles prioritaires de l'Agence — la Russie, la Chine, Cuba et l'Europe centrale — mais avait aussi commencé à braquer les projecteurs sur de nouvelles régions : l'Amérique centrale, le Moyen-Orient et en particulier l'Iran. Le peu que l'on savait de ce qui se passait *réellement* dans ce pays — contrairement à ce que pouvaient affirmer les bureaucrates du Département d'Etat — venait de la NSA. Inman prédisait que le jour ne serait pas loin où ils pourraient « reconnaître un mollah d'un autre à Téhéran à la taille de leurs barbes ». C'était, très certainement, une hyperbole, mais dans l'esprit de Casey, elle était pardonnable étant donné ce qu'il avait vu.

Il avait demandé à Inman s'il existait en Iran des preuves d'un emploi de la torture à grande échelle à laquelle participeraient des médecins. Inman répondit affirmativement. Les messages interceptés par la NSA avaient permis de repérer avec certitude quatre prisons où des médecins iraniens assistaient ou participaient directement à des actes de torture. Trois d'entre elles se trouvaient à Téhéran : Evin, Qasr et Komiteh. L'autre était à Salahabad, entre la capitale iranienne et la ville sainte de Qom. La NSA avait constaté que, dans ces prisons, des médecins supervisaient des séances de fouet et de *falaqa*, où l'on réduisait en bouillie à coups de bâton la plante des pieds des prisonniers. Ils pratiquaient également des électrochocs et utilisaient des scalpels chauffés au rouge.

Casey avait posé des questions sur la Libye. Là aussi, Inman avait été explicite. La NSA avait localisé les bâtiments de l'ancien ministère du Plan à Tripoli comme étant le plus important centre de tortures du pays. Là, dans les sous-sols, des praticiens dirigeaient régulièrement des séances où l'on administrait des décharges électriques sur la tête ou les parties génitales et — ce qui semblait une coutume locale — des médecins pratiquaient une incision dans l'estomac d'une victime pour permettre l'écoulement d'un filet de sang. On maintenait un rat affamé en cage sur la coupure. Le rongeur élargissait rapidement la blessure avec ses dents. D'autres praticiens libyens étaient impliqués dans les tortures psychologiques qui comprenaient la mise sous cagoule et les simulacres d'exécution. Casey avait demandé qu'on lui fasse parvenir tous les éléments de preuve à Langley. Inman avait immédiatement approuvé. Les deux hommes comprirent qu'ils venaient de franchir un pas important : Inman indiquait qu'il souhaitait travailler sous les ordres de Casey. Cette réunion à la Maison Blanche allait leur permettre d'éclaircir, en public, leurs rapports.

Casey portait le costume bleu foncé à larges rayures qu'il avait

choisi pour son audition devant le Sénat. Il était assis dans la limousine dans la même posture qu'il avait eue face à Goldwater et aux autres sénateurs : les mains croisées sur le ventre, le regard immobile, fixé dans le lointain. Il semblait serein car il connaissait toutes les réponses aux questions auxquelles il pouvait raisonnablement s'attendre depuis des semaines qu'il en posait lui-même.

Pourtant, comme Turner l'avait prédit, l'affaire des otages d'Iran s'était terminée d'elle-même après quatre cent quarante-quatre jours, dans une dernière humiliation publique pour le président Carter qui était en même temps un début triomphal pour la présidence de Reagan. Les Iraniens n'avaient attendu qu'une demi-heure après que Reagan eut prêté serment, en présence d'un Carter lugubre, avant d'autoriser deux avions à décoller avec les otages vers la base de l'Air Force américaine de Wiesbaden, en Allemagne fédérale. Parmi les médecins qui examinèrent les Américains libérés à l'hôpital de la base, figuraient plusieurs membres de l'Agence. La première conclusion de ces spécialistes était que les hommes avaient été non seulement sévèrement torturés, mais selon des méthodes portant la signature de psychiatres et de psychologues.

Tandis que les otages étaient encore en vol, Inman s'était officiellement rangé aux arguments du président : on avait besoin de lui à la fois comme adjoint de Casey et comme collaborateur de Reagan dans son rôle de commandant en chef.

La cérémonie d'investiture elle-même avait été un spectacle hollywoodien, bien que Casey fît partie des rares personnes qui savaient qu'elle avait failli ne jamais avoir lieu, du moins pas à temps. Le jour de la cérémonie, vers le milieu de la matinée, un des membres de l'équipe de Carter avait téléphoné à Meese les dernières nouvelles diplomatiques, au cas où le président élu souhaiterait les inclure dans son discours. Meese avait répondu fermement que Reagan et la future première dame récupéraient après une « nuit difficile » et qu'on ne pouvait les réveiller. Les conseillers principaux de la nouvelle administration avaient attendu nerveusement au rez-de-chaussée de Blair House, hôtel particulier du gouvernement, juste à côté de la Maison Blanche, que les Reagan occupaient au cours de la période de transition. Le « cabinet californien » respectait la règle inviolable selon laquelle personne ne devait déranger le couple pendant ses fréquentes périodes de repos. Finalement, Deaver, réalisant que le président élu commençait à prendre un sérieux retard et risquait d'être le premier président de l'histoire des Etats-Unis à ne pas se présenter à l'heure pour prêter serment, frappa à la porte de la chambre des Reagan pour

annoncer que la cérémonie allait commencer dans moins de deux heures. Le nouveau président avait jeté un regard ensommeillé au nouveau chef adjoint de son état-major et demandé : « Est-ce que cela veut dire qu'il faut que je me lève ? »

En se rendant à la cérémonie en compagnie de Carter, Reagan parla pendant tout le trajet de Hollywood et de la joie qu'il se faisait de rencontrer Bob Hope et Frank Sinatra, tandis que Carter essayait d'obtenir des informations sur les otages.

Alors que l'Oldsmobile pénétrait dans la ville, Casey se dit qu'il commençait à prendre la mesure de la nouvelle administration. Le rôle du président consistait essentiellement à utiliser son charisme et son charme pour justifier des décisions prises par d'autres. Dans le cas d'Inman, c'est Casey qui avait donné le dernier coup de pouce pour faire monter l'amiral à bord. Comptant sur le président pour amortir les chocs, le directeur désigné avait commencé à préparer l'Agence à un nouveau voyage dans les eaux anciennes, vers les mers glauques et les cieux tourmentés que Dulles avait autrefois sillonnés.

Assis dans le demi-cercle faisant face au président dans le Bureau Ovale, Casey réfléchissait à la façon dont le temps peut changer un individu. L'homme assis loin sur sa gauche, le secrétaire d'Etat Haig, avait présidé aux derniers jours de la Maison Blanche de Nixon. Il avait alors mené un combat intelligent et tortueux pour sauver ce qui pouvait encore l'être. Casey avait l'impression que c'était hier, et aujourd'hui le même Haig semblait souffrir depuis toujours de « reaganite ». Tout ce qui subsistait de l'époque où il était secrétaire général de la Maison Blanche était son allure athlétique et élégante et le costume strict qui avait remplacé l'uniforme de général de l'OTAN, ainsi que l'attitude confiante de quelqu'un sûr de son fait.

Haig avait été un protégé de Kissinger. Encore aujourd'hui, le regard de Casey s'assombrissait et la crispation de sa mâchoire faisait se tendre ses bajoues à la simple mention du nom de l'ancien secrétaire d'Etat. En 1974, Kissinger l'avait limogé du modeste poste de sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques qu'il occupait depuis quelques mois. L'esprit légaliste de Casey ne convenait simplement pas au prédateur Kissinger. En dépit de son aversion pour ce dernier, Casey en avait tiré une leçon utile : seuls survivaient à Washington les plus brutaux, et les amitiés sincères n'avaient que peu de place dans la lutte incessante pour le pouvoir et la constitution d'empires personnels.

Néanmoins, une espèce d'amitié était née entre Haig et Casey. Ils avaient fini par prendre l'habitude de se retrouver pour le petit

déjeuner tous les mardis, une fois dans le bureau de Haig, et la semaine suivante à Langley. Casey sentait qu'il partageait avec le secrétaire d'Etat la conviction que pour toutes les questions touchant au renseignement, la voix du directeur désigné devait être, en dernier ressort, prépondérante. Pourtant, Haig avait prêté une oreille attentive à Anthony Quainton, l'expert du Département d'Etat en matière de terrorisme. Mais ce dernier n'avait pas fait preuve ouvertement de l'arrivisme de la plupart de ceux qui avaient lié leur sort à l'avenir du secrétaire d'Etat.

Casey brossa le tableau d'un réseau d'activités terroristes qui s'étendait de Téhéran à Damas, et plus loin à travers la Méditerranée orientale jusqu'à Tripoli. De là, Kadhafi exportait le terrorisme dans le monde entier. Casey s'était basé sur le profil psychologique remis à jour qu'il avait demandé au Dr Post. Le psychiatre avait ajouté un nouvel élément à l'ancienne version de Turner. Pour lui, le dirigeant libyen était à présent atteint de « sérieux troubles de la personnalité ».

Le président l'avait interrompu pour demander s'il serait possible à l'avenir de présenter les psychobiographies sous forme de vidéos, avec quelques images du personnage dont il était question, un aperçu géographique du pays concerné, le tout accompagné d'un commentaire explicatif.

Casey se souvint que le président n'aimait rien tant que de regarder la télévision. Habituellement, après sept heures du soir, s'il n'avait aucune obligation protocolaire, lui et la première dame s'asseyaient, en pyjamas, avec un plateau-repas, devant un des récepteurs de la Maison Blanche et dînaient en regardant un de leurs films préférés. La requête de Reagan n'était donc qu'une extension logique de ses nouvelles habitudes.

Quand Casey eut terminé son exposé sur Kadhafi, Haig posa une question à Quainton. En se tournant vers son assistant, l'arrogant secrétaire d'Etat lâcha une petite bombe qui fit bondir le président de sa chaise.

« Existe-t-il une réelle menace d'attaque par un groupe terroriste de nos ressources nationales vitales ? Notre pétrole ? Nos installations nucléaires ? Au cœur même du gouvernement ? »

Dieu du ciel, se demanda Casey, quelle mouche a piqué Haig pour qu'il alarme ainsi le président ?

Quainton déclara que jamais les Etats-Unis n'avaient été aussi vulnérables. Il était actuellement parfaitement possible à des terroristes de frapper directement les ressources vitales du pays, ils avaient

les moyens de raser une partie de New York ou de détruire le centre de Washington.

Comme pour mettre un point d'orgue à cette tirade, Meese dit d'une petite voix que le gouvernement ne se trouverait pas confronté à ce scénario d'apocalypse si Carter n'avait pas bridé les services de renseignement, et si Turner ne s'était pas conduit comme un mollasson. Les terroristes, comme les espions, ne méritaient aucune pitié. Le devoir sacré de l'administration était d'assurer la protection des citoyens.

Casey dévisagea la rangée d'hommes assis, jusqu'à Inman qui haussa les épaules avec l'air de dire : « Vous vous attendiez à cela ? Moi certainement pas. »

Le président jeta un coup d'œil sur le nouveau directeur du FBI. William H. Webster était un véritable prototype de l'Américain bon teint. Cet homme de loi au regard perçant avait occupé les fonctions de juge fédéral avant de s'installer dans le bureau du légendaire J. Edgar Hoover. Casey entendit avec un certain soulagement Webster déclarer qu'il ne se laisserait pas aller à dramatiser la situation. Certes, elle était sérieuse, il n'y avait aucun doute là-dessus. Mais le FBI était capable d'y faire face. Cela aussi était sûr. Il possédait les hommes et les moyens de contrer toutes les activités terroristes sur le sol des Etats-Unis. Les avertissements lancés par son organisation à propos d'éventuelles menaces iraniennes n'étaient rien d'autre que des avertissements. Quand le FBI aurait d'autres informations plus précises, il les communiquerait immédiatement.

Le président regarda Inman. Celui-ci déclara que pour la NSA tout cela était d'abord une question d'argent. Plus les investissements seraient importants, meilleurs seraient les résultats de l'Agence. Ce n'était pas plus compliqué que ça. Le président sourit. C'était le genre de réponses qu'il comprenait.

A la fin de la réunion, alors qu'ils quittaient le Bureau Ovale, Haig avait glissé à Casey qu'il n'avait cherché qu'à l'aider. Casey marmonna quelques mots qui n'engageaient à rien. Il faudrait qu'il tienne Haig à l'œil.

Le mardi 27 janvier 1981, par quatre-vingt-quinze voix contre zéro, le Sénat confirma la nomination de Casey. Le lendemain, il prêtait serment. Ce soir-là, il interrompit sa lecture d'une nouvelle pile de rapports estampillés « Action » ou « A ne pas reproduire ». Il voulait regarder le journal télévisé pour se rendre compte par lui-même si l'intervention de Haig était vraiment aussi extravagante que l'avait dit Inman. C'était encore plus catastrophique. Sur l'ensemble des chaînes

on voyait Haig se lancer dans une attaque extrêmement virulente contre l'Union soviétique accusée de « subventionner, équiper et entraîner les organisations terroristes internationales ». Casey passa un coup de téléphone à Ronald Spiers, qui dirigeait le service de renseignement du Département d'Etat. Où le secrétaire d'Etat avait-il trouvé les preuves sur lesquelles il basait ses assertions ? D'un ton lugubre, Spiers répondit qu'il n'en avait aucune idée. Casey se dit qu'il lui faudrait vraiment se méfier de Haig, il était capable de tout faire échouer en gaffant comme cela.

Le lundi 30 mars 1981, soixante-deuxième jour du nouveau gouvernement, Casey devait, tôt le matin, rencontrer le Dr Post et d'autres spécialistes de la Political Psychological Division. Ils s'étaient réunis dans son bureau pour visionner, avant qu'il ne soit transmis à la Maison Blanche, le dernier profil psychologique tourné en vidéo.

Sur l'écran s'afficha l'avertissement : « Renseignements sensibles. » Puis l'image s'évanouit tandis que s'élevait une musique plaintive : un récitatif joué en demi et quart de ton par des flûtes et des cuivres, des tambourins et des cymbales. L'écran vira graduellement au bleu, le bleu éclatant du ciel du Proche-Orient. Ce film était un clip tourné à l'époque où l'Iran était encore un lieu de vacances pour nombre d'Américains en mal d'exotisme. Puis défilèrent des images panoramiques de montagnes toujours accompagnées de la même musique mélancolique. Ensuite, le son baissa, permettant à Casey et aux autres spectateurs de concentrer leur attention sur l'image. Le silence régnant sur l'écran évoquait l'Eternité. L'Iran, commença le commentateur, avec la voix d'un vieux routier de la télévision commerciale, avait toujours été un pays rude.

Soudain le tableau changea et l'on vit des bandes d'actualité montrant la foule de Téhéran en adoration devant Khomeiny. Le commentateur situa précisément le personnage. « Ruhollah Moussavi Khomeiny. Connu par son peuple comme le briseur d'idoles, le glorieux défenseur de la foi, le seul espoir des opprimés, Sa Sainteté le Grand Ayatollah. » Un culte aussi inconditionnel, continua-t-il, pouvait être à l'origine de la « psychopathologie de Khomeiny. Il jouait certainement un rôle dans sa mégalomanie, son exaltation, sa volonté de domination et sa folie des grandeurs ».

La caméra saisit en gros plan le crâne manifestement dolichocéphale de Khomeiny qui faisait la joie des caricaturistes politiques car on pouvait le transformer facilement en fusée ou en banane. Le commentateur évoqua les possibles conséquences psychologiques de ce défaut

physique : « Un enfant né avec une difformité visible est souvent lui-même frappé par ce handicap qui lui attire des commentaires désobligeants de la part de son entourage. Cela peut le rendre nerveux et solitaire, l'amener à se désintéresser du quotidien et à laisser en friche son énergie et ses capacités intellectuelles. Par contrecoup, il risque de devenir méfiant, rancunier et vindicatif. Cette situation peut l'entraîner dans un cercle vicieux où s'aggraveront sa méfiance, son isolement et son amertume. On trouve souvent cette distorsion du caractère chez les révolutionnaires. »

Subitement apparut un village dans les collines avec des paysans vaquant à leurs occupations. Le commentaire se fit plus précis.

« Né en 1903, Khomeiny a toujours eu la nostalgie de son pays natal. Là, il se sent protégé contre un monde qu'il perçoit comme hostile et méprisant, contre lequel il réagit avec haine et une propension immédiate à voir le mal à propos du moindre incident, aussi anodin qu'il soit. Toute sa vie, il a rendu les autres responsables de ses malheurs. Cette réaction est typique d'une socialisation aberrante. En termes cliniques on peut dire qu'il s'agit d'un trouble plus grave qu'une simple incapacité à s'adapter à la société. C'est une infirmité mentale. Le souvenir de tout ce qu'il a, dans son esprit, enduré de la part des autres est " photographié " dans son cerveau et demeure un rappel constant de ses souffrances et de la nécessité d'en obtenir réparation. »

Pendant encore vingt minutes, le film vidéo s'étendait sur la personnalité de l'ayatollah. Jeune homme, il avait écrit des poèmes sous le nom de plume de « Hindi », fait que le commentateur exploitait en ayant recours aux clichés psychologiques les plus éculés : « Cette dérobade a très probablement été le point de départ de son isolement, de sa méfiance et de sa haine. »

Un autre clip montrait les foules acclamant le retour de l'ayatollah au pays. « Bien qu'il soit un *sayyad,* un descendant des douze imams que les chiites considèrent comme sacrés, il existe encore en lui, en termes psychologiques, un conflit extrêmement marqué entre ses idéaux et ses objectifs. La plupart de ses actes et de ses déclarations semblent n'avoir aucune portée immédiate. »

Sur des images de femmes voilées dans les rues de Téhéran, le commentateur évoquait la vie privée de Khomeiny. « Jusqu'à l'âge de trente ans, il n'eut aucun contact important avec les femmes, si l'on excepte sa mère. Depuis son premier âge, il a vécu comme un enfant-ermite dans l'antique université religieuse de Qom. Il ne s'est marié qu'à trente ans, après avoir obtenu ses diplômes. Sa fiancée, Batal,

n'avait que dix ans. Elle en avait douze quand naquit leur premier enfant. »

Le commentaire suggérait qu'il y avait une forte prévention contre l'émotivité dans le comportement de Khomeiny. « Les émotions simples et saines telles que la tendresse, qui forment la substance même de notre société, sont chez lui tabou. Nos croyances religieuses exaltent l'amour et toutes les vertus. Les siennes vantent une vie dépourvue de chaleur. » Ces détails étaient accompagnés d'un fatras d'images touristiques, de bandes d'actualité plus récentes et d'autres photos, tout cela adroitement monté, avec la même musique plaintive en fond sonore.

Le commentateur expliquait que Khomeiny avait été expulsé d'Iran en juin 1963 après avoir prêché contre le projet d'émancipation des femmes présenté par le chah. Il s'était alors installé dans le sud de l'Irak, à Najaf, la plus sainte des villes pour les chiites. Le chah avait déclenché l'indignation des fidèles chiites par la brutalité de la répression des troubles qui avaient suivi cette expulsion. Leur fureur avait encore augmenté quand le souverain iranien avait persuadé les Irakiens de forcer l'ayatollah à l'exil.

Une séquence montrait Khomeiny, broyant du noir dans son appartement parisien. Puis redéfilèrent les images du début sur le retour de l'ayatollah dans son pays.

« Il est âgé mais dangereux. S'il n'est pas fou au sens clinique du terme, il est loin d'être sain d'esprit. Il illustre de façon exemplaire comment le fanatisme religieux peut naître d'un manque dans le développement personnel au moment de la petite enfance. Il s'est attribué à lui-même le rôle de messager divin à la tête de son peuple. Pour entretenir ce mythe il lui faudra agir de façon de plus en plus dangereuse pour les Etats-Unis, le monde occidental et de fait l'ensemble de l'univers. »

L'écran resta vide quelques instants. Puis apparut la plus populaire des créatures de Walt Disney, Mickey Mouse. Avec tout le sérieux de quelqu'un qui fait une révélation d'importance capitale, le commentateur déclara que le divertissement favori de l'ayatollah était de regarder les dessins animés de la célèbre souris. Etait-ce un signe de début de sénilité, ou le désir de retrouver une enfance perdue ? Cette question non résolue était exactement le genre de dénouement que, pensa Casey, le président allait ruminer à loisir en compagnie de Nancy.

Au cours des dernières semaines, le directeur avait pu se rendre compte que le président avait largement le temps de se consacrer à de

tels amusements. Le trio qui faisait tourner la Maison Blanche arrangeait son emploi du temps afin de permettre à Reagan de n'arriver dans le Bureau Ovale qu'à neuf heures et demie du matin et de partir avant cinq heures et demie de l'après-midi. On apercevait rarement le président dans son bureau pendant le week-end. Pour ce qui est des jours ouvrables, son planning comportait des trous conséquents entre ses rendez-vous qui lui laissaient le loisir de répondre à certaines des lettres de ses admirateurs.

Sa dépendance vis-à-vis de Nancy s'était encore accrue, s'il était possible, depuis ce jour de 1980 où il avait communié pour la première fois. Alors qu'ils étaient debout devant l'autel, Nancy lui avait chuchoté à l'oreille qu'il devait copier tout ce qu'elle faisait. Puis, comme elle avait accidentellement laissé tomber son hostie dans le vin, son époux en fit autant avant de tendre au prêtre interloqué un biscuit détrempé.

Casey, lui, travaillait souvent jusqu'à vingt heures par jour, sept jours sur sept. Il présidait des réunions inter-services pour essayer de débloquer la situation qu'il avait découverte en prenant ses fonctions. Turner disait vrai quand il affirmait qu'il y avait des hommes valables à la fois à Langley et sur le terrain. Mais ils étaient méfiants par nature ; l'expérience leur avait appris qu'un changement de directeur signifiait des licenciements massifs ou, ce qui ne valait guère mieux, des mises au placard. Casey avait fait passer le mot parmi les responsables des différents départements que cette fois-ci il en irait différemment. Il voulait que chacun sache, jusqu'aux gardes qui vérifiaient les entrées à Langley, que, sinon le fantôme, du moins l'esprit d'Allen Welsh Dulles arpentait à nouveau les couloirs de la maison. Les membres de l'Agence retrouvèrent leur sourire et leur tonus ; certains allaient jusqu'à s'incliner quand ils croisaient le directeur dans les couloirs alors qu'il passait d'un pas traînant pour se rendre d'une réunion à une autre. Un autre des jeux en faveur à la Maison Blanche consistait à chercher des équivalents hollywoodiens à des événements ou des individus ; de l'avis général, Casey ressemblait à Charles Laughton dans *Témoin à charge*.

Le directeur était toujours à son bureau avant l'arrivée de l'équipe de jour et il y restait longtemps après que les hommes de nuit avaient pris leur poste. A cinq heures du matin, s'il n'était pas déjà arrivé, un courrier de l'Agence déposait à son domicile une copie du « President's Daily Brief » (PDB). Ne dépassant généralement pas dix pages, il était tapé au petit matin à Langley et communiqué uniquement à Reagan, Haig et Weinberger. Lors des deux derniers mois, le PDB

avait souvent contenu des détails sur les problèmes que rencontrait Margaret Thatcher avec son gouvernement et sur la menace d'un nouveau scandale politique pesant sur le chancelier allemand. Chaque jour, il comportait une mise à jour sur Khomeiny, Kadhafi et les dirigeants soviétiques et chinois.

L'apport de Casey se remarquait aussi dans le « National Intelligence Daily » (NID) auquel avaient désormais accès quelque deux cents fonctionnaires occupant des postes clés. Le NID contenait souvent des résumés de ce qui constituait toujours pour le directeur les sources les plus fiables : les rapports des agents de terrain.

L'un d'entre eux, William Buckley, travaillait au Tchad comme conseiller du ministre de la Défense, Hissène Habré, en guerre contre Kadhafi. Il servait également d'intermédiaire entre Habré et le dirigeant soudanais Gaafar Neimery.

Casey avait réclamé à Buckley un rapport sur la situation sur place, quelque chose que même le satellite le plus sophistiqué positionné au-dessus de l'Afrique centrale n'aurait pu fournir. Il avait demandé : Habré pouvait-il tenir ? Buckley se montra catégorique : le Maroc, l'Egypte, le Soudan et, plus récemment, la France lui fournissaient discrètement de l'aide. Tous ces pays craignaient que Kadhafi ne les prenne pour cibles, et un des moyens de l'en empêcher était pour eux de créer un abcès de fixation au Tchad. D'après Buckley, les événements du Tchad avaient également mis en évidence le point faible du dirigeant libyen : la façon téméraire dont il menait son offensive et étirait ses axes de ravitaillement. Cela le laissait à la merci d'un coup d'Etat chez lui.

Casey posa une autre question à Buckley : d'après lui, que devait faire l'Agence ?

L'officier avait répondu sans hésitation. Ouvertement, rien. Une opération américaine pourrait faire de Kadhafi un martyr de la cause islamique. Même les gouvernements arabes modérés se sentiraient dans l'obligation de le soutenir contre, selon la terminologie en usage au Moyen-Orient et en Afrique, l' « agression impérialiste ». Mais, soutenait Buckley, la France faisant à présent l'aumône de quelques millions de francs à Habré, il était d'une importance capitale pour les intérêts américains que le gouvernement Reagan montre qu'il était capable d'aider discrètement ses amis. Habré avait besoin d'armes et d'instructeurs. L'Agence allait lui procurer les deux.

Buckley était retourné au Tchad tandis que Casey avait commencé à préparer sa première action clandestine importante. Le président avait signé l'ordre de débloquer huit millions de dollars pour sou-

tenir Habré. Buckley avait reçu un message codé à l'ambassade américaine de Khartoum qui lui annonçait la nouvelle et le prévenait de l'arrivée de « visiteurs », des officiers de l'Agence qui allaient entraîner les hommes de Habré.

La nouvelle que l'Agence allait à nouveau en découdre avec l'ennemi fut accueillie avec une satisfaction non dissimulée à Langley. Les hommes pensèrent qu'ils avaient un directeur qui au moins savait en quoi consistait une grande part de leur travail : combattre les ennemis des Etats-Unis. Après des années d'immobilisme et d'atermoiements, Casey montrait qu'il était prêt à faire preuve de l'audace qui avait manqué à ses prédécesseurs.

Le nouveau directeur avait soigneusement analysé la situation avant de prendre sa décision. Il avait un don — Buckley disait de lui qu'il avait le « nez creux de l'espion » — qui lui permettait de déterminer avec précision l'importance d'une information et de reconstituer avec exactitude le puzzle, en regroupant de façon mystérieuse les renseignements fournis par les systèmes électroniques, les satellites et les agents de terrain. Souvent, il réclamait des précisions supplémentaires : la copie intégrale d'un message intercepté, un jeu complet de photos prises par satellite, des dossiers d'ensemble, d'anciens comptes rendus de situation.

C'est ainsi qu'il tomba sur l'opération envisagée par l'Agence contre Lumumba et sur le câble du 25 août 1960 où Dulles insistait auprès du chef d'antenne de la CIA pour ce qui était alors le Congo, aujourd'hui le Zaïre, sur l'extrême importance qu'il attachait à la « destitution » du nationaliste africain. Le dossier contenait également le profil psychologique de Lumumba établi par le Dr Cameron, accompagné d'éléments de recoupement.

Certains soirs, quand il avait momentanément fait le vide sur son bureau, Casey avait remonté la piste à partir de ces éléments en se plongeant dans les cartons que Turner avait estampillés « Ne pas reproduire ». Lisant jusqu'aux premières heures du jour, il n'avait pas été choqué, au contraire de son prédécesseur, par les exploits du Dr Cameron. Il voyait plutôt en ce dernier un praticien courageux qui avait au moins essayé de maintenir son pays à égalité avec ses ennemis.

Casey était convaincu qu'il était investi de la même mission.

Il s'entendait bien avec Inman qui occupait au septième étage le bureau contigu au sien. D'ordinaire, le bureau d'un directeur de la CIA est parfaitement rangé, aucun papier n'y traîne ; celui de Casey croulait invariablement sous les dossiers divers. En ce dernier lundi de

mai, les principales préoccupations des deux hommes ne se limitaient pas à la Libye et à l'Iran ni à maintenir la Chine et la Russie sous haute surveillance. On y avait ajouté une nouvelle cible : le Salvador. Ce pays extrêmement misérable, de la taille de l'état du Massachusetts, n'était connu des Américains que depuis le jour où Reagan avait, lors de sa campagne électorale, promis que s'il était élu il stopperait l'insurrection communiste des sandinistes « dans notre arrière-cour ». L'expression venait de Casey. Il avait également nourri les histoires colportées par les collaborateurs de Reagan qui soutenaient que les sandinistes se livraient à des actes de torture, et même que des médecins favorables aux rebelles participaient à ces activités.

Après avoir accédé à la présidence, Reagan accrut le nombre des « conseillers » militaires américains auprès du gouvernement salvadorien. Cette décision avait mis fin à la brève lune de miel entre la Maison Blanche et les médias, qui y virent un mauvais présage : les Etats-Unis allaient se laisser entraîner dans un nouveau Vietnam. Casey se préoccupait peu des manchettes des journaux. Il saurait s'assurer que ce qu'il préparait ne serait jamais rendu public. Le Salvador lui offrait la première occasion de mettre en pratique une vieille conviction. Il pouvait organiser une armée secrète qui s'infiltrerait dans les moindres recoins de l'Amérique centrale pour y éliminer toute menace communiste contre la sécurité des Etats-Unis. En premier lieu, Casey demanda au Dr Post de préparer des profils psychologiques de tous les leaders communistes importants de la région.

Parmi l'avalanche d'informations qui se déversaient sur le bureau du directeur, figuraient les rapports de Duane R. Clarrige. Ce dernier, chef de l'antenne de Rome, était un homme entre deux âges qui s'habillait comme un play-boy italien, portant d'élégants costumes couleur crème, des chaussures blanches et des cravates si colorées qu'elles faisaient cligner des yeux les serveurs de l'hôtel Excelsior, situé à deux pas des bureaux de l'Agence, à l'ambassade américaine, via Veneto. En semaine, Clarrige passait tous les jours boire un verre au bar du rez-de-chaussée, où défilaient les membres de la noblesse italienne, les vedettes de cinéma, les entrepreneurs, les banquiers et les fonctionnaires du gouvernement. Au moins une fois par semaine, il dînait avec un de ses « correspondants » du Vatican. La capitale italienne était connue depuis longtemps pour être une plaque tournante du renseignement en ce qui concernait l'Afrique, le Moyen-Orient, les Balkans et le sud de l'Europe. Fonctionnaire très efficace,

Clarrige recueillait souvent en quelques heures plus d'informations que certains agents de terrain en une semaine.

Habituellement, Casey ne prenait connaissance que des résumés de rapports que lui transmettaient les chefs d'antenne. Mais, pour une fois, le Directorate of Operations lui avait communiqué l'intégralité du dernier rapport de Clarrige, estimant qu'il était suffisamment important pour qu'on le place dans un dossier bordé de bleu, ce qui signifiait à Langley qu'il fallait alerter le directeur.

Certains contacts de Clarrige appartenant aux services secrets italiens avaient eu vent d'une menace terroriste contre une cible américaine en Italie. Selon une autre source digne de foi, un membre du DIGOS, la brigade antiterroriste italienne qui avait encore des réseaux solides en Libye, Kadhafi préparait l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate.

Casey ne perdit pas de temps et alerta immédiatement Haig et Weinberger. Le Département d'Etat envoya des messages d'urgence à toutes les ambassades américaines d'Europe, leur signifiant de se mettre en état d'alerte. Le directeur ordonna au Directorate of Operations d'envoyer sans plus tarder Buckley au Caire pour renforcer les mesures de protection autour de Sadate. Il pouvait quitter le Tchad, d'autres agents étaient en route. Vu son passé, il était l'homme de la situation ; il avait l'expérience diplomatique et l'habileté tactique pour négocier avec le président amateur de haschisch.

Ces ordres n'avaient pas encore été tous appliqués quand, le 30 mars 1981, la nouvelle que quelqu'un avait tiré sur le président Reagan alors que celui-ci revenait d'une réunion au centre de Washington parvint au septième étage de Langley. L'agresseur, John Hinckley, avait eu le temps de tirer plusieurs fois, blessant grièvement le président, avant d'être maîtrisé.

Alors même qu'il lançait des équipes d'agents sur l'affaire, Casey se demanda immédiatement si Kadhafi était derrière cette tentative d'assassinat. Avait-il payé Hinckley ? organisé son entraînement ? Un agent libyen l'avait-il guidé jusqu'à l'endroit où le président était devenu une cible facile ? Si la Libye n'était pas en cause, s'agissait-il des Russes ? Hinckley était-il un homme de main du KGB ? Cet attentat confirmait-il les prédictions du secrétaire d'Etat Haig ? Moscou avait-il, sans effort, pénétré au cœur même du bastion de la démocratie et presque réussi à le détruire ?

Lorsque Haig avait fait sa fracassante déclaration à la télévision, Casey avait demandé à l'agent russe travaillant pour l'Agence, analyste

indispensable pour les services américains, de lui préparer une étude approfondie sur les liens entre l'Union soviétique et le terrorisme international. Il avait ainsi découvert que les informations de Haig avaient été puisées, presque mot pour mot, dans un livre récent, *Le Réseau de la terreur*, rédigé par un auteur vivant à Rome, Claire Sterling. Il avait lu son ouvrage et fut stupéfait d'y découvrir qu'il existait déjà, d'après elle, des « preuves massives » de l'existence de liens entre l'Union soviétique et ses « valets » pour déstabiliser les démocraties occidentales. Claire Sterling avait découvert une conspiration mondiale au sein de laquelle les Cubains, les Palestiniens, les membres de l'ETA, de l'IRA, de la Fraction armée rouge et des Brigades Rouges se rencontraient régulièrement en Europe de l'Est sous la haute main du KGB. Derrière ce tableau évocateur du terrorisme d'Etat, se profilait le spectre du lavage de cerveau qui aurait été appliqué par les Russes sur les membres de groupes disparates pour qu'ils fassent front commun.

Mais comment ? Quand tout cela était-il arrivé ? Où cela s'était-il passé ? Et, surtout, pourquoi rien de tout cela n'était remonté à la surface au cours de sa pêche au fond des vieilles archives, ces dossiers et cartons qu'il avait étudiés pendant des heures, et qui évoquaient toutes les formes d'opérations menées contre les Etats-Unis et ses alliés au cours du dernier quart de siècle ? Tandis que le président subissait une opération chirurgicale destinée à lui extraire une balle qui s'était logée à quelques centimètres du cœur, les questions continuaient à se bousculer dans la tête de Casey. Où Hinckley avait-il appris à tirer aussi bien ? Etait-ce un nouveau Lee Harvey Oswald, dont il se demandait toujours s'il n'avait pas eu des liens avec le KGB ? Il avait lu le dossier Nossenko. Celui-ci n'était certainement pas une « taupe », mais avait-il été une dupe ? Comme les membres de la « guérilla internationale » qui, selon Claire Sterling, n'étaient que des pions. Que se passait-il ?

Le soviétologue de l'Agence ne perdit pas la tête devant le feu nourri de questions que lui grommelait Casey. D'après les premiers résultats fournis par un ordinateur dans lequel on avait introduit tout ce que contenaient les dossiers de l'Agence concernant les liens entre les Soviétiques et les terroristes, rien ne confirmait les suppositions de Claire Sterling. En fait, tout semblait démontrer que les Russes agissaient avec la plus grande circonspection quand ils utilisaient des terroristes. Selon les transfuges du KGB, des groupes comme l'IRA et l'ETA étaient trop « instables » et leurs actions trop susceptibles de provoquer des retours de bâton pour que les Russes les soutiennent.

« Foutaises, maugréa Casey. Pures foutaises. »

Inman acquiesça. Casey ordonna à un autre analyste de revoir les dossiers de l'Agence. Celui-ci s'exprima sans ambiguïté. Il ne fallait pas s'attendre à découvrir le genre de preuves qui auraient tenu devant un tribunal. Les méthodes du KGB ne le permettaient pas. Il devait chercher un modèle. Une fois qu'il l'aurait défini, il pourrait émettre un jugement.

Clarrige expédia un autre rapport qui fut immédiatement transmis au directeur. D'après ce que les services de sécurité italiens lui avaient indiqué, Claire Sterling avait obtenu la plupart de ses informations du BND d'Allemagne fédérale, du Mossad et des services de renseignement turcs ; quant à ses allégations au sujet des liens entre l'IRA et le KGB, elle avait très bien pu être victime d'une opération de désinformation montée par les services secrets britanniques. Le DIGOS était maintenant certain que la Libye n'était pas impliquée dans l'attentat contre le président américain, mais aussi que Kadhafi préparait toujours quelque opération clandestine. La présence de Frank Terpil signalée récemment à Tripoli semblait le confirmer.

Terpil, comme Buckley, était un spécialiste de la lutte antiterroriste et aurait fait partie des experts en sabotage de l'Agence. A présent, il fuyait la justice américaine. Un grand jury de Washington l'avait inculpé pour avoir livré des explosifs à la Libye, conspiré pour assassiner un des opposants de Kadhafi, recruté d'anciens aviateurs américains pour piloter les avions d'origine soviétique et employé des Bérets Verts à la retraite pour diriger un camp d'entraînement à environ soixante-dix kilomètres au sud de Tripoli.

L'instinct de Casey — ce fourmillement dans les doigts qui lui avait une fois signalé le danger au cours de la dernière guerre — l'avertit que les choses allaient bouger. D'après le FBI, Hinckley était un solitaire instable mais, quel que soit le degré de vérité de cette assertion, Casey ne pouvait s'empêcher de penser que ce n'était qu'un début. Il savait flairer le danger. Son problème était de deviner où il allait surgir la prochaine fois.

Lorsque tomba la nouvelle, le 13 mai 1981, Casey fut momentanément aussi stupéfait que n'importe qui d'autre. A dix-sept heures dix-huit, heure de Rome, devant quelque deux cent cinquante mille pèlerins rassemblés sur la place Saint-Pierre, quelqu'un avait tiré sur le pape Jean-Paul II qui avait été grièvement blessé.

Buckley se trouvait au milieu de la foule, attiré là, comme la plupart, par l'incontestable charisme du souverain pontife. Il entraînait à

l'époque les gardes du corps de Sadate, mais avait pris quelques jours de vacances à Rome. Dans les heures qui suivirent, il reprit le chemin du Caire. Si quelqu'un pouvait tirer sur le pape, il était clair qu'aucun dirigeant n'était en sécurité.

Casey apprit la nouvelle de la tentative d'assassinat du pape alors qu'il se préparait à aller déjeuner avec le général de corps d'armée de l'Air Force, Eugene Tighe. Les cheveux gris, le visage avenant, celui-ci était à la tête de la Defense Intelligence Agency (DIA) qui coordonnait les renseignements de l'armée de terre, de la marine, des marines et de l'Air Force. Sa responsabilité principale consistait à utiliser les immenses ressources dont il disposait pour essayer de prévenir toute menace venant de l'Union soviétique. C'était quelqu'un que Casey appréciait et en qui il avait confiance. Malgré ses allures de grand-père, c'était un homme coriace, vif, doué d'un excellent esprit d'analyse. Ce fut une des premières personnes auxquelles le directeur téléphona dès qu'il fut remis du choc des nouvelles en provenance de Rome. Y avait-il quelque chose, le moindre indice, suggérant que les Russes étaient impliqués dans cette affaire ? Tighe n'avait rien ; pas plus que la NSA, ni qui que ce soit dans le monde du renseignement à Washington.

Casey se refusait à admettre que ce qui s'était passé sur la place Saint-Pierre était le fait d'un autre dément isolé, Mehmet Ali Agca, le Turc qui avait été arrêté en flagrant délit. Fou ? C'était possible. Mais agissant de sa propre initiative ? Comment avait-il réussi à tirer plusieurs fois avant que quiconque n'intervienne ? Cela avait tout à fait l'air d'un travail de professionnel. Ou du moins de quelqu'un de spécialement entraîné.

Vers 19 heures, heure de Washington — près de minuit à Rome —, Clarrige avait recueilli de nouvelles informations. Il avait réussi à rencontrer l'un des médecins qui avaient examiné Agca au quartier général de la police de la capitale italienne. Au moment de son arrestation, le tireur semblait drogué. Un examen physique révéla des traces de piqûres en différents points du corps. Les analyses de sang confirmèrent la présence d'amphétamines. Les premières réponses d'Agca suggéraient qu'il avait été « dopé ». D'après le médecin travaillant pour les services secrets italiens, le jeune Turc se comportait comme quelqu'un qui avait subi un lavage de cerveau.

« Bon Dieu ! explosa Casey. Cela ressemble au " Candidat Mandchou " ! »

Le Dr Post, assisté de son équipe de spécialistes, passa toute la nuit à étudier en détail s'il était vraiment possible de programmer un homme de main pour l'amener à abattre un des personnages les plus révérés du

monde chrétien. Cette étude fit partie du briefing présenté par Casey devant le National Foreign Intelligence Board, réuni au grand complet à son quartier général de F Street, non loin de la Maison Blanche. Inman, Tighe, Webster (du FBI), tout le gratin des services secrets était présent.

Comme les spécialistes de la Political Psychological Division, le directeur, qui n'avait cessé de lire, de passer des coups de téléphone et de se creuser la tête, n'avait pas eu le temps de dormir avant de venir. Il avait eu une douzaine de conversations avec Clarrige, pour se tenir au courant de ce que rapportaient les « correspondants » de l'Agence au Vatican. De l'avis général, l'attentat avait été soigneusement préparé. Pour les services secrets italiens, cela ressemblait de plus en plus à une opération téléguidée par le KGB.

L'antenne de Paris signala qu'Agca figurait déjà sur la liste d'Interpol pour un double meurtre commis en Turquie. On apprit de Tel-Aviv que le Mossad avait filé Agca pendant des semaines avant qu'il ne disparaisse par Checkpoint Charlie, à Berlin-Est. Casey avait appelé Peter Mandy à Tel-Aviv. Le haut responsable des services secrets israéliens fit preuve d'une loquacité inhabituelle. Le 17 avril 1981, Vendredi saint, le Mossad « crut » avoir retrouvé la trace d'Agca dans la petite ville universitaire de Pérouse. Les Italiens, alertés, n'avaient, semble-t-il, pas suivi la piste. Le temps qu'une équipe du Mossad rejoigne Pérouse, le jeune Turc s'était évanoui.

Casey avait posé une question à Mandy : « Pourquoi cet intérêt pour Agca ? » Mandy, au milieu des crachotements du téléphone, avait répondu à mots couverts : « Liens probables avec le KGB. » Il ajouta que le Mossad détenait la preuve qu'Agca avait été aperçu non seulement en Allemagne de l'Est mais également en Bulgarie, et chaque fois en compagnie d'agents des services secrets soviétiques.

Casey avait alors rappelé Clarrige. Qu'avait bien pu foutre le DIGOS pour laisser Agca leur filer entre les doigts comme ça ? Fatigué, le chef d'antenne, qui n'avait pas dormi depuis bientôt trente heures, lui rappela que les rapports entre le DIGOS, les autres services secrets italiens et Israël étaient loin d'être au beau fixe, car les Israéliens clamaient un peu à tort et à travers que Rome était un foyer du terrorisme. Casey demanda à Clarrige d'envoyer une équipe à Pérouse voir s'il y avait quelque chose à y glaner.

D'après l'antenne de Bonn, une équipe du BND avait suivi Agca à la trace au cours des trois derniers mois, tandis qu'il allait et venait en Allemagne fédérale et en Suisse, en Autriche, et traversait diverses frontières avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Les services de

sécurité ouest-allemands étaient alors persuadés qu'Agca était un intermédiaire, transportant de fortes sommes d'argent dans le cadre d'un trafic d'armes. Le BND avait déclaré à ses homologues turcs que cela ne lui permettait pas d'arrêter Agca sur le sol allemand, malgré le mandat lancé par Interpol. Les Allemands craignaient de déclencher des représailles de la part d'un des nombreux groupes terroristes turcs basés dans leur pays. En outre, le BND était curieux de savoir où Agca pourrait éventuellement les mener. Au cours de ses voyages à travers l'Europe, celui-ci avait séjourné dans d'excellents hôtels et semblait ne pas manquer d'argent. Il n'était pas besoin de rappeler à Casey que seul un trésorier très généreux pouvait débloquer de pareilles sommes. Toutes les pistes semblaient aboutir au KGB.

« Bon Dieu, jura à nouveau Casey, cette fois-ci à l'adresse d'Inman. La moitié de ces fils de putes des services européens étaient aux trousses de ce gars et il n'y en a pas un qui ait compris ce qu'il préparait réellement ! »

En s'asseyant avec son adjoint dans la salle de conférences de F Street, le directeur avait indiqué comment il comptait diriger les débats. Il commença par faire circuler le profil psychologique du pape établi par le Dr Post. Celui-ci décrivait Jean-Paul II comme un homme physiquement et spirituellement solide, un véritable symbole d'anti-communisme vertueux. « Ce prélat engagé, inébranlable, est un homme d'un courage indomptable, un personnage que doivent redouter ses adversaires car son talent d'orateur et ses actes redonnent du courage à ses ouailles. Il possède toutes les qualités d'un grand leader. Il sait discerner les objectifs importants. Une maturité politique acquise dans la lutte contre les nazis puis contre les communistes. »

Depuis deux ans, Jean-Paul II constituait un défi pour le régime polonais, et par conséquent pour le Kremlin, à cause de sa détermination à faire rendre à son peuple les libertés fondamentales. « Il est certainement guidé par l'idée que le " bien " et le " bonheur de l'homme " dépendent de relations personnelles mutuellement et librement acceptées, et que le " mal " et le " malheur " naissent de leur absence. En ce qui le concerne, cette prise de conscience s'est faite face au mal absolu que représentaient pour lui le nazisme et le communisme. » C'était là du délayage scolaire. On cachait l'absence d'éléments concrets derrière le portrait stéréotypé d'un homme qui avait combattu toute sa vie pour ce qu'il croyait juste. Casey déclara à son auditoire attentif qu'un incident avait pu provoquer la décision des Soviétiques d'essayer d'éliminer le souverain pontife. Les « correspon-

dants » de l'Agence au Vatican avaient confirmé que, le 4 août 1980, Jean-Paul II avait adressé une lettre à Brejnev. Sur une simple feuille portant les armoiries papales, il avait exprimé sa profonde préoccupation quant à une éventuelle invasion de la Pologne par l'Union soviétique. Il avait conclu par un avertissement sans précédent. Si les Russes agissaient ainsi, il abandonnerait le trône de saint Pierre et retournerait dans sa patrie pour prendre la tête de la résistance de son peuple. Casey fit remarquer à ses auditeurs que ce coup de poker avait été payant. Jusqu'ici, les Soviétiques n'avaient pas franchi la frontière polonaise. D'après l'Agence, ils ne le feraient pas maintenant. Mais depuis le jour où cette lettre avait été apportée à Moscou par le médiateur politique du pape, l'archevêque Luigi Poggi, Jean-Paul II était devenu une cible pour le KGB.

Puis Casey donna lecture du second document qu'avaient préparé les spécialistes. Celui-ci révélait qu'il était parfaitement possible qu'Agca ait subi une forme quelconque de lavage de cerveau et que son esprit ait été ainsi contrôlé par des drogues ou grâce à une autre intervention médicale sophistiquée. Si ce n'était pas le « Candidat Mandchou » qui avait surgi à Rome, c'était une créature qui lui ressemblait comme un frère.

19

Guerre sur tous les fronts

Le samedi 6 octobre 1981, au Caire, Buckley, assis au fond de la tribune présidentielle, assistait à une parade militaire. Au-dessous de lui, sur sa droite, Anouar el-Sadate, en grand uniforme de commandant en chef, observait le défilé des troupes. Cette cérémonie venait rappeler une fois de plus à quel point Sadate était devenu dépendant des Etats-Unis depuis les accords de Camp David en 1978 et la signature du traité de paix avec Israël l'année précédente. En retour, le gouvernement Reagan continuait à faire pleuvoir de l'argent et des armes sur l'Egypte.

En regardant les soldats défiler d'un pas rapide, Buckley eut presque l'impression de se trouver à West Point. L'armée égyptienne, équipée et entraînée par les Américains, avait une allure toute différente de celle qu'il se souvenait avoir vue naguère à la télévision. Pourtant, derrière l'impressionnante démonstration de fantassins marchant impeccablement au pas et de colonnes de blindés, signe patent que Sadate était le premier dirigeant égyptien qui croyait pouvoir obtenir de Washington toute l'aide militaire qu'il réclamerait, Buckley savait, après des mois passés au Caire, que le président égyptien vivait de plus en plus mal son isolement au sein du monde arabe.

Nombre de ses pairs ne lui pardonnaient pas d'avoir signé un pacte de paix avec Israël. Le Syrien Hefez el-Assad avait publiquement déclaré que, s'il en avait l'occasion, il étranglerait de ses propres mains Sadate, coupable à ses yeux d'avoir juré qu'il ne permettrait jamais à l'Egypte d'entrer à nouveau en guerre contre Israël. Même le roi Hussein, qui était depuis des années un « honorable correspondant » qui n'avait cessé de fournir à l'Agence des renseignements inestimables, avait déclaré à Washington qu'il ne défendrait pas volontiers Sadate si ses ennemis l'attaquaient. Considéré comme un paria par ses

voisins, le président était également devenu un lépreux aux yeux de ses compatriotes.

Ceux-ci avaient profité de ce défilé pour manifester publiquement leur hostilité à sa politique. Des centaines de milliers d'entre eux avaient répondu aux appels des prêtres intégristes qui, dans les mosquées, la veille au soir, les avaient exhortés à boycotter la cérémonie. Même dans le corps diplomatique, certaines chancelleries avaient trouvé des excuses pour ne pas être représentées au plus haut niveau. Les Polonais avaient envoyé un diplomate subalterne, les Russes un sous-secrétaire. En revanche, le Maroc était représenté par son ambassadeur, assis quelques rangs derrière Sadate.

Buckley était certain que, à part lui, personne sur cette tribune ne savait que non seulement l'ambassadeur mais également le roi Hassan II étaient de précieux « correspondants » de l'Agence. Le souverain avait été recruté alors qu'il était encore adolescent. Lorsqu'il accéda au trône en 1961, il demanda à l'Agence de restructurer et d'entraîner son propre service de sécurité. Celui-ci était devenu l'un des plus redoutables du monde arabe, rivalisant de cruauté avec la Savak du chah. Il employait nombre de médecins qui supervisaient toutes sortes de tortures sur des prisonniers politiques dans un centre de détention spécialement construit près de Tazmarent. On y trouvait des chambres d'isolement très semblables à celle installée à l'Allan Memorial Institute et des machines à électrochocs Page-Russell qu'on utilisait régulièrement sur les détenus. Après les séances, les praticiens marocains interrogeaient les détenus pour obtenir des informations sur les opposants.

Le roi avait permis que l'on fasse de son pays le plus important centre d'écoute des Etats-Unis en Afrique du Nord. La NSA avait installé dans le massif de l'Atlas le matériel électronique le plus moderne braqué sur la Libye. D'autres chefs-d'œuvre de technologie orientés vers Gibraltar recueillaient toutes les communications secrètes britanniques qui passaient par le Rocher. D'autres gadgets balayaient le détroit et, plus loin dans l'Atlantique, interceptaient les messages émis à partir des navires soviétiques. Une équipe du « Département D » était basée à Marrakech d'où ses membres partaient cacher des micros dans tout le Maghreb et au-delà, jusqu'au domicile de riches Arabes à Marbella et à Chypre. L'ambassadeur du Maroc en Egypte aidait l'Agence à recueillir des renseignements dans le delta du Nil.

Mais la plupart du temps ce que fournissait ce diplomate n'était pas essentiel. Au cours des mois précédents, Buckley, qui avait libre accès

au palais présidentiel pour entraîner les gardes du corps de Sadate, avait installé des micros dans tous les recoins possibles. Travaillant méthodiquement, il n'avait oublié aucun bureau. Un micro de la taille d'une épingle avait été adroitement placé sur un panneau d'affichage à côté d'une carte militaire, un autre sur une étagère. Il en avait planté un sous le bureau personnel de Sadate et un jour qu'il s'entretenait avec le président des progrès de l'entraînement de ses gardes, il avait prétexté un malaise soudain ; on l'avait alors promptement accompagné jusqu'à la salle de bains où il avait réussi à en cacher un autre. Les hommes du « Département D » surveillaient le palais en permanence et n'ignoraient rien de ce que disait ou faisait Sadate.

Lors de ses entretiens privés avec le président, Buckley l'avait souvent trouvé mélancolique, avouant son scepticisme quant à la durée du traité de paix. Les effets du haschisch étaient manifestes ; par moments, Sadate semblait planer autant qu'un hippie de Greenwich Village. C'était alors qu'il était le plus enclin à dire que son sort dépendait d'Allah, mais qu'il avait perdu les faveurs du Ciel.

Buckley avait, de façon répétée, prévenu les gardes du corps de Sadate qu'ils devaient éviter de se laisser gagner par ce fatalisme incompatible avec leur travail. Il fallait toujours rester prêt à réagir comme on le leur avait appris. Au premier signe de trouble, ils devaient former une phalange solide autour du président et tirer pour tuer. Encore et toujours, lors des séances d'entraînement, alors qu'il tenait le rôle de Sadate, il avait ordonné aux gardes de former d'abord ce mur et de bien choisir ensuite leurs cibles. Il leur avait montré comment utiliser les viseurs de nuit et comment lire les détecteurs de chaleur installés autour du bâtiment pour signaler la présence d'intrus. Il leur avait projeté pendant des heures des films réalisés lors de précédents attentats : l'assassinat du président Kennedy ; la tentative contre le pape Paul VI à Manille et, plus récemment, contre son successeur. Il avait insisté sur les erreurs commises et les leçons à en tirer : comment l'agent secret qui accompagnait Kennedy à Dallas s'était jeté devant le corps du président tout en plaquant Mme Kennedy sur le plancher de la voiture ; comment les gardes philippins qui entouraient Paul VI s'étaient trouvés paralysés et n'étaient intervenus que quand le garde du corps personnel du pape, l'archevêque Paul Marcinkus, avait désarmé l'attaquant ; comment, les leçons de Manille ayant été tirées, sur la place Saint-Pierre, les compagnons de Jean-Paul II avaient protégé de leur corps le pape blessé.

« Votre vie n'a pas d'importance, n'avait cessé de leur répéter Buckley. Tout ce qui compte, c'est le président. Pour vous. Pour l'Egypte. N'oubliez jamais ça. »

Il leur avait enseigné tout ce que lui-même avait appris au Vietnam, au Laos et en Angola.

Le défilé de ce samedi était la première occasion pour ces gardes de faire la preuve publique de leur bonne tenue. Certains étaient assis juste derrière le président Sadate, d'autres étaient postés de chaque côté de la tribune. Ils étaient équipés de pistolets-mitrailleurs UZI, armes idéales pour la protection rapprochée.

Une colonne blindée formée de tanks et de half-tracks passa lentement. Soudain, derrière le dernier tank, les rangs furent rompus. Des soldats se mirent à courir. Instinctivement, Buckley se dressa sur ses pieds et saisit sous son épaule son P.38 spécial police. Les premiers ordres qu'il hurla à l'adresse des gardes furent couverts par le bruit de la fusillade. Les hommes en uniforme qui approchaient mitraillaient la tribune. « Tirez ! Pour l'amour du Ciel, tirez ! » hurla Buckley en se frayant un passage vers le devant de la tribune.

Les gardes du corps ébahis fixaient les tireurs qui s'avançaient.

« Tirez ! »

Enfin on entendit la première rafale de pistolet-mitrailleur.

« Jetez-le à terre ! Couvrez le président ! »

Personne ne tint compte des ordres de Buckley.

Les attaquants s'étaient agenouillés, leurs tirs étaient devenus plus meurtriers.

« Choisissez vos cibles ! Pour l'amour de Dieu ! Choisissez vos cibles ! » hurlait Buckley.

Les assaillants déversaient un déluge de balles sur le président et les spectateurs pris de panique.

Enserré de toutes parts, Buckley ne pouvait riposter.

Subitement, Sadate s'affaissa sur son siège.

C'est alors seulement que ses gardes du corps formèrent le bouclier protecteur et mirent en joue les attaquants. Des corps commencèrent à rouler à terre. D'autres soldats qui participaient au défilé vinrent à la rescousse. Les assassins étaient pris entre deux feux.

Buckley savait qu'il était trop tard. Un regard sur Sadate lui avait suffi pour voir qu'on ne pouvait plus rien pour lui ; peut-être était-il déjà mort. Du sang coulait de sa bouche, de ses oreilles, de son nez et de sa poitrine. L'agent américain se mêla à la foule affolée pour regagner les locaux de son ambassade.

A son arrivée, il trouva les lieux en pleine effervescence. Une ligne

directe avec le Département d'Etat avait été ouverte, et un diplomate beuglait au téléphone : « Il est vivant ! Les Egyptiens disent qu'il est encore vivant ! »

Buckley entra dans le bureau, secouant la tête. « Mort », maugréa-t-il. Le diplomate lui fit signe de s'écarter. Buckley haussa les épaules et se dirigea vers les bureaux de l'Agence situés à l'arrière du bâtiment. Le chef d'antenne était en communication avec le nouveau directeur adjoint des opérations, John H. Stein, qui avait la responsabilité de l'antenne de Tripoli quand Kadhafi avait pris le pouvoir.

« D'après les dernières nouvelles, il est vivant, dit le chef d'antenne.

— Il est mort, hurla Buckley. Tout ce qu'il y a de plus mort !

— Buckley dit qu'il est mort ! répéta le chef d'antenne dans le combiné. Mais les Egyptiens disent le contraire. »

Buckley fit signe qu'on lui passe le téléphone. Il expliqua à Stein ce qu'il avait vu, parlant lentement, sachant que son interlocuteur notait tout ce qu'il disait. C'était le style de Stein : quelle que soit la gravité de la crise, rédiger un rapport, rester calme, poser peu de questions. Quand Buckley eut terminé, Stein lui dit qu'il devait sauter dans le premier avion pour Washington.

Vers la même époque, la Maison Blanche n'avait toujours pas pris de décision quant à un plan d'ensemble concernant d'éventuelles opérations clandestines à grande échelle en Amérique centrale. Haig pressait le président Reagan pour que la CIA et la NSA concentrent leurs efforts sur Cuba, tandis que Weinberger doutait de l'opportunité de toute opération en général ; cela pouvait faire resurgir les deux grands spectres qui hantaient la Défense, l'engagement excessif et l'escalade. Le fantôme du Vietnam n'avait toujours pas été exorcisé. Au milieu de tout cela, et de tant d'autres problèmes qui agitaient le monde du renseignement, l'attention de Casey fut détournée par des tracasseries venues du passé. L'antenne d'Ottawa venait d'annoncer que d'autres plaignants allaient se joindre au Dr Morrow et à Velma Orlikow dans leurs poursuites contre la CIA.

Velma avait engagé un procès à Washington, le 11 décembre 1980. Elle avait choisi comme avocat Joseph Rauh, le défenseur des droits civiques le plus renommé en Amérique. Elle réclamait un million de dollars de dommages et intérêts. Peu de temps après, le Dr Morrow s'était jointe à elle.

Casey réagit en ordonnant au conseiller juridique de l'Agence, Stanley Sporkin, de charger son équipe de préparer la défense et d'user de toutes les manœuvres dilatoires légales possibles pour reculer au

maximum la date du procès. La stratégie du directeur était simple : les plaignants étaient déjà âgés et les poursuites judiciaires s'éteindraient avec la mort du dernier d'entre eux.

Mais Rauh avait fait du chemin. Il avait fouillé dans le passé de l'Agence, parlé avec Alice Olson des circonstances de la mort de son mari, retrouvé les traces du Dr Gottlieb, rencontré un certain nombre de médecins ayant travaillé à l'Allan Memorial Institute sous les ordres du Dr Cameron, déterré tous les papiers du psychiatre enfouis dans les archives, les avait soumis à l'appréciation du Dr Robert Lifton qui poursuivait des recherches sur le comportement des médecins nazis ; il s'était également entretenu avec des parents de patients hospitalisés à l'Institut et des sommités médicales qui avaient connu le Dr Cameron. A présent, Rauh désirait interroger Helms. Il voulait la clé de la boîte de Pandore.

Débordé par l'avalanche de rapports concernant les projets de Kadhafi visant à assassiner Reagan — l'antenne de Londres avait annoncé que les Libyens envisageaient de lancer un missile sur la Maison Blanche, après l'avoir assemblé selon des plans qu'ils avaient, paraît-il, fourni à l'IRA pour que celle-ci s'en serve en Irlande du Nord —, Casey accepta de mauvaise grâce de se pencher sur ce qui restait des projets M-K-Ultra et M-K-Recherche.

Le lundi 19 novembre 1981, il confia une mission à Buckley qui rongeait son frein dans les locaux du Directorate of Operations. Il l'envoya au Canada pour tenter de faire le point sur les tenants et aboutissants des plaignants figurant sur la liste fournie par Ottawa. Il l'avait chargé, en particulier, de se renseigner sur leur état de santé actuel. Buckley comprit qu'il était redevenu un sous-fifre ; c'était la conséquence logique de l'échec des gardes du corps de Sadate. Mais tout valait mieux que de se morfondre à Langley.

Alors qu'il était à Montréal, il lut dans le *New York Times* qu'un commando de cinq Libyens avait réussi à pénétrer clandestinement aux Etats-Unis. Quarante-huit heures plus tard, on parlait déjà d'une équipe de dix hommes, et l'on suggérait qu'ils avaient pu entrer aux Etats-Unis en franchissant la frontière canadienne. Buckley téléphona à Langley pour demander s'il pouvait momentanément abandonner son enquête pour se mettre sur la piste des hommes de Kadhafi. On lui répondit que l'affaire était déjà en de bonnes mains.

Le lendemain, le dirigeant libyen frappa un grand coup média-

tique en apparaissant en direct à la télévision américaine pour nier avoir jamais envoyé des commandos de tueurs en Amérique du Nord.

Le jour suivant, le président Reagan traita publiquement le colonel de menteur. « Nous avons des preuves, et il le sait. »

Buckley appela un de ses amis du Directorate of Operations. Quelles étaient ces preuves ?

« Ce sont les preuves de la Maison Blanche. Ça vient de la " cave ". »

La " cave " était une appellation codée courante à l'Agence pour désigner le National Security Planning Group (NSPG), qui travaillait dans les entrailles de la Maison Blanche sous la présidence du conseiller du président pour la sécurité nationale. L'actuel titulaire du poste, Richard V. Allen, s'était mis au vert en attendant les retombées des accusations portées contre lui ; il avait en effet été soupçonné d'avoir accepté un pot-de-vin de mille dollars pour ménager à un journaliste japonais une entrevue avec Reagan. Parmi les nouveaux venus au NSPG, on trouvait un jeune marine, le lieutenant-colonel Oliver North. Dans l'immédiat, son travail consistait à assurer la liaison avec Robert McFarlane, lui aussi ancien officier de marines, à présent conseiller au Département d'Etat, directement responsable devant Haig de la coordination des divers services de renseignement américains dans leur lutte contre la Libye.

Le lundi 4 janvier 1982, Buckley présenta au Directorate of Operations un rapport sur l'état physique et mental de Velma Orlikov, du Dr Morrow et des autres plaignants. Tous étaient âgés et certains en mauvaise santé, mais ils étaient unis et déterminés.

Buckley était suffisamment rentré en grâce pour que Casey lui confie une mission de confiance. Il le chargea d'une opération dont il estimait, selon ses propres termes, qu'elle pourrait remettre en lumière le « foutoir de Montréal » et en même temps embarrasser vivement les ennemis de l'Amérique aux prises avec leur opinion publique. On donna à Buckley une liste de pays en le chargeant d'utiliser toutes les ressources du Directorate of Operations pour recueillir des preuves contre des médecins tortionnaires.

Au cours de l'hiver 1982, Buckley rassembla les éléments d'un tableau terrifiant. Un « correspondant » en Ethiopie fournit des détails sur les expériences menées au quartier général de la révolution d'Addis-Abeba. Des praticiens employés par le régime versaient de l'eau ou de l'huile bouillantes sur certaines parties du corps des prisonniers puis testaient l'efficacité de divers anticoagulants et sérums fournis par les Soviétiques. Dans le minuscule Etat marxiste de

Djibouti, il obtint les preuves que des médecins appartenant à la Brigade spéciale de recherche de la gendarmerie pratiquaient de nombreux sévices : injections de drogues provoquant le coma, électrochocs, amputations, immersion pendant des semaines entières de victimes dans des bains de saumure où leur peau brûlait jusqu'à ce que les chairs se décomposent.

En Somalie, des praticiens employés par le Service national de sécurité, dans son quartier général de Mogadiscio, avaient créé une « chambre à bruits ». On y enfermait des détenus qu'on soumettait pendant des journées entières à des sons qu'on amplifiait de façon continue jusqu'à les rendre définivitement sourds.

Un « correspondant » à Kampala rapporta que, malgré le renversement du président Idi Amin Dada, la torture se poursuivait à grande échelle sous le régime de son successeur, Milton Obote. Une douzaine de centres recensés en Ouganda utilisaient les services de médecins qui surpervisaient ou pratiquaient, entre autres, la castration, les brûlures sur les seins ou les parties génitales et l'ablation chirurgicale de la langue.

Au cours des trente-cinq dernières années, l'Agence avait amassé dans ses dossiers des milliers de cas de torture scientifique en Russie. Quand besoin était, on les livrait à des politiciens américains pour leur permettre d'attaquer le système soviétique, en fournissant le nom des médecins et des hôpitaux où ils opéraient. Ces dossiers regorgeaient de récits d'abus psychiatriques. Les praticiens soviétiques prescrivaient des traitements psychotropiques douloureux et provoquant la désorientation à des individus dont la seule « maladie » était d'être des opposants au régime. Beaucoup de ces médicaments étaient administrés à des doses massives et sans tenir compte le moins du monde des contre-indications. Ceux qui étaient fréquemment soumis à ces traitements devenaient physiquement handicapés ou mentalement perturbés de manière irréversible.

Buckley se rendit rapidement compte que ses recherches ne pouvaient être nettement compartimentées. Si la torture scientifique avait un caractère d'uniformité dans l'ensemble du bloc soviétique, ailleurs les frontières étaient difficiles à tracer. Les méthodes des médecins opérant en Libye n'étaient guère différentes de celles de leurs voisins égyptiens. A la suite de l'assassinat de Sadate, des milliers de gens avaient été arrêtés par les services de sécurité créés et entraînés par l'Agence, et conduits dans une des chambres de torture bien connues au Caire ; à la Citadelle, à Tora ou à Al Marg. Dans tous ces lieux où, entre autres sévices, on déterminait jusqu'où un suspect

pouvait survivre au supplice du fouet ou combien de temps il ou elle pouvait endurer la privation sensorielle dans des cachots souterrains, des médecins étaient impliqués.

Après avoir ajouté l'Iran et l'Irak à sa liste de pays où des praticiens jouaient un rôle important dans la torture d'Etat, Buckley découvrit sans grande surprise que des médecins israéliens employés par Shin Beth, le service de sécurité intérieure, étudiaient souvent combien de temps un suspect pouvait rester sous cagoule, être de façon répétée soumis à des douches glacées ou privé de nourriture et de sommeil.

Dans le domaine de la torture impliquant des médecins, l'Arabie Saoudite, longtemps considérée comme « amicale » par l'Agence, ne différait guère de la Syrie. C'est un praticien syrien qui avait inventé un instrument communément appelé l' « esclave noir ». Il consiste en une chaise métallique percée d'un trou. On y attache une victime, nue, puis, à travers l'orifice, une broche chauffée pénètre dans l'anus, déchirant les chairs pour se frayer un chemin vers les intestins. Un médecin était souvent présent pour s'assurer que la broche était retirée avant la mort de l'individu, quoique celle-ci, provoquée par de graves hémorragies internes, survienne généralement après quelques séances.

En étudiant la situation en Europe centrale et en passant à nouveau en revue les abus médicaux commis dans le bloc soviétique, Buckley trouvait difficile de faire une différence entre ceux-ci et ce qui se passait en Turquie, autre pays « ami » qui avait permis à la CIA et à la NSA d'installer des bases dans les montagnes à la frontière soviéto-iranienne d'où ces services se livraient aux mêmes activités qu'au Maroc. Pourtant, dans au moins deux prisons turques — Mamat près d'Ankara et Metis à Istanbul —, des médecins supervisaient des séances de torture quotidiennes, assistaient aux passages à tabac, administraient des électrochocs et décidaient combien de temps une victime pouvait être laissée sous cagoule.

De l'Afrique à l'Asie, en passant par le Moyen-Orient et l'Amérique latine, Buckley avait recueilli des preuves d'actes de torture dans plus de quatre-vingts pays considérés comme « inamicaux » vis-à-vis des Etats-Unis.

En juin 1982, on passa au crible et on classa les détails les plus horribles. Puis, avec le concours des spécialistes de la Political Psychological Division — qui avaient des contacts un peu partout dans les milieux médicaux —, ces matériaux furent savamment distillés à l'intention de personnes concernées par les droits de l'homme : juristes, médecins et leaders religieux. A leur tour, ceux-ci transmirent ces informations à des organisations comme Amnesty International.

Elles recoupaient celles que les équipes de cet organisme avaient réussi à recueillir de son côté. La plupart des preuves réunies par Buckley apparurent dans les rapports édités régulièrement par Amnesty dans les années quatre-vingt.

La plus renommée des organisations humanitaires défendant les droits de l'homme ne pouvait soupçonner que les preuves qu'elle publiait avaient été, à l'origine, recueillies par la CIA, dans des buts bien différents des siens.

Au début de décembre 1983, Buckley prit quelques jours de congé à Rome, sa ville favorite.

Pour lui, le poste de chef d'antenne de Beyrouth était devenu le défi ultime. Il l'avait senti dès le jour de son arrivée, au mois d'avril précédent. Son vieil ami Bob Ames avait vu juste : rien ne valait cette ville pour mettre à l'épreuve l'expérience accumulée au fil des années. Tout ce qui avait précédé n'était que préparation.

A Rome, il résidait chez un collègue de l'Agence dont le travail consistait à superviser les « correspondants » du Vatican. Parmi eux figuraient une demi-douzaine de prêtres, parfois payés en liquide, parfois en nature : repas fins et vacances. Un religieux irlandais recevait de quoi faire quelques aller et retour chez lui avec en plus suffisamment d'argent pour impressionner ses amis de Dublin. Un prélat allemand pouvait se permettre de s'habiller chez Gammarelli, le tailleur du pape.

Ces informateurs fournissaient une provende régulière. Dans l'affaire Agca, le Vatican voyait désormais la main du KGB et non plus celle de la Libye. Néanmoins, toujours réaliste, le souverain pontife avait récemment envoyé à Moscou l'archevêque Luigi Poggi pour essayer de parvenir à un accord acceptable à propos de la Pologne : le Vatican se chargerait de contrôler Walesa en échange de libertés accordées à l'Eglise.

De retour à Beyrouth, Buckley retrouva l'atmosphère insaisissable du lieu où les espions du monde entier exerçaient leurs talents.

Ames avait bien raison de dire que c'était une ville unique. Le Mossad et les hommes des services secrets arabes s'y livraient un duel sans merci. La plupart des services secrets européens étaient massivement représentés, travaillant parfois ensemble, le plus souvent chacun pour soi.

Le réseau d'informateurs de Buckley s'étendait jusqu'aux plus hautes sphères du fragile gouvernement de coalition. Parmi eux, il y avait Walid Joumblatt, le leader druze, seigneur de la guerre qui

parvenait à survivre en ne dormant jamais deux nuits de suite sous le même toit. Son poste de ministre du Tourisme lui donnait l'occasion de fréquenter les ambassades, sans doute pour essayer de persuader leurs responsables de promouvoir les attraits d'une ville qui était probablement la plus dangereuse du monde. Il transmettait à Buckley toutes les bribes de renseignements qu'il glanait en ces occasions.

Il y avait aussi un membre de l'OLP qui, en prenant de gros risques personnels, livrait les derniers états d'âme de Yasser Arafat. Enfin, un Syrien apportait des détails sur les groupes qui gravitaient à Damas autour du président Assad.

A certains moments, Buckley était débordé par la masse d'informations brutes. En même temps qu'il devait tenir à jour le dossier libanais, il lui fallait garder un œil sur l'Iran, ce qu'il faisait en utilisant les services d'hommes d'affaires de passage à Beyrouth. Comme les « correspondants » du Vatican, certains d'entre eux n'exigeaient rien d'autre qu'un repas dans un bon restaurant.

Ainsi, chaque jour, il y avait parfois jusqu'à une centaine d'éléments disparates à traiter. Il fallait évaluer leur importance et rendre compte à Langley. Buckley faisait parfois d'affilée plusieurs journées de vingt heures, après quoi il rentrait chez lui pour dormir un tour d'horloge.

Au début de 1984, année électorale, la Libye constituait toujours le problème immédiat de Casey. Kadhafi semblait pris de folie furieuse. Son ombre se profilait derrière les troubles qui avaient éclaté en Egypte, en Tunisie et en Algérie. Ses ambassades, rebaptisées « bureaux populaires », étaient des foyers d'agitation au sein d'une demi-douzaine de capitales européennes.

Dans les sous-sols de la Maison Blanche, un sous-organe créé par le nouveau conseiller à la sécurité nationale, Robert McFarlane, étudiait un éventail d'actions secrètes contre le leader libyen, ou quiconque menacerait les Etats-Unis. North était de ceux qui parlaient le plus fort.

Plus haut, dans le Bureau Ovale, le président et son nouveau secrétaire d'Etat, George Shultz, écoutaient un exposé de Casey sur les chances réelles du Libyen d'accéder à l'armement nucléaire. Le directeur résuma son opinion : « Nous pensons qu'il n'y a pas de risques pour les dix prochaines années. » Mais il ajouta une double question : « Pourquoi attendre jusque-là ? Pourquoi ne pas y aller carrément, *se faire* Kadhafi tout de suite ? »

A trois heures du matin, en ce vendredi 16 mars 1984, le téléphone sonna sur la table de nuit de Casey, pour une fois encore endormi au sein de sa maison en briques patinées. C'était Clair George. Qui avait lui-même été arraché au sommeil par la voix tremblante de l'officier du service de nuit à Langley. En provenance de Beyrouth, la nouvelle de l'enlèvement de Buckley venait de tomber.

Moins d'une heure plus tard, Casey était dans son bureau du septième, entouré d'un nombre croissant de visages défaits. George ne quittait pas la ligne directe avec l'ambassade de Beyrouth. Il avait tenu le poste de Buckley pendant un an, en 1975-1976, à l'époque où deux fonctionnaires américains avaient été détenus en otage avant d'être libérés contre une substantielle rançon. Mais tout ce qu'il entendait à présent lui montrait que cette fois l'argent ne résoudrait pas aussi facilement le problème.

McMahon fit son entrée. Son visage flasque ordinairement rubicond était pâle. Dans les milieux de l'Agence, on l'appelait «Smiling Jack », un surnom qui datait de l'université. Sa première question fut la même que celle posée d'emblée par Casey un moment plus tôt : « Comment un vieux renard comme celui-là a-t-il réussi à se faire embarquer ? » George haussa les épaules. Il y avait déjà trop de questions sans réponses.

Casey donnait continûment des ordres. Il ordonna de former une équipe et de l'envoyer à Beyrouth avant le petit déjeuner. Le Caire devait activer ses sources. Le chef d'antenne à Amman devait convaincre Hussein de mobiliser ses contacts au Liban. Il fallait mettre sur le coup le roi Hassan du Maroc. Casey exigeait que tous les agents, les « correspondants » et les contacts disponibles dans toute la région méditerranéenne laissent tomber leurs activités présentes pour se consacrer exclusivement à l'affaire Buckley.

Webster arriva pour offrir l'expérience du FBI en matière de prises d'otages. Sur un signe de tête de Casey, il se rendit dans un bureau contigu pour battre le rappel des siens.

Casey continuait d'égrener ses ordres. L'argent ne posait pas de problème. Il était prêt à débloquer n'importe quelle somme, aussi élevée fût-elle, si cela pouvait permettre de libérer Buckley.

McMahon contacta le NSA. En combien de temps pourrait-il positionner un satellite au-dessus de Beyrouth ?

George rugit dans le combiné. « Seigneur ! Vous êtes sûr ? » Il appela le directeur : « Ils n'ont pas trouvé sa mallette. Ils pensent qu'il l'avait avec lui.

— Oh merde, marmonna Casey. Il ne manquait plus que ça ! »

Le Dr Post survint à son tour. Casey lui demanda de rassembler une

équipe de spécialistes pour tracer un portrait psychologique des ravisseurs.

« Savez-vous qui ils sont ?

— Pour commencer, des musulmans. Chiites. Ça ne peut être que ça. Quand on en saura plus, on vous le fera savoir. »

Post sortit rapidement.

Casey demanda qu'on appelle Peter Mandy à Tel-Aviv.

De nouveau, on entendit George aboyer dans le téléphone. « Seigneur ! » Il annonça à la cantonade que Buckley avait dit ce matin-là à son chauffeur-garde du corps de ne pas se présenter.

« Peut-être qu'il allait prendre un contact délicat, suggéra McMahon. Quelqu'un qui ne voulait pas être aperçu.

— Les ordres sont les ordres, nom d'un chien. J'ai dit il y a un mois que personne ne devait sortir seul à Beyrouth, marmonna Casey. Qu'est-ce que Buckley pouvait bien fiche ? »

Le contact fut établi avec Tel-Aviv. Casey expliqua l'affaire au directeur adjoint du Mossad. Mandy répondit simplement qu'il allait mettre ses hommes sur l'affaire. Il ne semblait guère optimiste.

Casey échangea un regard avec McMahon. Peu de temps auparavant, les deux hommes s'étaient mis d'accord pour que l'un d'eux se rende à Tel-Aviv afin de réaffirmer l'amitié de l'Agence ; les activités récentes d'Israël au Liban avaient tendu les relations entre les deux pays. McMahon commença à tirer des plans pour une prochaine visite.

Le directeur appela McFarlane. Le conseiller à la sécurité nationale demanda s'il fallait avertir le président.

« Vous pensez peut-être qu'il va enfourcher son cheval et galoper jusqu'à Beyrouth pour sauver Buckley comme dans un de ses vieux films ? » La colère refoulée de Casey avait fini par exploser.

Le vendredi 11 octobre 1985, la nouvelle depuis longtemps attendue s'inscrivit silencieusement sur l'écran du terminal installé depuis peu sur le bureau de Casey. Buckley était mort. Un porte-parole du Hezbollah venait de l'annoncer.

Casey appela George. « Je veux absolument ce salopard de docteur. Mort ou vif. Et tous les autres. Fadlallah. Tous. »

George répondit qu'il allait voir comment on pourrait faire.

Quelques mois auparavant, le 8 mai 1985, l'Agence avait été à deux doigts de liquider Cheikh Fadlallah et l'essentiel de l'état-major du Hezbollah en même temps que le Dr al-Aboub rassemblés dans le logement-quartier général du chef spirituel du mouvement.

Casey avait débloqué cinq cent mille dollars de crédits pour qu'un mercenaire anglais place une voiture piégée au pied de l'immeuble

résidentiel de Bir Abed, une banlieue de Beyrouth-Ouest noircie par la fumée des bombes. En dehors de Casey et George, personne ne connaissait tous les détails. Shultz savait quelques petites choses. Weinberger avait quelques idées. Le président lui-même ne savait pas tout. On lui avait seulement dit à quel point on était passé près du succès. Chargée d'une tonne d'explosifs, la voiture avait traversé la Ligne Verte et explosé au pied de l'immeuble.

Quelques religieux furent tués, mais Fadlallah et al-Aboub s'en tirèrent miraculeusement indemnes. Casey voulait que George s'assure que cette fois-ci ils n'auraient pas la moindre chance.

On reprit contact avec le même mercenaire. Il y eut des rencontres arrangées avec des intermédiaires afin que l'Agence ne soit pas directement impliquée dans la nouvelle tentative d'assassinat du leader du Hezbollah et du médecin de l'organisation. Entre novembre 1985 et février 1986, les tractations se poursuivirent tour à tour à Londres, à Paris, à Rome, puis de nouveau à Londres, à l'hôtel Penta à l'aéroport de Heathrow. Le mercenaire exigeait un million de dollars. Son prix fut accepté : la moitié lors de la conclusion du contrat, le reste une fois le travail achevé. L'homme se rendit à Damas, et de là prit la route de Beyrouth. Une semaine plus tard, il était de retour au Penta. Il était hors d'état de remplir sa mission. Ses « ressources » personnelles sur le terrain venaient juste de se faire tuer dans l'une des batailles de rue qui ensanglantaient quotidiennement la ville.

Dans les premiers jours de mars 1986, le satellite de la NSA braqué en permanence au-dessus de Beyrouth prit de nouvelles photos de Bir Abed. Les ruines de l'immeuble autrefois habité par Cheikh Fadlallah s'ornaient d'un gigantesque calicot : DÉTRUIT PAR LE GRAND SATAN.

Six semaines plus tard, le 17 avril 1986, Casey recevait notification des poursuites entamées par Velma Orlikow et sept autres plaignants contre la CIA ; le dossier avait reçu un numéro d'enregistrement : « Action au civil N° 80-3163 ». Un aréopage de médecins conduits par le Dr Lifton s'occupait de rassembler des preuves montrant que les survivants de Montréal avaient été scientifiquement torturés. « Ils ne savent pas ce que ce mot veut dire, avait marmonné Casey. La torture, c'est ce que ce salopard de docteur a fait à Buckley. C'est ça la vraie torture. » Il ne parvenait toujours pas à saisir que ce qui s'était produit dans la vieille demeure de Montréal aidait tous ceux qui avaient suivi à plaider non coupable.

Ils continuaient de plaider.

20

Pour le moment

Le 6 mai 1987, William Casey mourut d'une pneumonie consécutive à une opération du cerveau destinée à résorber une tumeur. Il avait servi son pays pendant six ans et un jour.

Le 15 octobre 1987, les hommes du « Département D » de la CIA installèrent sur les toits de plusieurs bâtiments du secteur chrétien de Beyrouth quelques scanners miniatures braqués, au-delà de la Ligne Verte, sur le secteur musulman. Cette surveillance s'effectuait avec la bénédiction du gouvernement syrien. Les relations entre Damas et Washington s'étaient réchauffées depuis que les deux gouvernements avaient compris que Kadhafi représentait une menace pour leurs pays respectifs.

Trois jours plus tard, les scanners permirent d'apprendre que le Dr al-Aboub quittait Beyrouth pour Téhéran. Il laissait derrière lui, dans le secteur musulman, une vingtaine d'otages étrangers.

Le jour de Noël 1987, Amnesty International publia son rapport annuel invitant l'ensemble du monde à prier pour toutes les victimes de la torture.

Le jour du nouvel an 1988, les plaignants qui avaient engagé une action judiciaire contre la CIA se souhaitèrent mutuellement de vivre assez longtemps pour gagner leur procès.

Le gouvernement américain vient de verser 750 000 dollars de dommages et intérêts aux neuf Canadiens qui avaient servi de cobayes au Dr Ewin Cameron à la clinique de Montréal.

Octobre 1988

Postface

Cette histoire ne s'arrête pas là, elle n'est pas encore figée dans l'Histoire. Elle continue sa vie secrète, comme une rivière souterraine qui attend de resurgir pour emporter n'importe qui à un moment ou à un autre.

GERSHOM SCHOLOM, cité par le Dr Robert Jay Lifton dans *Les Médecins nazis*, 1987.

Dans le domaine de l'histoire immédiate, les documents généralement abondent, et le travail du chercheur consiste essentiellement à savoir où les trouver, à les rassembler et à les confronter. J'allais apprendre à mes dépens qu'un sujet comme la torture médicalisée constitue une exception notable, en raison surtout de ses relations etroites avec l'univers occulte des services secrets.

Bon nombre des méthodes utilisées par le Dr al-Aboub sont des techniques éprouvées qui font partie de la panoplie classique des médecins qui travaillent pour d'autres organisations terroristes ou dans le cadre des terrorismes d'Etat. L'emploi de la cagoule est aussi courant à Beyrouth que dans les geôles de Santiago ou les prisons de Hô Chi Minh-Ville. Cette forme de privation sensorielle n'est rien d'autre qu'un avatar de la chambre d'isolement du Dr Cameron.

Les divers procédés psychologiques employés par le Dr al-Aboub étaient cousins de ceux du psychiatre de Montréal. En usant de drogues pour affaiblir la volonté des otages, les Iraniens ne faisaient pas autre chose que ce dernier avec sa chambre de sommeil et les bandes enregistrées que ses patients étaient obligés de réentendre indéfiniment.

Le Dr Cameron, qui avait participé à l'élaboration des articles du Code de Nuremberg mettant hors la loi *toute forme* de mauvais traitement médicalisé, et le Dr al-Aboub, qui s'était engagé à respecter ces principes par la seule vertu de son serment de médecin, se sont montrés coupables de violation des droits de l'homme.

Si un homme comme le Dr Cameron a pu exister, c'est parce que l'accord n'a jamais été total entre les gouvernements de la planète pour interdire réellement de telles pratiques. Sans quoi, il aurait été difficile pour les Soviétiques de garder au programme de l'université Patrice-Lumumba des cours de contrôle du comportement. Sans la science acquise à Moscou, le Dr al-Aboub aurait eu beaucoup plus de mal à perpétrer ses méfaits.

L'apparition de médecins de ce type doit s'apprécier dans un contexte historique général. C'est à juste titre que les années quatre-vingt ont été baptisées « décennie du terrorisme ». A Beyrouth, Belfast et autres lieux, des groupes d'extrémistes relativement peu nombreux ont régulièrement réussi à montrer que l'usage sans fard de la violence et de la réthorique terroristes pouvait payer. Ils ont appris à polariser sans cesse l'attention sur eux-mêmes et leur cause, à répandre un sentiment de panique à l'échelle planétaire, à provoquer des crises gouvernementales et à aggraver les tensions internationales. A Washington comme à Londres, à Paris comme à Bonn et à Rome, les cabinets ministériels mettent en œuvre des ressources de plus en plus importantes pour s'attaquer au problème que posent les médecins-terroristes comme le Dr al-Aboub.

Les recherches s'accélérèrent concrètement en 1988. Pendant que la France continuait d'aborder le terrorisme par la tangente, en le noyant dans le champ de la criminologie classique, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont resserré le réseau d'information international auquel participent des universitaires, des scientifiques, des médecins et des fonctionnaires appartenant généralement aux divers services secrets. Le gouvernement ouest-allemand débloqua deux millions de deutschmarks pour essayer de définir la mentalité et les motivations d'al-Aboub et ses semblables. Tous les éléments d'information que l'on put réunir sur des centaines de terroristes furent stockés sur ordinateur à Wiesbaden. Les spécialistes allemands poursuivent sans relâche l'analyse comparée des modèles de comportement, traquant les points communs et les signes de « réduction progressive des inhibitions » — cette sorte de cécité affective qui avait permis au Dr Cameron d'entreprendre ses expériences.

A Bonn, les béhavioristes étudient les mécanismes complexes de

formation des groupes, le processus d'émergence des chefs et la dynamique interne d'un mouvement tel que le Hezbollah. D'autres chercheurs analysent les conditions sociales qui conduisent à l'apparition des al-Aboub.

La nécessaire pluridisciplinarité des recherches freine inévitablement l'apparition de conclusions unanimes. Tout comme à l'époque de Cameron, les transculturalistes et les médecins-psychiatres voient les choses sous un angle différent.

En Italie, on se concentre sur les aspects sociologiques du terrorisme, et les moindres détails connus de la vie des terroristes sont l'objet d'analyses en profondeur constamment renouvelées. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, la recherche suit la logique du principal pourvoyeur de fonds : l'Etat. Très pragmatique, elle s'attache essentiellement à ce qui relève directement de la sécurité nationale.

On comprendra aisément qu'Israël soit à la pointe de la recherche mondiale. De nombreux universitaires, travaillant généralement en étroite collaboration avec le Mossad ou d'autres services, passent une grande partie de leur temps à rassembler et éplucher les données. Leurs conclusions, classées « Très secret », ne sortent pas de ces services.

Les spécialistes sont dans leur ensemble d'accord pour penser que les terroristes « recherchent le feu des projecteurs plutôt que les accumulations de cadavres ».

Pourtant, en dehors de la publicité, les prises d'otages sont au bout du compte décevantes pour leurs auteurs. A l'exception de la France, les gouvernements sont devenus plus fermes face aux exigences des terroristes, même quand un nombre significatif de leurs ressortissants sont concernés, comme c'est le cas au Liban. Les victimes sont donc de plus en plus manœuvrées sur les plans physique et psychique par des médecins qui cherchent à les pousser à faire des déclarations embarrassantes pour le gouvernement de leur pays.

Malgré tout cela, et à quelques notables exceptions près que je citerai plus loin, le terrorisme médicalisé n'a donné lieu qu'à de rares publications. A présent je comprends très bien pourquoi. Après avoir effectué le parcours du combattant du chercheur, j'en suis sorti fortement marqué et pas encore fait à l'idée que j'étais passé si près d'un enlèvement à Beyrouth, ou peut-être de la mort à Téhéran ou Damas.

Pendant plus de trente ans, je me suis plongé dans des événements

parmi les plus atroces de ce siècle. J'ai travaillé sur le bombardement de Guernica, le premier des crimes de guerre aériens ; sur Hiroshima, sans aucun doute le plus grand ; j'ai étudié le comportement des hommes après quelques-unes des catastrophes naturelles les plus terribles de notre époque, comme le tremblement de terre de San Francisco ou l'éruption de la montagne Pelée. J'aurais donc dû m'endurcir.

Comme reporter, j'ai suivi sur le terrain une demi-douzaine de guerres, de Suez au Vietnam, et plus récemment dans le Golfe. En 1987, j'ai vu des rebelles afghans jouer au Bouskachi avec la tête d'un soldat soviétique fraîchement décapité ; j'ai vu les corps mutilés d'enfants-soldats irakiens alignés dans une morgue de Bassorah grande comme un hangar, et les cadavres rongés d'enfants iraniens victimes des armes chimiques irakiennes. Depuis trois décennies, j'ai eu plus que ma part de mutilés et de morts.

Mais rien ne m'avait vraiment préparé à l'horreur qui est venue s'insinuer en moi au cours de ces deux années passées face à face avec l'incontournable vérité ; il y a eu des médecins-bourreaux — et il y en a encore. A la fin de mes recherches, je compris ce qui avait fait reculer d'éventuels enquêteurs : c'était véritablement un monde de cauchemar. Je n'en ai donc que davantage d'admiration pour mes rares prédécesseurs.

On ne peut aborder le sujet qui nous occupe sans consulter *The Search for the « Manchurian Candidate »* (New York : Times Books, 1979), de John Marks, un ancien fonctionnaire du Département d'Etat. Son travail est une référence pour ce qui concerne les services secrets. Il est l'un des premiers à avoir produit autre chose qu'une œuvre alimentaire, avec talent et authenticité.

D'une égale valeur est *The Breaking of Bodies and Minds,* un rapport publié par l'American Association for the Advancement of Science, en 1985. C'est principalement un compte rendu sur le dévoiement de la médecine en Union soviétique et en Amérique latine. On y explique avec une précision toute scientifique pourquoi certains médecins, dans les pays de dictature, en arrivent *volens, nolens,* à pervertir leur art, particulièrement pour appliquer une psychiatrie répressive. Ce livre a été essentiel pour moi, car il m'a conduit vers quelques-uns de ceux qui m'ont permis d'écrire cet ouvrage.

Les rapports d'Amnesty International sur la torture et les mauvais traitements utilisés dans quatre-vingt-dix pays sont un véritable catalogue de l'horreur. Ils sont d'une lecture aussi éprouvante que les minutes des procès de Nuremberg et Tokyo contre les criminels de

guerre. Les rapports d'Amnesty ont été rédigés par des médecins qui ont dû enquêter sur des confrères, les juger et souvent les condamner.

Les liens entre Allen Dulles et Ewen Cameron constituèrent également un temps fort de mon enquête. A l'époque où j'étais correspondant à l'étranger pendant les années cinquante et soixante, il m'arriva de rencontrer Dulles par hasard à plusieurs reprises, notamment au Département d'Etat à Washington, à une réception de l'ambassade américaine à Paris après la crise de Suez, et à New Dehli. Comme Casey, il lui arrivait souvent de se montrer cordial. Un soir, pendant un dîner à l'Excelsior de Rome, il régala la tablée d'une brillante analyse des causes profondes de l'incapacité du premier britannique Anthony Eden à comprendre la mentalité du président égyptien Gamal Abdel Nasser. « Pour Eden, ce n'était qu'un bougnoule nilotique. C'est pour ça qu'il a perdu sa place, et l'Angleterre son influence au Moyen-Orient. » Une autre fois, à Vienne, Dulles me gratifia d'une révélation qui s'avéra parfaitement exacte à propos des conséquences du passage à l'Est de Burgess et Maclean, les diplomates britanniques qui travaillaient pour les Soviétiques. « Ce n'est que le sommet de l'iceberg. » L'un dans l'autre, nous nous sommes vus une douzaine de fois, parfois de manière prolongée, parfois juste le temps d'échanger quelques plaisanteries avant que Dulles s'éclipse à la poursuite de quelque blonde au fade sourire. Mais tout cela me fournit une bonne approche du personnage, que je cernai mieux après avoir compulsé ses papiers à l'université de Princeton, et parlé à sa femme Clover et à certains de ses collègues.

Ces dernières interviews prirent place entre mes séjours sur les différents lieux de mon enquête, au Canada, aux Etats-Unis, en Europe et finalement au Proche-Orient, en Israël, au Liban, en Egypte et à Chypre. On peut dire que tous ces déplacements ont été le résultat d'un repas partagé dans un restaurant du vieux Rome, un soir de décembre 1983, avec Bill Buckley, un ami commun à Dulles et à moi-même.

Je connaissais déjà Buckley depuis plusieurs années. Nous nous étions rencontrés pendant les derniers soubresauts de la guerre du Vietnam et plus tard à Washington, dans son appartement proche de Colombus Circle. Entre gens en poste à Washington, il est inévitable de se croiser dans le circuit des cocktails d'ambassade. Nous discutions de sujets d'intérêt commun, comme le Vietnam et le Proche-Orient, où j'avais grandi, et qui fascinait Buckley avant même qu'il eût l'occasion de s'y rendre. Rome aussi était un lien entre nous. J'y avais été correspondant à la fin des années cinquante, et pour lui, c'était la Ville Eternelle dans tous les sens du terme.

A l'époque où je fréquentais son appartement de Washington, je m'étais déjà fait une idée de la nature de ses activités. Quand je finis par lui poser la question, il me répondit sans ambages. « Bien sûr que je travaille pour l'Agence. » Son ton était rempli de fierté. Au début, il me parla moins de son travail personnel que de la philosophie générale du métier. Mon défunt beau-père avait été officier de renseignement du MI6 et avait été responsable d'un réseau en Allemagne de l'Est, près de Dresde, pendant la période troublée de l'immédiat après-guerre. Il fut pris par les Russes en 1947 et condamné à mort, peine finalement commuée en quatorze ans de réclusion. A son retour chez lui à Berlin, la CIA lui fit des appels du pied afin qu'il arrondisse sa retraite en travaillant pour elle, mais il s'y refusa avec la dernière énergie. Néanmoins, il avait sur l'espionnage la même opinion que Buckley : l'action clandestine constitue un élément essentiel des prises de décision des gouvernements.

A mesure que le temps passait, et que sans doute sa confiance en moi se renforçait, Buckley se mit à parler de plus en plus librement de certaines figures de l'Agence, et évoqua devant moi quelques opérations récentes — étant bien entendu que cela devait rester strictement entre nous. Plus d'une fois, il lui arriva de suggérer, mi-figue, mi-raisin, que nous devrions écrire un livre ensemble, pour contrebalancer les révélations fielleuses de Philip Agee. Mais le moment propice semblait nous fuir sans cesse. Il était toujours en déplacement, en Angola, au Salvador ou en Egypte, pendant que j'étais moi-même quelque part au Japon, en Australie ou en Afrique du Sud pour les besoins d'un livre.

Par une sorte d'accord tacite, Rome devint pour nous la plaque tournante de nos rencontres. J'y passai l'année 1983 pour terminer une étude sur l'Eglise catholique. Je fis plusieurs sauts pour aller le voir dans sa résidence du moment à Beyrouth. Il me parla avec beaucoup d'émotion du poids de sa tâche de chef d'antenne, et me confia son impatience d'aller à Rome ne serait-ce que pour un week-end.

Pour tous ceux qui travaillent dans les mêmes domaines que moi, se frotter aux professionnels du renseignement fait partie du quotidien. Comme me l'a dit une fois un collègue, « ce que nous voulons, c'est eux qui le possèdent ». Avec les espions et les contre-espions, ma politique est simple : écouter, mais se méfier et ne rien croire sur parole. La douzaine de professionnels que j'ai fréquentés, du moins en toute connaissance de cause, étaient comme mon beau-père et Buckley très loin du James Bond de Fleming. Ils ressemblaient bien plus à des personnages de John Le Carré.

Déjà entre deux âges, Buckley était vêtu avec soin. Il parlait avec aisance, mais savait encore mieux écouter. Il avait vraiment foi en l'Agence et en parlait avec une affection toute filiale. Lorsqu'il faisait allusion au Dr Gottlieb, au Dr Cameron ou à d'autres personnages de l'époque, il semblait leur en vouloir réellement d'avoir flétri l'image de l'Agence.

Au moment du café, à la fin de ce dîner de décembre 1983, j'expliquai que j'avais finalement décidé d'enquêter sérieusement sur le Dr Cameron et l'implication de l'Agence dans toute l'affaire du contrôle sur l'esprit.

« Dulles s'imaginait-il vraiment qu'il allait fabriquer le " Candidat Mandchou " ? demandai-je.

— Oui. Tout comme Casey. C'est le rêve de n'importe quel responsable de services secrets. Une créature entièrement sous contrôle.

— Parlez-moi un peu du Dr Gottlieb. » Et c'est ainsi que tout a commencé.

L'enlèvement et la mort de Buckley survinrent à un moment crucial de mes recherches. Mon enquête sur les événements de Montréal était terminée ; les médecins et les ex-patients du Dr Cameron avaient livré leurs témoignages. En écoutant les premiers, je finis par leur poser la question qui depuis longtemps me brûlait les lèvres : pourquoi avaient-ils ainsi suivi le Dr Cameron ? Ils m'ont tous regardé d'un air interdit. Visiblement, personne n'avait jamais soulevé le problème devant eux. Assimiler l'histoire des patients se révéla une rude épreuve. Une grande partie de leurs témoignages provient de leurs dépositions écrites sous serment que Jim Turner avait mises à ma disposition. Ce jeune avocat courageux et altruiste qui avait remplacé Rauh me demanda simplement en échange de raconter les faits avec le plus grand respect possible de ses clients. C'était un bien mince prix à payer, eu égard aux milliers de pages de témoignages et de documents qu'il m'avait fournies.

Pour la plupart de ces derniers, il m'aurait été pratiquement impossible de les déterrer moi-même ; il avait fallu toute la rouerie juridique de Rauh, puis de Turner, pour tirer de l'ombre des trésors comme les documents originaux M-K-Ultra qui révélaient le lien de l'Agence avec Cameron par le truchement de la Société de recherches en écologie humaine. Certains constitueront une source toujours exploitable pour les historiens du futur. C'est le cas du témoignage de Richard Helms. Il y a là la matière d'une douzaine de romans d'espionnage.

En 1986-1987, les clients de Jim Turner qui étaient passés entre les mains du Dr Cameron furent emmenés à Washington pour y être interrogés par les avocats de la CIA. Cela faisait partie des innombrables chicanes juridiques inévitables : communication des pièces du dossier, convocations d'office, déclarations, révisions de déclarations, interrogatoires, réponses, autres interrogatoires, et encore des réponses. C'étaient les joutes préliminaires sans fin avant le moment de vérité dont la date n'était pas encore fixée en 1988.

La lecture des questions impitoyables des avocats de la CIA avait de quoi mettre mal à l'aise ; par moments, on frôlait le harcèlement. Mais quand tous les fils de l'affaire de Montréal se trouvèrent rassemblés, je me retrouvai face à un problème : ce qui était arrivé avait été horrible, et il *fallait* tout coucher sur le papier, mais comment faire le lien avec ce qui se passait de nos jours, dans le monde où William Buckley exerçait ses talents ?

Son enlèvement me fournit la réponse. Une fois surmonté le choc de l'événement, je me mis en quête du pourquoi et du comment. En quelques semaines, et avec l'aide de quelques-uns des collègues de Buckley, je me retrouvai sur la piste du Dr al-Aboub. Je me trouvai bientôt confronté à une réalité incontournable : cet homme était de la même race que le Dr Cameron. L'objet de mon livre était désormais clair. En portant témoignage sur le destin de Buckley, j'allais retracer la chronique d'une forme particulièrement ignoble de perversité humaine, le meurtre médicalisé, tel qu'il avait été perpétré sur Madeleine Smith, et qui sait combien d'autres. De Montréal à Beyrouth, la ligne était tracée. Le « dédoublement » dont parle Lifton à propos des médecins nazis avait frappé aussi bien Cameron que plus tard le Dr al-Aboub.

Beaucoup de choses allaient découler de cette constatation. L'employant comme ligne directrice, je pus mieux comprendre les spécialistes dont le travail consiste à s'occuper d'un collègue tel que le Dr al-Aboub. Circulant de l'un à l'autre, j'allai de Tel-Aviv à Washington, Bonn, Paris et Londres, avant de retourner à Tel-Aviv pour me rendre ensuite à Tokyo, Sydney, Los Angeles et encore une fois à Tel-Aviv. Des voyages annexes me conduisirent à Toronto, Montréal, Ottawa et Vancouver pour m'entretenir avec des patients et des familiers du Dr Cameron, pour remettre ses actes dans leur contexte. J'ai également été amené à me rendre à Damas, Téhéran et Bagdad.

Ensuite, il y eut Beyrouth... Y aller était en tous points téméraire ; s'abstenir, c'était sacrifier un élément important de mes recherches.

Livre des comptes rendus sur un endroit est une chose, voir le décor de près et s'imprégner de l'atmosphère qui y règne en est une autre.

Par un froid matin de l'hiver 1988, la peur à Beyrouth monta d'un cran, si c'était encore possible. Les petites annonces de *L'Orient le jour* étaient pleines de demandes de renseignements sur le sort de nouveaux Libanais enlevés. On estimait alors que depuis le début de la guerre civile douze ans auparavant, dix mille Libanais avaient disparu. On n'en parle guère en Occident, où il est seulement question des otages étrangers encore détenus. Les annonces immobilières offraient une pléthore de « maisons en ruine » et autres « boutiques à restaurer ».

Dans le Beyrouth-Est chrétien, les murs étaient encore recouverts d'affiches jaunies de Béchir Gemayel, tué dans un attentat à la bombe en septembre 1982. Ce chef charismatique de la communauté chrétienne avait été en outre un informateur de la CIA.

La Ligne Verte, longue de dix kilomètres et large par endroits de plus d'un kilomètre, était patrouillée par l'armée syrienne et des unités des Forces armées libanaises ; la 8e brigade chrétienne était chargée de surveiller l'Est, et la 8e brigade musulmane, l'autre côté. Les soldats avaient la détente facile, et presque chaque jour se produisaient des incidents sporadiques entre les deux unités.

Au carrefour du Musée, les postes de contrôle du Hezbollah sont les plus visibles et les plus nombreux. Ils sont nichés dans les décombres du Musée national, parmi les vestiges romains. La chicane où j'avais dû une fois négocier mon passage est toujours là, seul élément qui n'ait pas changé dans ce champ de ruines.

L'ancien immeuble de Buckley se trouve près du carrefour. La bannière du Hezbollah flotte à son sommet. Au-delà s'étend le quartier musulman interdit. Là-bas, quelque part dans ses profondeurs, gît le corps de Buckley, peut-être près de l'hippodrome où les courses ont une fois de plus repris ; c'est le dernier endroit où musulmans et chrétiens se mêlent encore.

Tout près se trouve le restaurant Movenpick, où j'ai parfois mangé avec Buckley, et où le premier soldat israélien a été tué pendant l'occupation de 1982. Chaque impact des balles qui l'ont frappé est soigneusement encerclé, en guise de souvenir.

A la Spagghetteria, où Buckley prenait beaucoup de ses contacts, l'atmosphère était celle de tous les lieux où se réunissent des gens qui savent que la fin est proche. On rit trop fort, on boit trop vite, et les regards nerveux se tournent sans cesse vers la rue, prêts à repérer la silhouette typique d'un véhicule de preneurs d'otages : une Mercedes

aux glaces fumées, avec un rideau sur la vitre arrière. Depuis la Renault qui avait servi pour Buckley, les kidnappeurs ont amélioré leur standing.

Le Hezbollah est omniprésent : affiches exaltant la lutte armée, photos des martyrs, portraits de l'ayatollah.

Dominant le quartier, se dresse la mosquée inachevée, laide et massive, depuis laquelle Cheikh Fadlallah ravive chaque vendredi la haine des foules. Juste à côté, se trouve la prison de Basta, où Buckley a été jadis enfermé.

Il plane dans les rues une haine palpable. Elle se lit sur les visages penchés vers les transistors, et s'entend dans les bulletins d'informations eux-mêmes, diatribes ininterrompues contre l'Occident. C'est un appel incessant à la fin du monde. De fait, dans cet univers, il semble qu'Armageddon soit constamment au bout de la rue, et je ne me sentis guère rassuré lorsqu'un envoyé de Fadlallah vint me dire que je n'étais plus le bienvenu dans le Beyrouth islamique.

J'ai été réellement et sincèrement indigné par le fait que des hommes tels que Cheikh Fadlallah usaient de leur pouvoir pour protéger des individus du calibre d'al-Aboub ; je pense que c'est cela qui, au bout du compte, m'a définitivement décide à écrire. De même que Mary Morrow n'oubliera sans doute jamais l'image du Dr Cameron debout près d'elle la seringue à la main, celle du tortionnaire de Beyrouth vaquant de-ci de-là pour exercer son immonde office restera pour toujours gravée dans ma mémoire.

Reconstituer le puzzle de son histoire se révéla une tâche des plus difficiles. On savait peu de choses sur lui, et on en sait très peu encore. Certains membres des services secrets israéliens m'ont fourni beaucoup de détails. J'en obtins d'autres d'un militant du Parti socialiste progressiste druze de Walid Joumblatt. Un officier des renseignements militaires de la 85e brigade syrienne me donna également quelques éléments. C'est avec lui que je passai ces matinées sur la Ligne Verte, où je pus voir concrètement depuis le poste militaire le Dr al-Aboud déambuler dans les rues du quartier musulman. Ces informateurs sont encore « actifs », comme aurait dit Buckley, et je ne puis donc les nommer. Qu'ils soient néanmoins remerciés ici.

Malgré tout, il me reste tout de même quelques souvenirs agréables. Mon enquête m'a permis de renouer contact avec le Dr William Sargant, désormais retraité, et frappé en 1988 par une cruelle maladie. Lors d'un dîner chez lui près de Salisbury, il a bien voulu rassembler pour moi ses souvenirs sur Cameron, me livrant ainsi quelques détails inattendus sur son ancien confrère. Je conserve soigneusement trois

éditions originales dédicacées de certaines de ses œuvres qu'il m'a offertes. Non seulement ils témoignent d'une carrière longue et bien remplie, mais ils m'ont en outre largement aidé à replacer le Dr Cameron dans son contexte.

Une autre relation intéressante fut pour moi le Dr Fred Allodi de Toronto, membre d'Amnesty International, organisation qui m'a elle-même constamment apporté son soutien. Nous découvrîmes que nous avions tous deux eu l'occasion de nous intéresser au drame de Guernica. A partir de ce point commun plutôt inattendu, nous pénétrâmes dans un univers tout aussi ténébreux : les activités du Dr Cameron et de ses épigones. Le Dr Allodi m'a ouvert des perspectives bien souvent intéressantes.

A Tel-Aviv, j'ai été chaleureusement accueilli par le Dr Ariel Merari, du Centre d'études stratégiques. Ses indications furent tout aussi précieuses que celles de ses collègues des services secrets. Sous le couvert de l'anonymat, ces derniers se sont ouverts à moi, longuement et franchement, à Tel-Aviv, à Jérusalem et au Sud-Liban. Ce livre leur doit aussi beaucoup.

Ellen Mercer de l'American Psychiatric Association m'a donné accès aux papiers du Dr Cameron que l'association conserve dans ses archives. Cette mine d'informations m'a permis de mieux saisir ce qu'a été pour lui son propre voyage au pays de la folie.

Au rang des interviews de première main figure celle du Dr Cleghorn. En mars 1987, ce fringant vieillard de quatre-vingt-deux ans prit quelques heures sur son emploi du temps encore chargé à l'hôpital de Sunnybrook de Toronto pour me guider à travers ses souvenirs encore inédits de l'époque où il travaillait aux côtés de Cameron. C'est à tous égards un document remarquable de lucidité. Ensuite, il m'a livré de vive voix quelques autres commentaires, en prenant du recul pour essayer d'avoir un « regard loyal » sur son ancien chef de service.

Mme Peggy Edwards (née Mielke), qui travaille dans un bureau à quelques pas de celui du Dr Cleghorn, a passé de longs moments à se remémorer devant moi les gestes qu'elle accomplissait dans la chambre de sommeil pour les besoins de son service. Son témoignage douloureux montrait une femme honnête, encore marquée d'avoir participé à ce qu'elle appelait avec franchise « une sale entreprise ». Le Dr Edward Kingston, président en 1987 du département de psychiatrie de l'université McMaster près de Toronto, avait été interne chez le Dr Cameron. Il essayait de porter sur son ancien patron un jugement d'ensemble équilibré. Son témoignage s'émaillait sans cesse de phrases telles que « il faut bien voir le contexte » ou « il n'était ni tout à fait

bon ni tout à fait mauvais, quelque part entre les deux ». Le Dr Allen Mann, professeur de psychiatrie appliquée au Montréal General Hospital, broda sur le même thème. Sympathique et souvent spirituel, il allait droit au fait et parlait sans hésitation. Au total, il me donna du Dr Cameron une image bien plus positive que celle que David Orlikow allait me brosser quelques jours plus tard dans son bureau du Parlement à Ottawa. Il m'ouvrit généreusement les classeurs contenant les documents relatifs au cas de sa femme. « Personne n'aime à livrer sa vie privée en pâture au public, mais c'est un mince prix à payer au regard de la vérité. » Au cours du dîner que nous prîmes dans la salle à manger des parlementaires, M. Orlikow insista encore sur le fait qu'il voulait que toute la lumière soit faite, mais devait reconnaître qu'il restait beaucoup de zones d'ombre. « Ça ne servirait pratiquement à rien d'aller parler à Velma ou aux autres victimes. Elles ne se rappellent pas grand-chose. L'une des grandes tragédies de cette affaire, c'est précisément que Cameron a détruit leurs souvenirs à jamais. » Il disait cela avec plus de tristesse que de colère. Cet homme courtois et digne semblait aux antipodes du portrait qu'en avait tracé le Dr Cameron dans le dossier de Velma.

D'Ottawa, je me rendis à Detroit pour voir Eddie Smith. Il était remarié et père de famille. Il se montra d'abord réticent. « C'est fini. Madeleine est partie. Alors à quoi bon ? » Je lui parlai de Velma Orlikow qui était hors d'état de se souvenir. Il me demanda de rappeler le lendemain. Nous finîmes par nous rencontrer dans un hôtel de la ville. Nous y avons dîné ensemble, et la conversation s'est prolongée jusqu'à l'aube où il dut me quitter pour reprendre son travail dans un garage. Le jour suivant, il m'invita chez lui, et là me montra toute la documentation qu'il possédait sur Madeleine, y compris une copie de son dossier. J'enregistrai en tout six heures de conversation avec lui. A partir de là, et avec les documents qu'il m'a fournis, j'ai pu reconstituer l'éprouvante histoire de la vie et de la mort de Madeleine.

De retour à Montréal, j'allai voir Alex Patterson, avocat de la Couronne, qui représente l'Institut dans le procès intenté par les anciens patients. Ce fin juriste se révéla en outre un homme plein d'humour et de charme. Il m'aida chaque fois que c'était possible, s'excusant quand il ne pouvait m'être d'aucun secours. On ne peut pas dire la même chose du service des relations publiques du Royal Victoria Hospital dont dépendait l'Allan Memorial Institute. Sa porte-parole refusa de répondre à mes questions, même les plus anodines, en se retranchant derrière le secret de l'instruction. Finalement, je pus

visiter l'Institut. Je compris aisément pourquoi il avait donné la chair de poule à Velma Orlikow. Au moins de l'extérieur, le bâtiment ressemble vraiment à un décor pour film d'horreur. Quant à l'intérieur, on voit qu'il a connu des jours meilleurs.

Derrière l'Institut, le Dr Peter Roper possède encore une pratique, et dans son bureau, pendant plusieurs jours de mars 1987, il accepta de plonger de plus en plus loin dans sa très remarquable mémoire. Non seulement il parvenait à se souvenir de détails infimes, mais il était capable d'expliquer comment ils s'ajustaient selon lui dans le tableau d'ensemble. Son enthousiasme à raconter était contagieux, et nous avons sauté des repas à parler pendant des heures. Lorsque j'eus quelques difficultés à introduire une nouvelle bande dans mon magnétophone, il me dit en souriant :

« Vous devriez vous adjoindre ce butor de Rubenstein. »

A ce propos, je savais depuis longtemps qu'il me faudrait soit me lancer sur la piste de Leonard Rubenstein, soit le laisser en dehors de l'histoire. Le Dr Roper me décida :

« C'est impossible de raconter cette histoire sans parler de lui. Même s'il ne vous dit rien, c'est important. »

La première étape de cette traque me ramena vers Ottawa. Je revenais juste d'Europe, où j'étais parti me documenter sur le Cameron de l'époque de Nuremberg. Après une journée de vaines recherches à la poursuite de Jan Zielinski, je finis par le joindre dans la soirée, grâce à un article du *Citizen* d'Ottawa où il avait accordé sa seule et unique interview sur le sujet quelques années auparavant. Il y avait exprimé son horreur devant ce qui se pratiquait dans la chambre de sommeil.

L'interroger fut l'un des plus rudes moments de ma vie de journaliste. Ses répliques se limitaient à : « Bon, maintenant je raccroche » ou : « Ecoutez, je ne suis qu'un pauvre Polonais qui ne veut pas faire d'histoires » ou bien : « Non, ce n'était pas tout à fait comme ça. Je voulais aider les gens. C'est tout. Je faisais de mon mieux. » Il se dérobait sans cesse, et j'essayais de le maintenir au bout du fil en posant des questions. Non, il ne voulait pas me voir. Oui, je pouvais venir chez lui. Non, je ne pouvais pas. On pouvait aussi bien parler au téléphone. Peu à peu, il finit par épuiser les objections, et se mit à parler. Ce qu'il raconta était à la fois extraordinaire et d'une importance capitale. La moindre de ses paroles a trouvé place dans ce livre. Je suis heureux qu'il se soit finalement montré aussi franc et ouvert. Et bien heureux également que lui aussi m'ait fortement conseillé d'essayer de circonvenir Rubenstein.

Je m'envolai pour Londres et fis ce qu'aurait d'abord fait n'importe quel enquêteur : je consultai l'annuaire. Il n'y figurait pas. Je mis alors en branle toutes mes relations dans le monde de la presse et de la télévision. Mes collègues essayèrent tous leurs contacts, mais en vain. Je remis le cap sur Washington, pour une nouvelle entrevue avec Jim Turner. Ce dernier avait une adresse de Rubenstein à Londres. Renseignements pris, il avait déménagé, mais la personne qui l'avait remplacé dans l'appartement se rappelait avoir noté quelque part son adresse. Elle revint après quelques minutes, me donnant en outre — véritable providence pour un enquêteur — le numéro de téléphone figurant sur la liste rouge.

Désormais, le dilemme était posé : fallait-il téléphoner ou aller frapper à sa porte ? Je n'ai guère l'habitude de chercher à prendre les gens à l'improviste ; c'est un truc de journaliste à sensation. Je téléphonai donc, expliquant dans le détail les raisons de mon appel. Il finit par me répondre qu'il ne pourrait pas me parler parce qu'il était « sur le point de quitter le pays ». Je lui demandai où je pourrais le rejoindre. « Je serai absent pendant longtemps. » Brûlant alors mes vaisseaux, je lui demandai tout à trac s'il pouvait me donner ne serait-ce qu'un début de justification pour ce qu'il avait fait à Madeleine et à d'autres. Il y eut un long silence, puis, à ma grande surprise, il se mit à parler. « Oui, je peux l'expliquer. Le Dr Cameron était un grand homme. » Durant une bonne heure, je notai fébrilement ses explications. Sa voix était aimable et pressante. « C'était une autre époque. Une époque très différente. » Puis, aussi brutalement qu'il avait commencé, il s'arrêta. « Faut que j'y aille. » Et il raccrocha. Quand j'essayai de rappeler quelques jours plus tard, l'opératrice répondit que la ligne était suspendue. Peut-être un jour viendra-t-il où M. Rubenstein jugera utile de dissiper les nombreux mystères qui planent autour de sa personne.

Je terminai avec Dorothy Trainor. Elle se montra sur la défensive. Dans les mornes locaux du Montreal Press Club, elle abrégea rapidement l'entretien en affirmant qu'elle ne pouvait rien pour moi. C'est bien dommage : si elle m'en avait donné l'occasion, peut-être aurais-je pu percevoir quelques effluves de cette « profonde humanité » dont selon elle le Dr Cameron était pénétré.

Il y eut quelques refus prévisibles. Mme Cameron ne désirait pas évoquer son mari. Son fils, Duncan, avocat à Washington, accueillit ma demande avec sympathie, mais lui non plus ne pensait pas pouvoir m'aider. Je parlai plusieurs fois avec Mary Morrow pour examiner quelques points de sa longue déposition devant les avocats de la CIA

que Turner m'avait procurée. Elle se montra aimable, mais expliqua qu'étant elle-même en train d'écrire le récit des événements, elle ne pouvait pas me livrer trop de détails. Elle me fit l'impression d'une excellente femme qui avait beaucoup souffert.

Je me suis ainsi entretenu avec plus de deux cents personnes à travers le monde. Bien entendu, ma principale source pour ce qui concerne la CIA fut Buckley, mais Casey ne me refusa pas non plus son concours.

Pour finir, je me dois de remercier Noel Walsh, professeur de psychiatrie appliquée au St. Vincent Hospital de Dublin. Cet homme profondément sensible et humain, qui avait par coïncidence exercé à St. Mary's de Montréal, là même où jadis Mary Morrow avait rêvé de diriger son propre service, a très volontiers accepté de répondre patiemment à mes questions sur la psychiatrie et les traitements médicaux en général. En écrivant ce livre, je me disais que c'était grâce à des hommes comme lui qu'on pouvait encore ne pas désespérer de la médecine.

Sources

Il y a déjà quelque temps, William Manchester, remarquable professionnel du journalisme d'investigation, écrivait que la seule façon d'aborder ce type de travail était d'admettre que personne ne peut livrer « la vérité, toute la vérité et rien que la vérité ». C'est une formule de juriste et, comme le disait William, « il y a quelque chose de touchant dans la croyance naïve qu'on peut obtenir tous les éléments d'une histoire, simplement en demandant à un individu de prêter serment. En réalité, dans ces conditions, soucieux de ne pas se couper, le témoin en dit le moins possible. Le reporter, avec son magnétophone ou son bloc-notes, recueille, une fois qu'il a séparé le bon grain de l'ivraie, une moisson bien plus abondante ».

Il en fut ainsi pour moi.

J'ai réalisé, tout compris, cent vingt-quatre heures d'enregistrement, suffisamment de matériaux bruts pour remplir un volume double de celui-ci. J'ai également utilisé la documentation que m'a fournie Jim Turner. Celle-ci comprend :

Dépositions

Velma Orlikow. Devant Patricia Gaffney, notaire, dans le bureau de l'US Attorney, 555 4e rue, NW Washington, DC, 17 juin 1986. En présence de : Joseph Rauh, avocat de la partie civile ; Scot T. Kragie, avocat de la défense pour les Etats-Unis d'Amérique ; Page Moffett, Office of General Counsel, avocat de la défense pour la Central Intelligence Agency.

155 pages, plus pièces.

Mary Matilda Morrow, docteur en médecine. Devant Judith F. Richard, notaire, Judiciary Center, 555 4e rue, NW Washington, DC, 19 juin 1986. En présence de : James C. Turner, avocat de la partie civile ; Scot T. Kragie, avocat de la défense pour les Etats-Unis d'Amérique ; Page Moffett et

Barbara A. Rubino, Office of General Counsel, avocats de la défense pour la Central Intelligence Agency.
188 pages.

Jean Charles Page. Devant le consul général des Etats-Unis à Montréal, 24 juin 1986. En présence de : Scot T. Kragie, avocat de la défense pour les Etats-Unis d'Amérique ; James C. Turner, avocat de la partie civile.
89 pages.

Moe Langleben. Devant Patricia Mitchell, greffière, au 333 Constitution Avenue, NW Washington, DC, 6 mai 1986. En présence de : James C. Turner, avocat du déposant, Scot T. Kragie, avocat de la défense pour les Etats-Unis d'Amérique.
103 pages, plus les pièces.

Rita Zimmerman. Devant le consul général des Etats-Unis à Montréal, 26 juin 1986. En présence de : James C. Turner, avocat de la partie civile ; Scot T. Kragie et Rebecca Ross, avocats de la défense pour les Etats-Unis d'Amérique.
34 pages.

Jeannine Huard. Devant le consul général des Etats-Unis à Montréal, 25 juin 1986. En présence de : James C. Turner, avocat de la partie civile ; Scot T. Kragie et Rebecca Ross, avocats de la défense pour les Etats-Unis d'Amérique.
114 pages.

Louis Weinstein. Devant le consul général des Etats-Unis à Montréal, 23 juin 1986. En présence de : James C. Turner, avocat de la partie civile ; Scot T. Kragie et Rebecca Ross, avocats de la défense pour les Etats-Unis d'Amérique.
112 pages.

Richard McGarrah Helms. Devant Baleigh Milton, notaire, 1001 Connecticut Avenue, NW Washington, DC, 14 mars 1983. En présence de : Joseph Rauh et James C. Turner, avocats de la partie civile ; Robert M. LaPrade, représentant Richard Helms et Philip Kinsberg, avocat de la Central Intelligence Agency ; Steven Hermes, représentant la Central Intelligence Agency ; Les Strictland, Assistant US Attorney, représentant les Etats-Unis d'Amérique.
268 pages.

Déclaration par écrit et sous serment

Mme Alice W. Olson, veuve de Frank Olson. 6 octobre 1986.

Robert Jay Lifton, docteur en médecine, professeur honoraire de psychiatrie et de psychologie, City University of New York, John Jay College of Criminal Justice, 24 octobre 1986.

Harvey M. Weinstein, docteur en médecine, professeur titulaire de psychiatrie, Stanford University of Medicine. 7 novembre 1986.

Leon Salzman, docteur en médecine, professeur de psychiatrie, Georgetown University Medical School. 29 novembre 1986.

Osmond M. Solandt, docteur en philosophie, ancien président du Canadian Defense Research Board. 6 octobre 1986.

Jay Peterzell, chercheur, Centre for National Security Studies. 5 novembre 1986.

Paul E. Termansen, docteur en médecine, FRCP (Fellow of the Royal College of Physicians), professeur titulaire, service de psychiatrie, University of British Columbia. 6 octobre 1986.

Lloyd Hisey, docteur en médecine, ancien directeur administratif de l'Allan Memorial Institute. 20 février 1983.

David J. Rothman, docteur en philosophie, Bernard Shoenberg, professeur de médecine sociale et directeur, Centre for the Study of Society and Medicine, College of Physicians and Surgeons, Columbia University. 15 octobre 1986.

David I. Joseph, docteur en médecine, membre de la Faculté, St. Elizabeth Hospital, et professeur titulaire de psychiatrie et de science du comportement, George Washington School of Medicine. 7 novembre 1986.

Brian B. Doyle, docteur en médecine, professeur titulaire de psychiatrie et de médecine familiale et sociale, Georgetown University School of Medicine. 3 novembre 1986.

Sénateur Allan J. MacEachen, ancien membre du Parlement canadien et ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. 29 octobre 1986.

Mlle Eva H. Bothwell. 4 novembre 1986.

Wayne Langleben, 26 août 1986.

Transcriptions

Audition recueillie par M[e] Alex Paterson ; témoignage du Dr Allan Mann, enregistré le 5 mai 1981 devant le juge Marcel Belleville, Superior Court, district de Montréal, province du Québec ; affaire n° 500-05-006872-788 : Dame Velma Orlikow contre le Royal Victoria Hospital.

Audition du Dr Peter Roper recueillie le 5 février 1981 par M. Sullivan, nommé expert dans l'affaire du Dr Matilda Morrow contre le Royal Victoria Hospital.

Documents

Déclarations originales des plaignants, action au civil n° 80-3163. Récapitulatif des accusations portées par les plaignants dans le cadre de leurs poursuites contre la CIA, dont on trouve les détails dans les pièces suivantes :

a) Le programme M-K-Ultra fut mis au point pour expérimenter clandestinement des techniques de lavage de cerveau destinées à être utilisées de manière offensive ou défensive par la CIA (n° 6-9).

b) L'objet principal du programme M-K-Ultra était de subventionner et de diriger des expériences de lavage de cerveau faisant appel à des médicaments dangereux et à d'autres techniques ; expériences menées par le personnel de la Technical Service Division de la CIA (n° 10-17).

c) Les employés de la CIA ont, par leur négligence, provoqué la mort de Frank Olson, lors d'une expérience liée à M-K-Ultra en novembre 1953, selon la déclaration sous serment faite par sa veuve (n° 18, 19).

d) La CIA s'est montrée incapable de prendre les mesures appropriées pour contrôler les activités de Gottlieb et Lashbrook (n° 20-3).

e) La Société pour la recherche en écologie humaine (ci-après « Société ») a été créée et dirigée par la CIA pour servir de société écran dans les recherches sur le lavage de cerveau qu'elle finançait (n° 24-6).

f) En janvier 1956, l'*American Journal of Psychiatry* publia un article du Dr Ewen Cameron où celui-ci décrit des procédés expérimentaux, dangereux pour la santé, semblables aux méthodes de lavage de cerveau utilisées par les communistes, (n° 27, 28).

g) John Gittinger et l'ancien colonel de l'Air Force, James Monroe, spécialiste du lavage de cerveau, ont recruté le Dr Ewen Cameron pour réaliser des expériences, dangereuses pour la santé, semblables aux méthodes de lavage de cerveau utilisées par les communistes (n° 29-32).

h) Le projet soumis à la Société par le Dr Ewen Cameron était une proposition implicite de mener des expériences à l'aide de techniques venant de la littérature médicale sur le lavage de cerveau, et très éloignées des thérapies psychiatriques traditionnelles habituellement utilisées dans les années cinquante. Ces techniques comprenaient toute la gamme des procédés de lavage de cerveau, incluant la destructuration, les médicaments expérimentaux, la manipulation psychique, l'isolation sensorielle et le sommeil artificiel.

i) Sans la moindre enquête préalable, Gottlieb, Lashbrook, Gittinger et leurs collègues de la CIA ont approuvé le sous-projet 68 de M-K-Ultra qui

alloua un budget de soixante mille dollars pendant quatre ans pour les expériences sur le lavage de cerveau décrites dans le dossier de l'accusation (n° 39-48, 121-4, 127, 129).

j) Gottlieb, Lashbrook, Gittinger et leurs collaborateurs de la CIA n'ont pris aucune disposition pour s'assurer que seuls des volontaires étaient utilisés lors du sous-projet M-K-Ultra ni pour garantir l'intégrité physique des sujets soumis aux expériences (n° 39-48).

k) Au cours de la période où la CIA a fourni des fonds pour le sous-projet M-K-Ultra, Gottlieb, Lashbrook, Gittinger et leurs collaborateurs n'ont en aucune façon supervisé les expériences de lavage de cerveau que comportait ledit sous-projet (n° 39-48).

l) Cameron était parfaitement au courant de l'implication de la CIA dans les expériences de lavage de cerveau qu'il menait (n° 29-31, 42-5, 48).

m) Dans le cadre du sous-projet 68 de M-K-Ultra, soixante mille dollars supplémentaires ont été alloués pour des expériences de lavage de cerveau entre 1956 et le début des années soixante (n° 39-48).

n) Toutes ces expériences ont été réalisées sans le consentement des plaignants (n° 51, 68, 77, 92, 102).

o) Chaque plaignant a été soumis à une ou plusieurs techniques expérimentales de lavage de cerveau (destructuration par séances intensives d'électrochocs ou administration de LSD ou d'autres drogues, manipulation psychique, privation sensorielle et périodes de sommeil artificiel) telles qu'elles ont été décrites dans le dossier de l'accusation ; tout cela financé dans le cadre du sous-projet 68 de M-K-Ultra. Les plaignants n'ont, pendant ce temps, pas reçu les soins normaux que requérait leur état mental (n° 49, 50, 52, 53, 56-8, 61-4, 67, 69, 70, 74-6, 82-5, 88-91, 95, 96, 99-101, 119, 120).

p) La CIA a tenu secret le sous-projet 68 de M-K-Ultra et omis d'informer les plaignants qu'ils avaient été les sujets involontaires de ces expériences de lavage de cerveau (n° 78-81, 106-18).

q) Le défendeur a admis les manquements de la CIA dans les expériences de lavage de cerveau réalisées dans le cadre de M-K-Ultra (n° 13-26, 121-9).

r) Chacun des plaignants a souffert de dommages dus à l'application d'une ou de plusieurs de ces techniques de lavage de cerveau telles que la destructuration par séances intensives d'électrochocs ou administration de LSD ou d'autres drogues, la manipulation psychique, la privation sensorielle et les périodes de sommeil artificiel, telles qu'elles ont été décrites

dans le dossier de l'accusation ; tout cela financé dans le cadre du sous-projet 68 de M-K-Ultra (n° 104, 124, 128).

s) Ces expériences de lavage de cerveau, financées dans le cadre du sous-projet 68 de M-K-Ultra, étaient contraires à l'éthique et représentent des violations flagrantes des règles généralement admises dans la recherche sur des sujets humains (n° 123, 125-7).

t) La CIA a violé les principes régissant la recherche en soumettant des sujets humains non volontaires à des expériences de lavage de cerveau qu'elle finançait dans le cadre du sous-projet 68 de M-K-Ultra (n° 123, 125-7).

Ellen Mercer, de l'American Psychiatric Association à Washington, m'a été d'un grand secours pour la rédaction des première et troisième partie de cet ouvrage, en ce qui concerne les activités du Dr al-Aboub et le terrorisme en général. Après m'avoir transmis l'ensemble des publications du Dr Cameron, dont certaines ont été écrites en collaboration, en tout quelque cent trente articles, Mme Mercer m'a communiqué toute une série de rapports, dont nombre d'inédits, qui m'ont permis de resituer dans leur contexte le travail des spécialistes travaillant au sein des services de renseignement ou collaborant avec eux dans la lutte contre le terrorisme. Ces rapports comprennent :

Terreur et éthique. Pr Abraham Kaplan, département de philosophie, université de Haïfa, Israël.

Le Psychiatre et le terroriste. Pr John Gunn, Institute of Psychiatry, Maudsley Hospital, Londres.

Ethique et prises d'otages. Pr Burr Eichelman, University of Wisconsin, Madison.

Réadaptation des victimes d'enlèvements. Pr Martin Symonds, John Jay School at Law, Director of Psychological Studies, New York City Police Department.

Les Victimes de prises d'otages, Dr Frank Ochberg, St. Lawrence Hospital, Lansing, Michigan.

La Prise d'otage et les conditions d'application des lois. Capitaine Frank Bolz, Chief Negotiator, Hostage Negotiation Team, New York City Police Department.

Formation d'un personnel antiterroriste dans un cadre légal. Conrad Hassel, Unit Chief, Special Operations and Research Unit, FBI Academy, Quantico, Virginie.

Pouvoir judiciaire et psychiatrie : perspectives de travail en commun. Pr David Soskis, professeur titulaire de psychiatrie, Temple University, Philadelphie, Pennsylvanie.

Recherches sur le terrorisme. Pr William Reid, Nebraska Psychiatric Institute, University of Nebraska College of Medicine, Omaha, Nebraska.

Zones de consensus, zones d'ignorance. Brian Jenkins, Programme Director, Security/Subnational Conflicts, The Rand Corporation, Santa Monica, Californie.

Théorie psychodynamique du comportement terroriste. Pr Jerrold M. Post, département de psychiatrie et d'étude du comportement, George Washington University, Washington.

Le Hezbollah : la justification morale de moyens extraordinaires. Pr Martin Kramer, centre Dayan, université de Tel-Aviv, Israël.

La Logique du terrorisme. Pr Martha Crenshaw, Department of Government, Wesleyan University.

Les justifications messianiques de la terreur. Pr David C. Rapport, professeur de sciences politiques, University of California, Los Angeles.

Idéologie et repentir : le terrorisme en Italie. Pr Franco Ferracuti, professeur de criminologie et de psychiatrie légale, faculté de médecine de Rome.

Nationalisme, sectarisme et violence politique. Joseph Montville, directeur de recherches, Centre for the Study of Foreign Affairs, Foreign Service Institute, US Department of State.

Idéologie et révolte : le terrorisme en Allemagne fédérale. Konrad Kellen, The Rand Corporation, Santa Monica, Californie.

Problèmes et défis posés par la recherche sur le terrorisme. Dr Jo Grebel. Programme d'études supérieures en psychologie de la communication. Rheinland-Pfalz, Allemagne fédérale.

Les mouvements islamiques au Liban : origines, bases sociales et idéologie. Pr Marius Deeb, Centre for Contemporary Arab Studies, Georgetown University, Washington.

L'Iran révolutionnaire : défis et répliques. Pr Shimon Shapira, université de Tel-Aviv, Israël.

En plus de tous ces documents, j'ai eu recours aux périodiques suivants :

Interview de Hussein al-Moussaoui, *Al Nahar al-Arabi walduwali,* Beyrouth, 10 juin 1985.

Interview d'Abbas al-Moussaoui, *La Revue du Liban,* Beyrouth, 27 juin 1985.

Interview de Mahmoud Nourani, *Monday Morning,* Beyrouth, 14 janvier 1985.

Interview de Hussein al-Moussaoui, *Kayan,* Téhéran, 29 juillet 1986.

Interview de Cheikh Fadlallah, *al-Ittihad al-usbu'l,* Abou Dhabi, 30 janvier 1986.

Je remercie chaleureusement Ibraham al-Tafoli, de Damas, qui a eu la gentillesse d'éplucher pour moi la presse de langue arabe pendant un an.

Bibliographie sélective

Brown, J. R. C., *Techniques of Persuasion : From Propaganda to Brainwashing*, Harmondsworth, Penguin Books, 1963.

Colby, Kenneth Mark, *An Introduction to Psychoanalytic Research*, New York, Basic Books, 1960.

Crowcroft, Andrew, *The Psychotic : Understanding Madness*, Harmondsworth, Penguin Books, 1967.

Lifton, Robert Jay, *The Nazi Doctors : Medical Killing and the Psychology of Genocide*, New York, Basic Books, 1987.

Manchester, William, *The Glory and the Dream*, Boston, Mass., Little, Brown & Company, 1973. Trad. fr. : *Winston Churchill*, Laffont, 1985, vol. 1 : *Rêves ou Gloire*, vol. 2 : à paraître.

Marks, John, *The Search for the « Manchurian Candidate »*, New York, Times Books, 1979.

Mosley, Leonard, *Dulles : A Biography of Eleanor, Allen and John Foster*, Londres, Hodder & Stoughton, 1978. Trad. fr. : *Le Druide, l'espion qu'on n'a jamais pu prendre*, Pygmalion, 1983.

Sargant, William, *Battle for the Mind*, Ashford, the Invicta Press, 1984.

—, *The Mind Possessed*, Ashford, The Invicta Press, 1984.

—, *The Unquiet Man*, Ashford, The Invicta Press, 1984.

Index

Abramson, Harold, 191, 192.
Abwehr, 121, 181.
Action Directe, 96.
Adam, Ken, 196.
Addiction Research Center, Lexington, 189.
Addis-Abeba, 31, 388.
Afrique du Sud, 31.
Agca, Mehmet Ali, 47, 378, 379, 381, 391.
Agnew, Spiro, 330.
al-Aboub, Aziz, 21-51, 70-74, 87, 89, 90, 100, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 404.
Aldrich, 323, 325.
Algérie, 392.
Allan Memorial Institute, 144, 146, 148, 150, 152, 155, 179, 194, 200, 214, 215, 216, 224, 227, 229, 230, 238, 244, 245, 247, 249, 256, 257, 258, 263, 264, 277, 279, 282, 285, 288, 289, 292, 294, 314, 324, 387.
Allen, Morse, 128, 187, 188, 193, 238.
Allen, Richard V., 388.
Allodi, Fred, 407.
Amazon Natural Drug Company, 297.
American Journal of Psychiatry, 288, 305.
American Medical Association, 156.
American Society of Clinical and Experimental Hypnosis, 299
Ames, Robert C., 67, 68.
Amin Dada, Idi, 389.
Amnesty International, 14, 390, 391, 396, 400, 401, 407.
Arabie Saoudite, 42, 48, 56, 390.
Arafat, Yasser, 48, 75, 78, 392.
Arbenz, Jacob, 184.
Aş Sabi, 33.
Assad, Hafez el-, 382, 392.
Association des psychiatres américains, 163, 199, 222.
Association mondiale de Psychiatrie, 163, 235.
« Ataturk », 282, 283, 284, 294.
Auletta, Ken, 16.
Auschwitz, 109, 171, 215.

Bagdad, banque du sang de, 31
Baie des Cochons, 280.
Baker, James, 347.
Bakounine, Mikhaïl, 31.
Baldwin, Maitland, 238, 239.
Bander bin Sultan, prince, 48.
Bartholomew, Reginald, 75.
Batista, Fulgencio, 236.
Battle for the Mind (Sargant), 207, 239.
Bekaa, vallée de la, 29, 36, 42, 104.

Bergen-Belsen, 171.
Beyrouth, 17, 20, 21, 27, 28, 31-43, 48, 49, 50, 53, 57, 62, 63, 72-76, 80, 90, 91, 99, 100, 102, 110, 391, 392, 393, 396, 397, 405.
Biên Hoa, hôpital de, Saigon, 305, 312, 322.
Birmingham, Marian, 181.
BND, 47, 62, 89, 377, 379, 380.
Bonner, Rosemary, 226, 227, 250, 254.
Branche-40, 77.
Brandon Mental Hospital, 166, 167, 168, 170.
Brejnev, Leonid, 355, 381.
Brigades Rouges, 96, 348.
British Medical Journal, 313.
Buchenwald, 109.
Buckley, William, 63-76, 81-91, 94-105, 110, 121, 124, 184, 186, 223, 234, 237, 262, 273, 274, 295, 296, 298, 301, 302-307, 317-321, 324, 325, 342, 343, 372, 373, 375, 382-395, 401-406.
Bush, George, 341, 349, 350, 351, 361.
Buzzonetti, Renato, 358.

Caire, Le, 67, 68, 382.
Calley, lieutenant William L., Jr, 312.
Cambodge, 326.
Cameron, Dr Donald Ewen, 111, 123, 124, 125, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 140-144, 146, 148-155, 159-173, 175-183, 189, 192, 193, 194, 212, 229, 238, 239-242, 245, 248, 266, 267, 274, 275-281, 284, 286, 288-297, 299, 306, 307, 309, 313, 314, 315, 321, 323, 324, 347, 373, 397, 398, 399, 401, 403, 404, 407, 410.
Camp David, accords de, 382.
Canadian Mental Health Association, 163.
Carletti, Hugo, 225.
Carlucci, Frank, 361.
Carmichael, Leonard, 221.
Carter, Jimmy, 88, 105, 340, 341, 348, 351, 364, 365.
Carver, George, 89.
Casey, Bernadette, 344.
Casey, Sophia, 340, 344, 345, 350.
Casey, William Joseph, 17, 44, 45, 46, 49, 58, 76, 77, 80, 85, 87, 88, 98, 100, 102, 103, 104, 110, 119, 274, 301, 320, 329, 333, 339-381, 388, 394, 395, 396, 403.
Castelli, Umberto, 169.
Castro, Fidel, 236, 237, 238, 279, 286, 299, 300, 351, 352.
Central Intelligence Agency (CIA), 44, 47-58, 61, 64, 66, 71, 75, 76, 77, 79, 82-87, 89, 95, 96, 100, 102, 103, 109, 122, 126, 127, 129-132, 134, 156-159, 164, 183, 184, 186, 187, 188, 190, 191, 221, 223, 224, 235, 236-239, 258, 259, 260, 262, 272, 279, 280, 285, 286, 287, 292, 293-298, 300, 303, 305, 307, 310, 311, 312, 317, 319, 321, 322, 324, 325, 326, 328, 329, 330, 331, 333, 339, 341, 342, 345, 346, 349, 350, 357, 358, 359, 373, 377, 381, 383, 386, 389, 390, 396, 404.
« Cérébrophone », 160.
Cerletti, Ugo, 169, 170.
Chaadaïev, Piotr, 109.
Chah d'Iran, 54, 56, 58, 60, 184, 354.
chiites, 33, 35, 37, 51, 54, 55, 80, 104.
Chili, 30, 101, 341.
Chine, 79, 121, 152, 272, 356, 374.
Churchill, Winston, 182.
Chypre, 74, 383.
Clarrige, Duane R., 374, 375, 379.
Cleghorn, Robert, 148, 162, 163, 180, 181, 195, 196, 197, 198, 199, 214, 217, 229, 242, 251, 277, 284, 285, 293, 294, 316, 407.
Cogan, Chuck, 48, 64, 103.

Colby, William E., 118, 119, 329, 330, 341, 342, 361.
Colegio Medico, Chili, 30.
Columbia University, 186.
Comprehensive Psychiatry, 288.
Condon, Richard *(Le Candidat Mandchou)*, 275, 323.
Congo, 273, 373.
Connolly, John, 291.
Corée du Nord, *cf.* aussi Guerre de Corée, 27, 129, 131, 215, 217, 328, 342.
Corée du Sud, *cf.* aussi Guerre de Corée, 27, 31, 131, 215, 217, 328, 342.
Corée, guerre de, 60, 82, 93, 156, 159.
Cornell University, 133, 157, 158, 159, 221.
Cotter, Lloyd, 305, 306, 307.
Course à la Chair, Opération, 188, 189.
Cuba, 300, 386.

Dachau, 109, 127, 171, 215.
Danemark, 51.
Davis, Angela, 327.
Dayan, centre, 77, 79, 80.
Dean, John W., 327, 328.
Deaver, Michael, 340, 347, 364.
Delgado, José, 322
DIGOS, 47, 75, 89, 375, 377, 379.
Djibouti, 389.
« Dormophone », 161.
Drug Enforcement Agency, 104.
Dulles, révérend Allen Macy, 118, 132.
Dulles, Allen Welsh, 117-134, 153, 156, 184-189, 192, 193, 220-223, 234-239, 247, 272-275, 279, 280, 286, 307, 310, 317-320, 330, 341, 342, 345, 361, 371, 373, 401, 403.
Dulles, Clover, 117, 119, 121, 122, 123, 124, 125, 132, 133, 134, 158, 159, 181, 182, 183, 184, 185, 235, 236, 273, 301, 317, 318, 319, 320.
Dulles, Eleanor Lancing, 120, 124, 185, 235, 236.
Dulles, John Foster, 124, 184.

Egypte, 382, 392.
Ehrlichman, John D., 326, 328.
Eisenhower, Dwight D., 120, 152, 235, 258, 261, 263, 272, 275.
Eisenhower, Mamie, 117.
Ellsberg, Daniel, 326.
Encyclopaedia Britannica, 286.
Entebbe, 96.
Espagne, 51.
ETA, 348, 376.
Ethiopie, 27, 31.
Evin, prison d', 363.

Fadlallah, Cheikh, 38, 40, 41, 53, 68, 73, 74, 80, 81, 90, 99, 108, 394, 395, 406.
Fahd, prince, 355.
FBI, Federal Bureau of Investigation, 119, 126, 308, 326, 350, 367, 379, 393.
Férracuti, Franco, 47.
Ford, Gerald L., 330, 331, 351.
Fortune, 286.
Foster, John, 131, 185, 235, 236.
Fraction armée rouge, 62, 79, 376.
France, 43, 51, 237.
Freeman, Walter Jackson, 266, 267, 268.
Freud, Sigmund, 48, 98, 165, 168, 198.
Fuller, Graham, 87.

Gaulle, Charles de, 258, 272.
Gaynor, Paul, 128.
Genève, Convention de, 274.
George, Clair Elroy, 44, 48, 58, 76, 77, 85, 89, 102, 104, 109, 110, 393, 394, 395.
George Washington University, 44, 266.

Georgetown University Hospital, 297.
Geschichter, Fonds pour la Recherche médicale, 185.
Gittinger, John, 285, 286, 287, 288.
Goddard, Henry, 171.
Goethe, J. W. von, 198.
Goldwater, Barry M., 348, 349, 360.
Gottlieb, Sydney, 132, 156, 181, 185, 186, 187, 188, 189 190, 191, 193, 194, 223, 234, 238, 273, 275, 285, 286, 287, 288, 295, 296, 297, 298, 304, 305, 311, 312, 320, 321, 322, 323, 325, 387, 403.
Groebel, Jo, 47.
Guatemala, 236, 354.
Guerre du Golfe, 76, 88.
Gunn, John, 46.

Habré, Hissène, 372, 373.
Haig, Alexander M., Jr, 339, 343, 365, 366, 371, 375, 388.
Haldeman, H. Robert, 328.
Hall, Leonard W., 119.
Hammond, Candace, 66, 69.
Hanoi, 302, 303.
Harvard Law Medicine Institute, 315.
Hassan II, roi du Maroc, 64, 383, 393.
Heath, Robert G., 322.
Hebb, Donald O., 164, 238.
Heim, Roger, 189.
Helms, Richard, 132, 157, 186, 190, 235, 275, 298, 301, 304, 305, 307, 309, 310, 311, 317, 318, 320, 321, 325, 341, 361, 403.
Herter, Christian, 235, 236, 237.
Hess, Rudolf, 182, 183.
Hezbollah, 28, 29, 33, 34, 35, 40, 41, 42, 43, 51, 55, 56, 57, 60, 68, 73-77, 84, 85, 89, 90, 96, 104, 105, 107, 110, 394, 395, 399, 405, 406.
Hillenkoetter, Roscoe, 127.
Himmler, Heinrich, 182.
Hinckley, John, 375, 376.
Hinkle, Lawrence, 157, 310.
Hinsey, Joseph, 221.
Hitler, Adolf, 126, 132, 171, 182.
Hoffmann, Albert, 127.
Hongrie : insurrection de 1956, 152.
Hoover, J. Edgar, 119, 367.
Houston, Jeanie, 273, 318, 319, 320.
Houston, Lawrence Reid, 273, 317, 318, 319, 320.
Huard, Jeannine, 149-153, 178, 181, 224, 225, 227, 228, 254.
Hughes, Edward John, 120.
Hunt Howard, 326, 328.
Hunt Jim, 319, 320.
Hussein, 382.
hypnose, 299, 300.

Indigo, Projet, 356.
Ingraham, Barton L., 324.
Inman, amiral Bobby Ray, 348, 349, 360, 361, 362, 363, 377, 379.
IRA, Armée républicaine irlandaise, 78, 95, 101, 376, 377, 387.
Irak, 30, 37, 60, 90, 109, 354, 370, 390.
Iran, 27, 30, 37, 38, 51, 54, 59, 87, 90, 96, 97, 104, 109, 346, 347, 354, 356, 360, 364, 368, 374, 390, 392
« Irangate », 18, 88, 105.
Isbell, Harris, 189.
Islam, 33, 42.
Islam et la Logique de la Force, L' (Fadlallah), 39, 64, 65.
Ispahan, 59.
Israël, 30, 32, 40, 42, 47, 57, 79, 87, 88, 382, 394.

Jacobson, David, 110.
Jaffa, centre d'études stratégiques de, 77, 80.
Japon, 272.
Jean-Paul I, 357.
Jean-Paul II, 47, 356, 357, 358, 380, 381, 384.

Jérusalem, 57.
Johnson, Lyndon B., 120, 303, 307.
Josiah Macy, Fondation, 185.
Joumblatt, Walid, 391, 406.
Journal of Mental Science, 282.
Journal of Psychiatry, 288.
Jung, C. G., 165, 198.

Kadhafi, colonel Mu'ammar el, 44, 48, 79, 80, 351, 352, 353, 366, 372, 375, 377, 387, 392.
Keeney, Barnaby, 222.
Kelly, George, 221.
Kennedy, John F., 237, 279, 280, 291, 292, 307, 308, 317, 384.
Kennedy, Robert, 280.
KGB, 40, 57, 61, 62, 92, 101, 121, 307, 308, 309, 310, 326, 327, 351, 357, 358, 375, 376, 377, 379, 380, 381, 391.
Khmers Rouges, 108.
Khomeiny, Ayatollah Ruhollah, 38, 54, 58, 60, 87, 346, 351, 354, 355, 368, 369, 370, 372.
Khrouchtchev, Nikita, 39, 222, 258, 259, 262-265, 272.
Kimche, David, 47.
King, John, 297, 298.
Kissinger, Henry, 329, 365.
Kliendkienst, Richard, 328.
Komiteh, prison de, 363.
Kramer, Martin, 80.
Kroonstadt, prison de, 31.

Lambard, Gordon, 315.
Land, Edwin, 184, 312.
Langley, *cf.* Central Intelligence Agency, 48, 68, 69, 75, 76, 77, 80, 82, 84, 95, 100, 102, 103, 104, 109, 273, 280, 285, 296, 298, 300, 301, 302, 304, 305, 308, 313, 321, 323, 324, 330, 341, 342, 359, 361, 362, 366, 371, 375, 387, 392.
Lashbrook, Richard, 190, 191, 192.
Leek, Sybil, 321.
Léopoldville, 279.
Lester, Eve, 195.
Liban, 57, 62, 65, 66.
Libye, 360, 363, 374, 375, 377, 389, 392.
Liddy, G. Gordon, 326.
Lifton, Robert Jay, 19, 106, 387, 397, 404.
Linguaphone, 160, 161, 199.
Lipton, 107.
Lister, Joseph, 145.
lobotomie, 147, 171, 266-271.
Lumumba, Patrice, 273, 275, 279, 373.
McCarthy, Joseph, 190.
McCone, John A., 280, 286.
McFarlane, Robert C., 88, 104, 105, 388, 392.
McGill Psychiatric Training Network, 195.
McGill, université, 146, 149, 160, 163, 164, 173, 238, 316.
McMahon, John N., 77, 85, 102, 393, 394.
Macmillan, Harold, 258.
Mahomet, 81, 90, 91.
Mandchourie, 108.
Mandy, Peter, 58, 77, 379, 394.
Mao Ze-dong, ou Mao Tse-tung, 158.
Marbella, 383.
Marcinkus, archevêque Paul, 384.
Marcuse, Herbert, 91.
Marrakech, 383.
Marx, Karl, 158.
Maudsley Hospital, Londres, 213, 248.
Mayo Clinic, Winnipeg, 203.
Meese, Edwin, 340, 349, 350, 351, 353, 354.
Meilleur des Mondes, Le (Huxley), 160.
Mengele, Josef, 101.
Merari Aerial, 80, 407.
Mercer Ellen, 407.

MI5, 207, 308, 359.
MI6, 359.
Miami News, 128.
Mielke, Peggy, 116, 177, 200, 201, 225, 226, 229, 252, 253, 255, 257, 407.
M-K-Delta, projet, 156.
M-K-Recherche, projet, 296, 299, 313, 325, 387.
M-K-Ultra, projet, 156, 191, 193, 207, 221, 280, 286, 294, 296, 313, 325, 387.
Molott, Deane W., 157.
Moniz, Egaz, 170, 270.
Monroe, James, 133, 159, 181, 193, 194, 207, 220, 221, 234, 238, 258, 285, 286, 288, 291, 292, 311.
Montevideo, école de renseignement de, 30.
Montreal Neurological Institute, 148, 244.
Morrow, Mary Matilda, 115, 144-149, 153, 197, 239-247, 263, 275-279, 314, 324, 386, 388, 406, 410.
Moscou, 60, 62, 272.
Mossad, 57, 58, 67, 76, 77, 78, 79, 80, 377, 379, 391, 394, 399.
Mossadegh, Mouhammad, 184.
Moubarak, Hosni, 48.
Mulholland, John, 191.
My Lay, 312.

Nadjaf, 37, 38, 54, 56, 370.
Naplouse, 56.
NASA, 258, 259.
Nasser, Gamal Abdel, 237, 401.
Nations Unies, 14.
Nature, 282.
nazisme, 15, 19, 58, 106-109, 171, 182.
Nemeyri, Gafaar el-, 372.
New England Journal of Medicine, 266.
New York Times, 326, 330, 387.
Nidal, Abou, 56, 57, 58, 60, 78.
Nixon, Richard M., 100, 237, 318, 325, 327, 328, 329, 330.
North, lieutenant-colonel Oliver, 88, 104, 388, 392.
Nossenko, colonel Iouri, 307-311, 323, 331.
NSA, National Security Agency, 44, 45, 102, 343, 348, 353, 354, 361, 362, 363, 367, 378, 383, 386, 390, 393, 395.
Nuremberg, procès de, 19, 109, 182, 183, 400.

Oates, capitaine, 261.
Obote, Milton, 389.
Ochberg, Frank, 94, 95.
Office of Research and Development (ORD), 320, 321, 322, 324, 328.
Office of Strategic Services (OSS), 119, 125.
Office of Technical Services Staff (TSF), 129, 130, 156, 186, 187, 188, 297, 299, 311.
OLP, Organisation de Libération de la Palestine, 41, 48, 68, 74, 75, 77, 90, 91, 392.
Olson, Alice, 190, 191, 192, 387.
Olson, Frank, 190, 191, 192, 193, 286, 309.
Organisation révolutionnaire des Socialistes musulmans, 56.
Orlikov, Velma, 115, 202, 204-208, 222, 223, 254, 288-291, 311, 315, 386, 388, 395, 409.
Orwell, George : *1984*, 14, 323.
Oswald, Lee Harvey, 308, 376.
otages, 35, 48, 53, 60, 72, 95, 96, 97, 356, 361, 364, 393, 397, 399.

Page, L. G. M., 180.
Pakistan, 108, 259.
Paris, 57, 258, 272.
Pasternak, Walter, 285, 286.
Pasteur, Louis, 145.

Patrice-Lumumba, université, 39, 60, 61, 62, 82, 92, 109, 327.
Paul VI, 384.
Peabody, Francis, 197.
Pearl Harbor, 125, 171.
Penfield, Wilder, 173.
Pentagone, archives du, 89, 156, 326.
Perot, H. Ross, 105.
Peshawar, 259, 260.
Pie XII, 358.
Poggi, archevêque Luigi, 381, 391.
Poindexter, vice-amiral John, 88.
Pologne, 356, 357, 391.
Post, Jerrold M., 44, 45, 48, 49, 57, 58, 102, 103, 366, 368, 374, 380.
Powers, Francis Gary, 259, 260, 261, 262, 273, 362.

Qasr, prison de, 363.
Qom, 363, 369.
Quainton, Anthony, 366.

Rauh, Joseph, 386, 387, 403.
Reagan, Nancy, 44, 45, 57, 340, 344, 349, 370, 371.
Reagan, Ronald, 44, 45, 48, 49, 57, 58, 87, 88, 97, 99, 100, 103, 104, 331, 332, 333, 339, 340, 341, 343, 344, 346, 347, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 358, 359, 364, 365, 371, 374, 375, 382, 387, 388.
Résurrection, Opération, 297.
Robertson, Pat, 57.
Rockefeller, commission, 333, 347.
Rockefeller, fondation, 155, 238.
Rockefeller, Nelson A., 49, 331.
Rogers, Carl, 221.
Rome, 75, 86.
Roper, Agnes, 213, 249, 284, 293.
Roper, Peter, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 224, 225, 229, 248, 249, 250, 251, 252, 255, 268, 284, 292, 293, 294, 316, 409.
Rosenberg, Julius et Ethel, 137.
Royal Victoria Hospital, Montréal, 150, 241, 242, 247, 275, 278, 279, 314.
Rubenstein, Leonard, 162, 163, 164, 194, 199, 201, 202, 204, 205, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 214, 215, 218, 227, 229, 230, 231, 233, 234, 256, 257, 282, 289, 292, 294, 315, 332, 409, 410.
Russell, R. J., 180.

Sadate, Anouar el-, 67, 68, 355, 375, 378, 382, 383, 384, 385, 387, 389.
Saigon, 262, 302, 303, 305, 306, 312.
Salahabad, 363.
Salameh, Ali Hassan, 68.
Sammy, 282, 283, 284.
sandinistes, 374.
San Salvador, 374.
Sargant, William, 134, 207, 213, 223, 239, 248, 249, 250, 252, 253, 254, 257, 258, 313, 406.
Savak, 49, 56, 57, 354.
Savimbi, Jonas, 342.
Schlesinger, James R., 325, 326, 327, 328, 329.
Schleyer, Hans-Martin, 62.
Schonbaum, Edward, 181.
Schulman, Jay, 194.
Schwitzgebel, Ralph K., 323.
Schwitzgebel, Robert, 323.
Scofield Reference Bible, 57.
SDECE, 46, 57, 75, 89.
Sears, John P., 340.
Secret Intelligence Service (SIS), *cf.* aussi MI5 et MI6, 121, 319.
Séoul, 31, 128.
Shin, Beth, 390.
Shultz, George P., 58, 87, 392, 395.
Six Jours, guerre des, 41.
Smith, Gerald W., 324.
Smith, Madeleine, 136-144, 153, 181, 200, 201, 202, 208, 210, 211, 221, 229-234, 236, 239, 266-271.
Société pour la Recherche en Ecolo-

gie humaine, 181, 183, 185, 193, 194, 239, 285, 292.
Solandt, Osmond M., 164.
Soledad, frères de, 327.
Solidarité, 355, 357.
Somalie, 389.
Sporkin, Stanley, 386.
Sri Lanka, 108.
Staline, Joseph, 117.
Staunch, Opération, 87.
Stein, John H., 386.
Stephenson, Richard, 194.
Sterling, Claire : *Le Réseau de la Terreur*, 376, 377.
Stockholm, syndrome de, 94.
Storr, Anthony, 106.
Suez, crise de, 152.
sunnites, 37.
Symonds, Martin, 81, 82, 83, 94.
Syrie, 27, 109, 354, 390.

Taïwan, 108.
Taylor, Frederick Winslow, 167, 168, 173.
Tazmarent, centre de détention de, 383.
Tchernychevsky, 165.
Téhéran, 39, 54, 55, 56, 60, 87, 96, 105, 108, 341, 368, 369.
Tel-Aviv, 40, 53, 77, 78, 79, 84, 379, 394.
Terpil, Frank, 377.
Thatcher, Margaret, 43, 95, 372.
Tighe, général Eugène, 378, 379.
Tokyo, 272, 400.
Trainor, Dorothy, 154, 293, 294, 295, 410.
Tunisie, 392.
Turner, amiral Stansfield, 341, 342, 344, 345, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 361, 364, 366, 367, 371, 373, 403, 404, 410.
Turquie, 30, 258, 379, 390.

U-2, vols de, 185, 221, 237, 239, 247, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 272, 312, 362.
URSS, *cf.* aussi KGB, 14, 31, 45, 87, 92, 109, 152, 239, 272, 327, 374, 378.
United Fruit Company, 184.
Uruguay, 30.

Vatican, 357, 358, 374, 379, 391, 392.
Verdun Protestant Hospital, Montréal, 145.
Vietnam, 108, 286, 298, 302-305, 312, 318, 326, 328, 342, 345.

Walesa, Lech, 357, 391.
Ward, Paula, 181.
Washington Post, The, 16, 134, 190, 349.
« Watergate », 88, 326, 327, 328, 329, 330, 341, 342, 348, 351.
Webster, Williams H., 367, 379.
Weekend Magazine, 199.
Weinberger, Casper W., 46, 58, 339, 343, 361, 371, 375, 386, 395.
West, Louis Jolyon, 331, 332, 333.
Wheelon, Albert, 286.
White, Lincoln, 258.
White, général Thomas D., 272.
Whitehorn, John, 221.
Wiesbaden, 364, 398.
Williams, Edward Bennett, 301.
Wolff, Harold, 133, 157, 159, 188, 221, 222, 285, 288, 291, 292, 310, 311.
Women's International Terrorist Conspiracy for Hell (WITCH), 326.
Woodward, Bob, 16, 17.

Yarborough, Ralph, 291.

Zaïre, *cf.* Congo, 68.
Zia, président, 79.
Zielinski, Jan, 162, 163, 194, 201, 208, 209, 210, 211, 227, 229, 231, 232, 234, 257, 281, 282, 283, 294, 309, 409.

La composition de ce livre
a été effectuée par Bussière à Saint-Amand,
l'impression et le brochage ont été effectués
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand (Cher)
pour les Éditions Albin Michel

Achevé d'imprimer en septembre 1989
N° d'édition 10783. N° d'impression 8769-1310.
Dépôt légal : septembre 1989

Aux sombres heures de la guerre froide, la CIA menait hors du territoire américain, dans une clinique de Montréal, des recherches psychiatriques visant à asservir les cerveaux, véritable enfer qui mettait à contribution médecins et chirurgiens pour des lavages de cerveaux, lobotomies, électrochocs et expérimentations à l'aide de drogues dures.

Dans Beyrouth en guerre, un médecin libanais continue aujourd'hui à appliquer les méthodes qu'Allan Dulles et William Casey de la CIA cherchaient à mettre au point. Les otages sont soumis à leur tour à des traitements atroces : ainsi William Buckley, « fonctionnaire » de l'ambassade des États-Unis, enlevé puis assassiné au cœur de la capitale libanaise.

Rassemblant de très nombreux témoignages inédits, accablants, *Enquête sur les manipulations mentales* lève pour la première fois le voile sur les coulisses d'une médecine à l'éthique inacceptable, liée aux activités les plus occultes des services secrets et des groupes terroristes.

Une des premières grandes enquêtes sur la torture scientifique aujourd'hui.

Un tableau terrifiant sur l'organisation systématique de la dégradation mentale à travers la planète.

Gordon Thomas, né aux États-Unis, a été longtemps correspondant de presse au Moyen-Orient. Producteur à la BBC, il s'est spécialisé dans de grandes enquêtes dénonçant les atteintes aux droits de l'homme, les scandales financiers ou politiques. Son livre The Trial, *qui évoque la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, va être adapté au cinéma.*

Didier Thimonier

10.12.90
$ 34.95

9 782226 037800

ISBN 2-226-03780-2
140,00 F TTC